July 8/69

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

IV

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS, 55, QUAI DES AUGUSTINS.

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

JUSQU'A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

AVEC UN RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS JUSQU'A NOS JOURS

PAR

M. EMILE DE BONNECHOSE

—

Ouvrage couronné par l'Académie française

DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET CORRIGÉE

—

TOME QUATRIÈME



PARIS

A LA LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS

—

1862

LIVRE SIXIÈME.

L'ANGLETERRE APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1688 ET AU XVIII[e] SIÈCLE.

CHAPITRE I.

GUILLAUME III ET MARIE II.

1689 — 1702 [1].

I

Règne de Guillaume III et de Marie II, jusqu'à la dissolution de leur premier parlement.

1669 — 1689.

La révolution était accomplie et jamais, comme on l'a vu, changement politique plus important, considéré dans ses conséquences, ne fut produit avec aussi peu de bouleversement apparent dans les institutions. Les attributions des deux grands éléments de la constitution anglaise, de la couronne et du parlement, avaient été définies par la célèbre déclaration des droits, et leurs limites, dont l'incertitude avait causé dans le royaume soixante années d'agitation et de troubles civils, étaient enfin

1. Le règne simultané de Guillaume III et de Marie II finit à la mort de cette princesse, en 1695. Guillaume régna ensuite seul jusqu'à sa mort, survenue en l'année 1702.

déterminées. L'élévation de Guillaume et de Marie sur le trône des vieux rois saxons, des Plantagenets, des Tudors et des Stuarts, était l'éclatante manifestation de ce double fait; elle annonçait qu'en Angleterre, la prérogative du monarque ne serait pas considérée comme plus inviolable que les anciennes lois qui la limitaient, et que le gouvernement serait désormais tenu d'agir de concert avec les représentants légitimes du pays.

La grande majorité de la nation s'associa d'abord aux espérances du nouveau règne, et, lorsqu'avec le cérémonial consacré par plusieurs siècles, le chef des hérauts d'armes proclama à haute voix, sous les murs de White-Hall, Guillaume et Marie roi et reine d'Angleterre, un peuple immense lui répondit par ses acclamations, et la joie publique se manifesta, durant plusieurs jours, dans les provinces comme dans la capitale. Guillaume cependant ne se faisait pas illusion : tandis que l'Angleterre retentissait encore des fêtes de son avénement, il mesurait de son tranquille et profond regard les périls de la situation, et sentait le sol trembler sous lui. Il connaissait la mobilité singulière des passions humaines, ainsi que l'inconstance et l'ingratitude habituelle des partis. L'alliance des whigs et des torys, par l'accord desquels la révolution s'était accomplie, ne pouvait être durable, et déjà dans un grand nombre de ces derniers, il s'opérait une réaction toute favorable au dernier roi dont les torts n'étant plus sentis, se faisaient oublier, et qui devint, pour les mécontents et pour le clergé surtout, un objet de compassion dès qu'il eut cessé d'en être un d'effroi. Le parti triomphant, dont les principes étaient ceux de la révolution même, et qui pour cette

Etat du pays et des partis.

cause devait être plus particulièrement attaché à ses résultats, ne donnait guère moins d'inquiétude que les torys au prince qu'il avait couronné, et celui-ci avait presque également à redouter les implacables souvenirs, les prétentions illimitées des uns, la jalousie, les préjugés ou les remords des autres. Il n'ignorait pas d'ailleurs qu'à la suite des grandes secousses politiques il se produit toujours infiniment plus d'exigences qu'on n'a de moyens de les satisfaire, et que les révolutions les plus populaires mêmes ont pour conséquence immédiate l'excitation des ambitions, l'affaiblissement de l'autorité, l'accroissement des besoins de l'État et des charges de tous. Il croyait à l'existence d'un parti républicain [1], et savait que deux grands corps, l'armée et le clergé, avaient vu avec déplaisir les faits accomplis : l'armée se sentait humiliée d'avoir laissé choir, sans tirer l'épée pour le défendre, le trône confié à sa garde; et la majeure partie du clergé anglican, après avoir professé si haut la doctrine de l'obéissance passive et du droit inaliénable des couronnes héréditaires, subissait à regret et comme un mal nécessaire, une révolution qu'elle n'avait pu ouvertement approuver sans se donner à elle-même un douloureux démenti. L'Irlande enfin était déjà soulevée

1. L'opinion de Hume et de Dalrymple sur ce point est combattue par M. Hallam. On peut affirmer avec confiance, dit celui-ci, que le parti républicain n'existait pas, si par ce mot on entend une association d'hommes dont le but fût l'abolition de la monarchie limitée. Il y avait sans doute des hommes, particulièrement dans la secte des indépendants, qui chérissaient le souvenir de la bonne vieille cause, et croyaient la liberté civile inconciliable avec tout gouvernement royal ; mais ils étaient trop peu nombreux et trop loin de toute influence politique pour mériter le nom de parti (*Hist. const. d'Angl.*, c. XV).

presque tout entière : derrière elle apparaissait la France menaçante et Louis XIV qui, après avoir accueilli le roi fugitif, allait entreprendre de le rétablir.

A ces causes générales d'inquiétude pour la nation comme pour le roi il s'en joignait d'autres plus particulières. Celui que l'Angleterre saluait comme son libérateur était un étranger, un Hollandais aux manières froides et sévères, et manquait totalement de cet abandon, de cette grâce de paroles et de formes qui gagnait à Charles II les cœurs de ceux mêmes qui lui refusaient leur estime[1]. Très-peu instruit des détails pratiques de la constitution et du gouvernement anglais, Guillaume aurait eu besoin de rencontrer en Angleterre des guides sûrs, des hommes à la fois capables et honnêtes, dévoués au bien public et disposés à lui donner des conseils désintéressés : il n'eut pas ce bonheur : les hommes d'État de l'Angleterre à cette époque avaient été formés à l'école des révolutions : ils y avaient puisé ce mépris des principes, ce culte des intérêts personnels, cette avidité sans frein, cette facilité aux trahisons qui caractérisent les courtisans du peuple comme ceux des princes dans les temps de trouble et d'anarchie. Les rares amis de Guillaume, entre lesquels Bentinck avait dans sa confiance la part la plus large et la mieux méritée [2], et les seuls soldats sur la fidélité desquels il pût compter étaient ses compatriotes, Hollandais comme lui : l'Angle-

1. Guillaume III, ce prince d'une si grande âme, dit M. Hallam, jouit beaucoup moins de l'affection de ses sujets que Charles II (*ibid.*).

2. Le roi, cependant, accordait aussi une très-large part dans sa confiance à Sidney, qu'il créa bientôt lord Sidney, et dans la suite comte de Romney (Burnet, l. V).

terre, qu'ils avaient affranchie d'un joug insupportable, voyait en eux des étrangers, dont les services lorsqu'ils sont rappelés deviennent des offenses, et envers lesquels, aux yeux du vulgaire, l'ingratitude est bientôt une vertu. Pour surmonter ces nombreux obstacles, pour triompher de tant de périls, il ne fallait rien moins qu'une prudence consommée, un sang-froid à toute épreuve, un courage héroïque et ce profond sentiment du devoir et d'une grande mission à remplir qui élève l'âme au-dessus des passions humaines et la rend inaccessible aux craintes personnelles. Ces qualités se trouvaient réunies dans Guillaume; il avait délivré le peuple anglais, et par lui son œuvre fut maintenue et rendue durable.

Le premier soin du roi fut la composition de son conseil, non encore d'un ministère parfaitement homogène comme il le fut plus tard, selon l'esprit nouveau de la constitution, mais Guillaume forma l'administration d'éléments divers, selon que les circonstances l'exigeaient, et il y conserva ou y fit entrer quelques-uns des torys les plus éminents qui s'étaient ralliés à lui ou qui avaient pris une part active à l'œuvre de la révolution. Quatre lords de ce parti occupèrent ainsi les premières charges dans l'administration nouvelle; Halifax eut le sceau privé et la présidence de la chambre des lords, les comtes de Nottingham et de Shrewsbury furent nommés secrétaires d'État et lord Danby président du conseil. Les whigs furent cependant en majorité dans le premier ministère de Guillaume comme ils l'étaient dans le parlement. Lord Herbert fut placé à la tête de l'amirauté, lord Delamere devint chancelier de l'Échiquier : le grand sceau et la tré- Ministère mixte.

sorerie furent confiés à des commissions présidées, la première, par le vieux Meynard, la seconde par lord Mordaunt, mais dans celle-ci, le membre le plus influent comme le plus habile fut Godolphin, homme actif, laborieux, inoffensif, et que sa longue expérience des affaires avait rendu un des rouages nécessaires du gouvernement [1].

Le roi savait que, dans les circonstances tout exceptionnelles où il acceptait le pouvoir, l'établissement qu'il avait fondé ne pouvait être mieux défendu que par lui-même ; il garda donc l'influence immédiate et souveraine dans toutes les grandes affaires de chaque département séparé, et se réserva la direction exclusive des affaires étrangères pour laquelle il était éminemment propre par son esprit pénétrant, conciliant et ferme, par sa connaissance approfondie des cours et des cabinets de l'Europe, et par l'autorité sans rivale que lui donnait son grand rôle à la tête de la confédération dont il était l'âme et le bras.

La convention, immédiatement après avoir reconnu et fait proclamer les nouveaux souverains, rendit un vote qui la transformait en parlement : un bill fut publié à cet effet, et le serment de fidélité à Guillaume et à Marie fut rendu obligatoire pour les membres en possession d'un siége dans l'une ou l'autre chambre.

La convention convertie en parlement. 1689

Mesures financières.

Le parlement s'occupa d'abord des subsides et abolit, à la demande de Guillaume, l'impôt vexatoire et détesté établi sur les cheminées; mais il ne résolut l'im-

1. Godolphin....., esprit lucide, zélé pour aucun gouvernement, utile à tous. (Macaulay, *Hist. d'Angleterre, depuis l'avénement de Jacques II.*)

portante question du revenu de la Couronne ni à la satisfaction de Guillaume ni d'une manière immédiate. Ce revenu ne fut continué tel qu'il existait au moment de la révolution que provisoirement; les communes prescrivirent une enquête sur l'état exact des ressources du royaume, et posèrent en principe que le bill par lequel plusieurs branches importantes du revenu public avaient été affectées aux dépenses du roi Jacques et de son gouvernement durant sa vie, se trouvait annulé par son abdication. Guillaume, blessé de ce vote, redoubla de froideur dans son langage et ses manières; et l'air de Londres étant contraire a sa santé, il transféra, au grand déplaisir de la capitale, sa résidence habituelle à Hampton-Court, puis à Kensington [1].

De toutes parts déjà s'élevaient des plaintes et des murmures et les passions des divers partis imputaient au roi des torts nombreux, pour des faits dont cependant ils ne pouvaient le croire responsable, et pour des causes auxquelles il était étranger. Guillaume avait trouvé les divers services de l'administration publique désorganisés dans toutes leurs branches et entre des mains en général peu fidèles : il avait été obligé d'en choisir les chefs dans des rangs opposés, et ceux-ci agissaient nécessairement sans unité de principes ou de vues, et ne se montraient empressés qu'à se desservir mutuellement. Il avait fallu réprimer par la force, sur plusieurs points, des tentatives de sédition, proclamer la loi martiale, prévenir, par de nombreux emprisonnements, les tentatives des

1. Kensington est aujourd'hui enclavé dans la métropole et en était, au temps de Guillaume III, éloigné de plusieurs milles.

partisans du roi Jacques, désignés sous le nom de jacobites et suspendre enfin l'acte d'*habeas-corpus*. Ces rigueurs, conséquences naturelles de toute révolution, furent autant d'amers griefs contre le gouvernement nouveau. Déjà une partie de l'armée s'agitait, et le roi après lui avoir fait payer ses arrérages, jugea prudent de la licencier. On a vu qu'il comptait avec elle, au nombre des mécontents, la grande majorité du clergé établi, qui invoqua de nouveau les anciens principes du droit héréditaire et inaliénable des souverains à l'obéissance passive et absolue de leurs peuples. Guillaume était trop sage pour s'en offenser ou pour s'en plaindre : il avait désiré, par politique autant que par esprit de tolérance religieuse, combattre, dans cette Église, l'influence des membres hostiles à sa personne ou à son gouvernement, en facilitant la réunion des dissidents modérés avec elle, et en rendant les emplois accessibles, sans distinction de secte, à tous les membres des communions protestantes[1]. Les mesures violentes lui répugnaient surtout vis-à-vis du clergé, et il poussa l'indulgence à son égard jusqu'à exprimer le vœu qu'il fût dispensé du serment d'obéissance et de fidélité imposé par le parlement à tous ceux qui remplissaient des fonctions publiques, civiles ou religieuses. Il échoua sur ces deux points : l'obligation du serment fut maintenue pour le clergé, qui cependant obtint un délai jusqu'au mois de février suivant : tout ministre de l'Église établie qui, à cette

1. Le roi, dit Burnet, montra aussi une grande douceur envers les papistes, de telle sorte qu'ils sentirent les effets de l'acte de tolérance sans y être effectivement compris.

époque, n'aurait pas prêté ce serment, devait être privé de son bénéfice et de son emploi.

Projet de bill de compréhension pour la réunion des dissidents.

Un bill célèbre sous le nom de *Bill de Compréhension*, pour la réunion des dissidents, rencontra dans le parlement d'insurmontables obstacles. Les chambres de la convocation du clergé anglican furent assemblées pour le même objet ; mais là, comme il était présumable, le projet de réunion fut encore plus fortement combattu. Deux partis, depuis longtemps existants, étaient à cette époque généralement désignés dans le clergé sous les noms de *haute* et de *basse Eglise* [1]. Les hommes appartenant au premier parti affectaient d'oublier l'assistance fraternelle qu'ils avaient reçue, à la fin du dernier règne, de la grande majorité du corps des dissidents : ils ne se souvenaient déjà plus que de leurs anciennes inimitiés. Toute importante concession faite aux principes et aux préjugés de ceux-ci était par eux taxée de faiblesse et d'impiété, et ils voulaient surtout que la barrière qui écartait des fonctions civiles les adversaires de la constitution ecclésiastique, fût perpétuelle. Les membres de la basse Eglise, au contraire, inclinant les uns vers les doctrines latitudinaires, les autres vers le presbytérianisme, ne voyaient dans le rituel et les cérémonies établies rien d'indispensable pour le salut, mais seulement un moyen d'entretenir la piété. Ils étaient imbus des maximes de l'apôtre touchant le respect que l'on doit aux consciences délicates ; ils ne pensaient pas qu'il fallût déchirer le grand corps des Eglises chrétiennes et protestantes à l'effet de rendre obli-

1. High church, low church.

gatoires pour tous quelques parties indifférentes du cérémonial, comme le port du surplis, le signe de la croix ou les génuflexions devant l'autel, et ils opinèrent pour étendre les concessions dans les plus larges limites. Ce parti comptait plusieurs hommes éminents, à la tête desquels étaient le vénérable Tillotson, réputé le plus grand prédicateur de l'époque; Stillingfleet, le doyen de Saint-Paul; et enfin Burnet, récemment promu par Guillaume au siége épiscopal de Salisbury, non moins distingué par son zèle actif, charitable et chrétien, que par ses écrits. Les deux partis religieux étaient numériquement à peu près balancés dans la nation comme dans le parlement; mais celui de la haute Eglise, inférieur à l'autre en sagesse comme en talent, était en très-grande majorité dans le clergé. C'était assez pour rendre tout compromis impossible, et le projet pour la réunion des sectes, présenté plusieurs fois, fut toujours repoussé.

Adoption de l'acte de tolérance. 1689

Les efforts du roi furent plus heureux pour l'acte de tolérance, promptement converti en bill. Cet acte n'accordait pas cependant une tolérance absolue, et n'exceptait des peines portées par les statuts contre les conventicules des dissidents que ceux d'entre ces derniers qui prêteraient serment de fidélité au roi Guillaume, ou qui souscriraient la déclaration contre le papisme. Les ministres dissidents étaient tenus de signer tous les articles de l'Eglise anglicane, à l'exception de quatre [1]. Toute liberté était donnée aux quakers; les catholiques et les unitaires n'en obtenaient aucune. Cet acte, peu logique et si incomplet encore, rempli d'anomalies et d'inconséquences, était

1. Ou plutôt à l'exception de trois et d'une partie quatrième.

néanmoins un progrès manifeste, et ce fut surtout au moyen et à l'aide de ses imperfections qu'il triompha de la résistance de ses adversaires et fut converti en loi [1].

Ces longs débats touchant la religion furent quelque temps suspendus par les fêtes du couronnement. La cérémonie s'accomplit à Westminster, le 11 avril 1689, avec grande pompe et selon les usages consacrés. Peu d'évèques y assistèrent : le primat Sancroft s'abstint d'y paraître ; mais Guillaume vit dans son cortége les hommes les plus illustres du royaume par l'éclat de leur naissance et de leurs services. Plusieurs lords qui avaient voté pour une régence, entre autres Grafton, Sommerset et Ormond, remplirent, dans cette solennité, de hautes fonctions traditionnelles : l'évêque de Londres, Compton, officia à la place du primat absent. Guillaume et Marie prètèrent dans ses mains le serment voté par les deux chambres : ils jurèrent de gouverner selon la loi, de rendre la justice avec miséricorde et de maintenir la religion protestante légalement établie. Quelques grandes promotions furent faites à cette occasion : lord Danby fut créé marquis de Caermathen, Churchill comte de Marlborough, Mordaunt comte de Monmouth [2], et le hollandais Bentinck, le fidèle ami du roi, le confident de ses secrètes pensées, fut fait comte de Portland.

Couronnement de Guillaume III et de Marie.

1689

Le couronnement fut suivi de la déclaration de guerre

1. Macaulay, *ubi supra*.

2. Cette nomination trompa l'espoir des amis et de la famille de l'infortuné duc de Monmouth, qui désiraient que son jugement fût cassé et que son titre fût transmis à ses descendants. Mais Guillaume, en cette circonstance, écouta une saine politique. Il importait trop en effet à sa réputation de bien établir qu'il était resté complétement étranger à l'aventureuse entreprise de Monmouth.

Guerre déclarée à la France. 1689

à la France. Guillaume avait réussi à rallier de nouveau contre cette puissance la plus grande partie de l'Europe, et Louis XIV, par sa conduite violente, par ses usurpations perpétuelles, et surtout en donnant pour la seconde fois l'ordre effroyable d'incendier le Palatinat, d'expulser ou d'exterminer ses habitants, avait secondé contre lui-même les efforts de son infatigable antagoniste. Les princes de la confédération germanique, les Etats généraux, la maison de Brandebourg, la cour d'Espagne, avaient déjà publié leurs manifestes de guerre, lorsque les communes d'Angleterre présentèrent au roi Guillaume une adresse où elles rappelaient les nombreuses injures faites par la France à sa personne et à son peuple, et promettaient de l'aider avec vigueur à en tirer satisfaction ou vengeance. Déjà en effet, Louis XIV avait attaqué Guillaume, et c'est en Irlande que les premiers coups avaient été portés.

Situation de l'Irlande. 1685-1687

L'Irlande avait complétement changé de face depuis l'avénement de Jacques II : les rapports entre la race celtique indigène et la race anglo-saxonne des conquérants étaient maintenant intervertis, et au lieu de la domination violente du petit nombre sur tout le pays, telle que l'avait établie Cromwell, c'était maintenant la majorité catholique, ou plutôt la totalité de la population indigène, qui pesait de tout son poids sur la minorité protestante. Jacques II, dès la seconde année de son règne, en 1686, avait songé à faire de l'Irlande une place d'armes pour tenir en bride la Grande-Bretagne, ou pour y trouver un refuge en cas de revers, et il n'eut aucune peine à y opérer une révolution selon ses vœux, qui étaient ceux du pays.

L'administration civile et judiciaire passa rapidement des mains des protestants en celles des catholiques : toutes les commissions dans l'armée leur furent données, et quelques régiments anglais, derniers restes de l'armée protestante avec laquelle Ormond avait jadis maintenu en Irlande la domination des colons anglais, furent licenciés et laissés sans ressources. Les Irlandais usèrent de leurs avantages comme on pouvait l'attendre de la part d'une population grossière, fanatique et longtemps opprimée ; ils opprimèrent à leur tour, et les colons anglais souffrirent tous les maux qu'ils avaient longtemps infligés [1].

Telle était la situation nouvelle de l'Irlande lorsqu'on y apprit le débarquement de Guillaume avec des forces imposantes à Torbay. Cette nouvelle irrita la population indigène, et la rendit plus menaçante et plus agressive. Les alarmes des colons anglais s'en accrurent : le bruit d'un massacre général et prochain des protestants se répandit, et dans les provinces du Sud, où ils étaient en petit nombre et comme en pays ennemi, chaque famille protestante fit de sa maison une forteresse où elle eut à repousser de fréquentes attaques. Dans la province d'Ulster, où la très-grande majorité de la population urbaine, en deçà des limites du *Pale* [2], était protestante, on se tint prêt des deux parts pour la guerre civile. Tyrconnel fit occu-

1. La plupart des hommes qui offraient en Irlande des garanties par l'éducation ou la fortune étant protestants, les emplois dans l'administration et l'armée tombèrent en des mains ignorantes et grossières, et les officiers municipaux furent choisis dans la lie du peuple. (Macaulay, *ubi suprà*.)

2. On nommait ainsi, comme on l'a vu, dès les premiers temps de la conquête du pays, tout le territoire où dominait exclusivement la race anglo-saxonne.

per militairement les villes principales : quelques-unes fermèrent leurs portes ; deux surtout, Enniskillen et Londonderry, acquirent un grand renom, dans les fastes de cette époque, par leur résistance héroïque. Tyrconnel réunit des forces pour les réduire ; mais il apprit bientôt la fuite de Jacques II en France, et ensuite la réunion à Londres de la convention qui allait décider du sort des trois royaumes. Tyrconnel alors temporisa, et, avant de prendre une résolution définitive, il correspondit en même temps avec Guillaume en Angleterre et avec Jacques II à Saint-Germain. Il abusa le premier en lui laissant entrevoir des dispositions à se soumettre, tandis qu'il flattait le roi Jacques de l'espérance de recouvrer son trône s'il voulait franchir de nouveau la mer, et s'il débarquait en Irlande avec quelques troupes françaises, de l'argent et des armes. L'île entière, disait-il, se lèverait pour lui, et dans chaque Irlandais indigène il aurait un soldat [1].

Conduite double de Tyrconnel.

Tyrconnel n'hésita pas davantage, et il appela toute la population catholique aux armes. L'étendard royal des Stuarts fut arboré sur le château de Dublin avec cette devise : *Maintenant ou jamais, maintenant et à jamais* [2]. Ces mots électriques passèrent rapidement dans toutes les bouches d'une mer à l'autre, et sur-le-champ un peuple entier fut debout et en armes pour reconquérir son pays et son indépendance. Cinquante mille hommes furent en-

1. L'envoyé de Tyrconnel était en même temps chargé d'une mission secrète pour Louis XIV, par laquelle l'Irlande lui était offerte dans le cas où Jacques rejetterait les moyens proposés pour la recouvrer. (*Lettre du comte d'Avaux à Louis XIV*, avril 1689.)

2. Now or never, now and for ever.

régimentés et vécurent à discrétion aux dépens de la population protestante qu'on désarma, et dont les propriétés furent presque toutes pillées, saccagées et en grande partie détruites [1]. Une multitude de familles anglo-saxonnes émigrèrent dans la Grande-Bretagne ; beaucoup d'autres cherchèrent un refuge à Enniskillen et à Londonderry, et ces deux places virent bientôt une armée ennemie sous leurs murs. Tel était l'état des choses en Irlande, avant qu'il eût été possible d'envoyer à aucun des deux partis le secours de quelque force étrangère d'Angleterre ou de France.

Louis XIV cependant, en accueillant Jacques II fugitif, n'avait rien épargné pour honorer en lui la royauté et l'infortune. Il lui avait fait à Saint-Germain un établissement royal, lui avait assigné une pension énorme malgré la détresse de son propre trésor, et il voulut qu'on rendît au monarque déchu les mêmes honneurs qu'à lui-même. Il fit preuve en tout, dans ses procédés à son égard, d'autant de délicatesse que de générosité : il promit de l'aider à reconquérir son trône, et comprit de quelle importance pouvait être l'Irlande en des mains amies ou françaises, soit pour envahir l'Angleterre, soit pour neutraliser les efforts de cette puissance sur le continent. Il ne crut pas prudent de distraire quelques régiments de son armée en face de la coalition européenne, mais il offrit d'ailleurs à Jacques II tout ce que réclamait Tyrconnel pour affermir l'autorité de ce

1. On jugea des pertes de la population protestante à cette époque en Irlande, par celles des quakers, évaluées à 100,000 livres sterling (2,500,000 fr.). Les quakers ne formaient pas la cinquantième partie des protestants établis dans la contrée.

prince en Irlande, et pour achever d'en expulser ou d'y assujétir la population anglo-saxonne et protestante. Une escadre, à Brest, eut l'ordre de se tenir prête à appareiller pour transporter Jacques II dans cette île, et reçut à son bord des munitions, des armes, des habits pour dix mille hommes, et 500,000 couronnes d'or. Quatre cents officiers français sous le comte de Rosen firent aussi partie de cette expédition à l'effet de discipliner et d'organiser les levées irlandaises. Dans la visite de congé que fit Jacques à Versailles, Louis XIV lui dit avec sa grâce habituelle ce mot heureux : « Je dois souhaiter de ne plus vous revoir : cependant, ajouta-t-il, si la fortune vous était de nouveau contraire, vous me trouveriez encore pour vous tel que j'ai toujours été. »

Expédition française pour rétablir Jacques II en Irlande.

1689

Jacques II débarqua en Irlande dans la baie de Kinsale, accompagné de quelques Anglais de marque, entre lesquels on distinguait Berwick, son fils naturel, fort jeune encore, et appelé à une haute illustration militaire. Il se rendit à Corke, puis à Dublin, et fut reçu partout avec de grandes démonstrations de joie par une population enthousiaste, misérable et à demi sauvage. A Dublin, il convoqua le parlement irlandais et tint conseil. Trois partis s'agitaient autour de lui : celui des jacobites anglais ou écossais, aux yeux desquels la possession de l'Irlande n'était qu'un moyen pour faciliter le rétablissement de Jacques sur le trône d'Angleterre, tandis qu'au contraire les jacobites irlandais n'y voyaient qu'une occasion propice pour détacher l'Irlande de l'Angleterre et pour lui rendre son indépendance nationale, résultat qu'ils ne pouvaient espérer si le roi était rétabli à Westminster sur le trône des Stuarts. Pour les Ir-

landais, en un mot, le jacobitisme ou le dévouement à Jacques II et à sa cause n'avait aucune autre signification que le dévouement à la patrie irlandaise et à la cause nationale de son affranchissement civil ou religieux. Le troisième parti était le parti français, que représentait le comte d'Avaux, ambassadeur de Louis XIV : ce parti devait, selon les circonstances, adopter entre les mesures suggérées par les deux autres, celles qui seraient le plus conformes aux intérêts véritables de la France dans sa lutte avec la coalition : il lui semblait téméraire d'espérer que Jacques soumît l'Angleterre avec les seules forces de l'Irlande, et il jugeait utile et nécessaire de séparer d'abord ce pays du royaume voisin. D'Avaux joignit dans ce but ses efforts à ceux du parti irlandais, et il insista pour retenir le roi à Dublin, siége de la prochaine réunion du parlement national, au sein duquel prévaudrait exclusivement l'intérêt irlandais. Mais Jacques II avait d'autres pensées, c'était sur le trône de la Grande-Bretagne qu'il aspirait à s'asseoir encore; il eût craint avec raison de paraître, aux yeux des Anglais et des Ecossais, dominé par un peuple considéré par eux comme un esclave révolté : il lui tardait enfin de soumettre à ses armes les parties de l'Irlande où son autorité n'était pas encore reconnue. Il fallait donc d'abord faire tomber Enniskillen et Londonderry, qu'on lui représentait comme incapables de résister à une démonstration sérieuse, puis, de là, passer en Ecosse avec le prestige d'un premier succès. Sa volonté l'emporta, il marcha sur Londonderry; ses forces, consistant surtout en régiments d'infanterie levés

à la hâte, étaient mal armées et mal aguerries [1], mais nombreuses : la ville fut investie de toutes parts et sommée de se rendre. Les habitants, dont le nombre était accru d'une foule de familles protestantes réfugiées dans leurs murs, résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Trahis par le gouverneur militaire, et abandonnés à eux-mêmes, ils élurent pour chefs quelques hommes qui, depuis le début du siége, avaient donné des preuves d'une grande énergie : l'un d'eux était un ecclésiastique nommé Walker, recteur d'une des paroisses de la ville, dont la parole éloquente avait appelé les citoyens aux armes et soutenu leur courage. Les remparts étaient faibles et à demi-ruinés, mais derrière eux se tenait pressée une multitude intrépide, l'élite de la population anglaise et protestante de Leinster et d'Ulster, résolue à mourir pour la défense de ses droits civils et de son culte. Le siége fut poussé avec vigueur : on investit la ville par terre et par mer, et une forte estacade construite dans la rivière de la Foyle, peu au dessus de son embouchure, ayant coupé toutes les communications avec la mer, l'horreur de la famine vint s'ajouter pour les défenseurs aux fatigues et aux périls des combats journaliers [2]. Leur

Siége de Londonderry. 1689.

1. On lit dans le compte rendu par Tyrconnel, au roi, que sur vingt mille fusils distribués par lui aux soldats irlandais, il y en avait à peine un millier en bon état. L'artillerie était réduite, en Irlande, à huit petites pièces de campagne en état de servir au moment où le roi débarqua (*Mém. de Jacques II*, t. IV).

2. M. de Rosen, qui commandait l'armée du roi à ce siége, donna un ordre affreux ; celui d'assembler de force tous les protestants des environs et de les contraindre d'entrer dans la ville, afin de consommer plus promptement les derniers vivres, et soumettant à l'exécution militaire non-seulement ceux qui

héroïsme ne fléchit pas, et trois mois plus tard, moissonnés par la faim et par le fer de l'ennemi, réduits au tiers de leur nombre, plus semblables à des fantômes qu'à des vivants, ils combattaient encore, indomptables et invincibles. Ils furent enfin secourus : quelques bâtiments portant des troupes anglaises et des vivres forcèrent l'estacade et pénétrèrent dans le port. La ville fut ravitaillée à la vue de l'armée assiégeante qui couronnait les hauteurs : tout espoir de la réduire s'évanouit et le siége fut levé [1].

Levée du siége.

Peu de jours après, les armes du roi Jacques reçurent en Irlande un autre échec. Des forces nombreuses avaient été dirigées à l'ouest contre Enniskillen, seconde place d'armes de la population anglo-protestante dans l'Ulster. Une rencontre eut lieu entre l'armée irlandaise et les défenseurs d'Enniskillen à quelques milles de cette place, près de la petite ville de Newton-Buller. Les Anglais étaient inférieurs en nombre : le colonel Wollesley, leur chef, leur cria de choisir eux-mêmes entre la retraite et l'attaque. Marchons! fut leur réponse, et leur victoire fut complète.

Jacques II n'avait pas attendu la chute de Londonderry pour rentrer à Dublin, où le parlement s'était réuni, et rien n'était plus propre, pour soutenir en Irlande le courage de la faible population anglo-protestante, que les

étaient en rébellion actuelle, mais leurs amis et leurs adhérents. Le roi opposa à cet ordre barbare une résistance qui lui fait honneur ; il demanda le rappel de M. de Rosen, et lui dit que s'il eût été son sujet il l'eût obligé à rendre compte de sa conduite. Voyez deux lettres du roi, l'une au maréchal de Rosen, l'autre à lord Dower, dans les *Mémoires de Jacques II*, t. IV.

1. Le siége de Londonderry, dit M. Macaulay, est le plus mémorable dont il soit fait mention dans les annales britanniques. (*Hist. d'Anglet. depuis l'avénement de Jacques II.*)

Parlement irlandais à Dublin.

1689.

mesures décrétées alors par cette assemblée, agissant presque tout entière sous l'impulsion des passions les plus aveugles et les plus malfaisantes, la haine des races, la vengeance séculaire, le fanatisme et la cupidité. Redoutant l'effet que produiraient en Angleterre des actes si désastreux pour la minorité, le roi essaya en vain de modérer ces brutales violences, et fut entraîné malgré lui à les sanctionner. Le premier décret de ce parlement fut l'abolition de l'acte célèbre *d'établissement* voté, un demi-siècle auparavant, par le long parlement d'Angleterre. Les représentants, à titre héréditaire ou légalement acquis, de ceux qui, sur la foi de cet acte, étaient devenus possesseurs en Irlande, furent dépouillés de leurs biens et réduits à la mendicité. Ce décret fut bientôt suivi d'un autre plus terrible pour les anglo-protestants et sans exemple dans les annales britanniques : une liste de proscription fut dressée par les deux chambres du parlement d'Irlande. Plusieurs milliers de noms y furent portés au gré des haines et des fureurs de chacun, et on assigna aux proscrits un terme prochain, après lequel quiconque ne se serait pas présenté aux magistrats était condamné à la perte de tous ses biens et au supplice des traîtres. Aucune excuse n'était admise pour cause d'absence, soit par ignorance ou maladie, soit même pour le fait d'un emprisonnement à l'étranger. Cet acte effroyable, connu dans l'histoire sous le nom de *grand acte d'attainder*, était réellement la proscription d'un peuple par un autre. Jacques fut forcé d'y souscrire. Il avait annoncé, à son arrivée en Irlande, des vues tolérantes pour le culte et promulgué une ordonnance tendant à assurer la liberté de conscience aux membres de

Révocation de l'acte d'établissement.

Proscriptions.

Grand acte d'*attainder*.

toutes les Eglises chrétiennes ; mais elle ne fut qu'une lettre morte, et outre les maux infligés à la population anglo-protestante par le rappel de l'acte d'établissement et par le grand *acte d'attainder*, le clergé anglican fut dépouillé de tous ses biens et de toutes ses redevances, qui passèrent au clergé catholique : les ministres et les laïcs protestants, ceux mêmes qui s'étaient compromis aux yeux des leurs par un attachement inviolable à la doctrine de la non-résistance et à la cause du roi Jacques, furent en butte, de la part de la population catholique, à tous les outrages sans obtenir ni justice, ni protection ; il leur fut même interdit de se protéger eux-mêmes, et ils furent contraints de livrer leurs armes à leurs persécuteurs [1]. Spoliation du clergé protestant.

Les spoliateurs ne songeaient tous qu'à eux-mêmes : le trésor du roi ne profitait point de la spoliation, il était vide, et Jacques, pour le grossir, eut recours à un acte qui mit le comble à la ruine des opprimés : il fit frapper une quantité énorme de monnaie de cuivre à laquelle, en vertu de sa royale prérogative, il donna un cours forcé six fois supérieur à sa valeur réelle. Presque tout le négoce et le commerce en gros et en détail étaient, en Irlande, entre les mains des protestants, qui refusèrent en vain de céder leurs denrées contre cette monnaie fictive ; elles leur furent violemment arrachées, et toute Monnaie fictive.

1. Ronquillo, ambassadeur d'Espagne en Angleterre, informa sa cour que les lois contre le papisme avaient été adoucies par la prudence et l'humanité du Gouvernement, et prit sur lui d'assurer le Saint-Siége que tout ce que pouvait souffrir un catholique romain à Londres n'était rien, comparé à ce que souffraient les protestants en Irlande (13 juin 1689).

résistance fut mise au rang des crimes et punie comme telle [1].

La fuite devint l'unique ressource de cette population spoliée et décimée, et la Grande-Bretagne fut son refuge. Il n'était bruit dans cette contrée que de l'odieuse tyrannie dont l'Irlande était maintenant le théâtre. En vain les émissaires de Jacques essayaient encore d'émouvoir les Anglais pour son infortune et le disaient disposé à donner satisfaction à ses sujets protestants s'il était rétabli par eux sur son trône : tous ses actes réfutaient ses promesses. La conduite du parlement d'Irlande excitait aussi au plus haut degré l'indignation et la colère des chambres de Westminster : celles-ci avaient partagé la vive sympathie et l'admiration enthousiaste du pays pour l'héroïque courage des défenseurs d'Enniskillen et de Londonderry, et après avoir poussé le roi lui-même à les secourir elles avaient applaudi avec transport à leur délivrance. Le roi répondit à leur ardeur impatiente en promettant qu'une armée anglaise, sous les ordres de l'illustre Schomberg, passerait prochainement en Irlande : c'est ainsi que la fureur de ses ennemis et la compassion universelle pour leurs victimes ranimèrent la popularité déjà presque éteinte du roi Guillaume, et raffermirent son autorité ébranlée en Angleterre et en Ecosse.

Caractère différent de la révolution en Angleterre et en Irlande.

La révolution avait été plus complète et plus violente dans cette dernière contrée que dans le royaume voisin, et il était difficile qu'il en fût autrement, l'administration des derniers Stuarts ayant été beaucoup plus oppressive et plus corrompue en Ecosse qu'en Angleterre. Ici la ré-

1. Macaulay, *ibid.*

volution fut conservatrice, là elle fut destructive. Les Anglais, dit l'éminent historien déjà cité [1], se plaignaient moins des lois que de leur violation : ce fut pour conserver ces lois, pour maintenir leur autorité, qu'ils s'insurgèrent, et la convention réunie à Westminster, quoique irrégulièrement convoquée, fut constituée selon les formes légales du parlement; aucun membre ne siégea dans l'une ou l'autre chambre sans droit héréditaire ou sans mandat légal. Il n'en fut pas ainsi en Ecosse : dans ce pays la loi même, faite après la restauration par une minorité réactionnaire et violente, était en opposition perpétuelle avec l'intérêt commun et le vœu général, et Jacques II s'était rendu plus impopulaire en contraignant le peuple d'obéir aux lois ainsi décrétées par ses propres législateurs qu'il ne l'eût été en les violant. L'Eglise légalement établie était odieuse dans le royaume : quelques-uns des hommes les plus justement considérés et les plus populaires se trouvaient proscrits et exclus de la représentation nationale; et, à moins d'annuler plusieurs votes oppresseurs des derniers parlements tenus en Ecosse et quelques détestables sentences des cours juridiques, il eût été impossible de réunir une convention qui fût l'expression du pays et qui commandât le respect et l'obéissance [2]. Guillaume pourvut aux nécessités de la situation par un acte de son autorité. Il appela à siéger dans la convention d'Ecosse quelques

1. Macaulay.

2. Selon les lois existantes nul n'aurait eu le droit de voter aux élections sans renoncer au *covenant* et sans reconnaître en matière religieuse la suprématie de la couronne. Les presbytériens se trouvaient ainsi exclus des élections et l'immense majorité du pays était presbytérienne.

lords sur lesquels pesaient des sentences d'une révoltante injustice, et révoqua l'acte par lequel les presbytériens avaient été privés de la franchise électorale. Le résultat de ces deux mesures illégales, mais commandées par les circonstances, fut de donner aux whigs une grande majorité dans la convention appelée à siéger à Edimbourg [1].

Réaction religieuse en Écosse.

1689.

Tous les efforts de cette assemblée furent impuissants pour protéger l'Eglise épiscopale contre la passion populaire : les covenantaires avaient pris les armes au bruit des événements de Londres : les caméroniens, sur lesquels était particulièrement tombé le poids de la persécution, se montrèrent les plus ardents contre le clergé oppresseur. Leurs souffrances avaient été excessives et atroces, et cependant, malgré la fureur qui les transportait, leur vengeance eut des bornes : ils saccagèrent les églises, pillèrent les presbytères, chassèrent les ministres épiscopaux, traitèrent ceux qui leur étaient le plus odieux avec insulte et dérision, et commirent une foule d'actes violents et coupables; mais ils s'abstinrent de l'effusion du sang, de l'homicide et du meurtre [2]. Edimbourg paraissait alors également menacé par deux factions ennemies : d'une part, le duc de Gordon et la garnison tenaient, au nom du roi Jacques, le château fort d'où ils

1. Ici, dit sir Walter Scott, la révolution fut faite par la multitude, tandis qu'en Angleterre, le mouvement fut conduit par les classes élevées. L'illustre auteur voit, à tort peut-être, dans ce fait, une preuve de l'infériorité de la civilisation en Écosse. Nous venons de reconnaître qu'il était presque impossible qu'il en advînt autrement dans cette contrée où la religion fut le mobile véritable de la réaction populaire.

2. Sir Walter Scott, *Hist. d'Ecosse.*

pouvaient écraser la ville, qui d'autre part était envahie par des bandes armées de farouches caméroniens : les plus grands excès étaient à craindre : ce fut entre ces deux dangers que la convention d'Ecosse, réunie par l'ordre de Guillaume, ouvrit ses séances à Edimbourg. Les jacobites y étaient nombreux, quoique en minorité, et comptaient parmi leurs chefs trois hommes d'une grande notoriété : le marquis d'Athol, Lindsay, comte de Balcarra, et le sanguinaire John Graham, vicomte Dundee, fameux surtout sous le nom terrible et abhorré de Claverhouse. Ces deux derniers, quoique ayant fait leur paix avec le prince d'Orange, étaient porteurs des ordres de Jacques lorsqu'ils vinrent siéger dans la convention : mais les whigs l'ayant emporté dans le choix qu'ils firent du duc d'Hamilton pour présider cette assemblée, et la cause jacobite y paraissant perdue, les partisans du roi Jacques résolurent de s'en retirer prochainement, et de former au château de Stirling une réunion séparée. Dundee, prêt à partir, se présenta dans la convention d'Edimbourg, s'y répandit en plainte contre les caméroniens et sur le danger qu'il courait d'être assassiné dans les rues; puis, montant à cheval avec une bande de partisans, ses anciens sicaires, il traversa, escorté par eux, la ville irritée, et se dirigea vers le nord.

Convention à Édimbourg. 1689.

A cette nouvelle, les passions de la majorité, jusque-là contenues par le respect des formes parlementaires, éclatent ; l'explosion est terrible : Hamilton lui-même se lève et s'écrie qu'il est temps pour les presbytériens, environnés d'ennemis et de piéges, de pourvoir à leur sûreté. « Qu'on ferme les portes, dit-il, et qu'on ne laisse entrer que ceux de nous qui seront désignés pour appeler les

Résolutions de l'assemblée.

bons citoyens aux armes. » On obéit : l'assemblée décrète que tous les protestants, depuis l'âge de seize ans, se tiendront prêts à marcher pour la cause de l'ordre et du pays. Les caméroniens, jusqu'alors cachés, se présentent en armes : on vote une adresse à Guillaume, une force considérable s'organise, et le château est sommé de se rendre. Les jacobites de la convention perdent courage; arrêtés d'abord, puis laissés libres, ils renoncent à former une assemblée distincte, et se dispersent pour prendre conseil des événements. La convention décrète alors que Jacques a voulu altérer l'ancienne constitution du royaume et changer en despotisme son pouvoir héréditaire; qu'il a violé les lois, les libertés et la religion de l'Ecosse; que pour ces causes il a forfait ses droits, et que le trône est vacant : les effets de cette forfaiture furent limités au fils de Jacques II et aux enfants qu'il pourrait avoir dans la suite, et le trône d'Ecosse fut donné au prince et à la princesse d'Orange, et au survivant de l'un ou de l'autre, et après eux à la princesse Anne et à ses héritiers. En conséquence de cette déclaration, Guillaume et Marie furent proclamés, avec le cérémonial d'usage, roi et reine d'Ecosse. Aussitôt après, la convention rédigea l'acte connu sous le nom de la *réclamation des Droits*, qui abolissait l'épiscopat, et par lequel les mesures oppressives des derniers règnes, et entre autres l'usurpation du pouvoir de dispenser de l'obéissance aux lois, furent flétries comme autant d'infractions coupables à la constitution du royaume; par ce même acte, l'emploi de la torture fut limité et restreint à un très-petit nombre de cas soigneusement spécifiés. Trois commissaires enfin, le marquis d'Argyle, sir James Montgommery et sir John Dal-

Réclamation des droits.

rymple, furent envoyés à Londres et reçurent le serment des nouveaux souverains [1].

Guillaume, reconnu roi en Ecosse, donna ses premiers soins, dans ce royaume comme en Angleterre, à la formation d'une administration sage, modérée, où fussent représentés les divers partis, à l'exception des jacobites. Il nomma le duc d'Hamilton haut-commissaire pour la couronne, le comte de Crawford président du parlement d'Ecosse : un profond juriste, lord Stair, eut la présidence de la cour des sessions; son fils, le politique sir John Dalrymple, fut choisi pour lord avocat; sir William Lockart devint solliciteur-général, et Melville secrétaire d'État. Ce dernier avait su capter la faveur des presbytériens sans s'aliéner les épiscopaux : le roi goûtait sa modération et sa prudence, et le choisit pour intermédiaire entre lui et le conseil d'Ecosse. Guillaume, enfin, désigna pour son chapelain écossais un ministre presbytérien. Carstairs, qui unissait une science profonde à une foi ardente, et le courage des martyrs aux grandes vertus de l'homme d'Etat, et dont la constance avait été mise à l'épreuve, sous le dernier règne, par la persécution et la torture. Il n'obtint aucune dignité imminente, et se contenta, près du roi, qui lui accordait toute sa confiance, de la réalité du pouvoir dont d'autres moins puissants possédaient les vains dehors. Ces choix et quelques autres

Principaux membres de l'administration en Écosse.

1. Une des clauses contenue dans la formule du serment était la promesse d'extirper du royaume tous les hérétiques et les adversaires du véritable culte. Le roi déclara qu'il ne prendrait jamais l'engagement de devenir un persécuteur. Les commissaires écossais répondirent que cette obligation ne lui était point imposée par les lois d'Ecosse ni même par les expressions littérales du serment : « C'est ainsi que je l'entends, dit Guillaume, et je vous prends tous à témoins, Mylords et Messieurs, que je le prête ainsi. » (Macaulay, *ubi supra*.)

étaient loin de suffire à l'ambition sans frein des chefs du parti whig en Ecosse, où les hautes régions de l'Etat, plus encore peut-être qu'en Angleterre, étaient peuplées d'une foule d'hommes sans patriotisme et sans honneur, remplis d'astuce et de convoitise, formés à l'école des révolutions et de toutes les tyrannies. Les mécontents s'entendirent pour susciter des obstacles à l'administration nouvelle : ils complotèrent contre elle sous la direction de sir James Montgommery, et formèrent un club dangereux où s'affilièrent, entre autres membres de la noblesse, les lords Ross et Annandale.

Club de l'opposition.

Tandis que s'organisait ainsi une opposition menaçante, sous les yeux de l'administration et au foyer même du gouvernement, un ennemi plus dangereux soulevait les Highlands, et déjà la guerre civile y déchaînait ses fureurs. Après avoir vu durant un siècle, depuis les victoires de Montrose jusqu'à celles de Charles-Edouard, tous les brillants exploits en faveur des Stuarts accomplis par les montagnards et par les clans ou tribus de la race gallique, l'opinion générale leur a attribué une loyauté traditionnelle, un dévouement héréditaire à la cause de ces princes. L'opinion s'abusait : le jacobitisme eut un caractère tout différent dans chacun des trois royaumes britanniques : c'est en Angleterre qu'il avait pour mobile une loyauté traditionnelle, c'est là seulement qu'il puisait sa vie et ses forces dans le respect pour le sang des anciens rois. Nous avons vu qu'en Irlande le principe et la source de l'intérêt jacobite, entièrement distinct de celui du roi d'Angleterre, était l'intérêt national, l'affranchissement de la patrie irlandaise et le rappel de l'union. Dans les Highlands d'Ecosse, le jacobitisme n'était

Caractère spécial du jacobitisme dans les Highlands.

qu'un drapeau, qu'un signe de ralliement arboré ou repoussé par les clans, selon qu'ils y trouvaient une force auxiliaire ou ennemie dans leurs luttes avec les clans voisins. Toute la contrée au nord du Tay était partagée entre plusieurs grandes confédérations rivales formées de clans unis par des intérêts communs ou par le souvenir du même sang dont ils étaient sortis, et c'est dans les querelles intestines de ces grandes familles de clans qu'il convient de chercher la seule et véritable cause de la promptitude avec laquelle une partie des habitants des Highlands accourait si fréquemment à l'appel et sous les drapeaux des Stuarts.

L'ascendant suprême dans les Hébrides et dans les comtés d'Argyle et d'Inverness, avait passé des Macdonalds aux Campbells, enfants de Diarmid, et au commencement du XVIIe siècle, avant les troubles civils de l'Angleterre, le grand chef des Campbells, Mac-Callum-More, avait considérablement accru ses possessions héréditaires aux dépens des tribus voisines. En 1638, un de ses successeurs, le fameux marquis d'Argyle, pouvait mettre en bataille 5,000 hommes de son clan, force suffisante pour défier toutes les forces des autres clans réunis. Ayant adopté le covenant, il exerça la plus grande autorité en Ecosse, tout à la fois comme chef d'une tribu redoutable et d'un puissant parti politique, et lorsque Montrose parut dans les Highlands, il s'était déjà formé contre le clan des Campbells une grande coalition à la tête de laquelle étaient les Macdonalds. Montrose en profita, et c'était assez que les Campbells défendissent le covenant pour qu'il pût aisément rallier les clans rivaux sous l'é-

tendard royal[1]. Les intérêts de tous ces clans presque indépendants, étaient complétement étrangers à la grande querelle qui agitait l'Angleterre et la Basse-Ecosse : ils ne connaissaient ni le roi ni le covenant : chaque clan n'obéissait qu'à son chef, dans lequel il voyait son père, son maître et son roi, et ces chefs, toujours prêts à violer les lois, à insulter les magistrats, à braver l'autorité des représentants ou des délégués du monarque, ne donnaient à la couronne qu'une obéissance nominale. C'est la puissance, puis l'infortune de la maison d'Argyle, c'est la mort sanglante ou la proscription de trois générations de ses chefs illustres qui attachèrent à la cause royale les clans ennemis de cette maison et triomphants de ses longues disgrâces.

Les plus considérables de ces clans, après les Macdonalds, étaient les Mac-Leans et les Camerons, et deux hommes surtout, parmi leurs chefs, avaient acquis, sous les derniers règnes, une grande renommée, sir Evan Cameron de Lochiel, surnommé *le Noir*, vaillant soldat et profond politique, et Colin Macdonald de Keppoch, le plus habile comme le plus redoutable chef de partisans des Highlands. Tous deux ont été vantés par les historiens pour leur fidélité à la monarchie et aux Stuarts, et tous deux n'ont servi ou bravé le monarque qu'au gré de leur caprice, selon les vicissitudes des circonstances ou de leurs intérêts. Peu de jours avant la révolution, en 1688, Keppoch, coupable d'innombrables déprédations, avait été dé-

1. Il n'y a personne, dit M. Macaulay, qui, ayant étudié l'histoire de cette époque, puisse mettre en doute que si Argyle eût soutenu la monarchie, les adversaires de ce grand chef se fussent déclarés contre elle.

claré par la couronne ennemi public et rebelle : il avait, dans une sanglante escarmouche, battu les troupes du roi Jacques, envoyées pour le réduire, et tenait étroitement assiégée la ville naissante d'Inverness, unie depuis longtemps par une communauté de rapports journaliers et d'intérêts avec la tribu voisine et rivale des Mac-Intosh. La ville, faiblement fortifiée, semblait réduite à l'extrémité, lorsqu'un guerrier fameux apparut tout à coup dans le camp ennemi ; c'était Dundee, c'était le redoutable Claverhouse, qui, proscrit par le conseil d'Ecosse pour rébellion contre Guillaume, fuyait de retraite en retraite, et venait enfin demander un refuge à Keppoch, vivement poursuivi lui-même par le gouvernement déchu, et proscrit comme rebelle à Jacques II. Dundee fut accueilli, et conçut aussitôt la pensée d'unir tous les Mac-Donalds dans une confédération contre le gouvernement nouveau de la Grande-Bretagne. Il n'ignorait pas que la haine pour les Campbells était beaucoup plus puissante dans le cœur de Keppoch que le ressentiment contre Jacques II : il lui montra ce prince dépossédé et fugitif; il réveilla habilement la jalousie, la vengeance et toutes les passions héréditaires qui animaient les Mac-Donalds contre leurs anciens rivaux, et il lui suffit, pour les entraîner, pour les armer contre la dernière révolution et contre le grand prince qui l'avait accomplie, de leur montrer le clan d'Argyle, les Campbells, au nombre de ses plus dévoués partisans[1]. Le succès couronna ses efforts, et aux nom-

Dundee dans le camp de Keppoch.

1. Si ce fait, important pour l'histoire, avait besoin d'une confirmation, on la trouverait dans l'avortement de toutes les tentatives de Dundee pour rallier aux Mac-Donalds, contre Guillaume, le clan des Mac-Intosh et tous ceux qui, éloignés d'Inverary, n'avaient eu aucun démêlé avec le clan des Campbells,

Ligue des Mac-Donalds et autres clans contre les Campbells pour Jacques II.

breuses tribus des Mac-Donalds Dundee réunit, dans une ligue étroite et commune, les clans redoutables des Mac-Leans et des Camerons. Mais il savait que les montagnards, bien qu'excellents fantassins, durs à la fatigue et d'une bravoure héroïque, ne seraient point dans sa main une force permanente ni suffisamment docile pour l'exécution de ses projets : il écrivit donc au roi Jacques, alors en Irlande, pour lui demander du renfort, s'engageant à remettre l'Ecosse sous ses lois s'il lui envoyait trois ou quatre mille hommes de ses troupes. Dundee ajourna jusque-là l'accomplissement de ses desseins, et donna rendez-vous pour le prochain mois de mai aux clans jacobites.

Le bruit de cette ligue avait jeté l'alarme dans Édimbourg où déjà cependant le château s'était rendu. Des bandes nombreuses et armées de covenantaires occupaient toujours la ville, mais ne présentaient que des masses confuses, mobiles et indisciplinées. Le gouvernement organisa rapidement quelques corps et le comte d'Angus en forma un qui, sous le nom de régiment caméronien, rappelait, par sa composition comme par les règlements religieux qu'il se donna, les fameux régiments d'Olivier Cromwell. Vers le même temps débarquèrent à Leeds trois régiments écossais envoyés par Guillaume à la demande des états d'Écosse et qui avaient fait partie des troupes dont il s'était fait escorter en Angleterre [1]. Le gé-

tandis qu'il réussit pleinement à liguer ensemble, sous l'étendard des Stuarts, tous les clans en guerre ou en rivalité d'intérêts avec celui-ci.

2. Ces régiments avaient longtemps résidé en Hollande, et quoique formés en Écosse, beaucoup de Hollandais étaient, avec le temps, entrés dans leur composition. Guillaume, pour ménager l'amour-propre national des Écossais, eut

néral Mackay les commandait et fut reconnu à Edimbourg par les états commandant général des forces écossaises pour le roi Guillaume. Mackay se mit rapidement en marche vers le nord à la recherche de Dundee qu'il poursuivit en vain dans les montagnes. Des deux parts, et dans l'attente de renforts demandés, les opérations furent suspendues jusqu'au mois de mai. A cette époque la majeure partie du clan d'Athol se prononça pour Jacques II tandis que le marquis son chef se tenait éloigné par prudence ou par irrésolution du théâtre de la guerre. Blair Athol, sa résidence, était occupé par ceux de son clan qui s'étaient déclarés en faveur du roi Jacques. Son fils aîné avait proclamé le roi Guillaume, et à la tête du reste de sa tribu il assiégeait la demeure de ses ancêtres. Blair Athol, par sa position forte et centrale, était un point d'une grande importance militaire. Dundee résolut de conserver cette place au roi Jacques, tandis que Mackay accourait au secours des assiégeants. Dundee le prévint, il enleva par surprise la ville de Perth, point intermédiaire de communication entre la capitale de l'Écosse et Blair Athol, et déjà le siége de cette résidence était levé lorsque les deux armées se rencontrèrent dans les sombres gorges de Killiecrankie. L'armée de Mackay comptait trois à quatre mille hommes de bonnes troupes : Dundee n'avait reçu d'Irlande qu'un renfort insignifiant et n'avait encore pu réunir autour de lui que deux mille montagnards; mais il lui eût été facile de fermer le passage à l'ennemi dans l'étroit défilé où il s'engageait. Ce-

Rencontre des deux armées.

soin de les purger de tout élément étranger avant de les envoyer à Édimbourg, et ils étaient fort réduits en nombre lorsqu'ils arrivèrent à leur destination.

Bataille de Killiecrankie. 1689.

pendant, malgré son infériorité numérique, plein de confiance dans la bouillante valeur de ses highlanders et dans sa fortune, il permit à Mackay d'avancer, de franchir tous les obstacles naturels et le torrent de Gafry qui roulait au fond des précipices ses flots écumeux, et il l'attendit, dans une plaine étroite à l'extrémité supérieure du défilé, en disséminant une partie de ses forces sur les flancs boisés des collines environnantes. Là, pensait-il, l'ennemi ne pourrait se déployer suffisamment pour l'attaquer, et la retraite, après un revers, lui deviendrait impossible. Ses prévisions furent justifiées : les montagnards fondirent avec leur habituelle fureur sur les régiments écossais intimidés par leurs hurlements, leur aspect sauvage et leurs coups effroyables : ceux-ci furent la plupart promptement enfoncés, culbutés, précipités dans les abîmes. Mackay, après d'inutiles efforts, parvint avec peine à s'échapper avec quelques débris de son armée. Les deux seuls régiments qui tinrent ferme furent moissonnés par les redoutables claymores; mais avec eux succomba leur grand vainqueur. Dundee, le bras levé, ordonnait une dernière charge lorsqu'une balle l'atteignit sous l'aisselle au défaut de la cuirasse : il tomba de cheval et mourut dans la nuit. On vit alors une fois de plus tout ce que peut le génie guerrier et l'indomptable énergie d'un seul homme pour la cause qu'il embrasse. Le jacobitisme paraissait n'avoir aucune sérieuse chance de vie en Ecosse avant la ligue des clans formée par Dundee, et si ce chef illustre eût remporté une seconde victoire, Jacques II eût régné de nouveau sur cette contrée asservie : il la perdit une seconde fois en perdant Dundee, à qui ses affreuses cruautés enlèvent ses

Victoire et mort de Dundee

droits au titre de grand homme, mais qui semblait appelé à accomplir de grandes choses et qui fut pleuré en Ecosse du parti épiscopal et jacobite comme *le dernier des Ecossais, le dernier des Graham* [1]. La mésintelligence se mit entre les chefs de l'armée victorieuse; une partie se débanda, le reste vint bientôt échouer à Dunkeld devant l'énergique défense du régiment caméronien : à une confiance illimitée succéda le découragement et, peu de semaines après la grande victoire de Killiecrankie, l'armée jacobite des Highlands tout entière avait cessé d'exister! Une chaîne de postes fortifiés depuis Athol jusqu'à Inverary contint les montagnards et mit les basses terres d'Écosse à l'abri de leurs incursions et de leurs ravages [2].

Fin de l'insurrection des Highlands.

Les armes de Guillaume étaient alors moins heureuses en Irlande qu'en Ecosse. Schomberg, au mois d'août, débarqua dans l'Ulster avec une armée, formée en grande partie de milices anglaises levées à la hâte et de réfugiés français. Il s'avança, sans presque rencontrer d'obstacles, à travers le pays désert et ravagé, et pénétra dans le Leinster en se dirigeant vers Dublin. L'armée irlandaise se ralliait alors en grande force devant les murs de Drogheda, où le roi Jacques compta bientôt 20,000 hommes sous ses étendards. Schomberg s'arrêta à peu de distance de cette place et établit son camp à Dundalk. Là il demeura dans l'inaction, soit par un excès de prudence, soit plutôt par une défiance légitime de la conduite de ses troupes, la plupart sans aucune expérience de la guerre

Schomberg en Irlande.

1689

1. Sir Walter Scott. (*Hist. d'Écosse.*)

2. La plus considérable de ces forteresses fut élevée au centre des hautes Terres et fut nommée Fort-William.

et de ses fatigues, et il eut bientôt à lutter contre plusieurs fléaux, la trahison, la famine et la peste, plus terribles que le fer ennemi.

Tandis que la guerre civile sévissait encore en Ecosse et que l'Irlande presque tout entière semblait perdue, le trône du roi Guillaume était mal affermi même en Angleterre où ses périls, causés par les efforts des mécontents pour l'ébranler, étaient accrus de l'impatience et des ressentiments du parti vainqueur. Westminster était chaque jour le théâtre d'orageux débats : il y eut cependant comme un accord des diverses fractions de la majorité pour réviser, comme iniques et illégales, plusieurs sentences judiciaires prononcées sous les derniers règnes : ainsi fut réhabilitée la mémoire de lord William Russel, d'Algernon Sydney, de l'alderman Cornish, d'Alice Lisle et de quelques autres intéressantes victimes. L'infâme Oates lui-même appela du jugement qui l'avait frappé. Ce jugement était entaché d'une illégalité manifeste : la cour des lords cependant, pour qui Oates était un trop juste objet de dégoût et d'horreur, se refusa à l'absoudre légalement. Elle eut à cette occasion avec les communes de violents démêlés, que le roi termina en graciant Oates et en lui accordant une pension. Après ces actes d'une politique indulgente ou réparatrice, les whigs en demandèrent d'autres de vengeance, et se montrèrent aussi altérés du sang des torys que ceux-ci l'avaient été du leur dans les dernières années de Charles II. Le roi, dès le début de son règne, s'interposant entre les deux partis, avait exprimé le désir qu'un bill d'amnistie fût promptement débattu et converti en loi : les communes s'en occupèrent avec l'espoir d'y trouver de quoi satis-

Réhabilitations judiciaires.

Discussion du bill d'amnistie.

faire leurs ressentiments, et le comité choisi par elles présenta douze catégories de cas exceptionnels, dans quelques-unes desquelles pouvaient être compris jusqu'à dix mille coupables. Plusieurs ministres en exercice furent, dans cette occasion, en butte aux accusations de la majorité, qui s'attaqua surtout au ministre tory, président du conseil, lord Caermathen (jadis lord Danby), et au marquis d'Halifax, garde du sceau privé, qui avait longtemps cherché soit à concilier les deux grands partis, soit à les balancer l'un par l'autre, et dont le plus grand tort aux yeux des whigs était d'avoir été choisi hors de leur sein.

Bill des corporations ou communautés.

Les débats au sujet de ce bill duraient encore dans les communes, lorsqu'au mois d'août le parlement fut ajourné. Trois mois plus tard, en octobre, il se réunit de nouveau, et l'une des plus graves matières dont il eut à s'occuper fut le bill des *corporations*, qui rendait leurs chartes et leurs priviléges à toutes les corporations ou communautés qui avaient été contraintes à y renoncer sous les deux derniers règnes. Cet acte, reçu de tous les partis comme juste et réparateur, ne rencontra dans les communes aucun obstacle aux deux premières lectures; mais, à la troisième, son adoption fut compromise par une clause violente que voulut y joindre un membre nommé Sachevrell, l'un des plus ardents partisans du fameux bill d'exclusion sous Charles II. Il opina pour que tout homme, remplissant des fonctions municipales, qui aurait contribué de quelque manière que ce fût au sacrifice ou à l'abandon des priviléges de sa corporation, fût déclaré incapable de remplir, durant six années, aucun office public dans cette même communauté. L'adoption d'une

Exigences et ressentiments des whigs.

clause semblable eût complétement détruit l'équilibre des partis dans le royaume et eût rendu les whigs, pendant six ans, seuls arbitres des élections ; elle eût mis les torys à leur discrétion et le roi dans leur entière dépendance. Le péril était grand : l'anxiété fut vive parmi les torys, et fut partagée par les ministres et par le roi lui-même. L'événement dissipa leurs justes craintes ; une très faible majorité, formée par les torys unis à quelques whigs modérés, rejeta l'amendement dangereux.

Ce résultat si imprévu irrita le parti whig presque tout entier, en exaltant la confiance de leurs adversaires, et ceux-ci crurent à tort le moment opportun pour l'adoption du bill d'amnistie : les whigs sur ce terrain, où les questions générales deviennent bientôt toutes individuelles et personnelles, se promirent de prendre une éclatante revanche. L'humiliation de leur récente défaite avait rendu leurs ressentiments plus implacables, et les communes où ils étaient encore en majorité décidèrent qu'avant de discuter les clauses d'amnistie on voterait celles qui retiraient le bénéfice du pardon à diverses catégories de coupables. Ce prétendu bill d'indulgence et de grâce fut ainsi transformé en un bill de vengeance et de châtiments. Le roi en conçut une vive douleur : sa situation était la plus pénible pour un prince rempli d'intentions généreuses, il se voyait impuissant à faire le bien. Après avoir inutilement tenté de concilier les partis et les avoir préservés tour à tour de la fureur de leurs adversaires, il était lui-même en butte aux soupçons et aux attaques de tous : haï des torys comme défenseur des dissidents, haï des whigs comme protecteur des torys, sa volonté ne trouvait nulle part ni sympathie

Situation de Guillaume III entre les partis.

ni appui ; ses ministres, au lieu de faire du bien public leur principal intérêt, ne songeaient qu'à se supplanter les uns les autres; la désorganisation était partout, soit dans l'administration militaire, abandonnée à des commissaires prévaricateurs, à l'improbité desquels il fallait attribuer les pertes énormes de l'armée de Schomberg périssant en Irlande de besoin et de dénuement, soit dans celle de la marine, confiée à lord Herbert, devenu comte de Torrington, et qui, endormi maintenant dans le luxe et les voluptés, semblait avoir perdu tout souci de sa dignité comme de ses devoirs. Guillaume, enfin, voyait un petit nombre d'amis dignes de ce nom, ses compatriotes et les compagnons de sa fortune, objets d'une jalousie nationale, d'une haine aveugle toujours croissante : il était las de sa couronne, et il forma secrètement le projet d'abandonner l'Angleterre à elle-même et de se retirer en Hollande, laissant à sa femme les soins et les soucis du gouvernement de la Grande-Bretagne, et bornant son ambition au stathoudérat dans son pays natal. Il fut avec peine détourné de l'accomplissement de ce projet par ceux des membres de son conseil auxquels il s'en ouvrit, et n'y renonça que pour reprendre le rôle guerrier, qui convenait mieux à son caractère et à son génie que celui de modérateur entre des partis insatiables autant qu'implacables[1]. Il annonça son intention de passer en Irlande, de décider lui-

1. Les whigs ne mettaient aucune borne à leurs exigences, répétaient sans cesse que le roi ne pourrait jamais se passer de leur crédit dans la nation. Guillaume dit à l'un d'eux qu'il lui serait fort obligé s'il voulait réunir ses diverses demandes en une seule, afin qu'il pût voir si le royaume entier le pouvait satisfaire. (Rapin Thoiras, *Hist. d'Anglet.*, t. XXV.)

même, l'épée à la main, le grand procès entre le gouvernement absolu et oppresseur des Stuarts et celui qu'il avait essayé de rétablir ou de fonder. Il résolut en même temps de s'affranchir sans retard de la tyrannie du parti whig, qui déjà s'opposait à ce qu'il quittât le royaume et qui, après avoir triomphé, grâce à lui seul, se flattait de le tenir sous son étroite tutelle et de l'asservir à toutes ses exigences [1]. Il prorogea soudain le parlement, puis prononça sa dissolution, à la confusion des whigs et à la grande joie des torys.

Dissolution du parlement.

1690

II

Suite du règne de Guillaume III et de Marie II. — Guerre d'Irlande.

1690 — 1692.

Les élections furent favorables aux torys, et les whigs se trouvèrent alors en minorité dans les communes, quoique les deux partis y fussent encore à peu près balancés [2]. Quelques changements correspondants eurent lieu dans le cabinet, dont un des membres éminents, Halifax, avait déjà fait accepter au roi sa démission. Le sceau

1. Les whigs ont peur de perdre leur docile instrument avant d'avoir achevé leur œuvre. Quant à leur amitié nous savons ce qu'elle vaut. (*Lettre de Guillaume à Portland*, janvier 1690.)

2. Les torys l'emportèrent en quelques lieux où ils n'avaient jusque-là rencontré que des défaites, entre autres à Londres, où les whigs, en soutenant dans le parlement l'amendement de Sachevreil, avaient soulevé contre eux les hommes les plus influents du commerce. L'adoption de cet amendement eût exclu ceux-ci du conseil communal.

privé fut mis en commission ; sir John Lowther eut la charge de lord trésorier [1]. Le président du conseil, lord Caermathen, dont la fortune avait éprouvé déjà de si étonnantes vicissitudes depuis qu'il avait été mis à la tête des affaires du royaume par Charles II sous le titre de comte de Danby, fut de nouveau considéré comme le premier ministre de la couronne. Une commission fut nommée pour administrer les affaires de l'amirauté, et de nombreux changements enfin eurent lieu dans le choix des lieutenants de comtés et des chefs de la milice, dont les whigs s'étaient réservé presque exclusivement le commandement.

Ouverture du nouveau parlement. 1690.

Le nouveau parlement ouvrit ses séances le 20 mars, et les communes choisirent pour leur orateur sir John Trévor, qui avait déjà présidé leur chambre plusieurs fois sous le dernier règne. Elles donnèrent leur premier soin à l'établissement du revenu de la couronne, qui jusque-là n'avait été voté que provisoirement. Ce revenu provenait de deux sources distinctes : la première consistait en rentes des domaines royaux, produits des amendes, droits de patente, en premiers fruits et dîmes des bénéfices, revenus de la poste, et enfin en cette portion de l'excise qui avait été accordée, immédiatement après sa restauration, à Charles II et à ses successeurs, au lieu et place des services féodaux dus aux anciens rois. Cette partie du revenu de la couronne, considérée comme héréditaire, s'élevait à quatre ou cinq cent mille livres sterling, et elle fut accordée sans opposition à Guillaume et

Fixation du revenu de la couronne.

1. Godolphin se démit alors de sa place dans la commission du trésor (*board of treasury*).

à Marie pour toute la durée de leur vie jointe ou séparée. Jacques II avait obtenu, en outre, sa vie durant, un supplément des droits d'excise et les revenus des douanes qui, réunis, montaient, à la fin de son règne, à la somme énorme de 900,000 livres sterling. Guillaume fut moins bien traité : les communes attribuaient les usurpations de la couronne, sous les deux derniers règnes, à des ressources trop abondantes, à la disposition d'un revenu supérieur aux besoins : elles ne voulurent accorder, leur vie durant, à Guillaume et à Marie, outre le revenu héréditaire, que le supplément de 300,000 livres, fourni par l'excise : les droits de douane qui avaient été votés à Jacques II pour sa vie, et qui seuls s'étaient élevés à 600,000 livres dans la dernière année de son règne, ne furent accordés au roi Guillaume et à la reine que pour quatre années seulement[1]. Ce prince exprima quelque surprise de la parcimonie des communes à son égard, et se plaignit de ce que la nation anglaise se montrait moins généreuse envers son libérateur qu'elle ne l'avait été pour son tyran.

Le parlement passa ensuite un acte qui témoigne de l'importance excessive attachée par le peuple anglais à

1. *Journal des communes*, 28 mars 1690. — Le revenu assigné à la couronne devait servir non-seulement à défrayer les dépenses de la maison royale, mais aussi à rétribuer un certain nombre d'offices ou de charges civiles dont la liste avait été arrêtée dans la chambre des communes. Ces deux sortes de dépenses sont maintenant tout à fait distinctes et séparées ; mais par une aberration étrange et incompréhensible, non-seulement en Angleterre, mais dans beaucoup d'États où les dépenses du gouvernement civil ne sont plus prélevées sur le revenu de la couronne, le nom de *liste civile* est demeuré à cette portion du revenu spécialement affectée aux dépenses de la maison du souverain.

l'autorité des précédents et des formes. Il se souvint que le dernier parlement, nommé d'abord *convention*, n'avait pas été convoqué d'une façon légale par writs royaux, selon l'ancien usage, et il jugea nécessaire de rendre un bill à l'effet de déclarer légaux et valides tous les actes de cette assemblée.

De toutes parts cependant apparaissaient de nouveaux périls : non-seulement des conspirations jacobites s'ourdissaient autour du roi dans le parti tory, mais maintenant les whigs mécontents conspiraient à leur tour, et beaucoup d'importantes fonctions publiques se trouvaient en des mains infidèles. Pour obvier à ce danger, quelques hommes sincèrement attachés au nouvel établissement proposèrent d'obliger toute personne revêtue d'un caractère public de prêter, outre le serment ordinaire de fidélité à Guillaume, un serment d'abjuration ou de renoncement à toute obéissance envers Jacques II. Ce serment aurait aussi pu être exigé à volonté des simples particuliers, et quiconque l'eût refusé eût été destitué de ses emplois et emprisonné jusqu'à ce qu'il l'eût prêté. Le roi ne vit dans cette mesure violente et si rigoureuse qu'une inutile précaution contre les parjures et qu'une occasion nouvelle de les multiplier : il se prononça hautement contre son adoption, et le bill d'abjuration fut rejeté.

Rejet d'un bill d'abjuration.

Guillaume alors accomplit par lui-même ce qu'il pouvait seul exécuter dans l'intérêt de la paix publique et de la conciliation générale. Au lieu d'un bill d'amnistie dont la discussion équitable au sein d'un parlement divisé en factions semblait être devenue impossible, il envoya aux deux chambres, de sa propre autorité, un

Acte de grâce.

acte de grâce [1], dont l'adoption fut demandée et obtenue sans délai, d'un vote unanime. Un petit nombre de personnes, complices de la tyrannie de Jacques II [2], étaient exceptées par le roi lui-même du bénéfice de cet acte, et avec elles les juges survivants de Charles Ier, et les deux exécuteurs masqués qui avaient dérobé au public, sur l'échafaud royal, leur visage et leur nom.

Renforts des armées en Irlande 1690.

Guillaume, après avoir ainsi étendu sa protection et l'indulgence de la loi sur ses ennemis mêmes, prorogea le parlement et tourna toutes ses pensées vers l'Irlande, où l'armée du roi Jacques avait récemment reçu le renfort de sept mille Français commandés par le célèbre Lauzun [3]. L'armée anglaise, sous les ordres de Schomberg, très-affaiblie alors et en partie détruite par les fièvres et le dénuement, était rentrée dans l'Ulster, seule province qui fût parvenue à se maintenir indépendante du gouvernement royal établi à Dublin. De nombreux renforts furent dirigés, par les soins de Guillaume, sur le théâtre de la guerre. Des principaux ports du royaume arrivèrent en Irlande des soldats, des armes,

1. Il y a une importante distinction à faire entre un acte de grâce émané du souverain et un acte d'amnistie émané du parlement. Celui-ci subit toutes les épreuves d'un bill ordinaire, et peut être amendé par l'une et l'autre chambre : l'*acte de grâce* est reçu avec des marques particulières de respect pour la couronne ; il n'est lu qu'une fois dans la chambre des lords comme dans celle des communes, il ne comporte aucun amendement, et il est adopté ou rejeté dans sa forme intégrale. — Macaulay, *ubi suprà*, c. XV.

2. Ces personnes furent averties qu'elles n'avaient rien à craindre si elles s'abstenaient de nouvelles offenses.

3. Le choix de Lauzun priva le roi Jacques de l'assistance de deux Français, les comtes d'Avaux et de Rosen, habiles l'un dans les conseils, l'autre sur le champ de bataille : le premier était un ennemi particulier de Lauzun, l'autre son supérieur par l'ancienneté dans l'armée : ils furent rappelés tous les deux.

des munitions, des provisions de toute sorte. Schomberg se vit bientôt à la tête de trente mille combattants de troupes aguerries et bien disciplinées : il reprit alors l'offensive, enleva Charlemont, seule place demeurée au roi Jacques dans l'Ulster, et il attendit Guillaume pour pénétrer plus avant. Ce prince achevait alors les apprêts de sa campagne d'Irlande, entre les violentes querelles des partis et les complots des conspirateurs, dont quelques-uns appartenaient à sa cour et à sa famille. Prêt à partir enfin, il se vit avec douleur abandonné par l'un des principaux auteurs de la révolution et des plus honorables entre les membres de son conseil, par le comte de Shrewsbury, qui résista à tous ses efforts pour le retenir et lui remit les sceaux [1]. Il ne put réprimer alors, malgré tout son empire sur lui-même et sa sérénité habituelle, quelques signes d'inquiétude pour la situation où il laissait le royaume et la reine, objet de ses plus chères affections. La veille même de son départ, il s'en ouvrit avec l'évêque Burnet, confident de ses craintes et de ses chagrins. Guillaume, d'un ton triste, lui peignit les périls où la fureur des factions et le mauvais esprit du clergé jetaient l'État : il lui dit que sa confiance en Dieu était entière ; qu'il achèverait son œuvre ou qu'il y périrait : mais il plaignait la reine.... « Pauvre reine ! répéta-t-il deux fois ; que ceux qui m'aiment s'attachent à elle et l'assistent de leurs conseils : quant à moi, je me sentirai

Inquiétudes de Guillaume.

1. Lord Shrewsbury, cédant au découragement, avait écrit à Jacques II pour lui exprimer le repentir de sa conduite. Jacques avait exigé de lui, comme gage de sa sincérité, l'abandon du grand sceau, et Shrewsbury avait obéi. Ce fait est prouvé par un écrit du roi Jacques, dont une copie existe à Paris dans les archives des affaires étrangères.

de nouveau avec plaisir à cheval et sous la tente : je m'en tends mieux à ordonner une campagne qu'à gouverner vos chambres des lords et des communes. Cependant, quoique je fasse mon devoir, j'obéis à une dure nécessité en allant combattre le roi Jacques en personne. » Il ajouta qu'il serait affreux pour la reine et pour lui qu'il arrivât malheur à ce prince, et prit congé de l'évêque en lui demandant le secours de ses prières [1]. Le roi partit le lendemain, laissant la reine à la tête du gouvernement avec un conseil de neuf membres pour l'assister en son absence [2].

Conspiration jacobite conduite par lord Preston.

1690

Ses appréhensions n'étaient que trop fondées : un vaste complot jacobite avait étendu ses ramifications sur plusieurs points du royaume : il avait pour chefs les lords Darmouth, Aylesbury et Clarendon le proche parent de la reine, et pour principal agent lord Graham, vicomte Preston, secrétaire d'État du roi Jacques [3]. Un grand nombre de gentilshommes dans les comtés d'York, de Worcester, de Northumberland et autres lieux, avaient reçu secrètement des commissions de ce prince pour lever des troupes en son nom et commander les milices jacobites au moment indiqué pour l'insurrection. Un agent secret de Jacques, William Fuller, avait été saisi nanti de ses lettres, et racheta sa vie par d'importants aveux [4], à

1. Burnet, *Hist. de mon temps*, l. v.

2. Parmi ces membres, quatre étaient whigs : Devonshire, Dorset, Monmouth et Edouard Russel ; cinq étaient torys : Caermathen, Pembroke, Nottingham, Marlborough et Lowther.

3. On voit avec regret, à cette époque, William Penn sur la liste des conspirateurs.

4. Un second agent, nommé Crosne, avait été pris, dénoncé et convaincu

la suite desquels plusieurs personnages du plus haut rang et lord Clarendon lui-même furent arrêtés et mis à la Tour.

Aux périls d'une grande insurrection intérieure se joignaient ceux de l'invasion étrangère. Une puissante flotte française de quatre-vingts voiles commandée par Tourville, l'un des premiers marins du monde, cinglait alors dans la Manche, rasant presque les côtes d'Angleterre. La flotte anglaise, sous lord Torrington, renforcée par une escadre hollandaise, quoique encore inférieure en nombre à la flotte ennemie, l'emportait sur elle par la force des bâtiments et par la composition des équipages. Elle aurait pu lutter avec succès, mais son chef, amolli par sa récente fortune, avait perdu toute résolution, toute confiance en lui-même : il n'osa combattre et recula devant Tourville jusqu'à l'entrée du détroit. Sommé enfin de livrer bataille à la hauteur de Beachy-Head par un ordre du conseil, Torrington n'engagea que son avant-garde formée de l'escadre hollandaise. Celle-ci, sous le commandement d'Evertsen, digne émule de Ruyter et de Tromp, fit en vain des prodiges, et se dégagea avec des pertes énormes, pendant que l'amiral fuyait à toutes voiles et rentrait avec ses vaisseaux dans la Tamise où Tourville aurait pu, en le poursuivant, renouveler le désastre de Chatam. Jamais l'Angleterre, même à cette époque, ne s'était sentie plus humiliée, et tandis qu'elle était vaincue sur mer, les armes de ses alliés subissaient un autre échec sur le continent : l'armée confédérée en Flandre, sous

Combat naval de Beachy-Head.

1690.

par le témoignage de Fuller, et, ayant été condamné, il recula devant l'échafaud, et échappa comme lui au supplice par des révélations.

Victoire des Français à Fleurus

les ordres du prince de Waldeck, avait été battue par le maréchal de Luxembourg dans les champs de Fleurus. L'armée victorieuse manœuvrait pour opérer sa jonction avec celle du maréchal d'Hunières, et Tourville était maître de la mer. Encore quelques jours et le détroit serait franchi : trente mille Français pouvaient débarquer et marcher sur Londres.

Reaction en Angleterre.

C'est alors et sous la menace d'un double péril que l'esprit national se réveilla en Angleterre. La haine des partis fit silence : Londres se leva comme un seul homme et mit sur pied une armée : de toutes parts, des souscriptions s'ouvrirent pour lever des régiments, pour équiper des vaisseaux, et elles furent aussitôt couvertes : l'entraînement fut immense, universel : les jacobites protestants ne virent plus dans les auxiliaires de Jacques que des étrangers et des papistes et se rallièrent au gouvernement : lord Schrewsbury, oubliant sa récente négociation avec la cour de Saint-Germain, accourut et offrit à la reine sa fortune et son épée. L'exaltation publique causée par les dangers de la religion et de la patrie était au comble lorsque de grandes et heureuses nouvelles arrivèrent d'Irlande où Guillaume était victorieux.

Premières opérations de Guillaume en Irlande. 1690

Sa seule présence avait ramené la fortune. Débarqué à Belfort le 14 juin, il réunit rapidement sous sa main les forces commandées par Schomberg aux nombreux renforts qu'il avait récemment fait passer dans l'Uster, ordonnant aussitôt une marche rapide sur Dublin dont la route, aux environs de Dundalk, était interceptée par l'armée irlandaise. Celle-ci battit en retraite jusqu'à ce qu'elle eût mis le petit fleuve de la Boyne entre elle et l'ennemi. Elle s'arrêta et planta ses tentes sur la rive

méridionale près de Drogheda. Le lendemain, 30 juin, Guillaume occupa la rive opposée : le sort des trois royaumes britanniques allait se décider sur cet étroit espace.

Rencontre et composition des deux armées.

1690.

Les deux rois étaient présents. Jacques avait trente mille hommes, et pour les commander sous lui, Berwick son fils, Tyrconnel, son lieutenant en Irlande, le comte d'Antrim, l'héroïque Sarsfield [1], Richard Hamilton et Lauzun. Un tiers de son armée était formé de deux troupes d'élite, l'infanterie française de Lauzun et l'excellente cavalerie irlandaise que commandait Hamilton [2]. Vingt mille fantassins indigènes, étrangers à toute discipline, ne connaissant d'autre guerre que le brigandage, et flétris en grand nombre du nom de *rapparies* [3], formaient

1. Patrick Sarsfield était le chef irlandais le plus considéré par sa naissance, par sa fortune et par ses qualités personnelles : il descendait des premiers colons anglais établis en Irlande, et les indigènes le regardaient comme un des leurs. Le comte d'Avaux, dans sa *Correspondance*, lui rend ce témoignage : « C'est, dit-il, un gentilhomme distingué par son mérite, qui a plus de crédit dans ce royaume qu'aucun homme que je connaisse. Il a de la valeur, mais surtout de l'honneur et de la probité à toute épreuve...., homme qui sera toujours à la tête de ses troupes, et qui en aura grand soin. » (*Lettre à Louvois*, 11 octobre 1689.)

2. Hamilton avait trompé, l'année précédente, la confiance de Guillaume. Après s'être offert à négocier avec Tyrconnel au nom de ce prince pour obtenir la soumission de l'Irlande, il l'avait, au contraire, encouragé à persévérer dans la résistance en se déclarant lui-même pour Jacques II.

3. On désignait ainsi une espèce d'hommes de la dernière classe en Irlande, et dont Dalrymple, d'après les documents contemporains, trace le tableau suivant : Le rappary vit de racines et est à peu près nu : sa demeure est un mur de boue couvert de branchages ou de gazon : il fait partie du sol où il se meut plutôt que du peuple dont il est membre. Appartient-il à une communauté quelconque, vit-il en société, il y apporte tous les instincts égoïstes et féroces d'un naturel inculte. Chaque parti, en Irlande, se sert d'eux contre ses ennemis, mais non sans péril pour lui même : l'instrument se retournant

le reste de l'armée jacobite. Tous les états protestants, toutes les grandes sectes dissidentes avaient fourni leur contingent à celle de Guillaume : on y voyait les Life-Guards d'Angleterre sous Ormond et Oxford, les gardes écossaises sous James Douglas, la cavalerie de Hollande guidée par Portland et Ginkell. L'Allemagne y était représentée par plusieurs de ses princes à la tête de quelques corps d'élite, et parmi les troupes auxiliaires on distinguait un régiment de Brandebourg et un autre de Finlande, une redoutable brigade danoise sous le prince Charles de Wurtemberg : mais deux corps surtout semblaient animés d'une terrible ardeur stimulée par la soif de la vengeance, c'étaient les huguenots français commandés par Caillemot, et les Anglais protestants de l'Irlande à la tête desquels se distinguaient les vaillants défenseurs d'Enniskillen et de Londonderry [1].

souvent contre celui qui l'emploie. Les rapparies distinguent à peine entre l'ami et l'ennemi, et ne reçoivent ni ne donnent aucun quartier. Leurs rendez-vous sont de nuit, en des lieux solitaires, où ils arrivent de tous côtés par des sentiers connus d'eux seuls : là, dans les ténèbres et les lieux déserts, ils décident leurs expéditions scélérates. Leur nombre grossit à mesure qu'ils approchent du but, et n'agissant qu'à la nuit close, il est impossible de reconnaître leurs traces, si ce n'est par les cris de ceux qu'ils égorgent et à la lueur des incendies qu'ils allument ... On les rencontre habituellement sans armes; ils cachent leurs mousquets dans les trous des vieux murs ou dans des fossés ; de sorte que des corps entiers de troupes régulières sont souvent attaqués à l'improviste et mis en déroute avant d'avoir pressenti le péril. Leur retraite est rapide et leur refuge assuré au fond des marécages où ils s'ensevelissent jusqu'à la bouche. Ils ajoutent aux horreurs de la guerre en mutilant d'une affreuse façon les corps de ceux qu'ils tuent. Ils arrachent même les cadavres des tombes pour dérober leurs linceuls. » (Dalrymple, *Mémoires*, t. 1, p. 454-455.)

1. Ces derniers, parmi leurs chefs, comptaient toujours l'intrépide docteur Walker, tout récemment élevé par Guillaume au siége épiscopal de Darry, et

Toute cette armée dont Guillaume était l'âme, forte d'environ trente-six mille hommes, avait sur celle de Jacques la supériorité du nombre, mais celle-ci couverte par un fleuve occupait une excellente position défensive. En s'exposant pour la reconnaître, le roi Guillaume fut touché d'un boulet à l'épaule : son sang coula; on le crut tué : mais après un léger pansement il remonta à cheval, parcourut le front de tous ses régiments, et contre l'avis formel des vieux généraux et de Schomberg, il annonça la bataille pour le lendemain.

Bataille de la Boyne.

1690.

Elle commença avec le jour. La droite de l'armée anglaise eut l'ordre de franchir le fleuve en amont afin de tourner la gauche de l'ennemi et de lui fermer la retraite. Le corps irlandais qui gardait la rive opposée fut culbuté et le passage s'effectua. Lauzun vit le péril et détacha rapidement dans cette direction sa vaillante brigade soutenue par Sarsfield à la tête de quelques escadrons. L'aile droite des Anglais fut ainsi arrêtée, tandis que leur centre et leur aile gauche descendaient à leur tour dans le fleuve où ils eurent à soutenir, encore engagés au milieu des eaux, le feu terrible de la rive opposée et le choc de la cavalerie irlandaise. Tout le poids du combat tomba sur les réfugiés français souvent rompus, et ramenés une dernière fois à la charge par Schomberg, qui fut bientôt enveloppé et tomba mort percé de plusieurs coups. La mêlée fut horrible et le succès douteux : enfin le roi Guillaume, après des efforts inouïs, atteignit la rive à la nage avec une partie de son aile gauche : à sa vue toute

qui voulut guider encore au combat ses braves concitoyens dans ce jour décisif pour la cause de leur liberté civile et religieuse.

l'infanterie irlandaise du comte d'Antrim jeta les armes et s'enfuit honteusement. La cavalerie tint ferme et disputa longtemps la victoire : Guillaume la chargea plusieurs fois le bras en écharpe et tenant l'épée de la main gauche. Une balle perça ses habits, une autre emporta le talon de sa botte : mais il aimait le péril, ne trouvant que là l'entière aisance de la parole comme de la pensée, des mots heureux et d'entraînantes saillies. Il décida lui-même sa fortune et enfonça cette cavalerie si redoutable : Hamilton son chef tomba blessé et demeura prisonnier. Guillaume était vainqueur : l'infanterie irlandaise fuyait dans toutes les directions, la cavalerie était détruite. Le roi Jacques témoin de son désastre s'éloignait lui-même rapidement du champ de bataille où il n'avait point paru. Les Français soutinrent seuls sur la gauche, et sans rompre, le dernier effort du combat : ils serrèrent leurs rangs et couvrirent la retraite. Guillaume arrêta la poursuite : il s'était surpassé lui-même dans cette grande journée, où, malgré sa blessure, il resta dix-sept heures à cheval, payant de sa personne et présent partout [1].

1. Le docteur Burnet rapporte en ces termes la conduite du roi après la bataille, d'après le témoignage de son médecin : « Le roi, dit-il, ne revint qu'à minuit, après avoir été en action pendant dix-sept heures, malgré sa blessure. Il ne fit paraître ni joie ni le moindre air de vanité ; et quand ceux qui approchaient le plus familièrement de sa personne lui firent les compliments qu'on ne manque jamais d'adresser aux princes en pareille occasion, il fit si peu d'attention à leurs louanges, qu'ils comprirent tout de suite que la meilleure manière de lui faire leur cour était de ne lui parler ni de sa blessure ni de tout ce qu'il avait fait dans cette journée. Il ordonna de prendre soin des blessés, recommandant expressément les prisonniers, et même Hamilton, dont il avait eu fort à se plaindre, ainsi que ses propres

La chute de Droghéda, la nouvelle fuite de Jacques en France, la prompte soumission de plusieurs places, entre autres de Dublin, où Guillaume fit le 9 juillet une entrée solennelle, et l'affermissement de son trône en Angleterre furent les conséquences immédiates de sa victoire. La guerre d'Irlande cependant n'était pas finie; l'armée du roi Jacques avait été vaincue et dispersée mais non anéantie. Sa nombreuse infanterie subsistait : elle recula vers l'ouest et se rallia presque tout entière dans les murs de Limerik. Lauzun jugeant cette place incapable de résister, remonta plus au nord et s'établit avec la brigade française, près de la mer, à Galway. Guillaume suivit de près l'armée vaincue, et après avoir tourné au sud est et pris Waterford afin d'assurer, de ce côté aussi, ses libres communications avec l'Angleterre, il se dirigea vers Limerik qu'il assiégea avec toute son armée. Cette ville, la seconde de l'Irlande par son importance, n'avait que de faibles murailles, mal armées et point à l'épreuve du canon [1]. Mais cette même infanterie indigène qui s'était comportée si lâchement sur les bords de la Boyne, reprit soudain courage dans une place, dernier asile de l'indépendance nationale : animée par l'exemple de Sarsfield, elle résolut de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et le monde put reconnaître une fois de plus qu'il n'y a pas de faibles remparts pour des

Soumission de Dublin.

Belle défense de Limerik par les Irlandais.

soldats : en un mot, le roi fut aussi grave et aussi taciturne que de coutume. » *Hist. de mon temps* l. v.

1. Guillaume lui-même jugeait la place incapable d'une résistance sérieuse. Il attendait, pour la réduire promptement, sa grosse artillerie qui était en marche et approchait du camp, lorsque Sarsfield, par une manœuvre hardie, la surprit et l'enleva tout entière. Il ne resta plus au roi, pour battre les remparts, que des pièces d'un calibre inférieur.

cœurs intrépides. Les défenseurs de Limerik bravèrent toutes les fatigues, toutes les horreurs d'un long siége et soutinrent sans fléchir les efforts d'une armée aguerrie et victorieuse commandée par l'un des grands capitaines de l'Europe. Ils renouvelèrent l'exemple précédemment donné par ceux de Londonderry, et montrèrent que le sentiment patriotique et religieux est partout capable d'enfanter les mêmes prodiges sous quelque drapeau qu'il se produise. Le siége fut enfin levé à l'approche des pluies d'automne; et l'armée anglaise prit ses quartiers d'hiver au cœur du pays. Lauzun et le lord lieutenant Tyrconnel passèrent en France : celui-ci désigna pour exercer le pouvoir en son absence, une junte où Berwick occupa nominativement le premier rang, mais dont Sarsfield fut en réalité l'âme et le bras. Guillaume, d'autre part, retourna en Angleterre et abandonna à ses généraux le soin d'achever la conquête du pays.

Levée du siége.

Retour de Guillaume en Angleterre.

Marlborough le premier, dans une rapide et brillante expédition de cinq semaines, fit tomber au sud Cork et Kinsale : parti en septembre pour les réduire, il était déjà revenu vainqueur en octobre, méritant du roi à son retour ce grand éloge ; qu'aucun officier, comptant si peu de service, n'était aussi propre que lui aux grands commandements. L'Irlande demeura quelque temps comme partagée entre les deux dominations, et les opérations militaires, suspendues d'un accord commun durant six mois, ne furent reprises qu'au printemps de l'année suivante.

Nouvelle campagne en Irlande. 1691.

L'armée anglaise, à cette époque, rentra en campagne : Ginkell la commandait, ayant sous lui, comme officiers généraux, Mackay, Talmash et le français Ruvigny,

chef des réfugiés français [1]. L'armée d'Irlande était nombreuse, mais affaiblie par l'indiscipline et par les divisions entre les chefs. Tyrconnel revint à cette époque, et un nouveau renfort fut amené de France par deux officiers généraux, Saint-Ruth et d'Usson : le premier était porteur d'un brevet du roi Jacques, qui lui donnait dans l'armée le commandement supérieur. Ses énergiques efforts furent impuissants : Baltymore succomba dès le début de la nouvelle campagne; la forte place d'Athlone, sur le Shannon, eut le même sort, et les deux armées se joignirent enfin dans la plaine d'Aghrim, entre Athlone et Galway. Les Anglais furent victorieux : là périt avec Saint-Ruth et des milliers d'indigènes le dernier espoir de l'Irlande. Une nuit sombre déroba seule les survivants au fer des vainqueurs [2].

Bataille d'Aghrim. 1691.

Cette grande défaite entraîna la chute de Galway, où la faible garnison française capitula : elle obtint de se retirer en armes à Limerik, bientôt investi à son tour et pour la seconde fois assiégé. Les circonstances n'étaient plus les mêmes : toute l'Irlande, à l'exception de cette seule place, obéissait au roi Guillaume. Une escadre anglaise parut à l'entrée du Shannon, et d'aucune part le secours ne semblait possible. Tyrconnel était mort laissant le commandement incertain et partagé entre d'Usson et Sarsfield, et déjà deux premières attaques avaient réussi à couper toute communication entre la ville et l'exté-

Second siége de Limerik. 1691.

1. Ruvigny avait succédé dans ce commandement au brave Caillemot, tué à la Boyne.

2. Le nombre des morts du côté des Irlandais, en proportion de la force de leur armée, fut plus grand, dit M. Macaulay, que dans aucune autre bataille de cette époque (*ubi supra*).

rieur. Les généraux eux-mêmes, malgré leur grand courage, perdirent confiance ; la ville enfin capitula, et un traité fut signé qui permettait aux officiers et soldats de l'armée d'Irlande d'opter entre leur sol natal et le service de France sur le continent. Il était stipulé, en second lieu, que les catholiques irlandais jouiraient du libre exercice de leur religion et de tous les priviléges qui seraient compatibles avec les lois, ainsi qu'ils l'avaient fait sous Charles II. Une amnistie entière fut promise à tous ceux qui se soumettraient au roi Guillaume et lui prêteraient serment. Telles furent les principales clauses du traité de Limerik, par suite duquel une moitié environ des défenseurs de cette ville passa en France au service de Louis XIV, et de ce nombre fut Sarsfield. Ce traité mit fin à la guerre : l'Irlande fut alors contenue et domptée par une législation oppressive, mais non pas plus dure que celle qu'elle eût imposée à ses maîtres si elle les eût tenus sous son pouvoir ; et, soit par lassitude, soit par une conviction forte et profonde de la supériorité de la race dominante et de sa propre impuissance, depuis la fin de cette guerre jusqu'au temps de la révolution française, le peuple irlandais, dans le long espace d'un siècle, ne tenta aucun effort pour s'affranchir ou se venger.

Traité de Limerik. 1691.

Fin de la guerre d'Irlande. 1691.

Une année déjà s'était écoulée depuis le retour de Guillaume en Angleterre, où, après avoir reçu les hommages mérités par sa conduite en Irlande et des témoignages manifestes de la joie publique pour sa victoire de la Boyne, il eut de nouveau à surmonter des obstacles plus grands que ceux du champ de bataille pour un esprit supérieur et un cœur magnanime. Ces obstacles,

sans cesse renaissants, surgissaient, comme toujours, des affaires ecclésiastiques, des fureurs des partis, des complots des torys jacobites et de la défection des whigs. En Écosse la guerre, un moment rallumée dans les Highlands par un général jacobite nommé Buchan, s'était éteinte, et le club dangereux formé par Montgommery et les whigs mécontents avait cessé d'exister; mais l'agitation religieuse continuait, et appelait toute l'attention de la couronne. Les états du pays s'étaient assemblés à Edimbourg, et le roi avait nommé lord haut-commissaire pour l'y représenter le sage Melville. Par l'acte de la réclamation des droits, le parlement d'Ecosse avait exprimé le vœu que l'épiscopat fût aboli; il s'agissait maintenant de régler la foi, d'organiser l'Eglise et le culte. L'Eglise presbytérienne d'Ecosse fut partout rétablie comme Eglise nationale, et le parlement écossais adopta l'ancienne confession protestante, telle qu'elle avait été antérieurement formulée par une assemblée de théologiens réunis à Westminster. L'autorité synodale fut confiée à soixante pasteurs ou ministres, seuls survivants entre ceux qui, après avoir exercé leurs fonctions au temps du covenant, avaient été expulsés de leurs chaires par le gouvernement ou par l'épiscopat à l'époque de la restauration [1]. Ces soixante ministres, avec l'adjonction d'un certain nombre de pasteurs ou d'anciens choisis par eux, formèrent le conseil supérieur ou synode de l'Eglise presbytérienne, et tout pouvoir leur fut donné pour visiter les paroisses, expulser ou maintenir leurs ministres [2].

Situation de l'Écosse.

Abolition de l'épiscopat en Écosse et rétablissement de l'Eglise presbytérienne.

1691.

1. Ils étaient alors au nombre de 360.

2. Les chaires que leurs pasteurs avaient volontairement abandonnées ou

Deux autres actes furent ensuite convertis en lois : par l'un, aujourd'hui révoqué, tout fonctionnaire, tout employé de l'Etat était tenu de signer son adhésion à la confession de foi et à la nouvelle forme de l'administration religieuse; par le second, d'une haute importance, les troupeaux furent reconnus libres d'élire leurs pasteurs : le droit de patronage pour les choix fut déclaré rachetable par une faible somme et définitivement aboli [1]. Le lord commissaire donna la sanction royale à ces actes, qu'il jugea trop populaires pour être annulés ou combattus, et dont le dernier surtout causa au roi un vif déplaisir [2]; mais il savait mieux qu'aucun prince sacrifier, à la politique ou au vœu général, ses répugnances et ses ressentiments [3] : il en donna bientôt une

dont ils avaient été violemment arrachés par la multitude à l'époque de la révolution, furent déclarées vacantes malgré les énergiques et justes protestations des épiscopaux.

1. Le droit de choisir et de proposer les pasteurs fut donné à un comité paroissial composé des propriétaires protestants du sol et des anciens. Dans le cas d'opposition des congrégations aux choix de ces comités, les objections étaient soumises au presbytère qui décidait en dernier ressort (Macaulay, *ubi supra*).

L'argument le plus puissant contre l'exercice du droit de patronage était que ce droit étant presque partout entre les mains des membres de la noblesse attachés la plupart à l'Eglise épiscopale, les choix seraient faits dans un esprit tout à fait contraire à celui des congrégations presbytériennes auxquelles ils seraient imposés. (Walter Scott, *Histoire d'Ecosse*, c. XXIII.)

2. Le roi souscrivit avec beaucoup de peine au sacrifice des droits des patrons, qu'il regardait, à quelques égards, comme une propriété particulière. Il lui répugnait aussi de renoncer à toute espèce de droit de contrôle direct et positif sur l'Eglise d'Ecosse.

3. Le nouvel établissement religieux en Ecosse, tel qu'on vient de l'exposer, fut le résultat d'un compromis entre les opinions extrêmes des épiscopaux et des presbytériens exaltés. Les deux partis, quoique animés l'un envers l'autre d'une haine ardente, s'unirent néanmoins pour le combattre. Les uns et les

nouvelle preuve en Angleterre au sujet du refus de serment à sa personne par une partie du clergé. Un tiers environ des ecclésiastiques anglicans, persévérant dans la doctrine touchant le droit divin et inaliénable des souverains et l'obéissance absolue et passive des sujets, avait refusé de prêter à Guillaume et à Marie le serment d'allégeance. Le primat Sancroft était de ce nombre. Le roi voulut qu'un délai d'une année fût accordé aux récusants avant d'élire leurs successeurs, et, ce terme expiré, il offrit encore de dispenser du serment ceux qui consentiraient à lire en chaire, sans y rien changer, tout l'office liturgique, et reconnaîtraient implicitement ainsi les nouveaux souverains, en appelant les bénédictions du Ciel sur leur règne. Ce compromis fut rejeté, et les ecclésiastiques non assermentés furent immédiatement remplacés. Sancroft quitta son palais de Lambeth avec tous les signes du plus vif ressentiment, et perdit alors, par sa

Clergé non assermenté en Angleterre.

Remplacement du primat Sancroft par Tillotson.

autres refusèrent le serment d'allégeance à Guillaume et à Marie. Les premiers, dont le nombre était fort restreint, étaient fort à craindre cependant par leur rang, leur richesse et leur éducation supérieure. Ils accusaient le roi d'avoir cédé lâchement à l'entraînement de la multitude en tolérant l'expulsion violente des ministres épiscopaux (*a*). Les autres, redoutables par leur nombre comme par le fanatisme qu'engendrent la persécution et l'ignorance, reprochaient surtout au nouveau gouvernement d'avoir faibli comme Agag en épargnant les oppresseurs des saints. Toute déviation des principes du covenant, toute dépendance de l'Etat, tout compromis avec les nécessités présentes, étaient en abomination à leurs yeux, et flétris par eux du nom d'*érastianisme*. Ils formèrent quelque temps une secte séparée qui peu à peu s'éteignit en se fondant dans le grand corps de l'Eglise presbytérienne.

(*a*) Dans quelques lieux cependant, où la grande majorité du troupeau appartenait à l'Eglise épiscopale, le culte de celle-ci avait été conservé, et ceux des ministres de cette Eglise qui prêtèrent un serment nommé l'*assurance*, par lequel ils reconnurent Guillaume et Marie comme souverains de droit aussi bien que de fait, restèrent en possession de leurs bénéfices. (Walter Scott, *Histoire d'Ecosse*, c. XXIII.)

conduite peu mesurée et par ses efforts pour perpétuer un schisme en conservant l'exercice spirituel de la haute dignité dont il se voyait dépouillé, une partie des droits qu'il avait acquis, sous le dernier règne, aux hommages de la nation comme au souvenir de la postérité : il eut Tillotson pour successeur, et jamais le siége primatial du royaume ne fut plus dignement occupé.

Aucun prince en Angleterre n'avait montré jusqu'alors plus de mansuétude que Guillaume à l'égard de ses ennemis. Sa clémence épargna, sans les désarmer, un grand nombre de conspirateurs jacobites, et peut-être parut-elle entachée de faiblesse aux yeux des whigs, dont elle encouragea la défection : quelques-uns des plus éminents parmi eux, entre autres l'amiral Russel, Godolphin, et surtout Marlborough, en possession de grandes charges civiles et militaires sous le nouveau gouvernement [1], correspondirent avec la cour exilée de Saint-Germain, offrant au roi Jacques leur assistance pour son rétablissement [2]. Telle était alors en Angleterre, dans la plupart des hommes d'Etat, l'absence de tout principe moral comme de toute règle de foi en matière de gouvernement. Habitués depuis un demi-siècle aux revirements perpétuels de la politique, ils ne considéraient plus dans les événements que les chances aléatoires qu'ils pouvaient leur offrir, et, possesseurs de grands emplois et de hautes dignités, ils conspiraient moins encore avec l'intention arrêtée de

Défection des principaux whigs.

1. Russel était amiral de la flotte, Godolphin premier ministre de la commission du trésor ; Marlborough avait été fait pair du royaume et revêtu de commandements importants. Rien n'égale ses trahisons sauf ses talents.

2. La preuve manifeste de ces faits existe dans les *Mémoires* de Dalrymple, dans les papiers de Macpherson, et surtout dans les *Mémoires* de Jacques II.

consommer une trahison que dans le but de se prémunir contre l'éventualité d'une catastrophe, acceptant ainsi tous les bénéfices du gouvernement établi sans ses périls. Un seul de ces grands coupables, et le plus dangereux de tous par son influence et ses rares talents, Marlborough, éprouva dans la suite, quoique faiblement encore, les justes effets de la colère du monarque.

Déjà Guillaume était passé en Hollande au commencement de l'année 1691. Il n'avait pas revu son pays natal depuis le jour où il était parti pour sa grande et périlleuse entreprise, et maintenant il revenait couronné par la victoire et par la reconnaissance d'un grand peuple affranchi. Ses compatriotes voyaient une partie de sa gloire reflétée sur eux-mêmes, et lui firent un accueil enthousiaste. Leur joie, leurs acclamations, les fêtes dont il fut l'objet, les hommages de l'Europe coalisée, représentée au congrès de la Haye par ses princes et ses ambassadeurs [1], tout cet encens aurait pu enivrer une tête plus frivole, gonfler un cœur moins ferme que celui de Guil- Congrès de la Haye.

1. Là se trouvaient présents l'ambitieux Frédéric, électeur de Brandebourg, qui, quelques années plus tard, prit le titre de roi de Prusse; le jeune électeur de Bavière, le régent de Wurtemberg, les landgraves de Hesse-Cassel et de Hesse-Darmstadt et un grand nombre de princes souverains issus des maisons de Brunswick, de Saxe, de Holstein et de Nassau. Des ambassadeurs ou ministres extraordinaires y représentaient l'empereur, les rois d'Espagne, de Suède, de Pologne et de Danemark, et le duc de Savoie. Les plus illustres entre les princes d'Allemagne rendaient à Guillaume des hommages et lui témoignaient une déférence qu'ils auraient à peine daigné montrer à la majesté impériale : confondus tous dans la foule, à sa table ou dans son antichambre, ils y observaient une étiquette aussi respectueuse qu'aucun des seigneurs de sa maison. Ils furent représentés dans les caricatures de l'époque comme des ours muselés et couronnés que Guillaume tenait à la chaîne et faisait danser (Macaulay, *ubi suprà*).

laume : mais à l'aspect de cette assemblée formée de tant de membres divers, ce ne fut pas l'orgueil, mais une juste défiance qui remplit son âme; il fut moins frappé de sa force que des causes nombreuses de désunion qu'elle portait dans son sein en face du puissant monarque qui, par l'étendue de son territoire, la grandeur de son peuple, la force de concentration de son gouvernement, le génie de ses généraux et la valeur de ses soldats, tenait tête depuis si longtemps à toute l'Europe contre lui liguée.

Louis XIV en personne avait rejoint Luxembourg et Vauban à son armée de Flandre. Tout d'un coup, et par une manœuvre hardie, il déjoua le plan des généraux coalisés en mettant le siége devant la forte place de Mons, qui couvrait tous les Pays-Bas espagnols. A cette alarmante nouvelle, Guillaume s'arrache à sa résidence favorite de Loo, il demande aux états-généraux de l'argent et des soldats; il presse l'envoi des divers contingents des cours d'Allemagne : mais trois semaines s'écoulent avant qu'il ait pu les réunir, et il marche enfin avec cinquante mille hommes au secours de la place assiégée : il n'était plus temps : les Français, avec Louis et toute sa maison à leur tête, avaient redoublé d'efforts et tenaient la place étroitement bloquée. Elle ignorait qu'un puissant secours était proche. Harassée par des assauts répétés, accablée par le nombre, écrasée sans relâche sous une grêle de projectiles, la garnison ouvrit ses portes et la ville fut conquise. Guillaume repassa bientôt après en Angleterre, d'où il revint l'été suivant, amenant en Flandre à la coalition une armée anglaise, brillante et nombreuse, la première qu'on eût vue sur le continent depuis la grande guerre du XIVe et du XVe siècles entre l'Angleterre et la

Siége et prise de Mons par Louis XIV. 1691

France. Aucune opération ne fut tentée cependant durant le reste de l'année : les armées ennemies bornèrent les leurs sous Guillaume et sous Luxembourg à des manœuvres et à des marches stratégiques sans résultat. Elles prirent leurs quartiers d'hiver en automne, et la chute de Mons fut le seul événement capital de la campagne.

Le roi revint à Londres en octobre pour l'ouverture de la nouvelle session du parlement. Celle-ci, dans laquelle furent adoptés des bills nombreux de peu d'importance pour l'histoire, fut marquée par de longs et violents débats touchant l'existence de la nouvelle et de l'ancienne compagnie des Indes que le gouvernement essaya en vain de réunir en une seule. Un bill très-important, touchant l'indépendance des juges, fut voté par les deux chambres. Le pouvoir judiciaire n'était pas encore suffisamment indépendant de la couronne. Les juges à la vérité étaient inamovibles, mais leur salaire n'était ni bien déterminé ni irrévocable. Le parlement adopta un projet qui le rendait fixe et perpétuel; mais il eut le tort de l'assigner sur le revenu héréditaire de la couronne : Guillaume y vit une atteinte à sa prérogative et il opposa au bill son véto royal.

Débats du parlement. 1691-1692.

Il connut, à cette époque, les projets ambitieux et perfides du comte de Marlborough. Déjà le comte, usant de l'influence presque absolue exercée par lady Marlborough, sa femme, sur l'esprit de la princesse Anne, sœur de la reine, l'avait portée à correspondre avec le roi son père et à solliciter son pardon. Il fit plus, et pour obtenir le sien il offrit à Jacques de faire passer sous son drapeau la majeure partie de l'armée anglaise. Son espoir, à cet égard, était fondé sur la jalousie des Anglais, sur la

Trahison et disgrâce de Marlborough. 1692.

haine nationale et profonde pour les favoris étrangers du roi Guillaume comme pour les régiments hollandais demeurés au service de l'Angleterre, et soit dans le parlement, soit dans l'armée, Marlborough mettait tout en œuvre pour nourrir et enflammer ce sentiment dangereux. Son plan perfide et bien conduit fut révélé au roi par les jacobites eux-mêmes qui, ajoutant peu de foi au repentir comme aux promesses de Marlborough, le soupçonnèrent de ne vouloir renverser du trône Guillaume et Marie que pour y élever la princesse Anne et régner en son nom. Guillaume justement irrité, mais informé seulement par ses propres adversaires, et n'espérant point obtenir contre le coupable leur déposition publique, dut se borner à destituer Marlborough et à l'écarter de la cour comme de la maison de la princesse Anne [1]. Celle-ci en conçut un violent ressentiment, elle sortit du palais et rompit pendant longtemps toute relation avec la reine sa sœur comme avec le roi.

III

Suite du règne de Guillaume III et de Marie II, jusqu'à la mort de la reine.

1692 — 1694.

La guerre civile était éteinte en Ecosse ; mais un nouveau Montrose, un autre Dundee auraient pu en rallumer les brandons : le gouvernement eut recours, pour les

1. La princesse reçut l'ordre d'éloigner de sa personne lady Sara Marlborough, sa favorite, et sur son refus d'y obtempérer, elle fut obligée de quitter

étouffer, à des moyens plus efficaces que la violence. Si ses intentions eussent été fidèlement remplies, il aurait réussi, et un événement affreux n'eût pas imprimé sur l'administration de Guillaume III une tache ineffaçable.

Les chefs des clans jacobites étaient pauvres : les montagnes improductives de l'Ecosse ne nourrissaient point leurs habitants ; c'était enfin l'indigence et le besoin qui entretenaient les habitudes déprédatrices des clans, et qui poussaient perpétuellement les montagnards à envahir le territoire des populations industrieuses des basses terres. Le gouvernement forma le sage projet de garantir tout à la fois celles-ci contre leurs violences et lui-même contre une nouvelle insurrection en traitant avec les chefs et en achetant leur soumission. Une somme de 15,000 livres sterling fut destinée pour cet objet, et elle aurait suffi, si la négociation n'eût été confiée au comte de Breadalbane, intéressé à la faire avorter. Il était parent du marquis d'Argyle (Mac-Callum-More), chef du clan des Campbells, en guerre, depuis un siècle, avec les Macdonalds et les Camérons. Breadalbane avait lui-même d'anciennes et nombreuses injures à venger, et nul n'était moins propre que lui à une mission de paix qui, pour réussir, eût demandé des vues désintéressées et un esprit conciliant. Des deux côtés on l'accusa de perfidie et d'infidélité : le gouvernement reconnut trop tard qu'il avait mal placé sa confiance, et le succès ne répondit pas à son attente. Mais tandis qu'on négociait ainsi sans bonne foi pour un accommodement

Négociations avec les clans écossais.

le palais et perdit, durant quelque temps tous les priviléges extérieurs de son rang comme princesse du sang royal et présomptive héritière de la couronne

pacifique, des mesures toutes différentes avaient été prises par le conseil royal d'Ecosse; et l'autorité, dont le siége

Arrêté du conseil d'Ecosse

était à Edimbourg, avait fait proclamer que tous ceux qui n'auraient pas fait leur soumission au 31 décembre 1691, et juré de vivre paisiblement sous le gouvernement du roi et de la reine, seraient poursuivis comme traîtres et ennemis de la couronne. Des préparatifs militaires furent faits, et presque tous les chefs, intimidés par leur dernière défaite, se soumirent dans le délai prescrit. Un seul hésita jusqu'au dernier moment, c'était

Clan de Glencoe.

1691-1692

Macdonald de Glencoe, plus connu sous le nom héréditaire de Mac-Ian. Les possessions de ce chef étaient dans la partie la plus sauvage des Highlands, non loin des redoutables écueils de la côte occidentale d'Ecosse, entre les comtés d'Argyle et d'Inverness, au fond d'une gorge presque impénétrable, région des orages et des brouillards perpétuels, et dont le nom *Glencoe* signifie en langue gallique *vallée des larmes*. La tribu peu nombreuse, mais très-belliqueuse, qui habitait ce lieu désolé, ne pouvait y vivre que par la guerre et le pillage. Son chef, Mac-Ian, fort redouté de ses ennemis, était en grand renom par sa longue expérience, par son caractère et sa bravoure, parmi les chefs de la race des Macdonalds; personne n'avait apporté plus d'entraves à la négociation du comte de Breadalbane, son ancien ennemi, et celui-ci l'avait sans cesse rencontré comme un obstacle entre lui et les chefs jacobites. Sa haine était partagée par un des membres les plus influents du conseil royal d'Edimbourg, par sir John Dalrymple, plus généralement appelé le maître de Stair, lord avocat d'Ecosse. Cet homme d'Etat était de ceux qui pensent que le

service public purifie tout, justifie tout : spécialement chargé de maintenir la paix publique, il voyait dans ceux qui la troublaient ses ennemis personnels, et à ce titre nul plus que Mac-Ian n'était l'objet de son inimitié comme de sa colère. Il rougissait pour l'Ecosse de l'état sauvage et barbare de la population des hautes terres, trop souvent encouragée à la licence par l'impunité : il jugeait un châtiment rigoureux nécessaire, et depuis longtemps, pour en servir d'exemple, il avait l'œil sur les Macdonalds de Glencoe et sur leur chef. Celui-ci ne l'ignorait pas : sa résolution fut enfin ébranlée par le sentiment de son danger, et le 31 décembre il se présenta au fort William pour prêter son serment d'allégeance ; mais il n'y trouva aucun officier civil ayant caractère pour le recevoir. Le shériff le plus voisin était à Inverary, chef-lieu du comté d'Argyle, où Mac-Ian se rendit, mais où il ne put arriver que six jours après le terme fatal. Touché néanmoins de son repentir et de ses instances, le shériff admit son excuse et reçut son serment. Mac-Ian se crut hors de péril, et rentra dans ses domaines, où il vécut quelque temps en sûreté et en repos; mais ses ennemis ne s'étaient pas endormis : leur haine veillait; son explosion fut terrible.

Breadalbane et le lord avocat apprirent avec joie que celui qu'ils haïssaient mortellement tous deux n'avait point obéi dans le délai légal : ils firent déclarer nul l'acte transmis au gouvernement par le shériff d'Inverary, mandèrent au roi que le chef du clan Glencoe ne s'était point soumis dans le temps prescrit : ils lui laissèrent ignorer que son serment eût été plus tard offert et reçu, et surprirent sa signature par un acte intimant l'ordre

de marcher contre ce clan et d'en délivrer le pays[1].

Le dénouement de cette horrible affaire répondit au début, et fut atroce. Libre enfin de sévir, le maître de Stair ordonna l'exécution de la manière la plus barbare et la plus perfide. Des instructions furent transmises dans ce sens au lieutenant-colonel Hamilton, et un fort détachement du régiment d'Argyle fut mis à cet effet sous ses ordres. Le 1er février, le capitaine Campbell, surnommé Glenyon, et son lieutenant Lindsay, marchèrent avec cent vingt hommes de ce corps sur Glencoe. Il existait une étroite alliance de famille entre le premier de ces officiers et Mac-Ian : seul il pouvait être accueilli sans inspirer de soupçons, et il cachait un cœur de bronze sous des dehors insinuants et perfides. Il fut reçu ainsi que sa troupe avec l'hospitalité la plus cordiale : les montagnards se partagèrent leurs hôtes et les reçurent chacun sous son toit : les deux officiers vécurent sous celui de Mac-Ian, passant le temps avec lui et sa famille dans la plus étroite intimité. Douze jours s'écoulèrent ainsi en festins et en jeux. Hamilton devait se mettre en marche avec le reste de sa troupe dans la nuit du treizième, et ce même jour, à cinq heures, l'exécution commença. Campbell donna le signal en égorgeant son hôte et neuf de ses compagnons, arrachés de leurs lits et massacrés : huit autres montagnards tombèrent frappés par une décharge sous un même toit : un enfant de neuf ans

Massacre du clan Glencoe.

1. Burnet essaye ici de justifier Guillaume, qui signa, dit-il, cet ordre sans le lire. « Son habitude, dit-il est de laisser s'accumuler les papiers sur sa table, et il met ensuite à en signer le plus qu'il peut autant de promptitude qu'il avait mis de lenteur à s'en occuper d'abord. »

demanda grâce et périt fusillé : le lieutenant Lindsay tua de sa main le chef Mac-Ian, qui lui ouvrait sa porte pour le recevoir en ami : la femme du chef fut indignement dépouillée et mutilée avec barbarie : elle mourut le lendemain. Cinquante personnes de tout sexe et de tout âge furent ainsi cruellement assassinées : mais dans cette atroce exécution, dirigée avec toute l'astuce et le sang-froid d'une politique consommée, il n'y eut de complet que le crime et l'infamie : les coups de feu répétés donnèrent l'éveil aux membres épars du clan : Hamilton et sa troupe avaient été retardés dans leur marche : les passages restèrent ouverts : les deux tiers de cette malheureuse population, dévouée tout entière à la mort, échappèrent au massacre ; mais les souffrances des survivants furent horribles. Contraints à fuir presque nus avec leurs femmes et leurs jeunes enfants à travers les rochers et les précipices, sans aucun secours contre le roid et la faim, beaucoup succombèrent ; le reste vécut pour transmettre à la postérité l'éternel souvenir d'un des forfaits les plus affreux dont il soit fait mention dans les annales du monde civilisé : trop mémorable exemple des excès où la passion peut entraîner les hommes publics, servis par d'aveugles instruments, hors des voies de la morale et de l'humanité. Le massacre de Glencoe demeura trois ans presque ignoré en Angleterre : enfin la terrible vérité se fit jour, et de toutes parts s'éleva un cri d'horreur. Le roi prévint à ce sujet une vive démonstration parlementaire en ordonnant une enquête à la suite de laquelle les états d'Écosse, trop indulgents pour le lord avocat, principal auteur de ce grand crime, appelèrent toute la vindicte des lois sur ses

obscurs exécuteurs. Hamilton et cinq de ses subordonnés, tenus d'obéir, et coupables seulement pour avoir trop bien obéi, furent poursuivis comme meurtriers. Le roi se borna à destituer son ministre, le maître de Stair : il assuma sur lui une pesante responsabilité en ne proportionnant pas le châtiment à l'attentat, et le sinistre drame de la vallée de Glencoe est encore aujourd'hui la plus grande tache de son règne.

L'attention de Guillaume était malheureusement absorbée à cette époque par d'autres soins. C'était le moment des plus grands armements maritimes de la France. Louvois, dont la froide raison savait apprécier les périls d'une tentative sérieuse pour envahir l'Angleterre, venait de mourir, et avait eu pour successeur au secrétariat de la guerre, le jeune Barbésieux son fils, qui n'essaya point de s'opposer auprès de son maître le roi de France aux instances de Jacques II sollicitant une flotte et une armée pour conquérir son royaume. Louis XIV accorda l'une et l'autre. Dix mille Français sous le maréchal de Belle-Fonds réunis aux régiments irlandais commandés par Sarsfield, furent dirigés sur les côtes de Normandie : deux grandes flottes, l'une de quarante-six vaisseaux de guerre rassemblés dans le port de Brest sous l'amiral Tourville, et l'autre de trente vaisseaux sous d'Estrées, reçurent l'ordre d'opérer leur jonction dans la Manche où trois cents transports furent en même temps réunis. Jamais depuis son exil, les affaires du roi Jacques n'avaient été plus prospères : la coalition européenne avait reçu l'année précédente un grand échec par la prise de Mons : les jacobites reprenaient courage et s'organisaient militairement : la trahison enfin était dans les

Armements de la France

plus hautes régions du pouvoir. Jacques avait reçu des assurances de dévouement de quelques-uns des premiers chefs de l'armée et de la flotte : il en conçut des espérances exagérées : il crut que toute la flotte sous les ordres de lord Russel se déclarerait pour lui, et dans sa téméraire confiance, il se fit précéder en Angleterre par une déclaration où, prenant le langage d'un maître irrité, il ne fit l'aveu d'aucun tort, ne donna de garantie contre aucun abus, et sous l'apparence d'une amnistie, fit des réserves si nombreuses, qu'il semblait que personne, à moins d'une trahison ouverte, ne fût à l'abri de sa vengeance. Cette déclaration insensée [1], loin de lui gagner des partisans, lui en ôta, et de ce nombre fut l'amiral Russel [2]. Les circonstances le rendaient l'homme le plus important du royaume, tout l'espoir de la couronne protestante d'Angleterre était dans sa flotte comme au temps de la grande armada ; comme alors aussi, la fortune lui fut propice. Russel opéra sans obstacle sa jonction avec la flotte hollandaise tandis, que les vents contraires retenaient l'escadre française de la Mediterranée. Tourville seul avec ses vaisseaux était entré dans la Manche où déjà les troupes d'expédition s'embarquaient, et mal-

Déclaration de Jacques II.

1691

1. Il convient de la lire tout entière dans les *Mémoires de Jacques II*, où elle est datée du 20 avril 1692. On voit sur la liste de proscription le nom de lord Churchill, malgré ses intelligences récentes avec le roi Jacques. Mais ce prince, qui le regardait alors comme son principal agent, lui fit dire que s'il ne l'eût pas excepté de l'amnistie, il eût trop clairement montré le parti qu'il suivait. (*Mémoires de Jacques II*.)

2. L'amiral Russel fit dire alors au roi Jacques qu'il l'engageait à ne point mettre les deux flottes en présence ; mais que s'il rencontrait la flotte française, il ne pourrait éviter de la combattre, le roi lui-même fût-il à bord.

gré la grande infériorité du nombre, il résolut d'attendre l'ennemi et d'accepter le combat.

Bataille navale de La Hogue. 19 mai 1692.

La rencontre eut lieu à la hauteur du cap La Hogue, où Jacques lui-même s'était rendu avec les principaux seigneurs de sa cour, assistant ainsi de sa personne, sans y prendre aucune part active, à la grande journée décisive pour sa fortune. L'action s'engagea à huit heures du matin : les Français suppléèrent au nombre par des prodiges : ils n'eurent à lutter au début que contre une partie de la flotte coalisée, et les forces, comme le succès, furent d'abord presque également balancées. Mais le vent devint favorable aux Anglais et leur flotte déployée tout entière accourut pour envelopper l'ennemi. Tourville avait noblement soutenu l'honneur de son pavillon et cédant au nombre il ordonna la retraite : celle-ci devint une fuite : le vaisseau amiral de 120 canons, le *Soleil-Royal* résista le dernier ; environné de tous côtés et vomissant la mort sur les assaillants innombrables, il se fit jour au travers et gagna la rade de Cherbourg où il périt consumé. Tourville l'avait déjà quitté pour un autre bâtiment de sa flotte et chercha refuge avec vingt gros vaisseaux dans la baie de La Hogue, où le lendemain Russel les attaqua et les détruisit tous. [1] Une partie de la flotte vaincue gagna Saint-Malo

Destruction de la flotte française.

1. Le roi Jacques contemplait du rivage ce désastre qui acheva d'anéantir sa fortune. Une exclamation généreuse lui échappa cependant lorsqu'il vit les marins de la flotte anglaise s'élancer en foule de leurs chaloupes à l'abordage des puissants vaisseaux français. Ah ! s'écria-t-il, il n'y a que mes braves Anglais capables de se comporter ainsi !.... Peu d'instants après, tandis que l'incendie dévorait les bâtiments français abandonnés par leurs équipages et par l'ennemi, le feu prit aux canons dont la décharge accidentelle tua plusieurs personnes au-

à travers les brisants, tout le reste fut anéanti. Cette journée mit fin aux espérances du roi Jacques : elle fut désastreuse pour le matériel de la marine française mais non pour sa gloire, et de grands succès remportés par les Français en Flandre balancèrent leurs revers sur l'Océan.

Guillaume était encore le seul lien qui unissait les divers membres de la coalition toujours prête à se dissoudre. Un tiers parti, celui de la paix, s'était formé parmi les princes germaniques et scandinaves, et à la tête de ce parti étaient la Suède et le Danemark, mécontents des entraves que la guerre apportait au commerce de la Baltique[1]. Un nouveau pontife, Innocent XII, occupait le siége de Saint-Pierre : Louis XIV se relâchait vis-à-vis de lui des prétentions arrogantes et injustes qui avaient rendu les deux pontifes précédents favorables à ses ennemis, et déjà un rapprochement s'était effectué entre la cour de France et celle de Rome. L'empereur Léopold, occupé contre les Turcs, et le roi d'Espagne Charles II, esprit faible et sans culture dans un corps épuisé, frappante image de ce qu'était devenu l'empire de Charles-Quint, autrefois si fameux, semblaient également incapables l'un et l'autre de défendre leurs propres intérêts dans la Flandre et se reposaient de ce soin sur Guillaume, sur l'or et les soldats de l'Angleterre et de la Hollande. Ces deux états semblaient seuls résolus à poursuivre la guerre sans relâche : ils sentaient qu'à moins de continuer à tenir l'Eu-

Etat de la coalition.

1692.

tour du roi. C'est Dieu, dit-il, qui a combattu contre moi ! Il se retira aussitôt dans sa tente, puis il alla chercher au couvent de la Trappe, l'oubli de ses grandeurs éclipsées. (Dalrymple, *Mémoires*, t. I, p. 50.)

rope en armes, ils auraient à supporter tout le poids de la France, et Guillaume ne fit pas plus pour l'affranchissement de l'Angleterre, en la délivrant à l'intérieur de la tyrannie des Stuarts qu'en la protégeant au dehors contre Louis XIV par la ligue continentale : mais ses armes furent encore malheureuses dans la campagne de 1692.

Prise de Namur. 1692

Louis XIV assiégea en personne et prit la célèbre place de Namur au confluent de la Meuse et de la Sambre, et Luxembourg se couvrit de gloire dans la grande journée de Steinkerke.

Victoire de Luxembourg à Steinkerke. 1692.

Abusé par de faux avis, surpris dans son camp par toute l'armée coalisée, voyant ses avant-postes culbutés et ses premiers corps déjà en déroute, Luxembourg s'éleva au niveau du péril : animée par son exemple et du feu de son génie, en peu d'instants tout l'armée française fut debout, chacun à son poste, et elle chargea l'ennemi avec furie. Les jeunes princes du sang, toute l'élite de la noblesse, la redoutable maison du roi enfin, rivalisèrent d'efforts et d'audace. On lutta corps à corps : il y eut là trop peu d'espace pour l'artillerie et la mousqueterie, l'arme blanche fit l'office, et cinq régiments anglais furent taillés en pièces dans les tranchées. Boufflers, campé à quelques lieues, accourut au bruit avec sa cavalerie et chargea à son tour. Guillaume alors ordonna la retraite et rentra dans ses positions : les pertes avaient été à peu près égales des deux parts [1]; mais tout l'honneur de la journée fut aux Français. Luxembourg avait effacé les affronts d'Azincourt et de Crécy, et Condé n'était pas tout entier dans la tombe.

1. Environ sept mille hommes tués ou blessés demeurèrent de chaque côté sur le champ de bataille.

La prise de Namur et la bataille de Steinkerke furent les seuls événements très-importants de la campagne de 1692. Guillaume, vers le milieu d'octobre, revint à Londres, où s'ouvrit bientôt la nouvelle session parlementaire. Une enquête sur l'état du royaume et les questions financières absorbèrent d'abord l'attention des deux chambres. Les révolutions, la guerre civile et la guerre étrangère avaient eu dans le pays leurs résultats habituels : les crimes s'y étaient multipliés, les brigands l'infestaient, et l'accroissement des dépenses publiques était énorme. Le gouvernement prit d'énergiques mesures, et le brigandage fut réprimé : il eut recours ensuite à divers moyens pour subvenir aux charges de la guerre comme à toutes les dépenses, et son premier expédient fut une taxe, connue de tout temps sous le nom de *subside*, prélevée sur la propriété foncière et proportionnelle au revenu. Elle avait été jadis fixée à quatre schellings par livre sterling; mais, dans la suite on n'avait tenu compte ni de l'augmentation dans la valeur des terres, ni de l'énorme diminution dans le prix de l'argent, et le subside s'était trouvé ainsi réduit, sous Charles II, à 50,000 livres. Le parlement de 1672 ordonna un nouveau relevé des terres du royaume et de leur revenu, sur lequel il vota une taxe de quatre schellings par livre. Cette taxe, ainsi perçue et annuellement votée jusqu'à la fin du siècle dernier [1], fut nommée *land tax* ou taxe sur la pro-

Opérations financières.

Land taxe.

1. L'evaluation ainsi faite en 1692 est restée la même jusqu'a nos jours. Durant cent six ans, un bill sur la *land tax* a été annuellement presente au parlement. Mais les sommes votées ont varie, selon les exigences du temps, depuis un schelling jusqu'a quatre par livre sterling de revenu. Enfin, en l'année 1798, le parlement a rendu permanente la taxe de quatre schellings par

priété foncière : elle donna deux millions de livres sous Guillaume III, somme énorme, considérée par rapport aux taxes d'une époque antérieure, et cependant inférieure encore d'un million au chiffre des dépenses. Il fallut recourir à d'autres moyens pour combler le déficit.

Les fortunes privées, malgré les calamités du temps, s'étaient accrues dans le royaume, où beaucoup de capitaux dormaient enfouis, faute d'emploi : le commerce et l'industrie régulière s'étaient développés, il est vrai, mais encore timidement et dans des limites étroites ; la compagnie des Indes avait seule offert pendant longtemps un puissant aliment à la spéculation, mais ses actions étaient en petit nombre et ne suffisaient plus aux demandes : l'esprit du jeu, l'agiotage, s'éveilla dans la nation, et d'audacieux spéculateurs offrirent à la crédulité des capitalistes d'innombrables amorces. Une multitude de compagnies furent créées pour les objets les plus extravagants [1], et le gouvernement vit ainsi le public devenir

Agiotage.

livre de revenu foncier. Mais elle fut déclarée rachetable, et on la racheta en grande partie. Le produit de la *land tax*, réputée jadis la ressource la plus considérable de l'État, ne produit pas aujourd'hui plus de la cinquantième partie du budget ordinaire de l'État en temps de paix. (Macaulay, *ut suprà*.)

1. On vit tout à coup surgir la compagnie de la pêche des perles, la compagnie des verres de bouteilles, la compagnie de l'alun, la compagnie des lames d'épée. Il y eut la compagnie des tapisseries, qui se chargeait de fournir de tentures tous les salons de la classe moyenne et toutes les chambres à coucher de la noblesse ; la compagnie pour le cuivre, qui s'offrait à explorer les mines de cuivre de l'Angleterre, et promettait qu'elles vaudraient en richesses celles du Potose. On vit aussi la compagnie pour les fouilles sous-marines, qui entreprenait de retirer des eaux tous les effets précieux des bâtiments submergés, au moyen d'un attirail dont l'ensemble offrait l'image d'une armure complète. Là, une lunette énorme comme pour l'œil d'un Cyclope était fixée à la visière d'un casque, et du cimier sortait un immense tuyau d'air. L'exposition

la proie d'une foule d'hommes aussi rusés que menteurs et cupides. L'idée lui vint alors de donner aux capitaux une direction avantageuse pour leurs possesseurs comme pour lui-même : un projet d'emprunt d'un million sterling fut présenté par lui aux communes et adopté sans division. Ce bill mémorable offrait aux prêteurs, durant huit ans, un intérêt de dix pour cent qui devait ensuite être réduit à sept. De nouveaux droits sur les liquides garantirent les intérêts de cette dette, qui fut le principe et l'origine de la grande dette publique d'Angleterre.

Origine de la dette publique d'Angleterre.

Le parlement renouvela vers le même temps, pour trois années, la charte de l'ancienne compagnie des Indes, et il consacra ainsi le grand principe constitutionnel qui rend l'établissement de tout monopole pour le commerce extérieur l'objet d'un acte spécial de la législature.

Cette même période du règne de Guillaume et de Marie vit aussi naître les premiers essais d'une réforme parlementaire. Déjà existaient quelques-unes des anomalies qui, avec le temps, sont devenues beaucoup plus choquantes entre le nombre des représentants et l'importance des lieux représentés; mais l'attention publique

publique des instruments était faite sur la Tamise. Le monde élégant était admis a les visiter, régalé communément aux frais de la compagnie, et diverti par le spectacle de plongeurs qui disparaissaient dans l'eau, affublés de leur attirail, et qui en sortaient chargés de vieilles ferrailles et de débris de navires.... Il y eut une association qui, sous le nom de *Compagnie des royales académies*, entreprit de donner aux *gentlemen* une éducation libérale au meilleur marché possible, et une loterie avec deux mille billets gagnants, dont les heureux possesseurs apprendraient, aux frais de la compagnie, le latin, le grec, l'hébreu, le français, l'espagnol, les sections coniques, la trigonométrie, l'art héraldique, la fortification, la tenue des livres et la musique. (Macaulay, *ut suprà*.)

ne s'y arrêtait pas encore : l'opinion se préoccupait davantage des abus qui résultaient, d'une part, du grand nombre des fonctionnaires élus dans les communes, et, d'autre part, de la longue durée des parlements, que le bon plaisir royal perpétuait à volonté et qui, en quelque sorte immobilisés, cessaient ainsi, à la longue, d'être les interprètes fidèles d'une société mobile et d'une nation en progrès. Deux bills furent présentés pour combattre ce double abus : l'un excluait, sans distinction, tous les fonctionnaires de la chambre élective; l'autre limitait à trois années la durée de chaque parlement. Ces deux bills furent plusieurs fois repoussés, soit par l'une et l'autre chambre, soit par le véto royal, et quelques années s'écoulèrent encore avant leur adoption définitive.

Projets de réformes parlementaires.

Une des conséquences nécessaires d'une réforme qui devait rendre les communes la représentation plus exacte du pays, était un changement profond de tout le système ministériel. On a vu que jusqu'alors il n'y avait aucune homogénéité dans les conseils de la couronne, où les partis étaient en présence comme au parlement, et où chacun se montrait beaucoup plus occupé à renverser ses collègues, en multipliant ses créatures dans les chambres, qu'à marcher de concert avec eux pour un intérêt général. Au lendemain de la révolution, un compromis avait été nécessaire entre les principaux représentants des divers partis qui s'étaient unis pour l'accomplir; mais un pareil ordre de choses était subversif des principes mêmes d'un gouvernement constitutionnel régulier : il en résultait les plus graves inconvénients pour le roi comme pour le pays, et Guillaume le reconnut. Il y avait

dans le royaume un gouvernement parlementaire, mais il n'y avait pas de ministère dans l'acception propre et constitutionnelle de ce mot. Il importait sans doute qu'il y eût un contrôle des communes sur les actes du pouvoir exécutif, mais il n'était pas moins indispensable que leur influence, en s'y faisant sentir, n'apportât dans le gouvernement aucune perturbation, résultat qui ne pouvait être obtenu qu'au moyen d'un véritable *ministère*. Il faut entendre, sous ce nom, un comité de membres dirigeants des deux chambres, nommés par la couronne, mais exclusivement choisis parmi les hommes d'Etat dont les opinions s'accordent sur les points capitaux et sont conformes à celles de la majorité de la chambre des communes. Tous les membres d'un cabinet ainsi composé sont tenus d'agir de concert dans toutes les grandes affaires; si l'un d'eux vient à différer d'opinion avec ses collègues sur un point essentiel, il faut qu'il se retire : le parlement soutient le ministère aussi longtemps qu'il partage ses vues et qu'il est satisfait de son administration; si, au contraire, il est mécontent de la manière dont les affaires sont conduites, soit à l'étranger, soit à l'intérieur, il n'est pas nécessaire qu'il prenne en main la direction; il suffit qu'il déclare que le ministère n'a plus sa confiance [1].

Définition d'un ministère constitutionnel.

C'est au moyen de ministères ainsi composés que l'Angleterre a été gouvernée durant de longues années, en conformité avec l'esprit général de la chambre des communes, et sans participer aux grands vices inhérents aux

1. Il convient de lire à ce sujet la dissertation lumineuse de M. Macaulay. (*Hist. d'Angl. depuis l'avénement de Jacques II*, c. XX.)

gouvernements dirigés par des assemblées nombreuses. Quelquefois cependant il ne se rencontre pas d'homme d'État en possession de l'entière confiance ou assuré du ferme soutien de la majorité des communes. Cette chambre est alors tumultueuse, difficile, et sans couleur appréciable : le gouvernement, dans ces crises, est faible, partagé, et flotte incertain comme la majorité elle-même. Tel fut celui de l'Angleterre durant la première moitié du règne de Guillaume III et de Marie. On vit enfin se former un ministère homogène, dont la composition fut lente et graduelle, et plusieurs années s'écoulèrent encore avant qu'il fût définitivement constitué. Cette révolution muette et progressive dans l'administration du royaume date de l'année 1693 : elle fut le résultat en partie du hasard, en partie de la sagesse du roi, et il céda, pour l'accomplir, à l'influence d'un homme tristement célèbre sous les règnes précédents, du comte de Sunderland, intelligence supérieure, mais caractère cupide, faux et servile, tombé du faîte, par ses fautes, dans l'abîme et dans le mépris. Sunderland avait trahi Jacques II après l'avoir honteusement servi et flatté jusqu'à apostasier pour lui plaire. Le voyant sur le penchant de sa ruine et n'en espérant plus rien, il transmit à Guillaume d'utiles avis, et facilita secrètement son entreprise [1]. Obligé de fuir pour échapper au ressentiment populaire, il s'était d'abord réfugié en Hollande; puis, après la publication de l'acte de grâce [2], il était revenu en Angleterre, où il vécut quel-

Formation lente et graduelle d'un ministère homogène.

1. Dans une lettre ignominieuse rapportée par Dalrymple, Sunderland rappelle ses trahisons à Guillaume et lui en demande le prix (t. II, appendice, p. 3).

2. Le nom de Sunderland se trouvait parmi ceux qui étaient exclus du bé-

ques années dans la solitude et la retraite. Enfin, en 1692, il reprit silencieusement sa place dans la chambre des pairs, et l'année suivante le bruit se répandit qu'il avait su gagner l'oreille du roi, dont il dirigeait, disait-on, la politique intérieure. Guillaume, en effet, avait reconnu la rare supériorité intellectuelle de Sunderland, qui possédait, en connaissance des affaires du royaume et en expérience pratique, tout ce qui lui manquait à lui-même [1]. Ce fut lui qui engagea le roi à se prononcer ouvertement entre les deux grands partis qui divisaient l'Etat, et il le porta à donner la préférence aux whigs. Les whigs, en effet, principaux auteurs de la révolution, étaient attachés par leurs antécédents autant que par leurs principes au nouvel établissement, et, malgré les transactions coupables de quelques-uns de leurs chefs, ils avaient la plupart sincèrement adopté la dynastie régnante : ils étaient, en outre, beaucoup plus portés que les torys à pousser la guerre avec vigueur. La politique de l'Angleterre, selon les premiers, devait être spécialement insulaire : selon les autres, c'était, en occupant ailleurs Louis XIV et la France, en nourrissant le foyer de la guerre sur le continent, que l'Angleterre était préservée du double péril d'une invasion et d'une restauration : telle était aussi l'opinion de Guillaume, dont la guerre, dans un intérêt européen, fut

Retour du comte de Sunderland. Son crédit près du roi.

néfice de cet acte : mais il lui fut dit qu'il n'avait personnellement rien à redouter.

1. Des qualités de l'un et de l'autre on eût formé l'homme d'Etat le plus consommé. Le maître voyait plus loin que les autres hommes, mais ne distinguait pas ce qui était près de lui aussi bien que le serviteur : le premier, quoique parfaitement versé dans la politique générale des nations, ne comprit jamais très-bien la politique de son royaume. Le second connaissait à fond la nature et la composition des divers partis de l'Angleterre aussi bien que le fort et le faible de tous les hommes en renom. (Macaulay, *ibid.*)

la pensée dominante. Les whigs, enfin, avaient à leur tête quelques hommes en possession d'une grande influence, entre autres lord Shrewsbury, estimé de tous les partis [1]; Thomas Wharton, licencieux dans ses mœurs mais d'une habileté incomparable dans les transactions électorales ou parlementaires; l'amiral Russel, dont la victoire involontaire à la Hogue avait raffermi les liens avec l'établissement nouveau; Charles Montague, le restaurateur des finances, et au-dessus de tous Somers, depuis longtemps célèbre au barreau comme au parlement, par la sagesse de ses vues, l'élévation de sa pensée et la vigueur logique de sa parole. Le roi, dans le courant de 1693, lui remit le grand sceau, et nomma Russel premier lord de l'amirauté. Ce dernier choix provoqua la démission de lord Nottingham, l'un des plus honorables entre les membres torys de l'administration précédente. Il se démit volontairement de sa charge de secrétaire d'Etat, dans laquelle il fut remplacé par le comte de Shrewsbury, ancien garde des sceaux, qui, après avoir longtemps hésité, accepta enfin, et rentra ainsi dans le cabinet. Le second secrétaire d'Etat, chargé surtout de la surveillance à l'intérieur, était alors sir John Trinchard, l'un des membres whigs les plus ardents. Le roi néanmoins, en se rapprochant de leur parti, répandit aussi ses faveurs sur leurs adversaires. Nul n'était plus péniblement affecté par les derniers choix ministériels que le président tory du conseil, lord Caermathen, jadis comte Danby : le roi le créa duc

Formation d'un cabinet whig.

1693.

1. Selon M. de Grovestins ce serait le comte de Shrewsbury surtout qui aurait contribué à rapprocher Guillaume du parti whig (*Guillaume III et Louis XIV*, tome VIII, p. 216).

de Leeds : un autre tory, influent dans les derniers parlements, lord Mulgrave, fut fait conseiller privé et marquis de Normanby. Guillaume donna en même temps un nouveau lustre aux grandes maisons whigs de Russel et de Cavendish, en élevant à la dignité de ducs leurs deux chefs, les comtes de Bedford et de Devonshire.

Création de la banque d'Angleterre.

Cette époque de son règne vit naître la célèbre institution de la banque d'Angleterre, dont le plan, conçu antérieurement par un ingénieux spéculateur écossais, William Paterson, fut mis en lumière et rendu praticable par Charles Montague, qui dirigeait avec Godolphin la commission du trésor. Ce plan, tracé sur le modèle d'autres établissements depuis longtemps célèbres en Europe [1], consistait à créer le privilége d'une banque nationale en faveur d'une compagnie qui ferait au trésor un prêt modique dont l'intérêt à huit pour cent serait garanti par une augmentation des droits de tonnage. Il fut interdit à la compagnie de faire aucun prêt à l'Etat sans un acte du parlement, et ses opérations commerciales ne devaient pas s'étendre à d'autres objets qu'aux billets de change, aux espèces d'or et d'argent. Douze cent mille livres seulement furent ainsi empruntées : telle fut l'origine de la plus grande institution financière que le monde ait vue, et qui eut pour premier effet de faciliter à Guillaume les moyens de continuer la guerre avec vigueur [2].

1. Depuis près de trois siècles déjà, la banque de Saint-Georges, à Gênes, fonctionnait avec succès. Une autre banque très-célèbre, celle d'Amsterdam, créée depuis plus de soixante ans, avait traversé sans se dissoudre les plus terribles crises, et il n'y avait encore vers le milieu du XVIIe siècle aucune banque particulière dans les royaumes britanniques.

2. L'institution de cette banque, accueillie avec faveur dans la cité, souleva dans le parlement de violents orages, et provoqua une lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Cette lutte éclata surtout dans la chambre

Campagne de 1693.

Celle-ci continuait sur toutes les frontières de la France, dont les armes avaient encore triomphé dans la campagne précédente. Guillaume avait été de nouveau battu par Luxembourg à la journée de Nerwinde [1], où ce grand capitaine l'avait à son tour attaqué dans ses retranchements. Les Français avaient cette fois la supériorité du nombre; mais Guillaume occupait une position forte et qu'il croyait imprenable : elle fut emportée cependant par l'habileté supérieure du général français et par l'irrésistible valeur de son armée. La déroute des coalisés fut complète et le carnage immense [2]. Le roi Guillaume sauva les débris de ses troupes et couvrit glorieusement sa retraite. Jamais, ni à la Boyne, ni à Steinkerke, il n'affronta de plus grands dangers et ne déploya pour les surmonter une activité plus étonnante, une plus grande bravoure personnelle. Son aïeul Coligny semblait lui avoir transmis avec son sang son génie indomptable, et comme lui, souvent malheureux sur le champ de bataille, il apparaissait, souvent aussi comme lui, plus redoutable après la défaite, que son adversaire après la victoire.

Bataille de Nerwinde ou de Landen.

des pairs, où l'intérêt foncier prévalait. Les plus sinistres prédictions furent faites à cette occasion sur les dangers dans lesquels l'institution nouvelle précipiterait l'Angleterre, et l'opposition des pairs ne céda qu'à la crainte de laisser le gouvernement sans ressources pour la guerre, et de provoquer sur un bill de finances une querelle avec la chambre des communes.

1. Cette journée est plus connue en Angleterre sous le nom de *Landen*, village où Guillaume s'était retranché. Les Français lui donnèrent plus généralement celui de *Nerwinde*, le succès ayant été attaché par les deux généraux à la possession de ce bourg, trois fois pris et repris, et qui enfin demeura aux Français.

2. Au nombre des hommes marquants qui succombèrent dans cette bataille furent le comte de Solmes et l'irlandais Sarsfield. Les ducs de Berwick et d'Ormond furent tous deux faits prisonniers, et on les échangea l'un contre l'autre.

La guerre avait été partout malheureuse pour les coalisés, en Savoie, en Espagne, en Italie comme en Flandre. Les Turcs avaient contraint les généraux de l'empereur à lever le siége de Belgrade, le duc de Noailles avait envahi la Catalogne et l'armée du duc de Savoie avait été mise en déroute par Catinat à la journée de la Marsaille en Piémont. La coalition n'avait pas obtenu plus de succès sur mer. Un convoi de cinq cents bâtiments marchands chargés de richesses immenses et auquel sa destination pour l'Orient fit donner le nom de la flotte de Smyrne, avait mis à la voile dans la Tamise en juin 1693, sous la protection des flottes de guerre réunies de l'Angletere et de la Hollande. Tourville avec la flotte française attendit cette proie immense dans la baie de Lagos où il réussit à dissimuler sa présence. Abusé par de faux rapports, l'amiral anglais croyant Tourville encore dans la Manche laissa son convoi poursuivre sa route au sud, sous l'escorte de vingt vaisseaux seulement, et rentra dans le canal avec la plus grande partie de ses forces. Parvenu dans le voisinage de la baie de Lagos, le convoi vit fondre sur lui toute la flotte francaise : la résistance était inutile, soixante bâtiments seulement échappèrent avec leur faible escorte : tout le reste fut pris, brûlé ou submergé. Tourville, l'année suivante, avait reçu l'ordre de seconder, sur les côtes d'Espagne, les progrès du maréchal de Noailles en Catalogne : Guillaume résolut de faire attaquer dans la Méditerranée la flotte française par des forces supérieures, et l'amiral Russel fit voile vers Gibraltar à la tête des flottes combinées d'Angleterre et de Hollande. Une expédition formidable sous l'amiral Berkeley fut en même temps dirigée contre le port de Brest : elle portait douze

Nouveaux revers des coalisés.

Combat naval de Lagos.

mille hommes de débarquement commandés par Talmash : mais le secret de l'entreprise fut trahi et révélé au roi Jacques, qui informa le gouvernement français. Le traître était Marlborough qui, par ce nouveau crime, mit le comble à toutes ses perfidies sans aucun autre résultat pour lui-même qu'un opprobre ineffaçable. Vauban fut envoyé à Brest pour mettre la place en état de défense, et lorsque l'expédition anglaise survint et approcha elle fut reçue par un feu terrible. Talmash s'obstina et voulut débarquer, mais de nouvelles batteries jusque-là masquées tonnèrent tout à coup, vomissant la mort sur ses troupes sans défense : il fallut se rembarquer précipitamment et reprendre le large : plusieurs centaines de marins anglais et un millier de soldats perdirent la vie sur cette plage sanglante. Talmash lui-même dangereusement blessé fut ramené en Angleterre pour y mourir. La France cependant, toujours seule contre tous, avait fait de prodigieux efforts : partout victorieuse, mais épuisée par ses succès mêmes, elle était hors d'état d'en profiter et voyait encore devant elle son grand et infatigable ennemi réparant tous ses désastres, et toujours supérieur à sa fortune.

Désastre des Anglais devant Brest. 1694.

Le dernier acte législatif de cette année fut d'une grande importance pour la constitution du royaume et rendit la représentation plus vraie en rendant les élections périodiques et plus fréquentes. Cet acte, nommé *bill triennal*, fixa la durée des parlements à trois années, et le mois de mars 1696 fut assigné pour limite à l'existence du parlement actuel. Le roi redoutait, non sans cause, des élections si rapprochées, et il avait plusieurs fois refusé sa sanction à ce bill que tous les partis s'accordaient à soutenir. Pré-

Promulgation du bill triennal. 1694

senté de nouveau par les deux chambres, Guillaume peut-être l'eût encore rejeté, si une mortelle inquiétude n'eût absorbé sa pensée et ses soins. La reine était gravement malade, la petite vérole s'était déclarée ; le mal prit bientôt un caractère pernicieux, et peu de jours après elle mourut.

Mort de la reine.

Déc. 1694.

Elle s'était rendue populaire par sa bonté simple et touchante, par ses manières affables, par la pureté de sa vie et son inépuisable charité dont le fameux hôpital de Greenwich, fondé par elle pour les marins, est un témoignage impérissable. Le peuple la pleura : le roi fut inconsolable : il fallut l'arracher, en proie à des convulsions, du lit funèbre où la reine expira [1]. Guillaume lui rendit ce témoignage qu'il ne lui connaissait pas un défaut ; elle fut toute sa vie, entre le roi et son père, dans la situation la plus cruelle pour une femme, et quoiqu'elle eût incliné du côté où l'attiraient sa religion et l'intérêt de son pays, elle n'échappa point aux sanglants reproches de ses contemporains, ni peut-être à ceux de sa conscience. Elle s'était dit que le premier devoir d'une femme est, après Dieu, envers son époux, et par sa complète abnégation vis-à-vis du sien, elle essaya de se réconcilier avec elle-même. Élevée par les circonstances au trône du vivant de son père, elle n'accepta de la couronne que les épines : souveraine au même titre que Guillaume, elle ne voulut être et ne fut en

1. Marie, en mourant, ne refusa point de voir sa sœur, comme on l'a souvent cru ; elle répondit au vœu qu'exprima la princesse Anne pour être reçue près d'elle, par un affectueux message. Ce fut le roi qui craignit qu'une entrevue des deux sœurs ne causât trop d'émotion à la reine. Il répondit gracieusement que si l'état de la reine s'améliorait, la princesse serait la bienvenue à Kensington (Burnet *ut supra*).

effet que sa première sujette, elle se fit un culte de l'obéissance, et cette soumission constante où elle vit son devoir, est aussi son excuse devant Dieu et devant les hommes.

IV

Suite du règne de Guillaume III, depuis la mort de la reine jusqu'à la paix de Ryswick.

1695 — 1697.

Émancipation de la presse. 1695.

L'année 1695 s'ouvrit par la promulgation du bill qui rapportait l'acte pour la censure des écrits ou plutôt pour l'autorisation de les publier (*licensing act*), et la presse fut alors complétement émancipée. L'exposé des motifs du bill, comme les objections présentées par ses adversaires, prouvaient également que personne n'avait alors conscience de la gravité de cette question, du nombre et de l'étendue de toutes celles qu'elle soulève, ainsi que de la puissance, pour le bien comme pour le mal, de l'instrument nouveau dont le parlement armait la nation. Jamais depuis la promulgation de ce bill, la censure de la presse n'a été rétablie en Angleterre.

Corruption des hommes publics.

De grands scandales marquèrent aussi les premiers jours de l'année nouvelle. On a vu que la corruption avait pénétré fort avant dans toutes les branches de l'administration publique. Le mal depuis peu avait fait de grands progrès : la liberté des écrits contribua à le dévoiler et mit en lumière beaucoup de fraudes et de transactions criminelles. Une foule d'agents secondaires furent punis

pour avoir trafiqué de leur autorité ou détourné les deniers publics, et quelques hommes éminents par leurs charges ou leurs dignités furent accusés de péculat. Une enquête sévère fut faite à ce sujet, par un comité des deux chambres. L'orateur même des communes, sir John Trevor, demeura convaincu d'avoir reçu mille livres sterling de la cité de Londres, pour faciliter le succès d'un bill et fut contraint à prononcer lui-même son arrêt [1]. On découvrit de honteux marchés relatifs au renouvellement de la charte de la Compagnie des Indes : un des principaux agents de cette compagnie puissante, sir Thomas Cook, acheta son pardon par des révélations qui inculpaient, entre autres personnages marquants, Seymour, l'un des membres les plus influents des communes, et le duc de Leeds, lord président et chef nominal du conseil. Le premier, absous par un vote de la majorité, demeura entaché dans l'opinion ; le second fut poursuivi devant les pairs par les communes. Il essaya de se justifier en alléguant qu'il avait souffert, il est vrai, que ses subordonnés trafiquassent de son crédit, mais qu'il était lui-même demeuré pur de toute transaction contraire à son honneur. Le témoin principal s'était dérobé par la fuite, l'accusation tomba ; mais le duc accablé sous le nombre et le poids des autres témoignages, fut écarté par le roi de toute participation au gouvernement. Il garda son titre en souvenir des anciens services qu'il avait

Enquête parlementaire.

Disgrâce du duc de Leeds.

1694.

1. Aussitôt après le rapport du comité, une motion fut faite dans les communes, portant que l'orateur était reconnu coupable. Sir John Trevor fut contraint, par sa charge, de mettre lui-même la question aux voix : il y eut un cri général pour l'affirmative, et il fallut qu'il constatât lui-même ce vote accablant.

rendus, mais ne fut jamais rappelé au pouvoir [1]. Sir John Trevor, Seymour et le duc de Leeds étaient torys tous les trois; leur disgrâce fut fatale à leur parti, et lorsque le roi se rendit sur le continent pour l'ouverture de la campagne un seul tory fut nommé parmi les sept membres du conseil auquel il remit, en son absence, la direction des affaires; ce fut Godolphin, premier commissaire de la trésorerie [1].

Campagne de 1696.

Cette nouvelle campagne fut glorieuse pour Guillaume. L'illustre émule de Condé, Luxembourg, n'était plus : il avait de dignes héritiers dans Boufflers et dans Catinat : la faveur du monarque donna la préférence à un courtisan, compagnon de ses premiers jeux, et Luxembourg eut pour successeur en Flandre le faible Villeroy, dont la principale armée occupait les lignes de la Lys et de l'Escaut : Boufflers commandait sous lui, et gardait le cours de la Sambre avec douze mille hommes. Les confédérés étaient partagés en trois corps campés aux environs de Gand, de Bruxelles et de Huy. Un de leurs plus grands échecs, dans cette guerre, avait été la prise de la ville de Namur par Louis XIV. Guillaume résolut de la reprendre, et, après avoir abusé Villeroy par de feintes manœuvres, il fit converger soudain presque toutes ses forces vers

1. Le résultat de l'enquête fut hautement favorable au roi Guillaume comme aux comtes de Nottingham et de Portland : il fut constaté que la compagnie des Indes avait offert à ce dernier l'énorme somme de 50,000 livres sterling (2,500,000 fr.) pour se le rendre propice. Non-seulement Portland rejeta cette somme, laissée durant un an à sa disposition, mais il déclara que si la compagnie insistait davantage, il serait obligé de se prononcer contre elle.

2. On remarquait parmi ces membres le garde des sceaux Somers, le comte de Shrewsbury, secrétaire d'Etat, et le nouvel archevêque de Cantorbéry, Ténison, successeur du vénérable Tillotson, mort l'année précédente.

cette place, et, laissant un corps considérable devant l'armée de Villeroy, sous les ordres du prince de Vaudemont, il investit Namur avec tout le reste de son armée. Boufflers eut à peine le temps de s'y jeter de sa personne avec sa cavalerie. La garnison qu'il commandait comptait environ seize mille hommes de vieilles troupes; Vauban avait beaucoup ajouté aux défenses de la place qui semblait imprenable, et que Villeroy devait bientôt secourir et dégager. Mais Villeroy commençait alors la longue série de fautes qui furent si fatales à la France : il laissa échapper le corps de Vaudemont qui lui était opposé, et qui vint grossir l'armée assiégeante, et, au lieu de livrer bataille à Guillaume, il battit en retraite avec ses quatre-vingt mille hommes, abandonnant la place à elle-même. Déjà la ville avait succombé : Boufflers, avec la garnison réduite de moitié, s'était enfermé dans la citadelle : il y fut assiégé à la fois par toutes les forces des coalisés, dont le grand ingénieur Cohorn, l'élève et l'émule de Vauban, dirigeait les attaques. Il fallut se rendre enfin : Boufflers capitula, et le 26 août Guillaume rentra dans cette forteresse fameuse, l'une des principales clefs des Pays-Bas. Toute l'Angleterre célébra cette victoire, et fit au roi à son retour un accueil enthousiaste.

Prise de Namur par le roi Guillaume.

1695.

Le moment semblait propice pour des élections nouvelles. Le mois de mars 1696 ayant été assigné, par le bill triennal pour limite au parlement actuel, il eût été nécessaire si les élections n'avaient lieu sous l'impression des heureux succès de la dernière campagne, d'y procéder l'année suivante dans des circonstances peut-être moins favorables. Touché de ces considérations, le roi

Dissolution du parlement.

1696.

Élections whigs.

prononça la dissolution du parlement, et les élections nouvelles répondirent à son attente. Les whigs obtinrent une majorité décidée : sur cent soixante membres nouvellement élus, la plupart étaient attachés à l'établissement de 1688 et zélés pour la guerre.

Bill pour la procédure dans les cas de trahison.

1696.

La session s'ouvrit le 22 novembre, et le premier vote important fut celui du bill relatif à la procédure dans les cas de trahison. La manière de procéder à cet égard, comme on l'avait vu trop souvent sous les derniers règnes, était en opposition avec les notions les plus simples du droit commun et de l'équité. On en peut juger par les dispositions mêmes du nouveau bill destiné à réformer l'ancienne procédure en la régularisant. Les clauses principales portaient : que nul ne serait poursuivi comme prévenu de haute trahison pour des faits antérieurs de plus de trois années à la poursuite; que toute personne accusée de ce crime aurait l'assistance d'un conseil; qu'une copie de l'acte d'accusation lui serait remise dix jours au moins avant le jugement, ainsi qu'une liste des francs-tenanciers du comté, parmi lesquels le jury serait choisi; que ses témoins seraient légalement cités à comparaître et admis au serment. Un projet semblable, en apparence si juste, et hautement approuvé de l'opinion, avait déjà été présenté six années auparavant, et accueilli avec faveur dans les deux chambres. Son adoption à cette époque paraissait certaine : un amendement introduit par les lords le fit échouer. Cet amendement était fondé en justice, et avait uniquement pour objet de garantir l'existence et la fortune des lords contre le ressentiment ou les caprices d'un pouvoir arbitraire. Un usage très-dangereux pour eux s'était introduit, et le temps l'avait consacré ; il

prenait racine dans le privilége qu'ils avaient d'être jugés par leur propre chambre [1]. Lorsqu'un grand jury prononçait qu'il y avait lieu de poursuivre criminellement un pair temporel, la cause était plaidée devant la cour du grand sénéchal [2], qui se composait anciennement de deux manières : durant la session du parlement, tous les membres de la chambre haute y siégeaient ; mais dans l'intervalle des sessions il n'en était pas ainsi : le lord sénéchal désignait à son choix pour jurés douze pairs ou même davantage : il en résultait qu'un pair accusé de trahison par la couronne était justiciable d'un jury choisi et nommé par ses accusateurs [3]. Les pairs demandèrent que dans l'intervalle des sessions du parlement comme durant les sessions mêmes, un pair accusé de trahison fût jugé par le corps entier de la pairie. Les communes, mécontentes et jalouses des lords, se récrièrent contre des prétentions si légitimes, et plutôt que d'admettre l'amendement au bill présenté, elles préférèrent sacrifier celui-ci tout entier, et le rejetèrent plusieurs fois ainsi amendé par les lords. Elles persistèrent cinq ans sur ce point dans leur opposition déraisonnable, tant est grand l'aveuglement des hommes et des partis lorsqu'une passion s'interpose comme un voile entre eux et l'équité ! et ce ne fut que dans le parlement de 1696 que le bill si désirable pour la réforme de la procédure dans les cas de trahison fut adopté par les deux chambres et converti en loi.

1. A proprement parler, ce n'était pas un privilége : le droit de tous les Anglais étant d'être jugés par leurs pairs.

2. Lord High Steward's Court. Il n'y a pas de mot équivalent en français à celui de *High Steward* que je traduis par grand sénéchal.

3. Ce fut pour échapper au péril d'être jugé par un tribunal ainsi composé que lord Clarendon sous Charles II, se condamna à un exil volontaire.

Révocation d'un don fait à lord Portland.

Il s'éleva cette année un dissentiment regrettable entre le roi et les communes au sujet de l'aliénation qu'il avait faite d'immenses domaines dans le pays de Galles en faveur du comte de Portland. Guillaume, justement offensé du langage amer et violent de l'opposition, sut néanmoins se contenir, et révoqua à la requête des communes [1], cette donation inconsidérée mais non illégale [2].

L'impression fâcheuse de ces débats s'effaça bientôt et fit place dans l'esprit public à des dispositions toutes différentes à la suite d'odieuses tentatives contre la vie du roi. Le sentiment du danger commun lui ramena l'opinion et raffermit pour quelque temps sa popularité. Guillaume s'était vu, au retour de la dernière campagne, plus que jamais exposé aux périls de l'assassinat : ceux-ci grandissaient, comme il arrive souvent, à mesure que diminuaient les chances de le renverser par la guerre ou par l'insurrection, et ils s'étaient encore accrus depuis la mort de la reine. La couronne ayant été fixée sur la tête de cette princesse comme sur celle de son mari, la mort de celui-ci, tant qu'elle vivait, n'aurait pas été nécessairement suivie d'une révolution. Marie aurait pu continuer l'œuvre de Guillaume : mais elle ne laissait pas d'enfants, et après elle l'établissement nouveau ne reposait plus que sur une seule tête, celle de Guillaume : c'était à l'abattre ou à la voir tomber que tendaient maintenant toutes les espérances de ses ennemis. Les mœurs sociales

1. Le comte de Portland pria lui-même le roi de la révoquer, ne voulant pas, dit-il, être l'occasion d'un dissentiment entre le roi et son parlement.

2. L'usage avait autorisé ces aliénations du domaine royal. Des dons nombreux et très-considérables avaient été faits par les Stuarts aux dépens de la couronne.

ne réprouvaient pas alors autant qu'aujourd'hui le recours à d'exécrables expédients pour se délivrer d'un rival dangereux. Déjà ce prince avait échappé à plus d'un complot contre sa vie. Deux années auparavant, un meurtrier nommé Granval, dont les projets homicides furent approuvés de Barbezieux et du roi Jacques lui-même [1], avait été présenté à ce prince à Saint-Germain, et aussitôt après il était passé en Angleterre avec l'intention d'assassiner Guillaume. Arrêté avant l'exécution de l'attentat, et confondu par ses propres aveux, il avait payé de sa vie sa criminelle audace. Dans la suite, et jusqu'à la mort de sa fille, le roi Jacques s'abstint d'encourager aucun complot meurtrier ; mais lorsque la reine eut succombé, de nouvelles entreprises furent formées contre la vie de Guillaume : Jacques en eut connaissance, et d'abord hésita : mais ensuite, et dans l'automne de 1695, son assentiment fut donné à un double complot, dont l'un, dirigé par Berwick, avait pour but une insurrection générale des jacobites anglais combinée avec une invasion française : l'autre complot sous la direction d'un gentilhomme anglais, sir George Barclay, fut tramé contre la personne même de Guillaume [2]. Une vingtaine d'hommes dont plusieurs appartenaient à la garde de Jacques II, passèrent la mer, recrutèrent des complices, et le jour fut pris pour frapper le roi. Le premier complot avorta, les jacobites ayant refusé, d'une

Double complot des jacobites.

1696.

1. La preuve de ce fait est dans la confession de Granval.

2. Les instructions écrites de la propre main de Jacques et remises par lui-même à Barclay, l'autorisaient à commettre contre le prince d'Orange tous les actes d'hostilité qui seraient jugés le plus utiles pour son service. (Macaulay, *ut suprà*.)

part, de prendre les armes avant qu'une force étrangère suffisante eût débarqué sur le sol anglais, et le gouvernement français, d'autre part, ayant résolu d'attendre que l'insurrection eût éclaté en Angleterre avant de risquer une expédition nouvelle. Jacques II n'eut plus d'espérance alors que dans le succès du complot régicide. Berwick, sans vouloir y prendre une part directe, fut informé du plan des conjurés, et fit espérer à Louis XIV qu'un événement prochain le délivrerait du chef de la ligue européenne. Louis prit les mesures nécessaires pour en profiter : de grands préparatifs militaires furent faits sur les côtes par son ordre, et une flotte se tint prête à franchir le détroit : Jacques lui-même, enfin, se rendit à Calais pour y attendre l'événement. Le plan était habilement conçu, et le succès, à moins de trahison, paraissait infaillible. Le roi avait pour habitude de chasser le samedi dans le parc de Richmond : les conjurés avaient résolu de l'attendre au retour, le samedi 16 février, sur la rive septentrionale de la Tamise. Quarante d'entre eux s'y donnèrent rendez-vous, et là, au moment où la voiture du roi serait engagée dans une allée étroite, trente conjurés devaient fondre l'épée à la main sur l'escorte royale; le reste attaquerait le roi et le frapperait dans son carrosse. La Providence en ordonna autrement : un gentilhomme catholique, nommé Pendegrass, connu par son courage et son dévouement au roi Jacques, fut invité à se joindre aux conjurés : l'assassinat lui fit horreur et il révéla le complot. On convoque aussitôt le conseil, et l'on prend de grandes mesures de précaution et de sûreté. La garde du palais est doublée, des régiments sont rappelés du continent; Russel prend le

Plan des conjurés.

Découverte de la conjuration.

commandement de la flotte sur la Tamise : le lord-maire veille au salut de la capitale : toutes les milices de la cité prennent les armes. Le roi se rend le surlendemain au parlement, et déclare aux chambres que, sans une protection visible de la divine Providence, il aurait infailliblement péri, et que l'Angleterre eût été envahie par une armée française. Le danger d'une invasion, ajouta-t-il, était imminent encore, mais il avait déjà pourvu à la sûreté du royaume : quelques traîtres étaient en prison : des ordres étaient donnés pour l'arrestation des autres : il ferait son devoir, et les chambres, il n'en doutait pas, sauraient s'acquitter du leur.

Celles-ci répondirent au roi en l'exhortant et le conjurant de prendre pour sa sûreté toutes les précautions qu'il jugerait nécessaires. Deux bills importants furent aussitôt votés par les communes ; l'un suspendait l'*habeas corpus*, l'autre décidait que le parlement actuel ne serait pas dissous par la mort du roi. Une troisième motion fut également adoptée, et eut pour objet de fonder une association ou ligue générale pour la défense du monarque et du royaume, et un acte fut rédigé, par lequel tous les représentants du pays s'engageraient, en le signant, à reconnaître Guillaume pour leur souverain légitime, et à le défendre contre Jacques et ses adhérents.

Votes importants des communes.

Acte d'association générale.

Ces résolutions des communes furent accueillies par l'autre chambre et adoptées de la grande majorité de la nation sur laquelle les mots d'assassinat, d'invasion et de papisme agirent comme autant de charmes magiques. De toutes parts éclatèrent des signes non équivoques de dévouement à Guillaume ainsi que d'adhésion à l'ordre de succession établi par le bill des droits, et

bientôt la ligue nouvelle compta par centaines de mille le nombre des membres signataires et associés. De tous côtés aussi les auteurs de cette double conjuration et leurs complices se virent l'objet de l'horreur générale : poursuivis dans leur fuite, arrachés de leurs retraites, plusieurs furent arrêtés et dérobés par l'échafaud à la fureur populaire.

Le parlement, à cette occasion, franchit les limites légales et se laissa emporter à un acte violent et regrettable, pour frapper un coupable d'une naissance distinguée, revêtu d'un haut grade militaire sous le dernier règne, sir John Fenwick, déchu depuis de son rang, tombé par son inconduite dans la ruine et le discrédit, et qui imputant, selon l'usage, au gouvernement tous ses malheurs, avait voué à Guillaume une haine implacable. Sir John correspondait avec la cour de Saint-Germain comme avec les conjurés : instruit de l'assassinat projeté, il s'abstint d'y prendre une part active; mais il ne révéla point le complot et l'approuva. Trahi par ses lettres et dénoncé par deux témoins, Fenwick fut arrêté. On le savait au courant de tous les projets contre-révolutionnaires, ses aveux dans la cause présente pouvaient donner d'utiles lumières : le gouvernement les provoqua, et sa grâce lui fut offerte au prix d'une confession sincère. Il promit de l'écrire et de se rendre au vœu du roi et de ses ministres, mais il jugea aussi le moment propice pour se venger lui-même de ses ennemis : il garda le silence sur les trames secrètes des jacobites et révéla toute la correspondance des hommes éminents du parti whig avec la cour de Saint-Germain, inculpant spécialement les comtes de Shrewsbury et de Marlbo-

Arrestation et procès de sir John Fenwick. 1696.

Sa confession.

rough, lord Russel et Godolphin. Le roi, dans cette circonstance difficile, fit preuve d'autant de prudence que de magnanimité. Il avait reconnu la loyauté du premier, il savait que l'oscillation perpétuelle des opinions de Shrewsbury et sa correspondance avec Jacques II étaient le résultat d'une conscience timorée bien plus que de calculs criminels, et comme le comte cherchait à s'excuser, exprimant son repentir et sa douleur, Guillaume lui témoigna plus d'estime et de confiance que jamais : il tint un autre langage à lord Russel dont il connaissait déjà l'ambition et la fausseté, mais il lui dit qu'il oubliait ses torts en considérant ses services : il accepta la démission de l'habile Godolphin sans la provoquer, et laissa Marlborough dans la disgrâce. Mais Fenwick, par ces aveux si incomplets et si perfides, n'avait réussi qu'à rendre le gouvernement et les whigs plus ardents à le poursuivre : son procès commença. Deux témoins à charge étaient nécessaires, d'après la loi anglaise et dans les cas de haute trahison, pour qu'un jury prononçât un verdict de culpabilité. Un des témoins produits contre Fenwick fit tout à coup défaut : la famille de l'accusé l'avait fait disparaître : toute la procédure était ainsi mise à néant et la poursuite légale devenait impossible. On ne put se résoudre néanmoins à laisser échapper un coupable de cette importance et il fallut recourir, pour le perdre, à un moyen employé souvent en Angleterre, dans les temps orageux, contre des hommes élevés par leur rang et leur puissance au-dessus des lois, à un *bill d'attainder*, expédient dangereux par lequel tous les pouvoirs sont confondus, qui transforme en juges les membres passionnés des communes, et qui rend incertain,



aux yeux de la raison et de la morale, si l'impunité du coupable n'est pas préférable à son châtiment, ressource extrême, arme terrible entre les mains des partis, et dont l'emploi, lorsqu'il devient fréquent, rend la puissance des assemblées populaires plus effrayante que le joug des plus odieux tyrans. Mais Fenwick avait par ses terribles aveux, soulevé contre lui en les dénonçant, la colère de quelques uns des hommes les plus considérables entre les whigs : il semblait que ceux-ci ne pouvaient affaiblir l'autorité de révélations si accablantes pour eux qu'en flétrissant celui qui les avait faites, et à la conviction de cette nécessité fatale se joignait une brûlante soif de vengeance. On vit s'ouvrir alors dans les deux chambres un grand et solennel débat dans lequel le châtiment extra-légal de l'accusé fut poursuivi avec ardeur par le parti whig, défenseur habituel des garanties constitutionnelles, des priviléges et des libertés des sujets, tandis que les torys plaidèrent sa cause, invoquant en sa faveur l'autorité des lois, l'inconvénient de les enfreindre pour frapper un homme, d'un rang distingué sans doute, mais sans prestige ni puissance, et qui pouvait demeurer impuni sans que l'État fût en péril. Les opinions étaient à peu près balancées, et le résultat fut quelque temps incertain, mais enfin la passion l'emporta, le bill d'*attainder* fut rendu, et Fenwick condamné porta sa tête sur l'échafaud.

Fenwick condamné par bill d'attainder. 1696.

Le ralliement de l'opinion au roi, ce retour de popularité qu'il devait surtout aux criminelles tentatives contre sa personne, au sentiment des dangers auxquels le pays échappait avec lui, aida puissamment le gouvernement à traverser une autre crise redoutable, celle des

finances. Jamais l'Angleterre ne s'était vue à cet égard dans une position plus difficile. Déjà depuis longtemps on s'était aperçu de la dépréciation des espèces d'or et d'argent qui circulaient dans le royaume. Mal frappées, et sans filet circulaire, elles invitaient à la fraude par leur imperfection même. Presque toutes les pièces étaient rognées et leur valeur intrinsèque était devenue fort inférieure à leur titre. On tenta d'y remédier en frappant des pièces meilleures en grand nombre, mais en même temps on négligea d'indiquer un terme au cours de l'ancienne monnaie : le résultat fut désastreux : la bonne monnaie passa tout entière à l'étranger en échange des denrées importées, la mauvaise demeura, comme il eût été facile de le prévoir, sur le seul marché où elle était encore reçue au cours de son titre, et continua à être la seule monnaie en usage dans le royaume. Les châtiments les plus terribles, infligés à ceux qui la mutilaient furent impuissants contre les progrès du mal [1], et celui-ci alla croissant jusqu'à ce que le numéraire de l'Etat presque tout entier eût à peine en réalité par son poids la moitié de sa valeur fictive [2]. Toute transaction

Grande crise financière.

1695-1696.

1. Le nombre immense des délinquants atténuait beaucoup leur culpabilité dans l'opinion, et de la comparaison du délit à la peine naissait pour les accusés une sympathie générale : on trouvait rarement un jury disposé à rendre contre eux un verdict qui les eût envoyés à la mort. Les supplices mêmes, là où ils étaient infligés, étaient sans force pour diminuer le mal. Le métier des rogneurs de monnaie, dit un contemporain, est si facile et si lucratif, que quelque effort qu'on fasse pour les détruire, il s'en trouve toujours d'autres pour prendre leur place. — L'Hermitage, octobre 1695.

2. Un seul exemple suffira. Les officiers de l'échiquier pesèrent 57,200 livres sterling qu'ils venaient de recevoir en monnaie courante. Le poids aurait dû être de 220,000 onces, et il ne fut que de 114,000 (Macaulay, *ut suprà*).

mercantile ou commerciale devint alors à peu près impossible et l'Angleterre fut comme paralysée.

Cette calamité créa, soit pour le gouvernement, soit pour les particuliers, des difficultés immenses, et telles que, pour en sortir, il ne fallut pas moins que l'expérience et l'habileté de quelques-uns des hommes d'État les plus éminents, du garde des sceaux Somers et du chancelier de l'échiquier, Charles Montague, qui s'unirent pour conjurer le fléau, à deux hommes illustres dans la philosophie et la science, à Locke et à Newton. Enfin, en novembre 1695, le parlement prit une série de résolutions commandées par les circonstances : il décida que toute la monnaie du royaume serait refondue, que les nouvelles pièces seraient frappées au moulinet, à l'aide d'un procédé qui rendrait leur mutilation impossible, qu'une limite prochaine serait assignée au cours légal de l'ancienne monnaie dans les transactions particulières, et qu'à un terme plus éloigné elle cesserait d'être reçue dans les caisses de l'Etat. La dépense occasionnée par cette refonte générale d'une monnaie si inférieure à son titre fut évaluée à 1,200,000 livres sterling : la banque d'Angleterre avança au gouvernement cette somme énorme dont le parlement lui garantit l'intérêt par l'établissement d'un impôt sur les fenêtres (*window tax*) [1] et le mois suivant fut le terme de rigueur, passé lequel l'ancienne monnaie ne serait plus reçue même

Refonte générale de la monnaie.

1. La perception de ce nouvel impôt était aussi facile, mais moins vexatoire que celle de la taxe abhorrée dite taxe sur les *cheminées* ou les *foyers*, abolie à la requête de Guillaume : il n'était pas nécessaire pour le répartir de franchir le seuil des habitations, et il fut l'origine de l'impôt connu de nos jours sous le nom d'impôt des portes et fenêtres.

au trésor. Cette date coïncidait heureusement avec l'époque où l'horreur excitée par la double conspiration jacobite rallia le pays au roi et au gouvernement. Il y eut alors une crise formidable et jusque-là sans exemple : l'ancienne monnaie avait disparu presque tout entière et n'avait plus cours légal ; la nouvelle, lentement fabriquée, et accaparée à mesure qu'elle paraissait, était à peine entrée dans la circulation, le numéraire faisait ainsi défaut partout, et le gouvernement en manquait lui-même pour payer ses fournisseurs, ses commis, ses armées de terre et de mer : de là de grands désordres et d'immenses désastres, et tout d'abord la ruine des espérances fondées sur une banque foncière récemment établie, à la demande des propriétaires du sol, et dont le gouvernement attendait deux millions et demi sterling pour prix de son privilége. A peine fut-il possible d'en réunir quinze cents, le privilége fut retiré et la banque foncière expira avant d'avoir fonctionné. La banque d'Angleterre elle-même, objet de jalousie pour un grand nombre de spéculateurs aux opérations desquels les siennes avaient été substituées avec succès, fut assaillie par une ligue étroite de tous les intérêts qu'elle avait froissés, et elle n'échappa à la banqueroute que par la prudence et le dévouement de ses directeurs [1].

Ruine d'une banque foncière.

Cependant, au milieu de l'inexprimable confusion ré-

1. Dans l'impossibilité où se trouvèrent les directeurs de la banque de répondre immédiatement à toutes les demandes des détenteurs de leur papier, ils firent un appel de fonds aux propriétaires membres de leur corporation, et furent alors en mesure de solder sans délai quinze pour cent en bonne monnaie à leurs créanciers, auxquels ils rendirent leurs billets avec une marque spéciale indiquant la portion de la somme remboursée.

sultat nécessaire d'une situation si violente, la nation montra une patience, un calme qui en diminua les périls, et elle donna une nouvelle preuve de cet esprit public qui fit la force et le salut de l'Angleterre aux époques les plus critiques de son histoire. Le gouvernement sut s'élever au niveau des circonstances : le chancelier de l'échiquier provoqua des mesures aussi sages qu'efficaces pour activer la fabrication de la monnaie, et lui donner toute la perfection désirable ; il fit nommer directeur de ce département le grand Isaac Newton, et bientôt plusieurs ateliers, d'où sortit une monnaie excellente, fonctionnèrent dans les principales villes. En attendant qu'elle fût assez abondante pour répondre aux besoins, Montague inventa et créa, pour solder les dépenses du gouvernement, les bons de l'échiquier de la valeur de 5 jusqu'à 100 livres sterling : ils furent rapidement répandus par la poste et mis partout en circulation. Les besoins de l'Etat étaient immenses et pressants : la guerre durait toujours sur le continent, et pour la soutenir au milieu d'une crise monétaire sans pareille, il fallait des efforts inouïs. Déçu dans ses espérances du côté de la banque foncière, le gouvernement eut recours à la banque d'Angleterre déjà si accablée, et son appel fut entendu. Charles Montague déclara aux directeurs qu'il serait impossible au roi de soutenir sur le continent l'honneur des armes anglaises à moins d'une subvention immédiate de deux millions sterling. Cette somme énorme fut aussitôt souscrite et offerte à Guillaume au nom de la banque, dont les liens avec le gouvernement furent resserrés par cette souscription généreuse et que les circonstances rendaient héroïque.

Bons de l'échiquier.

Souscription de la banque d'Angleterre.

Elle mit Guillaume en état de soutenir ses troupes durant la campagne de cette année, mais non d'entreprendre rien de décisif, et le seul avantage considérable obtenu par les coalisés en Flandre fut la prise de Givet, où Louis XIV avait accumulé d'immenses approvisionnements : mais une grande défection ruina au midi toutes les espérances de la coalition : le duc de Savoie, Victor-Amédée, l'abandonna pour réunir son armée à celle du maréchal Catinat, et menaça de son inimitié ses alliés de la veille si toute l'Italie n'était considérée par eux comme pays neutre [1]. Le roi d'Espagne, enfin, et l'empereur, firent entendre des murmures, et Guillaume III put craindre que Victor-Amédée n'eût en eux des imitateurs. La grande crise financière de l'Angleterre n'avait pas peu contribué à nourrir ces dispositions nouvelles dans l'esprit des principaux membres de la coalition : le bruit s'était répandu en Europe que le pays tout entier était réduit aux abois : quelques faits isolés et exagérés à dessein entretenaient cette illusion. Louis XIV, dont les dernières ressources étaient épuisées par cette guerre ruineuse, et qui peu de jours auparavant s'était enfin décidé à traiter, à abandonner Jacques et à reconnaître Guillaume, manifesta tout à coup des intentions différentes : il continua cependant à négocier, mais en même temps il projeta une nouvelle invasion en Angleterre : la détresse et le mécontentement, disait-on, étaient si grands dans ce royaume, que les Anglais prêteraient eux-mêmes la main

Défection du duc de Savoie.

1696.

1. La défection de Victor-Amédée eut pour effet le traité de Turin, signé en août 1696, et par lequel Victor-Amédée obtint la restitution de tous ses états. Il promit de faire garantir la neutralité de l'Italie par l'Espagne et l'Autriche, et sa fille fut alors mariée au duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV.

pour renverser le gouvernement actuel et rétablir les Stuarts.

Ouverture de la session parlementaire. 1696.

Telle était la situation en octobre 1696, quand Guillaume revint pour ouvrir en personne la nouvelle session du parlement. Il s'y présenta avec une mâle confiance et sans déguiser les dangers nombreux auxquels la nation venait d'échapper. «L'Etat, dit-il, avait traversé une grande crise; mais, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, les espérances de ses ennemis avaient été confondues. On avait fait pour la paix des ouvertures, dont le résultat était encore incertain. Ce qui ne l'est pas, ajouta-t-il, c'est qu'il ne peut y avoir aucune paix sûre et honorable pour une nation qui n'est pas préparée à pousser vigoureusement la guerre, et nous serons tous d'accord que l'unique moyen de traiter avec la France est de négocier, la main sur notre épée. »

Résolutions généreuses du parlement.

Electrisées par ces paroles, et entraînées par le sentiment profond de ce qu'exigeaient d'elles les circonstances et l'honneur du pays, les communes léguèrent alors un mémorable exemple aux parlements suivants [1]; elles décidèrent, sur la proposition de Charles Montague, 1° qu'elles soutiendraient le roi contre tous ses ennemis extérieurs ou domestiques; 2° que le titre du numéraire ne serait point altéré; 3° que le paiement de toutes les créances existantes en vertu d'un vote du parlement se-

1. Ce fut, dit M. Macaulay, le plus beau jour de Charles Montague et l'un des plus glorieux de l'histoire du parlement anglais : les actes de cette grande journée furent cités comme exemple en des circonstances critiques, par Burke en 1798, aux hommes d'Etat dont le cœur faiblissait dans leur lutte avec le pouvoir gigantesque de la république française, et par Huskinson, en 1822, à une législature qui, sous la pression de grands désastres, était tentée de manquer aux engagements de l'Etat envers ses créanciers (*ut suprà*).

rait garanti. Puis, passant des promesses aux actes, elles votèrent deux millions et demi sterling pour les prochaines dépenses de la guerre, et accordèrent au roi quarante mille marins pour la flotte et quatre-vingt-sept mille soldats pour l'armée de terre. Il y eut partage dans la chambre pour ce dernier chiffre, qui obtint deux cent vingt-neuf suffrages contre soixante-sept. Ces votes significatifs, en montrant l'étroite union de la nation anglaise avec son gouvernement, contribuèrent puissamment à la restauration du crédit, au retour de la prospérité et à la conclusion de la paix, pour laquelle les négociations furent sérieusement reprises par la France, après d'insignifiantes opérations de son armée de Flandre au printemps de 1697. Contraint par l'épuisement de son peuple, et sans doute aussi par le besoin de se ménager de grandes alliances pour le cas éventuel de l'ouverture prochaine de la succession du roi d'Espagne, Louis XIV offrit d'abandonner tout ce qu'il avait acquis durant la guerre et de reconnaître Guillaume III. Un congrès s'ouvrit au château de Ryswick, en Hollande, pour traiter sur ces bases; mais le roi d'Espagne et l'empereur, dont le concours durant la guerre avait été presque nul, et que Louis XIV eût aisément dépouillé sans l'assistance efficace de l'Angleterre, suscitèrent à la paix de nombreux obstacles, et aux difficultés de la politique s'unirent celles de la plus minutieuse étiquette qui faillirent rendre les négociations de Ryswick interminables [1]. L'Espagne, dans l'intervalle, reçut deux

Ouverture des négociations pour la paix.

Congrès de Ryswick.

1697.

1. Tandis que le temps était ainsi perdu en fastidieux débats, dans lesquels

terribles échecs : Vendôme entra dans Barcelone, et le chef d'escadre Pointis surprit Carthagène, pilla cette ville, entrepôt des trésors de l'Espagne dans le Nouveau-Monde, et revint en Europe avec sa riche proie. L'Espagne alors s'humilia et pressa la conclusion de la paix : mais ces succès inespérés accrurent les prétentions de Louis XIV, qui refusa de rendre Strasbourg, et ses concessions, ainsi modifiées et restreintes, furent acceptées par l'Angleterre, les états-généraux et l'Espagne. Les plénipotentiaires de ces trois puissances signèrent avec la France, en septembre, à Ryswick, trois traités séparés : un quatrième traité fut signé six semaines plus tard entre la France et l'Empire, et par une des clauses de ce traité, le culte catholique fut maintenu dans les lieux où il était alors ou-

le sérieux du but n'excluait pas le ridicule dans les détails (a), Louis XIV et Guillaume désignèrent deux hommes éminents, Boufflers et Portland, pour négocier librement, affranchis des prétentions exagérées de la plupart des membres du congrès comme des entraves du formalisme diplomatique. Ainsi furent réglés promptement et d'un accord parfait tous les points en litige : les plénipotentiaires du congrès n'eurent bientôt plus qu'à apposer leur signature aux traités ainsi préparés par deux négociateurs sans caractère officiel, et cette circonstance fit dire qu'il était singulier que la paix fût faite par les généraux, tandis que la guerre était entretenue par les diplomates.

1. 1° *Traité entre la France et l'Angleterre.* Guillaume III fut reconnu par la France, et toutes les conquêtes furent réciproquement rendues.

2° *Entre la France et la Hollande.* Restitution réciproque et traité de commerce.

3° *Entre la France et l'Espagne.* L'Espagne recouvra tout ce qu'elle avait perdu en Catalogne et dans les Pays-Bas. La France demeura en possession de la partie de Saint-Domingue qu'elle avait conquise avant cette guerre, et il n'en fut pas fait mention dans le traité.

4° *Entre la France, l'empereur et l'Empire.* La France conserva Strasbourg et

(a) Il convient de lire le très-curieux tableau que trace M. Macaulay des opérations du congrès de Ryswick, dans son Histoire, c. XXII.

vertement pratiqué [1]. La paix de Ryswick ruina les espérances de Jacques II, qui protesta en vain. Elle fut suivie de celle de Carlowitz, signée entre l'empereur et la Turquie, et à la conclusion de laquelle Guillaume III eut une grande part. Cette époque fut la plus brillante comme la plus glorieuse de son règne.

V

De la paix de Ryswick à la mort de Guillaume III.

1697 — 1702

La popularité de Guillaume après la paix de Ryswick ne fut pas de longue durée et la reconnaissance du peuple anglais ne survécut pas au besoin qu'il avait eu de son libérateur contre les armées du grand dominateur de l'Europe. Les whigs possédaient encore à cette époque la direction du parlement et des conseils de la couronne : le roi avait récemment et peu de mois avant la conclusion de la paix élevé quelques-uns de leurs chefs à de nouveaux honneurs, il avait nommé le garde des sceaux Somers baron d'Evesham et chancelier du royaume, et pour l'aider à soutenir l'éclat de sa dignité nouvelle, il lui accorda sur le revenu des fermes de la couronne une rente annuelle considérable. L'amiral Russel fut en

Promotions dans le parti whig.

tout ce qu'elle avait réuni en Alsace ; elle rendit tout ce qu'elle avait réuni hors de l'Alsace, et le duc de Lorraine fut rétabli dans son duché diminué de Longwy et de Sarrelouis, qui restèrent à la France.

1. Cette clause, selon l'historien Muller, devint funeste à Louis XIV en irritant les protestants allemands jusque là fidèles à son alliance (*Histoire universelle*, l. XXII, c. 26).

même temps créé comte d'Oxford et vicomte de Barfleur, Charles Montague premier lord de la trésorerie, et Sunderland lord chambellan [1]. Mais l'ambition du parti tout entier n'était pas satisfaite, il devint exigeant, tracassier, jaloux : les communes mirent la main à toutes choses, elles furent l'écho de toutes les calomnies, de tous les préjugés populaires, entravant le gouvernement, contrariant le roi, et elles décrétèrent plusieurs mesures où il vit une injuste défiance et une ingratitude manifeste. Elles voulurent cependant aussi lui donner un témoignage de la reconnaissance publique pour ses services en élevant la liste civile, de 600,000 livres sterling à 700,000 [2] et en la rendant permanente pour sa vie. Cet accroissement du revenu royal fut facilité par l'octroi d'une charte à une nouvelle compagnie des Indes au prix de deux millions sterling : mais l'érection de cette seconde compagnie qui obtint, par l'appui de Montague et des whigs, un privilége exclusif pour le trafic aux Indes, suscita de redoutables ennemis au roi et à son gouvernement, elle souleva contre eux les intérêts immenses qui se rattachaient à l'existence de la première compagnie dont le privilége était expiré, et les forces du parti tory, dans Londres surtout, s'accrurent des ressentiments de

Nouvelle compagnie des Indes.

1697

1. Il fut aussi nommé l'un des lords grands juges, au légitime mécontentement du public.

2. Cent mille livres furent ajoutées au revenu du roi, afin que, selon la teneur d'une clause du traité de Ryswick, le roi pût payer à Marie de Modène, femme de Jacques II, son douaire qui montait a 50,000 livres (*a*) ; en second lieu, pour qu'il fît une maison au jeune duc de Glocester, fils de la princesse Anne (continuat. de Rapin Thoiras, *Hist. d'Anglet.*, t. XXV).

(*a*) Le roi, par une clause secrète, avait mis à l'acquittement de ce douaire pour condition que Jacques II quitterait la France. Louis XIV ayant refusé d'exécuter cette clause, le douaire de la reine ne fut pas payé (*Mémoires de Jacques II*).

la compagnie ainsi dépossédée au profit de la nouvelle.

Aucun acte des communes ne causa un plus vif déplaisir au roi que le licenciement presque absolu de l'armée après la paix de Ryswick. Le peuple anglais a toujours et avec raison attribué en grande partie le maintien des institutions libres sur son sol à l'absence d'une armée permanente, et en toute occasion le parlement d'Angleterre a montré la plus grande susceptibilité à cet égard, ne votant qu'avec une extrême parcimonie des subsides pour l'entretien en temps de paix de forces permanentes et régulières; mais il porta souvent aussi sur ce point beaucoup au delà des justes limites ses précautions ombrageuses, et il oublia, dit à ce sujet un écrivain judicieux souvent cité dans ce livre, les circonstances nouvelles où il se trouvait depuis la révolution : il ne se souvint pas assez que le bill des droits, la nécessité du vote annuel des subsides pour solder une armée régulière et du *mutiny bill* [1] pour la tenir réunie dans les liens de la discipline, et par dessus tout la publicité des actes du gouvernement et l'énergique esprit de liberté qui animait la nation avaient beaucoup diminué le danger qu'il redoutait [2]. L'opinion refusait d'admettre ce principe que l'expérience a pourtant fait reconnaître comme juste, savoir, que si une armée nombreuse peut devenir, en temps de paix, un instrument dangereux dans la main d'un des-

Licenciement de l'armée.

1. Le mutiny bill est celui qui tient l'armée réunie et soumise à la discipline militaire pour un terme court, rarement ou jamais pour plus d'une année. Sans le vote annuel de ce bill aucune cour martiale ne peut siéger, nul officier ou soldat ne peut être puni pour désobéissance.

2. Hallam, *Hist. const. d'Angl.*, c. XV.

pote, une force organisée suffisante est le bouclier nécessaire des constitutions libres contre les entreprises d'une démagogie turbulente et sans frein [1]. Le parlement n'écouta que le préjugé ou la passion, et aussitôt après la paix de Ryswick, il vota que l'armée serait réduite sur le pied où elle se trouvait en 1680 au temps de Charles II, c'est-à-dire à sept mille hommes, et Guillaume obtint à grand'peine que ce chiffre fût élevé jusqu'à dix mille.

Nouveau parlement. 1698

Le parlement suivant, qui se réunit en décembre 1698, redoubla envers Guillaume de défiance, et se montra intraitable à l'endroit des étrangers, de ceux même qui avaient concouru le plus efficacement à la révolution dans laquelle la grande majorité de la nation voyait une délivrance : il exigea le licenciement immédiat de ces braves régiments huguenots qui avaient tout bravé, tout souffert pour la cause de la liberté religieuse, et qu'on a justement nommés la chevalerie du protestantisme. Guillaume ne se sépara d'eux qu'avec une profonde douleur : il écrivit de sa main aux communes, en les priant de lui laisser du moins ses fidèles gardes hollandaises; les communes furent inflexibles, et le roi, profondément blessé, songea de nouveau à laisser l'Angleterre à elle-même et à se retirer en Hollande [2].

1. Cette vérité fut admirablement mise en lumière dans un pamphlet célèbre attribué au lord chancelier Somers, et que terminent ces belles paroles : « D'une armée permanente nécessaire pour nous défendre contre l'étranger, rien n'est à redouter pour l'Angleterre aussi longtemps qu'elle sera fidèle à elle-même, et si la nation quelque jour vient à perdre ce noble esprit de liberté qui nous distingue maintenant, nous forgerons alors nous-mêmes nos fers, lors même qu'il n'y en aurait point de préparés pour nous. » (Lord Campbell, *Vie du chancelier Somers*).

2. Voyez à cet égard la correspondance de Shrewsbury et les papiers de

Le mécontentement, l'irritation toujours croissante de cette chambre était entretenue par des bruits qui circulaient sur le concours du roi et de son gouvernement à un traité de partage de la monarchie espagnole conclu par Guillaume, disait-on, sans égard soit pour les formes constitutionnelles, soit pour les intérêts généraux de l'Angleterre. Ces bruits n'étaient pas sans fondement. Le roi d'Espagne Charles II, aussi faible de corps que d'esprit, avançait à pas rapides vers la tombe, et il n'avait point d'enfants : Guillaume n'ignorait pas que depuis longtemps la succession espagnole était convoitée en totalité ou en partie par l'ambitieux Louis XIV pour un prince de sa maison ; il savait que le roi de France avait maintenu pour ce grand objet une armée formidable sur pied après la paix de Ryswick, et il ne voulait à aucun prix que la puissance française obtînt un accroissement si énorme, qui eût renversé, avec l'équilibre européen, l'œuvre de sa vie entière.

Titres des divers prétendants à la succession du roi d'Espagne.

Cette succession était un problème très-complexe, et dont la solution présentait de nombreuses difficultés. Plusieurs concurrents faisaient valoir leurs titres à l'héritage du roi d'Espagne sans qu'aucun y eût, par le sang ou par les traités, un droit incontestable. Les principaux entre ceux qui pouvaient y prétendre étaient le dauphin, fils de Marie-Thérèse, l'aînée des sœurs de Charles II ; le prince électoral de Bavière, issu du mariage d'une sœur cadette de ce prince avec l'électeur de Bavière ; et enfin, l'un des fils de

Hardewick. Dalrymple rapporte dans ses Memoires (dernière page) que Guillaume III, exaspéré du refus des communes au sujet de ses gardes hollandaises, s'écria en fureur : « Si j'avais un fils, elles ne partiraient pas ! » M. Hallam conteste l'exactitude de cette anecdote.

l'empereur Léopold, qui avait épousé une fille de Philippe III, sœur de Philippe IV et cousine germaine du roi Charles II. Des renonciations formelles à la succession d'Espagne avaient été exigées par contrat des deux filles de Philippe IV, mariées l'une à Louis XIV, l'autre à l'électeur de Bavière; mais la renonciation de celle-ci n'avait pas été ratifiée par les cortès, et était considérée comme nulle en Espagne. Aucune renonciation enfin n'avait été demandée de la fille de Philippe III, mariée à l'empereur, mais son droit de parenté était le plus faible. La plus proche héritière par le sang eût été, si elle eût vécu, Marie-Thérèse, femme de Louis XIV. Sa dot n'ayant pas été payée, le roi de France avait, dès l'origine, considéré sa renonciation comme sans valeur, et il l'avait déclarée nulle en 1668, lorsqu'il réclama l'héritage de la Flandre à la mort de Philippe IV[1] : il prévoyait maintenant la prochaine ouverture de toute la succession espagnole, et se disposait à faire valoir, par les armes, les droits de son fils. Il n'ignorait pas cependant les titres à peu près égaux des concurrents du dauphin; il savait, en outre, que jamais l'Europe ne consentirait à la réunion des couronnes de France et d'Espagne sur la même tête, et il comprit la nécessité d'un partage. Il eut à cet égard deux objets en vue : assurer pour sa maison le lot le plus profitable à la France, et réduire autant que possible la part de l'Autriche. Il avait besoin d'appui pour atteindre ce double but, et ne pouvant espérer le concours de l'empereur, il sollicita celui des puissances qui n'avaient rien à prétendre dans la succession de Charles II, et à

Politique de Louis XIV

1. Voyez tome III, livre V, ch. 4.

qui cependant le partage de la monarchie espagnole ne pouvait être indifférent : son ambition fit violence à sa haine, et il s'adressa aux états généraux et au plus ancien comme au plus redoutable de ses adversaires, à Guillaume III [1].

Politique de Guillaume III.

Ce monarque, quelques reproches qu'il ait encourus dans cette circonstance[2], voyant le valétudinaire Charles II près de la tombe, appréhenda, non sans cause, que sa succession tout entière ne fût saisie par le prince qui, malgré l'épuisement de son peuple dans la guerre précédente, semblait encore seul en état de faire triompher ses prétentions sur cette proie immense : il comprit la nécessité de conjurer un pareil dénouement et il mit tout en œuvre dans ce but : de là survinrent de grands orages au sein du parlement anglais, devenu indifférent à la politique continentale, incapable d'embrasser du regard l'Europe et l'avenir, et dont l'ombrageuse parcimonie ôtait à Guillaume non-seulement la possibilité de soute-

1. Louis XIV haïssait Guillaume autant qu'il en était haï; mais sa haine avait des motifs moins légitimes. Saint-Simon en voit l'origine dans le refus qu'avait jadis fait le prince d'Orange d'épouser une fille naturelle du roi. Guillaume répondit fièrement à la proposition qui lui était faite que les princes d'Orange avaient pour coutume d'épouser les filles légitimes des rois et non leurs bâtardes (*Mémoires de Saint-Simon*).

2. La plupart des historiens, à l'exemple du continuateur de Rapin Thoiras, ont fait, au sujet des traités de partage, de graves reproches à Guillaume III : ils les ont considérés comme impolitiques, et ces reproches ont été renouvelés de nos jours par lord Campbell (*Hist. du chancelier Somers*) et par lord Mahon (*Hist. de la guerre de la succession*). Selon nous, on peut les blâmer sous d'autres rapports et y trouver une infraction grave au droit des gens, aux usages constitutionnels, comme aux égards dus à l'empereur; mais ils ne nous semblent pas contraires d'ailleurs aux intérêts de la politique anglaise et européenne, et nous partageons sur ce dernier point l'opinion judicieusement exprimée par MM. Mignet et Macaulay.

nir une nouvelle guerre, mais jusqu'aux moyens de conserver la paix avec honneur. Ce prince pressentit alors qu'il n'aurait aucun concours à espérer de son parlement pour résoudre par les armes la question espagnole : il se vit ainsi contraint à négocier, à accepter secrètement les avances qui lui étaient faites par son vieil ennemi [1], et il tenta de détourner le nouveau péril dont l'Europe était menacée en accordant une part dans l'héritage à celui qui paraissait assez fort pour s'emparer de la totalité [2] : il eut, en négociant, deux choses en vue; maintenir d'abord, dans les Pays-Bas, une forte barrière entre les Provinces-Unies et la France, empêcher, en second lieu, que l'Espagne ne fît partie du lot de la maison de Bourbon : des instructions dans ce sens furent données au comte de Portland qu'il choisit pour son ambassadeur près de Louis XIV, et il traita lui-même directement cette grande affaire avec le maréchal de Tallard par qui le roi de France se fit représenter auprès de lui. Il obtint satisfaction sur ces deux points, et un premier traité signé le 11 octobre 1698 par Louis XIV, Guillaume III et le grand pensionnaire Heinsius, régla le partage de la succession espagnole en accordant au

Premier traité de partage.

Oct. 1698.

1. C'est dans la correspondance de Guillaume avec le grand pensionnaire Heinsius qu'on trouve la clef de sa conduite dans cette circonstance comme dans la plupart des situations difficiles de sa vie. Voyez des extraits nombreux et curieux de ses lettres dans l'important ouvrage de M. le baron Sirtema de Grovestins (*Guillaume III et Louis XIV*, t. VII et VIII).

2. Louis XIV ne se trompa point en pensant que cet habile politique (Guillaume III) admettrait une partie de ses droits pour éviter qu'il les revendiquât en totalité, les armes à la main, et qu'il lui marquerait son lot dans la succession espagnole de peur qu'il ne s'en attribuât un trop grand s'il le prenait lui-même (Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, introduction).

prince électoral de Bavière l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas et la Sardaigne, et divisant le reste entre le dauphin et l'archiduc Charles, second fils de l'empereur.

Ce traité irrita le roi Charles II, qui se plaignit avec raison que ses états fussent ainsi démembrés de son vivant, et partagés sans son aveu par des puissances avec lesquelles il entretenait des relations pacifiques : il fit alors un testament en faveur du prince électoral de Bavière, et le reconnut pour son héritier universel. La mort soudaine de ce prince, survenue six mois plus tard, rendit d'autres arrangements nécessaires. Elle réduisait le nombre des prétendants : les maisons de France et d'Autriche demeuraient seules parties intéressées dans la succession espagnole, et un second traité de partage signé comme le premier par Louis XIV, Guillaume III et le grand pensionnaire Heinsius, régla comme il suit la succession de Charles II. Il donnait à l'archiduc Charles, second fils de Léopold, l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas et la Sardaigne; au dauphin de France, les royaumes de Naples et de Sicile, les ports espagnols de la Toscane, et il cédait au duc de Lorraine le Milanais en échange des duchés de Lorraine et de Bar, ajoutés au lot du dauphin. Tel fut le second traité de partage, aussi blessant que le premier pour Charles II, et auquel n'accéda point l'empereur, qui, depuis la mort du prince électoral de Bavière, se croyait un droit exclusif à toute la succession espagnole[1].

Second traité de partage.

1700.

Le cabinet de Guillaume III était resté complétement

1. Elle lui avait été garantie par un traité secret signé en 1687 avec l'Angleterre et la Hollande.

étranger aux deux traités, qui, bien que revêtus du grand sceau d'Angleterre, ne furent véritablement dans ce royaume l'œuvre que du roi [1]. L'opinion cependant les attribua à son gouvernement; elle s'irrita de ce qu'il eût reconnu quelque droit à Louis XIV, et lui eût fait une part dans l'héritage de Charles II; elle lui reprocha de n'avoir ménagé dans ces traités aucun avantage positif pour la puissance de l'Angleterre ou pour son commerce; elle blâma les whigs et leurs chefs d'y avoir coopéré, et sans en faire encore l'objet d'une accusation directe contre le cabinet, une partie des whigs mécontents s'unit aux torys pour former une majorité hostile dans les communes : celles-ci manifestèrent leur mécontentement par une série de mesures offensantes pour le roi, et dirigées surtout contre le plus éminent de ses ministres, contre le chancelier Somers. Il eut à repousser des inculpations de tyrannie pour quelques-uns de ses actes à la suite du dernier complot tramé contre la vie du roi, et une accusation plus odieuse, comme ayant participé, dirent ses ennemis, au bénéfice de quelques prises faites par des pirates [2].

Mécontentement des communes.

1700.

1. Le roi, alors en Hollande, instruisit par écrit son chancelier de son projet relatif à un traité pour le partage de la succession espagnole. Il demanda en même temps, pour rédiger ce traité et lui donner un caractère légal, un blanc-seing revêtu du grand sceau d'Angleterre. Lord Somers, dans sa réponse, critiqua fortement le projet de Guillaume, mais ne crut pouvoir se dispenser d'obéir : il envoya le blanc-seing tel que le roi le demandait (Lord Campbell, *Vie du chancelier Somers*).

2. Des pirates infestaient les mers de l'Inde : l'argent manquait pour armer contre eux des navires de guerre. Une souscription fut ouverte dans ce but, et le gouvernement promit aux souscripteurs une part dans le produit des prises faites sur les pirates : le roi et son chancelier se mirent eux-mêmes au nombre des souscripteurs afin d'encourager l'entreprise, et le commandement en fut

Une attaque plus personnelle fut dirigée contre le roi lui-même dans les communes, à l'occasion du don qu'il avait fait à quelques-uns de ses favoris, avec une prodigalité inconsidérée, des terres confisquées en Irlande [1]. Les communes en exigèrent la restitution à l'Etat; et pour rendre obligatoire l'acceptation de ce bill par la chambre des lords, elles le joignirent, comme partie intégrante, à un bill de subsides, expédient dangereux, et qui, s'il eût été fréquemment répété, tendait à concentrer dans les communes tous les pouvoirs [2]. Lord Somers, absent de Londres et malade à cette époque, fut de nouveau en butte à des poursuites directes. Une motion fut faite dans les communes à l'effet de contraindre le roi à le destituer : cette tentative avorta : mais l'opposition se vengea de cet échec par une résolution dirigée contre Portland et les autres étrangers, amis et vieux compagnons d'armes de Guillaume, et que suggéra aux communes leur passion

Révocation des dons faits en Irlande.

1700

confié à un officier de valeur et d'expérience nommé Kid. Celui-ci, infidèle à sa mission, au lieu de purger la mer des pirates, se fit pirate lui-même et fut fait prisonnier après une lutte sanglante avec une frégate anglaise; il fut ramené par elle chargé de fers et fut pendu. Les ennemis du chancelier lui firent un crime de sa souscription et osèrent le poursuivre, pour ce fait, comme complice du crime de piraterie. Triste exemple, dit avec raison Burnet, de la violence insensée où l'esprit de parti peut entraîner les hommes (*Histoire de mon temps*).

1. Dans le relevé des concessions faites par Guillaume III sous le grand sceau d'Irlande, il se trouva que lord Rumney avait eu pour sa part 49,517 acres de terre, le comte d'Albermale 108,633, Bentink (lord Portland) 135 820, le comte d'Athlone 26,880, et le comte de Galloway 36,148. ... Guillaume avait en outre fait donation à Elisabeth Villiers, comtesse d'Orkney, de tout ce que le roi Jacques avait possédé en Irlande, qui se montait à 95,649 acres de terre, valant 26,000 livres sterling de revenu (Contin. de Rapin Thoiras, *ut suprà*).

2. Il n'est pas permis à la chambre des lords d'apporter aucune modification à un bill de subsides quoiqu'elle puisse le rejeter dans son ensemble

étroite et jalouse : elles votèrent qu'une adresse serait présentée au roi, exprimant le vœu qu'il écartât de ses conseils en Angleterre et en Irlande toute personne qui ne serait point née sur le sol anglais, à la seule exception du prince George de Danemark, mari de la princesse Anne, héritière présomptive de la couronne. Guillaume prorogea le parlement pour éviter de recevoir cette insultante adresse; mais voyant les whigs affaiblis dans l'opinion, une partie d'entre eux coalisés avec les torys, et ceux-ci revenus en crédit par les résolutions populaires qu'ils avaient provoquées, le roi crut devoir céder à l'entraînement presque général et donner une satisfaction aux adversaires de son cabinet whig, en leur sacrifiant son chancelier; il redemanda les sceaux à lord Somers, qui les résigna sans se plaindre, et demeura fidèle à Guillaume et à son parti.

Disgrâce du lord chancelier Somers.

1700.

De tous côtés le gouvernement s'était suscité de nombreux ennemis, et l'Écosse autant que l'Angleterre, mais avec de plus justes causes, se montrait désaffectionnée et irritée. Une multitude de familles de ce royaume se trouvaient engagées à cette époque dans une entreprise aventureuse et lointaine que le roi Guillaume abandonnait après l'avoir encouragée et patronée. Cette entreprise funeste était la colonisation en Amérique d'une partie de l'isthme de Darien, plus connu aujourd'hui sous le nom d'isthme de Panama. Un ingénieux spéculateur écossais, nommé Paterson, celui qui le premier avait conçu l'idée et le plan de la banque d'Angleterre, avait reconnu que cet isthme célèbre était appelé par la nature à devenir le centre de commerce du globe. Son territoire était alors occupé par des tribus d'Indiens

Entreprise pour coloniser l'isthme de Darien.

1695-1698

en guerre continuelle avec les Espagnols. Ceux-ci n'y avaient point fondé d'établissement et ils ne revendiqueraient, disait Paterson, aucun droit de possession ou de suprématie sur cette contrée encore sauvage et ouverte à des colons de toutes les nations. Il s'agissait maintenant, après avoir obtenu le consentement de la population indigène, d'établir une compagnie commerciale avec le privilége de faire acte de possession dans l'isthme, d'y construire des forts et de trafiquer dans les deux mondes. Ce privilége avait été obtenu du gouvernement anglais en l'année 1695, et une compagnie écossaise s'était formée dès cette époque pour la colonisation de l'isthme de Darien, sous le nom de compagnie indienne et africaine. Les difficultés de l'entreprise avaient été déguisées, atténuées ou méconnues, et des résultats qui ne pouvaient être que le fruit du temps et de capitaux immenses furent exagérés et présentés comme immédiats aux yeux éblouis des Écossais, nation aventureuse et pauvre. L'entraînement fut général, jamais spéculation hardie n'inspira une confiance plus aveugle : presque tous ceux qui possédaient de l'argent ou qui purent s'en procurer le placèrent dans la nouvelle compagnie; un grand nombre mirent toute leur fortune en souscription, et la moitié des 800,000 livres sterling qui formaient alors tout le capital circulant en Ecosse fut versée dans l'entreprise de Darien [1]. Les étrangers et surtout les Hollandais et les Hambourgeois s'y associèrent pour des sommes considérables, les négociants de Londres enfin, aussitôt que les registres furent ouverts dans la cité,

Compagnie écossaise, indienne et africaine.

1. Sir Walter Scott, *Hist. d'Ecosse*, 2e série, c. XXVI.

souscrivirent pour 300,000 livres de marchandises. Mais la jalousie des Anglais fit évanouir toutes ces brillantes espérances. L'idée qui dominait alors dans la nation était que tout profit était perdu pour elle à moins d'être le résultat d'un commerce exclusivement anglais : c'était assez qu'une compagnie écossaise fût à la tête d'une grande entreprise de colonisation et de commerce pour que l'Angleterre en prît ombrage, et une année à peine s'était écoulée depuis l'octroi du privilége, lorsque le roi Guillaume reçut une adresse des deux chambres du parlement, portant, que les avantages accordés à la compagnie écossaise, indienne et africaine, donnait à celle-ci une grande supériorité sur la compagnie anglaise des Indes et qu'il en résulterait pour l'Angleterre un immense désavantage dans la vente de ses propres marchandises à l'extérieur. Les Espagnols à leur tour se plaignirent du nouvel établissement comme usurpant un territoire sur lequel ils avaient seuls des droits. Guillaume se laissa convaincre ou parut convaincu [1], et retira brusquement son appui à l'entreprise. Enhardi par ce succès, le parlement fit défense aux négociants de la cité de continuer d'accorder leur concours à l'entreprise : les agents du gouvernement anglais usèrent en même temps, à Hambourg et à Amsterdam, de l'influence et de l'autorité que leur donnaient leurs charges pour enlever tout crédit à la compagnie écossaise, qui se vit ainsi bientôt réduite à ses seules forces tout à fait insuffisantes pour une si grande entreprise.

Jalousie des Anglais.

Elle ne perdit cependant pas courage; quelques mil-

[1] Burnet, *ut suprà*.

liers d'émigrants, ayant à bord tous les objets nécessaires pour une colonisation, firent voile vers l'isthme, où ils traitèrent avec les indigènes et s'établirent heureusement. Mais bientôt ils souffrirent tous les maux qu'engendre un climat de feu, inculte et pestilentiel : ils furent décimés par la famine et par la fièvre; et les Espagnols ayant su que le gouvernement anglais désapprouvait l'entreprise, attaquèrent les colons déjà fort affaiblis et réduits en nombre par les fatigues, les maladies, les privations et les souffrances de toutes sortes. Ceux-ci invoquèrent en vain les priviléges qu'ils tenaient de la couronne; ils demandèrent l'assistance de quelques navires anglais qui stationnaient dans ces parages : mais des ordres secrets avaient été envoyés aux gouverneurs des Antilles pour leur défendre de secourir la colonie naissante. Abandonnés à eux-mêmes, les colons firent une défense héroïque et désespérée, mais leur inutile bravoure et quelques renforts qu'ils reçurent d'Ecosse ne purent que prolonger leur agonie, et en moins de trois années, après leur descente à Panama où ils étaient venus au nombre d'environ quatre mille, ils se trouvèrent réduits à une centaine qui revinrent misérablement dans leur patrie sans y rien rapporter des trésors enfouis dans cette entreprise malheureuse dont la ruine fut irremédiable et complète. Un deuil immense remplit alors l'Ecosse d'où s'éleva de toutes parts contre le gouvernement anglais un long cri de douleur qui remonta jusqu'au roi lui-même. Une députation fut envoyée par la société expirante en 1699, à l'époque même où les traités de partage commençaient à soulever l'opinion. A la tête de cette députation était un seigneur

Ruine de la colonie de Darien.

1699

écossais d'un nom illustre, lord Basile Hamilton : l'audience qu'il sollicitait ne fut pas accordée, le roi refusa de le recevoir [1]. L'abandon de la colonie de Darien est une des grandes taches du règne de Guillaume III. Ce prince, dans cette circonstance comme en plusieurs autres, ne donna point une attention ou une protection suffisante à des intérêts qu'il considérait comme étrangers ou contraires à sa grande politique. A la veille du conflit européen auquel pouvait donner lieu l'ouverture de la succession espagnole, il portait toujours sur Louis XIV des regards inquiets et défiants, malgré les traités qu'il avait signés avec lui, et il sentait, quel que fût l'adversaire qu'il eût prochainement en face, qu'il ne pourrait se passer, pour faire triompher sa politique, des sympathies et du concours de la nation anglaise : il n'hésita point, pour atteindre ce résultat, à sacrifier des intérêts d'un ordre inférieur, quoique cependant également fondés sur la justice, et à étouffer ce qui coûte le plus à un grand prince sur le trône, le ressentiment des offenses reçues, et jusqu'à l'espoir du bien qu'il médite.

Mort du roi d'Espagne Charles II.

Nov. 1700.

Le péril dont Guillaume reconnaissait la paix du monde menacée sans savoir encore de quel côté viendrait l'orage, n'était pas éloigné. Il apparut enfin et devint manifeste immédiatement après la mort du roi Charles II, survenue le 1er novembre de l'année 1700, lors-

1. Irrité de ce refus, ce seigneur déclara que sa pétition serait présentée. Il attendit le roi au sortir de la salle d'audience et lui présenta sa pétition avec plus de hardiesse que de respect. « Ce jeune homme est trop audacieux, » dit Guillaume ; puis se reprenant aussitôt, il ajouta : « Si toutefois un homme peut être trop hardi dans la cause de son pays. » (Sir W. Scott, *ut suprà*)

que fut connu le testament de ce prince qui, dans ses derniers jours, circonvenu par le parti espagnol favorable à la France, et cherchant avant tout à empêcher le démembrement de sa monarchie, l'avait léguée tout entière au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV [1]. Son testament.

A cette nouvelle inattendue le mécontentement public fit explosion en Angleterre. Les whigs étaient encore en charge et avaient la majorité dans le parlement : l'opinion les rendit responsables des périls de la situation présente. C'étaient eux, disait-on, qui avaient concouru avec le roi Guillaume aux traités de partage, cause première du testament qui donnait toute la succession de Charles II à un prince de la maison de Bourbon. Les murmures et les reproches redoublèrent lorsqu'on sut que le testament était accepté par Louis XIV. Les torys accréditèrent toutes ces rumeurs : les rôles des divers partis semblaient maintenant renversés. Depuis longtemps les torys se disaient seuls amis véritables du peuple et de ses intérêts [2] et

1. La plupart des historiens anglais ont vu dans le testament de Charles II l'œuvre de Louis XIV et le résultat de ses intrigues en Espagne. J'ignore de quelle autorité ils s'appuient à cet égard. Les documents français contemporains, et entre autres les Mémoires du duc de Saint-Simon, établissent d'une manière positive que la cour de France demeura tout à fait étrangère à ce résultat imprévu pour Louis XIV lui-même, dont l'ambassadeur à Madrid, M. d'Harcourt, était à cette époque même hors d'Espagne. Ce testament fut l'œuvre, non des Français, mais du parti puissant qui, dans le conseil du roi d'Espagne, inclinait pour la France, et qui avait pour chef le cardinal Porto-Carrero. Ce parti considérait que la seule chance que la monarchie espagnole eût de n'être pas démembrée était d'échoir tout entière à un prince français. (Voyez Mignet, *Négociation relative à la succession d'Espagne.*)

2. Les rôles des partis semblaient intervertis. « Les torys, sous le règne de Guillaume, ne s'écartèrent jamais plus de leurs anciens principes qu'en sou-

Guillaume d'autre part ne trouvait plus dans les whigs mécontents et divisés le concours qu'il avait lieu d'en attendre. En vain ceux-ci, peut-être dans l'espoir de rallier les sympathies populaires, votèrent contre les catholiques, un bill odieux emprunté à l'esprit d'une époque antérieure [1]; l'opinion publique se retirait d'eux et favorisait leurs adversaires. Le roi parut alors incliner de nouveau vers ceux-ci quoiqu'il vît en eux les principaux auteurs des motions dont il avait le plus souffert; mais, dans cette circonstance encore, il n'écouta que la politique et demeura fidèle à l'esprit même des institutions qu'il avait juré de maintenir. Il avait déjà quelque temps auparavant fait pressentir ses desseins en sacrifiant son illustre chancelier à une nécessité temporaire : il persévéra dans cette voie en remplaçant par des torys plusieurs membres de l'administration à la tête de laquelle fut mis Laurence Hyde, comte de Rochester, nommé lord-lieutenant d'Irlande avec dispense de résider. L'habile Montague lui-même, créé pair et baron d'Halifax, fut écarté du cabinet et remplacé par Godolphin comme premier lord de la trésorerie. Marlborough enfin rentra en grâce près du roi, qui aux ap-

Bill contre les catholiques.

Admission des torys dans l'administration. 1700

tenant dans toute leur étendue les pouvoirs et priviléges des communes. » (Hallam, *ut suprà*, ch. XV. Voyez aussi continuat. de Rapin Thoiras, *Hist. d'Angleterre*, l. XXV, p. 550-551).

1. Ce bill, entre autres clauses, offre une récompense de cent livres sterling à quiconque découvrira un ecclésiastique catholique exerçant ses fonctions, et punit les prêtres de l'emprisonnement perpétuel. Il prive de leur héritage tous ceux qui, après l'âge de dix-huit ans, auront refusé de souscrire à la déclaration dressée dans l'acte de Charles II contre la transsubstantiation et le culte des saints. Ce statut, dit M. Hallam, est la honte de ce parlement; mais les juges en éludèrent l'exécution, et les catholiques gardèrent leur religion et leurs héritages (c. XV).

proches d'une nouvelle guerre européenne oublia ses perfidies et ne se souvint que de ses rares talents [1].

Peu de jours après, le roi prononça la dissolution du parlement et en convoqua un nouveau qu'il ouvrit le 21 février de l'année suivante (1701), et le premier vote des communes, en désignant pour leur orateur sir Robert Harlay, très-célèbre plus tard, indiqua que la majorité de cette chambre appartenait aux torys.

Nouveau parlement.

1701

Guillaume subissait alors peut-être ses plus dures épreuves. L'Angleterre et une partie de l'Europe lui reprochaient comme des stimulants dangereux pour l'ambition de Louis XIV, les traités qu'il avait faits dans l'espoir de la contenir; il voyait maintenant ce prince justifier tous ces bruits désolants et le braver lui-même en foulant aux pieds ces mêmes traités qu'ils avaient faits ensemble: il le voyait grossir ses forces, réparer ses places, réunir ouvertement toutes ses ressources en vue d'une grande lutte prochaine, tandis que lui-même, rempli du plus juste ressentiment et d'une légitime impatience, et connaissant mieux que personne le prix du temps, les difficultés d'une guerre européenne, l'immensité des préparatifs nécessaires, l'urgence des précautions à prendre, se trouvait réduit à l'inaction par la lassitude de son peuple et l'indifférence de son parlement. Les torys l'avaient soutenu au pouvoir plus qu'ils ne l'y avaient porté; en vain il leur donnait sa confiance, il n'eut jamais leur cœur. Il invita les chambres, dans son discours d'ouverture,

1. Il y avait une alliance étroite de famille entre Marlborough et Godolphin, dont la fille avait épousé le fils de Marlborough.

à porter leur attention sur deux points capitaux : en premier lieu, sur l'affermissement de la succession de la couronne dans la ligne protestante, par suite de la mort soudaine du jeune duc de Glocester, fils de la princesse Anne, et en second lieu, sur la nouvelle situation faite à l'Europe par le testament de Charles II : il n'obtint le concours des communes que pour le premier de ces grands intérêts. La plus proche héritière protestante du trône, après la princesse de Danemark, était la princesse Sophie, petite-fille de Jacques Ier, et femme de l'électeur de Hanovre. Le parlement, en vertu de son pouvoir suprême, substitua la couronne d'Angleterre et d'Irlande à elle et à ses héritiers, au cas où Guillaume III et la princesse Anne viendraient l'un et l'autre à mourir sans enfants. Quelques clauses d'une grande importance furent jointes au nouvel acte d'établissement : elles eurent pour objet de frapper d'incapacité pour succéder au trône d'Angleterre et d'Irlande tout héritier non protestant, de soustraire le peuple anglais à la nécessité de soutenir une guerre quelconque pour un intérêt continental qui lui fût étranger, de rendre effective et sérieuse la responsabilité du cabinet dans toutes les résolutions graves de la couronne, d'écarter du conseil privé comme du parlement toute personne née hors du royaume britannique, de fermer l'entrée de la chambre des communes à tous les officiers salariés et pensionnaires de la couronne : les deux dernières clauses limitaient sur deux points essentiels le pouvoir du roi ; elles assuraient des salaires fixes aux juges du royaume révocables seulement sur la demande du parlement, et enlevaient au roi le pouvoir de soustraire qui que ce fût,

Mort du duc de Glocester. 1701.

Acte d'établissement de la succession au trône dans la maison de Brunswick-Hanovre. 1701.

Clauses importantes de cet acte.

par un acte de grâce, à une accusation des communes [1].

La plupart de ces articles avaient pour fondement ou pour cause, soit l'exercice peu constitutionnel que le roi avait fait en quelques rares circonstances de sa prérogative, surtout en signant les derniers traités sans prendre l'avis de son conseil; soit l'abus des pensions et des emplois accordés par Guillaume à ceux dont il espérait le concours dans les communes, ou bien enfin le ressentiment des faveurs immenses dont il avait comblé inconsidérément ses favoris étrangers. Quelques-unes des clauses du nouvel acte d'établissement, et surtout celles qui fermaient les communes indistinctement à tous les officiers de la couronne, furent modifiées dans la suite [2]. Presque toutes avaient pour but de limiter davantage la prérogative royale; plusieurs furent dictées par un esprit hostile à Guillaume: il eût été fondé à s'en plaindre: il se tut et y souscrivit sans murmure: attentif à un seul intérêt, absorbé tout entier dans une seule et grande espérance, dans l'ardent désir de se concilier son parlement et d'entraîner l'Angle-

1. J'invite le lecteur à lire, dans l'Histoire constitutionnelle de M. Hallam (chap. XV), les principales clauses de cet acte d'établissement et les excellentes considérations qui les accompagnent. On trouve aussi ces clauses rapportées avec détail dans la continuation de l'Histoire d'Angleterre de Rapin Thoiras, au livre XXV: mais il semble que leur importance, en ce qui touche l'existence du gouvernement constitutionnel, ait complétement échappé à l'auteur.

2. Lorsqu'après une réflexion plus calme on eut reconnu que l'exclusion absolue de tous les fonctionnaires civils et militaires de la chambre des communes, telle que l'ordonnait l'acte d'établissement, était impraticable, une révision de cet article eut lieu en l'année 1706....... La principale modification apportée fut que tout membre de la chambre des communes qui accepterait un emploi de la couronne, excepté un grade plus élevé dans l'armée, laisserait par là son siége vacant, et qu'un nouveau writ serait expédié pour l'élection (Hallam, *ut suprà*).

terre dans la nouvelle ligue contre Louis XIV, formée par l'empereur.

Agressions de Louis XIV. Indifférence du parlement.

1701.

Jusque-là tous les efforts de Guillaume avaient échoué : le parlement vit sans s'émouvoir Louis XIV déchirer une des clauses formelles du testament qu'il venait d'accepter en réservant les droits de son petit-fils à la couronne de France, et violer le traité de Ryswick en faisant occuper par ses troupes toutes les places de la Flandre espagnole qui devaient servir de barrière entre la France et les Pays-Bas. La Hollande, ainsi menacée, sollicita l'assistance de l'Angleterre contre son formidable ennemi. Le roi communiqua aux communes la pressante requête des états généraux, et leur fit en même temps donner lecture d'une lettre interceptée du comte de Melfort, ministre de Jacques II, annonçant qu'une expédition de soixante bâtiments français sous les ordres du fameux Jean Bart, était destinée à seconder, par une descente, une intervention des jacobites dans la Grande-Bretagne. Le parlement se borna, dans sa réponse, à inviter le roi à négocier pour la paix, de concert avec les états généraux. En conséquence, l'Angleterre et la Hollande demandèrent à Louis XIV de donner un dédommagement à l'empereur pour l'abandon de ses prétentions à l'héritage de Charles II; de retirer ses troupes des places dites de la barrière en Flandre; de souffrir qu'Ostende et Niewport fussent occupés par une garnison anglaise; de renouveler leurs anciens traités de commerce avec la France et l'Espagne ; elles insistèrent enfin pour qu'il fût admis qu'aucune province ou ville de l'un ou de l'autre de ces deux royaumes n'appartiendrait jamais à la couronne des deux pays voisins, et comme gage de leurs intentions pacifi-

ques, Guillaume III et les états généraux reconnurent Philippe V. Louis XIV rejeta leurs demandes, offrant de revenir aux clauses du traité de Ryswick : il continua en même temps à se préparer pour la guerre et à former ses alliances : il tenta enfin de séparer les intérêts de la Hollande de ceux de l'Angleterre. Mais ces puissances demeurèrent fermement unies : la Hollande invoqua les anciens traités de 1677 pour une alliance offensive et défensive; elle offrit de fournir sur-le champ le nombre de vaisseaux spécifié, et demanda en retour l'assistance promise par l'Angleterre.

Reconnaissance de Philippe V par Guillaume III.

Guillaume fit valoir avec force la justice de ces demandes, les intérêts mutuels et le danger commun des deux pays. Le parlement demeura sourd à ses exhortations, et la majorité tory des communes parut ne se souvenir que de ses propres ressentiments : les traités de partage étaient toujours, à ses yeux prévenus, l'unique cause de la crise présente où l'Europe était engagée ; elle haïssait ceux des anciens conseillers whigs qu'elle soupçonnait de les avoir approuvés ou conseillés : elle fit tomber sur eux sa colère, et l'ex-chancelier, lord Somers, baron d'Eversham, fut le premier décrété d'accusation pour ce fait. Il demanda à se défendre devant ses accusateurs : admis à se justifier et introduit dans la chambre des communes, il dit qu'en sa qualité de conseiller privé, il avait fait connaître au roi sa désapprobation des deux traités, mais qu'ensuite il n'avait pas cru de son devoir comme chancelier de refuser à son souverain le blanc-seing qu'il demandait, et de revêtir du sceau de l'Etat les traités conclus contre son avis. Cette défense ne fut pas admise : les communes, selon les principes constitution-

Accusation de lord Somers. 1701.

nels, considérèrent l'ancien chancelier comme responsable des actes revêtus du sceau royal déposé dans ses mains : une liste de quatorze chefs d'accusation fut dressée, et Somers fut traduit devant les pairs avec deux de ses anciens collègues, membres comme lui de l'administration whig, Halifax et Orford, qui n'avaient eu aucune connaissance des traités avant leur conclusion, et auxquels les communes adjoignirent dans leurs poursuites lord Portland qui les avait négociés, confident des secrètes pensées de Guillaume, et son ambassadeur en France après la paix de Ryswick.

Les communes poussèrent plus loin le ressentiment, et sans attendre l'issue du procès, elles rédigèrent une adresse au roi dans laquelle, à la suite de protestations de dévouement, elles le supplièrent d'écarter pour toujours de sa personne et de ses conseils les quatre lords accusés. Guillaume, dissimulant son émotion sous un front impassible, évita de rebuter ou de provoquer les communes : il les remercia des assurances qu'elles lui réitéraient de s'attacher à lui, de le servir contre ses ennemis domestiques ou étrangers. Il était persuadé, leur dit-il, que rien n'y contribuerait plus efficacement que le bon accord entre lui et son peuple, et il était résolu à n'employer à son service que les personnes les plus propres à entretenir cette confiance mutuelle si nécessaire pour la sécurité de l'Angleterre et de ses alliés du continent [1]. Jamais Guillaume ne montra autant de pouvoir sur lui-même qu'en cette occasion, plus étonnant peut-être par son calme héroïque devant la froideur mal-

1. Continuation de Rapin Thoiras, *ut suprà*.

veillante de son parlement, qu'il ne l'était par son intrépide sang-froid sous le feu de l'ennemi : inébranlable dans la poursuite de ses desseins, attentif aux exigences des temps, et commandant à la fortune par la patience, comme en d'autres circonstances par la soudaineté de ses entreprises et l'impétueuse énergie de son action.

Le premier retour favorable lui vint de la chambre des lords où les wighs avaient encore la majorité et qui, composée de l'élite des notabilités du royaume, était alors, comme elle le fut longtemps encore dans la suite, très-supérieure par l'intelligence des grandes affaires et des besoins réels de l'Etat à celle des communes. Les pairs prirent de l'ombrage lorsqu'ils virent l'autre chambre, dans son adresse au roi, frapper d'une condamnation ceux qu'elle accusait, et ils supplièrent Guillaume de n'émettre ni censure ni blâme contre les lords accusés jusqu'à ce qu'ils eussent été jugés selon la coutume du parlement et les lois du pays.

Opposition des lords aux communes.

1701.

Les communes n'avaient encore produit leur acte d'accusation que contre lord Somers : elles usèrent dans son procès de lenteurs inaccoutumées, et elles défendirent aux trois autres lords accusés de siéger comme juges dans la cause de l'ex-chancelier. La chambre des lords protesta contre cette prétention des communes et fixa le 17 juin pour l'ouverture du procès. Un violent conflit s'éleva à cette occasion entre les deux chambres : une conférence eut lieu pour aplanir le différend : au lieu de l'apaiser elle l'envenima, et sans s'arrêter à l'opposition des communes, les lords, au jour désigné, ouvrirent les débats : invitées à comparaître pour soutenir l'accusation, les communes

Acquittement des pairs accusés.

1701.

firent défaut à la barre, et Somers fut acquitté. Peu de jours après, les lords prononcèrent également l'acquittement des autres pairs accusés, Orford, Portland et Halifax, contre lesquels l'autre chambre n'avait produit aucun chef sérieux d'accusation.

Conduite factieuse des communes.

Les communes se répandirent alors en plaintes violentes et en cris factieux, menaçant, au milieu des périls de la situation, de refuser les subsides et rendant les pairs responsables du résultat. Mais déjà l'opinion les avait abandonnées : on s'indignait de l'indifférence des communes d'Angleterre au milieu de la crise européenne, en présence du nouvel agrandissement de la famille de Louis XIV, du triomphe de la politique française, de l'avortement de tous les efforts de l'Europe dans une guerre sanglante de neuf années, et de la violation flagrante du traité de Ryswick par l'invasion des forteresses de la Flandre. Les torys maintenant n'étaient plus dans l'opposition : ils formaient la majorité dans les communes comme dans les conseils de la couronne; ils étaient responsables aux yeux de la nation des maux publics, et déjà dans plusieurs adresses et dans des écrits nombreux, la conduite des communes fut l'objet d'une amère censure et des plus violentes attaques. L'un des écrivains les plus renommés de l'Angleterre, Jonathan Swift, débuta à cette époque dans les rangs du parti whig, et fut au nombre des défenseurs des pairs récemment accusés : il avait eu recours à une ingénieuse fiction pour dénoncer la chambre des communes au pays. Beaucoup d'autres l'attaquèrent ouvertement : dans une énergique remontrance des hommes notables du comté de Kent aux communes, celles-ci étaient invitées à entendre la voix du

peuple, et à s'unir au roi pour la cause de la religion et du pays. Elle fut présentée par plusieurs personnes d'un rang élevé que les communes firent arrêter et jeter en prison, traitant leur adresse d'insolente, de séditieuse et d'attentatoire aux droits et priviléges du parlement. Cette conduite de la chambre souleva l'opinion, on réclama, dans une multitude d'écrits et de pamphlets, on revendiqua le droit sacré de pétition. Un mémoire fameux, rédigé par le célèbre de Foë [1] et signé *Légion*, fut publié au nom de plusieurs comtés et répandu dans tous. On s'y élevait avec force contre le refus des communes de recevoir les adresses ou requêtes qui leur étaient présentées par le peuple de qui elles tenaient leur mandat : on protestait contre le droit qu'elles s'arrogeaient d'emprisonner leurs auteurs, ou quelque personne que ce fût à l'exception de leurs propres membres. Les Anglais, y était-il dit, n'étaient pas plus les esclaves des parlements que des rois. Les communes enfin étaient désignées, de toute part, comme complices de la France, comme insouciantes de l'honneur national, comme ennemies du roi Guillaume et du pays, lorsque Louis XIV lui-même ajouta par une des plus grandes fautes de son règne à la force de ce torrent déjà si impétueux et le rendit irrésistible.

Adresse des notables de Kent aux communes.

Jacques II venait de mourir à Saint-Germain [2], il avait achevé, non sans fruit pour lui-même, au milieu des mortifications et des pratiques d'une piété exaltée, une

Mort de Jacques II.

1701

1. De Foë, qui ne fut longtemps connu hors de son pays que par son roman de *Robinson Crusoé*, fut aussi l'écrivain politique le plus fécond et l'un des plus estimables qu'ait possédés l'Angleterre.

2. Jacques II mourut en pardonnant à ses ennemis, et en particulier au prince d'Orange et à la princesse Anne sa fille. Il avait coutume de dire qu'il se croyait plus obligé au prince d'Orange qu'à tout le monde ensemble, parce

vie qui, dans un rang secondaire, aurait pu être plus glorieuse, plus utile et moins éprouvée. Louis XIV céda, en la présence du roi mourant et de sa famille éplorée, à un entraînement téméraire : perdant la mémoire de ses propres engagements à l'égard de Guillaume III à Ryswick, comme des périls où le jetait l'acceptation récente du testament de Charles II, il reconnut le prince de Galles pour héritier des droits de son père et proclama Jacques III roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. La fermentation des esprits était déjà fort grande en Angleterre : mais à cette nouvelle infraction des traités, la colère déborda : le peuple entier ressentit comme son injure l'insulte faite au

Le prince de Galles, son fils, est reconnu roi par Louis XIV. 1701

Soulèvement de l'opinion en Angleterre.

qu'en lui enlevant trois couronnes il l'avait mis en situation d'en conserver une infiniment plus précieuse. Il ne se trompait pas lorsqu'il attribuait à ses malheurs le grand progrès moral qui fut très-manifeste en lui dans les dernières années de sa vie, et ce prince est un des exemples les plus signalés qu'offre l'histoire, de l'utilité des plus dures épreuves dans le chemin de la vertu. On cite de lui, durant son exil, beaucoup de paroles et de faits empreints d'un sentiment doux et noble, épurés par une foi fervente, par une humilité parfaite et par une résignation toute chrétienne : on voit éclater le triomphe de ces hautes vertus sur un caractère naturellement orgueilleux, peu sensible et dur jusqu'à la cruauté. Burnet lui-même, malgré son zèle trop exclusivement protestant, rend quelquefois justice à ce prince malheureux, qui fut, dit-il, l'esclave et le martyr de ses confesseurs, et qui joignait des vertus solides aux pratiques souvent puériles d'une piété plus fervente qu'éclairée. Le continuateur de Rapin Thoiras a dit avec raison de Jacques II, que la plupart de ses qualités devinrent des défauts lorsqu'il monta sur le trône, et qu'il aurait pu néanmoins l'occuper longtemps avec honneur et tranquillité s'il avait eu l'esprit aussi droit que le cœur et autant de jugement et de pénétration que de probité (liv. XXV). On trouve à la suite de ce livre, et recueillis par le même auteur, des détails plein d'intérêt sur la fin de la vie du roi. Dalrymple, dans ses Mémoires, a aussi rapporté quelques intéressantes particularités, et la meilleure partie de l'ouvrage publiée sous le titre de *Mémoires de Jacques II* est la dernière, où l'historien de sa vie semble nous avoir transmis un récit fidèle de sa fin édifiante.

souverain de son choix : une commotion électrique secoua le pays d'une mer à l'autre : whigs et torys s'unirent par un sentiment commun de patriotisme et de fierté blessée, et de toutes parts, de chaque comté, de chaque ville comme des plus petits bourgs, arrivèrent au roi des adresses, des offres de services, des protestations de dévouement et de fidélité mêlées à des vœux de guerre et de vengeance.

L'heure était venue pour Guillaume : il accourt de la Hollande où il négociait avec l'empereur, dont l'armée sous le prince Eugène, marchait déjà en Piémont ; il vient malade et près du terme [1], apporter son dernier souffle au grand objet de sa vie entière : il profite de toute cette colère que soulèvent les fautes de son rival et de l'enthousiasme que sa présence excite : il se sent fort, car le cœur de son peuple est avec lui : il modifie son cabinet, qui hésite encore en face d'une chambre qui a cessé d'être l'écho fidèle des vœux de la nation : il se rapproche de lord Somers, s'affermit par ses conseils, dissout le parlement et en convoque un nouveau. Les élections répondent cette fois à ses espérances [2] : les communes sont toujours divisées entre les grands partis, et les torys ont encore la majorité [3], mais whigs et torys ne font qu'un et n'ont

Modification du cabinet.

Dissolution du parlement. Élections générales.

1701

1. Je me trouve d'une extrême faiblesse, dit-il à cette époque au comte de Portland : je ne verrai pas l'été suivant, mais n'en parlez point que je ne sois mort (Contin. de Rapin Thoiras, *ut suprà*).

2. Deux nouveaux mémoires de de Foë, signés *Légion* comme le précédent, et adressés l'un au roi l'autre aux communes, mirent en lumière les services rendus par Guillaume au pays et les indignes manœuvres de ses ennemis, ainsi que les fautes et l'ingratitude de la dernière chambre des communes. Ils obtinrent un immense succès et contribuèrent puissamment au résultat des élections (Voyez Somers, *Collect. of tracts*, vol. XI, p. 264-269).

3. Il y parut dès l'ouverture de la session par le choix que les communes firent encore de sir Robert Harley pour orateur.

qu'une âme pour marcher de concert avec le monarque à son grand but.

Ouverture du parlement.

Harangue du roi

Dec. 1701.

Le 31 décembre, le roi ouvrit la session par un discours mémorable. Il représenta aux pairs et aux communes l'injure récente faite à sa personne et le danger dont le pays était menacé par la récente conduite de Louis XIV : il montra ce prince maître de l'Espagne comme de la France et en état bientôt d'opprimer toute l'Europe et de ruiner le commerce de l'Angleterre : il avait, dit-il, pour conjurer ces grands maux, négocié d'importants traités qui leur seront soumis. Il montra la nécessité pour le pays de faire de nouveaux sacrifices et en même temps de maintenir le crédit public en considérant comme sacré ce grand principe que toute obligation fondée sur un engagement parlementaire est inviolable : « Le temps est précieux, dit-il, vous avez encore, par la grâce de Dieu, les moyens de vous assurer, à vous et à votre postérité, le paisible exercice de votre religion et de vos libertés pourvu que vous ne vous trahissiez pas vous-mêmes ; mais je vous le dis avec franchise, si vous laissez échapper cette occasion, vous n'avez pas lieu d'en attendre une autre. Prenez garde que ce n'est pas pour moi-même que j'ai besoin des subsides de mon peuple : je ne vous demande que ce qu'exigent de vous votre honneur et votre sûreté dans des temps si critiques. » Guillaume termina par ces paroles remarquables, en exhortant les partis à la concorde et à la paix entre eux : « Renversez, je vous en conjure, par votre unanimité les espérances de nos ennemis : vous avez vu que je me suis toujours conduit en roi qui est le père de son peuple. J'agirai toujours de même, et vous, de votre côté, mettez un terme à vos divisions : qu'il n'y ait plus à l'avenir de

distinction parmi nous qu'entre ceux qui sont affectionnés à la religion protestante et au présent établissement, et ceux qui voudraient un roi papiste et un gouvernement étranger. Si enfin vous souhaitez sincèrement que l'Angleterre tienne la balance de l'Europe et soit à la tête du parti protestant, il y paraîtra par votre conduite dans la situation présente. »

Résolutions belliqueuses des communes.

Les communes répondent à cette noble harangue en promettant au roi un concours énergique, et passant des paroles aux actes, elles approuvent les divers traités faits par Guillaume avec l'empereur, les états généraux, le Danemark et la Suède ; elles votent une clause additionnelle portant qu'aucune paix ne sera conclue avec la France avant d'avoir obtenu réparation de l'injure faite au roi d'Angleterre par la reconnaissance des droits du prétendu prince de Galles : des subsides considérables sont accordés pour la guerre et pour la marine : les deux chambres rendent un bill d'*attainder* contre le prétendant, qu'elles déclarent coupable de haute trahison, et votent enfin que quiconque occupe un emploi dans l'Etat ou dans l'Eglise [1] sera tenu d'abjurer le fils de Jacques II et de reconnaître par serment Guillaume et ses héritiers tels que les désignait l'acte de succession, pour souverains de droit et légitimes [2].

Bill d'*attainder* contre le prétendant.

1702

Acte d'abjuration.

Peu de jours après ces résolutions mémorables Guillaume III n'était plus. A la suite d'une chute de cheval

1. On y ajouta les membres des colleges, les maîtres d'école et les instituteurs particuliers.. . Ce furent les torys qui, pour éviter de paraître prêter un serment volontaire, exigèrent qu'il fût imposé par la loi (Burnet, *Histoire de mon temps*).

2 Continuat. de Rapin Thoiras, *ut suprà*.

qui occasionna une légère fracture, la fièvre le saisit et mina ses forces. Son corps usé avant l'âge par les maladies, par les fatigues et des travaux sans nombre, depuis quelque temps déjà semblait prêt à se dissoudre, et le roi reconnut sans s'émouvoir les approches de la mort. Ses dernières exhortations politiques eurent pour objet l'union de l'Angleterre et de l'Ecosse qui ne fut accomplie que sous le règne suivant et d'où dépendaient à ses yeux la grandeur et la force de l'empire britannique. Sur le point d'expirer, le roi communia et pria mentalement entouré des prélats, de quelques grands et de ses amis fidèles entre lesquels Portland et Albermale [1] tenaient la première place. Il avait cessé de parler lorsque, prenant la main du comte de Portland, il la pressa sur son cœur et mourut : mais le vœu de son âme était rempli : la grande alliance était formée ; il avait dicté le plan de la prochaine campagne, et tandis qu'on portait ses restes mortels dans le tombeau des rois, son esprit inspira encore la nation et conduisit ses armées [2].

Mort de Guillaume III. 1702.

Considérations sur son caractère et sur son règne.

Il y a un rapport remarquable entre le caractère de Guillaume et ses traits, tels que les historiens et les monuments de l'époque nous les ont transmis. Son visage d'aigle, son front large, sa physionomie grave et austère,

1. Le crédit de Keppel, qui, de page de la chambre du roi, parvint en peu d'années aux plus hautes charges et fut créé duc d'Albermale, balança dans les derniers temps celui de Portland, qui en conçut beaucoup d'ombrage. Ce dernier, dit judicieusement Burnet, avait plus de part dans la confiance du roi et l'autre dans sa faveur. (*Hist. de mon temps.*)

2. Le grand architecte n'était plus, mais l'édifice se trouva construit selon les vrais principes de l'art, et il était aussi parfaitement achevé que conçu (Burke).

ses yeux ardents[1], rappellent cette vie grande et forte, simple et sérieuse, et en même temps si active et si passionnée : mais si l'on songe que toute cette activité, toute cette passion fut dirigée contre la France, il pourra sembler difficile qu'un Français, ami de son pays, porte sur ce prince un jugement impartial. La difficulté diminuera pour l'historien convaincu que son premier devoir est de s'élever dans ses jugements au-dessus de toute considération personnelle de famille, de pays ou de culte, et que les meilleurs entre les chefs des empires sont ceux qui ont le plus fait pour leurs peuples et le mieux servi les intérêts généraux de l'humanité. A ces deux titres Guillaume fut grand.

Dans sa patrie, objet de ses plus chères affections, il acheva l'œuvre de son illustre aïeul *le Taciturne*, il sauva la Hollande, il maintint son indépendance et sa religion. Il ne fit pas moins pour la Grande-Bretagne, quoique d'une manière moins directe et moins spontanée[2] : il

1. Voyez le portrait de ce prince par Burnet. « Il avait, dit-il, le nez aquilin, les yeux verts et perçants, le front large et haut, la contenance grave et digne » (*Hist. de mon temps*).

2. Quoique Guillaume eût fait beaucoup plus qu'aucun de ses prédécesseurs pour le maintien des formes parlementaires dans son royaume, il n'avait personnellement aucun goût pour elles et les comprenait peu. Son grand objet, comme l'a si bien montré M. Macaulay, qu'il faut toujours citer, fut l'abaissement de Louis XIV comme unique moyen de sauver le protestantisme, la Hollande et l'Angleterre elle-même, et d'empêcher une nouvelle restauration des Stuarts qui eût tout remis en question. Pour atteindre ce but, le puissant concours de l'Angleterre était indispensable dans la confédération européenne : Guillaume savait par expérience qu'il ne l'obtiendrait d'une manière efficace que par le parfait accord de la couronne et du parlement, et il obéit à la nécessité autant qu'à sa conscience en demeurant fidèle à ces belles paroles qu'il prononça au début de son règne. « Il a plu à Dieu de se servir de moi pour vous délivrer des maux que vous redoutiez, et c'est ma volonté ainsi que mon devoir de vous aider à conserver votre religion, vos lois et vos libertés (Disc. du 8 mars 1689).

termina la grande crise où elle se consumait elle-même depuis soixante ans : il mit la loi sur le trône; il ruina les maximes du droit divin et absolu des monarques, avec lesquelles tout équilibre durable des pouvoirs est impossible; il consolida la religion établie, et fit admettre le droit des dissidents au libre exercice de leur culte; il rendit à l'Angleterre sa place en Europe, où il fit sentir son action et sa puissance; il fonda son crédit, source de sa grandeur future et d'une prospérité sans bornes [1] : il préserva l'Europe, enfin, d'une compression générale, d'un asservissement comparable à celui que Charles-Quint fit peser sur elle, et des effroyables calamités d'une nouvelle lutte séculaire pour s'affranchir.

Quelle tâche! et, dans le héros, quel courage, quelle persévérance! que de grandeur et de simplicité! Il ne se préoccupe point d'éblouir, et de se glorifier lui-même, parce qu'il ne se croit qu'un simple ouvrier agissant sous l'œil et la main divine; il ne précipite point les événements, il sait attendre, parce qu'il a foi dans sa mission, parce que sa cause, à ses yeux, est celle de l'humanité tout entière. Il y a des ombres au tableau : Guillaume n'est exempt ni de défauts ni d'erreurs. Il est souvent plus attentif au but que scrupuleux dans l'emploi des moyens [2] : il voit trop dans les faits

1. Ce ne fut pas Guillaume qui eut le premier recours aux emprunts : de tout temps le gouvernement avait contracté des dettes. « Ce que la révolution de 1688 introduisit fut la pratique de les payer honnêtement » (Macaulay).

2. On peut reprocher à son gouvernement d'avoir souvent eu recours à la corruption avec les hommes influents des divers partis ; mais on ne peut faire un crime à Guillaume d'avoir détrôné le roi Jacques, et les déclamations des écrivains ne sont point des jugements de l'histoire. Voici

accomplis des arrêts de la destinée, et dans les hommes de simples instruments exécuteurs comme lui-même des décrets éternels : tout entier à son objet, il est aussi peu ménager de leur sang que du sien ; il aime trop la guerre, l'horreur du carnage n'arrive pas jusqu'à lui. Ces taches, ces imperfections lui sont communes avec d'autres grands hommes dont le but fut moins noble et l'ambition toute personnelle : la sienne se confond avec les mobiles les plus élevés du cœur humain, avec le patriotisme et la foi religieuse : ce n'est pas pour lui qu'il travaille ; il ne recueillera point ce qu'il sème ; il n'a ni enfants à établir, ni dynastie à fonder ; mais il a à établir, à faire prévaloir et consacrer un nouveau principe de gouvernement en harmonie avec les idées et les besoins des temps modernes, seul compatible avec l'existence des grands intérêts qu'il est appelé à défendre ; il achèvera son œuvre, il l'affermira et la rendra durable : il y emploie ses dernières forces, son dernier souffle : il travaille pour les générations futures autant que pour la sienne ; il est dans la politique ce que Bacon fut dans la science, le *serviteur de la postérité* [1].

Les mêmes formes de gouvernement ne conviennent

comme y répond de nos jours un historien catholique qui a consacré avec fruit plusieurs années à l'étude de Guillaume III et de son rôle en Europe : « Ce prince, dit-il, n'a agi (à l'égard de Jacques II) que d'après le principe naturel de légitime défense. C'est une thèse absurde, insoutenable, que celle de prétendre que Guillaume eût dû, parce qu'il était gendre du roi d'Angleterre, le laisser tramer impunément, de concert avec Louis XIV, sa ruine, celle de son pays, celle de sa religion, celle de l'Europe entière, dont il était le support, etc. » (De Grovestins, *Guillaume III et Louis XIV*, t. VIII, p. 292 et 293).

1. Bacon se nommait ainsi lui-même.

point à tous les pays : on peut différer d'opinion sur les garanties comme sur les conditions nécessaires des institutions libres : il est permis enfin de mettre en doute l'aptitude de certains peuples à les acquérir et plus encore à les conserver : mais entre tous les hommes à qui les libertés politiques et religieuses sont demeurées chères, et qui considèrent comme un bienfait, un progrès et une gloire pour l'humanité qu'elles aient eu depuis deux siècles, au sein d'une grande nation européenne, un inviolable asile, il n'en est aucun, quel que soit son pays ou son culte, à qui le nom de Guillaume III puisse être indifférent, et qui ne soit tenu d'honorer sa mémoire.

CHAPITRE II.

ANNE.

1702 — 1714.

I

Première partie du règne d'Anne.

1702 — 1705.

L'histoire présente rarement un plus grand contraste entre deux souverains qui se suivent sur le trône qu'entre Guillaume III et la princesse Anne Stuart, femme du prince Georges de Danemark, sa belle-sœur. Au vaillant guerrier, au profond politique, succédait immédiatement une femme de peu de jugement, dominée par son entourage et par ses passions, capricieuse, inconséquente et dissimulée; et cependant l'État si souvent en péril sous le règne de son illustre prédécesseur fut préservé sous le sien du naufrage, et l'on vit alors commencer pour l'Angleterre cette ère de prospérité qui a fait l'étonnement du monde et qui s'est prolongée jusqu'à nous.

Le bénéfice du temps commençait à être acquis au nouvel ordre de choses créé par la main ferme de Guillaume, et beaucoup d'hommes qu'il avait combattus et qu'un sentiment d'intérêt personnel, d'amour-propre ou d'honneur retenait parmi les ardents adversaires de la révolution de 1688, souffraient plus patiemment le règne

d'une femme inoffensive, fille du souverain à qui les attachait une loyauté héréditaire, et qui, ayant successivement perdu ses six enfants, pouvait être amenée à faire révoquer l'acte qui substituait la couronne dans la maison de Hanovre, et à transmettre ses droits à son frère, regardé par eux comme seul et légitime héritier du sceptre. La plus forte garantie que les Anglais eussent à cette époque contre les chances d'une nouvelle restauration des Stuarts était l'attachement profond de la reine au culte professé par l'immense majorité de la nation. Le parlement n'avait été ni prorogé ni dissous à la mort de Guillaume : en vertu d'un acte rendu sous ce prince, il continua de siéger au début du nouveau règne. Les torys, comme on l'a vu, dominaient encore dans le parlement et la reine inclinait vers eux, mais son penchant était combattu et modéré par l'influence de son altière confidente, Sarrah Jennings [1], femme de ce Marlborough qui occupe une si grande place dans l'histoire de ce règne et qui se serait rendu fameux par ses perfidies et sa cupidité, si sa puissante intelligence et ses victoires n'eussent jeté un voile glorieux sur ses vices.

Anne, en qui le zèle ardent pour l'Eglise épiscopale se combinait avec l'amour de la prérogative royale considérée comme inaliénable et sacrée, n'admit d'abord que des torys dans son ministère où figurèrent, entre autres

1. L'étroite et singulière intimité qui subsista longtemps entre la reine et la duchesse est un des faits curieux de l'époque précédente. Elles s'étaient donné des noms familiers qu'elles conservèrent longtemps dans leur correspondance. La reine y est appelée *mistress Morley* et la duchesse *mistress Freeman*. Cette correspondance est d'une lecture piquante et n'est pas à négliger pour l'histoire.

personnages de marque, les lords Nottingham, Normanby, Weymouth, et Darmouth, ainsi que Granville, Howe, Gower et sir Simon Harcourt. Le comte de Rochester, oncle de la reine[1] et vice-roi d'Irlande, passait alors pour l'homme le plus en crédit à la cour; mais il était subi plutôt qu'aimé, et son influence près de la reine était balancée par celle de Marlborough. Celui-ci, par jalousie peut-être plus que par aucun autre motif, était l'ennemi des Clarendon, et sa haine pour Rochester suffit peut-être pour l'éloigner des torys et le rapprocher des whigs. Nommé commandant des troupes à l'extérieur, il mit à prix ses services: il exigea et obtint pour le père de son gendre, lord Godolphin, la charge de grand trésorier; le prince George de Danemark, mari de la reine Anne, fut nommé généralissime de toutes les forces de terre et de mer et eut, à ce titre, un siége dans le cabinet.

Premier ministere d'Anne.

1702

La reine, dans sa première allocution à son conseil, annonça hautement son intention de continuer la politique de son prédécesseur et de poursuivre l'exécution de ses grands projets, relatifs, 1° à l'affermissement de la succession protestante au trône britannique; 2° à l'union de l'Angleterre et de l'Écosse; 3° enfin à la guerre, dont l'objet était d'arracher l'Espagne à la maison de Bourbon.

Ces paroles, qui montraient la reine résolue à resserrer la grande alliance et à poursuivre activement la guerre, furent aussitôt communiquées aux États-généraux des Provinces-Unies, dont elles ranimèrent le courage ébranlé

1. Rochester était le second fils du célèbre Hyde, comte de Clarendon : il avait été l'un des membres les plus considérables du ministère sous Jacques II.

par la mort du monarque, chef illustre de leur république. En vain Louis XIV, profitant de la première consternation des États, avait de nouveau essayé de les détacher de l'alliance; ses efforts furent repoussés. Le grand pensionnaire Heinsius continua en Hollande la politique de Guillaume, son maître et son ami, et la guerre contre la France fut proclamée le même jour à Vienne, à Londres et à la Haye.

Déclaration de guerre à la France. 1702.

Louis XIV et son petit-fils Philippe V, en lutte avec l'Autriche, l'Empire, l'Angleterre, la Hollande, le Hanovre et la Prusse, récemment érigée en royaume, avaient pour alliés, au début de la lutte contre cette ligue formidable, le roi de Portugal, le duc de Savoie, les électeurs de Bavière et de Cologne, et les ducs de Parme, de Modène et Mantoue. Le nord de l'Allemagne, quoique en partie engagé dans la grande alliance, se tenait alors sur la défensive, attentif aux événements de la guerre entre Auguste de Saxe et le belliqueux roi de Suède Charles XII pour la possession de la Pologne.

Campagne du prince Eugène en Piémont. 1701.

On a déjà vu que l'empereur Léopold n'avait pas attendu que la grande alliance fût conclue pour envoyer le prince Eugène attaquer les Français en Piémont. Ceux-ci, sous les ordres de Villeroi, avaient été battus à Chiari sur l'Oglio, et contraints à se replier derrière l'Adda. L'importante place de Crémone fut surprise par Eugène au cœur de l'hiver; les Français la reprirent le même jour, mais ils perdirent leur inhabile général, qui fut fait prisonnier, et remplacé par le duc de Vendôme. La guerre générale ne commença, sur toutes les frontières de la France, qu'au printemps suivant.

La campagne s'ouvrit par de grands succès remportés

par Marlborough dans les Pays-Bas sur le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers. Il passa la Meuse avec soixante mille hommes rassemblés au camp de Nimègue, dégagea les places voisines, Maëstricht, Vanloo, Ruremonde et Liége, rejeta les Français sur leur territoire et affranchit tout le cours de la Meuse de la domination espagnole. Les confédérés furent encore heureux en Allemagne, où les électeurs de Bavière et de Cologne avaient uni leurs armes à celles de Louis XIV, et où Villars commandait les Français sur le Rhin. L'importante ville d'Ulm, en Souabe, avait été surprise par l'électeur de Bavière : le prince de Bade, à la tête de l'armée impériale, venait de prendre Landau et faisait des progrès : il avait l'avantage du nombre, et pénétrait déjà dans les montagnes de Brisgaw, qui touchent à la Forêt-Noire : celle-ci séparait les Impériaux des Français. Catinat commandait dans Strasbourg; mais il n'osa se porter au-devant du prince de Bade, dans la crainte qu'un mauvais succès n'ouvrît l'Alsace aux ennemis. Villars hasarda ce que Catinat n'osait faire : il marcha aux Impériaux avec des forces inférieures et livra la bataille de Friedling. Le prince de Bade, contraint par des manœuvres hardies et habiles à abandonner la défense du Rhin, se replia sur les montagnes auxquelles s'appuyait son armée : les Français passèrent rapidement le fleuve, leur infanterie escalada les hauteurs et chassa les Allemands dans la plaine. Une fausse alarme est alors donnée, et soudain une terreur panique s'empare des vainqueurs : Villars les rallie et les ramène : une charge habile décide la victoire, et Villars est salué par ses soldats maréchal de France sur le champ de bataille.

Campagne de 1702.

Succès des confédérés dans les Pays-Bas. 1702

Victoire de Villars à Friedling. 1702.

Victoire de Vendôme à Luzara.

1702.

En Italie, Vendôme et le duc de Savoie combattaient les forces impériales toujours commandées par le prince Eugène. Informé que les Français avaient dessein d'attaquer Luzara et Guastalla, Eugène franchit le Pô et marcha inopinément à la rencontre de l'armée française. Celle-ci s'avançait sans défiance, quand tout à coup, près de Luzara, une garde avancée découvrit l'infanterie des Impériaux blottie à couvert le long d'une haute chaussée, et n'attendant qu'un signal pour fondre sur les Français, qui se mirent aussitôt en défense, reçurent l'ennemi de pied ferme, le repoussèrent avec perte, et réduisirent ensuite en peu de jours Guastalla et Luzara.

Succès des Anglais sur mer.

1702.

Les Anglais, heureux alors dans les Pays-Bas, le furent également sur mer. Une expédition considérable avait été armée par la reine Anne pour surprendre Cadix. Sir George Rooke commandait la flotte, et le duc d'Ormond les troupes de débarquement : l'entreprise échoua; mais l'amiral Rooke enleva, dans le port de Vigo, six riches galions qui arrivaient d'Amérique sous une escorte de vaisseaux français. Ormond, débarqué dans le voisinage de cette place avec deux mille cinq cents hommes, s'empara des forts, tandis que l'amiral forçait avec ses vaisseaux l'entrée du port sous un feu terrible. Les Français, dans l'impuissance de résister, essayèrent en vain, en faisant échouer leurs vaisseaux et leur riche cargaison, de les arracher aux vainqueurs. Dix bâtiments de guerre et onze galions chargés d'or tombèrent au pouvoir des Anglais. Cet exploit fut le dernier fait d'armes de la campagne.

Vers cette époque, au mois de novembre, la reine Anne ouvrit un nouveau parlement, le premier de son

règne, et pour lequel les élections de la chambre des communes furent en très-grande majorité favorables aux torys. Trois grands intérêts occupèrent la nation durant les trois années d'existence de ce parlement, savoir : les opérations de la guerre, les empiétements des communes sur le pouvoir judiciaire au sujet des votes dans les élections, et enfin l'union de l'Angleterre et de l'Ecosse, leur fusion en un seul et même royaume, ardent et dernier vœu de Guillaume III.

Ouverture du parlement.

1702.

Il restait à vaincre, pour atteindre ce résultat si désirable, d'immenses obstacles qui tous avaient leur racine dans les préjugés nationaux, dans la jalousie réciproque des deux peuples et dans le souvenir d'une longue inimitié. Les deux derniers grands actes du règne précédent, pour garantir la succession protestante au trône, n'avaient encore été sanctionnés que par le parlement anglais[1] : ils rencontrèrent une sérieuse résistance en Ecosse, où le duc de Queensberry, lord haut-commissaire du gouvernement, administrait les affaires au nom de la reine. Ce royaume était alors divisé entre trois partis : on y comptait d'abord les whigs, qui avaient aidé à la révolution de 1688, et qu'on nommait *williamites* sous le règne précédent ; secondement, les torys ou jacobites attachés au dernier roi ; et enfin le parti patriote, qui, indifférent, quant au choix des personnes, pour la succession au trône, déclarait n'avoir rien à cœur et en vue que le seul

Divers partis en Écosse.

1. Le premier de ces actes, à défaut d'héritiers directs de la reine, transmettait la couronne à la princesse Sophie, petite fille de Jacques IV et femme de l'électeur de Hanovre ; le second exigeait des membres du parlement et des hommes qui remplissaient des fonctions publiques, civiles ou religieuses, le serment d'abjuration des droits du prétendu prince de Galles.

intérêt du pays. Ce parti, dont le plan de conduite était chose nouvelle en Ecosse [1], comptait parmi ses membres plusieurs hommes éminents, et en première ligne Fletcher de Salton et le duc d'Hamilton. Il nourrissait un profond ressentiment de quelques-uns des actes du dernier règne, et entre autres du massacre de Glencoe et du déplorable abandon des colons de Darien. L'irritation qu'il en conservait le rendait défiant à l'excès à l'égard de l'Angleterre, et le rapprochait, quoique avec des vues très-différentes, du parti jacobite dans la résistance qu'il opposait aux actes du parlement anglais touchant la succession. A ces divers partis il faut ajouter un groupe d'hommes qui affectaient d'agir avec une parfaite indépendance, se joignant tantôt au gouvernement, tantôt à l'opposition, selon l'intérêt du moment. Ce parti, qui fut appelé l'*escadron volant*, reconnaissait pour chef le marquis de Twysdale.

Malgré tant d'intérêts divers, qui se partageaient l'Ecosse, la reine y fut reconnue sans opposition; mais aussitôt après l'acte d'adhésion au nouveau règne, un projet

Acte de sécurité.

célèbre, sous le nom d'*acte de sécurité*, fut présenté dans le parlement écossais et adopté, à l'effet de restreindre la prérogative royale en Ecosse, d'accroître le pouvoir législatif, et de garantir l'indépendance du royaume malgré la réunion des deux couronnes sur la même tête. La reine rejeta le bill, les patriotes persistèrent, et leur résistance s'accrut lorsque l'acte qui assurait la succession de la couronne à la princesse Sophie et à ses héritiers protestants fut présenté à l'acceptation du parlement écossais. La passion populaire se déchaîna avec fureur contre cette mesure, et après d'orageux débats, dans lesquels

le duc de Queensberry se vit abandonné de la plupart des membres du conseil d'Ecosse, un nouvel acte de sécurité fut voté, portant que dans le cas où la reine viendrait à mourir sans enfants, le parlement s'assemblerait et désignerait un successeur à la couronne autre que le prince ou la princesse qui serait en possession du trône d'Angleterre, si avant cette époque les droits et les libertés de la nation n'avaient été réglés dans le parlement, de manière à rendre l'Ecosse indépendante des conseils d'Angleterre. On stipula, en outre, que la même personne serait inhabile à occuper en même temps le trône des deux royaumes, à moins que le peuple écossais ne fût admis à partager avec les Anglais les avantages du commerce et de la navigation. Une autre clause donnait pouvoir au parlement écossais d'armer le peuple et de le former à la discipline militaire, afin de mettre l'Ecosse en état de défense.

La gravité des circonstances dans ces deux royaumes, l'agitation des partis, la découverte d'un complot jacobite conduit par Simon Fraser de Beaufort, dans la suite lord Lovat, les exigences de la guerre continentale et le besoin des subsides d'Ecosse, portèrent les ministres anglais à souscrire à l'acte de sécurité que la reine sanctionna. Ils y furent encore déterminés par un profond calcul du politique Godolphin [1], qui, voyant les Anglais mal disposés pour le partage de leurs priviléges et de leurs avantages commerciaux avec leurs voisins du Nord, espéra les porter à souhaiter l'union projetée, en leur faisant redouter les dangers d'une invasion nouvelle, et

1. Burnet, *Hist. de mon temps.*

crut ainsi arracher d'eux par un effroi salutaire ce qu'il ne pouvait obtenir de leurs sympathies et du seul effort de la raison.

Actes rigoureux du parlement anglais relatifs à l'Ecosse.

Le parlement anglais répondit au bill du parlement d'Ecosse par des mesures sévères : il déclara qu'aucun Ecossais, sauf un petit nombre d'exceptions, ne pourrait jouir des priviléges d'un Anglais avant que la succession ne fût réglée en Ecosse comme en Angleterre et la réunion des deux royaumes effectuée ; que l'important trafic des bestiaux serait interdit jusque-là entre les deux pays ; que des ordres seraient donnés pour saisir tous les vaisseaux qui seraient trouvés commerçant d'Ecosse en France ou dans les ports de quelques-uns des états ennemis de la reine, et qu'aucune exportation de laine anglaise ne serait faite en Ecosse. Le comité invitait les ministres à ordonner l'armement des milices dans les quatre comtés du Nord, et l'entretien d'un nombre suffisant de troupes régulières sur les frontières septentrionales : un bill fut proposé, tendant à mettre ces diverses mesures à exécution. Les deux chambres, divisées durant ce règne sur d'autres points, firent preuve dans cette circonstance d'un parfait accord, et le bill passa sans opposition sérieuse.

La lutte des partis et des chambres durant ce règne, commença pour des intérêts religieux, elle fut envenimée par les haines politiques. Ceux qui l'engagèrent étaient du nombre des torys violents qui exagéraient les maximes et les périls de la haute Eglise, et qui, pour cette cause, acceptèrent ou subirent le nom de ***High Flyers***, sous lequel ils étaient généralement désignés [1].

1. Torys de haute volée, membres de la haute Église.

Ils avaient les sympathies et l'appui de la reine dont les principes étaient les leurs. Guillaume III, malgré le rigorisme de ses croyances calvinistes, avait su s'élever au-dessus des étroits préjugés et des passions misérables de l'esprit sectaire : mais il avait cependant échoué dans son projet de réunir toutes les fractions de protestantisme sous une loi commune : l'*acte de tolérance* qu'il avait sanctionné, accordait, il est vrai, la liberté civile à toutes les sectes protestantes séparées de l'Eglise épiscopale d'Angleterre ; mais la loi qui maintenait l'épreuve du *test* contre les dissidents n'était point abolie et ils étaient obligés, pour être admis aux emplois publics, même électifs, de recevoir le sacrement selon le rit de l'Eglise anglicane. Cette obligation néanmoins était le plus souvent à peu près illusoire : on s'y soumettait une fois, et après avoir été mis en possession d'un emploi, chacun retournait aux pratiques de son culte, échappant ainsi par un acte de simple formalité aux rigueurs d'une législation qui avait voulu établir l'uniformité religieuse pour les serviteurs de l'Etat. Ceux qui éludaient ainsi la loi après avoir paru s'y conformer, étaient appelés *conformistes par occasion*, et depuis longtemps la *conformité occasionnelle* était attaquée avec violence dans l'Eglise et dans le public comme un mensonge et un sacrilége.

Conformité occasionnelle.

L'opposition, au sein du parlement, trouvait dans cet état de choses une arme formidable, et rencontrait de la sympathie et beaucoup d'écho dans les passions populaires. Devenue à son tour majorité dans la chambre des communes, elle considéra comme un devoir d'abolir un abus où elle voyait un scandale, et fut d'au-

tant plus poussée dans cette voie qu'elle était tory, et que les dissidents contre qui elle se disposait à sévir étaient whigs pour la plupart, et qu'en les chassant des carrières publiques, elle restreindrait encore le nombre de ses adversaires dans le parlement. Un bill dont le sceptique et tory Saint-John était le promoteur, fut donc proposé à la fin de l'année 1702 pour prévenir la *conformité occasionnelle.* Il prononçait des peines sévères, pécuniaires et autres, contre toute personne qui, après avoir satisfait *au test,* en recevant une fois le sacrement selon les rites de l'Eglise d'Angleterre, assisterait dans la suite aux offices d'une Eglise dissidente, et la déclarait incapable de toute fonction publique : la récidive entraînerait une double pénalité. Ce bill fut rapidement adopté par la majorité ultra tory des communes, mais il rencontra dans la chambre des lords une vive opposition dirigée par Somers, Halifax et l'évêque Burnet [1]. Ils n'essayèrent pas de le combattre directement, ils crurent plus sage de le modifier dans ses clauses les plus importantes et d'en adoucir la rigueur. Le bill ainsi mutilé revint aux communes irritées qui élevèrent de nouveau, à cette occasion, des prétentions exorbitantes : elles soutinrent que tout bill prononçant des amendes ou autres peines pécuniaires était un bill de finances, et que

Présentation du bill de la conformité occasionnelle.

1. Plusieurs pairs ne le soutinrent qu'à regret pour ne point déplaire à la reine; de ce nombre furent Godolphin et Marlborough, et le prince George de Danemark, mari de la reine, qui avait été obligé, comme généralissime des forces de terre et de mer, de communier selon le rit anglican ; il continuait néanmoins à assister, comme luthérien, aux offices de l'Église de la confession d'Augsbourg et était ainsi lui-même un conformiste occasionnel. Ce pauvre prince, subjugué par sa femme, dit au whig Wharton en votant avec ses adversaires : « Je leur donne ma voix, mais mon cœur est avec vous. »

les lords, en l'altérant, attentaient à leurs priviléges. Une conférence orageuse eut inutilement lieu à ce sujet entre les deux chambres : plusieurs pairs, alarmés du résultat, abandonnèrent l'opposition ; lord Somers demeura ferme et soutint le poids du débat avec autant de mesure que de force. Les votes furent trois fois partagés ; l'opposition n'eut chaque fois qu'une seule voix de majorité : le bill succomba [1]. Il fut repris l'année suivante et rejeté à une majorité beaucoup plus forte ; mais dans la troisième et dernière année de ce parlement (1704), le combat fut renouvelé, et les communes, pour vaincre, menacèrent de recourir à l'expédient le plus dangereux : une motion fut faite dans leur sein pour attacher ou joindre le bill sur la conformité occasionnelle à un bill des subsides, dans le but d'en rendre le rejet impossible. Cette motion, qui emprunta de son objet le nom de *tack* [2], tendait indirectement à enlever tout pouvoir à la couronne comme à l'autre chambre, et si elle eût été adoptée, les communes fussent devenues seules arbitres des destinées de l'État. Le cabinet vit le péril, et toutes les forces du gouvernement furent employées à le conjurer ; la motion échoua : le bill sur la *conformité occasionnelle*, séparé de toute autre mesure financière, fut pour la troisième fois rejeté par la chambre des lords, et la persécution des dissidents fut ainsi pour quelque temps ajournée.

Cette lutte des chambres fut bientôt suivie d'un autre conflit où les communes montrèrent encore des préten-

1. Cent trente pairs furent présents : jamais la chambre des lords n'avait été plus au complet (lord Campbell, *Vie du chancelier Somers*).

2. *To tack* signifie *joindre*, *attacher*, *fixer*.

tions excessives, contraires au droit commun des Anglais, et l'on put reconnaître, dans ces deux circonstances, à quel point tout grand pouvoir est sans cesse porté à franchir ses limites légales lorsqu'il se croit assez fort pour le tenter, et quels avantages offrent des institutions par lesquelles les trois grands pouvoirs de l'État se pondèrent les uns les autres, et sont ainsi retenus, par de savantes lois d'équilibre, chacun dans leur sphère. A la suite des dernières élections, la conduite des officiers publics ou magistrats torys chargés de les présider avait donné lieu en quelques endroits aux plaintes les plus graves. On leur reprochait d'avoir sciemment repoussé plusieurs électeurs du parti opposé ayant caractère légal pour déposer leur vote. Ces magistrats voyaient alors leur propre parti maître de la situation; ils s'étaient dit, qu'en cas de plainte portée contre eux, les communes seraient arbitres du différend, et ils comptaient, pour confirmer leurs décisions, sur l'habituelle partialité de la majorité. Ce ne fut pas devant cette chambre, cependant, mais devant le jury, qu'un citoyen d'Aylesbury nommé Ashby, indûment écarté du scrutin, porta plainte contre les constables en fonctions à cette époque. Le jury admit son droit et condamna ceux qui l'avaient méconnu. Ce jugement fut cassé par les juges de la cour du banc de la reine comme une violation du privilége des communes; Ashby en appela de leur sentence à la cour des lords. Ceux-ci, après un solennel débat, se rangèrent à l'avis de l'ex-chancelier Somers : ils décidèrent que les communes n'étaient aptes à prononcer que sur la validité des élections accomplies, mais que le refus, avec connaissance de cause, de recevoir le vote d'un électeur dûment reconnu pour tel, consti-

Élections d'Aylesbury.

Nouveau conflit des deux chambres.

tuait un délit de la compétence des tribunaux ordinaires. Cette décision des lords [1] souleva une tempête dans les communes. Celles-ci protestèrent avec énergie, réclamant leurs priviléges qu'Ashby lui-même, disaient-elles, avait violés en portant une action, pour matière électorale, devant une autre autorité que la leur. Ashby, par leur ordre, fut jeté en prison avec cinq autres électeurs du même bourg qui, à son exemple, avaient porté plainte pour des faits semblables devant la justice ordinaire du comté. Les lords intervinrent auprès de la reine, requérant la mise en liberté des prisonniers. La querelle s'envenimait et le conflit pouvait devenir dangereux : le gouvernement l'arrêta en prorogeant le parlement, qui touchait au terme légal de son existence, et qui peu de mois après fut dissous [2].

Dissolution du parlement. 1705.

Tandis que ces orageux débats préoccupaient les esprits à l'intérieur, l'orgueil national était exalté par le triomphe des armes anglaises et de la coalition sur le continent.

Opérations militaires. 1703 - 1704.

L'année 1703 avait été désastreuse en Allemagne pour les confédérés. Villars, après avoir opéré sa jonction avec l'électeur de Bavière, franchit le Danube, battit à Donawert les Impériaux commandés par le comte de Stirum, leur enleva toute leur artillerie et leur tua douze mille hommes. Vers le même temps, le maréchal

Victoire de Villars à Donawert.

1. A cette époque, et longtemps encore après, tous les pairs votaient indistinctement sur les questions judiciaires comme sur les matières politiques (Lord Campbell).

2. Par le fait de la prorogation, les prisonniers furent élargis. L'opinion émise par Somers fit autorité dans la suite : il fut établi que les tribunaux ordinaires sont compétents pour juger tout officier public qui aurait empêché sciemment un électeur d'exercer son droit (Lord Campbell, *ut suprà*).

Victoire de Tallard à Spirbach.

de Tallard, après avoir pris Vieux-Brisach, remporta sur le prince de Hesse-Cassel à Spirbach une victoire signalée. Augsbourg se rendit à l'électeur de Bavière, et le chemin de Vienne parut ouvert aux Français. Là s'arrêtèrent leurs succès, dont deux grandes défections les empêchèrent de recueillir le fruit : le duc de Savoie abandonna Louis XIV, traita secrètement avec l'empereur, et reconnut l'archiduc Charles pour roi d'Espagne [1] : le Portugal accéda en même temps à la grande alliance et s'unit étroitement avec l'Angleterre. De cette époque date, entre ces deux nations, le fameux traité de commerce par lequel les vins de l'une et les laines de l'autre furent déclarés objets d'un échange perpétuel.

Défection du duc de Savoie et du roi de Portugal.

Traité de commerce entre l'Angleterre et le Portugal. 1703.

Ces défections pour la France furent suivies d'un grand désastre : le maréchal de Tallard avait conduit une armée en Allemagne, et s'était joint à l'électeur de Bavière et au comte de Marsin. Tous trois se trouvèrent à Hochstett en présence de l'armée ennemie, commandée par Eugène et Marlborough, et forte, comme la leur, d'environ 80,000 hommes. La bataille s'engagea presque à l'anniversaire de celle que Villars avait gagnée au même lieu l'année précédente; mais cette fois le destin fut fatal à la France. Tallard tomba dans les escadrons ennemis et demeura prisonnier; l'électeur et le comte de Marsin firent aussitôt retraite, oubliant dans le

Défaite des Français à Hochstett. 1704.

1. Le duc de Savoie, beau-père du duc de Bourgogne, beau-père de Philippe V, abandonne à la fois ses deux gendres..... Mais l'empereur lui promettait tout ce que ses gendres lui avaient refusé, le Montferrat mantouais, Alexandrie, Valence, le pays entre le Pô et le Tanaro, et plus d'argent que la France ne lui en donnait. Cet argent devait être fourni par l'Angleterre (Voltaire, *Siècle de Louis XIV*).

village de Blenheim un corps d'infanterie considérable et quatre régiments de cavalerie qui mirent bas les armes : la retraite devint bientôt une affreuse déroute. Cette journée coûta 30,000 hommes à la France et cent lieues de pays : l'ennemi pénétra en Alsace, où il prit Trarbach et Landau.

Prise de Gibraltar par les Anglais. 1704

L'Espagne perdit vers cette époque l'importante place de Gibraltar, l'une des clefs de la Méditerranée, que lui enleva une division de la flotte anglaise sous les ordres de l'amiral sir Georges Rooke. Le prince de Hesse commandait les troupes de débarquement. Les forts extérieurs furent emportés, et la place se rendit malgré ses défenses naturelles réputées imprenables : elle est depuis lors demeurée aux Anglais comme un glorieux trophée et l'une de leurs plus utiles conquêtes. Leur flotte, maîtresse de la mer, rencontra à la hauteur de Malaga (13 août) la flotte française, de cinquante-deux vaisseaux et de vingt-quatre galions, sous les ordres du comte de Toulouse, fils naturel de Louis XIV et amiral de France. La flotte anglaise comptait cinquante-trois grands vaisseaux et plusieurs frégates. L'action s'engagea avec furie à dix heures du matin, et dura jusque vers le soir avec un succès douteux. La nuit sépara les deux flottes. Le lendemain l'amiral français, quoiqu'il eût l'avantage du vent, évita toute nouvelle rencontre. L'année suivante (1705) une autre flotte française, sous les ordres du maréchal de Tessé, tenta de reprendre Gibraltar aux Anglais; elle fut détruite par eux et par la tempête. Ce jour fut le dernier de la marine française de Louis XIV, qui rentra presque dans l'état d'où ce prince et Colbert l'avaient tirée. Les armes de l'Angleterre, à cette époque aussi,

Combat naval de Malaga. 1704

étaient victorieuses en Espagne. De toutes les provinces de ce royaume, la Catalogne semblait la plus dévouée à l'archiduc. Invité à s'y rendre, il monta sur la flotte anglaise, commandée par l'amiral Cloudesley Showell, successeur de sir George Rooke, et sur laquelle étaient aussi le prince de Hesse Darmstadt et le célèbre comte de Peterborough qui commandait 5,000 hommes de troupes de débarquement. La flotte aborda, le 22 août, dans la baie de Barcelone, et après un long siége où fut tué le prince de Hesse, Barcelone ouvrit ses portes. L'archiduc Charles, salué roi d'Espagne par les Catalans, fit une entrée triomphale dans la place conquise, qui, par sa situation et son importance, lui assurait la soumission de la plus belle et de la plus riche province du royaume.

Prise de Barcelone par le comte de Peterborough.

1705

Entre toutes les victoires de la coalition, la plus considérable par ses immenses résultats était celle de Blenheim ou d'Hochstett[1]. Elle éleva Marlborough au faîte de la grandeur et de la puissance; jaloux de Rochester et inclinant chaque jour davantage vers les whigs, plus zélés que les torys pour la guerre qui faisait sa force, il provoqua, de concert avec Godolphin, la disgrâce de quelques-uns des membres torys les plus influents du cabinet. Nottingham, Rochester, Buckingham, en furent écartés et remplacés par des hommes d'une nuance moins prononcée; de ce nombre fut le célèbre orateur des communes, sir Robert Hartley, caméléon politique, élevé dans les croyances puritaines qu'il abandonna plus tard, servant tour à tour les divers partis religieux et poli-

Modifications ministérielles.

Élimination des principaux membres torys du cabinet.

Sir Robert Harley.

1. La bataille connue en France sous le nom d'Hochstett est appelée Blenheim en Angleterre.

tiques, mais dévoué seulement à sa fortune : whig et dissident, en 1688, à l'avénement de Guillaume, tory plus tard lorsqu'il reconnut que les maximes du torysme et de la haute Eglise étaient chères à l'héritière du trône et à la majorité de la nation ; prudent jusqu'à l'indécision, réservé jusqu'à la dissimulation, souple d'esprit comme de caractère [1], frivole au fond, grave en apparence et affectant la profondeur, intrigant avec tous, il tira parti de sa médiocrité même et fut prisé fort au delà de son mérite par des rivaux dont il ne contrariait ni les opinions ni les projets : il était, au dire de leurs envieux, plus propre à conduire les affaires que les plus éloquents [2], et c'est ainsi qu'il fit partie de divers cabinets où il servit comme de lien entre les membres d'opinions opposées [3]. Il fut nommé secrétaire d'Etat et se fit adjoindre dans le cabinet, en qualité de secrétaire de la guerre, le fameux Saint-John, alors son ami et si célèbre plus tard sous le nom de Bolingbroke [4]. L'homme le plus puissant du royaume était à cette époque Marlborough : il gouvernait la reine par le crédit de sa femme et dominait le parle-

1. Rémusat, *l'Angleterre au* XVIIIe *siècle*.

2. Macaulay, *ut suprà*.

3. Il fut classé parmi ceux que les Anglais appellent *trimers*, comme l'avait été le marquis d'Halifax sous les trois derniers règnes : les politiques de cette école, habiles à ménager leur crédit entre tous les partis, n'en adoptaient aucun d'une manière absolue. Harley, disait Swift, est comme un isthme entre les whigs et les torys.

4. Plus jeune et plus brillant qu'Harley, moins gouverné par l'expérience, plus entraîné par ses goûts, Saint-John n'était plus sincère qu'autant qu'il était plus passionné, car la parfaite loyauté politique eût paru duperie à ce grand esprit qui comprenait tout, excepté la supériorité du bien sur le mal. Noble et généreux, remuant et hardi, entraînant, éloquent, il dominait par sa volonté et ses manières ceux que ses excès avaient choqués ou qui redoutaient ses principes (De Rémusat, *ibid.*).

ment, la cour et le pays, par l'éblouissant éclat de ses succès. Aucune récompense ne semblait au-dessus de ses services et de son mérite : nommé duc l'année précédente, félicité publiquement par les deux chambres après sa dernière victoire, il reçut de la reconnaissance nationale le domaine magnifique de Woodstock, et la reine y fit construire un splendide palais, auquel fut donné le nom de Blenheim, en souvenir de cette journée fameuse si fatale à la France. C'est au milieu de l'allégresse publique causée par les grands événements du continent, que furent faites les élections de l'année 1705. Les torys, dans le dernier parlement, avaient abusé de leurs avantages, surtout dans les scènes violentes auxquelles donnèrent lieu les élections d'Aylesbury : un grand nombre ne furent point réélus, et la majorité des communes parut acquise à leurs rivaux.

Élections nouvelles.

1705

II

Suite du règne d'Anne. — Administration de Godolphin et des whigs.

1705-1710.

Lorsque le résultat des élections nouvelles fut connu, le grand trésorier Godolphin, membre dirigeant du conseil, inclina plus ouvertement du côté des whigs qui se trouvèrent bientôt fortifiés dans le cabinet par le choix de lord Cowper, l'un des hommes éminents de leur parti, pour garde des sceaux. Lord Somers contre lequel la reine était fortement prévenue ne fut point encore appelé dans ses conseils; mais il fut en réalité l'ame du nou-

veau cabinet dont il suggéra ou dirigea secrètement tous les actes. Les torys conduits par Rochester et Buckingham achevèrent de s'aliéner leur souveraine par une motion aussi blessante pour elle qu'imprudente pour eux-mêmes; ils affectèrent, espérant ainsi rallier à eux l'opinion, de montrer un zèle exagéré pour la succession protestante, et afin de la mieux garantir ils exprimèrent le vœu que l'héritière présomptive de la couronne, la princesse Sophie de Brunswick Hanôvre, fût invitée à résider en Angleterre. La reine, jalouse à l'excès de son autorité, fut courroucée d'une motion semblable et les whigs en la combattant gagnèrent momentanément sa faveur : ils proposèrent de substituer à la garantie demandée par leurs adversaires la désignation d'une régence qui serait chargée, lorsque le trône deviendrait vacant, d'y appeler le successeur désigné par l'acte d'établissement. Le parlement adopta cette proposition dont lord Somers fut le principal auteur [1] et confirma par son vote la défaite des torys.

Bill de régence. 1706.

L'union de l'Écosse captiva ensuite de nouveau l'attention des lords et des communes. Ce pays, par suite des énergiques résolutions qu'avait prises le précédent parlement d'Angleterre en représailles de l'*acte de sécurité*, se voyait privé d'avantages importants et menacé d'hostilités nouvelles. Les esprits sages s'empressèrent d'écarter ce double péril; des tentatives directes furent faites en même temps par la reine pour arracher des états d'Écosse une adhésion à l'acte touchant la succession dans la ligne protestante : ils consentirent enfin à ce

1. Lord Campbell, *Vie du chancelier Somers.*

qu'une commission fût nommée pour traiter de la réunion des deux couronnes. Mais pour que celle ci fût intime, il fallait que l'Écosse cessât d'avoir une législation séparée et une constitution particulière, et il importait que le suprême pouvoir de l'Etat fût placé dans un seul et même parlement auquel l'Ecosse enverrait un certain nombre de membres, mais qui s'assemblerait dans la capitale de l'Angleterre sous l'influence immédiate des conseillers de la couronne. Des deux parts les commissaires pour traiter cette grave question furent choisis par Godolphin et ses collègues, et le projet d'union fut arrêté sur les bases suivantes : il fut convenu que l'Écosse conserverait son Eglise nationale presbytérienne, son système particulier de lois civiles et municipales et ses propres tribunaux pour l'administration de la justice. On stipula qu'elle participerait dans une certaine mesure aux charges générales qui pesaient sur l'Angleterre et dans lesquelles étaient comprises les dettes contractées par ce pays depuis la révolution. L'Écosse n'ayant contracté pour son compte aucune dette, il fut dit qu'une somme considérable d'argent comptant lui serait provisoirement avancée comme un équivalent des charges qu'on lui imposait. Les commissaires des deux pays tombèrent d'accord sur ces points : leur dissentiment n'éclata que sur la manière dont les Anglais entendaient composer le nouveau parlement des royaumes-unis, et tandis que la population de l'Écosse était le sixième de la population anglaise, ils n'accordaient à la représentation de ce royaume dans les communes que quarante-quatre membres ou un treizième de la représentation totale. Seize pairs seulement devaient être choisis par élection dans

Commissaires nommés pour l'union de l'Angleterre et de l'Écosse.

1706.

le corps entier de la pairie écossaise pour siéger dans la chambre des lords en Angleterre.

La rigueur de ces dernières clauses, dans lesquelles le peuple écossais vit une offense, excita un mécontentement général : il devait résulter, pour les premiers temps surtout, d'un traité d'union entre les deux peuples un froissement d'intérêts matériels préjudiciable à un grand nombre, comme il arrive à la suite de toute importante commotion politique : les blessures de l'amour-propre national auraient suffi d'ailleurs pour rendre les Ecossais insensibles aux avantages éloignés de ce pacte et tous les partis, whigs et torys, jacobites et williamites, presbytériens, épiscopaux et caméroniens, s'unirent pour le rejeter. Les commissaires du gouvernement furent en butte aux insultes de la populace, qui brisa les maisons de plusieurs officiers de l'Etat partisans de l'union tandis qu'elle portait aux nues le duc d'Hamilton, le plus illustre entre les opposants. Les ducs de Queensberry et d'Argyle, les comtes de Montrose de Stair de Roxburgh et de Marchmont essayèrent en vain d'opposer la raison à l'explosion du sentiment patriotique et de la fureur nationale, et ce que les meilleurs arguments ne purent obtenir la corruption le fit. Une partie de l'or promis par les commissaires anglais comme dédommagement des charges nouvelles qui allaient peser sur le royaume voisin fut répartie entre leurs collègues écossais et plusieurs membres influents du parlement siégeant à Edimbourg : dès lors tous les obstacles furent aplanis; le traité d'union que la majorité du peuple écossais considérait comme un suicide [1],

Troubles à Edimbourg.

1. L'un des membres du parlement écossais les plus opposés à l'union, lord

et que n'eussent point sanctionné les hommes les plus purs et les plus irréprochables, obtint l'assentiment d'une majorité vénale : ce pacte fameux, enfin, réputé un opprobre pour l'Ecosse, où elle voyait l'immolation de ses intérêts et de sa gloire et qui devait lui ouvrir, dans la suite des temps, une ère jusque-là inconnue de paix et de prospérité, fut signé le 1er mai 1707 et fut considéré comme une grande victoire par l'Angleterre tout enivrée déjà du succès de ses armes sur le continent.

Traité d'union des deux pays. 1707.

L'année 1706 avait été aussi fatale que les précédentes à Louis XIV et à Philippe V quoique la campagne au nord et au midi se fût ouverte sous d'heureux auspices. Vendôme avait battu Eugène en Piémont au pont de Cassano sur l'Adda; il avait ensuite, et en l'absence de ce grand général, gagné sur les Impériaux la victoire de Calcinato et il marchait sur Turin, seule grande place qui fût restée au duc de Savoie. Villars arrêtait le prince de Bade aux lignes d'Haguenau sur la frontière d'Allemagne, et le maréchal de Villeroi, ayant devant lui Marlborough, occupait la Flandre à la tête de quatre-vingt mille hommes. Ses dispositions lui devinrent fatales : il avait campé son armée près de la Mehaigne à Ramillies, dans une situation désavantageuse; il voulut combattre malgré l'avis de ses généraux. Il mit au centre des troupes de recrues et mal disciplinées et posta sa gauche derrière des marais infranchissables. Marlborough

Campagne de 1706.

Bataille de Ramillies. 1706

Belhaven, montra dans un discours d'une grande éloquence l'Ecosse périssant de la propre main de ses enfants. Tous les ordres de l'Etat ruinés et détruits lui étaient, dit-il, successivement apparus dans une vision, « et au milieu d'eux, j'ai vu la vieille Calédonie, assise comme César dans le sénat, jetant autour d'elle des regards désolés, se couvrant de son royal manteau, attendant le coup fatal, et s'écriant en rendant le dernier soupir : *Et toi aussi, mon fils!* » (Walter Scott, *Hist. d'Ecosse.*)

dégarnit aussitôt sa droite, qu'il ne craignit plus de voir attaquée, pour se porter à Ramillies sur le centre de l'armée française avec des forces supérieures. Gassion, lieutenant-général, supplie Villeroi de changer son ordre de bataille; le maréchal s'obstine et déjà Marlborough force ses lignes : la perte des Français est affreuse, vingt mille hommes sont tués ou prisonniers. Toute la Flandre espagnole est perdue, Marlborough entra victorieux dans Bruxelles, et Menin se rendit. « Monsieur le maréchal, dit Louis XIV au maréchal vaincu, nous ne sommes plus heureux à notre âge. » Il tira Vendôme d'Italie et l'envoya en Flandre, comme le seul homme capable de lutter contre Marlborough. Cette mesure, en privant l'armée du sud d'un bon général, entraîna un nouveau et terrible désastre. Déjà Eugène avait franchi le Pô, malgré l'armée française qui lui fermait le chemin de Turin, et il marchait au secours de cette place que la Feuillade assiégeait avec des forces nombreuses et un matériel considérable. Eugène opéra auprès d'Asti sa jonction avec le duc de Savoie. Le maréchal de Marsin avait alors succédé à Vendôme dans le commandement de l'armée française et avait rejoint la Feuillade devant Turin : ils attendent l'attaque des Impériaux dans des lignes d'une défense difficile. Eugène prend l'offensive, il fond sur les retranchements français et les emporte. La déroute devient générale : le maréchal de Marsin est frappé à mort : toute son armée est mise en déroute, la caisse militaire et cent quarante pièces de canon sont prises par l'ennemi, et des cinquante mille hommes qui le matin du 7 septembre étaient dans le camp français devant Turin, il s'en trouva le lendemain à peine vingt mille en état

Déroute des Français devant Turin.

1706.

de servir et qui se rallièrent dans les murs de Pignerol. Cette terrible journée fit perdre à Philippe V le Milanais, le Mantouan et par suite le royaume de Naples : la France demeura ouverte au vainqueur, et l'année suivante Toulon fut assiégé.

Le but principal de la grande alliance était atteint, et si les confédérés eussent traité à cette époque ils eussent obtenu plus peut-être qu'ils n'obtinrent dans la suite après six années nouvelles d'une guerre sanglante [1]. La monarchie espagnole était démembrée : Philippe V aurait pu conserver l'Espagne, mais il eût perdu, dans l'ancien monde, les états annexés à cette couronne et qui, réunis sous le sceptre d'un Bourbon, eussent pesé d'un trop grand poids dans la balance de l'Europe. Mais ce qu'il y a de plus difficile est la modération dans la bonne fortune : les alliés abusèrent de leurs avantages pour réduire plus bas Louis XIV, et celui-ci, à partir de cette époque, se montra plus véritablement grand dans ses revers qu'il ne l'avait été dans le cours de ses plus éclatantes prospérités : il sut ménager à la fois ce qu'il devait à ses peuples, à son petit-fils et à lui-même. De grandes forces restaient dans ses mains et il pouvait ajourner encore des avances très-pénibles pour sa fierté : mais il avait satisfait à l'honneur par cinq années de sacrifices et d'efforts pour soutenir Philippe V sur le trône où il l'avait assis; il fut ému de la détresse de ses sujets réduits aux plus dures extrémités et dompta son orgueil.

Ouvertures de Louis XIV pour la paix.

Il fit, pour négocier, les premières ouvertures aux Hollandais. Ceux-ci avaient de longues injures à venger :

1. Cette vérité a été développée et démontrée jusqu'a l'évidence par Bolingbroke dans la huitième de ses *Lettres sur l'Histoire*.

A la tête de leurs conseils était encore le grand pensionnaire Heinsius, l'ami et le confident de Guillaume III, et qui mettait toute son ambition à continuer la politique de son illustre maître. Heinsius s'était uni étroitement à Marlborough et à Eugène, tous deux grands par la guerre et aspirant à la continuer : ils formèrent entre eux un triumvirat tout-puissant alors et qui décidait du destin de l'Europe. Heinsius répondit aux avances de Louis que les états généraux ne consentiraient point à traiter avant que la France n'eût reconnu l'archiduc (Charles III) pour roi d'Espagne à la place de Philippe V. Ainsi rebuté par la Hollande, Louis XIV reprend les armes; la France fait un nouvel effort, et les Espagnols se montrent partout résolus à défendre et à maintenir sur le trône le souverain de leur choix.

L'année 1707 s'ouvre glorieusement pour les armées de la France et de l'Espagne. Les confédérés anglais, allemands, hollandais et portugais, commandés par lord Galloway et par le marquis portugais Das-Minas, rencontrèrent l'armée franco-espagnole du maréchal de Berwick sous les murs d'Almanza (avril 1707). Berwick remporta sur eux une victoire complète : ils perdirent leur artillerie, leurs bagages et plus de cent drapeaux; toute leur infanterie fut prise ou détruite, leur cavalerie s'enfuit jusqu'à l'Ebre et ne se rallia qu'à l'abri des remparts de Tortose [1]. Cette journée fameuse rouvrit à Philippe V sa capitale, où il reçut de la multitude un accueil

Campagne de 1707.

Bataille d'Almanza.

1. « Les alliés, dit Berwick dans ses *Mémoires*, perdirent quinze mille hommes tués ou prisonniers, et cent vingt drapeaux. » Et il ajoute à l'honneur qu'il eut d'avoir remporté cette grande victoire par la noble simplicité avec laquelle il la raconte.

enthousiaste, et la guerre fut également heureuse sur le sol français. Trois mois après la victoire d'Almanza (juillet 1707), le maréchal d'Estrées fit lever le siége de Toulon au duc de Savoie et au prince Eugène et rejeta les alliés hors de France. Ce pays montrait encore une fois la merveilleuse faculté qui lui est propre, de déployer après chaque revers des ressources nouvelles et inattendues. L'Angleterre s'épuisait pour vaincre, elle gémissait sous le poids des taxes; son commerce qui déjà faisait sa force et sa vie, subissait chaque jour des pertes énormes : les jacobites commençaient à s'agiter de nouveau, et relevaient hautement la tête en Ecosse, où ils trouvaient de nombreux échos au sein d'un peuple exaspéré et profondément humilié par le traité d'union.

Premier parlement britannique.

Oct. 1707.

C'est au milieu de ces graves circonstances que se réunit à Westminster le premier parlement britannique, et malgré tant de causes d'irritation et de mécontentement, le gouvernement y obtint un ascendant faiblement contesté. Quelques utiles mesures furent immédiatement votées comme conséquence nécessaire de l'union des deux pays : le conseil privé d'Écosse fut supprimé : on décida qu'il n'y aurait qu'un seul conseil de gouvernement pour la Grande-Bretagne, que la milice d'Écosse serait établie sur le même pied que celle d'Angleterre; que les pouvoirs des juges de paix seraient les mêmes dans l'île entière; que les lords justiciers en Ecosse feraient deux tournées par an et enfin que les writs pour l'élection des membres écossais des communes seraient rédigés et expédiés dans les mêmes formes que pour les membres anglais : les subsides demandés s'élevaient à la somme, énorme pour le temps, de six

Actes relatifs à l'Écosse.

millions sterling, et furent généreusement accordés.

Les whigs, dirigés par l'habile Godolphin, commençaient ainsi à raffermir dans la nation leur crédit, qu'avaient ébranlé les succès récents des armées françaises en Espagne. Le ministère cependant n'était pas homogène : les whigs voyaient avec inquiétude dans ses rangs plusieurs anciens adversaires, entre lesquels sir Robert Harley était le plus à craindre par ses talents et surtout par son ascendant sur la reine : celle-ci enfin, irritée de la conduite des torys au début de la session, s'était rapprochée des whigs sans éprouver aucune sympathie pour eux. Son ancienne favorite, la duchesse de Marlborough, avait eu la plus grande part dans ce rapprochement; mais déjà une autre femme entraînait la reine dans une politique opposée, plus conforme à ses goûts, à ses habitudes comme à ses idées. Un nouvel astre s'était levé à la cour, et le crédit de la duchesse, encore entier en apparence, était sapé secrètement par une favorite plus jeune, Abigaïl Masham, sa parente, qu'elle avait tirée de l'indigence et introduite comme femme de chambre auprès de la reine. Abigaïl avait moins de fierté, plus de souplesse et de complaisance que sa protectrice, et avait su s'insinuer fort avant dans la faveur royale, en caressant l'inclination de la reine pour les principes du torysme et pour les maximes absolues de la haute Église. Intrigante habile et parente d'Harley, elle se dévoua d'abord à ses intérêts comme à ceux de son collègue Saint-John, et les servit de toute son influence auprès de sa royale maîtresse. Ces deux hommes d'État, dans la suite ennemis implacables, étaient encore à cette époque très-étroitement unis. Ils s'appliquèrent l'un et l'autre, avec

Abigaïl Masham.

Sa faveur près de la reine.

l'assistance de leur collègue d'Harcourt, à rallier sous main les torys découragés ou désunis; ils leur montrèrent la reine mécontente, fatiguée du joug des whigs, aspirant à suivre la pente secrète qui la portait de nouveau vers leurs adversaires, et ils obtinrent d'elle quelques actes conformes à leurs desseins. Une découverte imprévue affermit leurs adversaires : Harley se trouva compromis par la trahison d'un employé subalterne, nommé Gregg, auquel il donnait toute sa confiance. Gregg correspondait avec la cour de Versailles et le prétendant : par son entremise aussi le maréchal de Tallard, prisonnier des Anglais, entretenait un commerce de lettres avec le ministre français Chamillard. Le coupable, arrêté, confessa son crime et l'expia sur l'échafaud. Marlborough et Godolphin s'emparèrent du fait pour ruiner leur rival, dont ils n'ignoraient pas les secrètes manœuvres pour les perdre eux-mêmes. Ils lui imputèrent hautement à crime la confiance qu'il accordait à des traîtres [1], protestèrent qu'ils ne siégeraient plus avec lui au conseil, et s'abstinrent tout à coup d'y paraître. Surprise et irritée, réduite ainsi, par un incident misérable, à se prononcer ouvertement et à l'improviste, la reine inclinait encore pour Harley, lorsque Somerset, au nom du conseil, déclara toute délibération impossible en l'absence du général en chef et du lord trésorier. Anne se contint, et, selon son habitude, dissimula : elle croyait encore l'appui de Marlborough nécessaire à son gouvernement, et n'ayant pu le détacher de Godolphin, elle ajourna ses projets. Harley

Trahison de Gregg.

1. On avait découvert en même temps que plusieurs agents employés comme espions, et dont Harley soldait les services, trahissaient le gouvernement et s'étaient mis aux gages de la France. (Continuat. de Rapin Thoiras.)

se démit de sa charge, et fut suivi dans sa retraite par trois de ses collègues, sir Simon d'Harcourt, sir Thomas Mansel et Saint-John, à qui succéda Robert Walpole, fort obscur encore. Le grand ministère whig, auquel les torys et la cour donnèrent, dans une intention malveillante, le nom de junte, fut alors completé : ses membres principaux étaient, avec le lord trésorier Godolphin et le chancelier Cowper, Somers, président du conseil, Wharton, Orford, Halifax et Sunderland, gendre de Marlborough. Ces derniers furent nommés les cinq lords de la junte. Cette importante modification du ministère fut bientôt suivie de la dissolution du parlement, et le cabinet whig, devenu homogène, agit avec vigueur pour continuer la guerre au dehors et conjurer les périls à l'intérieur.

Démission d'Harley et des membres torys du ministère.

1708.

Dissolution du parlement.

1708.

Le royaume, à cette époque, était menacé d'une invasion. Louis XIV avait résolu de tenter un effort pour soutenir par ses armes, en Angleterre et en Ecosse, les droits du prétendant, fils de Jacques II, qui avait pris le nom de chevalier de Saint-Georges : une expédition fut projetée dans ce but. Les préparatifs se firent à Dunkerque : six mille hommes furent embarqués sur huit vaisseaux de guerre et soixante-dix bâtiments de transport ; Forbin Janson commandait la flotte ; ses troupes étaient sous les ordres de M. de Grasse, plus tard maréchal de Matignon. Le prince fut comblé de riches présents par Louis XIV, qui, en lui donnant une épée enrichie de diamants, lui dit comme autrefois à son père : que le meilleur vœu qu'il pût faire pour lui était de ne le revoir jamais. Au bruit de cet armement redoutable, le parlement anglais prit d'énergiques mesures. Chacun

Expédition française pour le prétendant.

1708.

fut invité à prêter le serment d'abjuration : l'*habeas corpus* fut suspendu pour tout individu arrêté comme suspect de trahison : le prétendant et ses adhérents furent déclarés traîtres et rebelles, et les clans d'Ecosse furent affranchis de tout vasselage envers les chefs qui s'armeraient contre la reine : une flotte fut armée à la hâte, et fit voile pour l'Ecosse sous la conduite de sir George Byng. Ces résolutions promptes et vigoureuses firent avorter l'entreprise. George Byng arriva dans le golfe d'Edimbourg presque aussitôt que le prétendant et l'escadre française. Celle-ci fit force de voiles pour s'éloigner, échappa à la flotte anglaise et rentra dans Dunkerque après avoir été un mois entier battue par la tempête. Ainsi furent déjoués les projets d'invasion, et tous les frais de l'expédition furent perdus pour la France. La terreur régna en Ecosse; une foule de personnes de marque, connues par leur attachement au prétendant ou suspectes furent arrêtées : on emprisonna les unes au château d'Edimbourg, les autres furent conduites à Londres et enfermées à la Tour et à Newgate. Le malheureux succès de cette entreprise du prétendant affermit le gouvernement whig et eut une influence favorable sur les élections[1]. Elles se firent à cette époque, et une majorité décidée fut acquise aux whigs dans les communes.

Avortement de l'expédition.

Elections whigs.

1708.

Succès des coalisés en Flandre.

Libre alors d'inquiétudes pour l'Angleterre, Marlborough repassa sur le continent et s'entendit, dans les Pays-Bas, avec le prince Eugène et le grand-pensionnaire Heinsius à l'effet de pousser avec vigueur les opérations

1. Burnet, *ut supra*.

militaires. L'armée de Flandre, sous les ordres du duc de Vendôme, forte de cent mille hommes, était le dernier espoir de la France. Louis XIV y envoya son petit-fils le duc de Bourgogne, pour y commander conjointement avec Vendôme, et la mésintelligence de ces deux chefs eut pour résultat la défaite d'Oudenarde et la prise de Lille, malgré la belle défense de Boufflers. L'armée, découragée, laissa prendre Gand et Bruges, puis successivement tous les postes militaires ; le chemin de Paris était libre, et un parti hollandais, s'avançant jusqu'auprès de Versailles, enleva sur le pont de Sèvres le premier écuyer du roi, qu'il prit pour le dauphin.

Défaite des Français à Oudenarde. 1708.

La guerre avait épuisé toutes les ressources de la France. Louis XIV demanda ouvertement la paix aux Hollandais ; mais son négociateur, le président Rouillé, ne trouva en Hollande que hauteur et mépris : on refusa longtemps de l'entendre ; enfin on lui signifia qu'il fallait que le roi rendît l'Alsace et une partie de la Flandre, et contraignît lui-même son petit-fils à descendre du trône. Le vieux monarque répondit : « Puisqu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants. » Par son ordre, les prétentions de ses ennemis furent publiées dans son royaume, où l'indignation réveilla le patriotisme, et la France redoubla d'efforts : mais Villars perdit en Flandre contre Eugène et Marlborough réunis la sanglante bataille de Malplaquet, quoiqu'il eût tué vingt mille hommes aux ennemis et n'en eût perdu que huit mille : plusieurs places tombèrent au pouvoir des alliés, et Mons même succomba. Louis fit alors de nouveau violence à sa fierté, et des conférences pour la paix s'ouvrirent à Gertruydenberg. Là il offrit de

Nouvelle défaite à Malplaquet. 1709.

Congrès de Gertruydenberg 1710.

Propositions de Louis XIV.

ne donner aucun secours à son petit-fils, de rendre Strasbourg et Brisach, de renoncer à la souveraineté de l'Alsace, de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philisbourg, de combler le port de Dunkerque, enfin, de laisser à la Hollande Lille, Tournay, Ypres et plusieurs autres places en Flandre; il fléchit même jusqu'à offrir un million par mois pour aider les alliés à détrôner son petit-fils : tout fut vain; ils voulurent qu'il s'engageât seul à le chasser de l'Espagne. Les conférences furent rompues et suivies d'une alliance plus étroite et d'une convention nouvelle conclue entre la Hollande et l'Angleterre. Celle-ci, célèbre sous le nom de *traité de la barrière*, fut l'œuvre de l'habile plénipotentiaire anglais lord Townshend : l'Angleterre assurait à la Hollande en Flandre la possession de plusieurs places importantes, comme une barrière contre la France, la Hollande s'engageait de son côté à concourir de tout son pouvoir à la défense et au maintien de la succession protestante en Angleterre.

Traité de la barrière, entre l'Angleterre et la Hollande. 1710.

La France, accablée, semblait aux abois; des événements inespérés la sauvèrent. La fortune lui revint d'abord en Espagne, où, depuis la glorieuse journée d'Almanza, elle avait déserté les drapeaux de Philippe V. Le général Stanhope, à la tête des forces anglaises, avait eu, en 1708, de brillants succès : il avait enlevé Port-Mahon et Minorque, dont l'Angleterre se fit aussitôt céder la possession par l'archiduc Charles : la flotte anglaise s'était emparée de la Sardaigne : la France, épuisée, avait paru abandonner l'Espagne à elle-même, et deux nouvelles victoires de Stanhope, en 1710, à Almanara et à Saragosse, avaient de nouveau forcé Philippe V à évacuer sa capitale,

Opérations en Espagne. 1708-1710.

où rentra l'archiduc. Mais aussitôt après la rupture des conférences de Gertruydenberg, Louis XIV fit un dernier effort en Espagne : Vendôme y reparut, et son nom fit des prodiges; il rallia l'armée espagnole, et se vit bientôt à la tête de vingt-quatre mille hommes avec lesquels il manœuvra habilement dans la Castille, tandis que le maréchal de Noailles, avec une armée française, entrait en Catalogne. Charles, à son tour, évacua Madrid, et les confédérés se replièrent sur l'Aragon, suivis et serrés de près par Vendôme.

Une révolution survenue à la cour d'Angleterre fit encore plus pour la France, que le succès de ses armes dans la Péninsule. Cette révolution, qui fut précipitée et même déterminée en apparence par la plus mesquine de toutes les intrigues, avait ses racines dans la situation religieuse du royaume et dans l'inclination très-prononcée de la reine pour les doctrines étroites et absolues de la haute Eglise. Ces doctrines étaient alors fort en crédit dans la multitude, et se liaient avec celles de l'obéissance passive et de la prérogative royale sans limites : elles avaient à Londres pour un de leurs principaux interprètes, un prédicateur fanatique, le docteur Sacheverell, d'une intelligence médiocre, mais en revanche absolu, opiniâtre et violent à l'excès, suppléant au goût par la logique des écoles et au talent par la passion, tel enfin qu'il faut être pour dominer et entraîner les masses en flattant leurs erreurs ou leurs préjugés. Ce docteur, dans un discours fameux prononcé à Saint-Paul le 6 novembre 1709, jour anniversaire de la conspiration des poudres, avait attaqué ouvertement les dissidents et leurs protecteurs, et, par de nombreuses allusions à la conduite

Affaire du docteur Sacheverell.

1709.

du gouvernement, autant que par de vives attaques contre tous les principes des libertés publiques, il avait fait le procès à la dernière révolution et à la constitution même du royaume. La chambre des communes, où les whigs étaient alors en majorité, fit une motion contre le prédicateur téméraire : les ministres, et surtout Godolphin, désigné par le prédicateur sous le nom injurieux de *Volpone* [1], firent, malgré tous les efforts de lord Somers et de Marlborough, cause commune avec la majorité de la chambre; ils grandirent ainsi outre mesure l'importance du docteur en soutenant l'accusation. Plusieurs membres du cabinet figurèrent dans le comité accusateur. Sacheverell fut traduit devant la cour des pairs, et ce procès causa une agitation immense dans le public. La question, de particulière qu'elle était d'abord, était devenue générale; elle touchait aux intérêts vitaux de la nation, aux principes constitutifs de la société, et les points les plus importants furent débattus : on examina les principes mêmes du gouvernement civil, le contrat qui unit la royauté au peuple, les limites de l'obéissance et celles

Procès et condamnation de Sacheverell.

1. C'est *le Renard*, personnage de la célèbre comédie satirique de Ben Johnson. Lord Somers n'y était pas moins violemment attaqué par le docteur : on en jugera par l'extrait suivant : « Il y a une autre sorte de gens, dit Sacheverell, qui sont pour la neutralité en religion, mais qui n'ont en réalité aucune religion, qui sont une sorte de révérends athées, se disant de l'Eglise et se mêlant quelquefois au troupeau, mais qui appartiennent indistinctement à toutes les communions, c'est-à-dire à pas une. Ces gens-là ne sauraient voir ni péché ni danger dans le schisme, et parleront bien haut d'union, de compréhension, de modération, toutes expressions hypocrites par lesquelles ils n'entendent autre chose que d'attraper des places et de l'argent, se ménageant avec des personnes de toute nuance et de tout parti, irrésolues entre le maintien des diversités d'opinion, et la réconciliation de Dieu et de Bélial pour un vil gain. » (*State Trials.*)

dans lesquelles le droit de résistance peut s'exercer : cette affaire, enfin, devint un champ de bataille pour tous les partis en guerre depuis un siècle, et, dans cette lutte, le vent de l'opinion publique fut contraire au gouvernement. Aux yeux d'une multitude prévenue, l'apparence même de la persécution suffit souvent pour donner un corps à des fantômes et pour changer l'indifférence en préoccupation ardente et la sympathie en enthousiasme : l'opinion voulut voir dans Sacheverell une victime, et prit feu pour lui dans la capitale et dans les comtés. Une sentence de condamnation fut rendue plutôt contre les sermons incriminés, et qui furent voués aux flammes, que contre leur auteur, qui échappa aux peines de l'amende et de la prison. Ses partisans virent un acquittement et un sujet de triomphe dans cette condamnation timide et ainsi mitigée : Sacheverell eut à la fois aux yeux de la multitude les avantages de la persécution pour une cause réputée sainte et les bénéfices de la victoire : il fut porté en triomphe dans les rues de Londres, alla d'église en église rendre de solennelles actions de grâces, et la multitude fit des feux de joie en son honneur [1]. Il parcourut ensuite un grand nombre de comtés et reçut partout un accueil enthousiaste. Cette manifestation de l'opinion fut si violente et en apparence si générale, que l'opposition tory conçut l'espoir, dans le cas où le parlement serait dissous, d'obtenir une modification profonde dans la composition des communes. Saint-John et Harley en jugèrent ainsi [2] : « La partie est gagnée, » dit Harley du fond

Ovation populaire.

1. Sacheverell reçut 3,000 guinées d'un proselyte anonyme.

2. Les ministres, dit Saint-John, avaient un prédicant à cuire, et ils l'ont rôti à un feu si violent, qu'ils s'y sont brûlés eux-mêmes.

de sa retraite, en apprenant le procès Sacheverell, et il revint à Londres pour attiser le feu de la passion populaire[1], et nouer de nouvelles intrigues avec la reine qui la partageait, et qui, depuis longtemps, méditait de renverser son ministère. Elle était entretenue dans cette pensée par sa nouvelle favorite, Abigaïl Masham : celle-ci, après avoir supplanté dans son affection lady Marlborough, sa parente, continuait à caresser les penchants de la reine pour les torys, et payait d'ingratitude son ancienne bienfaitrice. La duchesse avait déjà fatigué sa souveraine de son orgueil tyrannique, et à une intimité étroite et bizarre avait succédé, dans le cœur blessé de la reine Anne, la froideur, l'aversion, et enfin un vif désir de s'affranchir d'un joug devenu chaque jour plus pesant. Abigaïl Masham et son parent Harley s'entendirent pour nourrir ce vœu de la reine et pour en préparer l'accomplissement ; ils lui peignirent la nation lasse d'onéreuses victoires, l'Eglise menacée dans son existence et leur souveraine dans sa dignité par un cabinet audacieux : les trahisons et les concussions de Marlborough furent habilement rappelées ; ils n'eurent garde d'effrayer la reine en l'invitant à braver les hasards d'une complète révolution de cabinet ; il s'agissait pour elle de recouvrer sa propre liberté, de s'affranchir de la domination exclu-

1. Les amis et les ennemis du docteur Sacheverell, sont d'accord pour nous le représenter comme aussi dépourvu de cœur que d'intelligence : mais il était considéré comme la vivante expression d'une doctrine populaire, comme le champion et le martyr de la cause de la haute Église, et la multitude qui considère toujours les personnes plutôt que les principes ne peut être gagnée à ceux-ci que lorsque les maximes, dont l'évidence est le plus manifeste, lui apparaissent personnifiées dans quelqu'un de ses favoris. (Lord Mahon, *Hist. d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht*, chap. I.)

sive d'un parti, et le temps de la dissimulation était passé.

La duchesse de Marlborough avait vu en frémissant diminuer chaque jour son ascendant sur sa maîtresse; elle crut la ramener en s'éloignant d'elle : elle s'abusait, et lorsqu'ensuite elle voulut s'en rapprocher, il était trop tard : elle demanda une audience et abaissa sa fierté jusqu'à répandre des larmes. Tout fut vain : Anne demeura insensible et la congédia en lui refusant toute explication. Les torys l'emportaient; Anne était résolue : mais rien ne transpirait encore, aucun changement public n'avait été fait ni dans les charges de la cour ni dans le ministère : la reine n'y procéda qu'avec prudence et lenteur. Au mois d'avril le parlement fut prorogé; elle se crut plus libre et commença par appeler près d'elle un homme très-considérable sous le dernier règne et d'un caractère généralement honoré, quoique timide et irrésolu, le duc de Shrewsbury, absent depuis plusieurs années. Il s'était récemment aliéné les whigs en votant pour l'acquittement du docteur Sacheverell [1] : ce vote lui gagna la faveur de la reine, qui le nomma grand-chambellan. Peu de jours après, deux autres nominations plus significatives ne laissèrent aucun doute sur les véritables intentions de la reine; le gendre même de Marlborough, le comte de Sunderland, fut remplacé par lord Darmouth comme secrétaire d'Etat, et le lord-trésorier Godolphin fut congédié : la trésorerie fut remise en commission sous la

Disgrâce de la duchesse de Marlborough et chute du cabinet whig.

1710.

1. Selon Burnet, le duc de Shrewsbury, dans les dernières années du règne précédent, s'était déjà rendu suspect aux whigs, qui lui attribuaient en partie la résolution qu'avait prise Guillaume d'appeler des torys dans son conseil. (*Histoire de mon temps.*)

direction d'Harley, nommé chancelier de l'échiquier et sous-trésorier. La reine ayant résolu de donner sa confiance aux torys, la chambre des communes, où les whigs dominaient, ne pouvait plus être conservée, et quoique le parlement n'eût encore que deux années d'existence, il fut dissous. Les élections furent faites sous la double et irrésistible influence du désir de plus en plus général d'une paix prochaine et de l'émotion populaire excitée par le procès du docteur Sacheverell : elles tournèrent à l'avantage des torys : la reine, affranchie de toute crainte en voyant sortir du scrutin une majorité selon ses vœux, compléta la révolution ministérielle, et l'administration tory fut constituée. Le comte de Rochester, qui avait été précédemment écarté par les whigs, remplaça lord Somers comme président du conseil; le chancelier Cowper céda le grand sceau à sir Simon d'Harcourt; Saint-John fut secrétaire d'Etat; George Granville succéda, en qualité de secrétaire de la guerre, à Robert Walpole, et le duc d'Ormond fut nommé lord-lieutenant d'Irlande. La reine se crut délivrée après avoir brisé un cabinet qu'on lui avait dépeint comme une junte oppressive; et ainsi fut abandonnée, par l'effet d'une intrigue de cour, la grande politique de Guillaume III, continuée depuis trois ans au delà des limites nécessaires par Marlborough et Godolphin.

Dissolution du parlement. Oct. 1710.

Élections.

Formation du cabinet tory. 1710.

Cette révolution ministérielle coïncida presque avec de grands revers subis par les armes anglaises en Espagne. Le général Stanhope, dans la retraite de l'armée en Aragon, se vit, à la fin de novembre, enveloppé et assailli par l'armée française dans la petite place de Brihuega : contraint de se rendre après avoir épuisé toutes ses mu-

Capitulation de Stanhope à Brihuega. 1710.

nitions dans une héroïque défense de vingt-quatre heures, soutenue à la fois contre les ennemis du dehors et contre les habitants [1], il fut fait prisonnier avec son corps d'armée de 5,000 hommes. Le lendemain, Vendôme battit à Villaviciosa le reste de l'armée confédérée : cette glorieuse victoire sauva la couronne de Philippe V. Ce prince, après la bataille, excédé de fatigue, témoignait le besoin de dormir : « Sire, lui dit Vendôme, je vais vous faire préparer le plus beau lit où jamais roi ait couché ; » et il fit étendre à l'ombre d'un arbre les drapeaux enlevés à l'ennemi.

Victoire de Vendôme à Villaviciosa.

Nov. 1710.

Cette grande défaite fut connue en Angleterre, peu de jours après l'ouverture du nouveau parlement : elle y fit voir de nouveaux sacrifices nécessaires pour un résultat incertain et rendit la paix plus désirable encore aux torys qui, depuis longtemps, blâmaient la guerre, et qui maintenant dominaient dans le cabinet comme dans les communes.

III

Paix d'Utrecht. — Fin du règne d'Anne. — Succession de la maison de Brunswick-Hanovre.

1711 — 1714.

Les charges de la guerre retombaient principalement sur les propriétaires du sol, et l'un des premiers bills de la session, relatif aux conditions à remplir pour être élu membre des communes, marqua dans le parlement la prédominance des intérêts fonciers sur ceux qui avaient

Bill relatif au cens pour la représentation.

1711.

1. Les Espagnols étaient si animés contre l'archiduc et les Anglais, qu'ils démolirent leurs propres maisons pour écraser l'armée anglaise sous les débris. (Contin. de Rapin Thoyras, l. XXVI.)

pour base le crédit et les valeurs mobilières. Par ce bill six cents livres sterling de revenu en fonds de terre, furent exigées de quiconque aspirait à représenter un comté au parlement, et il en fallait trois cents pour représenter un bourg. Le but de la majorité était d'exclure ainsi les commerçants du parlement [1], et ce vote fut considéré par l'opinion whig comme une atteinte grave portée à la liberté des suffrages : un autre acte du parlement annonça une tendance marquée à la paix en autorisant sur des bâtiments neutres l'importation des vins de France. Les torys alors avaient pour eux le peuple fatigué de la guerre et la reine qui l'avait entreprise à regret : la réaction ne rencontrait plus aucune sérieuse résistance et devenait plus rapide et violente. Déjà Harley, si habile à se ménager entre tous, voyait diminuer son influence : on lui reprochait ses temporisations, ses manœuvres sourdes et tortueuses et aux yeux de son parti triomphant il ne paraissait plus ni assez pur, ni assez dévoué. Un événement imprévu raffermit son crédit : il faillit périr sous les coups d'un Français nommé Guiscard, homme perdu de dettes et de mœurs, espion à la solde des jacobites et traître envers la reine dont il était ouvertement pensionné. Dénoncé par Bolingbroke et amené dans la salle du conseil, il voulut entraîner avec lui un des ministres auquel il imputait sa perte. Saint-John était hors de son atteinte, l'assassin s'élança sur son collègue le chancelier de l'Échiquier et le frappa de deux coups de canif près du cœur. La vie d'Harley parut quelque temps menacée, et ses blessures le rendirent l'objet de la sym-

Tentative d'assassinat sur Harley.

1. Smollet, *Hist. d'Anglet.*, *règne d'Anne.*

pathie générale : on y vit la preuve qu'il était pur de toute intrigue avec les jacobites et avec la France. L'horreur inspirée par cet attentat devint funeste aux papistes, contre lesquels la stricte exécution des lois fut ordonnée, et un bill fut rendu, déclarant crime de félonie, sans bénéfice du clergé, tout attentat contre un conseiller privé. Harley atteignit alors l'apogée de sa fortune : il fut élevé à la pairie avec le titre de comte d'Oxford, et le comte de Rochester, président du conseil, étant mort, Harley, nommé lord trésorier, fut reconnu pour chef du cabinet.

Un seul puissant adversaire restait à vaincre pour les torys : Marlborough demeurait à la tête de l'armée, défendu par sa gloire. La guerre seule pouvait le maintenir, et ses ennemis aspiraient plus fortement encore à la paix, par l'espoir de le renverser et de rendre leur victoire plus complète. Au début de la crise, Marlborough s'était tenu à l'écart; mais au bruit des coups répétés qui avaient frappé ses amis et ses proches, il était revenu à Londres, où il essaya vainement de dominer la situation. Il n'y reçut pas des deux chambres du parlement les hommages accoutumés, et se vit attaqué par les feuilles publiques avec la plus amère violence : ses lauriers naguère couvraient ses vices, ceux-ci maintenant faisaient oublier ses exploits. Ce fameux vainqueur qui avait rétabli sur le continent la gloire des armes anglaises, gagné tant de batailles, soumis tant de villes, humilié la France et pesé d'un si grand poids en Europe, n'était plus, dans les entretiens de la cour et dans une multitude de pamphlets, qu'un vil aventurier, qu'un odieux intrigant. Par son caractère d'ailleurs, par ses nombreuses trahisons sous les règnes précédents, il donnait prise contre lui

aux plus violentes attaques sans pouvoir les imputer à la calomnie. Il vit la reine, dont il ne reçut qu'un froid accueil et il retourna à sa véritable place, au milieu de son armée campée en Flandre [1].

Campagne de 1711.

Il se vengea, dans la campagne de 1711, par de nouveaux succès. Il força le long de l'Escaut et de la Sambre les lignes de Villars réputées imprenables et s'empara de Bouchain, dernière place fortifiée sur cette frontière et l'une des clefs de la France. Ce fut le terme de ses exploits qui n'étaient plus profitables qu'à lui-même. Déjà, depuis trois ans, s'il eût recherché l'avantage de son pays plus que le sien, voyant tous les résultats désirés obtenus par la guerre, il n'eût point persévéré à outrance et sans but dans une politique belliqueuse : celle-ci était maintenant plus que jamais contraire au vœu général comme aux grands intérêts de la nation.

Mort de l'empereur Joseph Ier. Succession de l'archiduc Charles au trône impérial. 1711.

L'empereur Joseph Ier, successeur de Léopold en 1705, venait de mourir, et sa mort avait appelé à la succession de tous les états héréditaires de la maison d'Autriche son frère l'archiduc Charles, concurrent de Philippe V et reconnu roi d'Espagne par la coalition sous le nom de Charles III. Six mois plus tard il fut élu empereur [2], et tandis qu'il montait ainsi rapidement au faîte et acquérait d'immenses forces, Louis XIV était frappé dans sa vieillesse d'une suite de malheurs domestiques qui le rendaient un objet de respectueuse compassion même pour ses ennemis. Aux yeux de tout esprit impartial l'équi-

1. Selon Coxe, son savant biographe, Marlborough se fit violence pour reprendre son commandement après la chute du cabinet wigh, et ne céda qu'aux instances réitérées du prince Eugène et de tous les chefs de la coalition. (*Mémoires du duc de Marlborough*, vol. V, p. 430.)

2. Il prit alors le nom de Charles VI.

libre européen dans l'intérêt duquel la grande alliance avait été formée eût été plus compromis par la réunion sur la même tête, de toute la monarchie espagnole, des états autrichiens et de l'empire que par le maintien d'un Bourbon sur le trône d'Espagne[1]. Mais l'évidence ne frappe point les yeux des partis, et les whigs qui avaient eu la plus grande part dans la conduite de la guerre voulaient encore la poursuivre, bien que les raisons pour la continuer fussent en désaccord avec celles qui l'avaient fait entreprendre. Le vœu de la reine pour la paix était conforme à l'intérêt public, et déjà, depuis quelques mois, un homme célèbre dans les lettres anglaises, Matthieu Prior, avait été envoyé en France pour y commencer des négociations qui furent continuées à Londres dans le plus grand secret. Elles eurent pour bases principales la reconnaissance par le gouvernement français de la succession protestante en Angleterre, le maintien de Philippe V comme roi d'Espagne et des Indes, la séparation des couronnes de France et d'Espagne, une barrière accordée à la Hollande et une autre à l'empire comme garantie contre la France, des avantages commerciaux enfin pour l'Angleterre, ainsi que la cession de Gibraltar et de Minorque et de divers territoires dans l'Amérique du Nord.

Négociations pour la paix. 1711.

Les négociations duraient encore au début de la nouvelle session du parlement (novembre 1711). La reine, dans son discours d'ouverture, se dit résolue à tenir ses engagements avec ses alliés, mais elle fit entendre que la paix lui paraissait désirable. L'adresse des communes fut rédigée selon ses vœux; mais les whigs,

1. Ces vérités furent développées avec force par le célèbre de Foe.

les partisans de la guerre et de Marlborough étaient encore en majorité dans la chambre des lords, et dans leur réponse au discours de la couronne ils insistèrent avec force sur la nécessité de poursuivre la guerre avec vigueur. Quelques pairs torys unirent leurs voix à celle des whigs : à leur tête était le comte de Nottingham, ancien ministre de Guillaume III et en grande estime auprès de lui. Nottingham était également zélé pour la haute Église et pour la succession protestante : il ne voyait pas sans beaucoup d'ombrage les Stuarts à la cour de France : les Bourbons leurs alliés, lui paraissaient toujours, malgré les revers des deux dernières années, également à craindre, et il fut le principal auteur de l'adresse belliqueuse présentée par la chambre à la reine. Mais il fit payer cher aux whigs l'appui qu'il leur donnait : ceux-ci, par une transaction dont les annales parlementaires offrent de nombreux exemples, pour conserver l'appui de Nottingham et de ses amis, zélés partisans de la haute Église, firent le sacrifice de leurs principes sur la tolérance religieuse et consentirent à voter le bill célèbre contre la conformité occasionnelle, présenté au début du règne. Ce bill, adouci dans ses clauses les plus rigoureuses, fut enfin converti en loi et déshonora cinq ans les statuts du royaume.

Adresse belliqueuse de la chambre des pairs. 1711.

Vote du bill contre la conformité occasionnelle. 1712.

La reine cependant était résolue à conclure la paix et quoique dissimulant encore, elle y travaillait de concert avec ses principaux ministres Oxford et Bolingbroke. Elle oublia trop, dans son impatience, que l'Angleterre était en état d'en dicter les conditions plutôt que de les recevoir et poursuivit son but pour la ruine de Marlborough et des siens avec l'ardeur que donne une haine péniblement

contenue et la révolte contre une trop longue sujétion. Elle voulut que sa chute parût l'effet d'un châtiment plutôt que d'une disgrâce et se tint comme à l'affût des occasions les plus propices pour l'accabler. Elle n'eut qu'à choisir, et Marlborough, non moins cupide qu'ambitieux, convaincu de concussion pour avoir reçu en présent six mille livres des fournisseurs de l'armée, fut dépouillé de tous ses emplois [1]. La reine lui donna le duc d'Ormond pour successeur dans le commandement de l'armée de Flandre et lui enjoignit d'éviter toute action décisive. Elle assura le triomphe de l'opinion favorable à la paix en recourant à un acte, ressource extrême de la prérogative dans les situations les plus graves, et modifia, par la création de douze nouveaux pairs, la force respective des partis dans la chambre des lords où les torys balancèrent la majorité qu'ils avaient conquise dans les communes. Celles-ci partageaient l'animosité de la reine contre ceux des whigs dont elles redoutaient l'influence ou les talents : de ce nombre était Robert Walpole, secrétaire de la guerre sous l'administration précédente : une dénonciation qui inculpait son intégrité dans les fonctions qu'il avait récemment remplies [2], fut légèrement accueillie par la chambre, qui l'expulsa de son sein et l'envoya à la Tour. Le bourg qu'il représentait l'ayant

Création de douze pairs.

1. Il est fort difficile de concilier ce que nous savons de l'ambition, de l'avarice sordide et des perfidies de Marlborough avec l'éloge magnifique que nous a laissé de ce grand capitaine l'historien Coxe (t. V, 402-404).

2. Il s'agissait de 500 livres sterling données en présent à un protégé de Walpole, par les entrepreneurs d'une fourniture de fourrages. Walpole est faiblement inculpé sur ce point dans l'histoire du tory Smolett, et lord Brougham semble avoir réduit le fait à son exacte valeur, sans cependant le justifier. (*Historical Sketches*. Appendix. Sir Robert Walpole.)

nommé une seconde fois, les communes le déclarèrent incapable d'être élu pour le parlement actuel.

Procédés violents des communes.

1711.

La majorité triomphante suivit inconsidérément, comme toujours, la pente où l'entraînaient ses instincts aveugles. Mécontente de l'organisation disciplinaire de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse, elle vota une série de résolutions blessantes pour elle, et qui attentaient à son indépendance, quoique l'acte qui la constituait fût une des clauses fondamentales du traité d'union. Elle mit ainsi en péril le maintien même de cette union, dont le rappel fut demandé en Ecosse et sérieusement discuté dans la chambre des lords. Les communes, enfin, ne montrèrent pas moins de passion en attaquant le traité de *la barrière*, conclu avec les Hollandais après la rupture des conférences de Gertruydenberg, et où elles voyaient un obstacle à la paix. Les états généraux remontrèrent vainement à la reine que la conservation d'une barrière dans les Pays-Bas était aussi nécessaire à l'Angleterre qu'à la Hollande comme garantie de l'équilibre européen; les communes passèrent outre, elles déclarèrent contraire aux intérêts du pays ce traité célèbre, et ennemi du royaume le vicomte Townshend qui l'avait négocié.

Le prince Eugène à Londres.

1711.

La paix désormais paraissait certaine : des deux grands capitaines qui avaient fait à la France de si profondes blessures, le prince Eugène demeurait seul à la tête des armées confédérées : nul mieux que lui n'était en état d'apprécier tout ce que la cause des alliés perdait en perdant Marlborough. Il conçut une vive douleur de sa disgrâce, et vint en Angleterre dans l'espoir d'y relever la politique de la grande alliance. Il reçut l'accueil mérité

par sa valeur et son génie[1], mais ses efforts furent impuissants : de nouvelles conférences pour la paix s'ouvrirent publiquement à Utrecht au commencement de l'année 1712, et les efforts des négociateurs furent secondés par les éclatants succès que le maréchal de Villars obtint dans la campagne suivante sur les Hollandais et les Impériaux.

Il était en Flandre avec cent quarante bataillons contre Eugène qui en commandait cent soixante, et qui, après s'être emparé du Quesnoy, assiégeait Landrecies. L'Escaut, la Sambre et la Seille, couvraient l'armée d'Eugène, et celui-ci avait en outre un camp retranché à Denain, sur l'Escaut. Le duc d'Albermarle, général des Hollandais, gardait les lignes qui joignaient ce camp au fleuve. Villars se décide à les attaquer pour forcer ensuite le camp de Denain : il masque ce projet par de fausses démonstrations sur la Sambre, tandis que le gros de son armée attaque les lignes d'Albermarle et marche sur les redoutables retranchements de Denain. Eugène accourait, et déjà ses têtes de colonne débouchaient du côté de l'Escaut : le temps pressait : l'infanterie française reçoit sans plier un feu terrible; elle fond sur les redoutes, les emporte, et Villars poursuit les vaincus sur le fleuve : les ponts se rompent sous la multitude des fuyards, tout

Victoire de Villars à Denain. 1712.

1. On cite de lui, à cette époque, quelques mots heureux. Le lord trésorier, chef du cabinet, s'étant félicité, dans un dîner qu'il lui donnait, d'avoir reçu à sa table le plus grand capitaine de l'Europe : « Si je le suis, dit Eugène, c'est grâce à Votre Seigneurie. » L'auteur d'un libelle contre Marlborough ayant dit que ce général avait eu peut-être une heureuse chance dans sa vie : « C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, dit Eugène, puisqu'il a toujours été heureux. »

est pris ou tué. Eugène ne put franchir l'Escaut : Marchiennes, Douay, le Quesnoy, se rendirent successivement, et les frontières de la France furent en sûreté.

Le duc d'Ormond, à la tête de l'armée anglaise sur le continent, était resté inactif, fidèle observateur des ordres de la reine durant les derniers événements, et sa conduite, que les partisans de la guerre qualifiaient de trahison, avait soulevé de violents orages au sein du parlement. Le cabinet néanmoins persévéra dans ses vœux pour la paix, dont la victoire de Villars à Denain hâta la conclusion. La Hollande et l'Empire tentèrent en vain d'y mettre obstacle[1] : elle fut signée à Utrecht en avril 1713, entre la France, la Grande Bretagne, la Savoie, la Prusse, le Portugal et les états-généraux. Les principaux articles portaient que Philippe V serait reconnu comme roi d'Espagne et des Indes, à la condition de renoncer à tous ses droits à la couronne de France[2]. La France reconnut la succession protestante dans la maison de Hanovre, et le prétendant fut contraint de quitter le royaume[3]. La Sicile fut donnée au duc de Savoie avec le titre de roi ; les Anglais eurent Minorque et Gibraltar : la France leur céda la baie d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve et Saint-Christophe : Louis XIV garantit la succession au trône anglais dans la ligne protestante; il reçut garnison anglaise dans Dunkerque, dont il promit de démolir le port qui lui

Paix d'Utrecht. Avril 1713.

1. La Hollande et l'Angleterre étaient en mefiance l'une vis-à-vis de l'autre, chacune d'elles aspirant à obtenir les conditions les plus favorables pour son commerce (Heeren, *ut suprà*).

2. D'autre part, une renonciation formelle à la couronne d'Espagne fut exigée des ducs de Berry et d'Orléans.

3. Ce prince se retira en Lorraine.

avait coûté des sommes immenses. Il abandonna une partie de ses anciennes conquêtes dans les Pays-Bas, et recouvra Lille et quelques autres places : l'électeur de Brandebourg fut reconnu roi de Prusse, et obtint la principauté de Neufchâtel et la Haute Gueldre en échange de la principauté d'Orange, que la maison de Nassau avait cédée à celle de Brandebourg, et que la France conserva. Un traité de commerce fut en outre conclu entre la France et l'Angleterre : le principe du libre échange fut reconnu, sauf pour un petit nombre de marchandises. Deux articles de ce dernier traité, qui abolissait toute loi frappant les denrées de France d'un droit plus élevé que celles des autres pays, furent l'objet de vives attaques dans la cité et le parlement : ils étaient une violation évidente de la convention précédemment conclue entre l'Angleterre et le Portugal, et les articles 8 et 9, qui consacraient plus particulièrement le libre échange, furent rejetés [1].

Traité de commerce entre la France et l'Angleterre. 1713.

La paix avec l'Espagne, différée par les intrigues de la princesse des Ursins, fut conclue trois mois plus tard. Cette puissance, par un traité signé à Madrid en juillet 1713, céda à l'Angleterre Gibraltar et Minorque, et en conséquence d'une convention précédente passée avec la compagnie de l'*Assiento des Nègres* [2], elle accorda aux Anglais un privilége de trente ans pour importer annuel-

Paix avec l'Espagne. Traité de Madrid. Juillet 1713.

1. Ce traité, dit lord Mahon, eût été désastreux pour les manufactures naissantes de l'Angleterre.

2. La fameuse compagnie de l'*Assiento* avait été spécialement formée pour le commerce des esclaves nègres, et, en comparant l'odieux privilége réclamé à cette époque par l'Angleterre, avec tous ses actes prohibitifs de la traite dans le siècle suivant, on est frappé des progrès de la civilisation et de l'esprit chrétien dans la politique européenne.

lement quatre mille huit cents nègres en Amérique, et en outre la permission d'expédier tous les ans un navire de cinq cents tonneaux à Porto-Bello : elle s'engagea enfin à n'aliéner aucune de ses immenses colonies et à ne point donner de privilége à une autre nation pour le commerce des Indes. L'Espagne fit d'autres traités avec la Hollande, le Portugal et la Savoie, et adopta les clauses des traités conclus par la France avec ces divers Etats.

L'empereur Charles VI refusa d'abord de coopérer à la paix d'Utrecht : il y fut contraint par de nouveaux succès que Villars obtint sur Eugène : celui-ci reçut enfin l'ordre de négocier : un premier traité fut signé entre eux à Rastadt, et le 9 septembre suivant, la paix définitive fut conclue à Bade entre la France, l'empereur et l'Empire. L'empereur obtint les Pays-Bas, le Milanais, le royaume de Naples, démembrés de la monarchie espagnole ; il recouvra Fribourg et tous les forts sur la droite du Rhin ; la France conserva Landau et la rive gauche du fleuve : l'électeur de Bavière fut rétabli dans ses droits et dignités, et tous les princes souverains de l'Empire rentrèrent dans leurs possessions.

Paix de Bade. Sept. 1713.

Telle fut la fin de cette guerre sanglante qui avait duré douze années. Personne en Angleterre n'avait pris aux négociations pour la paix une part plus active que le secrétaire d'Etat Saint-John, et déjà la reine l'avait récompensé en l'élevant à la pairie avec les titres de baron de Saint-John et de vicomte de Bolingbroke ; mais l'opinion publique se montra sévère. Le traité d'Utrecht, que le parti de la cour célébra comme une conquête, fut au contraire flétri comme une trahison par les whigs et par une partie considérable de la na-

Considérations sur la paix d'Utrecht.

tion [1]. Il assurait, il est vrai, d'importants avantages à l'Angleterre, mais en même temps il cédait ce qui avait été l'objet capital de cette longue lutte, en accordant l'Espagne et l'Amérique à un Bourbon, au petit-fils de Louis XIV. Cette grande concession, nous l'avons dit, était devenue nécessaire par suite de l'avénement de l'archiduc Charles a la succession des Etats héréditaires de la maison d'Autriche et de son élévation à l'empire : mais il est à présumer que le gouvernement anglais aurait pu imposer ou obtenir des conditions meilleures; ce fut surtout par la manière dont les négociations furent conduites qu'il encourut de justes reproches. « Qu'un gouvernement, dit à ce sujet un éminent historien, ait conspiré contre des alliés sans le concours desquels il s'était engagé à ne point traiter; qu'il ait retiré ses troupes au milieu d'une campagne, laissant ses confédérés exposés à être écrasés par des forces supérieures; qu'il ait trompé ceux-ci par une fausseté insigne; qu'il ait enfin représenté la reine triomphante de la Grande-Bretagne plus empressée pour la paix que son ennemi vaincu; ce sont là des faits si honteux pour Bolingbroke et même pour Oxford, qu'on peut à peine les pallier en établissant la convenance du traité même [2]. » Mais Bolingbroke était déjà engagé à cette époque dans des intrigues dont le succès ne pouvait être obtenu que d'une pacification avec la France : il avait conçu l'espoir de rétablir les Stuarts sur le trône, et conspirait dans ce but avec les jacobites.

Les circonstances favorisaient ses vues : les élections

1. Burnet, *Histoire de mon temps*
2. Hallam, *Hist. constit. d'Angleterre*, c. XVI.

générales approchaient, les jacobites protestants agissaient de concert avec les torys, et ceux-ci avaient eu l'art de montrer au peuple le triomphe de leur cause inséparable du maintien de l'Eglise établie. Les whigs étaient affaiblis et découragés. Le résultat des élections leur fut contraire, sans cependant confirmer les espérances des jacobites. L'intérêt religieux s'était réveillé à l'approche du péril, et dans beaucoup de localités les torys qui furent élus étaient eux-mêmes partisans de la succession protestante et de la maison de Hanovre.

Journaux et pamphlets.

Jamais la presse jusqu'alors n'avait eu un rôle aussi considérable dans les affaires du pays. Le compte rendu des chambres n'était pas à cette époque publié par les journaux : les hommes politiques, dans leurs discours, s'adressaient plutôt à leur auditoire qu'au public, et ils avaient recours aux pamphlets pour passionner celui-ci. Quelques écrivains d'un rare talent se distinguaient dans cette lutte ardente, et en première ligne, du côté des whigs, le célèbre Addisson, dont les écrits élégants et purs seront toujours d'inimitables modèles, et le véhément Steele, à la plume mordante et acérée. Les torys, d'autre part, possédaient le libelliste le plus redoutable comme le plus effronté dans l'irlandais Swift, qui, après être entré dans la carrière politique sous le patronage des whigs [1], leur avait prodigué l'insulte et l'outrage en dé-

1. Lord Somers avait été l'un des plus actifs protecteurs de Swift, qui lui dédia une de ses plus célèbres productions, *le Conte du tonneau* (*tale of the tub*). Voyant l'opinion publique revenir aux torys, à l'époque du procès de Sacheverell, Swift déserta son parti : il se lia avec Harley et Saint-John, et dans son journal *l'Examinateur*, il attaqua ses anciens patrons, les ministres whigs, avec une virulence qui ne pouvait se comparer qu'à la bassesse extrême des flatteries qu'il leur avait auparavant prodiguées. Lord Somers surtout fut l'objet de ses furieuses invectives.

sertant leur cause pour celle de leurs adversaires. Cette guerre de pamphlets devint plus acharnée à mesure que le règne approchait de son terme, et alors, comme de nos jours, il était fort difficile d'en modérer la violence. Les ministres, et en particulier Bolingbroke, qui, dans l'opposition, avait fait usage et abus de la presse contre le gouvernement, s'indignaient maintenant de ses attaques[1], et provoquaient contre elle toute la rigueur du parlement. Un premier bill fut publié à l'effet de régulariser l'action de ce nouveau pouvoir, en obligeant de faire connaître, pour chaque feuille, le nom et l'adresse de l'auteur, de l'imprimeur et du libraire : les communes votèrent ensuite une autre mesure tendant à diminuer le nombre des publications périodiques en les frappant de droits considérables. Cette mesure fut impuissante, et elle eut même des résultats contraires à l'attente de ses auteurs, les partis étant toujours plus disposés à faire des sacrifices pour attaquer le pouvoir que pour le défendre, et Swift eut raison de dire que la nouvelle taxe donnait la parole aux ennemis du gouvernement, et condamnait ses partisans au silence[2].

Bill sur les écrits périodiques.

Si la guerre était vive, elle s'expliquait par la gravité de la situation : les destinées de l'Angleterre étaient de nouveau tout entières en jeu : on s'étonne en voyant une foule de protestants zélés donner leur confiance à l'homme qui voilait des projets tendant à la ruine de leur Église en affectant pour elle un zèle ardent et persécuteur ; et il serait impossible.

1. Douze éditeurs de feuilles publiques ou de pamphlets furent en un même jour poursuivis par le sceptique Bolingbroke, dans l'intérêt de la religion, de la morale et de la royauté.

2. Swift, *Four last years of the Queen.*

après l'exemple, encore si récent, du règne de Jacques II, d'expliquer un semblable phénomène si l'on ne savait à quel point les passions sont aveugles et, qu'entre toutes, la plus crédule, lorsqu'on la flatte, est la passion religieuse. L'Angleterre alors donna cet étrange spectacle de deux fractions respectables de la population protestante liguées ensemble pour soutenir l'hypocrite auteur d'une trame criminelle, et l'on vit ceux pour qui l'avenir du royaume était invariablement attaché au maintien de l'établissement religieux, et ceux, en qui la vieille loyauté héréditaire envers la race de leurs anciens rois, parlait plus haut que tout intérêt, donner inconsidérément au sceptique Bolingbroke, leur confiance et leur appui, et agir en cela de concert avec toute la population catholique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Il s'en fallut de peu que le rétablissement du fils de Jacques II n'ait été la conséquence de cet état de choses, et il est hors de doute que si à cette époque le prétendant eût abjuré son culte et fait profession de protestantisme, il aurait pu remonter sur le trône de ses ancêtres. Buckingham et Oxford unirent leurs efforts pour l'y déterminer; ils échouèrent, le fils de Jacques II se souvint, à son honneur éternel, qu'il y a pour l'homme dans une foi intègre et persévérante, dans le respect inviolable de sa propre conscience, quelque chose de supérieur à toutes les couronnes que la terre peut offrir, et par une lettre destinée à circuler parmi ses partisans, il déclara sa résolution immuable de ne recouvrer le sceptre héréditaire ni en dissimulant sa foi, ni en l'abjurant[1]. Cette déclaration,

Le prétendant refuse d'abjurer.

1. Cette lettre se trouve dans la collection de Macpherson, vol. II, p. 525.

digne de louange, le perdit aux yeux des politiques, courtisans perpétuels de la cause triomphante, et qui savaient combien étaient profondes en Angleterre les racines du protestantisme : Oxford était de ce nombre et dès lors il s'arrêta sur la pente périlleuse où l'attirait son collègue Bolingbroke; mais il n'osa le faire trop ouvertement et il continua à louvoyer sans boussole entre les partis, les flattant et les abusant tour à tour. Bolingbroke persévéra, et prit une suite de mesures habiles qui toutes menaient au but. Il modifia l'administration dans un sens tory et même jacobite : sir William Wyndham fut nommé chancelier de l'échiquier, et le comte de Mar, secrétaire d'État pour l'Écosse; Atterbury, membre jacobite du clergé, homme très-éminent par l'intelligence et le talent, et peut-être encore plus ambitieux, fut promu à l'évêché vacant de Rochester : Ormond enfin obtint l'important gouvernement des cinq ports. Il s'agissait de ruiner le crédit de Marlborough dans l'armée : ce grand capitaine ne la commandait plus, mais son esprit y subsistait dans une foule d'officiers qui avaient appris à vaincre sous lui. Les uns, sous différents prétextes, furent congédiés ou privés d'une position active; d'autres furent invités à vendre leurs brevets, et le ministre décida qu'un fonds de 10,000 livres sterling serait destiné à les acquérir d'eux pour ses propres partisans, mesure d'une importance capitale si elle eût été mise à exécution, mais que le lord trésorier fit avorter sans bruit en évitant de pourvoir aux fonds nécessaires.

Conduite habile de Bolingbroke en faveur du prétendant.

Le déclin rapide de la santé de la reine ajoutait aux périls de la situation. La constitution de cette princesse déjà depuis longtemps affaiblie était encore minée par les

combats violents que des intérêts et des affections contraires également respectables, se livraient dans son cœur. Le souvenir de sa conduite passée envers son père lui devenait plus poignant depuis que les principes où elle avait été élevée touchant le droit héréditaire et sacré de la couronne prenaient plus fortement possession de son âme. Son esprit n'était pas de force à comprendre la situation toute nouvelle qu'avaient faite au souverain de la Grande-Bretagne, les grands événements et les actes de 1688, par lesquels elle régnait. Son frère était donc à ses yeux son seul et légitime héritier, et indépendamment de la voix du sang qui l'invitait à lui transmettre sa couronne elle aurait cru faire, en y obéissant, un acte expiatoire et réparateur. Ces puissants mobiles n'étaient combattus dans son cœur que par la religion. Anne était sincèrement attachée à la réformation, elle paraissait avoir compris jusque-là que l'établissement religieux et protestant de l'Angleterre ne pouvait être garanti et maintenu que par un prince protestant; de là ces secrètes agitations et toutes ces luttes intérieures dont une âme plus forte que la sienne aurait pu être ébranlée : de là aussi la violence qu'elle se faisait pour s'abstenir de toute démonstration contraire aux clauses de l'acte célèbre qui transmettait sa couronne à des étrangers à l'égard desquels d'ailleurs elle ne ressentait qu'une ombrageuse jalousie et une insurmontable aversion.

Perplexités de la reine.

Peu de secours était apporté à la cause protestante par ceux qui avaient le plus grand intérêt à ce qu'elle fût bien défendue, par l'électrice douairière de Hanovre, la princesse Sophie, héritière de la couronne, et par le prince George son fils, et celui-ci tenait de la nature ce défaut

de résolution, cette quiétude inactive qui, chez sa mère plus qu'octogénaire, était l'effet des ans. Dans ces circonstances critiques les whigs quoique affaiblis ne s'abandonnèrent pas. Eux seuls étaient tout dévoués à la cause de la succession protestante et leurs principaux chefs, les lords Cowper, Somers et Halifax, mirent tout en œuvre pour l'assurer. Par leur conseil le baron de Schutz, envoyé de Hanovre, exprima le désir du prince électoral George, de passer en Angleterre et de réclamer sa lettre de convocation pour siéger à la chambre des pairs en sa qualité de duc de Cambridge. La reine Anne fut très-offensée de cette demande : peu de jours après, l'électrice Sophie mourut subitement, et le prince George, que la reine désirait tenir éloigné, devint l'héritier immédiat de sa couronne.

Bolingbroke fit en ce moment un nouvel effort pour se concilier davantage, s'il était possible, les partisans de la haute Eglise : il savait que le plus sûr moyen de les gagner était de s'associer à leurs étroits préjugés et à leurs haines religieuses en frappant les dissidents, et, de concert avec Atterbury et avec la reine, il présenta aux chambres l'acte d'intolérance connu sous le nom d'acte du *schisme*, et qui, sur plusieurs points essentiels, frappait les dissidents protestants de la même incapacité dont étaient déjà frappés les catholiques. Cet acte odieux portait que personne ne tiendrait une école publique ou privée, et ne serait admis comme précepteur dans une famille, si d'abord il n'avait souscrit une déclaration de conformité avec l'Eglise anglicane, et obtenu l'autorisation de l'evêque diocésain. Celle-ci ne pouvait être accordée qu'à ceux qui auraient prêté les serments d'allégeance et de supré-

Acte du schisme.

1714.

matie, et toute infraction à cette loi était punie de l'emprisonnement sans caution.

La présentation d'un tel bill, réputé tyrannique à une époque même où la tolérance, toujours invoquée par les faibles, était incomprise des forts, n'aurait pu être excusable que par une grande sincérité, par la conviction qu'il était tout ensemble avantageux à l'Eglise et agréable à Dieu; mais de la part d'un esprit fort, d'un philosophe incrédule comme Bolingbroke, c'était un acte monstrueux, et l'on eut, dans cette circonstance, un nouvel exemple à l'appui de cette triste vérité, que la tolérance religieuse n'a pas de plus dangereux ennemis que les indifférents sans conscience comme sans principes, lorsque leur intérêt les porte à se montrer persécuteurs. Vivement combattu dans la chambre des communes par Hampden, Robert Walpole et Stanhope [1], et par les lords Cowper et Wharton [2] dans celle des pairs, il passa dans la première à une majorité de plus de cent voix, et de cinq voix seulement dans la seconde : il ne fut même adopté par les lords qu'à la faveur d'une clause qui ne rendait point son exécution applicable dans leurs propres demeures [3].

Bolingbroke, en présentant ce bill, qui donnait satisfac-

1. Le général Stanhope fit sentir avec force, quoique inutilement, le très-grave inconvénient qu'il y aurait pour l'Angleterre à contraindre les dissidents, qui faisaient les deux cinquièmes de sa population, à envoyer leurs enfants sur le continent pour leur éducation.

2. « Il est fort étrange, dit lord Wharton, que ce que nous appelons schisme en Angleterre soit en Ecosse la religion établie ; » et il invita les pairs écossais, au cas où ils donneraient leur assentiment à ce bill, à en proposer un autre pour arrêter les progrès de leur propre culte chez eux.

3. On ne voulut point admettre qu'il fût possible à un membre de la pairie d'Angleterre de mal placer sa confiance pour l'éducation de ses enfants.

tion aux préjugés de la reine, fit de nouveaux progrès dans sa faveur; mais il ne voulut point la partager, et pour l'exécution de ses plans, il fallait ruiner dans l'esprit de sa souveraine le lord trésorier Harley, comte d'Oxford, son ancien ami et premier auteur de sa fortune. Celui-ci, qui d'abord avait incliné du côté du prétendant, s'était refroidi pour ses intérêts depuis que le fils de Jacques II avait refusé d'acheter le trône par un parjure; ayant reconnu les obstacles que rencontrerait, dans l'Angleterre protestante, le rétablissement d'un prince catholique, Harley avait cessé de le désirer, et cependant il ne se séparait pas de ceux qui mettaient tout en œuvre pour l'obtenir : la soif des honneurs et l'habitude du pouvoir le clouaient à son poste, le forçaient de s'associer malgré lui à des projets qu'il trouvait criminels et qu'il n'osait ouvertement combattre. Il subissait maintenant les conséquences déplorables de sa conduite double et tortueuse, et n'ayant, en toute occasion, sacrifié qu'à la fortune sans se dévouer sérieusement à aucun grand intérêt, jouant chaque parti tour à tour, il s'était rendu suspect à tous, et tous l'abandonnaient. Sa parente même, la nouvelle favorite, Abigaïl Masham, qui avait entièrement supplanté auprès de la reine la duchesse de Marlborough, se donna tout entière aux dangereux projets de Bolingbroke, et conspira la perte de Harley de concert avec la petite cour de Saint-Germain et avec les principaux chefs jacobites.

Lutte d'Oxford et de Bolingbroke. 1714.

La guerre alors fut ouvertement déclarée entre ces deux politiques, Bolingbroke et Oxford, que l'intérêt avait unis jadis, et qu'il séparait maintenant. La reine, languissante, approchait du tombeau : elle hésitait, épuisée par la lutte de ses ministres autant que par ses propres combats; la

cour, la capitale et la nation, semblaient comme elle incertaines et en suspens; mais la victoire ne pouvait demeurer longtemps indécise : Harley s'était aliéné par sa faiblesse tous les partis que Bolingbroke avait temporairement ralliés à lui par son audace, et, après une violente querelle dont la reine fut témoin, et qui se prolongea fort avant dans la nuit, la baguette blanche, insigne de sa charge, fut redemandée au lord trésorier : Bolingbroke demeurait en apparence seul maître de la situation.

Chute d'Oxford. 1714.

Parvenu à ce faîte, le vertige le saisit; sa conduite ne fut pas celle d'un homme qui, pénétré d'un grand devoir, ou qui, mû par un intérêt puissant et sérieux, marche au but d'un pas ferme et surmonte hardiment les obstacles. Elle fut vacillante et double [1], comme on pouvait l'attendre d'un homme sans principe et sans convictions, qui, après être arrivé sous un drapeau à la fortune, hésite à le suivre encore à travers les périls. Bolingbroke avait trop de lumières pour ne pas reconnaître tous les dangers d'une tentative de rétablissement des Stuarts, auxquels il ne s'attacha jamais que par ambition ou par vengeance; et si, après s'être élevé à l'aide des jacobites et des torys de la haute Eglise, il eût pu, sans rompre ouvertement avec les premiers, se faire accepter par les whigs, il est probable qu'il fût venu à eux. On le vit, soit pour endormir leur vigilance, soit pour les gagner,

Hésitations de Bolingbroke.

1. Elle n'avait jamais cessé de l'être : quatre jours avant la chute d'Oxford, sur le bruit d'un prochain débarquement du prétendant, Bolingbroke fut forcé de s'associer à un bill qui mettait la tête du prince à prix, et il fit écrire ensuite au fils de Jacques II pour justifier sa participation à un tel acte. — Iberville à Torcy, 2 juillet 1714.

faire des avances à leurs principaux chefs[1], et en même temps il donnait au prétendant de nouvelles assurances d'un dévouement inaltérable. Les whigs exigeaient de Bolingbroke, comme un gage de sa sincérité, qu'il fît fermer à ce prince la Lorraine où il résidait : « Ce pays, disaient-ils, étant trop voisin de l'Angleterre pour son repos. » C'était provoquer une rupture ouverte. Bolingbroke, ne voulant point à ce prix se concilier ses adversaires, continua à conspirer avec les jacobites, quoique sans résolution ferme et sans confiance.

Son premier soin fut d'aviser à la composition d'un cabinet homogène, dans lequel des hommes dont il se croyait sûr devaient occuper toutes les grandes fonctions de l'Etat. Ormond, Mar, Atterbury, Harcourt, en eussent fait partie : l'importante charge de lord trésorier demeurait vacante : Bolingbroke avait résolu de la mettre en commission sous la présidence de sir William Wyndham. Quelques jours encore, et peut-être l'œuvre de Guillaume III et de 1688 périssait : l'arbitre souverain des destinées humaines interposa sa main puissante pour la conserver. La reine eut une attaque de goutte remontante[2], et le bruit de sa mort prochaine surprit Bolingbroke et ses complices, au milieu de leurs projets et avant qu'ils fussent mûrs. Déjà les whigs, pressen-

Maladie de la reine.

1. Il réunit à dîner le jour de la chute d'Oxford, Stanhope, Walpole, Pulteney et Craggs. (Lord Mahon, *ut supra*.)

2. La reine Anne a été accusée, dans les libelles du temps, de s'adonner en secret aux liqueurs fortes, et quelques historiens attribuent en partie sa dernière maladie à cette honteuse habitude. La duchesse de Marlborough absout la reine à cet égard, quoique d'ailleurs le jugement qu'elle porte sur elle soit rigoureux et empreint d'un amer ressentiment (*Private correspondance of Sarah, duchess of Marlborough*, vol. II, p. 121).

tant une catastrophe imminente, s'étaient concertés pour la prévenir, et se ralliaient pour la lutte autour du général Stanhope; celui-ci, éprouvé dans la paix comme dans la guerre, et qui fut l'un des hommes d'Etat les plus éminents du règne suivant, prit aussitôt d'énergiques mesures et disposa tout, en vue de la mort de la reine, pour mettre en mains sûres la Tour, les principaux postes de la capitale et les cinq ports, et pour faire proclamer le nouveau roi. On annonça aussi le prochain retour en Angleterre du vainqueur de Blenheim, de Marlborough, depuis longtemps sans emploi sur le continent, et dont le nom seul valait une armée : mais celui à qui, entre tous, appartint l'honneur de terminer cette crise dangereuse, fut le duc de Shrewsbury, lieutenant pour l'Irlande et grand chambellan, longtemps ministre sous Guillaume III, et qui avait pris une grande part à la révolution de 1688. Il reconnut le péril et se montra au niveau de la situation : son plan avait été d'avance concerté avec les grands chefs whigs, les ducs d'Argyle et de Somerset. Le vendredi 30 juillet, l'état désespéré de la reine venait d'être annoncé. Les ministres, éperdus, et ceux d'entre les membres du conseil privé qu'avait convoqués Bolingbroke, s'étaient rassemblés à Kinsington, où ils siégeaient mornes et découragés. Tout à coup les portes s'ouvrent, Argyle et Somerset sont introduits; ils déclarent qu'ayant appris le danger où est la reine, ils sont venus, quoique sans convocation, pour offrir leurs services. Le duc de Shrewsbury les remercie et les invite à prendre place. Somerset demande aussitôt que, sans perdre un instant, le duc soit proposé à la reine pour la charge vacante de lord trésorier ou de prin-

Énergiques dispositions des principaux whigs.

cipal ministre. Surpris par une démarche aussi subite qu'imprévue, les jacobites se taisent : aucune voix ne proteste. Une députation dont Shrewsbury fait partie se rend soudain auprès de la reine pour lui soumettre cette proposition comme l'expression du vœu unanime de son conseil.

La reine sortait alors d'un long assoupissement : elle n'opposa aucune résistance, et la baguette du lord trésorier fut donnée avec son assentiment au duc de Shrewsbury, qui réunit ainsi sur sa tête trois des plus grandes charges et devint le principal personnage du royaume. Par son ordre, tous les conseillers privés furent immédiatement convoqués ; les whigs, et parmi eux l'illustre Somers, se rendirent à cet appel, et toutes les précautions militaires que les circonstances nécessitaient furent prises. Le lendemain, 1er août, la reine expira ; mais la succession protestante était assurée.

Mort de la reine. 1714.

IV

Considérations sur l'état de l'Europe et de l'Angleterre durant le règne d'Anne.

A la fin de ce règne, la plupart des États de l'Europe se trouvèrent constitués à peu près comme ils l'étaient à son début, ou furent agrandis aux dépens de la monarchie espagnole qui sortit, démembrée sans retour, de la grande lutte pour la succession de Charles II. Cependant les partages réglés par la paix d'Utrecht, furent dans la suite profondément modifiés ; la Sicile échappa bientôt au duc de Savoie : l'empereur perdit Naples et la

Situation de l'Europe.

Sardaigne; mais la Flandre et la Lombardie demeurèrent à la maison d'Autriche. La Russie, sous Pierre le Grand, continuait à grandir quoique peu connue encore dans l'occident de l'Europe : elle avait essayé avec succès ses forces contre la Suède; Charles XII était vaincu et déjà il ne restait plus à ce prince que sa gloire. La Prusse, sous ses deux premiers rois, Frédéric I[er] et Frédéric-Guillaume, devenait déjà une puissance prépondérante, tandis que la Hollande, qui atteignit à son apogée sous son illustre stathouder Guillaume III, et qui s'y maintint jusqu'à la paix d'Utrecht, perdit cependant à cette époque, et sans retour, ses titres au premier rang comme puissance maritime. C'est l'Angleterre qui, entre tous les états de l'Europe, fit alors le plus de progrès, à l'extérieur par le triomphe de ses armes, par l'extension de ses relations coloniales; à l'intérieur par son union avec l'Écosse, par le maintien de la paix publique malgré la fureur des factions, et par la consolidation du gouvernement qu'elle s'était donné.

Situation intérieure. Progrès des institutions politiques.

En aucun temps la constitution anglaise, dont les bases fondamentales furent affermies par la révolution de 1688, ne prit un développement plus rapide que sous les deux premiers règnes qui suivirent cette grande époque. On la voit alors se fortifier au milieu des orages : le parlement, par deux actes célèbres, établit son droit de disposer de la couronne à défaut de la transmission naturelle et légale : la prérogative est désormais subordonnée aux lois; la responsabilité du cabinet pour toutes les mesures importantes est consacrée par les statuts, ainsi que l'appropriation des subsides à leur objet : les parlements sont régulièrement et périodiquement convoqués; la presse est

affranchie, des restrictions nécessaires sont apportées à l'influence de la couronne dans les communes, de nouvelles garanties enfin sont données par les lois à l'indépendance de la justice comme à la sécurité des sujets. Cependant, sous le règne d'Anne, qu'une rare réunion de circonstances rendit heureux et florissant, le régime nouveau traversa une de ses plus fortes crises : la machine politique si laborieusement façonnée, après avoir fonctionné sous la main puissante de Guillaume, et surmonté, grâce à sa sagesse, les périls d'une pression trop forte, échappa, sous le règne suivant, aux dangers que lui créaient, sur le trône, l'inconséquence, le caprice et la faiblesse : abandonnée presque à elle-même, marchant comme au hasard et tour à tour en sens contraire, de secousse en secousse, sous la conduite d'hommes égoïstes, intrigants, ambitieux, sans foi politique et sans scrupule, elle semble à chaque instant prête à se dissoudre. Le salut vint en quelque sorte du danger même. Par suite des événements et du monopole électoral exercé dans un grand nombre de bourgs, une oligarchie puissante disposait du pays : ses membres, incapables de raffermir l'État par leur union, par leur accord pour ses intérêts véritables, le conservèrent du moins en équilibre par leur jalousie et par leurs rivalités ; et ce résultat fut obtenu à l'aide des deux grands partis dont le plus célèbre écrivain du dix-huitième siècle [1] a dit avec raison, qu'en veillant l'un sur l'autre, ils s'empêchent mutuellement de violer le dépôt sacré des lois [2].

1. Voltaire, *Lettres sur les Anglais.*

2. Il convient d'extraire ici, du célèbre ouvrage de M. Hallam, la définition

Journaux et clubs.

Une vie nouvelle s'éveille dans la nation : la publication des débats parlementaires y est encore interdite, mais les journaux se multiplient, rédigés par les littérateurs les plus en renom, et ils traitent de plus en plus des questions politiques. Les clubs prennent plus d'impor-

des principes constitutifs des whigs et des torys, et, après l'avoir lue on comprendra mieux de quelle utilité ces deux partis ont pu être dans l'Etat. « La dénomination de whig et de tory, appliquée, tantôt à des factions égoïstes, et tantôt aux principes qu'elles professaient, est loin de présenter le même sens dans toutes les circonstances et dans toutes les époques. Les deux partis ainsi désignés étaient d'accord sur le maintien de la constitution, c'est-à-dire sur le gouvernement par un souverain héréditaire, avec le concours des deux chambres du parlement pour les actes législatifs, comme sur d'autres institutions très-anciennes considérées comme fondamentales. Mais ils différaient surtout en ceci, que le whig avait une tendance naturelle, et le tory une aversion marquée pour toute amélioration politique inséparable d'une innovation quelconque dans les institutions : l'un avait plus particulièrement à cœur les priviléges du sujet, l'autre les prérogatives de la couronne ; le premier était généralement ami de la liberté de la presse, et de l'examen, surtout en matière religieuse ; le second leur était contraire. En un mot, l'un avait pour principe d'améliorer, l'autre de conserver. Cependant, après la révolution de 1688, les caractères distinctifs du whig et du tory se manifestèrent moins touchant la couronne que sur quelques autres chefs. Le tory se montra avec ardeur, et avant tout, décidé à soutenir l'Eglise, à lui donner toute la prééminence et tout le pouvoir possibles, et ce ne fut que malgré lui qu'il admit envers les catholiques et les dissidents la tolérance que le whig considérait comme une des grandes conquêtes de la révolution. Mais sur d'autres points capitaux, et entre autres à l'égard de la liberté civile et de la royauté, les deux partis changèrent quelquefois de rôle (*a*). Les whigs ont, après la révolution, constitué entre-eux une oligarchie très-puissante, et ils ont formé à cette époque la majorité dans la chambre des pairs : cependant la prédilection pour l'aristocratie territoriale et pour un gouvernement dirigé par son influence, la méfiance des hommes nouveaux, des intérêts mercantiles et du commun peuple ont toujours caractérisé le véritable tory. En ne considérant les doctrines politiques des deux partis qu'au point de vue moral, et non étouffées ou défigurées par l'égoïsme et l'esprit de faction, les whigs semblent s'être formé une idée bien

(*a*) Il convient de lire à ce sujet quelques pages très-curieuses et très-sensées de lord Hervey sur les whigs et les torys au début du règne de George II. *Mémoirs of the reign of George the second*, vol. I, p. 4-6, etc.

tance et se fondent en grand nombre; ce ne sont pas, comme on l'a vu ailleurs dans des temps d'effervescence, des ateliers incendiaires, ouverts en permanence à une multitude ignorante, théâtres de saturnales sauvages d'où sortent en armes la révolte et la destruction : les clubs anglais, fondés en général par des membres influents ou distingués des divers partis, soit dans la chambre, soit dans la société, étaient alors des réunions limitées et choisies où l'on s'occupait à la fois d'affaires et de plaisirs, où se débattaient quelquefois les intérêts du pays, et plus souvent des hommes qui le gouvernaient et de ceux qui aspiraient à les remplacer. Ils contribuèrent puissamment à former en Angleterre les mœurs publiques, et c'est ainsi qu'au sein du parlement, par les débats des deux chambres, au dehors par les journaux et les clubs, et dans le pays tout entier, par l'habitude de traiter en commun toutes les affaires, religieuses, politiques et d'intérêt local, par les corporations élues, par les associations de toute sorte, par le retour fréquent des élections parlementaires, la vie circula dans tous les membres du corps social, et l'opinion établit graduellement son empire avec ses ténèbres et ses lumières, ses dangers et ses bienfaits.

plus large de la nature et du but de la société civile : mais il est peut-être heureux que ces deux partis, ou plutôt les sentiments et les forces vitales qui les ont animés aient existé simultanément dans la nation anglaise. Ils ont quelque analogie avec les deux forces qui retiennent les planètes dans leurs orbites; si l'une ou l'autre l'emportait, ces corps seraient dispersés dans le chaos ou entraînés dans un centre immobile. Les anciennes dénominations de whig et de tory ont cessé d'être applicables aux factions politiques du XIXe siècle, mais elles conviennent encore aux individus, et cela doit être, puisque les dispositions morales qu'elles rappellent ont leurs racines dans la nature même du cœur humain » (*Hist. constit. d'Angleterre*, c. XVI.)

Crédit public. Dette nationale.

On voit le crédit public fondé par Guillaume III prendre sous le règne suivant un prodigieux essor : la dette nationale qui, à l'avénement d'Anne, était déjà de seize millions sterling, se trouva plus que triplée à la paix d'Utrecht par les charges énormes de la guerre, et s'éleva, en 1714, à 52 millions portant un intérêt de 3,300,000 liv. sterling. Il résulte des comptes présentés au parlement, que les dépenses de la guerre, durant douze années, s'élevèrent à près de 69 millions sterling [1], ou à 5 millions et demi environ par année [2]. Les emprunts néanmoins furent alors contractés à un taux très-modéré. « L'Angleterre et la Hollande, dit lord Godolphin, malgré les charges énormes qui pesaient sur elles, faisaient leurs emprunts au taux de 5 pour 100, tandis que le gouvernement français était obligé d'offrir, pour les siens, jusqu'à 25 pour 100 aux spéculateurs [3]. Les taxes votées en 1709 dépassèrent 7 millions sterling, somme énorme pour l'époque, et qui parut fabuleuse aux contemporains. »

Population.

L'Angleterre, à la paix d'Utrecht, ne comptait pas beaucoup plus de 5 millions d'âmes, l'Ecosse en avait 1 million et l'Irlande le double [4]. La population rurale de la Grande-Bretagne dépassait alors de beaucoup celle des villes ; mais celle-ci, à partir de cette époque, s'accrut rapidement dans les districts manufacturiers : l'équilibre s'etablit dans la suite entre les deux classes, et ce changement considérable dans le rapport entre les éléments constitutifs de la nation, fut une des principales causes

1. Un milliard sept cent cinquante-deux millions de francs.

2. *Parliamentary history*, vol. VI, p 1346.

3. Lettre au duc de Marlborough, 27 septembre 1706.

4. Lord Mahon, *ut supra*, c. 1.

de ceux qui survinrent dans les mœurs publiques et dans les lois. L'industrie manufacturière était encore peu avancée au commencement de ce siècle, mais le commerce extérieur fit de grands progrès : on vit, plus particulièrement depuis lors, les Anglais s'attacher, dans leurs traités avec les nations étrangères, à faire prévaloir leurs intérêts mercantiles, et ils s'ouvrirent d'immenses ressources par leur trafic toujours croissant dans les Indes. L'usage devenu chaque jour plus fréquent du café, du thé, du sucre et de quelques autres denrées coloniales considérées aujourd'hui comme de première nécessité, se fit sentir dans les mœurs générales. Le nombre des cafés et autres lieux de réunions publiques s'accrut rapidement : leur établissement ne fut pas, nous l'avons déjà vu, sans quelque influence pour le développement de la vie sociale dans l'Occident [1], surtout à Londres, où il donna une activité nouvelle aux relations politiques, commerciales et littéraires [2].

Commerce.

Les lettres brillèrent d'un vif éclat sous le règne d'Anne qui, pour cette raison, a été appelé l'*âge auguste* de l'Angleterre : toutefois la révolution de 1688, si salutaire au point de vue politique, ne parut pas avoir exercé tout d'abord sur le génie philosophique et littéraire de la nation l'influence la plus désirable. « Le dégoût profond, dit un éminent critique, qu'avaient excité les entreprises et les vengeances du zèle religieux, tourna beaucoup d'esprits à l'indifférence et au scepticisme [3]. » Vainement des théologiens d'une

Lettres et sciences.

1. Heeren, *Manuel historique, etc.*
2. Voyez vol. III, *Appendice.*
3. Villemain, *Tableau de la littérature au dix-huitième siècle*, t. I[er], p. 107

haute piété, Samuel Clarke, Lardner Tillotson et l'idéaliste Berkeley tentèrent d'opposer une digue aux progrès du sensualisme par leurs œuvres chrétiennes et savantes. L'Angleterre, depuis l'avénement de Guillaume III, avait été, comme à l'époque de la restauration des Stuarts, inondée d'ouvrages irreligieux : ce fut le temps des Tindal, des Toland, des Collins, des Shaftesbury. Ceux-ci, disciples de Locke, allèrent plus loin que leur maître; ils exagérèrent la portée des arguments tirés des phénomènes de la sensation dans son récent et fameux *Essai sur l'entendement humain*, qui donna des armes si puissantes à l'école matérialiste du dix-huitième siècle. Cette philosophie, bientôt battue en brèche en Angleterre par des doctrines où le spiritualisme reprit l'empire qui lui appartient, se répandit dans toute l'Europe, et nulle part plus qu'en France, dans le temps même où, par opposition, la littérature française du grand siècle de Louis XIV achevait d'agir sur les lettres anglaises pour les épurer. La littérature anglaise atteignit par cette influence, sous le règne d'Anne, une pureté de goût qu'elle n'avait pas connue auparavant. Pope et les poëtes ses contemporains, Addison, Prior, Philip, Parnel, le fabuliste Gay, et d'autres moins connus, essayèrent de rivaliser avec les grands écrivains français, par l'élégance soutenue du style et la perfection de la forme. Cette influence était moins sensible sur la scène, où cependant Congrève, successeur de Dryden, mort en 1701, ramenait la décence, et où Addison avait donné, dans sa tragédie de Caton, un modèle du style le plus pur et le plus classique. Au nombre des meilleurs poëtes dramatiques de l'époque,

nous citerons encore Georges Farquhar, sir Richard Steele et Rowe, auteur de la touchante tragédie de Jeanne Shore.

Les sciences aussi jetèrent beaucoup d'éclat sur le règne d'Anne, et deux grands noms s'y élevèrent au-dessus de tous les autres, celui de l'astronome Halley et d'Isaac Newton, sans rival dans les sciences mathématiques et physiques.

On vit alors les succès scientifiques et littéraires frayer le chemin aux emplois lucratifs comme aux hautes dignités de l'État : Locke présida le bureau du commerce, Newton fut directeur des monnaies, Steele membre des communes. Prior ambassadeur; Addison devint ministre de la couronne. Beaucoup d'autres, plus connus dans les affaires que dans les lettres, furent redevables à un heureux début littéraire de leur fortune politique, et le fameux Charles Montague, dans la suite comte d'Halifax, faisait remonter l'origine de ses grandeurs à ses premières productions poétiques [1]. Le patronage des ministres, et surtout d'Harley et de Bolingbroke, n'était cependant pas désintéressé, et n'avait point, pour principal objet, l'avantage des lettres mêmes. Ils voyaient, dans les hommes littéraires en renom, des auxiliaires puissants ou des ennemis redoutables, et tous leurs efforts tendirent à se les concilier, à les attirer, dans un intérêt tout personnel, du champ des lettres dans celui de la politique : ainsi, nous avons vu de Foë, Steele, Arbuthnot, Addison, et plus qu'eux tous le spirituel doyen de

Alliance des lettres avec la politique.

1. Il devait, disait-il, son entrée dans la vie publique, sa jarretière et tous ses titres, à sa fable du *Rat de ville et du rat des champs*.

Saint-Patrick, le haineux, le cynique Jonathan Swift, se mêler par d'ingénieuses fictions [1], par les journaux, les pamphlets ou d'audacieux libelles, aux brûlants débats du jour, à la guerre des factions et des partis. Quelques-uns des recueils et des écrits périodiques de ce temps acquirent une réputation méritée non-seulement par le talent de leurs auteurs, mais aussi par l'influence qu'ils acquirent sur l'esprit et les opinions des contemporains. Les plus célèbres sont : *le Babillard* de Steele, *l'Examinateur* de Swift et *le Spectateur* d'Addison, dont certaines parties sont des chefs-d'œuvre et vivront autant que la langue anglaise.

Journaux et autres recueils périodiques.

La société présentait, sous ce règne agité, les plus étranges contrastes, comme on peut le supposer dans une génération dont les pères et les instituteurs, nés sous la République, avaient été nourris et formés à l'école corruptrice de trois révolutions. L'évêque Burnet, dont les écrits, malgré l'empreinte des préjugés et de la passion, éclairent toute cette époque et celle qui la précède, nous a transmis de très-précieux renseignements sur les mœurs de la société anglaise sous le règne d'Anne [2]. Il juge sévèrement le clergé épiscopal dont il est lui-même un membre éminent : il n'est pas moins rigoureux pour les hautes classes de la société, et il attribue aux vices de l'éducation une grande partie des malheurs publics : il signale la passion du jeu et les excès de l'intempérance, l'ivresse surtout, comme le vice le plus

Mœurs publiques.

1. Les deux plus célèbres œuvres de ce genre publiées par Swift sont le *Conte du tonneau* et *les Voyages de Gulliver*

2. Burnet, *Histoire de mon temps. Considérations finales.*

commun des Anglais de son temps où il était de bon ton, dit-il, de ne point sortir de table avec sa raison. « Les négociants et les manufacturiers, dit encore l'évêque, forment le corps le plus sain de la nation : c'est principalement parmi eux qu'il y a des mœurs, de la religion, de la charité; c'est aussi là que la dissidence fait le plus de prosélytes. » Burnet reconnaît, aveu fort rare pour un évêque, qu'il y a plus d'instruction dans les communions séparées que dans son Église, et qu'il est d'usage de mépriser les dissidents sans qu'on en puisse donner aucun motif [1]. Mais le spectacle des vices et des erreurs de son temps ne l'aveugle pas sur les avantages généraux dont le royaume est déjà en possession, et il rend à son pays ce témoignage, remarquable dans un homme qui avait longtemps séjourné sur le continent : « Les communes d'Angleterre, dit-il, vivent dans l'aisance et l'abondance et sont les plus heureuses que j'aie connues [2]. »

Résumant rapidement tout ce qui précède, il faut reconnaître en Angleterre, au commencement du dix-huitième siècle, la constitution assise désormais sur des fondements solides, et l'on y voit des garanties précieuses pour les droits de tous et pour le gouvernement de la nation par elle-même dans les institutions sorties du régime nouveau : on demeure en même temps péniblement affecté des scandales que donnent la lutte des

1. On les dédaigne, dit-il, comme dans les pays catholiques on dédaigne les hérétiques, sans qu'on puisse, la plupart du temps, en alléguer aucune raison. *Ibid.*

2. *Ibid.*

partis et l'immoralité des hommes publics, comme des dangers où ils précipitent l'État. Et cependant, au milieu de tant de secousses occasionnées par les rudes essais d'un grand peuple à l'exercice libre et continu de la vie politique, le crédit se consolide, la richesse s'accroît, et la nation grandit à l'extérieur par le commerce et par les armes.

Jugée dans son ensemble, la société anglaise présente à cette époque beaucoup de contrastes et de nombreuses anomalies. On y remarque, à la surface surtout et dans certaines classes, un mélange de superstition et de scepticisme, d'intolérance et d'immoralité, d'habitudes grossières d'un âge encore inculte, subsistant à côté des élégances et des raffinements d'une civilisation avancée : mais en examinant de plus près, et en étudiant les masses dans les régions moyennes de l'ordre social, on voit un peuple sérieux, laborieux, persévérant, attaché aux institutions et au pays, battu comme sur une mer agitée par les vents furieux des partis et des factions sous les Churchill, les Harley, les Saint-John, mais retenu et préservé, au milieu même des écueils, par le triple lien de l'esprit public, des coutumes vénérées et de la foi religieuse.

CHAPITRE III

GEORGES Ier.

1714 — 1727.

I

Première partie du règne de Georges Ier. — Ministère de lord Townshend. — Insurrection du comte de Mar en Écosse. — Chute de Townshend et formation du ministère Stanhope.

1714 — 1717.

Jamais les calculs et les appréhensions des hommes d'État n'ont été plus heureusement déjoués que par les événements qui suivirent la mort de la reine Anne. Considérant, en effet, les profondes divisions des partis en Angleterre, le mécontentement de l'Irlande et de l'Écosse, l'opposition de tous les gouvernements catholiques, les intrigues du prétendant favorisées par la France, l'Espagne et l'Italie, chacun pensait que l'avénement du nouveau prince serait accompagné de longs orages, et ses plus zélés partisans n'osaient espérer une facile victoire. Néanmoins, les habiles mesures prises par le duc de Shrewsbury et la prudence des membres du cabinet prévinrent toute espèce de conflit, et jamais fils n'hérita plus paisiblement de son père que ne

succéda en Angleterre, à la reine Anne, un prince étranger et inconnu dans son royaume.

A peine la reine eut-elle expiré, que le ministre résident de Hanovre produisit une lettre de la main de l'électeur. Cette lettre nommait, conformément à l'acte de régence, un conseil de plusieurs membres qui, avec les sept grands officiers de la couronne, devaient administrer le royaume en qualité de justiciers jusqu'à l'arrivée du nouveau roi. Presque tous appartenaient au parti whig, et parmi les plus éminents étaient les ducs de Shrewsbury, d'Argyle et de Somerset, et les lords Cowper, Halifax et Townshend. Le conseil de régence fit proclamer Georges Ier simultanément en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, et le parlement immédiatement convoqué, fournit aux besoins du trésor, et vota une somme annuelle de 700,000 livres sterling pour la nouvelle liste civile. Le nouveau roi, fort peu instruit, embarrassé dans ses manières, timide et opiniâtre, indifférent au progrès des lettres et des sciences, dépourvu enfin de toute qualité brillante, était cependant à d'autres égards recommandable : naturellement enclin à la bienveillance et à la justice, il se souvenait des services rendus plus que des injures; il était laborieux, économe; mais sa couronne était un fardeau pour lui. « Son étroite intelligence, dit lord Chesterfield, ne s'étendait pas au delà des limites de son électorat; » il fuyait les applaudissements populaires et détestait la pompe du rang suprême. Son plus grand tort était de se livrer trop complétement à son entourage, et de fermer les yeux sur la rapacité d'avides compatriotes, courtisans ou maîtresses, qui regardaient son royaume comme leur bien. Le sentiment de son infériorité le por-

Caractère de Georges Ier.

tait à s'entourer d'hommes médiocres, et il était difficile qu'un tel prince, à qui la langue et les usages de l'Angleterre étaient inconnus, y acquît de la popularité : mais ses défauts enlevaient peu de chose aux avantages que le royaume pouvait attendre de son règne, et c'est un point digne des sérieuses méditations des politiques et des historiens, qu'il ait fallu transmettre la couronne à un prince complétement étranger aux lois de l'Angleterre comme à ses libertés, pour en assurer le maintien.

Composition du ministère.

La composition du nouveau ministère constata la complète victoire des whigs. Lord Townshend, premier secrétaire d'Etat, en fut le chef, et les principaux membres du cabinet furent, après lui, le chancelier Cowper, le général Stanhope, second secrétaire d'État, et les lords Nottingham, Sunderland, Somerset, Halifax et Marlborough. Ce dernier figura dans le conseil par son nom plus que par son crédit : il eut le titre de commandant en chef de l'armée, mais ses rares talents couvraient, en temps de guerre seulement, ses vices et ses intrigues, et il n'eut dans le cabinet qu'une ombre de pouvoir [1]. Le conseil privé fut en même temps formé de trente-trois membres, et compta parmi eux Robert Walpole et Pulteney. Townshend, beau-frère de Robert Walpole et chef du nouveau cabinet, s'était fait connaître d'abord au congrès de Gertruydenberg, où il avait été envoyé comme plénipotentiaire avec Marlborough, et nommé plus tard ambassadeur près des états généraux, il avait signé avec eux, en

Lord Townshend et le général Stanhope.

1. L'opinion de lord Mahon, sur ce point, diffère de celle de Smolett. Le duc de Marlborough, dit-il, fit partie des membres entre lesquels toutes les affaires étaient concentrées. *Hist. d'Angleterre*, l. IX, chap. I.

1709, le célèbre traité de la barrière. Homme droit et intègre, médiocre orateur, habile ministre, il aurait eu plus de succès encore s'il n'eût souvent poussé l'oubli des formes du langage jusqu'à la rudesse, et l'obstination jusqu'à l'entêtement le plus opiniâtre. Son influence dans le conseil était balancée par celle de Jacques Stanhope, qui, à l'exemple de tant d'hommes célèbres de l'ancienne Rome, avait commencé par commander les armées avant de diriger les affaires de l'Etat. Fait prisonnier en Espagne à la journée de Brihuega, libéré en 1712, il avait été l'un des plus ardents adversaires de la paix d'Utrecht. Non moins intègre que son collègue Townshend, il joignait à une rare générosité de sentiments une franchise quelquefois indiscrète, et portait dans les affaires les qualités qui le distinguaient sur les champs de bataille, un grand courage, une bouillante ardeur et une activité infatigable.

Aucun tory, à l'exception de Nottingham, ne fit partie du nouveau ministère : un trop grand nombre de torys avaient trempé récemment dans des complots jacobites pour qu'à cette époque un ministère mixte fût possible. Le prétendant, généralement désigné alors sous le nom de chevalier de Saint-George, reconnut bientôt à quel point la composition du nouveau cabinet lui était contraire : il était accouru de Lorraine à Paris au bruit de la mort imminente de la reine Anne, sa sœur ; mais les premiers actes du nouveau règne donnèrent des craintes sérieuses au gouvernement français qui crut devoir ôter tout prétexte à une rupture : le prétendant fut donc invité à s'éloigner, et il retourna en Lorraine, d'où il publia un manifeste très-compromettant pour le précédent cabinet,

à la dissolution duquel il attribuait la ruine ou l'ajournement indéfini de ses espérances.

Il importait que l'accord régnât entre le cabinet et le parlement : celui-ci fut dissous dans le temps prescrit par les statuts des deux derniers règnes [1]. Une proclamation royale invita les électeurs à avoir égard, dans leurs choix, au maintien de la succession protestante, et le pays qui, l'année précédente, avait envoyé au parlement une majorité tory, répondit cette fois à l'appel de la couronne par l'élection d'une chambre des communes appartenant presque tout entière à l'opinion opposée.

Dissolution du parlement.

1714.

Élections whigs.

1715.

Exalté par ce succès, le cabinet écouta son ressentiment contre ses adversaires politiques, et jugea l'heure de la vengeance arrivée. Les communes s'y associèrent surtout contre les principaux auteurs de la paix d'Utrecht, considérée par les whigs comme déshonorante pour l'Angleterre. Le duc d'Ormond, qui, à la tête de l'armée, avait rendu, par son immobilité, cette paix inévitable, et les deux principaux ministres Oxford et Bolingbroke, qui avaient rédigé ses instructions, furent accusés de trahison. Bolingbroke et d'Ormond prévinrent leur jugement par la fuite et passèrent sur le continent : Oxford attendit le sien, et au nombre des plus grands griefs contre lui, on fit valoir la création des douze pairs qu'il avait conseillée, disait-on, et que la reine Anne avait faite, par un abus téméraire de sa prérogative, pour assurer le succès d'une mesure politique. Accusé par les communes, à la barre de la chambre des lords, Oxford allégua vaine-

Arrestation d'Harley comte d'Oxford

1715

1. Divers statuts publiés sous Guillaume III et sous la reine Anne, rendaient obligatoire la convocation d'un nouveau parlement dans les six mois après la vacance du trône.

ment pour sa défense sur ce point un ordre formel de la reine[1]; il fut arrêté et renfermé à la Tour.

Ces rigueurs étaient superflues, et leur résultat trompa en beaucoup de lieux les espérances de leurs auteurs. Une partie considérable des classes inférieures était acquise aux torys par suite de son attachement pour l'établissement religieux et pour les doctrines étroites et absolues de la haute Église, et une grande multitude, par un aveuglement difficile à comprendre après les éclatantes leçons du passé, s'obstinait à reconnaître un lien secret et indissoluble entre la cause du prétendant et celle de la haute Église. Le gros de la nation haïssait les dissidents protestants plus que les catholiques, et en beaucoup d'endroits on se porta envers les premiers aux plus condamnables excès, insultant leurs personnes et brûlant leurs chapelles. Ces désordres provoquèrent une répression sanglante, rendirent nécessaire de remettre en vigueur le statut célèbre contre la rébellion, tombé en désuétude depuis le règne d'Élisabeth, et furent le prélude du soulèvement formidable de 1715, pour le rétablissement des Stuarts.

Trois choses étaient nécessaires pour assurer le succès de cette insurrection; il fallait qu'elle éclatât simultanément en Angleterre et en Écosse, que le prétendant la soutînt, en temps opportun, par sa présence sur les lieux, et que la France lui vint en aide: les jacobites étaient fondés à espérer le concours de ces trois circonstances; mais par

1. Un ministre n'eût pas allégué cette excuse dans les temps postérieurs et lorsque l'irresponsabilité absolue de la couronne fut au nombre des principes du gouvernement constitutionnel. Voyez à ce sujet les réflexions de sir Henry Hallam, *Hist. constit. d'Angleterre*, chap. XVI.

suite de la fatalité qui semblait s'attacher à la cause des Stuarts, aucune d'elles ne se présenta.

Bolingbroke, fugitif, avait été rejoindre le prétendant en Lorraine, à Commercy, où il tenait sa petite cour, et lui avait offert ses services qui furent acceptés. Qualifié ministre du prince exilé, il revint à Paris, foyer des intrigues jacobites et d'où il entretint une active correspondance avec le chevalier de Saint-George et ses principaux partisans à Londres, en Irlande et en Écosse. Il sollicitait en même temps des ministres de Louis XIV et de ce prince lui-même, un secours efficace en troupes et en munitions. La France était encore profondément ébranlée des suites désastreuses de la dernière guerre : les ministres redoutaient d'en provoquer une nouvelle, et le vieux roi était partagé entre ses justes craintes et son attachement pour les Stuarts. N'osant soutenir ouvertement leur cause contre la foi des traités, il la favorisait en secret et avait permis qu'un petit armement se fît pour cet objet dans le port du Hâvre. Ce secours, tout faible qu'il était, eût été fort efficace, conduit par le prince en personne sur le théâtre de l'insurrection. Le roi Georges avait peu de troupes sous ses drapeaux, tandis que les jacobites étaient nombreux dans beaucoup de comtés de l'Angleterre et comptaient pour eux la majorité de la population en Irlande et en Écosse. Jamais depuis la bataille de la Boyne, les affaires des Stuarts n'avaient eu un aspect plus florissant. La mort de Louis XIV survenue en 1715, ruina leurs projets : ce prince, dit Bolingbroke, emporta tout l'espoir de leur fortune avec lui dans la tombe.

Bolingbroke ministre du prétendant

Mort de Louis XIV. 1715.

La politique du duc d'Orléans, régent de France, fut toute différente, et sans se montrer directement hostile au

Alliance du régent avec Georges Ier.

prétendant, il contracta une alliance étroite avec le cabinet du roi Georges ; aucune assistance publique ou secrète ne fut donnée aux Stuarts, et sur la demande de sir George Byng, qui parut avec une escadre en vue du Hâvre, l'armement qui se faisait dans le port fut suspendu. Des ordres furent alors donnés partout au nom du prince pour empêcher l'insurrection d'éclater ; mais il était trop tard pour l'Écosse où déjà ses partisans avaient pris les armes.

Insurrection du comte de Mar en Ecosse, et des clans jacobites.

1715.

John Erskine, 11e comte de Mar, dirigeait alors dans ce pays les affaires des Stuarts : il avait fort habilement alimenté des foyers d'insurrection sur plusieurs points, et, s'il eût été aussi remarquable dans la guerre que dans la politique, la cause qu'il défendait, pour un temps du moins, aurait pu triompher ; mais cet homme d'Etat, si habile dans le cabinet, était totalement dépourvu de talents militaires. Il ne manquait point d'ailleurs de bravoure personnelle, et le 6 septembre 1715, déployan l'étendard de la révolte à Castletown dans le Braemar en présence d'une soixantaine seulement de personnes dévouées, il proclama solennellement le prétendant roi d'Ecosse, sous le nom de Jacques VIII, et roi d'Angleterre et d'Irlande sous celui de Jacques III [1]. Mar fut bientôt rejoint par cinq cents de ses vassaux : la nouvelle de cette prise d'armes se répandit comme l'éclair dans toute l'Ecosse, et, pour l'annoncer, la croix de feu passa de main en main selon l'usage, jusqu'aux extrémités les

1. Le vent était très-violent et il abattit le globe d'or qui surmontait la lance à laquelle était attaché l'étendard. Cette circonstance fut considérée par les montagnards superstitieux comme un fâcheux présage. Sir Walter Scott, *Hist. d'Écosse*.

plus reculées du pays. Les clans du nord et de l'est, conduits par leurs chefs, accoururent : ceux de l'ouest furent beaucoup moins prompts à se déclarer, mais enfin, après avoir longtemps hésité, les grands chefs Caméron, Stuart d'Appin, Glengarry, Clanronald et Breadalbane se mirent en mouvement, rejoignirent l'armée insurgée, et tout l'ouest de l'Ecosse fut en feu. Le comte de Mar se vit en peu de temps à la tète de cinq mille hommes résolus avec lesquels il occupa la ville de Perth, tandis que le prétendant était proclamé à Inverness par le brigadier Mac-Intosh [1], à Dublin par le comte de Panmure, à Aberdeen par le comte Marischal, à Gordon par lord Huntly, et à Dundee par Graham, parent du fameux Claverhouse : Edimbourg, enfin, avait déjà failli tomber par surprise aux mains des jacobites, en la puissance desquels était toute la partie supérieure de l'Ecosse au nord du Tay.

L'effroi était grand à Saint-James, et les difficultés extrèmes pour les ministres, menacés tout ensemble par de sourdes conjurations et par la révolte en armes, obligés à se garder à la fois contre l'étranger et contre l'ennemi intérieur, redoutant des débarquements sur plusieurs points du territoire, contraints en outre à calmer l'effervescence populaire et à maintenir en repos une foule fanatique, ardente à témoigner son zèle pour Dieu et pour la haute Eglise en se portant aux plus odieuses violences contre les catholiques et les dissidents. Pour suffire à tant d'exigences, pour obvier à tant de périls, le gouvernement n'avait que huit mille hommes de troupes réglées, disséminées

1. Mac-Intosh avait servi avec ce grade sur le continent.

dans toute la Grande-Bretagne; mais, il ne se manqua point à lui-même et prit des résolutions vigoureuses. Il fit passer un bill qui déliait les hommes des clans de toute obéissance et de tout devoir envers un chef rebelle : l'acte d'*habeas corpus* fut suspendu : le roi put ordonner l'arrestation des suspects et les retenir en prison; une prime de 10,000 livres sterling fut offerte à qui livrerait le prétendant mort ou vif; de nombreuses arrestations furent faites à Londres, à Edimbourg, à Oxford, dont l'université était toujours jacobite, et dans le Devonshire, où l'on redoutait le plus grand effort de la guerre civile : on leva vingt nouveaux régiments; six mille hommes que la Hollande s'était engagée à fournir au gouvernement hanovrien en cas de péril, furent immédiatement demandés et appelés sur le sol anglais : le duc d'Argyle fut en même temps investi du commandement supérieur en Ecosse, et reçut l'ordre d'y étouffer la rébellion. Ce seigneur, si puissant par l'autorité que lui donnaient son nom et ses immenses possessions, avait antérieurement commandé les forces anglaises en Espagne, et unissait aux talents militaires ceux de l'homme d'Etat. Il avait aussi de la réputation comme orateur : ces dons divers, joints à une rare distinction de manières et à une grande expérience, faisaient de lui un des hommes les plus remarquables de son époque, et dans la mission difficile qu'il avait à remplir, il se montra, par le talent et la conduite, au niveau de la situation.

Mesures énergiques.

Suspension de l'habeas corpus.

Le duc d'Argyle.

La ville de Stirling fut désignée pour le quartier général et pour le rendez-vous des troupes royales en Ecosse. Le duc s'y trouva avec un seul bataillon et cinq cents chevaux, quand déjà tout le nord de la contrée et la

côte de Fife étaient au pouvoir des insurgés, dont les forces s'élevèrent rapidement à huit mille hommes. Si de Mar, au lieu d'attendre dans l'inaction de nouveaux renforts, eût immédiatement marché avec son armée en Angleterre et rallié les comtés du Nord, en majorité catholiques et dévoués aux Stuarts, aucune force jusqu'à Londres n'eût arrêté l'insurrection triomphante. Mais il resta plusieurs semaines inactif à Perth, donnant à d'Argyle le loisir de se fortifier, et au cabinet le temps d'étouffer en divers lieux la rébellion menaçante, entre autres dans le Devonshire, où Ormond la trouva éteinte à son arrivée, et se rembarqua sans avoir rien entrepris. Enfin, après de longs délais, seize cents insurgés, sous les ordres de l'intrépide Mac-Intosh, franchirent le golfe du Forth, et réussirent à s'emparer du port de Leith, près d'Edimbourg. D'Argyle, par un mouvement rapide, sauva cette capitale, et, s'appuyant sur elle et sur la forte place de Stirling, il tint en échec durant deux mois une armée trois fois plus nombreuse que la sienne, mais composée d'éléments hétérogènes et indociles, et déjà affaiblie par l'insubordination et la discorde.

Inaction du comte de Mar.

Habile manœuvre du duc d'Argyle.

Le soulèvement des comtés septentrionaux de l'Angleterre, que Mar n'osait provoquer à la tête des forces considérables dont il disposait, fut obtenu par le simple effort du jeune comte de Derwentwater et d'un autre jeune homme du Northumberland, appelé Forster, très-influent dans le pays et jacobite, quoique protestant. Ils proclamèrent le prétendant à Warkworth au son des trompettes, et marchant au sud avec un petit nombre de partisans, au premier rang desquels était le brigadie Mac-Intosh, ils traversèrent sans rencontrer aucune

Insurrection des comtés septentrionaux de l'Angleterre.

1715.

sistance sérieuse le Northumberland, le Westmoreland et une partie du comté de Lancastre : ils allèrent ainsi jusqu'à Preston, sur la Ribble, au nombre d'environ deux mille hommes commandés par Forster : là fut le terme de leurs succès. Les généraux Wills et Carpenter réunirent toutes les forces royales disponibles dans le voisinage, et livrèrent aux insurgés, sous les murs de Preston, un combat sanglant à la suite duquel Forster se rendit avec quatorze cents des siens. Beaucoup de chefs de marque, entre autres le brigadier Mac-Intosh, les lords Derwentwater, Nithisdale, Kenmure et Nairn, furent au nombre des prisonniers, et l'insurrection des comtés anglais fut ainsi étouffée dès son début. Celle d'Ecosse approchait de son terme. Montrose et Dundee avaient jadis, en moins de temps et avec des forces de moitié inférieures, compté de nombreuses victoires, et Mar, avec son armée, était encore immobile à Perth. Stimulé enfin par l'impatience de ses montagnards et par la nécessité, il se mit en marche vers le sud avec environ huit mille hommes; le duc d'Argyle n'en avait encore réuni que quatre mille; néanmoins il se porta résolument au-devant de l'ennemi. Les deux armées se rencontrèrent aux environs de Dumblane, à Sheriffmuir. Là se livra une bataille très-sanglante et indécise. Des deux côtés on s'attribua la victoire : Mar cependant, et quoiqu'il eût l'avantage, commanda la retraite et se renferma de nouveau dans la ville de Perth, où il vit son armée bientôt considérablement réduite par le mécontentement et la désertion. C'est alors, et quand sa cause était déjà perdue, que le chevalier de Saint-George, longtemps retenu malgré lui sur le continent, débarqua en

Combat de Preston. Défaite des insurgés.

Bataille de Sheriffmuir. 1715.

Écosse et se rendit à Perth, où, à la vue du petit nombre d'hommes réunis encore sous son drapeau, il désespéra lui-même du succès, et les affaiblit par son propre découragement plus qu'il ne les fortifia par sa présence [1]. Les forces d'Argyle s'étaient beaucoup accrues ; il prit à son tour l'offensive : Mar n'osa livrer une nouvelle bataille, et le 30 janvier, tandis que les derniers clans restés fidèles au prince demandaient avec instance l'ordre de combattre, Mar donna celui d'évacuer la ville et de se diriger vers le nord. Peu de jours après, le chevalier de Saint-George, accompagné de son général malheureux et d'un petit nombre de serviteurs, quitta secrètement l'armée et s'embarqua pour la France. Sa fuite fut le signal d'une désertion générale, et mit fin à cette rébellion redoutable à laquelle il n'avait manqué pour réussir qu'un nouveau Dundee : mais ce fut la destinée des Stuarts de posséder d'habiles généraux sans armées, et en d'autres temps des armées sans chefs expérimentés pour les conduire et de voir ainsi avorter toutes leurs entreprises.

Débarquement du prétendant en Écosse.

Son retour en France.

Fin de l'insurrection 1716.

Le prétendant, de retour en France, imputa une partie de ses revers à Bolingbroke, et après lui avoir fait un accueil cordial, il lui retira tous ses pouvoirs, et porta le dernier coup à sa propre fortune en se privant du seul homme qui fût, par ses talents, en état de l'améliorer, sinon de la rétablir. Cette entreprise désastreuse eut pour dernier résultat l'ajournement indéfini des espérances des jacobites, la désolation et la ruine d'une multitude de familles. Quelques prisonniers furent assez heureux pour s'échapper, plusieurs furent relâchés, d'autres périrent

1. Walter-Scott, *Histoire d'Écosse.*

de la main du bourreau. De ce nombre furent les comtes de Derwentwater et de Kenmure, qui moururent avec courage en priant sur l'échafaud pour le prince auquel ils s'étaient sacrifiés. L'année suivante, une amnistie fut publiée, par laquelle les lords Carnwarth, Widdington et Nairn, recouvrèrent la liberté, ainsi qu'un grand nombre de gentilshommes condamnés à mort et détenus à Newgate et à Newcastle. Une multitude de personnes d'un rang inférieur furent élargies sur divers points du royaume. On apporta quelques restrictions à cette amnistie, mais en aucun temps elles ne furent moins nombreuses, et cette sage mesure est tout à la fois un témoignage honorable pour le caractère du roi George [1] et pour le progrès des principes de clémence et d'humanité dans la législation anglaise et dans l'esprit du siècle.

Supplices.

Amnistie.

1716.

L'année suivante fut marquée par un important changement relatif à la durée des parlements. L'acte de 1694 avait fixé celle-ci à trois ans : sous Georges Ier, elle fut étendue à sept années. On avait reconnu durant près d'un quart de siècle, les inconvénients graves de la courte durée des parlements triennaux qui ne donnait point à la politique une stabilité suffisante : les exemples les plus scandaleux de la corruption parlementaire datent en outre de cette époque où le trop fréquent retour des brigues électorales portait perpétuellement atteinte à la moralité du pays, et où une foule de députés des

Bill pour la septennalité des parlements.

1716.

1. Lord Nithisdale, condamné à mort, fut redevable de la vie au dévouement de sa femme qui facilita son évasion. La joie que témoigna George Ier en l'apprenant lui fait honneur. Voyez dans la *Vie du chancelier Cowper*, par lord Campbell, la relation du journal de lord Cowper, relative à ce fait, vol. IV, p. 303, note.

communes, pressés de tirer avantage pour eux-mêmes d'un mandat si court, se hâtaient de mettre à prix leurs services. Le bill pour la septennalité, soutenu avec force dans la chambre des pairs par les ducs de Devonshire et d'Argyle et par lord Townshend, et dans les communes par Stanhope, Aislabie, Craggs et sir Richard Steele, fut attaqué comme monstrueux par l'opposition [1]. Il fut adopté et eut les meilleurs résultats. Les communes, depuis cette époque, grandirent beaucoup en importance, soit vis-à-vis la couronne, soit vis-à-vis le corps électoral, et c'est depuis lors seulement que les principaux ministres ont reconnu que l'intérêt de leur réputation et de leur puissance était d'y conserver leur siége, afin d'en mieux diriger les débats[2].

Le roi, dont le Hanovre était toujours le premier intérêt, résolut de s'y rendre ; mais, en s'éloignant, il refusa la régence au prince de Galles pour qui ses sentiments ne furent jamais ceux d'un père, et lui conféra le titre de gardien du royaume, qu'aucun prince n'avait jamais porté depuis le fameux prince Noir. Cette époque fut celle du premier rapprochement opéré depuis Charles II, entre

1. L'argument le plus spécieux qu'on fit valoir contre ce bill, fut qu'une chambre des communes élue pour trois ans n'avait pas le droit de prolonger elle-même ses pouvoirs. La meilleure réponse à cette objection a été faite par Blackstone : Qui oserait prétendre, dit-il, que les deux chambres du parlement qui avaient voté le bill triennal, n'eussent également le droit de le révoquer plus tard? Et cependant en se bornant à annuler le bill triennal, elles eussent nécessairement rétabli l'ordre de choses en vigueur avant le vote de ce bill, c'est-à-dire que leurs pouvoirs, par ce seul fait, eussent été prolongés indéfiniment et sans autres limites que la volonté du souverain. Citation extraite de Blackstone, *Parliamentary history*, volume septième, p. 295.

2. Les débats sur ce bill important sont d'un grand intérêt : on les lit dans le septième volume de l'*Histoire parlementaire*, p. 292-367.

Intérêts communs de la maison de Hanôvre et de la maison d'Orléans.

la France et l'Angleterre. Un danger perpétuel provenait pour ce dernier royaume de l'appui que la France prêtait aux Stuarts depuis tant d'années, et une expérience toute récente avait montré qu'une alliance étroite avec la Hollande et l'Empire était impuissante à paralyser les intrigues du prétendant ou à déjouer ses projets. La France, assez forte pour faire redouter le succès des entreprises de ce prince en les appuyant, était seule aussi en état de les faire avorter. La politique de la maison de Hanôvre était donc de s'en faire une alliée, et un intérêt commun rapprochait d'elle le duc d'Orléans régent du royaume. D'après les stipulations du traité d'Utrecht et la renonciation faite par Philippe V pour lui et pour les siens, il n'y avait qu'un enfant faible et maladif, arrière-petit-fils du feu roi, entre la couronne de France et la maison d'Orléans, et si le jeune Louis XV venait à succomber, il était à craindre que le roi d'Espagne ne revendiquât cette couronne au mépris des clauses signées à Utrecht et de sa propre renonciation. Le régent se fortifiait et s'armait d'avance contre cette éventualité en s'alliant par un traité avec l'Angleterre, et le gouvernement anglais trouvait lui-même, dans cette alliance, de puissantes garanties, d'une part, contre la réunion des deux couronnes sur la même tête ou dans la même branche des Bourbons, et d'autre part, contre les entreprises du prétendant.

Ce traité, malgré ses avantages évidents, fut l'objet de longs débats, et peut-être n'eût-il pas été signé sans les habiles efforts de Dubois, ministre du régent, non moins remarquable par ses talents que décrié pour ses vices. La conclusion en fut aussi hâtée par le retour imprévu du roi de Suède Charles XII dans ses états et par l'invasion du czar

de Russie Pierre le Grand dans le Mecklembourg. Le roi Georges trembla pour son électorat de Hanôvre et surtout pour la possession de Brême et Werden qu'il avait récemment acquis du Danemark et que réclamait Charles XII. Il comprit mieux la nécessité d'une alliance étroite avec la France et se montra dès lors très-impatient de la conclure : il importait d'y comprendre les états généraux de Hollande, et leurs lenteurs qu'il attribua à Townshend, chef de son cabinet, l'irritèrent contre ce ministre. Une autre cause de la disgrâce de Townshend et la plus sérieuse peut-être, fut sa condescendance pour le prince de Galles qui désirait des pouvoirs plus étendus et recherchait une popularité dont son père ne jouissait pas. Le roi se crut trompé et renvoya son ministre, dont la disgrâce plus que le ressentiment, fut adoucie par l'offre de la vice-royauté d'Irlande refusée d'abord et plus tard acceptée. Le roi revint à Londres et le fameux traité de la triple-alliance y fut enfin signé (4 janvier 1717) entre l'Angleterre, la France et la Hollande.

Disgrâce de Townshend. 1716.

Traité de la Triple-Alliance. 1717.

L'aventureux Charles XII était, entre les souverains du Nord, celui dont l'inimitié était la plus redoutable à l'Angleterre, et si ses projets sur ce royaume n'eussent trouvé des obstacles dans la guerre qui durait encore entre lui et la Russie, ils auraient pu s'accomplir. Il songeait à ramener le prétendant en Écosse avec une armée et à rétablir les Stuarts sur le trône : il y était poussé par un aventurier intrigant, le baron de Gortz, qui avait su capter sa confiance et qui, de Hollande où il était retiré, entretenait une correspondance active avec le comte de Gyllenberg : celui-ci, ministre du roi de Suède en Angleterre, conspirait avec les adversaires du gouvernement

Projets de Charles XII sur l'Angleterre.

Conspiration de Gyllenberg.

près duquel il était accrédité, avec l'ambassadeur d'Espagne et les jacobites. Ses intrigues furent découvertes : Gyllenberg fut arrêté ; ses papiers saisis confirmèrent tous les soupçons et donnèrent la certitude de ses trames coupables. Le gouvernement justement alarmé, résolut de mesurer l'effort de la défense à la grandeur du péril et demanda dans ce but un important surcroît de subsides. Il l'obtint malgré l'opposition des torys unis à la fraction des whigs, amis zélés de Townshend, et qui saisirent cette occasion pour manifester leur mécontentement de la destitution de leur chef. Le ministère n'eut qu'une insignifiante majorité qu'il considéra comme un échec et dont il rendit Townshend responsable en lui ôtant la vice-royauté d'Irlande. Cette nouvelle et seconde disgrâce

Scission du parti whig. 1717.

amena une profonde scission dans le parti whig. Robert Walpole, beau-frère de Townshend, se démit de ses charges[1], et son exemple fut suivi de la plupart des membres du cabinet; Methuen, Pulteney, lord Orford et le duc de Devonshire se retirèrent avec lui, et un nouveau minis-

Nouveau ministère.

tère fut constitué par Stanhope et Sunderland (1717). Stanhope remplaça Walpole comme premier lord de la trésorerie, Sunderland et le célèbre Addisson furent secrétaires d'État, Aislabie, chancelier de l'Échiquier, Craggs, secrétaire pour la guerre, le comte de Berkeley premier lord de l'amirauté, le duc de Newcastle lord chambellan et le duc de Bolton lord lieutenant d'Irlande : lord Cowper garda les sceaux. Robert Walpole, dans l'opposition, en devint le chef le plus redouté : l'on vit ainsi l'un des

1 Robert Walpole, nommé payeur général au début du règne, avait réuni ensuite les grandes charges de premier lord de la trésorerie et de chancelier de l'Échiquier.

membres éminents de ce grand parti whig qui avait établi sur le trône la dynastie hanovrienne, se liguer avec ses adversaires les plus acharnés, les Shippen, les Wyndham, les Bromley. La guerre qu'il fit au cabinet fut systématique et implacable, et les mesures qu'il avait lui-même conseillées ou soutenues lorsqu'il en faisait partie, devinrent l'objet de ses violentes attaques.

Suite du règne de George Ier, depuis la scission du parti Whig, jusqu'à la rentrée de Walpole, comme premier ministre, dans le cabinet.

1717 — 1722.

Procès du comte d'Oxford. 1717.

Walpole ouvrit la lutte avec ses anciens collègues dans le procès du comte d'Oxford. Cet homme d'Etat vivement poursuivi au début du règne, était, depuis deux ans, détenu à la Tour et demanda lui-même à être jugé. Walpole s'était montré l'un des plus ardents à le poursuivre et présidait le comité des communes chargé de soutenir l'accusation. Mais, en passant dans l'opposition, il vit ce procès d'un autre œil, s'absenta du comité où il fut remplacé, et prépara secrètement toutes les voies à l'acquittement du ministre poursuivi à sa propre requête [1]. Ce fut lui qui suggéra aux amis d'Oxford l'expédient qui le fit absoudre, et c'est par son conseil que lord Harcourt demanda aux pairs de séparer dans les charges produites contre l'accusé, les faits qui impliquaient la

1. Coxe, *Memoirs of sir Robert Walpole.* — Parliamentary History, VII, 478.

trahison de ceux d'une importance moindre. Les amis du ministre inculpé n'ignoraient pas que l'acte d'accusation contre Oxford, avait été rédigé avec la violence de l'esprit de parti et la rancune de l'orgueil national humilié par la paix d'Utrecht, et, quelque justes que fussent les griefs de la nation, soit contre plusieurs clauses de ce traité, soit contre les moyens employés pour l'obtenir, il n'y avait point lieu à en condamner les auteurs pour crime de trahison. Ce mode de procédure n'était point autorisé par la coutume, et l'employer à l'égard d'Oxford, c'était, selon toute apparence, lui ménager une victoire. Sunderland et les principaux ministres s'y opposèrent de tout leur pouvoir, mais sans succès, et quatre-vingt-huit pairs contre cinquante-six accueillirent la motion d'Harcourt. Ce vote dont sir Henri Hallam a dit, sans le blâmer d'ailleurs, qu'il pouvait à peine être justifié par aucun précédent ou paraître conciliable avec la dignité des communes [1], fut ressenti comme une offense par cette chambre : elle y vit une violation de ses priviléges et refusa de concourir à son exécution. C'était là l'important résultat espéré par les amis d'Oxford. Les lords étant réunis en cour de justice à Westminster, au jour fixé par eux pour l'ouverture des débats, personne ne se présenta pour soutenir l'accusation au nom des communes, les juges rendirent un verdict d'acquittement et le prisonnier fut absous et élargi sans être justifié.

Acquittement du comte d'Oxford 1717.

Les communes ressentirent vivement la conduite des pairs dans ce procès : elles y virent un déni de justice et une motion fut présentée par un de leurs membres, sir

1. *Hist. constit. d'Angleterre*, chap. XVI.

William Strickland, pour procéder contre Oxford par un *bill d'attainder* [1]. Elle fut rejetée; mais les communes en adoptèrent une autre à l'effet de supplier le roi d'excepter le comte d'un acte de grâce qu'il s'était engagé à publier. George Ier promit d'accéder à cette demande des communes, et peu de jours après il vint, en personne, clore la session.

Les rapports entre le roi et son héritier s'envenimaient chaque jour; le prince, à la suite de scènes orageuses, quitta la résidence royale pour habiter l'hôtel *Leicester*, qui devint le rendez-vous général et le principal foyer de l'opposition. Le ministère subit à la même époque des modifications profondes. Stanhope, élevé à la pairie, échangea ses attributions de premier lord de la trésorerie dans le conseil contre celles de Sunderland et devint secrétaire d'Etat pour l'extérieur; Craggs, orateur abondant et politique habile, remplaça l'autre secrétaire d'Etat Addisson, l'un des plus excellents écrivains qu'ait eus l'Angleterre, mais qui, dépourvu des qualités qui font l'homme d'Etat et convaincu de son insuffisance, se retira volontairement. Lord Cowper résigna les sceaux après une longue et glorieuse carrière et fut remplacé dans sa charge par lord Parker, premier juge du banc du roi, et qui devint comte de Macclesfield.

Modifications ministérielles.

1718.

Toute l'attention du gouvernement ainsi constitué, se porta sur l'Espagne, où Albéroni avait su capter la faveur royale. Cet homme étonnant qui, de l'humble condition

1. Cette motion, présentée d'abord pendant le procès du comte d'Oxford, fut renouvelée, sans plus de succès, après son acquittement. (Tindal.) — Voyez aussi le procès du comte d'Oxford dans l'*Histoire parlementaire*, vol. VII, 477-499.

Administration d'Alberoni en Espagne.

de jardinier, s'était élevé à la dignité de cardinal et de premier ministre, déploya dans ce poste éminent, des facultés peu communes, et montra un louable désir de régénérer l'Espagne en la retirant de l'abaissement où elle était tombée depuis Philippe II; mais il voulut tout faire à la fois, oubliant que le temps est, pour les empires surtout, la seule condition des sérieuses réformes et des créations durables. Albéroni creusa des bassins, releva des citadelles, répara les ports de la Biscaye et de la Catalogne, fonda un collége naval à Cadix et fit construire de nombreux vaisseaux; il créa beaucoup de manufactures, appelant en Espagne d'habiles ouvrier anglais et hollandais, et au moment même où il dépensait des sommes immenses dans ces travaux utiles pour lesquels la paix était précieuse, il se jeta dans la guerre, bravant tout ensemble l'Angleterre, la France, la Hollande et l'Empire, appliquant au gouvernement de l'Etat cette hardiesse inconsidérée, cette politique d'aventure qui étonne, éblouit, mais qui, impuissante à rien fonder de stable, ne peut donner que des succès éphémères auxquels trop souvent survivent leurs auteurs.

Albéroni avait grandi à la cour et s'était acquis un crédit absolu sur l'esprit de la reine Elisabeth Farnèse en la flattant de l'espoir d'une souveraineté en Italie pour un de ses enfants; mais son audacieuse politique, en inquiétant l'empereur pour ses possessions italiennes, rapprocha ce monarque de la France et de l'Angleterre, l'obligea de faire cause commune contre l'Espagne avec ces puissances et la Hollande, et donna ainsi naissance au fameux traité de la quadruple-alliance. Ce traité fut conclu sur les bases de la paix d'Utrecht (1718). Celle-ci en-

Traité de la Quadruple-Alliance. 1718.

traînait la double renonciation de l'empereur à la couronne d'Espagne et de Philippe V aux états détachés de sa monarchie, au nombre desquels était la Sicile, donnée à Utrecht au duc de Savoie avec le titre de roi. Le nouveau traité assurait la réversion des duchés de Parme et de Toscane à l'infant don Carlos, et l'échange de la Sicile contre la Sardaigne entre le roi de Piémont Victor-Amédée et l'empereur. Celui-ci, comme une compensation pour l'inégale valeur des deux îles, reconnaissait les droits de la maison de Savoie à la succession de l'Espagne en cas d'extinction de la postérité de Philippe V. Un délai de trois mois était accordé au roi d'Espagne et à Victor-Amédée pour accéder au traité de la quadruple-alliance. Passé ce terme, les puissances contractantes s'engageaient à réduire par la force des armes celui des deux souverains qui refuserait son assentiment, et au besoin l'un et l'autre.

Au moment où le traité fut signé, une flotte espagnole de vingt-neuf vaisseaux de guerre, sortie du port de Barcelone, portait une armée de trente-cinq mille hommes en Sicile afin de rattacher cette île à la couronne de Philippe V. La conclusion définitive de la quadruple alliance n'abattit point les espérances d'Albéroni; il poursuivit tout à la fois ses immenses armements à l'intérieur, ses négociations et ses intrigues au dehors : il tenta d'éblouir Victor-Amédée en lui faisant espérer le Milanais comme un équivalent pour la Sicile; il poussa les Turcs à continuer la guerre contre l'empereur malgré leurs défaites; il excita la jalousie du commerce hollandais, et en même temps il nourrit soigneusement en France toutes les semences de discorde et de rébellion, encourageant l'insurrection des mécontents en Bretagne et des

Politique aventureuse d'Alberoni.

protestants dans les Cévennes, et entretenant avec le duc et la duchesse du Maine, ennemis du régent, une correspondance criminelle par le canal de l'ambassadeur espagnol Cellamare. Mais c'était surtout l'Angleterre qu'Albéroni menaçait : il reprit tous les projets du baron de Gortz : il espéra que Charles XII et le czar, oubliant leurs querelles, s'uniraient contre le roi George pour rétablir le prétendant ; il correspondit avec ce prince, qui, depuis la conclusion du précédent traité de la triple-alliance, avait franchi les Alpes et fixé sa résidence à Rome : il l'appela à Madrid, où l'héritier des Stuarts fut reçu en roi. Les agents du cardinal, partout répandus en Angleterre, déclamaient contre le fardeau des taxes, contre les dangers d'une armée permanente, et les conséquences désastreuses d'une guerre avec l'Espagne pour les intérêts commerciaux du pays, et tandis qu'ils fomentaient ainsi l'irritation populaire dans le royaume, une armée et une flotte nombreuse, dont le commandement devait être donné à d'Ormond ou au prétendant lui-même, se disposaient à l'envahir.

Armements formidables de l'Espagne.

Toutes ces espérances s'évanouirent aussi rapidement qu'elles avaient été conçues : l'Angleterre, à la nouvelle de l'armement formidable sorti du port de Barcelone et dont la destination n'était pas connue, avait ordonné à l'amiral Byng de croiser avec vingt vaisseaux dans la Méditerranée. La flotte espagnole aborda en Sicile où l'armée débarqua sous les ordres du marquis de Lède et s'empara de Palerme et de Messine. Cette ville s'était rendue et les Espagnols tenaient la citadelle assiégée lorsque la flotte anglaise rencontra la flotte espagnole à la hauteur du cap Passaro (1718). Le combat s'engagea, quoique la guerre

n'eût pas encore été ouvertement déclarée, et la victoire fut disputée sans être un moment indécise, les Anglais étant supérieurs par le nombre comme par l'expérience et l'habileté. Les Espagnols combattirent avec un grand courage, mais sans ordre et sans discipline ; leurs bâtiments, dont plusieurs n'étaient que des navires de commerce armés en guerre, furent attaqués et pris les uns après les autres : la flotte entière fut, en quelques heures, perdue pour Philippe V, et toute communication fut rompue entre l'Espagne et l'armée qui combattait pour elle en Sicile. Ce désastre fut promptement suivi d'un autre presque aussi irréparable. Une expédition de cinq vaisseaux de guerre et de vingt transports avait été préparée à grands frais par Albéroni dans le port de Cadix, elle portait 5000 hommes, en grande partie irlandais, et des armes pour trente mille soldats. Son but était le rétablissement des Stuarts : Ormond, revêtu du titre de capitaine-général du roi d'Espagne et désigné pour la commander, devait s'embarquer à la Corogne ; mais les vents combattirent pour la Grande-Bretagne : l'expédition eut à peine doublé le cap Finistère qu'elle fut battue d'un ouragan terrible : la tempête souffla douze jours avec furie ; chevaux, canons, approvisionnements, armes de toute espèce furent jetés à la mer pour alléger les bâtiments, et le peu de navires qui échappèrent au désastre rentrèrent brisés et désemparés dans les ports (1719).

Combat naval de Passaro.

Victoire des Anglais.

1718.

Seconde flotte espagnole détruite par la tempête.

1719.

A ces revers maritimes de l'Espagne il s'en joignit d'autres sur terre. Le gouvernement français, justement irrité de la violation des lois des nations, par la conspiration de l'ambassadeur Cellamare, accrédité auprès de lui, avait déclaré la guerre à l'Espagne. Une armée fran-

Invasion de l'Espagne par deux armées françaises.

çaise, sous les ordres de M. de Silly, pénétrait dans ce pays par la Biscaye, tandis qu'une autre armée envahissait la Catalogne : vers le même temps enfin, vingt mille Autrichiens ou impériaux sous le comte Mercy abordaient en Sicile. L'armée sous les ordres de Silly franchit la Bidassoa, réduisit les *Passages* où six vaisseaux en construction furent brûlés. Fontarabie fut ensuite investie et contrainte de se rendre : Santona attaquée par mer eut le même sort; ses chantiers et ses arsenaux devinrent la proie des flammes : trois mois plus tard une expédition anglaise battit en brèche les remparts de Vigo et détruisit dans ce port les derniers débris de la marine espagnole et il ne resta rien de tant de préparatifs gigantesques.

Ravage des Anglais à Vigo.

L'Espagne, au milieu de tant de revers, eut cependant une journée glorieuse : son armée en Sicile vainquit les impériaux en bataille rangée à Franca-Villa. Ce triomphe, en maintenant l'honneur de leurs armes, ne pouvait rétablir leur fortune et en donnant une satisfaction passagère à l'orgueil blessé d'Albéroni, il le disposa à faire des avances à la France et à l'Angleterre pour obtenir la paix. Mais les gouvernements de ces deux nations étaient trop profondément irrités des moyens criminels auxquels il avait eu recours pour les renverser, ils savaient que s'il demeurait à la tête des conseils de l'Espagne aucune paix durable ne serait possible aussitôt qu'il se croirait intéressé à la violer; ils s'entendirent pour exiger son renvoi. Philippe V d'ailleurs et la reine Elisabeth Farnèse ouvrirent enfin les yeux sur les désastres qu'il avait attirés sur l'Espagne; et les nombreux ennemis qu'il s'était suscités, moins encore

par ses fautes que par ses utiles réformes, le voyant ébranlé, se liguèrent contre lui : le confesseur de la reine se joignit à eux et Albéroni fut perdu. Le 4 décembre il avait travaillé avec le roi comme de coutume, le lendemain un décret royal le destitua de tous ses emplois et ne lui accorda que huit jours pour quitter Madrid et trois semaines pour sortir du territoire espagnol. Il ne revit plus le roi et termina sa vie dans des intrigues obscures après avoir enseigné au monde, par son exemple, que les moyens par lesquels les aventuriers grandissent ne sont pas ceux qui relèvent les empires, et que les plus louables choses entreprises dans ce but, par un esprit ardent et vaste, demeurent stériles et vaines sans la sagesse qui calcule et la patience qui fait éclore. Philippe V adhéra le mois suivant à la quadruple-alliance, déclarant qu'il faisait à la paix de l'Europe le sacrifice d'une partie de ses droits et de sa puissance.

Disgrace et renvoi d'Alberoni

Adhésion de Philippe V à la quadruple-alliance. 1720.

L'union de la France et de l'Angleterre ne fut pas moins utile pour pacifier le Nord, où Charles, en provoquant tous ses voisins par son ambition sans repos, les avait armés tous contre lui. Ce grand fléau n'était plus : à Charles XII avait succédé sur le trône de Suède sa sœur Ulrique (1718), et cette princesse, en héritant du sceptre de son frère, héritait aussi des difficultés sans nombre qu'il avait suscitées à son peuple et à lui-même. Elle comprit qu'un royaume épuisé d'hommes et d'argent devait songer aux sacrifices plus qu'aux conquêtes : elle se concilia le roi Georges en abandonnant au Hanovre Verden et Brême, le roi de Prusse en lui cédant Stettin et enfin, pour satisfaire le roi de Pologne Auguste, elle reconnut son titre. Elle sollicita ensuite et obtint l'assis-

Mort de Charles XII. 1718.

tance des gouvernements de France et d'Angleterre contre le Danemark et la Russie : l'amiral anglais sir John Norris, entra dans la Baltique avec onze vaisseaux et fit sa jonction avec la flotte suédoise à Carlscrown : cette puissante intervention sauva la Suède. Le Danemark céda ses récentes conquêtes pour une compensation pécuniaire : la Russie rappela sa flotte sans vouloir négocier, et des cinq puissances que la démence turbulente de Charles XII avait armées contre la Suède, le czar seul demeura en guerre avec elle (1719).

Révocation de l'acte contre la conformité occasionnelle et de l'acte du schisme. 1718.

Cette même année fut marquée en Angleterre par quelques actes législatifs importants : l'un d'eux, destiné à satisfaire et à rallier les dissidents, fut présenté au parlement par lord Stanhope sous un titre digne d'attention, surtout si l'on considère la force des préventions existantes contre eux dans l'Église établie. Stanhope intitula son projet : *Bill pour fortifier dans le royaume l'intérêt protestant* (1), et ce bill révoquait l'acte contre la conformité occasionnelle et l'acte du schisme rendus tous deux à la requête de la haute Église sous le règne précédent. Sir Robert Walpole et quelques autres des anciens ministres whigs destitués ou démissionnaires, s'unirent dans cette circonstance et par opposition systématique aux torys pour combattre un bill qui répondait à leur secrète pensée et qu'ils auraient eux-mêmes proposé s'ils fussent demeurés au pouvoir. Les principaux membres du cabinet et surtout Shanhope et Sunderland firent de louables efforts pour soutenir le bill. Ils auraient désiré obtenir d'avantage et abolir pour les dissidents l'acte

(1) Act for Strengthening the protestant interest (*Parliamentary History*, vol. VII, 367-387).

du test en admettant ceux-ci à la plupart des priviléges de l'Église établie[1] ; mais le moment n'était pas venu. Les chartes qui assuraient tous les avantages politiques aux membres de l'Eglise d'Angleterre étaient considérées par beaucoup de whigs eux-mêmes comme le boulevard de la constitution, et ce fut avec peine et en évitant de porter aucune atteinte à l'acte du test et des corporations, qu'ils obtinrent, pour les mesures proposées, l'appui de la portion modérée du banc des évêques et la majorité dans les deux chambres.

Mais l'acte le plus important de cette époque et qui touchait véritablement aux racines mêmes de la constitution, fut l'acte projeté touchant *la pairie*. Cette grande mesure, conçue d'abord par Stanhope, fut proposée et vivement soutenue par Sunderland. Il existait entre ce ministre et le prince de Galles une inimitié profonde, et Sunderland était fondé à craindre qu'en montant sur le trône le prince ne cherchât à briser la majorité whig dans la chambre des pairs au moyen d'une promotion extraordinaire, par un abus dangereux de la prérogative royale. Etant lui-même un des chefs les plus éminents du parti whig, Sunderland se voyait personnellement menacé, et il redoutait qu'un coup si violent ne renversât en même temps toute sa politique et l'influence de son parti. Il crut ne pouvoir conjurer ce

1. Lord Stanhope voulait plus encore : il poussait la tolérance et devançait son époque jusqu'à désirer abolir pour les catholiques mêmes toutes les restrictions légales et oppressives. Il comprit qu'il lui serait impossible de lutter à cet égard contre les préjugés de son temps : mais dans les papiers qu'il a laissés on a trouvé le premier germe de l'acte pour l'émancipation des catholiques. Voyez lord Mahon, *Hist. d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht* chap. IX.

péril qu'en limitant la prérogative sur un point d'une si haute importance, et en dépouillant la couronne du droit de nommer à l'avenir de nouveaux pairs. C'était elle surtout qu'une telle mesure eût lésée en lui enlevant une de ses plus précieuses attributions, et tout autre que Georges Ier n'eût point souffert, de la part de ses ministres, une semblable attaque à ses priviléges. Mais ce prince, étranger à la langue, aux lois fondamentales, à l'histoire même du pays sur lequel il régnait, était beaucoup moins attaché à l'Angleterre qu'au Hanôvre, et plus jaloux de ses droits comme électeur que des priviléges d'une couronne trop pesante pour son front. Il haïssait en outre le prince de Galles, et il était ainsi disposé d'avance à accueillir toute mesure propre à restreindre les pouvoirs de son successeur. Sunderland tira fort habilement avantage de ces dispositions du roi pour le succès de son entreprise, et, en février 1719, peu après l'ouverture de la session législative, il présenta à la chambre des pairs un projet relatif à une constitution nouvelle de la pairie. Les principales clauses de cet acte portaient que le nombre actuel des pairs anglais ne serait accru que de six, outre les princes qui seraient toujours pairs en vertu de leur naissance; qu'aucune pairie ne serait transmissible que dans la ligne directe du premier titulaire, et qu'en cas d'extinction seulement d'héritiers dans cette ligne, il y aurait lieu à des créations nouvelles. Les seize pairs électifs d'Ecosse devaient être remplacés par vingt-cinq pairs héréditaires choisis par le roi dans l'ancienne pairie de ce royaume.

Projet de bill sur la pairie.

1719.

Tel était en substance le fameux projet que présenta Sunderland sur l'organisation nouvelle de la pairie dans

le Royaume-Uni. Il donnait aux pairs, en surcroît de considération et de puissance, tout ce que perdait la couronne, et il ne fut vivement combattu dans leur chambre que par les pairs écossais, comme violant, pour la pairie d'Ecosse, une des principales clauses du traité d'union. Adopté par les lords, le bill fut porté devant les communes, où une opposition sérieuse était à craindre. Les ministres essayèrent de la conjurer en faisant espérer à cette chambre, en retour de sa condescendance au vœu royal, le sacrifice d'une autre prérogative de la couronne dont elle s'était plaint souvent, savoir, le droit de grâce après des poursuites ordonnées par elles : faible compensation pour une mesure qui, en ôtant un noble but à l'ambition des communes, eût accru, dans des proportions dangereuses, la prépondérance des lords. La pairie, en effet, devenant un corps plus fixe et limité, toujours identique à lui-même, comme l'est tout corps qui se renouvelle dans son propre sein, sans adjonction étrangère, eût sans doute acquis de la force contre les tendances abusives de la couronne, mais elle fût en même temps devenue moins apte à apprécier les modifications rendues nécessaires dans les lois par les circonstances nouvelles comme par le progrès du temps et des mœurs : on aurait vu s'y reproduire avec violence toutes les passions, tous les abus des corps oligarchiques, et le nouveau bill en affranchissant la pairie d'une crainte salutaire eût été pour elle-même l'occasion et la source de nombreux périls. Ce grand corps eût en même temps été privé des forces précieuses sans cesse renouvelées qu'il tirait de l'adjonction perpétuelle des hommes éminents et en réputation dans les communes.

Considérations sur ce bill

dans l'administration, dans la magistrature et dans l'armée. L'esprit nouveau que l'organisation projetée eût infailliblement introduit dans la pairie eût bientôt profondément altéré les rapports mutuels des deux chambres ; aux relations existantes fondées sur les égards et l'estime mutuelle qu'ont les uns pour les autres des hommes appartenant à l'élite d'une grande nation, et dont la plupart, avant d'occuper une place dans la chambre haute, ont siégé ou siégent encore dans celle des communes, auraient bientôt succédé les rapports des nobles et des roturiers du continent, rapports fâcheux qui ont mis obstacle chez ces peuples au développement d'un véritable esprit public, et fait avorter les meilleures résolutions de leurs anciennes assemblées [1].

Ces dernières et graves considérations ne furent sans doute entrevues alors que du petit nombre : la plupart des membres des communes mus, comme le sont en général les hommes, par des motifs étroits et personnels, n'obéirent, dans cette circonstance, qu'à la crainte d'élever les pairs trop au-dessus d'eux, et de se fermer à eux-mêmes tout accès dans leurs rangs. Ce dernier argument surtout, fut, avec succès, mis en œuvre par Robert Walpole pour rallier contre le projet ministériel tous ceux dont il blessait l'amour-propre ou ruinait les espérances éloignées, et il rendit, sur ce point, la question personnelle à Stanhope, qui, étant récemment entré dans la chambre des pairs, voulait maintenant, dit-il, en tirer la porte après lui. Son début fut

Opposition de Walpole.

1. Voyez les excellentes considérations sur ce bill dans l'*Histoire constitutionnelle*, par M. Hallam, chap. XVI.

éloquent : « Les Romains, dit Walpole, ce peuple sage entre tous, avaient élevé le temple de l'honneur derrière le temple de la vertu, comme pour marquer qu'il fallait traverser celui-ci pour arriver à l'autre. Mais si le bill actuel est converti en loi, vous enlèverez à la vertu un de ses plus puissants aiguillons : il ne sera plus possible d'arriver à l'honneur qu'à travers le linceul d'un vieux lord décrépit ou les cendres d'une noble famille éteinte. » Walpole insista ensuite sur l'atteinte profonde qu'un tel acte porterait au traité d'union avec l'Ecosse, et, parlant avec l'accent de la vérité, des dangers qui en pourraient résulter pour les institutions du royaume et pour les libertés publiques, il ajouta : « Quant à prétendre, comme on le fait, que ce bill garantit la liberté du parlement, je le nie expressément : il ne fera qu'assurer une grande prépondérance aux pairs qu'il transformera en phalange compacte et impénétrable[1]. » C'est ainsi que Walpole battit successivement en brèche toutes les clauses d'un projet désastreux qui fut rejeté à une majorité d'environ cent voix. Ce ne fut pas pour lui un médiocre honneur d'avoir rallié dans cette circonstance, à son opinion, les héritiers des grandes familles, les Compton, les Devereux, les Willougby, qui, appelés par leur naissance à siéger un jour dans la chambre haute,

Rejet du bill sur la pairie.

1719.

1. Onslow, dans ses célèbres remarques, rend un éclatant témoignage au mérite extraordinaire de ce discours de Walpole qu'il avait entendu citer comme l'un des plus éloquents qui eût jamais été prononcé devant les communes d'Angleterre. De curieux fragments nous en ont été transmis dans l'Histoire parlementaire et on n'y voit pas sans surprise plusieurs citations latines remarquables dans la bouche d'un homme d'Etat dont l'un des plus grands torts fut le mépris des lettres et de ceux qui les cultivaient. (Voyez *Parliamentary History*, vol. VII, 619)

et personnellement intéressés à l'adoption du bill, s'unirent à la majorité pour le repousser, par un sentiment national et patriotique : et quiconque sait que la fortune de l'Angleterre, depuis trois siècles, repose en grande partie sur la composition à peu près homogène de sa population, comprendra que ses destinées furent compromises par un acte qui altérait d'une manière si profonde les éléments mêmes d'une des deux chambres de son parlement [1].

Rentrée de Walpole et de Townshend dans l'administration.

Le rejet d'un bill aussi important eût entraîné, de nos jours, la chute du cabinet qui l'aurait proposé ; il n'en fut pas de même à l'époque qui nous occupe. Sunderland et Stanhope, ses principaux promoteurs, ne furent pas ébranlés par cet échec et parurent, au contraire, si bien affermis que Robert Walpole et son beau-frère Townshend consentirent à faire de nouveau partie de l'administration, sans toutefois obtenir un siége dans le cabinet : Townshend eut le titre de président du conseil, et Walpole fut nommé payeur général [2]. L'état du royaume était prospère et les factions découragées : une réconciliation, apparente au moins, ménagée par Walpole, entre le roi et son fils, acheva d'abattre les espé-

1. Cette grande question de la pairie fut débattue dans la presse avec un admirable talent par les deux plus grands écrivains polémiques de l'époque, Addisson et Steele : le premier soutint le bill dans une feuille qu'il nomma le *Vieux whig* et *Steele* répondit à ses arguments par un écrit célèbre intitulé *le Plébéien*.

2. Sunderland et Stanhope avaient résolu de présenter de nouveau le bill de la pairie dans la session suivante, et il paraît prouvé que Walpole, par conviction ou par intérêt, leur avait en quelque sorte promis son concours, du moins pour la clause du bill relative aux pairies d'Écosse.

rances des jacobites [1], et Georges Ier s'éloigna sans crainte pour visiter ses états du continent.

Le parlement alors s'occupa d'un projet trop fameux qui, dans la bouche et dans la pensée peut-être de ses auteurs, devait avoir pour effet d'alléger les charges du royaume, et qui, au contraire, en gorgeant de richesses quelques spéculateurs, occasionna d'immenses et innombrables catastrophes. L'Etat avait précédemment beaucoup diminué les intérêts annuels de sa dette, qui s'élevaient à dix millions sterling, en créant un fonds d'amortissement perpétuel par la vente de plusieurs monopoles à la compagnie des mers du Sud et en offrant aux prêteurs d'opter entre ces remboursements de leur capital ou une diminution d'intérêt; mais une partie des dettes contractées par l'Etat sous les règnes d'Anne et de Guillaume à un haut intérêt et pour une somme totale de huit cent mille livres sterling ou vingt millions de francs, n'était pas rachetable, et consistait en emprunts faits pour une durée d'environ quatre-vingt-dix-neuf ans. Ce fardeau, qui de nos jours semblerait léger, paraissait intolérable à cette époque. La compagnie des mers du Sud s'offrit pour en délivrer l'Etat par l'organe de sir John Blunt, l'un de ses principaux directeurs. Elle proposa de racheter toutes ces créances au moyen d'actions donnant une certaine part proportionnelle dans ses dividendes. La compagnie n'exigeait du gouvernement, pour le montant des créances ainsi acquises, que des rentes à cinq pour cent pendant les six premières années et à quatre pour cent durant les

Rachat des créances de l'Etat par la compagnie des mers du Sud.

1. Lettre d'Atterbury à Jacques, 6 mai 1720.

années suivantes jusqu'au moment où le parlement voudrait les racheter, et pour ce privilége en apparence beaucoup plus avantageux à l'Etat, qui le concédait, qu'à la compagnie qui désirait l'acquérir, celle-ci offrait la somme énorme de trois millions et demi sterling.

Cette offre de la compagnie des mers du Sud fut accueillie avec empressement par le premier lord de la trésorerie, Sunderland, et par le chancelier de l'Echiquier Aislabie, et un bill rédigé pour mettre le projet à exécution fut présenté par eux aux communes. Celles-ci décidèrent que, pour rendre les conditions plus avantageuses à l'État, il fallait établir une concurrence entre la compagnie des mers du Sud et toutes les autres compagnies du royaume. La banque d'Angleterre entra en lutte avec la première qui, entraînée par l'espoir de réaliser d'immenses bénéfices, autorisa ses directeurs à traiter à tout prix. Ils offrirent à l'État la somme énorme de sept millions sterling pour le privilége de diminuer sa dette en acquérant ses créances qu'ils acceptaient à un intérêt fort inférieur et qu'ils déclaraient rachetables. Une pareille offre ne pouvait s'expliquer de la part de la compagnie que par l'espoir de gains illicites en spéculant sur la crédulité publique et en donnant à ses actions une valeur exorbitante et fictive. Une concession faite à des conditions semblables était donc, aux yeux de l'Etat lui-même, profondément entachée d'immoralité, et il aurait dû s'interdire toute participation à de semblables actes; mais l'or de la compagnie avait gagné plusieurs membres du cabinet, d'autres se laissèrent éblouir, et après de longs débats dans lesquels Robert Walpole à la chambre des communes, et lord Cowper dans celle des lords, com-

battirent avec force le projet et en signalerent tous les dangers, le bill passa et reçut la sanction royale (mai 1720).

Par ce bill et à l'effet de trouver les sept millions et demi dont la compagnie se reconnaissait redevable envers l'État, elle était autorisée à ouvrir des souscriptions et à créer, pour des sommes et pour un temps indéterminés, de nouvelles annuités rachetables par elle-même. Elle mit en œuvre sur-le-champ quelques-uns de ces moyens dont la tradition s'est perpétuée parmi les agioteurs de nos jours pour produire à volonté la hausse ou la baisse des effets publics, et ses agents répandirent de faux bruits accrédités dans un public tout disposé déjà à s'aveugler lui-même et à saisir la trompeuse amorce qui lui était offerte : la nouvelle se répandit que le gouvernement, pour donner au commerce des mers du Sud une extension considérable, offrait d'échanger Gibraltar et Port-Mahon contre plusieurs places dans le Pérou. Ce bruit absurde fut avidement accueilli, et la compagnie ayant ouvert une souscription pour un million sterling en actions cotées à trois cents pour cent de leur valeur, la souscription fut immédiatement enlevée et les sommes souscrites montèrent au double. Les directeurs annoncèrent un dividende de dix pour cent : cette nouvelle fit monter le taux des actions à quatre cents livres, et une seconde souscription d'un million fut enlevée aussitôt qu'ouverte. L'entraînement devint général : l'exemple éclatant de la chute du système de Law en France ne dessilla point les yeux et fut sans force pour arrêter le torrent. Les actions de la compagnie montèrent en peu de temps au taux fabuleux de mille livres sterling, et à ce

taux la compagnie trouva encore des souscriptions pour quatre millions de son capital représentant une valeur nominale et fictive de quarante millions sterling

On vit alors se renouveler à Londres, les scènes hideuses dont la rue Quincampoix à Paris avait été le dégoûtant théâtre. Tout le monde s'y montrait possédé de la fureur de faire fortune tout d'un coup et sans peine. Les avenues de la Bourse furent remplies de gens de tout état, de tout sexe et de tout âge, qui se précipitaient à l'envi sur les absurdes et coupables amorces qu'une spéculation effrontée lui présentait. Il se forma des sociétés pour toute espèce d'entreprises : l'héritier de la couronne donna son nom à l'une d'elles créée pour l'exploitation du cuivre dans les montagnes du pays de Galles. Son exemple fut suivi, et l'on vit surgir les idées les plus étranges, les projets les plus insensés accueillis souvent avec d'autant plus de faveur qu'ils étaient plus impraticables [1]. Entre ces innombrables spéculations, la plus florissante était encore celle de la compagnie des mers du Sud : vainement lord Cowper dans la chambre des lords, avec un accent aussi éloquent que prophétique, l'avait comparée au fameux cheval de Troie qu'une foule aveugle et enivrée avait introduit dans la cité de Priam,

Agiotage effréné.

1721.

1. Il y eut une société pour distiller l'eau de mer ; il y en eut d'autres pour extraire l'argent du plomb et l'huile du tournesol, pour la transmutation du mercure, pour l'importation des mulets d'Espagne, pour engraisser les porcs, pour pêcher les débris des bâtiments naufragés sur les côtes de l'Irlande : il y en eut pour une importante découverte dont le secret, disait-on, serait révélé ultérieurement, et cent guinées étaient promises à chaque souscripteur quand le moment serait venu. La souscription était de deux guinées, et l'on assure, chose incroyable, que dans la matinée même le spéculateur réalisa mille guinées.

comme une conquête précieuse, n'apercevant ni le fer ni le feu cachés dans ses flancs : le moment approchait où cette parole allait être accomplie.

La compagnie, avide de nouveaux gains, et redoutant la concurrence de toutes les autres sociétés nées du mouvement fébrile qu'elle avait elle-même imprimé, obtint des magistrats que des mesures rigoureuses fussent prises contre plusieurs; mais en les frappant elle se frappa elle-même : ces compagnies, par leur chute, ouvrirent les yeux du public jusque-là fasciné ; chacun dès lors voulut réaliser ou convertir en numéraire ses titres quels qu'ils fussent, et tout le système croula. Les actions des mers du Sud tombèrent plus rapidement encore qu'elles n'étaient montées, et ce flot puissant, qui avait porté quelques habiles à la fortune, entraîna, en se retirant, une multitude innombrable dans la ruine et le désespoir. Rien ne put rétablir la confiance perdue ; des milliers de familles passèrent subitement de l'aisance à la mendicité : l'insolente opulence de quelques-uns, qui avaient spéculé sur cette catastrophe, rendit celle-ci plus douloureuse encore; l'irritation était d'autant plus grande, que chacun cherchait à rendre les autres responsables de sa propre folie, et dans toute l'Angleterre il n'y eut qu'un cri de vengeance et de rage.

Chute rapide des actions de la compagnie des mers du Sud.

Affreux désastre.

Le ministère et le monarque lui-même furent mis en cause par l'opinion irritée : on disait que la maîtresse du roi avait reçu des sommes énormes des directeurs de la compagnie, et ceux que menaçait plus particulièrement la vindicte publique, étaient les ministres Aislabie et Sunderland, et le directeur sir John Blunt, celui-ci comme principal auteur du projet, les deux autres comme ses pro-

Crise politique.

moteurs et ses soutiens. Dans cette crise affreuse, tous les partis se déchaînèrent à la fois contre le cabinet : l'espérance revint aux jacobites ; le prétendant était hautement désigné comme un vengeur, et dans l'effervescence générale, après le bouleversement de toutes les fortunes particulières, une révolution politique était à craindre. Le roi fut rappelé du continent par ses ministres, et le parlement s'ouvrit sous les auspices les plus sombres, au milieu d'une désolation sans exemple, et aux cris menaçants d'une foule désespérée, de tout sexe, de tout âge et de toute condition. Le roi se montra, dans son discours aux chambres, profondément touché des malheurs du pays, et demanda qu'un prompt remède y fût apporté. Les débats pour l'adresse des communes furent d'une grande violence. Shippen flétrit les directeurs des noms les plus outrageants ; et comme on disait que ceux-ci n'étaient pas punissables par les lois, lord Molesworth se leva et dit : « Des crimes extraordinaires, et que les lois n'ont pu prévoir, appellent des châtiments extra-légaux. Les législateurs romains n'avaient pas prévu qu'un parricide pùt exister ; mais dès que le monstre eut paru, il fut cousu dans un sac et précipité dans le Tibre : les promoteurs de l'entreprise de la compagnie des mers du Sud sont à nos yeux des parricides, des assassins de la patrie ; je les verrais avec joie subir le même châtiment. »

Walpole fut dans cette circonstance le sauveur du pays : il avait réalisé prudemment de grands bénéfices avant la chute du système, et ce fut une des plus heureuses circonstances de la carrière politique de cet homme d'Etat, d'avoir été en dehors du cabinet lorsque ce projet désastreux y fut débattu. Membre de l'opposition à cette épo-

que, il l'avait combattu comme il combattait, sans distinction, tout ce que proposait le ministère, et sa résistance, qui n'eut peut-être d'autre fondement qu'une rancune ambitieuse, fut imputée à son patriotisme et à sa sagesse : tous les regards se tournèrent vers lui, et il fut considéré comme l'homme nécessaire de la situation. Il fit voir, dans cette circonstance périlleuse, ce bon sens, cette habileté pratique et ce calme modérateur qui lui valurent une réputation méritée, et qui le maintinrent vingt ans au pouvoir. Il aurait pu se venger de ses ennemis, et entre autres de Sunderland ; il préféra les couvrir de sa protection et glisser doucement à leur place. Il répondit à l'ardente philippique de lord Molesworth que si la ville de Londres était en flammes, les hommes sages songeraient à éteindre le feu avant de s'enquérir des incendiaires ; il s'empressa, en conséquence, de présenter un plan propre, selon lui, à relever le crédit public ; et, après avoir fait décider par la chambre que les contrats passés avec la compagnie seraient inviolables, il proposa de faire accepter des actions pour neuf millions sterling à la banque, autant à la compagnie des Indes, et de laisser le reste, équivalent à vingt millions, à la compagnie des mers du Sud. Le projet fut adopté après de longs débats; mais on suspendit son exécution. Il fut remplacé dans la suite par des mesures plus rigoureuses. Il eut du moins pour effet de calmer les alarmes des innombrables porteurs des actions de la compagnie, en leur montrant le parlement préoccupé de leur sort.

Sages mesures proposées par Walpole.

1721.

L'effervescence générale des esprits fut en même temps modérée, et le courroux public satisfait par l'adoption d'une mesure sévère contre les auteurs de tant de ma

nœuvres frauduleuses, et contre tous ceux dont ils avaient reçu encouragement et protection. La chambre des pairs fit emprisonner cinq directeurs de la compagnie. Leur trésorier, l'agent de leurs secrètes transactions, sommé de comparaître devant les communes, prit la fuite, emportant avec lui tous ses papiers. A cette nouvelle, la chambre fit fermer ses portes, effaça du nombre de ses membres quatre directeurs de la compagnie et les fit arrêter. Leurs papiers furent saisis, et l'assemblée nomma en même temps un comité d'enquête où elle fit entrer leurs plus violents adversaires. Ce comité, dans son rapport, incrimina non-seulement plusieurs directeurs, mais aussi des ministres et d'autres membres de l'administration, qu'il accusa de s'être laissé séduire. On avait découvert que l'année précédente des valeurs fictives avaient été créées par la compagnie pour un demi-million sterling, afin de faciliter l'adoption de ses plans : il fut aussi reconnu que les deux avides maîtresses du roi, la duchesse de Kendale et Mme de Praten, avaient reçu chacune, sur ce fonds, 10,000 livres, et que plusieurs de leurs parents avaient été gagnés par de semblables moyens. Ces dernières et odieuses transactions ne donnèrent lieu à aucune recherche ultérieure, par respect pour la dignité royale. Les poursuites furent limitées aux directeurs eux-mêmes et à leurs complices dans l'administration. Les plus gravement inculpés entre ceux-ci, pour crime de péculat, étaient le secrétaire d'Etat Craggs; son père, directeur général des postes; Charles Stanhope, cousin du célèbre ministre de ce nom, et secrétaire de la trésorerie; Aislabie, chancelier de l'Echiquier, et lord Sunderland. Craggs était alors gravement malade de la

Comité d'enquête. 1721.

Châtiment des directeurs de la compagnie et de plusieurs membres de l'administration 1721.

petite-vérole et mourut durant l'enquête : son père n'attendit point l'issue de l'information, et s'empoisonna ; le crime du chancelier de l'Échiquier, Aislabie, était si flagrant, qu'aucune voix ne s'éleva pour le défendre ; il fut arrêté et envoyé à la Tour ; Sunderland se défendit avec succès, et prouva que loin d'avoir amélioré sa fortune, il l'avait considérablement diminuée : il fut absous; mais le cri public l'accusait et demandait vengeance : il avait donné, en sa qualité de premier lord de la trésorerie, un trop grand appui au système pour échapper à toute responsabilité dans sa chute, et il lui fallut se démettre de sa charge dont Walpole hérita.

Walpole succède à Sunderland comme premier lord de la trésorerie 1721.

Le général comte Stanhope et Charles Townshend étaient du petit nombre des ministres qui demeurèrent étrangers à toutes les transactions de la compagnie des mers du Sud comme à toutes les autres spéculations qu'elle fit naître. Non moins affligés des maux sans nombre qu'elle avait produits, qu'indignés des manœuvres honteuses dans lesquelles plusieurs de leurs collègues avaient mis la main, ils firent passer dans la chambre des pairs une résolution portant que tout transfert d'actions de la compagnie à un membre de l'administration, durant le temps où l'acte constitutif de la compagnie avait été débattu, serait considéré comme un fait de corruption. Violemment accusé, dans cette circonstance, par le jeune duc de Wharton, fils indigne d'un illustre père, d'avoir, dans l'intérêt de son crédit, envenimé les différends survenus entre le roi et le prince de Galles, il répondit à l'insulteur [1] avec une véhémence qui lui fut fa-

1. La réputation de ce jeune lord était détestable et un opprobre pour sa famille, et il osa comparer Stanhope à Séjan, ce mauvais et trop puissant mi

tale à lui-même, et mourut le lendemain d'une congestion au cerveau, laissant la réputation d'un général plein de bravoure, d'un habile négociateur, et d'un des ministres les plus intègres dont l'Angleterre s'honore. Son nom sans tache couvrit, peu de jours après, dans les communes, son parent Charles Stanhope, gravement inculpé pour les mêmes faits que Craggs, Aislabie et Sunderland, et qui, à une faible majorité de trois voix seulement, fut déchargé de l'accusation. Le parlement se montra sévère à l'égard des directeurs de la compagnie. Quelques-uns, selon toute apparence, étaient innocents; tous furent frappés : on les déclara incapables d'occuper un emploi public ou un siége dans le parlement, et leurs biens, qui s'élevaient à deux millions sterling, furent confisqués au profit des victimes de la compagnie.

Après ces satisfactions éclatantes accordées à la justice des hommes ou à leur colère, Walpole donna tous ses soins au rétablissement du crédit public. Le fonds réel et général de la société des mers du Sud s'élevait à 13,300,000 livres sterling : la chambre ordonna que sur ce fonds seraient prélevés les 7 millions et demi offerts par la compagnie pour son privilége, et bientôt après, touché de la détresse des actionnaires, le gouvernement obtint que 5 millions sur cette somme leur fussent remis. Les porteurs d'annuités, devenues rachetables, reçurent

nistre qui apporta la division au sein de la famille impériale, et rendit ainsi Tibère (a) haïssable aux Romains. Stanhope, irrité, félicita le noble duc sur ses connaissances en histoire romaine : il espérait, ajoutait-il, que le jeune lord n'avait pas oublié l'exemple du patriote Brutus, qui n'avait point hésité, pour assurer la liberté de Rome, à sacrifier son coupable et indigne fils. *Parliamentary history*, vol. VII, 705 706.

(a) Il y a Claudius dans le texte.

un tiers de leur capital primitif, et après une tempête où chacun s'était vu menacé de tout perdre, les plus sages s'estimèrent heureux d'avoir conservé quelque chose ; les autres s'attroupèrent séditieusement, et tentèrent de recouvrer leurs pertes par la violence : la force les dispersa, et Walpole, après être hardiment intervenu dans cette crise périlleuse entre la nation et la banqueroute, s'interposa avec le même succès entre le monarque et la sédition [1].

L'Angleterre se montra satisfaite des louables efforts du parlement et des principaux membres du cabinet pour réparer les désastres causés par le naufrage de la compagnie des mers du Sud, ainsi que des rigueurs salutaires déployées dans le châtiment des coupables. Le parlement touchait au terme de sa durée : il fut dissous, et les élections générales de 1722 donnèrent une grande majorité au cabinet.

Dissolution du parlement. Élections. 1722.

Vers cette époque mourut le comte de Sunderland, dont on a dit que son caractère peu flexible présentait un parfait contraste avec celui du comte Robert de Sunderland, son père, traître à sa religion, à ses amis et à son pays [2]. Sa mort fut rapidement suivie de celle de son beau-père, l'illustre duc Marlborough, puissant dans les conseils comme à la tête des armées, mais qui, dans un temps déjà trop corrompu par les révolutions, montra,

Mort de Sunderland et de Marlborough. 1722.

1. Voyez dans l'ouvrage de Coxe les imputations violentes et contradictoires auxquelles Walpole fut en butte à cette occasion. *Coxe's Walpole*, t. 1er, 157-158.

2. On cite de lui cette belle parole : lorsque la reine Anne, après l'avoir renvoyé de son conseil, lui offrit une pension de 3,000 livres sterling, Sunderland refusa, disant : « Si je ne puis avoir l'honneur de servir mon pays, du moins je ne le pillerai pas. »

plus que personne, le dangereux exemple de talents extraordinaires et d'éclatants succès produits indépendamment de l'élévation du caractère et de toute solide vertu.

Ainsi disparurent successivement de la scène tous les hommes qui avaient rempli un grand rôle durant les huit dernières années. La mort de Stanhope, de Craggs, de Sunderland, et l'expulsion d'Aislabie, laissèrent le champ libre à Walpole. Les brèches profondes que des rivalités dangereuses avaient faites dans le grand parti whig disparaissaient avec quelques-uns de ceux dont l'amour-propre les avait ouvertes; le pays était en paix à l'extérieur, et, après s'être vu à l'intérieur sur le bord d'un abîme, il attribuait à Walpole son salut. Une imposante majorité dans les communes fut le signe irrécusable de cette disposition générale des esprits, et Walpole, déjà mûri durant vingt années par l'habitude des grandes affaires dans les conseils du prince ou de la nation, favorisé par les circonstances nouvelles, premier lord de la trésorerie et chancelier de l'Echiquier, commença le long ministère où il tint, vingt années encore dans ses mains, les destinées de son pays.

III

Suite et fin du règne de Georges Ier. — Administration de sir Robert Walpole.

1722 — 1727.

Walpole, maître de la situation, donna son nom au nouveau ministère, dont les deux membres les plus influents après lui étaient son beau-frère Townshend, qui

avait succédé à Stanhope comme secrétaire d'Etat, et lord Carteret, dans la suite comte Granville, et auquel on a rendu ce témoignage, que nul en Angleterre ne réunit à un plus haut degré la science de l'homme d'étude aux talents de l'homme d'Etat.

Après les orages d'un siècle, le repos était nécessaire à l'Angleterre : Walpole le lui donna, et peu d'incidents considérables dans l'histoire ont marqué son long ministère. Les jacobites, découragés, d'abord à l'extérieur par l'avortement du gigantesque projet d'Albéroni, et à l'intérieur par le raffermissement de la société, que la crise financière avait si profondément ébranlée, et par le résultat inattendu pour eux des dernières élections, demandèrent, comme il arrive toujours en pareille circonstance, aux trames secrètes, le succès qu'ils n'espéraient plus de la guerre étrangère ou de la guerre civile.

Naissance de Charles-Edouard 1720.

Un fils qui fut nommé Charles-Edouard, destiné à la célébrité comme à l'infortune, était né au prétendant à Rome, et cet événement, dont les conséquences attirèrent de nouvelles calamités sur les amis des Stuarts, fut salué par eux comme une faveur signalée de la Providence[1]. Une junte de cinq membres, la plupart capables et résolus, dirigeait en Angleterre les affaires du prétendant, et parmi eux le plus éminent était un membre illustre de l'Eglise anglicane, François Atterbury,

Caractère d'Atterbury.

doué d'un esprit élevé, d'une âme généreuse et d'une

1. La cour romaine le considéra ainsi : le pape voulut que la naissance du prince dans lequel il voyait l'héritier de trois royaumes, fût constatée aux yeux de toute l'Europe de la manière la plus solennelle. Sept cardinaux y assistèrent par ses ordres, et un *Te Deum* d'actions de grâces fut célébré dans son palais.

parole éloquente, et qui déjà s'était rendu célèbre au moment où il prit les ordres. Il avait publié dans sa première jeunesse une apologie remarquable de Luther. Plus tard, après avoir habilement dirigé la convocation du clergé, il grandit dans la faveur de la reine Anne, et nous l'avons vu promu par elle au siége épiscopal de Rochester : mais en lui les dons éminents de l'esprit et du cœur étaient compromis par deux traits en opposition constante avec le caractère sacré dont il était revêtu, par une humeur inquiète qui lui rendait l'agitation presque nécessaire, et par une impétuosité qui ne lui permettait de prendre conseil ni de la modération ni de la prudence. Tel était l'homme qui dirigeait les conseils du fils de Jacques II, et dont on a dit avec vérité qu'il eût fait un excellent évêque s'il eût été moins bon partisan. L'avénement de la maison de Hanôvre était à ses yeux un crime national, et il se montra, en toute occasion l'adversaire, le plus prononcé de cette mesure politique, qui blessait toutes ses idées de droit héréditaire et ses sentiments de loyauté pour la vieille race qui avait gouverné l'Angleterre durant des siècles [1].

La paix qui régnait entre l'Angleterre et les autres états du continent ne permettait plus aux jacobites d'espérer ni le concours de l'étranger, ni l'assistance d'un

1. Ces sentiments, fort respectables en eux-mêmes, furent, dit-on, nourris en Atterbury par la lecture assidue de la célèbre *Histoire de la Rébellion*, noble ouvrage du grand-chancelier Hyde de Clarendon, et dans lequel respire une âme héroïque. Ce livre fut publié, sous le règne de la reine Anne, par les soins d'Atterbury, et on lui a en partie attribué, non sans raison peut-être, la persistance et les progrès de l'opinion jacobite dans la première moitié du XVIIIe siècle.

corps de cinq mille hommes, irlandais pour la plupart, dont ils avaient attendu le débarquement sous les ordres d'Ormond; ils ne comptèrent plus que sur eux-mêmes. Leur projet était de se rendre maîtres de la Tour de Londres, de la Banque et de l'Echiquier, et de proclamer le prétendant. Celui-ci, alors en Espagne, devait mettre à la voile avec trois bâtiments, et aborder en Angleterre au moment fixé pour l'exécution du complot. La conjuration fut découverte : quelques agents inférieurs furent arrêtés, ainsi que deux membres de la junte jacobite, lord Orrery et le duc de Norfolk. Les preuves contre Atterbury paraissaient également décisives, mais le conseil hésitait à frapper un évêque; il s'y décida néanmoins, et Atterbury fut, comme ses deux complices, envoyé à la Tour.

Découverte d'un complot jacobite 1722.

L'agitation des esprits fut extrême à la découverte de cet audacieux complot, et le ministère, au milieu de l'effervescence générale, obtint du parlement la suspension de l'acte d'*habeas corpus*. Cette grave mesure fut suivie d'une autre où le ressentiment eut plus de part que la justice, et qui autorisait à prélever une taxe de 100,000 livres sur les catholiques non assermentés, et présumés, par cela seul, et sans autre preuve, coupables d'avoir adhéré d'intention, sinon de fait, au complot jacobite. Cette taxe, corruptrice des mœurs, accrut la désaffection en multipliant les parjures, et tomba sur les hommes les plus honorables du parti. Un seul des conjurés, l'avocat Layer, monta sur l'échafaud; les autres furent condamnés, les uns à de fortes amendes et à la prison, les autres à l'exil. L'évêque de Rochester fut de ces derniers, et le bill, qui lui retirait son évêché en le

Mesures rigoureuses.

Exil d'Atterbury. 1723.

bannissant, contint une clause qui ne permettait pas au roi de le gràcier sans l'aveu du parlement. L'ancien chancelier, lord Cowper, combattit ce bill; Atterbury se défendit lui-même avec éloquence, et fut néanmoins condamné. Il se rendit en France, où il fut longtemps le premier et le plus capable conseiller du prétendant (1723).

Retour de Bolingbroke. 1723.

Le jour même où l'évêque de Rochester partait pour son exil, l'homme d'Etat célèbre qui l'avait précédé dans la confiance du prince voyait finir le sien : Bolingbroke, que nous avons vu ministre du prétendant, ensuite brusquement destitué après la désastreuse expédition jacobite de 1715, avait obtenu son rappel et son pardon du roi George. Incapable de repos, mêlé à toutes les affaires du continent, écrivant en philosophe et toujours occupé d'intrigues, il apportait en Angleterre, avec son expérience et ses talents, sa rancune profonde et la connaissance la plus étendue des trames jacobites. Nul mieux que lui n'aurait pu servir le cabinet en détachant de ce parti plusieurs des hommes influents qu'il comptait encore dans ses rangs, les Wyndham, les Bathurst, les Gower, ou en déjouant et démasquant leurs manœuvres, et il offrait de le faire si son pardon eût été complet. Mais Walpole, jaloux de toute supériorité qui aurait balancé la sienne, haïssait et craignait Bolingbroke. Cédant à des influences de cour [1], il avait souffert son rappel; mais il n'avait voulu lui restituer ni sa fortune, ni son siége à la chambre des pairs : il rejeta toutes les

1. Une partie de l'or gagné par Bolingbroke en France dans la compagnie du Mississipi, lui avait servi à acheter la protection et l'appui de la duchesse de Kendale, maîtresse du roi.

offres que Bolingbroke lui fit pour le rendre favorable à son complet rétablissement. Il était difficile que le ministère prît un parti plus dangereux pour lui-même; il aurait dû, à tout prix, ou le tenir à distance, ou le gagner en le rappelant : il ne fit ni l'un ni l'autre; il le laissa reparaître sur le sol, où sa présence ajoutait au danger de son inimitié, et en même temps il rendit celle-ci implacable. Bolingbroke, dès lors, devint l'âme d'un nouveau parti composé d'éléments hétérogènes, fractions de divers partis politiques, tous séparés et divergents quant aux principes ou au but, mais dont les membres, réunis dans un sentiment commun de colère et de haine contre Walpole, lui firent, sous le nom de patriotes, une guerre sans trève et sans merci. Cette même disposition jalouse qui rendait à Walpole tout rival odieux, le priva du puissant et précieux concours de son très-habile collègue Carteret. Il fit nommer, malgré celuici, Horace Walpole, son frère, ambassadeur en France : Carteret, justement blessé dans ses attributions de secrétaire d'Etat pour le Sud (département dans lequel les relations avec la France étaient comprises), se démit de son emploi, reçut comme une compensation la vice-royauté d'Irlande, et eut le duc de Newcastle pour successeur dans sa charge. Cette grave scission dans le ministère éclata durant l'année 1724, marquée aussi par de grands troubles en Irlande et en Ecosse.

Nouvelles intrigues de Bolingbroke.

Parti patriote.

Scission dans le ministère où le duc de Newcastle succède à Carteret.

1724.

L'agitation de l'Irlande eut pour cause une nouvelle monnaie de billon que le cabinet voulait imposer à ce pays. L'excessive rareté du numéraire rendait désirable la fabrication d'une monnaie courante pour les transactions les plus habituelles. Un riche industriel, William

Agitation de l'Irlande.

Crise monétaire.

Wood, sollicita le privilége d'en frapper une, et la patente qu'il obtint pour cet objet lui fut délivrée avec l'approbation de Newton, qui occupait encore l'emploi de directeur général de la monnaie à Londres. On ne consulta, dans cette circonstance, ni le conseil d'Etat d'Irlande ni le parlement de ce royaume, et ces deux corps, dans leur ressentiment, décrièrent la monnaie nouvelle. La nation entière prit feu contre William Wood et son privilége; le doyen Swift, ennemi du gouvernement, envenima cette question dans une série de lettres publiées sous le simple titre de *lettres d'un drapier*; il donna des ailes à l'incendie, et montra dans la patente accordée à Wood la spoliation complète et la ruine totale du peuple irlandais. Ses assertions, énoncées avec le fiel de la haine et toute la puissance de la passion et du talent réunis, furent admises sans examen. L'administration fit de vains efforts pour ramener les esprits prévenus et pour maintenir la nouvelle monnaie; il fallut que le gouvernement retirât le privilége accordé. Swift, qui eut la plus grande part dans ce résultat, fut considéré comme le sauveur du pays, et jamais en aucun temps peut-être on ne vit un plus frappant exemple du formidable pouvoir de la presse périodique mise en œuvre avec plus de talent que de sincérité pour obéir beaucoup moins à un intérêt national qu'à un préjugé populaire.

Taxe sur l'ale.

Emeutes en Ecosse.

1724.

L'insurrection fut moins générale et de plus courte durée en Ecosse : elle éclata dans la ville de Glascow, au sujet d'une taxe légère que Walpole imposa sur l'ale, pour subvenir à l'entretien des représentants écossais dans la chambre des communes. Il fallut des troupes pour réduire les mutins. Les brasseurs d'Edimbourg ten-

tèrent aussi, en refusant de brasser, de propager l'insurrection dans la capitale ; mais se voyant abandonnés à eux-mêmes, ils reprirent leurs travaux, et l'insurrection n'eut aucune suite sérieuse. Le peuple écossais cependant était toujours fort contraire au traité d'union et mal disposé pour la maison de Hanôvre : les hautes terres surtout continuaient à être un dangereux foyer d'intrigues et de conspirations jacobites. Le général Wade, chargé d'apporter un remède au péril, prit dans ce but quelques sages mesures; il rendit plus facile l'exécution des ordres et la surveillance, en faisant percer plusieurs grandes routes militaires dans les parties les plus incultes et les plus sauvages du pays, et les montagnards virent avec une morne douleur détruire les défenses naturelles de leur territoire dans des lieux jusque-là inaccessibles, même aux Romains. Le général Wade ordonna aussi un désarmement général des clans; mais l'exécution de cette mesure ne répondit point à son objet; les clans désaffectionnés ou ennemis livrèrent quelques armes et gardèrent les meilleures ; les clans fidèles obéirent, et à l'heure du péril se trouvèrent désarmés.

Une éclatante satisfaction fut donnée, à cette époque, à l'indignation publique soulevée en Angleterre par les monstrueux abus de la cour de chancellerie sous le chancelier Parker, comte de Macclesfield. Par suite des vices introduits dans la procédure de cette cour, les biens des plaideurs, ceux des veuves et des orphelins, étaient au pillage et donnaient lieu à d'odieuses spéculations dont le chancelier Parker était plutôt peut-être l'indifférent témoin que le coupable complice. Un cri général s'éleva

contre lui et dénonça son administration. Parker se démit de sa charge et fut traduit en jugement par les communes dans la session de 1725, devant la cour des pairs qui, par un vote unanime, le condamna à une amende énorme de 30,000 livres sterling. Le roi raya son nom de la liste des conseillers privés, et remit les sceaux à sir Peter King, devenu lord chancelier.

Jugement et condamnation du chancelier Parker, comte de Macclesfield. 1725.

Cette même session vit la rupture entre sir Robert Walpole et l'un des hommes les plus influents de la chambre des communes, William Pulteney, orateur et homme d'Etat, et qui, à la considération que donne un ancien nom respecté, unissait la supériorité des lumières et du talent, et l'indépendance que procure la richesse. Cet homme éminent, dont les vues politiques avaient concordé jusqu'alors avec celles de Walpole, ne s'était point séparé de lui dans la mauvaise fortune comme dans la bonne, et nul n'avait plus de titres à de hautes fonctions dans le cabinet dont Walpole était le chef; mais aux yeux jaloux de Walpole, les véritables obstacles pour l'ambition de Pulteney étaient son rare mérite et son indépendance : il ne voulait à aucun prix souffrir près de lui un égal : il avait rejeté les avances de Bolingbroke moins à cause de ses vices que de ses talents, et les mêmes motifs qui le portèrent à éloigner celui-ci firent qu'il maintint Pulteney dans l'ombre et dans les rangs inférieurs de l'administration. Pulteney se lassa de cette situation dépendante et secondaire : il aspirait à prendre part au gouvernement, et Walpole lui offrit la pairie pour diminuer son influence en l'arrachant aux communes. Pulteney indigné, refusa, et passant aussitôt dans l'opposition, il s'unit étroitement à Bolingbroke

Scission entre Walpole et Pulteney. 1725.

pour combattre Walpole : ils rédigèrent en commun contre le ministre la feuille périodique intitulée : *the Craftsman*, dont le succès fut immense, et qui devint une arme terrible sous leur plume implacable et acérée.

Pulteney dans l'opposition.

Le dernier fait digne d'attention du règne de Georges Ier, à l'extérieur, fut l'acte qui restreignit les priviléges de la cité de Londres. Ce bill eut pour objet de rendre moins redoutable au gouvernement l'opposition du conseil de l'immense capitale, et il ne passa point sans une très-vive résistance qui en fit ajourner l'exécution.

Affaires extérieures.

1725.

Les démêlés avec l'Espagne et l'Empire occupèrent à l'intérieur la fin du règne, comme ils en avaient marqué le début. Il avait été convenu par les puissances belligérantes, à la chute d'Albéroni, que des conférences s'ouvriraient dans la ville de Cambrai, pour achever d'y résoudre quelques points demeurés en litige. Philippe V, obéissant alors aux scrupules de sa conscience et à son confesseur, le jésuite Bermudez, avait abdiqué le trône, dont hérita son fils, âgé de seize ans, sous le nom de Louis Ier. Ce prince mourut après sept mois de règne. Philippe, cédant aux instances de la reine Élisabeth, reprit le sceptre, et il régnait de nouveau sur l'Espagne lorsqu'il reçut un sanglant affront de la cour de France, où le duc de Bourbon dirigeait les conseils du jeune roi Louis XV. Un double mariage avait été précédemment arrêté entre ce monarque et l'infante, fille de Philippe V, par le duc d'Orléans, régent du royaume, dont la fille épousait le prince des Asturies, héritier de la couronne. L'infante n'avait que quatre ans et vint résider en France. Mais après la mort du régent, le duc de

Bourbon, jaloux de la grandeur de la maison d'Orléans, qui héritait du trône si Louis XV mourait sans enfants, s'empressa de rompre un mariage qui de longtemps ne pouvait être consommé. Il renvoya la jeune infante en Espagne, appelant à sa place au trône de France Marie Leczinska, fille de Stanislas, couronné roi de Pologne par Charles XII, et qui, déchu des grandeurs royales, vivait obscurément dans la retraite. Philippe V ressentit vivement cet affront, et, n'ayant pu réussir à détacher dans cette occasion l'Angleterre de la France, il résolut de se venger tout ensemble de ces deux puissances : il rompit donc brusquement les conférences de Cambrai, et ordonna à son ministre Riperda d'ouvrir d'étroites négociations avec l'Empereur. Celui-ci accueillit ces ouvertures avec joie : il avait récemment donné ombrage aux États maritimes, et surtout à l'Angleterre et à la Hollande, par l'établissement à Ostende d'une compagnie des Indes-Orientales, dont la création fut considérée comme une infraction au traité de Westphalie, et n'ayant que des filles pour héritières, il désirait avec ardeur faire admettre sa pragmatique, règlement par lequel la succession à ses États héréditaires était garantie après lui dans la ligne féminine, et dont aucun prince n'était lésé plus que Philippe V, qui avait des droits à faire valoir sur les possessions de l'Autriche en Italie et dans les Pays-Bas. Son ressentiment contre la France les lui fit oublier, et, en 1725, un traité d'alliance avec l'Empereur fut signé à Vienne. Philippe V ne lui disputa point la grande maîtrise de la Toison d'or; il reconnut son droit sur Naples, la Sicile, les Pays-Bas et le Milanais, et garantit la pragmatique. L'Empereur renonça,

Rupture des conférences de Cambrai

Traité de Vienne entre le roi d'Espagne et l'empereur. 1725.

de son côté, à toute prétention sur la couronne d'Espagne, et les deux souverains dont la rivalité avait ensanglanté l'Europe durant tant d'années, réconciliés par un intérêt commun, se promirent contre tous assistance mutuelle. Ce traité cependant semblait trop favorable à l'empereur pour qu'il ne s'y joignît pas des clauses secrètes à l'avantage du roi d'Espagne, et il en existait en effet. Walpole découvrit qu'un projet de mariage très-contraire à l'équilibre des pouvoirs avait été concerté pour un des infants d'Espagne avec la jeune archiduchesse héritière des Etats autrichiens, et que les deux cours alliées avaient résolu de demander à l'Angleterre pour l'Espagne la restitution de Minorque et de Gibraltar : elles devaient, en cas de refus, unir leurs efforts, dans l'intérêt de la religion catholique, pour le rétablissement du prétendant. La Russie inclinait à entrer dans cette ligue formidable. Pierre le Grand était mort, et Catherine, sa veuve et son héritière, poursuivait ses projets toujours hostiles à l'Angleterre. Elle prétendait recouvrer le Shleswig pour le duc de Holstein, son gendre, et elle acheta dans ce but par des sommes immenses le concours de l'Espagne et de l'Empire.

Pour faire face aux dangers dont cette nouvelle triple alliance menaçait la Grande-Bretagne, Walpole resserra celle qui l'unissait à la France : son collègue Townshend obtint l'adhésion et le concours de la Prusse, et, par ses soins surtout, ces trois puissances conclurent le fameux *traité de Hanôvre*, qui reçut son nom du lieu où il avait été signé.

Traité de Hanôvre.

1725.

Cet important traité fut l'acte principal conclu par le cabinet anglais avec l'étranger dans toute la durée de

l'administration de Walpole, de 1721 à 1742, et quoique attaqué avec une aveugle violence par l'opposition, comme rédigé, disait-elle, dans un intérêt tout hanovrien, il exposait au contraire le Hanôvre, dans l'intérêt de l'Angleterre, au ressentiment des puissances du continent. Le roi, par cette cause, s'y montrait opposé : Townshend vainquit enfin sa résistance, et c'est à lui surtout que revint l'honneur de l'avoir conclu. Walpole en prit ombrage, et de ce moment datent les premiers symptômes de refroidissement entre les deux beaux-frères.

Les récents traités qui partageaient ainsi l'Europe ne furent suivis d'aucun fait d'armes important. L'Angleterre prévint les projets des puissances continentales liguées contre elle, par quelques démonstrations hostiles aux Antilles et dans la Baltique : l'Espagne borna ses efforts à une tentative inutile pour reprendre Gibraltar. La Hollande et la Suède étaient ouvertement entrées dans l'alliance hanovrienne; la Russie revenait à la neutralité, et l'empereur lui-même, inquiet pour ses possessions, se retira bientôt de l'alliance espagnole. Le cardinal Fleury, qui avait succédé en France au duc de Bourbon comme premier ministre du roi Louis XV, inclinait fortement à la paix, et, de concert avec Walpole, il négocia les bases d'un traité entre l'Empire, l'Angleterre, la France et la Hollande. L'empereur suspendit pour sept ans les priviléges de la compagnie d'Ostende; il promit, en outre, d'observer les clauses des traités précédents conclus avec ces puissances, et de s'en rapporter, pour les questions encore en litige, à un congrès général.

L'Angleterre traite entre l'Empire, la France et la Hollande. 1727.

La conclusion de ce traité, dont les préliminaires

furent signés à Paris en mai 1727, fut pour Walpole un triomphe; mais tandis qu'il voyait avec satisfaction la tempête s'apaiser au dehors, un nouvel orage à l'intérieur menaçait de renverser son autorité. L'infatigable Bolingbroke, dont il s'était fait un ennemi implacable, sollicitait de nouveau avec ardeur sa réintégration dans la pairie : soutenu par l'intrigante et cupide duchesse de Kendale, que son or avait gagnée, il était parvenu à faire remettre au roi par elle un mémoire contre Walpole, et il avait sollicité une audience du monarque. Walpole comprit qu'elle lui serait accordée malgré ses efforts pour l'empêcher, et crut dès lors devoir s'employer pour la lui faire obtenir. Bolingbroke vit George Ier, qui, après l'entrevue, rassura son ministre. Walpole néanmoins se sentait ébranlé, il jugea sa chute prochaine, et déjà il songeait à se retirer avec une pairie [1] : Bolingbroke enfin se croyait sûr du succès, et il y touchait, quand le bruit de la mort du roi se répandit. Georges Ier était parti le 3 juin pour visiter ses Etats héréditaires : le 9 du même mois, comme il se rendait à Osnabruck, il fut frappé d'apoplexie dans son carrosse et mourut avant d'arriver. Il fut enseveli en Hanôvre, auprès de ses ancêtres.

Signature des préliminaires de la paix à Paris. 1727.

Mort de Georges Ier. 1727.

Ce monarque, avant de monter sur le trône, avait épousé Sophie Dorothée de Zell, union qui, après plusieurs années, fut brusquement rompue par un drame sanglant. Le prince était absent et à l'armée lorsqu'un seigneur suédois, le comte de Kœnigsmark, distingué par des avantages brillants, se montra imprudemment

Captivité de sa femme, Sophie Dorothée de Zell.

1. Speaker Onslow's remarks.

assidu auprès de la jeune princesse : il la compromit aux yeux de l'électeur Ernest-Auguste, son beau-père, et elle-même, par une conduite indiscrète, donna matière aux soupçons. Kœnigsmark, sortant un soir des appartements de la princesse, traversait dans le palais un passage obscur, quand tout à coup plusieurs hommes s'élancèrent sur lui et l'assassinèrent. Il fut enseveli secrètement au lieu même du meurtre. Le prince fit enfermer sa femme dans la forteresse d'Alden d'où elle ne sortit plus, et elle y mourut peu de mois avant son époux après une captivité de trente-deux ans, protestant jusqu'à la fin de son innocence. Un fils qui fut Georges II était né de leur union malheureuse, et le doute attaché à sa naissance contribua à éloigner de lui le cœur de son père. L'inflexible rigueur de Georges I[er] pour l'infortunée Sophie Dorothée lui a été justement reprochée. Peut-être fut-elle innocente, mais après la mort de Kœnigsmark une fatalité inexorable rendait son mari intéressé à la croire coupable, seule excuse du meurtre, autorisé par l'électeur son père, et dont il ne fut pas complice, mais qu'il approuva.

Considérations sur Georges I[er] et sur l'Angleterre sous son règne

Georges I[er], avait l'humeur douce et bienveillante : son intelligence était médiocre et ses penchants vulgaires[1] : jamais il ne put s'élever jusqu'au sentiment des nouveaux devoirs, nés pour lui de la possession d'une des plus belles couronnes de l'univers, et dont il se montrait habituellement plus lassé que satisfait. Ses affections furent toujours pour le Hanôvre, son pays natal, où il ré-

1. Il convient de lire, pour s'en convaincre, les lettres recueillies par Coxe dans ses Mémoires sur la vie et l'administration de Robert Walpole, t. II, *passim*.

gnait par droit héréditaire, et on a dit de lui avec vérité, qu'il considérait son royaume comme une possession temporaire dont il devait tirer le plus grand parti, beaucoup plus que comme un bien inaliénable et transmissible à ses descendants [1]. Aussi ne fit-il jamais rien pour réprimer l'insatiable avidité de ses maîtresses et de ses familiers allemands. L'Angleterre, à ses yeux, était en quelque sorte un pays conquis, et la langue même du grand peuple sur lequel il régnait lui demeura toujours inconnue [2]. Et cependant, sous ce prince étranger et sans facultés éminentes, on vit le royaume plus paisible qu'il ne l'avait été depuis un siècle sous le sceptre héréditaire de ses rois nationaux. A la suite de la grande crise qui avait précédé l'avénement de la maison de Hanôvre les jacobites et les torys ayant été complétement exclus du gouvernement, toutes les affaires, tous les emplois étaient devenus le monopole exclusif des whigs, et aux luttes des grands partis et des principes généraux avaient succédé les mesquines rivalités des coteries, des intérêts individuels. L'Angleterre d'ailleurs avait besoin de repos et dirigeait toute son activité vers sa prospérité intérieure et matérielle : témoin depuis longtemps du scepticisme égoïste et de la corruption de la plupart des hommes politiques, elle n'accordait plus à aucun d'eux, de quelque talent qu'il fît preuve, ni sa confiance absolue ni son admiration passionnée, elle assistait insouciante et muette au spectacle de leurs querelles. Cette apathie

1. Le comte de Broglie au roi de France. (20 juillet 1724.)

2. Georges I[er] pour cette cause ne présidait point le conseil de ses ministres. — *Hallam ut supra.* — Horace Walpole nous apprend que c'est en mauvais latin que son père et le roi conversaient ensemble.

de la nation en présence de leurs prétentions rivales et des intrigues intestines des familles puissantes et des hommes éminents de l'oligarchie whig, concourut autant que l'indifférence du roi pour l'exercice de sa prérogative, à affermir le pouvoir dans les prudentes et pacifiques mains du ministre qui l'exerçait en son nom. Georges I[er] s'efface devant Walpole. Nous avons vu celui-ci déployer, pour s'élever et se maintenir, toutes les qualités qui dans les temps calmes font d'un homme d'État l'homme nécessaire près du prince et dans les conseils de la nation. Déjà cependant Walpole avait laissé entrevoir en plusieurs circonstances cette susceptibilité ombrageuse, cette jalousie inexorable qui ne supporta près de lui dans le gouvernement ni influence rivale, ni aucun des hommes éminents de son propre parti, et qui, en les liguant tous contre lui, finit par amener sa chute : mais celle-ci est encore éloignée : aucun orage sérieux, aucune disgrâce publique de quelque importance n'avait troublé son administration dans les sept dernières années de George I[er], et à tout prendre enfin, le règne de ce prince, s'il ne fut glorieux, fut du moins prospère et contribua puissamment à l'établissement et à la consolidation du régime constitutionnel dans la Grande-Bretagne.

CHAPITRE IV.

GEORGES II

1727 — 1760.

I

Première partie du règne de Georges II jusqu'à la chute de sir Robert Walpole.

1727 — 1742

Georges II, né en 1683, était âgé de 44 ans, lorsqu'il succéda à son père sur le trône de la Grande-Bretagne. Il n'avait aucune grande vertu royale, à l'exception du courage, dont il donna plusieurs fois des preuves : il montra néanmoins sur le trône un sens droit et des intentions louables, mais il y apporta aussi un penchant à l'avarice, fâcheux surtout dans un prince. Il s'appliqua plus tard au travail et acquit avec le temps une connaissance suffisante des affaires de l'Europe et de son royaume [1], mais son éducation première, sur ce point essentiel, avait été négligée, il n'annonça d'abord du goût et de l'aptitude que pour les exercices militaires, et il aurait difficilement pu lutter contre les difficultés nombreuses de sa situation, si la plupart des qualités qui lui manquaient ne se fussent rencontrées dans sa femme, Caroline d'Anspach, princesse supérieure, non moins distinguée par les dons de l'esprit

La reine Caroline

1. Lord Waldegrave, *Mémoires*, p. [illegible].

Son influence sur le roi

que par la beauté, et qui sut conserver jusqu'à la fin un grand ascendant sur son époux en supportant patiemment ses maîtresses et en se bornant à exercer une influence souveraine sans la faire sentir jamais. Robert Walpole, seul entre tous, devina la vérité sur ce point capital, et tandis que la foule des courtisans recherchait la faveur de la maîtresse en titre, il ne s'adressa qu'à la reine et obtint son appui auprès du nouveau souverain. Elle fit comprendre à son époux que nul ne remplacerait avantageusement, à la tête de son conseil, sir Robert Walpole, esprit modéré, recommandable par une longue pratique des affaires et par une habileté consommée, dévoué à la succession protestante, redouté des factions et disposant dans la chambre d'une majorité considérable; personne enfin, dit-elle, n'épargnerait comme lui, au roi, l'ennui des affaires et la peine de gouverner. Walpole ayant, en outre, pris l'engagement de faire voter par le parlement une liste civile plus considérable que la précédente [1], et une annuité de 100,000 livres pour la reine, Georges II, qui l'avait d'abord remplacé par un ancien favori, sir Spencer Compton, orateur des communes, le rappela bientôt à son ancien poste et lui donna toute sa confiance [2]. On vit alors un rare phénomène, et qui suffirait pour constater l'habileté consommée de ce ministre, on le vit posséder successivement la confiance de deux rois très-jaloux l'un de

Réintégration de Walpole à la tête du cabinet.

1. Walpole tint parole. La liste civile fut portée de 700,000 livres sterling à 830,000. La reine obtint de plus une annuité de 100,000 livres.

2. Sir Spencer Compton fut créé comte de Wilmington, et fut nommé président du conseil, titre qui, en Angleterre, nous l'avons déjà dit, ne donne point la prépondérance dans le ministère.

l'autre, et plus affermi encore sous le second que sous le premier [1].

Dans le nouveau parlement convoqué selon l'usage au début du nouveau règne, les élections donnèrent à Walpole une majorité plus considérable que celle qui l'avait soutenu jusqu'alors, et les communes nommèrent pour orateur ou président le célèbre Onslow, qui occupa le fauteuil trente-trois ans. Nouveau parlement. 1727.

Parmi les questions les plus importantes qui furent agitées devant ce parlement, est le bill qui tendait à exclure de la chambre tous ceux qui recevaient de l'État un salaire pour une fonction publique, ou une pension. Walpole était convaincu de la nécessité de maintenir, de fortifier même l'influence de la couronne au sein des communes; mais ce bill, qui avait pour but de l'affaiblir, était populaire : Walpole, pour ce motif, s'abstint de le combattre, et voté par les communes, le bill fut rejeté par les lords. Le secrétaire d'État, lord Townshend, blâma ouvertement, dans cette circonstance, la conduite de son beau-frère Walpole, qui fit peser sur la chambre des lords toute l'impopularité du rejet d'un bill qu'il désapprouvait, mais dont il n'osa signaler le danger : déjà depuis longtemps l'inimitié croissait sourdement entre les deux beaux-frères, dont l'un supportait avec peine un égal, et l'autre un supérieur : elle éclata enfin, et à la suite d'une violente querelle, Townshend donna sa démission et vécut dans une retraite honorée après avoir rendu à son pays de longs et glorieux services. Cet illustre

Rejet du bill pour exclure les fonctionnaires du parlement.

Retraite de lord Townshend. 1730.

1. Sur l'influence de la reine Caroline et sur son intelligence avec sir Robert Walpole, on lit des détails très curieux dans les Mémoires d'Horace Walpole.

homme d'État renonça dès lors aux affaires, se refusant à toutes les avances de l'opposition, et donnant le rare exemple d'un ministre préférant ses principes à la vengeance, et redoutant moins de tomber dans l'obscurité, que de précipiter l'État dans le trouble et dans la confusion.

La chute de lord Townshend marqua le point culminant de la fortune de Walpole, et en ce moment sa politique triomphante ne rencontra d'obstacles sérieux ni à l'intérieur, où le parlement se montrait docile à ses vues, ni à l'extérieur, où ses efforts pour le maintien de la paix en Europe obtenaient tout le succès désirable, et déjà, en 1729, le traité de Séville, qui assurait d'importants avantages au commerce anglais[1], avait été conclu entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Le parti jacobite, si redoutable à l'avénement de la maison de Hanôvre, et qui avait fondé beaucoup d'espoir sur de grands troubles à l'avénement du nouveau règne, parut alors désespérer de l'avenir et perdit presque en même temps deux de ses membres les plus éminents, par la mort du duc de Wharton, chef de l'opposition tory dans la chambre des pairs, et du célèbre Atterbury, évêque de Rochester, qui s'éteignit à l'étranger, banni par la maison de Hanôvre et

Traité de Séville. 1729.

1. Le traité de Séville était une alliance défensive entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Cette dernière puissance révoquait tous les priviléges concédés aux sujets autrichiens par le traité de Vienne, rétablissait sur l'ancien pied le commerce anglais en Amérique, rendait toutes les prises, conservait le privilége accordé à la compagnie de la mer du Sud, pour le commerce des esclaves, et aucune mention n'était faite dans ce traité, de Gibraltar, dont l'occupation par les Anglais semblait considérée comme un fait accompli. Sir William Stanhope, l'un des signataires du traité de Séville, fut créé à cette occasion comte de Torrington.

dans la disgrâce du prétendant. Tout souriait aux vœux de Walpole : la paix régnait, par ses soins, au dedans et au dehors : tout était calme dans l'Etat : la presse seule, et surtout *le Craftsman*, et les pamphlets publiés, dans ce recueil, sous le nom de Caleb d'Anvers, entretenaient contre le ministère une guerre acharnée.

Deux grandes mesures financières et législatives marquèrent l'administration de Walpole durant l'année 1733. La première qu'il proposa tendit à grossir la dette publique déjà très-considérable, en mettant à la disposition du trésor une partie du fonds destiné à l'amortir. Walpole la fit accepter par le parlement, en menaçant d'asseoir une nouvelle taxe sur les propriétés territoriales : quelques années plus tard, il obtint la suppression totale de l'amortissement, et la dette ne cessa de s'accroître dans des proportions énormes, jusqu'à ce que le même fonds que Walpole supprimait après l'avoir antérieurement créé [1], eût été rétabli par la sage prévoyance d'un de ses plus illustres successeurs [2].

Suppression du fonds d'amortissement

L'autre bill très-important présenté par Walpole fut celui de l'*accise* ou taxe sur les denrées de consommation. L'opposition se rallia tout entière contre cette mesure, dont la grande utilité fut reconnue dans la suite. Walpole essaya d'abord de faire tête à l'orage en déclarant que la

Bill de l'accise

1736

1. Walpole fut, avec Stanhope, en 1717, le principal créateur du fonds d'amortissement, qui demeura intact durant tout le règne de Georges I[er].

2. Walpole pensait, comme de nos jours en France, qu'une dette publique considérable était une garantie de force pour le gouvernement, en intéressant une masse d'hommes considérable à le maintenir. Son opinion à cet égard était encore fortifiée par le bruit répandu que la dette ne serait pas reconnue par le prétendant s'il remontait sur le trône.

taxe nouvelle ne serait établie que sur les tabacs, dans le but de couvrir le trésor des pertes immenses que lui causait la contrebande. Quelques orateurs défendirent avec talent le projet du ministère dans les communes, et entre autres l'avocat général sir Philippe York, célèbre dans la suite comme chancelier sous le nom de lord Hardwicke. « La mesure proposée, dit-il, n'était pas plus rigoureuse que la loi des douanes; elle ne portait point atteinte à la constitution, à moins que l'ancienne coutume de la fraude ne fût considérée comme faisant partie de cette constitution » ; et il soutint que la seule liberté qui serait restreinte par ce projet serait la liberté de faire la contrebande[1]; mais la presse, de plus en plus violente, égara l'opinion : l'opposition appela la haine et l'horreur publique sur l'auteur du bill, en évoquant les honteux souvenirs d'Empson et de Dudley, ces indignes favoris de Henri VII : « N'oublions pas leur destinée, dit un membre : ils eurent le malheur de survivre à leur maître, et son fils, parvenu au trône, a fait tomber leurs têtes. » C'était faire allusion au prince de Galles, Frédéric, alors en lutte ouverte avec son père, dont Walpole était soupçonné d'entretenir le ressentiment. Le bill passa néanmoins à la première lecture; mais la passion populaire avait été au plus haut point excitée : des émeutes formidables firent craindre une conflagration générale : Walpole courut risque de la vie, et les personnes royales furent elles-mêmes en péril.

Violence de l'opposition.

Dans ces circonstances critiques, la reine Caroline

1. The only liberty which would be subverted was the liberty of smuggling. *Parliam. History*, VIII, p. 1290.

ayant interrogé lord Scarborough, l'un des hommes les plus dévoués à la maison de Hanôvre, sur les dangers de la situation : « Madame, lui dit-il, je réponds de mon régiment contre les Stuarts, mais non contre les adversaires de l'*accise*. — S'il est ainsi, dit la reine émue, il faut sacrifier le bill. » Walpole céda et retira son projet. Cette nouvelle fut reçue avec transport, la multitude l'accueillit par des feux de joie, et sur plusieurs points du royaume le ministre fut brûlé en effigie. Walpole se vengea en frappant, soit dans l'administration, soit dans l'armée, tous ceux des membres du parlement qui avaient combattu l'*accise*. Il fit destituer de leur emploi à la cour les lords Clinton et Burlington, et ôta la baguette blanche à lord Chesterfield, grand maître de la maison royale, qui avait hautement blâmé le bill et approuvé le vote négatif de ses trois frères dans la chambre des communes; il destitua en même temps trois pairs écossais, le duc de Montrose et les comtes de Marchmont et de Stair, et poussa le ressentiment jusqu'à dépouiller de leurs commissions dans l'armée et de leurs régiments le duc de Bolton et lord Cobham, dont il se fit un irréconciliable et puissant ennemi. Sa vengeance eut ainsi pour effet de grossir l'opposition et de la rendre plus implacable, et en faisant trop sentir son pouvoir, il en compromit la durée.

Retrait du bill de l'accise. 1733.

Destitutions.

On touchait à la septième et dernière année de l'existence du parlement. L'opposition réunit tous ses efforts avant la clôture pour faire rapporter le bill de la septennalité. Pulteney, qui, dans l'origine, avait soutenu et fait passer ce bill, se montra un des plus ardents à l'attaquer, puissamment secondé par l'infatigable Bolingbroke.

Debats sur le bill de la septennalité. 1734.

Celui-ci, quoique siégeant parmi les lords, était le bras puissant qui mettait en mouvement tous les ressorts de l'opposition dans l'une et l'autre chambre. Walpole ne s'y trompa point, et, rendu éloquent par la colère, il termina un de ses discours par ces paroles significatives et foudroyantes : « J'entends beaucoup parler de mauvais ministres, de ministres despotiques; que ne parle-t-on aussi des faux patriotes sans honneur et sans vertu, qui ne prennent conseil dans leur conduite que de l'envie et du ressentiment?... Qu'il me soit permis, à mon tour, de rappeler ici à votre attention un grand adversaire des ministres qui a une si haute opinion de lui même, qu'il se regarde comme seul en état de conduire les affaires du royaume. Admettons, par supposition, que cet illustre personnage ait réussi à rattacher à son parti quelques hommes éminents par la fortune ou par la naissance, et une multitude d'autres dont les criminelles espérances ont pris racine dans la corruption de leur cœur, et qui tous n'ont rien à dire que ce qu'il met dans leur bouche, vomissant le poison qu'il leur a infusé : supposons encore que cet ennemi des ministres soit dans un pays où il ne devrait pas être, où il n'a été admis que par un excès de bonté miséricordieuse, faisant tous ses efforts pour renverser et tarir la source d'où a jailli cette miséricorde qui le tolère et le protége : supposons enfin que cet homme, si hostile aux ministres, cultive soigneusement l'amitié des représentants de tous les princes ennemis du sien, leur révélant les secrets de l'Etat, et, dans l'occasion, trafiquant aussi de ceux de toutes les cours où il a été accueilli, partout sans foi et sans honneur, et trahissant tour à tour chacun des maîtres qu'il a servis. Je

Eloquente apostrophe de Walpole contre Bolingbroke.

pourrais pousser mes suppositions beaucoup plus loin, et je n'ai sans doute ici personne en vue : mais, si par impossible, un tel homme existait, ne serait-il pas l'opprobre de l'espèce humaine[1] ? » Les efforts réunis de l'opposition rallièrent une minorité redoutable de 184 voix contre 247; mais la septennalité fut maintenue, et les nouvelles élections donnèrent une majorité suffisante à Walpole, quoique fort inférieure à celle qui l'avait soutenu jusqu'alors. L'heure du reflux était venue pour cet homme d'Etat, et cependant il se vit à cette époque délivré de son plus dangereux ennemi. Bolingbroke ne se releva point du coup terrible que venait de lui porter son rival. Ayant vu l'année suivante une majorité ministérielle sortir de nouveau des élections, il désespéra de sa propre cause, et, préférant la retraite à un rôle secondaire trop inférieur à son ambition, il quitta la scène politique et l'Angleterre, et se retira en France, consacrant à l'étude et aux lettres les restes d'une existence agitée, inutile au monde, à son pays et à lui-même.

Exil volontaire de Bolingbroke. 1735.

Son éloignement ne raffermit pas Walpole, contre lequel il intriguait encore à distance, et qui voyait chaque jour grossir le nombre de ses adversaires. Après une administration qui avait déjà duré tant d'années, et qui avait procuré au royaume tous les avantages de la paix intérieure et extérieure, Walpole se voyait plus que jamais en butte à la fureur des partis et à l'inimitié de la plupart des hommes distingués par leur talent dans le parlement, dans le journalisme et dans les lettres, et qui tous s'accordaient, en contestant les services qu'il avait

1. *Parliamentary history*, vol. IX, 471-472.

rendus, à décrier sa vie privée, à grossir les fautes de son administration, exagérant jusqu'aux moyens souvent blâmables auxquels il avait recours pour se perpétuer au pouvoir. Le vent de l'opinion se tournait contre lui, et il arrivait à ce point où le bien comme le mal qu'un ministre peut commettre lui est également imputé à crime, et où il est tenu de se justifier de l'un comme de l'autre. Frappé des dégradants ravages causés par l'ivrognerie dans les classes inférieures, il soutint un bill qui élevait considérablement les droits sur les spiritueux : on lui reprocha de sacrifier aux exigences du trésor la consolation du pauvre; il proposa de diminuer l'intérêt de la dette publique en offrant de rembourser au pair les créanciers de l'Etat : on prétendit qu'il conseillait la banqueroute; il s'efforça enfin, par de sages concessions, d'écarter du royaume le fléau de la guerre: on l'accusa de vouloir la paix à tout prix : on rendit enfin son administration responsable de quelques émeutes étrangères à la politique, et qui éclatèrent sur plusieurs points du territoire[1]. La plus redoutable eut lieu à Edimbourg, à l'occasion du supplice d'un contrebandier célèbre, et la populace y mit à mort avec tout l'appareil des formes de la justice un capitaine de la milice urbaine nommé Porteous, qui avait commandé le feu sur elle pour cause de légitime défense. Le gouvernement anglais fut confondu autant qu'irrité de l'audace des rebelles; la reine Caroline en conçut un profond ressentiment, et la capitale de l'Ecosse fut menacée d'un châti-

Soulèvement populaire à Edimbourg. 1736.

1. Elles furent en général occasionnées par l'émigration en Angleterre d'une foule d'ouvriers irlandais qui offraient leur travail pour un salaire très-inférieur à celui que recevaient les ouvriers anglais.

ment exemplaire : les coupables cependant échappèrent à toutes les recherches, et un si grand attentat demeura impuni [1].

L'opposition continuait à tirer avantage de la brèche survenue dans la famille royale par l'éloignement réciproque du roi et du prince Frédéric, son fils aîné. Celui-ci, ayant manqué de respect envers ses parents en quittant brusquement avec sa famille leur résidence pour habiter le palais de Saint-James, reçut l'ordre d'en sortir, et l'on vit alors, comme sous le règne précédent, la maison du prince de Galles devenir le principal foyer de l'opposition : beaucoup d'anciens jacobites, désespérant de la cause des Stuarts, mirent à profit cette circonstance pour dissimuler leur défection, et sans se rallier ouvertement au gouvernement hanovrien et au roi, ils acceptèrent les chances probables de l'avenir en s'attachant à la fortune de l'héritier présomptif : c'est ainsi que la famille régnante se trouva fortifiée plutôt qu'affaiblie par la désunion de ses principaux membres [2]. Ce dernier éclat entre le roi et son fils fut promptement suivi de la mort de l'aimable et spirituelle reine Caroline, qui, tout en refusant de voir son fils, lui pardonna du moins sur son lit de mort les chagrins qu'il lui avait causés. Elle recommanda au roi ses amis et ses serviteurs; puis, se tournant vers Walpole, elle lui dit de sa voix mourante : « Je vous recommande le roi. » L'attachement de Georges II pour cette femme supérieure, et l'influence dont elle jouit jusqu'à la fin sous son règne, est à l'hon-

Rupture du roi avec le prince de Galles.

Mort de la reine Caroline.

1737.

1. Sir Walter Scott a immortalisé cet événement dans son admirable roman *Heart of Mid-Lothian*, connu en France sous le nom de *la prison d'Edimbourg*.

2. Macaulay, *Essays*, 230, édit. Beaudry.

neur de tous deux et surtout du monarque. Walpole perdit en elle, son bon génie, une amie constante et dévouée, dont le sage ascendant peut-être aurait continué à faire triompher la politique de la paix : mais le roi, après l'avoir perdue, suivit son penchant naturel en inclinant vers la guerre, et il devint impossible à Walpole de résister à la fois au vœu du souverain et aux efforts de ceux qui gouvernaient alors l'opinion, en exploitant pour l'égarer la plus aveugle de toutes les passions populaires, l'amour-propre national.

Situation de l'Europe.

Déjà depuis plusieurs années des hostilités avaient éclaté sur le continent malgré les efforts du cardinal Fleury. Auguste Ier, roi de Pologne, était mort en 1733; Stanislas Leczinski, beau-père du roi Louis XV, avait tenté de recouvrer ce trône avec l'appui de la France, qui cependant ne put envoyer qu'un faible corps à son secours. L'empereur Charles VI et la czarine Anne Ivanovna, nièce de Pierre le Grand et son héritière, se déclarèrent contre Stanislas, qu'une prompte fuite à travers mille périls déroba, non sans peine, à ses nombreux ennemis. Louis XV se vengea de l'empereur en saisissant la Lorraine : il se ligua avec l'Espagne et la Savoie, dont Victor-Amédée avait abdiqué le trône et où régnait son fils Emmanuel III. Vers le même temps, don Carlos, fils de Philippe et d'Elisabeth Farnèse, et souverain de Parme et de Plaisance, s'empara de Naples et de la Sicile avec le secours de la France; et, par un traité signé à Vienne en 1738, entre Louis XV et l'empereur, Stanislas Leczinski reçut, en dédommagement du trône de Pologne, les duchés de Lorraine et de Bar, reversibles à la France en toute souveraineté. Le duc de Lorraine, François-

Etienne, échangea ces duchés contre celui de Toscane, auquel don Carlos renonça ainsi qu'à Parme et à Plaisance, en obtenant de l'empereur la cession de Naples et de la Sicile, où il s'était fait couronner : la France, enfin, accepta la Pragmatique de l'empereur.

L'Angleterre ne s'était point mêlée à cette lutte continentale et n'intervint pas dans le traité : les ennemis de Walpole en prirent plus tard avantage contre lui, et l'accusèrent de ne s'être point opposé à un nouvel agrandissement de la France par la prochaine reversibilité des duchés de Lorraine et de Bar à cette couronne [1].

Différends entre l'Angleterre et l'Espagne.

1738.

Une complication grave était récemment survenue entre l'Angleterre et l'Espagne pour les intérêts de leur commerce. Les Anglais, au mépris du traité qui n'autorisait que l'envoi d'un seul bâtiment de la compagnie des mers du Sud dans les colonies espagnoles de l'Amérique, inondaient celles-ci de leurs propres marchandises, et, par une contrebande effrontée, paralysaient dans ces parages le commerce et l'industrie indigènes. Les Espagnols, voyant toutes leurs représentations impuissantes contre cette infraction aux traités, eurent, en diverses occasions, recours aux violences, comme il était facile de le prévoir et impossible de l'empêcher, et ils exercèrent dans ces parages un droit de visite rigoureux sur les navires anglais. L'orgueil national s'en offensa en Angleterre et demanda vengeance : des contestations s'élevèrent, en outre, au sujet de l'établissement des nouvelles colonies anglaises de la Caroline et de la Géorgie dans l'Amérique

1. Bolingbroke, cependant, déclara dans sa correspondance que sir Robert Walpole n'avait encouru aucun reproche dans cette circonstance, par sa conduite, qu'il approuva. *Lettres historiques, politiques, etc.*

du Nord : enfin, le commerce anglais s'irritait du refus d'autoriser la coupe du bois de Campêche dans la baie de ce nom. Des prises mutuelles avaient été faites par les marines des deux peuples, et les représentants de leurs cours s'occupaient à Madrid d'évaluer les pertes réciproques afin d'établir la base d'un nouveau traité de commerce et de marquer les limites de la Floride et de la Caroline.

Convention de Madrid. 1739.

Les négociateurs stipulèrent le payement d'indemnités nouvelles, dont la balance fut de 60,000 livres sterling en faveur de l'Angleterre. Aucune mention ne fut faite des abus du droit de visite, pour lesquels une éclatante réparation était sollicitée par l'opinion en Angleterre, quoique les Anglais eussent, comme on l'a vu, rendu, par une audacieuse contrebande, ces abus inévitables : les négociateurs stipulèrent enfin, par une clause secrète, l'acquittement, par la compagnie des mers du Sud, d'une somme de 68,000 livres due par elle au roi d'Espagne. Telle fut la célèbre convention conclue à Madrid en 1739, et qui souleva une tempête violente en Angleterre : ce fut le champ où tous les vents de l'opposition s'unirent déchaînés avec fureur contre le ministre. On se demandait si c'était bien là le fruit de tant de victoires, si l'Angleterre, humiliée, redoutait la guerre à ce point d'acheter la paix d'un pays voisin : on répandait les bruits les plus étranges avidement saisis par la passion populaire,

Opposition croissante dans le parlement.

et ils trouvaient crédit en raison même de leur absurdité [1]. Pulteney, Wyndham et William Pitt, qui débu-

1. L'histoire qui eut, à cette époque, le plus de retentissement parmi la multitude est celle que Burke a appelée la fable des oreilles de Jenkins (*a*). Ce Jen-

(*a*) Réflexions sur une paix régicide.

tait alors sur le théâtre de sa gloire future, furent d'accord pour repousser la convention de Madrid : leurs efforts réunis ébranlèrent la majorité ministérielle dans les communes, tandis que la chambre haute se montrait encore plus courroucée et plus belliqueuse, stimulée par les voix puissantes des lords Chesterfield et Carteret.

L'opposition, n'écoutant que son ressentiment, se retira en masse de la chambre basse, croyant faire ainsi la plus efficace protestation contre le ministère, tandis qu'au contraire, par cette démarche inconsidérée, elle consolida la majorité et affermit Walpole au lieu de l'ébranler [1]. Mais déjà le courant opposé de l'opinion était trop fort pour qu'il fût possible à la main la plus ferme

kins avait été capitaine d'un petit navire marchand de la Jamaïque qui fut visité par un garde-côte espagnol. Aucun objet de contrebande ne fut trouvé à son bord, et cependant on assurait qu'il avait reçu du capitaine espagnol le plus barbare traitement : celui-ci, disait-on, avait arraché une oreille à Jenkins, en l'exhortant à la porter à son roi, et à dire à Sa Majesté qu'il eût été traité de même en sa présence. Les communes s'émurent de cette histoire, qui n'avait pour garant que le témoignage de Jenkins lui-même. Il avait en effet une oreille de moins, mais il ne put jamais établir qu'il l'eût honorablement perdue.

1. Walpole, dans cette occasion, rendit grâce à ses adversaires de ce qu'ils avaient enfin jeté le masque. En effet, dit-il, nous pouvons être sur nos gardes contre des rebelles déclarés, mais non contre des traîtres cachés. Il rappela à Wyndham le pardon que lui avait accordé le gouvernement vingt-cinq ans auparavant, et le mauvais usage qu'il en avait fait. « Ce même gentilhomme, dit-il, et sa faction prirent une résolution semblable dans l'affaire de l'évêque de Rochester, leur favori, qui fut accusé pour haute trahison. Ils quittèrent alors la chambre comme des traîtres qu'ils étaient, mais leur démarche n'eut pas le résultat qu'ils en espéraient, c'est pourquoi ils revinrent (a). » J'ai cité ces paroles de Walpole, afin de montrer combien les formes du langage parlementaire ont changé et gagné en urbanité depuis un siècle.

(a) Parliament. History, vol. x, p. 1323.

de l'arrèter et chaque discussion nouvelle ajoutait à sa violence. Elle se souleva, non sans cause, contre un traité qui allouait un subside de deux cent cinquante mille dollars payable durant trois ans au Danemark, en apparence pour prix d'un secours de six mille hommes que l'Angleterre aurait droit de réclamer de cette puissance en cas de guerre, mais en réalité pour prix de la forteresse de Steinhorst sur laquelle le gouvernement hanovrien revendiquait des droits contestés par le Danemark. Ce traité raviva tous les anciens griefs contre les charges que les princes de la maison de Hanôvre imposaient à l'Angleterre dans l'intérêt de leur électorat [1].

La cour d'Espagne d'autre part ressentit comme autant d'affronts les invectives et les menaces des journaux patriotes, et à ses yeux le ministère entier en était responsable. Avant donc d'exécuter le dernier traité, elle exigea le paiement des soixante-huit mille livres dont la compagnie des mers du Sud avait été reconnue redevable, et demanda l'éloignement d'une escadre anglaise qui menaçait les côtes espagnoles dans la Méditerranée.

Divisions dans le cabinet.

Ces exigences n'étaient pas déraisonnables en principe, mais il n'était pas possible à Walpole d'y satisfaire. La guerre d'ailleurs avait un parti puissant dans le sein même du cabinet qu'il dirigeait. L'un de ses collègues, Thomas Pelham, duc de Newcastle, y poussait Georges II,

1. Bolingbroke le stigmatisa deux ans plus tard, du fond de sa retraite, en termes éloquents : J'ai peur, dit-il, que le reste de nos richesses ne soit jeté dans ce gouffre germanique qui en a déjà tant englouti, qui ne cesse de crier : Donne, donne, et n'est jamais satisfait (*b*).

(*b*) Lettre à lord Marchmont, 9 juin 1741.

caressant ainsi son inclination naturelle. Walpole vit alors la guerre inévitable et s'y décida. Le ministre anglais à Madrid reçut l'ordre d'exiger, 1° une complète satisfaction au sujet du droit de visite, 2° le paiement immédiat de la somme fixée par la convention de Madrid, 3° la reconnaissance formelle de la justice des prétentions de l'Angleterre dans les colonies de l'Amérique du Nord. Ces diverses demandes étaient inadmissibles, l'Espagne les rejeta, et le 19 octobre 1739 le cabinet anglais répondit à ce refus par une déclaration de guerre.

Déclaration de guerre à l'Espagne.

1739.

La joie fut grande à cette nouvelle : la ville de Londres l'accueillit aux acclamations de la multitude, on sonna les cloches, on alluma des feux de joie et les fonds publics montèrent. Walpole, impassible témoin de ce spectacle, et prévoyant les résultats probables d'une situation qu'il avait en vain voulu conjurer, dit froidement : « Ceux qui sonnent leurs cloches maintenant, tordront leurs mains avant peu [1] ». L'événement prouva qu'il ne se trompait pas [2].

L'opposition soi-disant patriote avait ainsi entraîné le pays dans une guerre sans motif sérieux comme sans avantage probable : elle avait follement sacrifié le droit et la justice à un aveugle intérêt de parti, et c'était à tra-

1. They may ring the bells now ; before long they will be wringing their hands. Jeu de mots intraduisible en français.

2. « Le poignant regret d'avoir perdu, par la paix d'Utrecht, le fruit des victoires de la guerre précédente, dit lord Brougham, ne cessa, durant la longue administration de Walpole, d'agiter la nation anglaise, de lui faire désirer de regagner sur les Français, par les armes, le terrain perdu par les négociations. » (Historical sketches of statesmen who flourished in the time of George the third. — *Appendix on sir Robert Walpole.*

vers le cœur même de la nation qu'elle frappait le ministre. Celui-ci, autant que ses adversaires, était à blâmer : il reconnaissait l'injustice de cette guerre sans attendre d'elle aucun bien pour son pays, et cependant il garda le pouvoir dont il ne pouvait user selon ses vues ; ministre de la paix, il voulut diriger la guerre, prouvant ainsi que son emploi lui était plus cher que sa conviction : il ne comprit pas que la véritable force d'un ministre constitutionnel est dans la confiance qu'il inspire, en conformant ses actes à ses principes avoués : il ne vit pas, en un mot, que si la guerre était heureuse, ceux qui l'avaient conseillée en auraient tout l'honneur, tandis qu'il porterait seul tout le poids des revers. Il put bientôt reconnaître qu'il s'était trompé s'il avait cru apaiser le flot des passions soulevées contre lui en y cédant. Le reproche qu'on lui faisait de vouloir la paix à tout prix n'était qu'une tactique ou qu'un prétexte pour le renverser : on voulait qu'il tombât et l'on fit arme de tout contre lui avec cette foule d'hommes sans opinion personnelle, sans principes arrêtés, qui, depuis vingt ans, déçus ou méconnus, et désespérant de la fortune, imputaient ses rigueurs au ministre. L'opposition revint en masse sur les bancs qu'elle avait désertés et après avoir forcé le gouvernement à déclarer la guerre, elle lui refusa les moyens de la faire avec honneur. Walpole céda sur tous les points : par cette conduite incertaine et craintive il ne raffermit pas la confiance ébranlée, et comme l'a judicieusement remarqué un éminent historien de nos jours[1],

1. Lord Mahon, *ut suprà*.

eût-il déclaré la guerre à toute l'Europe, il eût encore passé pour le ministre de la paix.

Les forces de l'opposition grandissaient sans cesse dans les deux chambres, où Walpole voyait ligués contre lui les hommes les plus éminents par le rang, par la naissance et le talent, que son inexorable jalousie avait repoussés ou tenus à l'écart. C'étaient, au premier rang, l'éloquent Chesterfield, le brillant Carteret, l'incisif Gower, le spirituel Bathurst et le puissant duc d'Argyle, longtemps épargné par Walpole à cause de son nom et de son influence presque souveraine dans une partie de l'Écosse; mais depuis peu frappé comme tous les autres opposants [1], et comme eux implacable. Dans les communes Walpole comptait pour ses adversaires principaux tous ceux qui avaient su s'y faire un nom, Pulteney, son brillant rival, sir John Bernard, lord Polwarth, sir William Wyndham, le plus éminent et le plus sage des torys [2], et celui qui bientôt devait dominer le ministère et l'opposition par le double ascendant du caractère et du génie, William Pitt, peu connu encore, mais qui cependant, dès les premiers pas dans la carrière, avait fait pressentir à Walpole un rival dangereux, à l'opposition un puissant auxiliaire, et qui déjà, par ce double motif, avait été inconsidérément frappé par Walpole dans l'obscur emploi qu'il occu-

Principaux membres de l'opposition dans les deux chambres.

1. Le duc d'Argyle perdit du même coup toutes ses places.

2. Le célèbre Onslow, qui fut trente ans l'orateur (speaker) des communes, a dit en parlant de sir William Wyndham, qu'il possédait plus qu'aucun autre homme de son temps tout ce qui caractérise la véritable grandeur. « Tout en lui, dit-il, paraissait grand : il n'y avait pas de discordance dans son ensemble : les divers côtés de sa personne et de son caractère étaient en harmonie parfaite et se soutenaient mutuellement. (*Speaker Onslow's Remarks.*)

pait[1], et tout aussitôt gratifié par le prince de Galles, chef de l'opposition, d'un poste plus avantageux dans sa maison.

Contre tant d'ennemis, Walpole n'avait alors pour soutiens parmi les orateurs des communes, que Winnington, sir William Yonge et Henry Pelham qui fut à la trésorerie l'un de ses successeurs les plus heureux. Ses principaux appuis dans l'autre chambre étaient le lord chancelier Hardwicke, et lord Hervey gardien du sceau privé. L'opposition, à l'époque où nous sommes parvenus, en 1740, fut affaiblie par la succession de lord Polwarth à la pairie écossaise du comte de Marchmont son père[2] et par la mort de sir William Wyndham ; mais pour elle cette double perte fut plus que compensée par le nombre toujours grossissant de ses membres, rendus en même temps plus âpres et plus acharnés au combat par l'approche instinctive de la victoire[3].

Les deux plus grands périls que prévoyait Walpole et dont l'appréhension aurait seule suffi pour justifier

1. Il avait une commission de cornette : Walpole la lui enleva.

2. Polwarth, en succédant à son père, perdit son siége dans les communes sans en trouver un dans la chambre des lords, où un petit nombre seulement de pairs écossais étaient admis à siéger par élection.

3. Walpole fit à cette époque, auprès du prétendant, une démarche difficile à comprendre et plus encore à justifier. Duns l'espérance d'obtenir aux élections prochaines l'appui du prince auprès des jacobites, il lui écrivit pour l'assurer de son dévouement et lui offrir ses services. La réponse judicieuse du prétendant fut remise à Walpole par T. Carte, et se voit encore endossée de sa main dans ses papiers. « Cette démarche, dit lord Mahon, n'était pas sérieuse ; elle ne fut tentée par Walpole qu'en vue de grossir aux élections suivantes le nombre des votes ministériels : peut-être même fut-elle communiquée à Georges II par son auteur, et rien ne démontre mieux l'attachement sincère de celui-ci à la maison de Hanôvre que sa longue persistance à vouloir la paix, tandis que la guerre seule avec le continent pouvait profiter aux Stuarts. »

sa politique pacifique était l'union de la France avec l'Espagne, et le renouvellement de toutes les intrigues des jacobites, par la certitude de retrouver des alliés sur le continent. L'événement donna raison à ses alarmes : l'espérance revint aux Stuarts et les flammes assoupies, mais non éteintes de la rébellion, se réveillèrent de tous côtés; la France enfin, rattachée par le cardinal Fleury au pacte de famille, rentrait dans ses voies naturelles, dont précédemment le régent l'avait fait sortir pour l'intérêt particulier de sa maison, et elle fit cause commune avec l'Espagne contre l'Angleterre.

Attaque des colonies espagnoles en Amérique.

Les principales opérations de cette guerre furent dirigées contre les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud. Deux escadres furent équipées dans ce but, chacune d'environ six bâtiments de guerre : l'une, sous le commodore George Anson, reçut l'ordre d'opérer contre la côte du Pérou, sur l'Océan Pacifique; l'autre, commandée par l'amiral Vernon, devait se porter sur la côte orientale de l'Amérique espagnole.

Expédition de George Anson, autour du monde. 1740-1744.

Anson doubla le cap Horn, attaqua et détruisit, sur la côte du Pérou, la ville espagnole de Païta, traversa l'Océan Pacifique pour gagner les îles Philippines et la côte chinoise, s'empara du riche galion envoyé tous les ans du port d'Acapulco à Manille, lutta avec des peines inouïes contre le double fléau des tempêtes, qui lui enlevèrent cinq bâtiments sur six, et des maladies qui emportèrent la moitié des équipages du seul vaisseau qui lui restât, *le Centurion,* avec lequel il revint à Spithead en juin 1744, après avoir fait le tour du monde. Anson s'immortalisa dans cette expédition fameuse qui dura environ quatre années, et dont l'Angleterre recueillit beaucoup de gloire

sans d'ailleurs en retirer aucun avantage matériel considérable.

La seconde escadre, sous les ordres de l'amiral Vernon, laissa échapper les galions envoyés du Pérou en Espagne à travers l'Atlantique, mais elle conquit la ville de Porto-Bello, sur l'isthme de Panama. Cette conquête coûta peu d'efforts et ne rapporta qu'une faible somme au trésor; mais celui qui l'avait faite était connu par son inimitié pour Walpole, et l'opposition en masse exalta son triomphe. L'on apprit alors en Angleterre qu'une flotte française avait mis à la voile de Brest pour renforcer la flotte espagnole sur l'Océan. Le gouvernement anglais, stimulé par ce péril, et résolu à frapper un coup décisif sur les colonies espagnoles de l'Amérique, prépara une expédition nouvelle qui fût en rapport avec l'importance du but, et une flotte de cent quinze voiles, dont trente bâtiments de guerre montés par quinze mille matelots et portant douze mille hommes de troupes de terre, fut envoyée comme un puissant renfort à la faible escadre de l'amiral Vernon. Ces forces étaient les plus imposantes que l'Angleterre eût encore envoyées dans ces parages, mais le résultat ne répondit point à la grandeur des préparatifs. Les opérations avaient été en partie laissées par le gouvernement à la décision de l'amiral, qui ordonna l'attaque de Carthagène, la plus forte place de toute cette côte, et que défendait une garnison nombreuse (mars 1741). Les premiers ouvrages extérieurs furent enlevés, mais la ville résista, et fit éprouver aux assaillants des pertes énormes : la discorde survenue entre les commandants des forces de mer et de terre, l'amiral Vernon et le général Wentworth, affaiblit leurs

Prise de Porto-Bello.

Échec des Anglais devant Carthagène et Santiago. 1741.

efforts, et après une dernière et très-sanglante attaque, ils ordonnèrent la retraite et le siége fut levé. Une autre tentative fut faite sans plus de succès contre la ville de Santiago ; mais des fièvres meurtrières ravagèrent les équipages anglais dont les forces furent réduites de moitié : il fallut abandonner cette seconde entreprise comme la première. Ainsi furent perdus les frais immenses de cette expédition formidable qui avait fait trembler l'Espagne pour ses colonies d'Amérique et donné de vives inquiétudes à la France.

Une troisième escadre, enfin, sous les ordres de l'amiral Haddocke, avait occupé la Méditerranée dans une apparente inaction, bornant ses efforts à garder Gibraltar et Port-Mahon, et à bloquer Cadix.

Les opérations militaires traînaient inutilement en longueur : rien encore, sauf la prise de Porto-Bello, n'avait donné satisfaction à l'orgueil national, et le terme de la durée septennale du parlement approchait. Toutes les fractions de l'opposition se réunirent de nouveau et firent accepter le renversement de Walpole comme unique remède à tous les maux du pays, et pour mot de ralliement dans les élections prochaines.

Une attaque directe fut ouverte le même jour contre le ministre dans les deux chambres, par lord Carteret dans celle des lords, et par un membre jusque-là peu connu, Samuel Sandys, dans les communes : celle-ci seulement fut sérieuse. L'orateur fit valoir comme autant de griefs, dans les relations extérieures, le traité de Hanôvre, l'acquisition de la Lorraine par la France, la convention signée à Madrid; et quant à la conduite du

Attaque de Sandys contre Walpole, dans les communes.

gouvernement à l'intérieur, il lui reprocha les progrès toujours croissants de la dette avec un amortissement rendu illusoire, l'entretien d'une armée permanente inutile, l'armement à grands frais d'expéditions maritimes envoyées partout, excepté contre l'ennemi : il flétrit le rejet de toute mesure constitutionnelle ayant pour but de mettre obstacle à la corruption, la présentation de lois pénales favorisant l'arbitraire, l'augmentation sans motif de la liste civile, la destitution des officiers qui avaient voté contre le bill de l'accise, la molle conduite de la guerre actuelle ; enfin, la réunion, l'absorption dans les mains d'un seul homme, de toutes les branches du gouvernement : lui seul nommait à tous les emplois dans l'armée, dans l'administration civile, dans l'Eglise, et son despotisme avait fait, de la soumission aveugle à sa volonté, dans le parlement et dans les élections, l'unique moyen de succès pour tous dans le royaume. Pour ces causes réunies, dit en terminant l'orateur, je suis d'avis qu'il plaise à Sa Majesté d'écarter pour toujours de sa personne et de ses conseils l'honorable sir Robert Walpole. »

Réponse de Walpole.

Le ministre accusé obtint ensuite la parole, quoiqu'une motion eût été faite pour la lui interdire. Il classa ses adversaires en trois catégories : les torys, les whigs mécontents soi-disant patriotes, et les jeunes gens (*the boys*). « Aux torys, dit-il, je pardonne volontiers, car ils me font l'honneur de vouloir m'écarter, comme étant le seul obstacle à leurs vœux. . . . . J'entends, d'autre part, beaucoup parler de patriotisme, mot respectable lorsqu'il est honorablement employé, mais qui a été, je regrette de le dire, grandement prostitué

depuis et méconnu : nous avons perdu jusqu'à l'idée de vrai patriotisme. Un patriote! Eh! Messieurs, les patriotes pullulent comme les moucherons; je pourrais en produire cinquante dans les vingt-quatre heures : j'en ai fait beaucoup en une seule nuit : refusez de satisfaire une demande déraisonnable ou insolente, et voilà un patriote debout! Je n'ai jamais eu peur de faire ainsi des patriotes ; mais je dédaigne et je méprise leurs efforts. . . . . On affecte perfidement, et pour mieux m'accabler, de m'appeler le premier ministre, le seul ministre; mais, en admettant que je le sois pour ce pays, le suis-je aussi pour l'Europe entière, et suis-je responsable de ce qui se fait ailleurs? C'est encore trop peu cependant : quoi que fasse l'Angleterre, on me l'impute, et c'est à moi qu'on s'en prend. Maintenons-nous la paix, on nous reproche de manquer de cœur : prenons-nous une part active dans les querelles du continent, on nous accuse de donquichotisme : contractons-nous des alliances, on demande pourquoi nous imposons à la nation des charges envers l'étranger. Ne cherchons-nous, au contraire, nos forces qu'en nous-mêmes, on nous blâme de n'avoir point d'alliés. » Sir Robert défendit sur le même ton toute sa politique, insistant tour à tour sur chaque point ; et, arrivant aux reproches d'ambition et de corruption, il dit, en prenant subitement le change : « On parle de corruption ; qui a pu jamais m'accuser de m'être laissé corrompre! Étrange phénomène en vérité! un homme à la fois corrupteur et intègre! Et quant à l'ambition qu'on me reproche, n'ai-je pas refusé la baguette blanche [1] et la pairie? n'ai-je point

1. Lorsque Walpole fut réintégré à la tête du ministère par Georges II, il

préféré demeurer un simple *commoner* dans vos rangs?» C'est ainsi que Walpole détournait habilement l'accusation sur tous les points sans en discuter un seul d'une manière sérieuse, et s'attachait surtout à faire ressortir l'inconséquence et les torts de ses adversaires. Il ne disait pas qu'il était encore plus avide de pouvoir que de dignités, qu'il était assuré d'être pair du royaume aussitôt qu'il lui conviendrait de l'être, mais qu'accepter la pairie, c'était perdre sa place dans les communes, centre de ses forces et de son crédit. Il termina en se mettant sous la protection des lois de l'Angleterre : « Songez-y bien, dit-il, présenter une adresse à Sa Majesté afin qu'elle écarte de ses conseils un de ses serviteurs sans avoir un seul crime à lui reprocher, c'est un attentat contre la prérogative de la couronne : j'ose donc espérer, dans l'intérêt de mon maître et dans celui de la constitution de ce royaume, sans aucune considération pour moi-même, que tous ceux qui respectent encore cette constitution et cette prérogative sans lesquelles l'Etat ne saurait subsister, voteront contre la motion [1]. »

Le vote de la chambre fut un triomphe pour Walpole : la motion de Sandys ne réunit que 106 voix contre 290, et Walpole se crut raffermi ; mais son heure approchait, et cette victoire lui inspira une confiance et une sécurité qui lui devinrent funestes.

n'accepta que les titres de premier membre de la commission du trésor et de chancelier de l'Échiquier (*a*). Il ne reprit point la charge de premier lord de la trésorerie dont l'insigne était la baguette blanche.

1. Cet intéressant débat se trouve tout entier dans l'*Histoire parlementaire*, vol. XI, 1223-1386, avec les comptes-rendus extraits de Coxe et d'autres recueils contemporains.

(*a*) Coxe, *Mémoires sur Walpole*, 288.

De grands événements étaient survenus en Europe depuis peu de mois, et amenèrent la guerre fameuse sous le nom de *guerre de la succession*. L'empereur Charles VI était mort en 1740, dans la ferme espérance que sa Pragmatique, garantie par toutes les puissances, serait exécutée, et que sa fille Marie-Thérèse, reine de Hongrie, hériterait de ses Etats; mais à peine eut-il fermé les yeux qu'une foule de princes élevèrent des prétentions sur son vaste héritage. Parmi eux on distinguait en première ligne Charles-Albert, électeur de Bavière, et l'électeur de Saxe, Auguste III, qui réclamaient l'héritage entier, celui-là comme descendant d'une fille de Ferdinand I[er], celui-ci comme époux de la fille aînée de l'empereur Joseph. Le roi d'Espagne, Philippe V, faisait revivre des droits surannés sur les royaumes de Hongrie et de Bohême, dans l'espoir d'obtenir, au moyen de transactions, des établissements en Italie pour les enfants qu'il avait eus de sa seconde femme, Elisabeth Farnèse. Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, réclamait le duché de Milan; et enfin l'illustre Frédéric II, roi de Prusse, convoitait la Silésie, qui appartenait, disait-il, par droit de réversion, aux électeurs de Brandebourg. Possesseur d'un riche trésor, chef d'une armée nombreuse et parfaitement disciplinée, et fort de son génie, Frédéric lança d'abord ses bataillons sur cette province, puis il enjoignit à Marie-Thérèse de la lui céder, lui promettant son appui en échange de son consentement. Marie-Thérèse refusa: Frédéric poursuivit ses avantages, prit Breslaw, gagna en 1741 la bataille de Molwitz, et soumit la majeure partie de la Silésie.

Mort de l'empereur Charles VI.

Prétendants à sa succession.

1740.

Conquête de la Silésie par le roi de Prusse.

1741.

La France ne se déclarait pas encore: elle s'était

solennellement engagée à exécuter la Pragmatique de Charles VI; mais Louis XV, tout entier occupé de ses plaisirs, et le cardinal Fleury, accablé par l'âge, avaient laissé l'ambitieux comte de Belle-Isle prendre la plus grande influence dans le conseil. Celui-ci allégua pour prétexte l'éternelle crainte que la puissance autrichienne ne devînt trop redoutable; et le conseil du roi, par un honteux détour, crut concilier ses engagements avec ses projets hostiles : il ne déclara pas directement la guerre à la fille de Charles VI, mais il conclut un traité avec l'électeur de Bavière, principal prétendant à la succession de Charles et à la couronne impériale. L'Espagne, qui réclamait les possessions autrichiennes d'Italie, entra dans cette alliance, à laquelle se joignirent successivement les rois de Prusse, de Sardaigne et de Pologne. Les partages étaient ainsi réglés : à Charles, électeur de Bavière, la couronne impériale, le royaume de Bohême, la Haute-Autriche et le Tyrol; à l'électeur de Saxe, la Moravie et la Haute-Silésie; le reste de cette dernière province au roi de Prusse; enfin les possessions autrichiennes d'Italie au roi d'Espagne, pour y former un établissement à l'infant don Philippe. On laissait à Marie-Thérèse, qui avait épousé François de Lorraine, grand duc de Toscane, la Hongrie, les Pays-Bas et la Basse-Autriche. Pour assurer le succès de ce nouveau partage, la France envoya deux armées chacune de quarante mille hommes en Allemagne, l'une sous le comte de Belle-Isle, l'autre sous le maréchal de Maillebois.

La France se prononce pour l'électeur de Bavière.

Partage de la succession d'Autriche entre les prétendants.

L'Angleterre tint ses engagements, et, après le désastre de Molwitz, le parlement, à la demande de Walpole, vota un subside de 300.000 livres et l'envoi de douze

mille hommes au secours de Marie-Thérèse. Mais Georges II était alors dans son électorat de Hanôvre, que menaçait l'armée française de Maillebois. Redoutant, à l'approche de cette armée, de perdre ses états héréditaires, il signa, comme électeur de Hanôvre, un traité de neutralité au mépris de l'alliance qu'il avait conclue comme roi d'Angleterre avec Marie-Thérèse, et stipula qu'aucune assistance ne serait donnée à cette princesse par son électorat, durant une année. Cette convention arrêta la marche du maréchal de Maillebois, sur le Hanôvre, mais en même temps elle l'affranchit de toute crainte sérieuse dans cette partie de l'Allemagne. La seconde armée française sous Belle-Isle, obtint d'abord de grands succès, elle menaça Vienne et emporta Prague où l'électeur de Bavière fut proclamé roi de Bohême : un mois plus tard ce prince fut élu empereur à Francfort, sous le nom de Charles VII.

L'Angleterre soutient Marie-Thérèse.

Neutralité du Hanôvre.

Opérations militaires en Allemagne et en Bohême. 1741.

Élection de Charles VII. 1741

La neutralité du Hanôvre et la convention conclue à ce sujet par Georges II, souleva l'opinion en Angleterre. Le roi, disait-on avec justice, en refusant le concours de son électorat pour une cause dans laquelle tous les Etats d'Allemagne avaient un intérêt direct, avait voulu mettre son patrimoine à l'abri de toutes les chances funestes de la guerre, tandis qu'il disposait, selon sa coutume, et pour un intérêt tout germanique, de l'or et du sang du peuple anglais. Le ministère, qui avait consenti à ce traité honteux, en fut rendu responsable, et Walpole en particulier en porta tout le poids à l'approche des élections nouvelles et de la dissolution du parlement.

Cette époque coïncida, pour son malheur, avec les fâcheuses nouvelles des expéditions envoyées à la conquête

des colonies espagnoles de l'Amérique : l'échec des forces anglaises devant Carthagène et Cuba, les souffrances du commerce, la capture d'un grand nombre de vaisseaux marchands, le surcroît des taxes, choses qu'il avait prévues comme étant le résultat naturel de la guerre, lui furent imputées à crime. Le parlement fut dissous à cette époque (25 avril 1741), et les élections se firent sous l'influence de ces nouvelles désastreuses et au milieu de l'irritation générale. Tous les partis rivalisèrent d'efforts pour obtenir la victoire; tous indistinctement usèrent des moyens d'influence légitime ou corruptrice que le pouvoir ou la fortune mettait en leurs mains. Quelques élections furent accompagnées de troubles sérieux, celle de Westminster surtout, et le candidat ministériel y fut proclamé au milieu d'un appareil militaire, sous l'impopulaire protection du sabre. Walpole cependant obtint encore une fois la majorité, mais une majorité incertaine, flottante, et réduite à quinze membres seulement.

Dissolution du parlement.

Avr. 1741.

Élections nouvelles.

Ouverture de la session.

Dès l'ouverture de la session et du débat sur la réponse au discours de la couronne, la faiblesse de l'administration fut reconnaissable. Walpole, sur une première question, l'emporta de sept voix seulement. « Encore une ou deux victoires semblables, dit à ce sujet son fils, comme jadis Philippe de Macédoine, et notre perte est certaine! » Alors, et comme il arrive toujours dans les assemblées politiques aux approches d'une crise décisive, la faiblesse d'un ministre une fois reconnue, a pour effet inévitable de grandir le vide autour de lui, et il n'y a pas loin d'une majorité douteuse à une majorité hostile. Walpole l'éprouva; une pétition contre l'élection de West-

minster fut accueillie par les communes; une majorité de quatre voix cassa l'élection, et Walpole vit ainsi se retourner contre lui cette chambre où il avait si longtemps et sous deux rois régné en souverain.

Echec de Walpole.

Il ne se rendit pas encore, et s'attacha d'un effort désespéré à ce pouvoir qu'il considérait comme son bien, comme sa vie même, et qui l'abandonnait : il descendit, afin de le conserver, aux actes les plus humiliants pour son orgueil, et, après avoir entretenu longtemps l'inimitié du roi pour son héritier, et contribué à donner, en quelque sorte, celui-ci pour chef à l'opposition, il sollicita son appui, et s'efforça de le gagner en lui offrant d'acquitter ses dettes et d'ajouter 50,000 livres à son revenu annuel. Ces offres furent repoussées avec dédain, et le prince de Galles refusa de prêter l'oreille à toute espèce d'ouverture qui lui serait faite de la part de son père aussi longtemps que Walpole demeurerait à la tête du conseil. Le ministre, fort de l'appui du roi, voulut encore faire tête à l'orage, et résista aux instances de ses partisans, de ses amis, de sa famille; mais ses collègues avaient reconnu le péril de la situation; ils espérèrent, en sacrifiant leur chef, échapper eux-mêmes au naufrage, et joignirent leurs voix à toutes celles qui demandaient sa retraite. Ainsi délaissé, trahi même par ses confrères, et seul contre tous, Walpole céda enfin; il résigna tous ses emplois, reçut une pension de 4,000 livres, et fut

1. Walpole lui-même écrivit à cette occasion au duc de Devonshire : « La panique fut si grande parmi . . . . comment les nommerai-je? parmi mes propres amis, qu'ils déclarèrent tous que ma retraite était devenue absolument nécessaire comme l'unique moyen de conduire les affaires publiques. (2 février 1742, Coxe, *Mémoires sur Walpole*)

créé comte d'Orford. Depuis lors il vécut dans la retraite, où il s'adonna presque tout entier à de vulgaires plaisirs. Il ne revint plus au pouvoir, et sauf quelques rares et grandes occasions, il s'abstint de prendre une part active aux débats politiques.

Considérations sur son caractère et sur sa politique.

Sir Robert Walpole, trop généralement décrié naguère, et trop vanté par quelques écrivains aujourd'hui, est difficile à apprécier et présente de grands contrastes. Il possédait une raison pratique et une volonté forte qu'il mit courageusement l'une et l'autre au service de son pays toutes les fois que l'intérêt public ne fut pas en opposition trop complète avec le sien. Son esprit était positif, ses goûts simples, quoique sans délicatesse, son humeur égale, ouverte et facile, bien qu'à l'excès ombrageuse et jalouse. Aucun reproche d'ingratitude, de perfidie ou de cruauté ne pèse sur sa mémoire. Ennemi, par son caractère doux et bienveillant, des mesures violentes et sanguinaires, à une époque où cette disposition était une exception rare dans les hommes d'Etat, il adoucit par son exemple la rudesse des mœurs publiques, et donna le premier au gouvernement intérieur de l'Angleterre ce caractère de mansuétude qui en est un des principaux traits [1]. Jamais peut-être, dit un écrivain judicieux, la nation anglaise ne vit un chef de parti politique

1. Il était parfaitement connu que plusieurs de ses adversaires dans l'opposition avaient des relations directes avec le prétendant : la vie de plusieurs d'entre eux fut à sa merci : et il eût aisément trouvé des précédents dans les actes soit des whigs, soit des torys, pour se montrer impitoyable à leur égard ; mais avec une clémence à laquelle la postérité n'a point rendu justice, il consentit à être calomnié, outragé, et enfin renversé par un parti qui comptait dans son sein beaucoup d'hommes dont la tête avait été à sa discrétion. (Macaulay, *Essai sur les lettres d'Horace Walpole à sir Horace Mann.*)

d'une habileté plus consommée : nul ne le surpassa dans l'art de capter la faveur du prince, de gouverner les communes, de connaître l'opinion publique et de la dominer [1]. Il eut aussi une parfaite intelligence des intérêts financiers et matériels de son pays [2], et se montra plein de zèle pour les défendre, aussi longtemps du moins qu'il put le faire sans aucun inconvénient pour lui-même. Mais sa passion dominante fut l'ambition, et toutes les fois qu'il fallut opter entre l'intérêt de son pouvoir et celui de son pays, il fit au premier le sacrifice de ses convictions : il eut pour collègues des hommes très-éminents, et dans la crainte d'être supplanté ou éclipsé par eux, il les congédia : il inclinait en principe pour les dissidents, et nul mieux que lui ne reconnaissait l'injustice des entraves qui pesaient sur eux, et la nécessité de les rallier tous au gouvernement par des mesures plus équitables que les lois existantes [3] : il ne fit cependant rien pour eux, et oublia au pouvoir tout ce qu'il leur avait promis avant d'y monter. Son projet pour la taxe de l'accise était sagement conçu et fut accepté après lui : Walpole le retira devant une opposition menaçante et n'osa jamais le reproduire : il savait la paix nécessaire au pays ; il finit par y renoncer, préférant une guerre injuste à une session orageuse [4].

1. Lord Campbell, *Vies des lords chanceliers d'Angleterre*, vol. V, p. 98, note.

2. Il fut un partisan déclaré des pratiques du libre échange, et proposa la suppression ou l'abaissement sur une foule de denrées de première nécessité. Walpole fut, à cet égard, comme le chancelier Clarendon et quelques autres hommes d'État, très en avant de son époque. (Voyez ci-dessus, vol. III, p. 417.)

3. S'ils eussent été turbulents, il leur serait venu en aide ; n'ayant rien à craindre de leur part, il les abandonna. (Macaulay, *ut suprà*.)

4. Coxe, qui a écrit une savante biographie de Walpole, lui fait l'hon-

Sa politique, comme on l'a si bien dit de nos jours, était une politique d'expédients : son unique objet fut de pourvoir aux nécessités du moment, et il évita toujours de soulever une difficulté présente, ou d'affronter une agitation légère pour conjurer des orages dans l'avenir. C'est ainsi qu'il ne prit aucune des grandes mesures impérieusement réclamées par l'état de l'Ecosse, pour y détruire un perpétuel foyer de rébellion, et qu'il n'apporta aucune réforme dans la dangereuse organisation de ses clans encore à demi sauvages : il n'y toucha point, les voyant paisibles, et on en vit sortir, peu d'heures après sa chute, une tempête qui mit le trône en péril [1]. »

A beaucoup d'égards, cependant, et considérée dans son ensemble, la longue administration de Walpole eut des résultats très-salutaires : elle contribua puissamment à affermir dans le royaume la dynastie protestante et à fortifier, en le développant, le régime constitutionnel sur les bases établies en 1688 : elle façonna l'Angleterre aux habitudes et aux mœurs de la vie publique. Walpole, enfin, eut la gloire d'avoir gouverné sous deux rois, et durant vingt années, satisfait des pouvoirs que la constitution mettait dans ses mains, sans jamais recourir à des actes oppressifs et contraires aux lois, il eut le rare mérite de maintenir longtemps la paix extérieure en luttant contre le flot furieux des passions populaires, sans faire aucun sacrifice de l'honneur ou des intérêts du

neur de reconnaître en lui pour passion dominante l'*amour de la paix*, the *love of peace*. M. Macaulay répond spirituellement à cette allégation que l'amour de la paix fut, en effet, le trait caractéristique de Walpole, qui avait adopté pour devise : *Quieta non movere ;* mais que cette paix qu'il affectionnait avant tout était celle de sa propre administration. (*Ibid.*)

1. *Idem, ibid.*

pays. Il fut, sans éclat, un très-habile ministre : le sentiment du grand lui manquait, et pour cette cause autant que pour l'ombrage que lui donnait toute supériorité, il éloigna de lui systématiquement tous les hommes distingués de son époque, non-seulement dans la politique, mais aussi dans les lettres, dédaigneux pour les écrivains comme pour leurs productions [1]. Incapable de gouverner comme le fit plus tard son adversaire William Pitt, par le prestige des grandes choses, il lui fallut recourir à des procédés de séduction vulgaire, et, incorruptible lui-même plutôt que désinteressé, il répandit la corruption autour de lui, prodiguant à ses amis et à ses créatures l'argent, les places et les honneurs [2]. Il ne fut point sans doute l'inventeur de ces pratiques déjà en usage de la façon la plus scandaleuse sous Charles II, et il ne les poussa pas aussi avant que l'ont fait quelques-uns de ses devanciers ou même de ses successeurs, mais il s'en cacha moins; et, soit involontairement, par imprudence et légèreté, soit par calcul, il contribua à faire considérer ces manœuvres corruptrices comme indispensables dans un gouvernement libre, et elles devinrent dans la suite, à l'usage des gouvernants, un art et un système auquel le nom de Walpole eut le

1. Parmi les hommes les plus connus qui, dans l'intérieur comme au dehors du parlement, attaquèrent l'administration de Walpole, on cite Bolingbroke, Chesterfield, Carteret, Argyle, Pulteney, Wyndham, Pitt, Lyttleton, Pope, Swift, Gay, Arbuthnot, Fielding, Johnson, Thompson, Akenside, Glover.

2. Walpole cependant n'eut pas pour habitude d'acheter ses adversaires. Il connaissait tout le danger de cette politique pusillanime ; il savait que pour un ennemi ainsi rallié il s'en produirait mille qui mettraient à l'enchère leur silence ou leur vote aussitôt qu'il aurait reconnu qu'il y aurait moins de profit à le servir qu'à le combattre.

malheur de rester attaché. On a établi, par des raisons fort ingénieuses, que le temps où il vivait les avait rendues nécessaires [1], et des hommes à tous égards très-éminents se sont montrés sur ce point indulgents pour Walpole [2] : mais, en admettant que la corruption pratiquée en grand lui fût indispensable pour se perpétuer vingt ans au pouvoir ; si, en refusant de concourir à de si déplorables errements, il eût toujours pris pour mobile la renommée qu'obtient un ministre à l'aide de principes élevés et fermes, soutenus par une conduite habile et désintéressée et mis en lumière par l'éloquence, il

1. « Walpole, dit M. Macaulay, eut recours à la corruption pour gouverner, parce que, dans le temps où il vécut, il était impossible de s'en passer. Les pratiques de corruption n'étaient pas nécessaires aux Tudors, parce que leurs parlements étaient très-faibles, et de nos jours la publicité qui a été donnée aux actes du parlement a élevé la moralité des hommes politiques. Le pouvoir de l'opinion publique est devenu si grand, que, même avant la récente réforme de la représentation, le simple soupçon qu'un ministre eût acheté des votes par des offres pécuniaires faites à des membres du parlement, aurait été suffisant pour le perdre. Mais dans le siècle qui suivit la restauration, la chambre des communes était dans la situation de ces assemblées qu'on peut gouverner à l'aide de la corruption, ou qui sont absolument ingouvernables. Elle n'était ni tenue en crainte, comme au XVI[e] siècle, par le trône, ni comme aujourd'hui par l'opinion du pays : sa constitution était toute oligarchique, ses délibérations secrètes, son pouvoir immense. » (Essay on Walpole's, letters to sir Horace Mann.)

2. « On peut affirmer en conscience, a dit un des hommes les plus célèbres de nos jours, que l'imputation faite à Walpole d'avoir eu recours, pour gouverner, à une corruption sans précédents avant lui, n'a pas d'autre fondement que la franchise de ses aveux sur l'exercice habituel du patronage, et les paroles qui lui échappèrent sur le caractère de l'homme politique. Son mot fameux : *Tous les hommes ont leur prix*, semble n'avoir pu être prononcé dans un sens général, mais d'après des témoignages dignes de foi, il ne s'appliquerait qu'à quelques-uns des adversaires de Walpole, connus par leur mépris de tout principe. Walpole aurait dit, en parlant d'eux avec dédain : *Tous* CES *hommes ont leur prix*, et ce léger changement enlève à ce mot toute sa gravité. » Lord Brougham sur sir Robert Walpole, *ut suprà*.

eût, il est vrai, selon toute probabilité, succombé plus tôt, mais il eût aussi fortifié, par son exemple, les mœurs publiques, gardiennes des constitutions et des lois; il eût laissé, après sa chute, un des noms les plus justement honorés; il se fût enfin réservé pour l'avenir; et, lorsque vint bientôt le moment où ses ennemis, la plupart aussi peu scrupuleux, mais beaucoup moins habiles, montrèrent à l'œuvre toute leur impuissance, le pouvoir lui serait revenu, et il l'eût exercé d'une main puissante et victorieuse. Au lieu de cela, en alimentant de honteuses passions, il les rendit insatiables; en jetant des trésors dans ce gouffre, il ne parvint jamais à le combler, mais l'élargit sans cesse; il abaissa le caractère national; il arma d'arguments plausibles les détracteurs du régime constitutionnel, et une fois tombé, ce fut pour toujours [1].

II

Suite du règne de Georges II depuis la chute de sir Robert Walpole jusqu'à celle de Carteret (lord Granville). — Première période de la guerre de la succession d'Autriche.

1742 — 1744.

Quoique Walpole ne revînt plus ostensiblement au pouvoir, il conserva cependant, après sa chute, presque toute son influence sur le roi : ce fut lui qui le dirigea

1. Le portrait le plus flatté de Walpole est peut être celui qu'a tracé le célèbre Edmond Burke. L'impartialité de l'histoire nous fait une loi d'en citer quelques extraits : « Walpole, dit-il, gouverna beaucoup moins par la corruption qu'à l'aide des liens de parti (*party attachment*)... ce fut lui qui, par le

dans le choix de son successeur dans la charge de premier lord de la trésorerie, et, cédant à son ressentiment contre ses anciens collègues, il s'appliqua, dans ces premiers moments, à rendre la marche de l'administration difficile, sinon impossible. Il indiqua au roi l'éloquent Pulteney, son ancien rival, de la part duquel il prévoyait un refus, et, à son défaut, lord Wilmington, qu'il savait incapable. Pulteney consentit à former un cabinet nouveau; mais, cédant à des considérations d'un ordre secondaire, il allégua la répugnance qu'il avait toujours montrée à remplir un emploi salarié par l'État; il refusa donc la trésorerie, qu'il fit donner à lord Wilmington, se réservant dans le cabinet un siége sans portefeuille. Mais là s'arrêta son désintéressement, et il accepta une pairie que Walpole lui fit adroitement offrir avec le titre de comte de Bath [1]. Pulteney oublia que toute sa force était dans sa parole, que le siége véritable de sa puissance comme orateur était dans les communes, il s'annula ainsi lui-même à la grande joie de son ancien

maintien d'une longue paix et d'une équitable liberté, comme par la protection efficace donnée aux bonnes lois, contribua plus que personne à doter le pays de cette prospérité qui le mit plus tard à même d'acquérir la gloire militaire..... Il eut ses défauts sans doute, mais c'est la prudence de cet homme, c'est sa vigilance et sa fermeté qui, jointes à une grande douceur dans le caractère et dans la conduite politique, ont conservé la couronne à la famille régnante et avec elle les institutions et les libertés du pays. » (*Burke's appeal from the new to the old whigs*, cit. ext. des Mémoires sur Walpole, par Coxe, p. 754.)

1. Il vit le piége trop tard, et parut vouloir retirer son consentement après l'avoir donné : mais le roi insista; il repoussa ce refus tardif, et força Pulteney, par le conseil de Walpole, à accepter son titre. « Je me souviens encore, dit Horace Walpole, du geste et des paroles de mon père lorsque, revenant de la cour, il me raconta ce qu'il venait de faire. Tournant la clef de la serrure: Je viens, ajouta-t-il, de fermer sur lui la porte. » (Mémoires sur le règne de Georges II.)

rival, et tomba tout ensemble, dit Chesterfield, dans la pairie et dans l'insignifiance [1]. Walpole ne négligea rien pour semer la division parmi ses adversaires triomphants, mais, il avait pour cela peu d'efforts à faire, et la pente naturelle des choses y suffisait. L'anarchie, à la suite du succès, avait envahi toutes les régions de l'État, et la victoire avait rompu la trève entre les fractions si nombreuses et si divergentes de l'opposition. Toutes maintenant réclamaient une part dans le succès obtenu et une place dans l'administration nouvelle, et durant ce conflit de tant de prétentions qu'il était aussi impossible de concilier que de satisfaire, on entendait retentir la grande voix de la nation irritée, à laquelle tous les organes de l'opposition, devenue triomphante, avaient depuis si longtemps fait entrevoir la chute de Walpole comme le terme des abus et le commencement d'une nouvelle ère de prospérité sans bornes, mais dont chacun des divers partis se faisait une idée différente.

On pouvait espérer que, de cette violente tempête qui avait soufflé de tous les points de l'horizon, que de cette masse de reproches et d'accusations véhémentes dont la dernière administration avait été l'objet, il sortirait quelque amélioration importante, quelque grande et utile réforme, destructive des abus et victorieuse de la corruption : il n'en fut rien cependant. Nous avons vu Walpole désigner lui-même au roi le chef de son gouvernement :

1. La première fois que lord Orford (Walpole) rencontra lord Bath (Pulteney) dans la chambre des pairs, il vint à lui, et lui dit, avec une satisfaction maligne : « Eh bien, Mylord, nous voila ici vous et moi les deux individus les plus insignifiants de toute l'Angleterre. » (Dr King, anecdotes de son temps.)

lord Carteret et plusieurs de ses collègues n'arrivèrent au pouvoir qu'après avoir pris l'engagement formel de soustraire, s'il était possible, à toute poursuite celui sur lequel ils avaient naguère appelé la vengeance du pays. Ce pacte tacite entre Walpole et ses successeurs devint bientôt manifeste, et contribua puissamment à les déconsidérer dans l'opinion.

Composition du nouveau ministère. 1742.

L'administration nouvelle, dont furent exclus les patriotes prononcés et les ardents torys, fut enfin complétée, et demeura composée en partie comme il suit : le comte de Wilmington, premier lord de la trésorerie ; lord Harington, président du conseil ; lord Hardwicke, chancelier du royaume ; sir Samuel Sandys, chancelier de l'Echiquier ; lord Carteret et lord Pelham, duc de Newcastle, secrétaires d'État. Une charge de secrétaire d'État pour l'Écosse fut créée en faveur du marquis de Tweeddale : sir William Yonge demeura secrétaire de la guerre ; le frère du duc de Newcastle, Henri Pelham, fut payeur général de l'armée ; l'amirauté, enfin, fut mise en commission sous la présidence de lord Winchelsea. Lord Carteret, qui hérita bientôt après, par la mort de sa mère, du titre de comte de Granville, fut de fait chef du nouveau cabinet, où Pulteney, devenu lord Bath, s'était réservé un siége sans portefeuille : mais cet homme d'État perdit rapidement toute son influence en se montrant sans force comme sans volonté pour exécuter aucune des grandes mesures qu'il avait naguère proclamées urgentes et indispensables : il disparut ainsi de la scène politique et ne recouvra jamais ni sa popularité ni son crédit. Le roi confia ou rendit d'importants emplois à quelques hommes fort influents dans le parlement. Sir John Hinde Cotton, quoi-

Lord Carteret (plus tard lord Granville) chef du cabinet.

que jacobite avoué, devint membre de l'amirauté, et lord Cobham, rétabli dans son commandement militaire, fut nommé feld-maréchal. Celui-ci s'était rendu populaire, et quoique les ministres eussent tenté de le rallier, il leur devint hostile en les voyant sacrifier les intérêts du pays aux leurs. Autour de lui se groupèrent des familles puissantes et quelques personnes d'un mérite reconnu qui, sous le nom de *parti Cobham*, formèrent bientôt une ligue redoutable.

Trois hommes entre les plus éminents de l'ancienne opposition, lord Chesterfield, William Pitt et le duc d'Argyle, restèrent en dehors de l'administration nouvelle; le dernier cependant, après avoir hésité, consentit à siéger dans le cabinet, mais peu satisfait de la part d'influence et d'autorité qui lui était faite, il résigna sa place et rentra dans l'opposition, dont le foyer fut principalement entretenu dans les communes par sir Watkin Willams et Shippen Wynn.

Vues diverses et inconciliables des patriotes pour la réforme des abus.

Il s'agissait maintenant, pour le cabinet, de répondre à l'attente générale, d'annoncer sa politique et d'opérer la réforme des abus : sur tous ces points, les difficultés étaient immenses, et les remèdes proposés plus dangereux que les maux qu'ils étaient destinés à guérir. La diversité des vues et des projets était infinie, et les nombreux partis maintenant triomphants ne semblaient d'accord que sur un point, savoir : pour accuser Walpole et demander sa tête. Les uns, d'ailleurs, voyaient une calamité publique dans l'acte de la septennalité dont ils exigeaient le rappel, d'autres dans le maintien d'une armée permanente en temps de paix, étrange grief au milieu d'une guerre dont nul ne prévoyait le terme : quelques uns

demandaient une forte réduction dans les taxes et en même temps recommandaient de pousser la guerre avec plus de vigueur [1]; plusieurs, enfin, attribuaient la misère croissante des classes pauvres à une trop grande exportation de la laine anglaise, comme si le meilleur moyen de soulager les malheureux était de tarir une des principales sources de la richesse nationale! Aucune mesure sérieuse ne fut ni adoptée ni proposée contre la corruption qui, durant l'administration de Walpole, avait fourni le texte de toutes les attaques de ses adversaires [2]; et ceux-ci, en se bornant à s'emparer de toutes les places sans apporter à la politique aucune modification sensible, jetèrent pour de longues années dans le royaume une immense défaveur sur le titre de *patriotes* dont ils s'étaient parés, et à l'aide duquel ils s'étaient élevés au pouvoir [3]. Ils demandèrent cependant et ils obtinrent que le nombre de ceux qui tenaient une charge à la cour et dans l'Etat fût réduit dans la chambre basse, seule mesure proposée qui eût un caractère d'uti-

1. Tindal.

2. Les meilleurs esprits en Angleterre sont encore aujourd'hui partagés sur les réformes qu'il eût été avantageux d'accomplir il y a un siècle. M. Macaulay pense qu'il y aurait eu tout avantage à supprimer dès cette époque les franchises des *bourgs pourris* comme on l'a fait de nos jours. Lord Mahon pense, au contraire, que si l'aristocratie n'eût pas eu alors l'influence électorale que lui donnaient ces bourgs, toutes les mesures iniques, ridicules ou désastreuses proposées par les partis violents à la chute de Walpole, auraient trouvé faveur dans les communes.

3. Le tory Smolett est d'accord sur ce point avec les meilleurs historiens du parti whig. « La nation se plaignit, dit-il, de ce qu'au lieu d'un changement total d'hommes et de mesures, l'ancien ministère était, au contraire, fortifié par l'union de ceux qui l'avaient renversé, et de ce que les anciens intérêts dominaient dans le parlement avec une plus grande influence. » (Smolett, *Hist. d'Angl.*, l. IX, c. VII.)

lité véritable, si elle n'eût été portée par ses auteurs fort au delà des limites nécessaires.

De toutes les questions à débattre, celle sur laquelle la voix des partis semblait l'écho du vœu public, le procès à faire à Walpole, fut la première agitée. La motion, éloquemment combattue par son fils Horace, mais soutenue par William Pitt, fut votée à une faible majorité de sept voix [1], et il fut dit que l'enquête ne porterait que sur les dix dernières années. Le comité désigné pour s'en occuper fut formé presque tout entier des ennemis du ministre déchu, et cependant, après de minutieuses recherches, les faits de corruption notoire que le comité put établir à la charge de Walpole, se réduisirent à un nombre très faible, et fort inférieur à l'attente générale de ses adversaires. Un bill détestable fut alors présenté pour assurer leur vengeance. On proposa de promettre l'absolution ou l'impunité à tout témoin qui viendrait déposer contre Walpole, et de le soustraire ainsi d'avance à la responsabilité de son témoignage. C'était donner un encouragement aux ressentiments particuliers, c'était faire un appel aux délateurs. Ce bill enlevait à l'accusé toutes les garanties que donnait aux citoyens la constitution et les lois. On s'indigne de la servitude dans laquelle les partis retiennent souvent leurs plus illustres membres, et des extrémités violentes auxquelles ceux-ci sont entraînés par l'ambition, en voyant William Pitt, l'auteur des mesures les plus glorieuses pour l'Angleterre, l'élo-

Enquête votée sur les actes de Walpole.

1742.

Bill proposé pour assurer l'impunité aux dénonciateurs.

1. Rien ne démontre mieux que ce résultat combien était restreint dans tous les partis le nombre des hommes sincères, lorsque, pour renverser Walpole, presque tous le dénoncèrent comme traître à son pays, et digne des plus grands châtiments.

quent défenseur des droits des citoyens, appuyer dans cette occasion contre Walpole un acte aussi odieux. Le bill fut adopté dans les communes, mais il échoua dans l'autre chambre, où Carteret le combattit, et où le lord chancelier Hardwick le flétrit en ces termes : « Dans mon opinion, dit-il, ce bill est calculé pour rendre toute défense impossible, pour enlever à l'accusé toute protection, pour déchaîner sur le monde l'oppression et le parjure : il est fait pour éblouir les méchants par la perspective d'une sécurité absolue et pour les encourager à acheter l'absolution d'un crime par un crime nouveau... le comité, par un statut si vague, se trouvera investi du pouvoir de s'enquérir sans limites et de juger sans contrôle. Ce bill confond toutes les notions du bien et du mal, et j'y vois un tel danger et une si criante injustice, que je consentirais plus volontiers à le voir rendu contre moi-même qu'à le voter dans le procès d'un autre[1]. » La motion fut rejetée par les pairs à une forte majorité[1].

Il est rejeté par les lords ainsi qu'un bill par le rappel de l'acte septennal.

1742.

L'attaque dirigée dans cette même session contre la septennalité n'obtint pas plus de succès, et Pulteney (lord Bath), qui dans l'opposition avait été l'un des plus violents adversaires de l'acte septennal, le défendit maintenant et le fit maintenir.

Le brillant Carteret, doué de tous les dons du plus heureux génie, ne sut pas mieux échapper que son collègue Pulteney aux influences de la nouvelle situation qu'il occupait, et après avoir longtemps tonné contre les ten-

1. *Parliamentary history*, debates in the lords on the bill to indemnify evidence, vol. XII, p. 643-733.

2. Par 245 voix contre 193 ; *ibid.*, p. 732.

dances et les mesures hanovriennes de Georges II, il se montra, en sa qualité de secrétaire d'Etat pour l'extérieur, le plus empressé à les favoriser. Le débat le plus vif s'engagea sur ce point dans les communes, au sujet d'un corps de seize mille Hanovriens que le roi désirait lever et entretenir sur le continent aux frais de l'Angleterre. Carteret soutint la motion, qui provoqua de grands cris dans les communes et une attaque vigoureuse de William Pitt, et qui cependant fut votée par une forte majorité. On eut ainsi une nouvelle et invincible preuve qu'une foule de ceux qui avaient fait tomber Walpole agissaient maintenant comme lui, et Bolingbroke, récemment de retour en Angleterre, était dans le vrai lorsqu'il disait à cette occasion : « Les principes véritables de la dernière opposition ont été ceux d'un très-petit nombre d'opposants [1]. » Le nouveau cabinet, fonctionnant à peine depuis une année, et déjà complétement impuissant à réaliser aucune des espérances que son arrivée aux affaires avait fait concevoir, provoquait les mêmes clameurs que ses chefs avaient poussées contre Walpole, et il mettait aussi tout son espoir dans la division de ses adversaires.

Les changements survenus dans l'administration ne furent guère sensibles que sur le continent, où des secours efficaces furent donnés à Marie-Thérèse : lord Bath (Pul-

1. Il écrivait à cette époque à son ami lord Marchmont avec non moins de vérité : « La liberté a été de nos jours le cri d'une certaine catégorie d'hommes, comme la prérogative a été celui d'une autre à une époque antérieure ; mais ce n'était qu'un cri de guerre, et la cause de la liberté était aussi étrangère à la pensée des chefs qui le donnaient pour mot d'ordre à leurs soldats, que la cause de saint Georges ou de saint Denis l'était aux combattants dans les batailles entre les Français et les Anglais. (*Lettre à lord Marchmont*, 24 novembre 1746.)

teney) et Carteret, malgré leur conduite antérieure relative aux affaires du continent, furent d'accord entre eux et avec le roi pour intervenir, et ils obtinrent du parlement, dans ce but, des subsides et des soldats. Seize mille Anglais furent envoyés en Flandre, sous les ordres de lord Stairs, pour coopérer avec les Hollandais, qui s'étaient engagés à défendre la pragmatique du dernier empereur. Déjà Marie-Thérèse avait réparé ses premières défaites : la fortune lui revenait, ramenée par sa persévérance et son courage. Abandonnée de tous l'année précédente, et forcée de se retirer devant l'armée française en marche sur Vienne, elle fit un énergique appel à la fidélité de ses sujets hongrois. Les états de Hongrie avaient été convoqués par elle à Presbourg : là Marie-Thérèse paraît en costume national, tenant dans ses bras son fils âgé seulement de quelques mois : elle le présente aux états et demande leur secours : « Je remets en vos mains, dit elle, la fille et le fils de vos rois qui attendent de vous leur salut. » Son discours, qu'elle prononce en latin, idiome des états, électrise tous les cœurs : les nobles hongrois tirent leurs sabres et s'écrient : « Mourons pour notre roi Marie-Thérèse ! » De prompts effets suivent ces paroles : une armée se lève pour elle, reprend l'Autriche, envahit la Bavière, force le marquis de Ségur à capituler à Lintz, et l'électeur est dépouillé de tous ses états. Déjà le roi de Sardaigne s'était détaché de la ligue et déclaré défenseur de Marie-Thérèse : le roi de Prusse traite à son tour avec elle, en obtenant la cession de la Silésie, et les Français se voient réduits en Bohême à trente mille hommes serrés entre deux armées. Prague est bloquée par les Autrichiens. Le maréchal de Maillebois, envoyé au secours de cette ville,

Envoi d'une armée anglaise sur le continent. 1742.

Succès de Marie-Thérèse. 1742.

ne peut pénétrer jusqu'à elle; il est destitué et remplacé par le duc de Broglie, qui s'échappe seul de Prague pour aller prendre le commandement de l'armée. La défense de cette capitale est confiée au maréchal de Belle-Isle : celui-ci, hors d'état de la conserver, l'évacue à la tête de douze mille fantassins et de trois mille cavaliers : il opère une brillante retraite sur Egra, au cœur d'un hiver rigoureux, et Prague capitule.

Évacuation de Prague et retraite des Français.

1742.

Le maréchal de Noailles, établi sur le Mein avec son armée, surveillait alors les mouvements de l'armée anglaise et hanovrienne commandée par lord Stairs, et où s'étaient rendus le roi Georges II et son fils le duc de Cumberland. Il fit passer la rivière à des corps nombreux en face du village de Dettingen, et d'un étroit défilé que les Anglais devaient traverser : là, le duc de Gramont, neveu du maréchal, caché avec toute la maison du roi dans un ravin profond où il fallait que l'armée anglaise descendît, devait l'attendre et lui fermer le passage, tandis que des batteries étaient disposées sur l'autre rive de manière à foudroyer le corps de bataille. Cette armée allait être détruite, la témérité de Gramont la sauva : avant qu'elle fût complétement cernée et que le maréchal eût ordonné l'attaque, Gramont quitte son poste et fond sur les Anglais qui l'écrasent par leur artillerie avantageusement postée sur une colline; il s'élance pour s'en emparer, mais en vain, et masque l'ennemi aux batteries françaises qu'il oblige à cesser leur feu. Noailles emploie, pour dégager son neveu, les ressources qu'il avait réservées pour anéantir l'ennemi, et fait passer son armée de l'autre côté du Mein, dans un champ resserré, incapable de la contenir. Enfin, après trois heures d'une mêlée sanglante et

Bataille de Dettingen.

1743

sans résultat, il ordonne la retraite, et le champ de bataille demeure aux Anglais.

La seconde armée française, commandée par le maréchal de Broglie, ne put se soutenir sur le Danube devant le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc François : la Bavière fut évacuée : il devint impossible au maréchal de Noailles, après la retraite de Broglie, de se maintenir dans la Franconie, où il avait pendant deux mois contenu l'armée des alliés, et la fin de la campagne de 1743 porta la guerre sur la frontière de la France. L'empereur Charles VII n'avait plus d'états : cet infortuné prince signa un traité par lequel il renonçait à toutes ses prétentions sur l'Autriche, s'engageant à demeurer neutre pendant la continuation de la guerre, et laissant, jusqu'à la paix générale, ses états héréditaires de Bavière entre les mains de Marie-Thérèse, qu'il s'était promis de dépouiller, et dont l'alliance par le traité de Worms, œuvre du secrétaire d'Etat Carteret, fut resserrée avec l'Angleterre et le roi de Sardaigne.

Traité de Worms. 1743.

La mort de lord Wilmington, survenue à cette époque, rendit vacante la charge de premier lord de la trésorerie, à laquelle prétendirent lord Bath, qui l'avait refusée deux ans auparavant, et son collègue Henri Pelham, frère du duc de Newcastle. Ce fut Pelham qui l'obtint avec l'appui de lord Orford (Walpole), qui, toujours maître de l'oreille du roi, exerçait sur les événements une influence d'autant plus durable qu'elle était moins aperçue. Sacrifiant, vers cette époque, son ressentiment à son dévouement au monarque et au pays, il se vengea du cabinet qui l'avait renversé en lui prêtant son utile assistance. Le cri perpétuel des adversaires du gouvernement

Henri Pelham premier lord de la Trésorerie. 1743.

et de la maison de Hanôvre, le mot de ralliement qui les unissait tous et qui retentissait fort avant dans le cœur de la nation, était toujours celui-ci : *Point de troupes hanovriennes! point de subsides pour le Hanôvre!* et nous avons vu Carteret perdre sa popularité en s'attachant à les défendre, après l'avoir gagnée à les décrier. Au plus fort de la guerre dans laquelle le royaume était engagé, seize mille Hanovriens agissaient de concert avec l'armée anglaise sur le continent. L'opposition vit, dans ce fait, un crime de lèse-nation : elle s'indigna que l'or anglais soudoyât l'étranger, et, oubliant qu'elle-même avait provoqué la guerre, que pour la soutenir il fallait de l'argent et des soldats, et qu'à défaut des troupes hanovriennes, il faudrait augmenter dans une proportion considérable l'armée anglaise, elle remplit de ses clameurs les lieux publics, les journaux et les deux chambres. Le roi lui-même fut insulté, et déjà le ministère fléchissait, lorsque l'ancien ministre déchu, Walpole, sortit de sa retraite, rendit courage aux frères Pelhams épouvantés, et fit entendre pour la première fois dans la chambre des pairs sa parole éloquente. Il fit voir dans la conduite passionnée de l'opposition, dans cette tempête furieuse si mal à propos déchaînée, une insulte à la majesté royale elle-même; il supplia les lords d'oublier leurs déplorables discordes, et de se serrer autour du trône dans un sentiment d'affection et de dévouement commun. Le succès couronna ses efforts; Walpole refoula le flot furieux de l'opinion soulevée; ce fut son plus beau triomphe, celui de l'éloquence, du bon sens et de l'honneur [1].

Conduite blâmable de l'opposition.

Walpole donne au cabinet la majorité dans la chambre des lords.

1744.

1. Tout le monde, et le prince lui-même, reconnut que si lord Orford

Les troupes hanovriennes furent maintenues, et jamais temps n'aurait été plus mal choisi pour affaiblir l'armée. L'orage grondait de toute part sur l'Angleterre. La France, irritée du traité de Worms, et où des conseils belliqueux avaient prévalu depuis la mort récente du cardinal Fleury, venait de conclure à Fontainebleau une alliance offensive et défensive avec l'Espagne, et dans le même moment le fils du prétendant, le jeune et brillant Charles-Edouard, paraissait sur la scène, et, de concert avec la France, il préparait une invasion formidable. Deux escadres françaises, sous l'amiral Roquefeuille, devaient sortir simultanément des ports de Brest et de Rochefort afin de protéger des transports nombreux réunis à Dunkerque, et destinés à porter en Angleterre l'héritier des Stuarts avec quinze mille vétérans pour escorte, et Maurice de Saxe pour les commander. A de si grandes forces l'Angleterre n'avait à opposer alors que neuf mille hommes de troupes régulières et la flotte que l'amiral Norris commandait dans la Manche.

Le prince Charles-Edouard, après avoir reçu de son père, le chevalier de Saint-George, ses pleins pouvoirs avec des lettres-patentes qui lui conféraient le titre de régent du royaume, quitta Rome déguisé, suivi d'un seul domestique : peu de jours après il se rendit à Paris : de là il gagna Gravelines où il évita de se faire connaître, attendant avec impatience, et les regards tournés vers les côtes d'Angleterre , le moment d'y descendre.

Jamais la maison de Hanôvre ne s'était trouvée dans

n'était point venu à Londres, les troupes hanovriennes étaient perdues. (Horace Walpole à sir H. Mann. 24 janvier 1744.)

des circonstances plus critiques. Mais pour repousser cette redoutable invasion comme toutes les précédentes, hormis celles du premier et du troisième Guillaume, les éléments et la fortune luttèrent avec les Anglais contre les envahisseurs. L'amiral Roquefeuille arriva en vue de Spithead sans avoir rencontré la flotte anglaise, et, croyant celle-ci abritée dans la rade de Portsmouth, il jugea le moment propice, envoya à Dunkerque, à l'armée expéditionnaire, le signal de mettre à la voile sur-le-champ, et il cingla lui-même avec son escadre vers l'embouchure de la Tamise, s'arrêtant en vue et à peu de distance de Dungeness. Là parut la flotte anglaise. Roquefeuille, la voyant supérieure en nombre à la sienne, leva l'ancre durant la nuit et fit voile vers la France, espérant attirer l'ennemi après lui, et donner par cette manœuvre à Charles-Edouard l'occasion d'aborder sur un autre point. Déjà la moitié de l'armée d'invasion s'était embarquée, et avec elle Maurice de Saxe et le prince. Mais, durant la nuit, une violente tempête s'éleva, dispersa la flotte de Roquefeuille, maltraita cruellement celle du prince, brisa ses plus grands bâtiments qui périrent avec leurs équipages, et rejeta la plupart des autres sur la côte où ils échouèrent; un petit nombre seulement rentrèrent dans les ports; l'expédition avait complétement avorté. Charles-Edouard essaya inutilement d'en préparer une seconde: les ministres français, découragés par un si grand revers, refusèrent leur concours à une nouvelle entreprise, et Maurice de Saxe, qui mieux que personne aurait pu en assurer le succès, et dont le nom valait une armée, fut nommé au commandement des forces françaises en Flandre.

Armement formidable de la France pour le prétendant Charles-Edouard 1744.

Avortement de l'expédition. 1744.

L'Angleterre avait été moins heureuse à la même époque dans la Méditerranée, où les flottes combinées de France et d'Espagne avaient livré un combat glorieux à l'amiral Matthews qui bloquait Toulon. La victoire cependant, longtemps disputée, fut à peu près indécise, quoiqu'elle se fût déclarée peut-être pour les Anglais si une violente querelle, survenue entre les deux amiraux Matthews et Lestock, ne les eût affaiblis [1]. La guerre sévissait alors dans toute l'Europe, et le roi de Prusse Frédéric II, alarmé des rapides succès de l'Autriche et inquiet de nouveau pour la possession de la Silésie, avait repris les armes contre Marie-Thérèse, qui voyait ainsi ligués pour la renverser, la France, l'Espagne et la Prusse. Une armée française se réunit, sous le prince de Conti, pour agir, de concert avec les Espagnols, contre le roi de Sardaigne en Savoie et en Italie. Une autre armée, sous le maréchal de Coigny, se tenait sur la défensive en Alsace, et le principal théâtre de la guerre devait être la Flandre, où commandaient les maréchaux de Noailles et de Saxe.

Opérations militaires sur le continent.

1744.

Le roi Louis XV lui-même se rendit au camp : cent mille Français fondirent sur les Pays-Bas, et déjà une grande partie de la Flandre était conquise lorsqu'on apprit que le prince Charles de Lorraine, à la tête de quatre-vingt mille hommes, avait passé le Rhin à Spire, qu'il s'était emparé des lignes de Wissembourg et avait repoussé Coigny, trop faible pour lui résister. Les Français changèrent leur plan de campagne, leurs principales

1. Ils furent rappelés l'un et l'autre en Angleterre pour rendre compte de leur conduite. La cour martiale qui les jugea, acquitta le premier ; elle destitua le second et le déclara incapable de servir à l'avenir le roi sur les mers.

forces étaient en Alsace, et ils se tinrent sur la défensive en Flandre, où Maurice de Saxe ne conserva que quarante mille hommes, tandis qu'avec le reste de l'armée, Noailles marcha sur le Rhin. Louis XV voulut l'y suivre, mais une maladie dangereuse le retint à Metz.

Le roi de Prusse entrait alors de nouveau en Bohême et en Moravie, et en douze jours il fit capituler à Prague une garnison de dix-huit mille hommes. A cette nouvelle, le prince Charles quitta promptement le Rhin, rappelé par une diversion que fit le roi de Pologne sur les derrières de l'armée prussienne; mais leurs efforts réunis ne purent empêcher l'évacuation de la Bavière par les Autrichiens et l'envahissement du Piémont par le prince de Conti et les Espagnols, après d'héroïques exploits dans des défilés réputés impraticables. L'empereur Charles VII était rentré pour la troisième fois dans Munich, sa capitale, consumé par le chagrin et les maladies. Il y mourut l'année suivante (1745), âgé de quarante-sept ans, laissant cette leçon au monde, dit Voltaire, que le plus haut degré de la grandeur humaine peut être aussi le comble de la calamité. Son fils Maximilien-Joseph, instruit par les malheurs de son père, trompa l'espoir de ceux qui se flattaient de l'opposer à Marie-Thérèse; il traita avec elle comme électeur de Bavière, et lui promit en cette qualité sa voix pour le grand duc François son époux, qu'elle espérait faire élever au trône impérial. Louis XV, irrité de cette prétention, continua la guerre.

Mort de l'empereur Charles VII.

1745.

L'Angleterre vit alors une nouvelle crise ministérielle qui eut pour singulier résultat de raffermir le cabinet, en renversant le plus éminent de ses membres, lord Carteret, récemment appelé, après la mort de sa mère, à lui

succéder au titre de comte de Granville. Nul ne l'égalait alors dans le royaume en savoir littéraire, en connaissances historiques et générales et en éloquence. L'un des hommes auxquels il eût été permis de se montrer rigoureux envers lui, Horace Walpole, a dit de lord Granville, qu'il surpassait en génie tous les politiques de son temps [1], et cependant il tomba devant des hommes médiocres, dont la politique sur presque tous les points, s'écartait peu de la sienne, et qui, très-inférieurs à lui en talents et en savoir, lui étaient supérieurs par l'esprit de conduite, dans l'art de se ménager, de se maintenir et de pourvoir aux exigences de la situation. Granville oublia que l'opinion qui prend aisément le change et souffre mieux d'être abusée que d'être bravée, s'attache souvent beaucoup moins fortement aux principes qu'aux apparences et aux mots, surtout lorsque ceux-ci sont l'expression d'un sentiment ou d'une passion populaire. Or, depuis l'avénement de la maison de Hanôvre, le cri de guerre de tous les adversaires de cette maison ou des ministres était : Point de sacrifices de l'Angleterre au Hanôvre et à l'étranger, cri d'autant plus redoutable qu'il trouvait un puissant écho dans les deux passions les plus fortes au cœur d'un peuple, la jalousie nationale et la parcimonie. Non-seulement lord Granville trompa sur ce point comme son collègue, lord Bath, l'attente générale, il la défia. Nul, sous l'administration de Walpole, n'avait élevé plus haut la voix contre tous les actes qui semblaient

1. *Mémoires sur le règne de Georges II.* — Horace Walpole avait le droit d'être rigoureux dans son jugement sur Carteret : celui-ci ayant été l'un des adversaires les plus formidables de son père. — Smolett porte sur lord Granville un jugement semblable dans son roman d'*Humphry Clinker.*

Conduite de lord Granville.

Ses fautes.

mettre au service de l'électorat de Hanôvre, l'or et le sang de l'Angleterre : parvenu au pouvoir, il perdit le souvenir de sa conduite passée comme du vœu national, et ne songea qu'à ménager son crédit auprès du monarque en se prêtant, sur ce point dangereux, à tous ses désirs. Il poussa plus loin l'imprudence : il était nécessaire, pour se maintenir et pour résister à l'orage du dehors, qu'il se fît appuyer à l'intérieur, dans les communes, par un parti puissant, et pour cela il fallait qu'on vît en lui, du moins dans une mesure légitime, le dispensateur des grâces royales, des pensions et des emplois publics : il n'en fut rien; préoccupé, par sa charge, des grands intérêts de l'Europe, Granville ne songeait qu'à disposer des couronnes, réglant au loin le sort des empires, et dédaignant près de lui des soins en apparence moins importants, il laissait à ses collègues la nomination aux emplois et aux places, donnait au plaisir tout le temps que l'Europe ne réclamait pas impérieusement, et il ne lui en restait plus pour se faire des amis, des créatures ou des clients [1]. Il s'aperçut trop tard que son nom ne ralliait plus personne autour de lui : son talent, loin de le protéger en lui donnant des armes contre les adversaires de son cabinet, l'exposait davantage à leurs attaques : aucune satisfaction n'avait été donnée à l'opinion après la chute de Walpole, et l'impunité de celui-ci rendait la poursuite encore plus âpre et plus ardente contre le plus illustre de ceux qui avaient

1. Lord Granville ayant dit un jour au lord grand juge Willis qu'il était trop occupé de la politique du continent pour avoir le temps de songer à la disposition des places et des bénéfices : « S'il est ainsi, lui répondit lord Willis, vous pouvez compter que les gens qui veulent des bénéfices et des places, iront à ceux qui auront plus de loisir. »

hérité de sa puissance et de sa politique. En lord Granville d'ailleurs, le bon sens pratique n'était pas au niveau du talent [1], et déjà de tous côtés menacé, il s'aliéna encore ses collègues en réclamant une plus large part d'influence et de pouvoir. Mais ils ne supportaient qu'avec peine le poids de son impopularité, et bien loin de consentir à accroître l'animosité publique en l'élevant davantage au-dessus d'eux, ils ne songeaient déjà qu'à se garantir eux-mêmes en le sacrifiant.

La crise se déclara enfin dans le courant de novembre de l'année 1744. Georges II ayant exprimé le désir qu'un subside fût accordé à la Saxe en surcroît des sommes énormes déjà données à la reine de Hongrie, tous les ministres, à l'exception de lord Granville, combattirent cette mesure; et le roi insistant, Henri Pelham et le duc de Newcastle, son frère, lui firent entendre qu'il avait à choisir entre eux et lord Granville. La perplexité du monarque fut extrême: sacrifier Granville, c'était perdre, dans le conseil, l'avocat, le puissant défenseur des subsides germaniques; écarter les Pelhams, c'était s'aliéner les communes qui les votaient, et déjà Granville n'avait plus pour lui que le roi et le prince de Galles, qui, en partageant le faible de son père pour le Hanôvre, avait ruiné sa popularité. Le prince essaya en vain de s'entendre, pour le maintien de Granville, avec les chefs de l'opposition : lord Orford lui-même, dans cette circonstance, se

1. Carteret se laissait aussi trop détourner des affaires par les plaisirs. Son intempérance et ses excès habituels, partagés par quelques-uns de ses collègues, valurent à son administration, de la part de ses adversaires, un surnom honteux : ils la nommaient *the drunken administration* (l'administration ivre).

prononça contre lui. Le roi se rendit enfin ; Granville fut congédié, et sa chute amena une nouvelle composition du cabinet.

Chute de lord Granville. 1744.

III

Débuts du ministère de Henri Pelham. — Suite de la guerre de la succession d'Autriche. — Expédition de Charles Edouard.

1744 — 1746.

Le premier lord de la trésorerie, Henri Pelham, était par sa charge, comme aussi par son influence personnelle dans les communes, l'homme le plus considérable du ministère, et Granville ayant entraîné dans sa chute quelques ministres qui lui étaient particulièrement attachés, ce fut Pelham qui recomposa le cabinet. Il le fit comme on devait l'attendre de son caractère timide, circonspect, conciliant, et toutes les fractions de l'opposition y furent cette fois représentées par leurs chefs. Son administration, formée d'hommes appartenant à toutes les nuances du parti whig et qui comprenait aussi quelques torys, fut nommée le ministère *aux larges bases* (Broad bottom). Ses nouveaux membres et ceux que Henri Pelham y rappela après la chute de lord Granville, étaient Harrington, son successeur dans la charge de secrétaire d'Etat, le duc de Bedford, nommé premier lord de l'amirauté, lord Gower, gardien du sceau privé : enfin, deux membres influents du parti *Cobhamite* [1], Georges Lyttleton et Georges Grenville, furent

1. Ce parti prenait son nom de lord Cobham, destitué par Walpole.

commissionnés au trésor et à l'amirauté. Deux hommes éminents de l'opposition demeurèrent seuls en dehors du gouvernement, ce furent lord Chesterfield et William Pitt. Le premier, éloquent adversaire de la politique hanovrienne dans la chambre des lords, et pour qui le roi manifestait une répugnance invincible, accepta le gouvernement de l'Irlande; le second se tint à l'écart de l'administration plutôt par choix que par nécessité; mais son concours lui fut acquis. On vit alors pour la première fois l'opposition réduite au silence qu'elle garda longtemps, et plusieurs causes concoururent ensemble à ce résultat remarquable et exceptionnel. Les divers partis étaient, à cette époque, dans cet état de langueur où ils tombent lorsqu'après de longues luttes politiques sans résultat, ils reconnaissent que, sous des principes en apparence généraux, se cachent des intérêts mesquins et privés, et que les hommes sincères de chaque opinion, croyant servir la cause nationale, n'ont aidé qu'à la fortune de quelques habiles[1] : au découragement causé par la politique intérieure se mêlaient alors la fatigue de la guerre étrangère et la crainte de la guerre civile; tout

1. On vit alors un remarquable exemple de la promptitude avec laquelle s'opèrent des réactions dans l'opinion. Peu de mois auparavant, dit M. Macaulay, le public était enclin à imputer tous les crimes aux ministres et à prêter une confiante oreille à toutes les assertions des membres considérables de l'opposition, et maintenant la nation s'abandonnait entièrement et aveuglément à la volonté des ministres, et quiconque cherchait à réveiller l'esprit public devenait l'objet de ses soupçons ou de son mépris : le nom même de *patriote* devint une appellation dérisoire. Horace Walpole enfin peut à peine être taxé d'exagération, lorsqu'il dit qu'a cette époque la déclaration qu'un candidat pût faire sur son élection était qu'il n'avait jamais été et ne serait jamais un patriote. (Macaulay, *Essai sur les lettres d'Horace Walpole à sir Horace Mann*.)

concourait à calmer les dissensions domestiques. Ce calme si nouveau dans les hautes régions de l'Etat dura neuf ans, jusqu'à la mort de Henri Pelham, et celui-ci obtint, avec des qualités médiocres et la plupart négatives, un succès que n'eurent pas les plus célèbres ministres, et qui avait été refusé à l'habile Walpole et au brillant Carteret : succès d'autant plus digne d'attention, que le gouvernement persévéra dans la même voie, et le public ferma les yeux sur les subsides hanovriens et germaniques, du moment où celui qui les avait le plus vivement recommandés et défendus eut été sacrifié à l'opinion.

Une alliance offensive et défensive ayant été conclue entre l'Autriche, la Hollande, la Saxe et l'Angleterre, un subside nouveau de 150,000 livres, dont un tiers à la charge de la Hollande, fut accordé à la Saxe, sous la condition de fournir 30,000 hommes pour la défense de la Bohême. Quant aux troupes hanovriennes et hessoises, le cabinet anglais parut y renoncer, mais Marie-Thérèse les prit à sa solde, et pour l'aider à supporter cette charge, le subside qu'elle recevait de l'Angleterre fut porté de 300,000 à 500,000 livres. L'entretien de ces troupes cessa d'être directement à la charge du royaume, mais il y retomba d'une manière indirecte et plus onéreuse : tel fut le résultat de tant d'agitation et de bruit.

Marie-Thérèse et ses alliés semblaient, depuis la victoire de Dettingen, abandonnés de la fortune, et la Flandre était le principal théâtre de la guerre avec la France, dont l'illustre maréchal de Saxe commandait les armées. Il avait investi Tournay, défendu par une garnison hollandaise, et les Anglais, sous le duc de Cumberland, marchaient au secours de cette place. Les Français,

Campagne de Flandre.

1745.

à leur approche, se formèrent en ligne de bataille au delà de l'Escaut : ils avaient devant leur centre le village de Fontenoy, celui d'Antouing à leur droite, et le bois de Bari à leur gauche : tous ces postes étaient défendus par de formidables batteries. Le 11 mai (1745), les Anglais se portent en avant pour attaquer l'ennemi dans cette forte position ; ils occupent le centre de leur ligne, les Autrichiens tiennent la droite sous le comte de Kœnigsberg, et les Hollandais forment la gauche sous le prince de Waldeck. Les deux armées comptent chacune environ 45,000 hommes ; mais le maréchal de Saxe est malade, incapable de monter à cheval, et se fait porter en litière dans les lignes : Louis XV est à l'armée avec le Dauphin, et son quartier général est établi dans le village d'Antouing. Après une longue canonnade sans résultat, les Anglais marchent en avant avec grande bravoure, et s'élancent pour emporter le village de Fontenoy sous le feu terrible qui le protége. Mal secondés par leurs auxiliaires, ils changent de direction et s'avancent seuls contre les lignes françaises qui s'étendent entre Fontenoy et le bois de Bari ; ils se resserrent, pour offrir moins de prise à l'artillerie, en une formidable colonne qui renverse les faibles corps qu'on lui oppose. Deux lignes d'infanterie française étaient forcées : encore quelques moments, et la colonne, hors de la portée des batteries, pouvait tourner sur la gauche et emporter Antouing, occupé par le roi, à qui déjà on conseillait la retraite. Cependant la colonne anglaise, sillonnée par les boulets, avait fait des pertes énormes ; Maurice de Saxe fait pointer sur elle une batterie de réserve qui fait dans ses rangs un vide affreux. La cavalerie française s'y précipite au galop, entoure la

Bataille de Fontenoy. 1745.

colonne de toutes parts et en balaye les débris devant elle. Neuf mille Anglais, tués ou blessés, demeurent sur le champ de bataille. Quelques jours après, Tournay est pris, presque toute la Flandre est occupée, et ses principales places deviennent pour la France le prix de cette importante victoire.

Opérations en Italie et en Allemagne. 1745

Les armes françaises n'étaient pas moins heureuses alors en Italie sous le maréchal de Noailles et l'infant don Philippe : toutes les possessions autrichiennes d'Italie furent conquises, à l'exception de quelques forteresses, et le roi de Sardaigne se vit réduit à sa capitale. Mais en Allemagne, les Autrichiens tinrent tête aux Français et couvrirent Francfort, où, le 13 septembre, le grand-duc François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, fut proclamé empereur. Le roi de Prusse avait, trois mois auparavant, remporté une grande victoire à Friedberg.

Traité de Dresde.

Le traité de Dresde, qui confirma la cession de la Silésie, à laquelle le comté de Gratz fut ajouté, rendit ce monarque à la neutralité.

Les mauvais succès des Anglais et de leurs alliés sur le continent coïncidaient avec l'époque où une entreprise, célèbre par son audace, eût rendu nécessaire, dans la Grande-Bretagne, les forces régulières qu'elle employait ailleurs. Cette entreprise, faite en 1745 sur le sol britanique par le prince Charles-Edouard, fit trembler les amis de la maison de Hanôvre etaurait mis en péril le trône de George II si elle eût été soutenue par la France. Il convient, avant d'en décrire rapidement les principaux incidents, de donner quelques détails sur son auteur et son héros. « Le prince Charles-Edouard, dit Walter Scott, était un jeune homme dont les traits avaient un noble caractère.

mais étaient voilés par une expression habituelle de mélancolie. Il avait des manières affables et paraissait doué d'un généreux naturel; son courage était capable des entreprises les plus désespérées, la force de sa constitution admirable, et il excellait dans les exercices et les talents particuliers, qui conviennent à un homme. Tous ces avantages favorisaient éminemment celui qui aspirait à rétablir une ancienne dynastie : mais d'une autre part son éducation avait été singulièrement négligée sur plusieurs points trop importants pour faire espérer son succès. Au lieu de lui enseigner les droits et la constitution de la nation anglaise, on s'était appliqué à graver dans son esprit ces maximes exagérées et surannées de droit divin héréditaire et d'obéissance passive qui avaient causé les erreurs et les infortunes de son aïeul Jacques II : il avait aussi été élevé dans la foi catholique romaine, croyance qui devint si fatale à ce monarque, et il se présentait à la nation anglaise, sans aucune modification des principes politiques et religieux que réprouvaient ceux qu'il appelait ses sujets et qui avaient coûté un trône à son aïeul : c'était par une conséquence naturelle des idées dont il avait été imbu touchant la prérogative royale, autant que par l'effet d'un caractère froid et hautain, que ce jeune prince considérait les plus importants services qui lui étaient rendus et le dévouement le plus absolu à sa fortune, comme suffisamment récompensés par la seule conviction qu'on s'était acquitté du devoir de sujet fidèle; le résultat naturel d'une éducation si vicieuse fut une froide indifférence pour la vie et la sûreté de ses adhérents, et c'est ainsi qu'il se précipita aveuglément dans de

Caractère du prince Charles-Edouard.

entreprises chimériques dont la réalisation même eût attiré les plus grands maux, sur tous ceux qu'il appelait à y concourir [1]. » Tels étaient les principes dans lesquels avait été nourri le descendant de l'infortunée maison de Stuart.

Il ne put faire partager ses espérances au gouvernement français, qui, découragé par le mauvais succès de l'expédition de 1744, n'était point encore porté à la renouveler : Charles-Edouard cependant, secrètement d'intelligence avec le cardinal de Tencin, obtint qu'une frégate française de 60 canons, l'*Elisabeth*, portant de l'argent, des munitions et des armes, fût mise à sa disposition. Il équipa en même temps la *Doutelle*, sloop de guerre, sur lequel il s'embarqua suivi de quelques compagnons; et, avec de si faibles ressources, il entreprit de reconquérir le trône de ses pères. L'*Elisabeth* fut rencontrée par un bâtiment anglais de force supérieure; un combat s'engagea, après lequel la frégate, hors d'état de poursuivre sa route, rebroussa chemin vers la France. Le prince, malgré ce grand revers, continua sa route vers la côte occidentale de l'Ecosse, où il aborda entre le Moidard et l'Arisaig, dans le comté d'Inverness, et où sa présence avec une si faible escorte, commença par jeter l'épouvante parmi ses propres partisans. Ayant fait donner avis de son arrivée aux principaux chefs jacobites de cette partie des *High Lands*, tous furent d'accord pour blâmer son entreprise comme téméraire et pour en déclarer l'exécution impossible. Mais Charles-Edouard avait dans les manières et dans le langage un charme entraînant et irré-

Débarquement de Charles-Edouard en Écosse.

1745

1. Sir Walter Scott, *Hist. d'Ecosse*, c. XV.

sistible pour des hommes de mœurs simples et d'une imagination ardente, attachés à sa famille autant par le souvenir traditionnel d'une longue suite de brillants exploits pour la cause jacobite que par une haine ardente et séculaire contre des clans rivaux. Il fit appel à leurs sentiments et gagna ainsi beaucoup de ceux qui, n'écoutant que la raison, lui avaient d'abord refusé leur concours. Les Macdonalds et un puissant chef de l'ouest, Cameron de Lochiel, en état d'armer seul 800 hommes, furent les premiers entraînés[1]. Quelques autres suivirent leur exemple : Charles-Edouard leur assigna pour rendez-vous, la sombre et sauvage vallée de Glinfinnan. Là, le 19 août, l'étendard royal des Stuarts fut déployé en présence d'un petit nombre de chefs seulement, qui s'engagèrent par écrit à se dévouer à sa fortune aussi longtemps qu'il resterait dans le royaume et à ne jamais faire la paix avec le gouvernement existant.

Rassemblement des clans dévoués aux Stuarts.

1745

1. Invité par le prince à se rendre auprès de lui, ce chef obéit, mais avec l'intention de le convaincre de l'impossibilité du succès : chemin faisant, il vit son frère Cameron de Fassefern et lui fit part de sa résolution de s'abstenir : « S'il est ainsi, lui dit son frère, je vous engage fortement à la communiquer au prince par écrit, je vous connais mieux que vous ne vous connaissez vous-même, et si le prince vous voit, il fera de vous ce qui lui plaît. « Lochiel persista, se rendit auprès de Charles Edouard et se montra longtemps inébranlable dans son refus. « Eh bien, lui dit enfin le prince, je suis déterminé à tenter l'aventure ; dans peu de jours, je déploierai l'étendard royal, et je ferai connaître au peuple de la Grande-Bretagne que Charles Stuart est venu pour conquérir la couronne de ses ancêtres, ou pour périr dans cette entreprise. Lochiel, dont mon père m'a parlé comme de notre ami le plus ferme, peut rester chez lui et il apprendra par les papiers publics le sort de son prince. » A ces paroles, la résolution du chef l'abandonna. « Non, non, dit-il, cela ne sera pas : je partagerai le sort de mon prince, quel qu'il soit, et ainsi feront tous ceux sur qui la nature ou la fortune m'a donné quelque autorité. » (Sir Walter Scott, *ibid*.)

Le prince, voyant environ deux mille hommes armés pour sa cause, résolut immédiatement de marcher vers le sud. L'Écosse était alors, comme l'Angleterre, presque entièrement dégarnie de troupes, et les forces régulières qu'elle possédait se bornaient à deux mille cinq cents hommes d'infanterie plus deux régiments de dragons qui tenaient garnison à Edimbourg. Ces troupes étaient sous les ordres du général sir John Cope : celui-ci, apprenant l'insurrection des Highlands, marcha rapidement au nord pour étouffer la rébellion dans son germe ; il laissa à Stirling, les dragons qui auraient été de peu de secours dans les montagnes où il pénétra avec son infanterie. Mais déjà des forces plus nombreuses avaient rejoint Charles-Édouard, dont l'étendard ralliait les clans d'Alpin, de Macdonald, de Glencoe, de Keppoch, de Glengarry, auxquels vinrent se joindre les Grants de Glenmoristan et quelques autres. Les Highlands étaient aussi d'un accès plus difficile que sir John Cope ne se l'était figuré. Il tint conseil à l'approche des insurgés, modifia son plan, et au lieu de se porter à leur rencontre, il l'évita et se dirigea sur Inverness, laissant la route du sud ouverte au prince. Celui-ci continua librement sa marche, entra dans Perth et dans Stirling, d'où les dragons s'enfuirent sans s'arrêter jusqu'à Édimbourg, et il marcha aussitôt sur cette capitale, dans l'espoir de rallier par un coup d'éclat tous ceux de ses partisans que la prudence retenait encore à l'écart. La population de cette ville, dont les dragons chargés de la défendre partageaient la terreur, n'opposa comme eux aucune résistance, et à peine l'armée montagnarde eut-elle paru sous les murs de la place qu'elle s'en rendit maître.

Marche de l'armée anglaise au nord et de celle du prince au sud.

Charles-Édouard prit alors possession du palais de ses ancêtres à Holyrood, où il tint, en qualité de prince régent, une cour splendide, et Jacques VIII fut solennellement proclamé à Édimbourg [1]. Exalté par de si brillants débuts, le prince apprit que la petite armée de sir John Cope, après avoir gagné la côte et s'être embarquée à Aberdeen, avait pris terre à Dunbar où elle avait rallié les dragons et qu'elle était en marche sur la capitale de l'Écosse. Il alla résolument à sa rencontre et les deux troupes, chacune d'environ trois à quatre mille hommes, furent en présence à Preston, à quelques milles seulement d'Edimbourg. Sir John Cope prit une position bonne pour la défensive, très-défectueuse pour l'attaque, et fit face à l'ennemi adossé aux murs d'un parc entre un marais et la mer. Son artillerie de six pièces et sa cavalerie lui donnaient une grande supériorité sur ses adversaires; mais ceux-ci étaient enflammés par leurs premiers succès et par la présence comme par l'exemple de leur prince qui, toujours au premier rang, se montrait par sa valeur digne de conquérir un trône. Charles-Édouard résolut de livrer bataille sur-le-champ et mit en ligne sa petite armée où commandaient sous lui le duc de Perth, dont l'influence était grande en Écosse, et lord Georges Murray, vieilli dans les armées du continent et renommé par son habileté comme par son expérience militaire. Les Anglais, démoralisés par les mauvaises

Bataille de Preston.

1720.

1. On lit de curieux et intéressants détails sur l'explosion de l'enthousiasme des partisans des Stuarts et en particulier des dames jacobites témoins de la proclamation de Jacques VIII, à la Croix-d'Edimbourg, dans l'excellente *histoire de Charles-Edouard*, par M. Amédée Pichot, t. II, p. 379-380, ouvrage dans lequel se rencontre, sous une forme élégante, une érudition sérieuse et variée.

dispositions que leur chef avait prises, par la réputation terrible qui précédait les sauvages montagnards, par leurs hurlements et leur charge furieuse, furent aisément rompus et lâchèrent pied après une courte résistance, laissant un grand nombre des leurs sur le champ de bataille. La victoire du prince fut complète et il rentra triomphant à Edimbourg.

L'effet de cette victoire fut immense, elle soumit momentanément au prince presque toute l'Écosse et répandit la terreur en Angleterre. Le roi absent quitta le Hanôvre et revint à Londres, où le parlement fut convoqué : des troupes furent appelées en toute hâte du continent, et tandis que le général Wade les réunissait à Newcastle, beaucoup de chefs jusque-là irrésolus rejoignirent l'héritier des Stuarts. Quelques-uns cependant, quoique partisans secrets de sa maison, hésitaient encore à se prononcer, et entre ceux-ci le plus politique et le plus puissant était le vieux lord Lovat, chef du clan Fraser, capable d'armer, à lui seul, mille cinq cents hommes. Il s'était abstenu de répondre aux avances de Charles-Édouard, afin d'être libre de se déclarer selon l'événement avec la fortune : toutefois, après la journée de Preston, le maître Lovat son fils, avec son aveu tacite, joignit le prince à la tête de huit cents hommes de son clan. Charles-Édouard annonça l'intention de franchir la frontière, d'envahir le sol anglais et de marcher sur la capitale. Il ne doutait pas qu'à son approche tous les jacobites de l'Angleterre ne s'empressassent de se lever et de suivre ses drapeaux. Si dans ce moment une armée française se fût jointe à la sienne, le trône de la maison de Hanôvre aurait pu être renversé ; mais l'entreprise, livrée à elle-même, n'avait aucune chance de succès. Le

Obstacles au succès de l'entreprise du prince.

prince, en Ecosse même, et dans une partie des Highlands, n'était réellement maître que de la portion du sol qu'il occupait avec son armée. La puissante tribu des Campbells, dont le duc d'Argyle était le chef, et plusieurs autres clans, lui étaient ouvertement hostiles, ainsi que la grande majorité de la population protestante dans les basses terres d'Ecosse comme en Angleterre; et auprès de ceux même qui lui étaient le plus attachés, l'invasion qu'il méditait sur le sol anglais ne semblait nullement populaire. Les Highlanders ne s'écartaient pas volontiers de leurs montagnes : ils étaient habitués à y rentrer après chaque expédition pour y mettre en sûreté leur butin, et avec eux on peut dire qu'une armée victorieuse était diminuée et affaiblie par la victoire même. Le sentiment qui prévalait en Angleterre, soit parmi les partisans du prince, soit parmi ceux qui, beaucoup plus nombreux, auraient vu avec inquiétude ou déplaisir le rétablissemeut de sa famille, était l'effroi. Ceux-ci, étonnés, confondus par l'audace de l'entreprise, par de premiers succès inespérés et par la terreur des bandes sauvages dont on disait le prince environné, attachés d'ailleurs à la maison de Hanôvre par des motifs de raison et par l'amour de la paix plus que par aucune passion vive et profonde, ne trouvaient point en eux-mêmes la résolution et l'énergie nécessaires pour prendre les armes : les autres n'osaient croire à un succès durable et définitif en l'absence d'une force étrangère considérable, et, comme le vieux chef du clan Fraser, ils attendaient l'événement pour se décider.

A Londres, l'indifférence, dans le grand nombre, l'emportait sur la crainte même. Cette froideur difficile à comprendre, cette attitude insouciante de la majeure partie de la population en présence d'une invasion formidable

et d'une révolution imminente, doit être imputée à la lassitude, au dégoût causés par le spectacle de la lutte stérile des partis et de leurs tristes intrigues, et elle rend vraisemblable l'opinion de ceux qui ne doutaient point alors que, si Charles-Edouard eût obtenu de la France une assistance sérieuse, il fût parvenu à prendre possession du trône de ses pères [1]. Mais le prince, abandonné à lui-même, se trouvait, malgré sa victoire, dans la situation la plus critique : il avait assez de forces pour prétendre au succès, trop peu pour l'obtenir : il ne trouva point de résistance sérieuse en Angleterre, mais il ne rallia personne.

Indifférence publique à Londres.

Le 31 octobre 1745, Charles-Edouard sortit d'Edimbourg pour tenter la fortune des armes sur le sol anglais. Son armée, réduite par la désertion à 5,000 hommes, marchait en deux divisions, l'une sous ses ordres, l'autre commandée par le duc de Perth. Elles se réunirent sous les murs de Carlisle, qui se rendit sans combat. Charles-Edouard y entra triomphalement le 17 novembre, et le 29 il arriva à Manchester, où des acclamations et des feux de joie célébrèrent son entrée; mais là comme à Carlisle peu d'hommes se joignirent à lui, et deux cents volontaires seulement, la plupart de la populace, s'enrôlèrent sous ses drapeaux. Le prince poursuivit ainsi sa marche jusqu'à Derby. Sa confiance était toujours en-

Charles-Édouard franchit la frontière anglaise avec son armée.

1745

1. Ainsi pensait entr'autres un des hommes les plus considérables du temps, Henri Fox : « L'Angleterre, écrivait-il confidentiellement, et Wade est de cette opinion, sera pour le premier occupant... Les Français ne sont pas venus, que Dieu en soit loué ! Je crois en vérité que si cinq mille hommes seulement eussent débarqué, il y a une semaine, sur un point quelconque de l'île, sa conquête entière n'eût pas coûté une bataille. » (Henri Fox à sir G. H. Williams. 5 sept. 1746.)

tière, mais il n'en était pas de même pour les chefs de son armée : ceux-ci tinrent conseil : ils avaient en face d'eux, à Lichfield et à une journée de marche, le duc de Cumberland, tandis que le maréchal Wade s'avançait rapidement derrière eux pour leur fermer la retraite : une troisième armée, commandée par Georges II en personne, se réunissait aux environs de la capitale. D'autre part, la population se montrait toujours indifférente, et les secours de la France n'arrivaient pas. Dans cette situation, il paraissait insensé de pénétrer plus avant, et il n'y avait plus de sûreté pour la petite armée du prince que dans une prompte retraite en Ecosse. Cette opinion de presque tous les chefs fut signifiée à Charles-Edouard, qu'elle jeta dans le désespoir, et qui s'écriait en vain que le succès de son entreprise était dans son audace même. Ses officiers furent inflexibles : le prince se résigna en frémissant . l'ordre de retraite fut donné, l'armée reprit le chemin de l'Ecosse, et toute espérance d'un rapide succès fut perdue. Le charme était rompu : plusieurs villes qui naguère s'étaient abstenues de toute manifestation ennemie à son passage, Manchester, entre autres, se montrèrent alors ouvertement hostiles. Charles-Edouard ramena en Ecosse une armée affaiblie et découragée, suivi de près par le duc de Cumberland : cependant, arrivé à Perth, lieu indiqué pour le rendez-vous général de ses forces, il reçut des renforts de divers clans auxquels se réunirent quelques bonnes troupes auxiliaires levées par Louis de Gordon, et plusieurs détachements français commandés par lord John Drummond, frère du duc de Perth, officier général au service de France, ainsi que le régiment royal-écossais dont il était le chef. Le prince, à la tête de

Retour de l'armée du prince en Écosse.

ces derniers renforts, se vit à la tête de neuf mille hommes : il établit son quartier général à Bannockburn, et ouvrit le siége de la forte place de Stirling.

Le duc de Cumberland cependant avait repris Carlisle, lorsqu'il fut soudain rappelé par le gouvernement pour protéger la côte d'Angleterre, menacée d'une invasion de la part des Français. Il dirigea aussitôt plusieurs corps d'infanterie dans le Sussex et le Kent, tandis que la partie de ses troupes qui avait suivi Charles-Edouard dans sa retraite eut l'ordre de pénétrer en Ecosse, de se réunir à l'armée cantonnée à Edimbourg, et le général Hawley fut substitué au général Wade dans le commandement de toutes les forces anglaises en Ecosse. Celles-ci s'élevaient à huit mille hommes environ, dont la plus grande partie étaient de vieux soldats : le reste était formé des volontaires de Glasgow et d'un millier d'hommes du clan des Campbells. Outre cette armée, deux mille montagnards fidèles à la maison de Hanôvre occupaient, sous les ordres de lord Loudon, la ville et le comté d'Inverness.

Telle était la situation respective des deux armées, lorsque, plein d'une confiance présomptueuse dans ses troupes régulières et de dédain pour les clans qui faisaient la force principale de Charles-Edouard, le général Hawley entreprit de faire lever le siége de Stirling, et son armée sortit, dans ce but, d'Edimbourg, en deux divisions, l'une sous ses ordres immédiats, l'autre sous ceux du général Husk, vieil officier plein de courage et d'expérience. Ces deux corps arrivent jusqu'à Falkirk, où ils s'arrêtent au bruit de l'approche de l'ennemi. Lord Georges Murray, commandant en chef des insurgés sous Charles-Edouard, avait fait marcher

l'armée rebelle au devant de ceux qui espéraient la surprendre; et, après une fausse attaque qu'exécuta lord John Drummond en marchant sur Falkirk, bannières déployées, par la grande route de Stirling, lord Georges Murray, à la tête du reste de l'armée du prince, s'élança dans une autre direction à l'attaque des lignes anglaises. Le point culminant dont la possession paraissait devoir décider du sort de la journée, était une hauteur sur la droite du camp anglais, nommée *Falkirk-Moor*. C'est là que Georges Murray dirigea son attaque; mais là aussi sir Henri Hawley se porta rapidement le premier avec trois régiments de dragons, et douze bataillons d'infanterie sur deux lignes. Les dragons, cette fois encore, cédèrent au choc impétueux des montagnards, qui, après les avoir culbutés, s'élancèrent sur l'infanterie qu'ils rompirent sur la gauche et au centre, et décidèrent la victoire. Mais, à l'extrême droite des Anglais, trois régiments tinrent ferme jusqu'à la fin de l'action, et couvrirent l'armée vaincue dans sa marche rétrograde jusqu'à Edimbourg, où elle rentra en désordre.

Bataille de Falkirk. 1746.

La défaite de Falkirk répandit de nouveau de vives alarmes en Angleterre parmi les partisans de la maison de Hanôvre : le gouvernement redoubla d'efforts : il sentait le besoin d'assurer davantage son crédit au sein des communes, et tenta de s'adjoindre William Pitt, jusque-là toujours écarté du pouvoir par la répugnance personnelle du monarque, dont lord Granville, malgré sa chute, possédait seul toute la faveur. Achever la ruine de celui-ci et obtenir Pitt pour collègue, devint le but des efforts des deux frères Pelham, et ils alléguèrent la gravité de la crise du royaume entre les périls de la guerre

Crise ministérielle.

étrangère et ceux de la guerre civile pour vaincre, à l'égard de Pitt, l'antipathie ou le ressentiment de Georges II. Le roi fut inflexible. Le duc de Newcastle et son frère, confiants dans l'appui des communes, offrirent leur démission, qui fut acceptée. Le roi s'empressa de rappeler lord Granville, et le chargea de former, avec lord Bath, un nouveau cabinet : mais ils étaient sans force, la majorité des deux chambres leur étant hostile [1], et, après avoir tout essayé durant deux jours pour constituer un ministère qui eût quelque chance de durée, ils avouèrent au roi leur impuissance [2]. Georges II fut contraint de recourir aux Pelham, et ne dissimula point son dépit [3]. L'administration précédente fut reconstituée tout entière, sauf un petit nombre de membres, créatures de Granville ou de Pulteney [4], et Pitt enfin y trouva place, non pas encore dans le cabinet, ni même dans un rang considérable: il accepta le poste de vice-trésorier d'Irlande, et bientôt après, l'emploi lucratif de payeur général de l'armée.

La guerre civile cependant touchait à son terme. Charles-Edouard, réduit aux seules forces de ses montagnards, qui désertaient en masse pour mettre en sûreté leur butin, se trouva, après Falkirk comme après Preston, affaibli par sa victoire même. D'autre part, six mille Hes-

1. Jusque-là, dit Horace Walpole, tout allait bien (*swimmingly*) : ils n'avaient oublié qu'un petit chapitre, c'était de s'assurer d'une majorité dans les deux chambres. (*Lettres à sir Horace Mann*. Février 1746.)

2. Ce second ministère de lord Granville est connu en Angleterre sous le nom de *ministère des trois jours*.

3. Le roi murmura et dit qu'il était bien dur pour un roi d'Angleterre de recevoir la loi d'un Newcastle, à peine propre à être le chambellan du plus insignifiant prince d'Allemagne. (Macaulay, *ut suprà*.)

4. De ce nombre fut le marquis de Tweedale, secrétaire d'État pour l'Écosse, dont la charge fut supprimée.

sois, débarqués à Leith, avaient renforcé l'armée royale, et le prince, au lieu de poursuivre l'armée vaincue, fut obligé de lever le siége de Stirling et de s'avancer davantage vers le nord de l'Ecosse, principal foyer de l'insurrection. Il eut encore là quelques succès partiels : il reprit Inverness, dont, par une suite d'opérations heureuses, il chassa lord Loudon : il s'empara de quelques autres forteresses; mais sans une puissante intervention de la France, toute entreprise importante et sérieuse devait être abandonnée; et tout récemment un dernier renfort en hommes et en argent, envoyé par la France, avait été contraint de reprendre la mer après d'inutiles efforts pour débarquer.

A ce nouveau revers de la fortune se joignirent, pour la petite armée du prince, d'autres causes plus puissantes d'affaiblissement et de dissolution. Le mécontentement de Charles-Edouard, depuis la retraite commencée à Derby, s'était changé en soupçon contre les principaux chefs écossais qui l'avaient contraint à cette marche rétrograde, et entre autres contre lord Georges Murray, le plus habile comme le plus dévoué de ses généraux : il ne réunissait plus son conseil, et n'avait lui-même ni assez d'expérience ni assez d'autorité pour donner seul tous les ordres nécessaires à l'entretien comme à la conduite de son armée. Le défaut de prévoyance pour les approvisionnements obligeait les différents corps à se disperser afin de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance, et l'enthousiasme causé par de premiers succès n'aidait plus, comme au début, à supporter sans murmures les privations et les fatigues. L'argent manquait. Un sloop français, portant au prince 13,000 li-

Situation périlleuse de Charles-Edouard

vres sterling, échoua sur la côte d'Ecosse, dans la baie de la Tongue, et fut pillé par une tribu ennemie. La somme entière fut perdue pour Charles-Edouard, qui, au milieu de son armée affamée et non payée, dénuée de tout et désunie, s'endormait sur le bord de l'abîme et donnait de royales fêtes au château d'Inverness.

Le jour suprême pour la race des Stuarts approchait : le duc de Cumberland achevait de réunir ses forces à Aberdeen : il franchit la Spey à la tête d'une armée nombreuse, aguerrie, parfaitement approvisionnée et disciplinée : il gagna la côte orientale de l'Ecosse, protégé par une forte escadre, et s'avança jusqu'à Nairne, petite ville du littoral, d'où il expulsa un corps de montagnards, et près de laquelle il établit son camp. Charles-Edouard, quoique en apparence distrait par le plaisir, ne se dissimulait pas son danger : la France l'abandonnait, sa propre armée diminuait tous les jours, et il ne voyait de remède à sa situation presque désespérée que dans le succès d'une action générale qu'il recherchait avec ardeur.

Le 14 avril 1746, il sortit d'Inverness avec sept mille hommes environ qui lui restaient encore, et s'avança au nord sur la route de Nairne jusque dans la plaine de Drummosie, à peu de distance du château de Culloden. Là il s'arrêta, disposa l'emplacement de ses différents corps, et envoya le commandant de sa cavalerie, lord Elcho, pour reconnaître l'ennemi. L'armée du duc ne se montrait pas et se tint renfermée dans son camp. Charles-Edouard tint alors son premier conseil depuis Derby. Georges Murray opina pour une surprise nocturne. Son conseil fut suivi : le prince donna l'ordre de marcher en trois colonnes à la nuit tombante, de se réunir à quelque

distance du camp anglais, et de l'attaquer à l'improviste dans les ténèbres. Les différents corps se mirent en marche après la chute du jour. Mais aucune distribution de subsistances n'avait été faite : beaucoup d'hommes, exténués de faim, quittèrent les rangs pour chercher des vivres : une des colonnes s'égara dans l'obscurité : on perdit ainsi un temps précieux, et, lorsqu'aux approches du jour la petite armée du prince fut enfin parvenue à peu de distance du camp anglais, déjà l'alarme y était donnée : il lui fallut retourner sur ses pas et revenir en désordre au lieu d'où elle était partie. Là elle s'arrêta enfin, épuisée de besoin, vaincue par la fatigue et le sommeil. Tout à coup le bruit des instruments de guerre se fait entendre; on voit de loin flotter les drapeaux, briller des armes; c'est le duc de Cumberland qui arrive pour livrer bataille avec toute son armée. A cette vue les montagnards se raniment; ils forment leurs rangs, menacent l'ennemi et se préparent au combat. L'issue n'en pouvait être longtemps douteuse entre deux armées dans des conditions si différentes, et la fatalité, toujours implacable pour les Stuarts, voulut qu'à cette dernière heure le clan le plus redoutable, celui des Mac-Donalds, qui jusqu'alors avait toujours occupé la droite de l'armée, et qui regardait ce poste d'honneur comme son privilége, fût cette fois à la gauche, et se montrât, pour cette cause, plein de colère et d'irrésolution. Les clans de l'aile droite fondirent sur l'ennemi avec leur impétuosité accoutumée et renversèrent la première ligne; mais ils furent arrêtés par la seconde, mis en déroute et moissonnés par la mitraille. Lord Georges Murray, parcourant le front des Mac-Donalds à la gauche, les

Bataille de Culloden.

1746

exhorta en vain à charger à leur tour : le vaillant Keppoch, leur chef, donna l'exemple et ne fut pas suivi. La déroute de l'aile droite fut bientôt connue : les Mac-Donalds, secondés par le détachement français, se replièrent alors sur la seconde ligne et arrêtèrent quelque temps l'ennemi. Mais Charles-Edouard, voyant sa première ligne rompue, sa position tournée par le clan des Campbells, et l'ennemi victorieux prêt à l'envelopper, désespéra de sa fortune, et abandonna le champ de bataille avec une faible escorte. Sa fuite fut le signal d'une déroute complète : quelques clans seulement se retirèrent enseignes déployées et en bon ordre. Le reste de l'armée vaincue se dispersa, se tint caché ou fut massacré en fuyant. Le petit corps français regagna Inverness, où il obtint une capitulation honorable : toute l'armée insurgée fut ainsi anéantie, et Charles-Edouard, qui, peu de mois auparavant, avait fait chanceler le trône de la maison de Hanôvre, n'était plus, après la journée de Culloden, qu'un fugitif et un proscrit.

Désastre et fuite de Charles-Edouard.

Un prix énorme (30,000 livres sterling) avait été promis par le gouvernement à quiconque livrerait le prince, mort ou vivant. Durant cinq mois il erra de retraite en retraite, dérobant sa tête à ses ennemis. Ses dangers, ses innombrables aventures, comme celles de Charles Stuart après Worcester, occupèrent longtemps ses contemporains, et ont fourni d'intéressants sujets aux poëtes et aux romanciers : comme lui aussi, Charles-Edouard trouva dans ses amis et ses partisans un dévouement à toute épreuve : il fut obligé de se confier à une multitude d'individus de toute condition, qui pou-

vaient s'enrichir en le livrant, et parmi eux il ne se rencontra pas un traître. Entre toutes les personnes qui se dévouèrent pour le sauver, aucune ne se rendit plus célèbre que la jeune Flora Mac-Donald, belle-fille de sir Alexandre Mac-Donald, ennemi du prince, et qui commandait dans les Hébrides, la milice de South-Uist, où Charles-Edouard se trouvait caché. Echappé de l'île à la faveur d'un déguisement de femme, il erra longtemps encore dans l'île de Skye et sur la côte voisine, et vécut plusieurs semaines dans une caverne de bandits (outlaws)[1], auxquels il se fit connaître, et qui le servirent avec une fidélité enthousiaste. Recueilli enfin à bord d'un bâtiment français, il quitta l'Ecosse le 20 septembre, et séjourna quelque temps en France, d'où il passa en Italie. C'est là qu'il acheva une existence qui ne répondit pas au début, cherchant dans des distractions grossières l'oubli des grandeurs de sa famille et de ses espérances à jamais détruites. En lui et dans son frère, le cardinal d'York, s'éteignit pour l'histoire l'antique race des Stuarts. Aucun résultat durable et avantageux à l'Angleterre ne pouvait ètre obtenu de son audacieuse entreprise, et lors même qu'il eût réussi à s'emparer de Londres, ses partisans y étaient trop peu nombreux pour qu'il eût pu espérer de s'y maintenir. Il manquait de sagesse, et par conséquent de mesure : son éducation avait été négligée : il ne connaissait pas le royaume qu'il se croyait appelé à gouverner : élevé à l'étranger et dans des doctrines religieuses et politiques antipathiques à la grande majorité de la na-

1. Ce n'étaient pas des bandits dans l'acception ordinaire de ce mot, mais plutôt des proscrits contraints à se cacher et à vivre du bétail qu'ils enlevaient. (Walter Scott, *Hist. d'Écosse.*)

tion, il n'eût jamais été volontairement accepté par elle : on aurait vu recommencer la sanglante série des calamités auxquelles la révolution de 1688 avait mis un terme, et le royaume eût été de nouveau en proie aux guerres civiles. Sa chute précipitée détourna ce danger, mais elle attira de terribles châtiments sur ses partisans malheureux : d'effroyables exemples où la colère et la vengeance eurent plus de part que la justice, furent faits par le vainqueur dans les clans jacobites livrés à la fureur du soldat : un grand nombre de personnes furent livrées aux tribunaux sur plusieurs points du territoire, et moururent sur l'échafaud, du supplice des traîtres : un petit nombre de chefs d'un rang illustre, condamnés par la cour des pairs, subirent la mort : ce furent le comte de Kilmarnock, lord Balmerino et le vieux lord Lovat, chef du clan Fraser, fameux par ses intrigues et ses trahisons, et qui finit par être pris dans ses propres trames. Le comte de Cromarty, condamné comme eux, implora son pardon et l'obtint.

Châtiment de la rebellion.

Cruelles vengeances.

Supplice des principaux chefs.

D'importantes mesures législatives furent bientôt votées pour empêcher en Ecosse le retour de semblables tentatives; le gouvernement ne négligea rien pour affaiblir l'esprit guerrier des montagnards et les ressources que les clans pouvaient fournir à ses ennemis. Son premier soin fut de chercher à confondre par les coutumes, les lois et les mœurs, les habitants des montagnes avec ceux des plaines; il défendit aux premiers, sous des peines sévères, le port des armes et celui de leur costume national [1]; il y détruisit, par des compensations pécuniaires

Actes législatifs du parlement anglais pour les Highlands.

1. Cet acte, dont le lord chancelier Hardwicke fut le principal auteur, ne

données aux chefs, les derniers restes du régime patriarcal ou féodal, et l'obligation où étaient leurs vassaux de les suivre à la guerre. Il y encouragea dans la suite des changements favorables à l'entretien des troupeaux de bêtes à laine, substituées au bétail noir : plusieurs grands territoires, jusque-là stériles, furent rendus à l'agriculture et aux pâturages, et l'on vit fleurir avec le temps les arts de la paix aux lieux où la violence et une demi barbarie avaient, durant tant de siècles, régné sans frein[1].

répondit point à l'attente de l'administration, et en blessant les montagnards dans leurs plus chères habitudes et dans leur orgueil national, il entretint parmi eux, contre le gouvernement anglais, une ardente inimitié qui se perpétua dans toute une génération. (Lord Campbell, *Vie du lord chancelier Hardwicke.*)

1. Je cède au désir de citer ici un fragment remarquable de sir Walter-Scott qui, mieux que personne, nous a fait connaître tout ce que l'ancien régime des clans pouvait avoir de recommandable, et qui, cependant, ne se faisait point illusion sur ses inconvénients et ses vices : « L'idée qu'on se fait, dit-il, du système des clans, tel qu'il existait naguère, est semblable à l'effet que produit à l'œil de loin une chaîne de montagnes éclairées par les teintes d'un beau soir d'été. Tout y reçoit alors de l'atmosphère un éclat de beauté, dont les sites et les objets qu'elles renferment ne sont pas doués par eux-mêmes ; et il faut un effort de l'imagination pour se rappeler le caractère sauvage, stérile et désolé qui leur appartient véritablement. Pour la même raison, il faut un effort de l'esprit pour nous souvenir que le système social des clans montagnards, qui parle si puissamment au cœur et à l'imagination, était ennemi de toute liberté, comme de toute amélioration dans les idées religieuses et morales, en mettant le bonheur, et même l'existence de tribus entières, à la disposition de quelques individus dont le pouvoir n'admettait d'autre borne que leur bon plaisir. » (*Hist. d'Écosse,* 3e série, c. XXVI.) »

III.

Suite et fin de la guerre de la succession d'Autriche.— Paix d'Aix-la-Chapelle.
— Dernières années du ministère Pelham.

1746 — 1754.

La guerre allumée depuis six ans pour la succession disputée de l'empereur Charles VI, continuait avec des succès divers sur le continent, étendant ses opérations et ses ravages dans l'Allemagne, dans la Haute-Italie et dans les Pays-Bas. Le gouvernement français, qui avait négligé de donner une assistance efficace à Charles-Edouard en état de porter par lui-même l'anarchie et la guerre civile au cœur de la puissance britannique, ne reculait devant aucun sacrifice pour vaincre celle-ci dans les Pays-Bas où elle pouvait difficilement être ébranlée. Cependant l'obligation où s'était vu le cabinet anglais de rappeler dans le royaume la plus grande partie des forces britanniques et hanovriennes, avait beaucoup affaibli les coalisés en Flandre, où le prince Charles de Lorraine commandait maintenant leur armée, forte d'environ 80,000 hommes, en face de 120,000 Français sous les ordres de l'illustre comte Maurice, maréchal de Saxe, qui déjà, par une suite de manœuvres habiles, s'était emparé des principales places du Brabant : Bruxelles, Anvers, Mons, Namur, tombèrent successivement en son pouvoir : il vainquit le prince Charles à Raucoux, et la France fut maîtresse de tous les Pays-Bas autrichiens.

Opérations militaires sur le continent 1746 1747.

Victoire des Français à Raucoux. 1746.

Elle était moins heureuse sur ses autres frontières, et

son armée, sous Maillebois, combinée avec les forces espagnoles, napolitaines et génoises, avait perdu (juin 1746) la sanglante bataille de Plaisance. Peu de jours après, Philippe V mourut, et Ferdinand VI, son fils et son successeur, n'accordait qu'un faible intérêt aux événements de la guerre. Son général, las Minas, évacua le Piémont par son ordre, et les Français, trop faibles pour s'y soutenir seuls, rentrèrent en France suivis par les Autrichiens, qui s'emparèrent de Gênes, envahirent la Provence et menacèrent Toulon. Pour réduire cette place importante, l'artillerie de Gênes leur était nécessaire; ils résolurent de s'en emparer, et, accablant les Génois d'un joug de fer, ils les contraignirent à s'atteler eux-mêmes à leurs canons. Gênes alors se révolta : quatre mille Autrichiens furent égorgés par la population en fureur dans les rues de la ville et sur son territoire. Ce soulèvement sauva la Provence, où les Autrichiens ne purent se maintenir. Au printemps de l'année 1747, ils repassèrent le Var, et le maréchal de Belle-Isle, successeur de Maillebois au commandement de l'armée française du Sud, tenta de nouveau de franchir les Alpes; mais il fut arrêté par la déroute d'une partie de son armée au col d'Exiles, où périrent cinq mille hommes avec le chevalier de Belle-Isle, frère du maréchal. A cette même époque, vingt mille Français envahissaient, au nord, la Flandre hollandaise. Menacé d'une conquête, le peuple hollandais se réveilla; toute la nation se serra de nouveau autour de l'illustre maison d'Orange, qui déjà plusieurs fois l'avait sauvée, et dont le jeune chef, Guillaume de Nassau, fut proclamé stathoudre et général des forces de terre et de mer, avec des pouvoirs aussi étendus que ceux qui avaient été ac-

Révolte des Génois.

cordés à Guillaume III de glorieuse mémoire, prince d'Orange et dernier stathoudre. Mais le jeune Guillaume manquait de talents militaires, et ne put s'accorder avec le duc de Cumberland, rappelé d'Ecosse pour commander les forces anglaises en Hollande : le résultat fut désastreux pour les alliés, et contribua puissamment à la perte de la bataille de Lawfelt, gagnée sur eux par le maréchal de Saxe (juillet 1747). L'importante place de Berg-op-Zoom, l'un des remparts de la Hollande, défendue par une garnison de douze mille hommes et par des fortifications, chef-d'œuvre de Cohorn, fut rapidement investie et emportée d'assaut : Maëstricht seule fermait encore aux Français l'entrée de la Hollande : Maurice de Saxe marcha sur cette ville et l'assiégea.

Invasion de la Flandre hollandaise par les Français. 1747

Victoire du maréchal de Saxe à Lawfelt. 1747

La mer fut moins propice aux Français : une de leurs escadres, de six vaisseaux et de quelques frégates, rencontra, près du cap Finistère, dix-sept vaisseaux anglais sous les amiraux Anson et Warren : elle fut accablée par le nombre après un glorieux combat (mai 1747). Quelques mois plus tard, une seconde escadre, la dernière que possédât la France dans l'Océan, succomba à son tour dans une lutte inégale près de Belle-Isle, contre une flotte de quatorze vaisseaux de ligne commandée par l'amiral Hawkes, et fut prise presque tout entière[1].

Désastres maritimes des Français 1747.

L'honneur du pavillon de la France était alors vengé dans les mers de l'Inde. Neuf bâtiments français, sous les ordres de Mahé de la Bourdonnais, gouverneur des îles

1. La France n'avait plus qu'un seul vaisseau, et l'on connut alors dans toute son étendue la faute immense qu'avait faite le cardinal Fleury en négligeant la marine.

Leurs succès dans l'Inde.

de France et de Bourbon, battirent une division de la flotte anglaise, tinrent le reste à distance, et débarquèrent audacieusement quelques milliers d'hommes en face de Madras, où les Anglais avaient un de leurs principaux comptoirs. La ville fut assiégée et capitula : mais des instructions contradictoires avaient été données par le ministre de France à la Bourdonnais et au fameux Dupleix, gouverneur général des établissements français de la compagnie dans l'Inde. Celui-ci, animé de sentiments jaloux à l'égard de son brillant collègue, et s'autorisant de ses ordres secrets, refusa de reconnaître la capitulation qu'il avait signée, et le chassa de sa conquête, dont il prit lui-même possession. Dénoncé par Dupleix, la Bourdonnais, de retour en France, reçut des fers au lieu de la récompense méritée pour ses glorieux services, et fut jeté à la Bastille. Les ministres de Louis XV étaient faiblement touchés des progrès de la France dans les Indes. Le prince lui-même, par lassitude de la guerre, peut-être aussi par compassion ou dégoût des maux qu'elle entraîne, et dont l'horreur avait frappé ses yeux dans la dernière campagne, désirait la paix, et des conférences furent ouvertes dans ce but à Aix-la-Chapelle.

Prise de Madras.

Conférences pour la paix à Aix-la-Chapelle 1748.

Georges II, et la majorité du cabinet anglais, inclinaient encore à la guerre, et l'avaient continuée jusque-là, malgré les dispositions pacifiques du premier ministre Pelham, et contre l'avis formel du célèbre Philippe Stanhope, comte de Chesterfield, qui, après avoir exercé avec un rare bonheur la vice-royauté d'Irlande, avait succédé depuis deux ans au comte d'Harrington en qualité de secrétaire d'Etat. N'ayant pu réussir à convaincre ses collègues du danger d'ajourner une paix avantageuse,

il s'était démis de sa charge pour se donner tout entier aux travaux paisibles de l'étude et d'une société brillante dont il était un des principaux ornements. Son opinion ne tarda point à prévaloir, et le ministère, voyant à l'intérieur les finances obérées, l'intérêt de l'argent élevé à 12 pour 100, et la nation fatiguée de continuels sacrifices; voyant, en outre, au dehors, la Provence évacuée, les Pays-Bas autrichiens conquis, la Hollande impuissante et près de succomber, il se décida enfin à répondre aux ouvertures pacifiques de la France. Les préliminaires de la paix furent arrêtés au mois d'avril entre l'Angleterre et la France, et ratifiés six mois plus tard en octobre par les autres puissances belligérantes représentées au congrès [1]. La base fondamentale de ce traité pour les deux premières puissances fut l'abandon réciproque de toutes leurs conquêtes : la France recouvra le cap Breton, l'Angleterre Madras, la république hollandaise ses places fortes : les fortifications de Dunkerque du côté de la terre furent conservées : on stipula que les duchés de Parme, Plaisance et Guastella seraient cédés à l'infant don Philippe, pour être possédés par lui et par ses descendants, à charge de retour à la maison d'Autriche, en cas d'extinction de la ligne directe. Le roi de Prusse fut maintenu en possession de la Silésie et du comté de Glatz : toutes les puissances enfin reconnurent et confirmèrent le pragmatique de l'empereur Charles VI et garantirent à la maison de Hanôvre, la succession du trône d'Angleterre et de ses états en Allemagne. Tel fut le traité d'Aix-la-Chapelle qui, après huit années d'une sanglante

Traité de paix signé à Aix-la-Chapelle.

1748

1. Le principal négociateur de ce traité par l'Angleterre fut le comte de Sandwich.

guerre soutenue par d'immenses sacrifices, replaça les principales puissances européennes à peu près dans l'état où elles étaient à son début : la Prusse seule y gagna un grand accroissement de territoire et d'influence, et prit rang tout à coup parmi les grandes puissances du continent.

La signature de ce traité commandée à l'Angleterre par les derniers événements, fut loin d'être populaire dans ce royaume où Madras recouvré ne parut pas une compensation suffisante pour l'abandon du cap Breton : et cette fois encore, comme en 1714, pour avoir refusé de négocier plus tôt, les Anglais ne retirèrent pas de la paix conclue tous les avantages qu'ils étaient en droit d'espérer [1].

Conduite politique d'Henry Pelham.

L'Angleterre, après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, demeura paisible encore durant six années. Pelham qui la gouvernait, formé à l'école de Walpole, avait appris de lui à temporiser et à traverser tous les obstacles sans les heurter ; mais, moins confiant dans ses forces, moins jaloux aussi de son autorité, il évitait de provoquer ses rivaux, mettant son étude et ses soins à les contenter, à leur faire une part près de lui dans le gouvernement, s'exposant ainsi quelquefois aux critiques de ses propres subordonnés et plus disposé à souffrir

1. Ainsi furent justifiées les prévisions de Chesterfield : « Je me réjouis écrivait-il, de ce que la paix est faite ; j'étais d'avis de la faire plus tôt, et elle eût été meilleure. J'ai prévu et prédit notre faiblesse dans notre dernière campagne, et j'aurais désiré prévenir, par une négociation faite à temps opportun, les dangers auxquels nous avons échappé par notre bonne fortune plus que par notre sagesse. Ma volonté, en ouvrant les yeux de la nation sur les périls de la guerre, a contribué à cette paix qui sauva la Hollande de la ruine et l'Angleterre de la banqueroute. » (*Lettre* à M. Dayrolles, mai 1748.)

une infraction aux lois de la discipline et de la hiérarchie dans sa propre administration qu'une attaque violente et directe dans les rangs opposés. Cette tactique, insuffisante dans les temps où l'opinion est puissamment agitée, réussit à Pelham, à une époque où tous les partis faisaient silence, contenus par l'indifférence publique, par le défaut de confiance dans leurs chefs, et surtout par le besoin de repos qui prédominait au sein des masses. Pelham parvint ainsi, secondé par les circonstances, à administrer paisiblement, en tenant sous lui dans un rang secondaire, des hommes qui lui étaient fort supérieurs en énergie et en talents, comme le fameux William Pitt, plus tard lord Chatam, et Henry Fox, dont la réputation d'orateur serait plus grande si elle n'eût été surpassée par celle de son fils. Fox était alors secrétaire de la guerre, sans place dans le cabinet [1], et Pitt payeur général des forces militaires, position plus lucrative qu'influente et à laquelle il se résignait, convaincu que le moment n'était pas arrivé pour lui d'aspirer au premier rang. Le calme des esprits était alors général dans les trois royaumes, et l'opposition parlementaire s'affaiblissait chaque jour, entretenue seulement par la petite cour de Frédéric prince de Galles, qui continuait à vivre en dissidence avec le roi, et cher à la nation autant que son frère le duc de Cumberland, en était haï [2]. Le prince Frédéric mourut en 1751. Avec lui s'éteignit pour un temps toute opposi-

Mort du prince de Galles.

1751

1. Le secrétaire de la guerre en Angleterre n'était pas secrétaire d'État et ne possédait qu'une faible partie des attributions du ministre de la guerre en France.

2. Cumberland s'était fait haïr par son ignorance ou son mépris affecté, en diverses circonstances, des usages constitutionnels, et ses cruautés à la suite de sa victoire de Culloden, lui avaient valu l'odieux surnom de *boucher*.

tion systématique. Son fils George, nouveau prince de Galles, n'avait alors que douze ans, et un bill de régence fut présenté pour le cas où le trône deviendrait vacant avant qu'il eût atteint sa majorité. Le roi désirait que le régent désigné fût le duc de Cumberland, objet de sa prédilection paternelle, tandis que le sentiment général se prononçait en faveur de la princesse douairière de Galles, héritière de la popularité de son époux. Pelham, voulant satisfaire l'opinion sans blesser le roi, eut recours à une transaction et fit adopter un bill portant que, si le prince George était appelé au trône avant sa majorité, sa tutelle comme la régence appartiendraient à sa mère, à laquelle fut adjoint un conseil de neuf membres composé du duc de Cumberland et de huit grands officiers de la couronne.

Bill de régence

Vers le même temps une légère modification survint dans le ministère d'où sortirent lord Sandwich et le duc de Bedfort, et où furent appelés l'amiral Anson comme premier lord de l'amirauté, et le comte d'Holderness, comme secrétaire d'État. Lord Granville, toujours cher au roi, rentra aussi alors dans le cabinet avec le titre de président du conseil[1]; mais il n'était plus que l'ombre de lui-même, toute ambition sé-

Modifications ministérielles.

1. Ce titre en Angleterre, ne donne point comme en France la primauté dans le cabinet. Pelham l'avait offert à lord Chersterfield qui le refusa. Le comte de Granville de 1751, dit lord Mahon, était fort déchu de ce qu'avait été l'audacieux et remuant Carteret des temps antérieurs : ses habitudes intempérantes avaient émoussé ses brillantes facultés intellectuelles : le repos était nécessaire à sa santé détruite, autant que les émoluments de sa place à sa fortune endommagée. Il avait perdu son énergie, son éloquence, son activité et même ce qui survit le plus souvent à toutes ces choses, son ambition. (*Hist. d'Angl. depuis la paix d'Utrecht.*)

rieuse paraissait l'avoir abandonné : ainsi fut facilitée son entrée dans l'administration de ceux qui avaient renversé la sienne, et où sa présence fut agréable au roi sans donner d'ombrage à ses collègues.

Pelham, en toute occasion, ne se montrait pas moins soigneux de conserver son crédit près du roi que de ruiner la popularité de ses rivaux en les absorbant. La rentrée de Granville dans le cabinet, fut un gage, qu'il crut devoir accorder à George II, de son empressement à lui plaire : il lui en donna un autre plus significatif encore et qui caractérise sa politique inconstante jusqu'à l'oubli complet de sa conduite antérieure : après s'être élevé au pouvoir en attaquant l'abus ou l'usage des subsides accordés aux princes germaniques, dans le seul intérêt de la conservation du Hanôvre, plus chère aux rois de la maison de Brunswick que la possession de leur couronne même, il présenta plusieurs bills pour continuer ce tribut impopulaire, annuellement soldé par le trésor britannique aux petits potentats de l'Allemagne : le parlement les adopta presque sans discussion, et la session de 1752, d'après le témoignage d'un contemporain, fut la plus mauvaise qu'on eût jamais vue.

Durant les quatre dernières années du ministère de Pelham, quelques bills dignes d'attention furent votés ou discutés par les deux chambres. De ce nombre est le bill par lequel l'Angleterre admit enfin l'usage du calendrier Grégorien, ainsi nommé parce qu'il fut introduit par le pape Grégoire XIII. Le succès du bill qui autorisa cette utile réforme appartient à deux hommes illustres, aux lords Chersterfield et Macclesfield : il ne fallut pas moins que toute l'autorité du savoir et de l'éloquence

Adoption du calendrier grégorien en Angleterre. 1752.

pour déraciner le vieux système fondé sur l'erreur, et rempli d'inconvénients chaque jour plus sensibles, mais défendu par deux puissants soutiens chez un peuple ami des traditions et non catholique, par l'ancienne coutume et la haine du papisme [1].

Deux autres bills importants furent encore votés à cette époque à la suite de longs débats, l'un pour régulariser les actes de mariage, l'autre pour accorder la naturalisation aux juifs : la passion populaire se déchaîna dans le pays avec une telle violence contre le second de ces actes, relatif aux juifs, qu'après son adoption, un bill pour l'annuler fut présenté au parlement dans la session suivante, et rapidement voté par les deux chambres [2]. La fondation du musée britannique (*British museum*) appartient à cette époque de progrès pacifiques, suivis de longs orages, et durant laquelle la paix du monde ne fut sérieusement troublée qu'au fond de l'Orient dans les Indes, où dominait alors la France, et dont le moment est venu de parler.

Fondation du British museum.

1. Toutes les nations de l'Europe à l'exception de l'Angleterre, de la Russie et de la Suède, avaient adopté le calendrier Grégorien et il en résultait une différence déjà considérable dans la manière de calculer les dates. Par suite de l'adoption du nouveau calendrier, il fut arrêté que l'année, au lieu de commencer le 22 mars, commencerait le 1er janvier : onze jours furent supprimés dans le mois de septembre 1752, de sorte que le premier jour de ce mois (vieux style) devint le douzième (style nouveau).

2. On demeure confondu en lisant les arguments absurdes autant qu'incroyables mis en avant par des hommes graves, sans aucune excitation de l'esprit de parti, contre les bills pour la régularisation des mariages et la naturalisation des juifs.

III

De la situation de l'Inde au moment où les Européens vinrent s'y fixer. — Premiers établissements. — Première lutte dans les Indes entre la compagnie française et la compagnie anglaise.

1498-1754.

Après la découverte et la conquête du nouveau monde, l'histoire moderne n'offre peut être aucun sujet d'étude plus étonnant et plus merveilleux que la conquête d'un immense empire au sud de l'Asie, et la subjugation de cent millions d'hommes par quelques faibles colonies européennes à deux mille lieues de la patrie. Aucune race d'ailleurs, à l'exception des races nomades, ne s'est montrée, pendant une longue suite de siècles, plus que la race indoue, incapable de progrès sérieux par ses seules forces, et plus identique à elle-même aux diverses époques de son histoire. La conquête asiatique et musulmane fut inefficace pour modifier ses habitudes et ses mœurs, et s'il était dans l'ordre de la Providence qu'une civilisation supérieure s'établît un jour dans ces régions lointaines, cette œuvre semble ne pouvoir s'accomplir que par l'Europe et par la conquête d'un peuple chrétien. Celle-ci est encore toute récente et malgré ce qu'elle offre à l'imagination de saisissant, elle fut facilitée par le caractère même d'une grande partie de la population indigène. Rendus indolents par l'absence de cet aiguillon du besoin qui stimule les peuples sur un sol moins fécond et dans des climats plus rigoureux,

affaiblis par la mollesse de l'air qu'ils respirent, paralysés et comme pétrifiés par des croyances superstitieuses qui rétrécissent d'une manière inconcevable, pour chaque membre de leurs castes diverses, la sphère de l'activité humaine dans les plus étroites limites, la plupart des peuples de l'Indoustan se sont, en tout temps, offerts comme une proie facile à l'ambition des étrangers [1].

Anciennes conquêtes de l'Inde.

La plus ancienne conquête de l'Inde sur laquelle nous ayons acquis des détails précis est celle d'Alexandre [2], vainqueur du roi Porus sur les bords de l'Hydaspe. Il n'étendit point ses armes dans la péninsule au delà du bassin de l'Indus, et déjà de son temps, ces contrées présentaient un degré de culture, de civilisation et de richesse peu inférieur à ce qu'on y voit encore aujourd'hui [3].

Après Alexandre, l'histoire de l'Inde nous demeure à peu près inconnue jusqu'aux flots successifs des invasions musulmanes et de la conquête mongole. Celle-ci commencée par Tamerlan, continuée par Baber et le fameux Akbar, ne fut complète que sous leur illustre descendant Aureng-Zeb. Avant lui et à aucune des époques successives de la conquête mongole, les peuples de l'Inde n'avaient jamais formé un seul empire : ils étaient partagés en un grand nombre d'états, sous des princes particu-

1. Il faut excepter surtout les Mahrattes et les autres tribus guerrières des parties septentrionales et montagneuses de la péninsule indoustanique.

2. Nous ne parlons point ici de Sésostris, n'ayant que de vagues notions sur son passage dans les Indes.

3. Diodore et Arrien nous apprennent que l'Inde, à cette époque, était déjà remplie de villes grandes, riches et très-commerçantes ; qu'elle possédait de bonnes routes, d'excellentes hôtelleries et des pierres milliaires.

liers et indépendants nommés rajahs, détrônés ou rendus tributaires par les premiers conquérants mongols. Les armées d'Aureng-Zeb pénétrèrent au sud de la péninsule, renversèrent les puissants rajahs de Béjapour et de Golconde, luttèrent vingt ans contre le belliqueux Séwaji, fondateur du puissant état des Mahrattes [1] et soumirent enfin, après la mort de ce chef, cette nation redoutable contenue par ses armes mais jamais domptée. Presque tous les peuples de l'Inde se trouvèrent alors réunis pour la première fois sous le sceptre du grand mogol Aureng-Zeb, et le siége de l'empire que ses prédécesseurs avaient fixé à Agra fut transféré par lui dans l'antique cité de Dehli, où il étalait un faste incomparable et une magnificence presque fabuleuse.

Empire d'Aureng-Zeb. 1659-1707

Ce grand prince, qui mourut en 1707, a été de nos jours comparé à Charlemagne, et après lui son empire eut le sort de l'empire carlovingien. Une chaîne hiérarchique, semblable au lien féodal, subordonnait les rajahs, chef des anciennes familles princières du pays, aux nababs gouverneurs des provinces, ceux-ci aux soubadars ou vice-rois des grandes divisions de l'empire, et les soubadars au grand mogol lui-même, dont ils recevaient l'investiture et qui était censé les nommer tous. Mais dans ces contrées comme dans l'Occident, l'hérédité ou la révolte faisait plus de princes, nababs ou vice-rois, que le choix de l'empereur, qui le plus souvent n'intervenait que pour sanctionner de son sceau des faits accomplis. Déchiré par la rebellion et la guerre civile,

1. On lit dans les *Fragments historiques sur l'empire mongol*, par Orme, un magnifique éloge de ce vaillant chef par son vainqueur Aureng-Zeb, p. 91, édit. de 1805.

l'empire devint la proie des étrangers. Les Mahrattes reprirent les armes et recommencèrent leurs incursions dévastatrices : bientôt la trahison du plus puissant des vice-rois, du vieux Nizam-El-Molouk, soubadar du Deccan [1], ouvrit le chemin de la capitale aux Persans : ceux-ci, conduits par le fameux Thamas Kouli-Kan, qui de simple berger du Khorassan était monté sur le trône des Sophis, fondirent comme un torrent sur l'Inde, pénétrèrent jusqu'à Delhi qu'ils remplirent de sang et s'en retournèrent chargés d'immenses dépouilles, laissant assis, par un insultant dédain, sur le trône d'Aureng-Zeb, son faible successeur Mohamed. Le traître qui les avait appelés, Nizam-El-Molouk, au lieu de recevoir un châtiment mérité, fut confirmé dans sa vice-royauté du Deccan : les autres chefs et gouverneurs, les soubadars et les nababs aspirèrent à son exemple à une complète indépendance : ils reconnurent encore de nom, il est vrai, l'autorité du grand mogol, mais ils s'affranchirent de toute sujétion et de tout tribut. Telle était la situation de la péninsule indoustanique lorsque, vers la moitié du XVIIIe siècle, les deux nations de France et d'Angleterre y entrèrent en lutte l'une contre l'autre.

Invasion de Thamas Kouli-Khan.

1739

Les premiers établissements des Européens dans l'Inde ne remontent pas plus haut que la fin du XVe siècle et concordent avec l'époque de la fondation d'un empire mongol sur les rives du Gange. Les Portugais suivirent les premiers la route du Cap, ouverte à l'Europe (1498) par leur grand compatriote Vasco de Gama : les Albuquerques et les Jean de Castro conquirent la côte du Malabar jus-

Établissements des Portugais et des Hollandais dans l'Inde.

1. Le Deccan s'étend depuis le fleuve Krishna jusqu'au cap Comorin : on y compte vingt six millions d'habitants : il comprend le Carnatic, le Mysore, etc.

qu'au golfe Persique, et jetèrent les racines de la domination portugaise à Goa et à Ormuz. Les Hollandais après eux, fondèrent des établissements dans ces contrées et dans les îles voisines, et ce ne fut enfin qu'en 1599, dans la dernière année du XVIe siècle, qu'une compagnie anglaise se forma à Londres pour le trafic aux Indes Orientales. Cette compagnie obtint, l'année suivante, de la reine Elisabeth, sa charte et ses priviléges : elle devint rapidement florissante et traversa, sans succomber, les temps orageux des guerres civiles. Sous Charles II, grâce à l'excellente administration de sir Josiah Child, président de la cour des directeurs, elle conserva son indépendance et obtint une charte nouvelle. On a vu précédemment, qu'après la révolution, sous Guillaume III, il s'éleva une compagnie rivale qui ne fut complétement fondue avec la première que sous le règne suivant et par les soins du célèbre Godolphin. Les compagnies réunies obtinrent alors, en échange d'un revenu de 1,200,000 livres, un privilége qui fut souvent renouvelé jusqu'en l'année 1783.

Fondation de la première compagnie anglaise des Indes Orientales 1600.

Les premières factoreries de la compagnie anglaise créée sous Elisabeth furent établies à Surate, principal port de mer de l'empire mongol des Indes et dans l'île de Java à Bantam. Traversés à Surate par leurs voisins portugais, et à Bantam par les Hollandais antérieurement fixés dans les îles de la Sonde [1], les Anglais acquirent un

Premiers établissements anglais dans les Indes.

1. Une conspiration ayant été découverte en 1623, dans l'île d'Amboyne appartenant aux Hollandais, le capitaine Townson et neuf autres Anglais y furent impliqués. On arracha leurs aveux par la torture, ils furent condamnés à mort et exécutés. Cet événement reçut en Angleterre le nom de *massacre d'Amboyne*.

territoire sur la côte opposée de Coromandel, et ils y élevèrent, avec la permission d'un prince indigène du Carnatic, le fort Saint-George et la ville de Madras, qui devint rapidement riche et très-peuplée. A peu de distance et au sud de cette ville, la compagnie établit plus tard une autre station à Tiguapatam, elle y construisit le fort Saint-David, et cette nouvelle station demeura subordonnée à celle de Madras.

Sous la restauration, l'île portugaise de *Bombay* située sur la côte de Malabar, devint le siége d'un des principaux établissements des Anglais dans l'Inde. Cette île et la ville du même nom qu'elle renferme, firent partie de la dot apportée par Catherine de Bragance à Charles II, qui la céda à la compagnie des Indes. Celle-ci enfin, obtint en 1698 du grand mogol, et moyennant tribut, un territoire sur la côte orientale aux bouches du Gange où déjà antérieurement les Portugais, les Hollandais et les Anglais eux-mêmes possédaient, le long du fleuve Hooghley, quelques établissements. Le nouveau territoire concédé à la compagnie était situé à peu de distance et au-dessus de l'ancien comptoir qu'ils avaient à Hooghley [1]. Il avait été choisi de la façon la plus avantageuse pour leur commerce, et c'est là, qu'à la place d'un pauvre village s'éleva rapidement le fort William et la ville si fameuse de Calcutta.

Les Anglais avaient donc déjà dans l'Inde, avant l'avénement de la maison de Hanôvre, trois établissements principaux, à Bombay, à Madras, à Calcutta. Chacun

1. Ce nom est à la fois celui d'une ville et du fleuve qui la baigne. L'Hooghley forme un des bras du Gange et est une des principales artères par lesquelles ce grand fleuve se jette dans l'océan Indien

d'eux était le siége d'une présidence et ils étaient indépendants les uns des autres, sous l'autorité commune de la cour des directeurs de la compagnie des Indes, siégeant à Londres, et qui nommait le directeur particulier de chaque présidence et les membres de son conseil. Toutes occupaient un territoire fort restreint protégé par quelques fortifications : elles étaient défendues par une force peu considérable, mélange d'Anglais, à la solde de la compagnie, et d'indigènes, armés et enrégimentés par elle, et connus sous le nom de *cipayes* [1]. Ces faibles armements n'avaient alors pour objet ni l'agrandissement, ni la conquête : leur seul but était de protéger les comptoirs de la compagnie et de donner quelque sécurité à ses opérations commerciales.

Situation des Anglais dans l'Inde à la fin du XVIIe siècle.

Dès le commencement du XVIIIe siècle toute rivalité avait cessé, dans la péninsule indoustanique, entre les Anglais et leurs anciens rivaux, les Hollandais et les Portugais : ceux-ci étaient complétement déchus de leur ancienne grandeur; ceux-là semblaient concentrer toute leur attention sur leurs importants établissements des îles de la Sonde. Mais une puissance rivale beaucoup plus redoutable avait jeté racine dans le sol de l'Inde où les Français sous Louis XIV avaient fondé deux établissements, l'un sur le fleuve Hooghley à Chandernagor, non loin de Calcutta, l'autre à Pondichéry au sud de Madras. Ils possédaient en outre et avaient colonisé deux îles dans l'océan Indien, les îles de France et de Bourbon, d'une grande fertilité, très-avantageusement situées et abondantes en ressources pour le commerce et la navigation. Elles

Établissements français dans l'Inde.

1. Mot dérivé de *sipahi* qui dans la langue de l'Indoustan signifie *soldat*.

étaient le siége d'un gouvernement sous l'autorité de la compagnie des Indes. Les deux établissements français de Chandernagor et de Pondichéry formaient un autre gouvernement, également dépendant de cette compagnie, et dont Pondichéry, sur la côte de Coromandel, était le siége principal. Ces colonies presque ruinées, avec la marine française, à la fin du règne de Louis XIV, se relevèrent sous son successeur, vers le milieu du XVIIIe siècle, grâce aux talents et à l'énergie de deux hommes d'un mérite supérieur, La Bourdonnais et Dupleix, auxquels la compagnie délégua ses pouvoirs. Nous avons vu le premier battre sur mer les Anglais et leur enlever Madras; le second, son rival et plus tard son persécuteur [1], était gouverneur général des établissements français sur la côte de Coromandel.

Habile politique de Dupleix dans les Indes.

Celui-ci, malgré ses faiblesses et ses erreurs, fut un grand homme : il conçut le premier et mit en pratique le système continué depuis avec une infatigable persévérance par les Anglais, et qui leur a donné l'empire des Indes. Ce système avait de l'analogie avec celui que mirent en œuvre Cortez et Pizarre pour la conquête du Mexique et du Pérou : il consistait à tirer avantage des rivalités des princes du pays en prenant parti dans leurs querelles, et en se déclarant pour ceux qui semblaient les plus propres à servir dans les Indes les intérêts de la compagnie. L'état politique de ces contrées était alors très-propice au succès d'un pareil plan. L'empire du Mogol n'était plus qu'un fantôme : l'invasion de Thamas Kouli-Kan avait enlevé tout son prestige

1. Voyez ci-dessus, p. 365, 366

à la cour de Dehli : on a vu qu'une sorte de féodalité s'était établie dans les Indes, où les nababs ou gouverneurs vivaient presque aussi indépendants des soubadars ou vice-rois que ceux-ci l'étaient du grand mogol lui-même dont ils recevaient l'investiture [1]. Le succès avait légitimé une foule d'usurpations, de là des prétentions sans bornes et des conflits sans nombre ; l'usurpation était partout, le droit positif nulle part ; Dupleix en profita, et résolut de transformer de simples factoreries, des possessions faibles et précaires en un vaste et puissant empire.

Dupleix cependant fut obligé d'ajourner ses projets : le Deccan avait alors pour vice-roi ou soubadar le fameux Nizam-El-Molouk, ce même ministre aussi rusé que perfide que nous avons vu attirer les Persans à Dehli, et qui avait su maintenir, sous son autorité, les nababs ou gouverneurs de ses provinces. L'un d'eux était le nabab du Carnatic, le vieux Anaverdikan, justement irrité contre Dupleix, qui, après s'être engagé à lui livrer Madras conquis par La Bourdonnais, avait violé sa promesse. Le nabab en tira vengeance et se ligua avec les Anglais lorsque ceux-ci vinrent, en août 1748, avec dix mille hommes et la flotte de l'amiral Boscawen, assiéger Pondichéry. Dupleix, quoiqu'il ne fût pas guerrier, dirigea héroïquement la défense, et le siége fut levé après cinquante-six jours de tranchée ouverte. La paix d'Aix-la-Chapelle, signée cette

Siége de Pondichéry. 1748.

1. Immobile à Dehli, le grand mogol voyait les plus puissants omrahs (princes) accourir de tous les points de l'Indoustan pour lui arracher à prix d'or le firman qui légitimait leur pouvoir ; mais sitôt qu'ils avaient obtenu cette investiture indispensable dans l'opinion du peuple, ils retournaient dans leurs provinces où ils régnaient sans contrôle ; l'empereur n'était plus à leurs yeux qu'un chef nominal et symbolique (Alexis de Saint-Priest, *La perte de l'Inde sous Louis XV*).

même année, suspendit les hostilités dans l'Inde. La reddition mutuelle de toutes les conquêtes faites durant la guerre était une des clauses de cette paix et Madras fut rendu aux Anglais. Mais la glorieuse défense de Pondichéry avait porté loin la réputation de la France dans les Indes : elle fit concevoir aux princes indigènes une haute idée de la valeur de ses soldats, et Dupleix tira un grand parti de ce prestige exercé par la France sur l'esprit des princes indous en intervenant avec succès dans leurs luttes.

Guerre civile dans le Deccan.

Nizam-El-Molouk venait de mourir, laissant, dans la vice-royauté du Deccan, une succession disputée entre son fils Nazir, déshérité par lui, et son petit-fils Murzapha. L'un et l'autre produisaient, à l'appui de leurs prétentions ou de leurs droits, un firman d'investiture délivré par l'empereur; Nazir réussit le premier, et monta sur le trône du Deccan. Il était l'allié des Anglais ainsi que son puissant vassal le nabab du Carnatic, province qui renfermait les principaux établissements anglais et français de Madras et de Pondichéry. C'était assez pour que Dupleix jugeât nécessaire de les détrôner l'un et l'autre en élevant à leur place ses propres créatures, les protégés et les alliés de la France.

Il se prononça pour Murzapha contre Nazir et opposa au vieux nabab Anaverdikan dans le Carnatic, un prince nommé Chundasaëb, issu d'une ancienne famille souveraine et dépossédée; mais celui-ci était captif et au pouvoir des Mahrattes [1]. Dupleix n'hésite

1. Les Mahrattes partagés en plusieurs tribus belliqueuses, formaient, depuis la mort du fameux Sewaji, une sorte de république fédérative.

point, il paie de ses propres deniers la rançon de Chundasaëb, il lui crée un parti puissant, lui fournit des troupes françaises et indigènes et le lance contre son rival. Une seule rencontre décida de la victoire : les deux adversaires, portés sur leurs éléphants, se heurtent dans la mêlée : Anaverdikan est précipité du sien avec sa tour et son drapeau, il meurt, et Chundasaëb est proclamé nabab du Carnatic. Il doit à Dupleix sa liberté, sa victoire et son titre, et dans l'effusion de sa reconnaissance, il donne aux Français un territoire comprenant quarante-cinq bourgades autour de Pondichéry et la ville de Mazulipatam, célèbre par ses riches et inimitables tissus.

Les Anglais se réveillent alors; ils reconnaissent pour nabab du Carnatic, Mohamet-Aly, fils d'Anaverdikan, puis ils appellent pour le défendre, leur allié Nazir, nouveau souverain du Deccan, à qui les Français opposaient son neveu Murzapha. Nazir répond à l'appel des Anglais, et après quelques entreprises de peu d'importance, il somme tous les nababs et rajahs du Deccan de rejoindre son étendard aux environs de la forteresse de Gingi et réunit ainsi une armée immense, forte, dit-on, de trois cent mille hommes, de huit cents pièces de canon et de treize cents éléphants. Mohamet-Aly s'y rend avec six mille chevaux. Tout semblait perdu pour Murzapha qui vint lui-même se soumettre à son oncle et recevoir des fers. Dupleix ne se laissa point abattre; il n'avait avec lui que quelques milliers de combattants français et indigènes; mais il possédait d'excellents officiers, Bussy, la Touche, d'Auteuil : il lui restait son audace et son génie; il persévéra et sacrifia des millions de sa propre

fortune au succès de ses plans. Il ourdit des trames secrètes dans la cour de Nazir, il gagne ses principaux nababs par son or et par ses promesses, et les audacieux exploits de ses lieutenants jettent en même temps l'effroi dans l'âme du soubadar : l'un d'eux, le fameux Bussy, enlève, par un prodigieux fait d'armes, avec une poignée d'hommes, la forteresse de Gingi, réputée imprenable et assignée pour point de ralliement à toute l'armée ennemie. Cependant Nazir approche et plante ses tentes innombrables à peu de distance du petit camp des Français. Mais la trahison l'environne, de faux rapports l'abusent et lorsqu'il n'aurait qu'à marcher pour vaincre, il s'arrête et demande à traiter. Dupleix gagne un temps précieux, il achève d'endormir son ennemi en l'enveloppant de ses trames ; et tandis qu'il négocie, son lieutenant La Touche, appelé par les conjurés, pénètre dans le camp ennemi et y fait un affreux carnage. Nazir se voit enfin trahi : dans sa fureur il commande qu'on lui apporte la tête de Murzapha, et donne le signal du combat ; mais au premier choc, et à la vue des drapeaux français, les nababs conjurés se déclarent, Nazir meurt assassiné : Murzapha est proclamé à sa place ; il passe, comme Chundasaëb, de la prison sur le trône ; il commande à trente nababs, à une foule de rajahs, à trente-cinq millions d'hommes : il reconnaît Dupleix pour l'auteur de sa fortune, il le nomme son frère, et sa reconnaissance est sans bornes comme l'avait été sa terreur.

Victoire de Dupleix et de Murzapha a Gingi. 1750.

Dupleix triomphait et rien ne semblait au-dessus de ses espérances et de son ambition, quand tout à coup une révolte éclate à Hyderabad, capitale du Deccan, où Murzapha s'est rendu pour prendre possession du trône

et où l'accompagne Bussy avec trois cents Français. Un combat s'engage dont Bussy sort vainqueur et la révolte est étouffée, mais tandis que Murzapha foule sous les pieds de son éléphant, ses ennemis abattus, une flèche le frappe à la tête et il expire dans sa victoire. Divers compétiteurs se présentent pour sa succession et une lutte entre eux paraît imminente : pour la prévenir les chefs de l'armée s'adressent à Bussy, le choisissent pour arbitre et l'invitent à donner un successeur à Murzapha, à nommer le soubadar du Deccan. Bussy donne le trône à Salabut, frère de Nazir, oncle de Murzapha et retenu par lui prisonnier : Salabut est élu : il décore Bussy et Dupleix de titres éclatants, nomme celui-ci son père, le comble de richesses, confirme toutes les donations de son prédécesseur et, pour mieux assurer aux Français la possession de Mazulipatam, il y ajoute quatre grandes provinces : enfin il conserve près de lui l'héroïque Bussy avec l'aide duquel il triomphe de tous ses ennemis, et qui gouverne sous son nom avec un pouvoir sans limite.

Exploits de Bussy

Bussy pris pour arbitre entre les compétiteurs au trône du Deccan.

Dupleix cependant, préoccupé de l'avenir au milieu de la joie même du triomphe, et toujours empressé de colorer des apparences du droit les conquêtes de l'audace, fait légitimer par le grand Mogol les concessions de Murzapha et de son successeur, et toutes les acquisitions anciennes et nouvelles de la compagnie des Indes Occidentales sur la côte de Coromandel. Il remplit de son nom l'Inde entière : par son génie enfin et par son courage, la France domine avec lui, dans le Deccan, sur trente millions d'hommes du fleuve Krishna au cap Comorin. Les Anglais dans toute l'étendue de ce magnifique ter-

Puissance de Dupleix et de la France dans l'Inde.

1751

ritoire, ne possédaient alors que la ville de Madras avec ses environs et quelques forteresses, dont la principale était le fort Saint-David. Chanda-saëb, créature de Dupleix, était, sous son autorité, reconnu pour nabab du Carnatic : une seule ville, Trichinopoly, tenait encore pour son rival Mahomet-Aly, protégé des Anglais et réfugié dans ses murs. Chunda-saëb vint l'assiéger avec son armée. La place investie résista, et là vint se briser la fortune de Dupleix et de la France : elle tomba devant le génie d'un seul homme, né pour donner un empire à l'Angleterre, il se nommait Robert Clive.

Siége de Trichinopoly.

Robert Clive. Son caractère.

Issu d'une famille très-ancienne mais pauvre, Clive avait montré dans son enfance une humeur difficile et indomptable. Toujours en action, toujours en lutte, aussi peu propre à la vie sédentaire qu'à l'étude, nul plus que lui ne rappelle du Guesclin enfant : chez l'un comme chez l'autre, on voit un naturel sauvage, une volonté inflexible, une merveilleuse audace : la ressemblance ne s'étend pas plus loin, et, avec un génie de premier ordre pour l'administration et pour la guerre, on ne rencontre chez Clive ni cette loyauté chevaleresque, ni cette bonté généreuse et compatissante qui ont popularisé le nom de du Guesclin autant que ses exploits. Un jeune homme de cette trempe ne pouvait être dans une sphère toute pacifique et au foyer de sa famille qu'un grave sujet de trouble et d'inquiétude. Une occasion s'offrit de l'envoyer aux Indes pour y occuper un emploi modeste, dans un des comptoirs de la compagnie, et le jeune Clive partit pour Madras, où il remplit, durant plusieurs années, les humbles fonctions de commis, existence pénible, aussi opposée à sa nature qu'à son génie, dont il voulut s'af-

Débuts de Clive dans les Indes.

franchir par le suicide, et qu'il ne supporta enfin que parce qu'il se crut appelé par la destinée à quelque chose de grand [1].

L'heure désirée arriva enfin : Clive était parmi les membres de la compagnie anglaise que Dupleix fit prisonniers lorsqu'il refusa de ratifier la capitulation de Madras et qu'il amena captifs à Pondichéry. Il s'échappa, rejoignit les Anglais au fort Saint-David et quittant aussitôt la plume pour l'épée, il offrit ses services au major Laurence, commandant des forces militaires de la compagnie, et se fit remarquer par son coup d'œil et son courage dans plusieurs rencontres avec les Français et les indigènes. A la paix d'Aix-la-Chapelle Madras fut rendu : Clive reprit sa place dans les bureaux de la compagnie et mêla quelque temps les opérations commerciales aux expéditions guerrières : il y avait paix entre les couronnes de France et d'Angleterre; mais il y avait guerre entre les princes indigènes, et nous avons vu les Européens intervenir des deux parts, en auxiliaires dans leurs querelles comme agents de leurs compagnies respectives, stipendiés par elles et non par leurs gouvernements. Ceux-ci étaient préparés, selon l'événement, à avouer leurs actes ou à les répudier : c'était une sorte de lutte tout ensemble clandestine et gigantesque entre de simples particuliers et dont le prix était un empire : l'Angleterre sut le comprendre et la France l'oublia.

1 Deux fois dans une même journée à Madras, Clive porta un pistolet à son front et lâcha la détente, et deux fois le coup ne partit pas. Quelqu'un étant survenu, Clive le pria de décharger l'arme par la fenêtre, et cette fois le coup partit. Ayant ainsi acquis la preuve que le pistolet avait été chargé, il s'écria : *Je suis donc réservé pour accomplir quelque chose!* et il abandonna son projet.

On a vu Dupleix, vers le milieu de l'année 1751, étendre l'influence française dans le Deccan tout entier, et soumettre le Carnatic à son autorité personnelle. Une seule ville, Trichinopoly, résistait encore au nabab de son choix, Chunda-saëb, qui la tenait étroitement assiégée et où s'était réfugié Mahomet-Aly, rival de ce prince et ami des Anglais. Ces derniers virent avec raison dans la chute probable de cette place, la ruine définitive de leur influence dans l'Indostan, et quoique disposant de très-faibles ressources en officiers, en hommes et en matériel, ils résolurent de tenter un effort et de marcher à son secours. Clive [1] comprit, malgré son audace, toute l'inutilité de cette tentative de quelques centaines d'hommes contre une armée nombreuse; mais il vit avec l'instinct du génie, le succès qu'on pouvait espérer d'une diversion puissante sur un autre point : il savait que toutes les forces disponibles de Chunda-saëb et des Français étaient devant la ville assiégée, et qu'une très-faible garnison protégeait Arcote, capitale de la province : c'était là, selon lui, qu'il fallait marcher : en s'emparant d'Arcote on forcerait Chunda-saëb à partager son armée pour la reprendre : la prise d'Arcote serait la délivrance de Trichinopoly.

Entreprise de Clive sur Arcote 1751.

Clive fut écouté : le conseil de la présidence le nomma capitaine et mit sous ses ordres toutes les forces disponibles, savoir : deux cents Européens et trois cents cipayes [2], commandés sous lui par huit officiers dont quatre étaient commis marchands la veille, et dont six

1. Il avait alors vingt-cinq ans.

2. La garnison de Saint-David fut ainsi réduite à cent hommes et celle de Madras à cinquante.

n'avaient jamais vu le feu. Mais tous étaient pleins de confiance dans leur chef et électrisés par son exemple.

Le détachement quitta Madras au mois d'août 1751 et se dirigea sur Arcote : parvenu en quelques jours à dix milles de la place et presque en vue des avant-postes ennemis, il fut assailli par un de ces terribles orages des tropiques au milieu desquels tous les éléments semblent bouleversés et confondus : Clive ne s'en émut point et marcha en avant à travers la tempête. Frappée de son audace et saisie d'une terreur panique à son approche, la faible garnison n'osa l'attendre; elle évacua la ville dont Clive prit possession et où il fit toutes les dispositions nécessaires dans l'attente d'un siége [1]. Ses prévisions furent promptement vérifiées : au bruit de la prise de sa capitale, Chunda-saëb détacha de son armée dix mille hommes, qu'il mit sous les ordres de son fils Rajah-saëb et qui vinrent fondre sur Arcote. Tout ce que peut le courage uni au talent, à une volonté persévérante et inflexible fut mis en œuvre par Clive dans ce siége mémorable; il relève des murs en ruines, dresse de nouvelles batteries, repousse d'innombrables assauts, il pourvoit à tout, il est partout et se multiplie lui-même; mais bientôt aux fatigues des combats se joignent les horreurs de la famine [2]. Dans cette extrémité un émis-

Défense d'Arcote par Clive 1751

1. Il trouva dans la citadelle cinquante mille livres sterling que des marchands d'Arcote y avaient déposées comme en lieu sûr. Il rendit toute la somme aux dépositaires, et cet acte de désintéressement louable lui concilia les habitants.

2. Les hommes de cette même race, qui en 1857, s'est montrée si féroce à l'égard des Européens, leur témoignèrent alors un dévouement dont on chercherait en vain dans l'histoire un aussi remarquable exemple : souffrant eux-mêmes

saire de Clive parvient jusqu'à un chef mahratte soudoyé par Mohamet Aly et qui campait avec six mille hommes dans les campagnes de Mysore : ce chef, malgré l'or qu'il avait reçu, restait encore incertain, mais en apprenant l'héroïque défense de Clive dans Arcote, il dit : «J'ignorais jusqu'à présent que les Anglais fussent propres à la guerre, puisqu'ils savent combattre je les assisterai. » Instruit et alarmé des dispositions du chef mahratte, Rajah-saëb résolut d'enlever Arcote à tout prix, avant que la ville fût secourue. Il promet à Clive des trésors s'il consent à se rendre; s'il refuse, aucun quartier ne sera fait aux Anglais. Clive dédaigne ces offres comme ces menaces et Rajah-saëb donne ses ordres pour le plus formidable des assauts. Le jour qu'il choisit est celui d'un célèbre anniversaire dans la religion musulmane qui promettait le paradis aux guerriers qui succombaient ce jour-là les armes à la main. Rajah-saëb pour mieux exciter l'enthousiasme, distribua aux siens en abondance un breuvage enivrant : il donna le signal de l'attaque avant l'aurore, et de tous côtés ses colonnes se précipitèrent comme autant de torrents furieux sur la muraille à demi-détruite et démantelée. Dans le but de rendre le choc plus irrésistible, la tête des éléphants fut armée d'épaisses plaques de fer, et plusieurs de ces animaux monstrueux furent chassés et lancés contre les faibles portes afin de les briser. Mais atteints par le feu des Anglais, comme les éléphants de l'antiquité l'étaient jadis

cruellement de la faim, ils se privèrent volontairement de la meilleure part de leur faible ration pour les Anglais, à qui, dirent-ils, une nourriture plus abondante était indispensable.

par les javelines des Romains, ils se retournèrent en fureur sur leurs propres troupes qu'ils foulèrent aux pieds. De toutes parts déjà l'assaut était repoussé : Clive lui-même pointa le canon sur les colonnes ennemies et y jeta le désordre et la mort. L'attaque suspendue quelques heures recommença durant la nuit et fut également impuissante; enfin, au lever du jour les ennemis avaient disparu, laissant le sol jonché de leurs morts et abandonnant leurs munitions et leur artillerie.

La délivrance d'Arcote eut dans l'Inde un immense retentissement : elle y porta loin le nom de Clive et releva celui des Anglais. Le lendemain Clive fit sa jonction avec les mahrattes : il poursuivit l'ennemi, livra une nouvelle bataille et fut encore vainqueur. Il marcha ensuite sur la ville de Conjeveram, où les Indous avaient un temple fameux nommé la Grande Pagode et où les Français tenaient garnison : la place fut enlevée, et Clive victorieux reprit le chemin du fort Saint-David. Rajah-saëb cependant avait réuni après la défaite, une force considérable, et s'était porté rapidement sur la ville de Madras, privée de ses défenseurs, et aux environs de laquelle il ruina les établissements de la Compagnie. Clive accourut avec sa petite armée anglaise et indigène, il rencontra et battit de nouveau l'ennemi soutenu par un faible corps français. Retournant ensuite au fort Saint-David, Clive traversa une ville nouvelle et française à laquelle Dupleix avait donné son nom et où une colonne était dressée à sa gloire : il abattit ce pompeux trophée et en rasa les fondements. Tout lui réussissait, et pour couronner ses pre-

Victoires de Clive.

miers et brillants exploits, il s'agissait de délivrer Trichinopoly dont le siége traînait en langueur : une expédition fut résolue dans ce but avec une force auxiliaire considérable de mahrattes et de mysoriens. Les Anglais marchèrent en deux divisions séparées sous le major Laurence et sous Clive au secours de la place. Clive, quoique le moins ancien dans le commandement, dirigea les opérations : par ses habiles manœuvres l'armée assiégeante franco-indoue se trouva elle-même assiégée dans l'île de Seringham sur le fleuve Cavory et elle fut contrainte à mettre bas les armes. Le nabab Chunda-saëb se rendit à un chef indou et fut poignardé : son rival Mahomet-Aly reçut sa tête, et Trichinopoly fut délivré.

Délivrance de Trichinopoly

Mort de Chunda-saëb.

1752

Là s'arrête à peu près la première période de la brillante carrière de Clive. Les fatigues avaient gravement altéré sa santé, et après quelques autres opérations également heureuses, il revint en Angleterre (1753), où il reçut l'accueil qu'il méritait [1]. Bien différente fut en France la conduite des ministres et de la compagnie des Indes à l'égard de Dupleix. Celui-ci, malgré les rudes échecs portés par les victoires de Clive à l'influence française dans le Carnatic, avait courageusement poursuivi sa politique habile et commençait à réparer ses pertes. Il profita d'une lutte survenue entre Mahomet-Aly et les chefs mahrattes et mysoriens, et fit, avec une activité infatigable et une générosité sans bornes des efforts prodigieux. Son mobile n'était point l'amour des ri-

1. La cour des directeurs lui vota comme récompense une épée magnifique garnie en diamants.

chesses; il aspirait à une grande renommée, il voulait pour son pays la puissance et la gloire et prodigua, dans ce noble but, les restes de sa fortune. Il forme et discipline une nouvelle armée, nomme et soutient un second nabab du Carnatic; il investit de nouveau Trichinopoly et assiége Arcote, tandis que le compagnon de ses travaux, l'héroïque Bussy, toujours près du vice-roi Salabut, continuait à combattre et à vaincre.

Si dans ces circonstances, le gouvernement français, si la compagnie des Indes eussent donné à Dupleix quelque sérieuse assistance, la France aurait encore pu régner de la côte du Malabar à celle de Coromandel; mais Dupleix fut abandonné : la Compagnie voyant diminuer ses dividendes par suite des troubles du Carnatic et des victoires de Clive, n'accueillit plus ses rapports avec confiance et se montra moins résolue à le soutenir : d'autre part, l'opinion publique, exaltée d'abord jusqu'à l'ivresse, au bruit de ses succès presque fabuleux, subit une réaction instantanée en apprenant ses premiers revers : elle prêta l'oreille aux plaintes éloquentes de la Bourdonnais, prisonnier à la Bastille : elle ne vit plus en Dupleix qui avait contribué à sa ruine qu'un tyran jaloux et cruel : enfin le faible gouvernement de Louis XV craignit de voir dans les Indes la lutte entre les compagnies rivales amener des hostilités entre les gouvernements des deux nations, et d'être ainsi entraîné malgré lui dans une guerre avec les Anglais : il voulait la paix, il se flattait de la conserver par de timides concessions et il était entretenu par le cabinet de Londres dans cette fausse espé-

rance [1]. Dupleix l'inquiétait par son ambition, par son génie, par ses succès; il avait peur de la merveilleuse puissance de cet homme et de la terreur qu'il inspirait aux Anglais; ceux-ci voyaient en lui le principal obstacle à leurs progrès; ils voulaient que la France le sacrifiât et ils l'obtinrent. Il fut entendu entre les deux gouvernements, malgré les énergiques réclamations de la compagnie des Indes, que tout en Orient, serait remis sur le même pied qu'avant les derniers troubles, et que les acquisitions réciproques de territoire, faites depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, seraient restituées, quoique les Anglais n'eussent presque rien acquis et que les conquêtes des Français et surtout les concessions qu'ils avaient obtenues fussent très-considérables. A ce prix l'Angleterre fit espérer le maintien de la paix et déj une escadre de guerre avait appareillé et faisait voile pour les Indes. Si le gouvernement français, à cette époque encore, eût maintenu Dupleix dans ces contrées, ou s'il eût seulement permis à la Compagnie de soutenir son gouverneur avec ses propres ressources, rien n'eût été encore définitivement compromis ni perdu. Clive était retenu à Londres, et nous avons vu Dupleix prodiguer toutes ses ressources avec une générosité incomparable et redoubler d'énergie et d'efforts pour réparer ses échecs. Trichinopoly de nouveau assiégé, allait tomber en son pouvoir, et pour l'emporter, il n'attendait qu'un renfort de douze cents hommes recrutés et soldés par la Compagnie et depuis longtemps annoncés. Ils arri-

Disgrâce de Dupleix.

1. Ce fait est parfaitement éclairci dans le remarquable article déjà cité : *La perte de l'Inde sous Louis XV*, par M. de Saint-Priest.

vèrent enfin; mais avec eux vint un commissaire du gouvernement nommé Godeheu, chargé de traiter définitivement avec les Anglais, de remplacer Dupleix et de le renvoyer en France. Dupleix, depuis longtemps pressentait sa chute, il obéit, résigna ses pouvoirs et quitta pour jamais le théâtre d'une fortune inouïe comme sa disgrâce. Après avoir possédé d'innombrables trésors, étendu sa domination sur trente millions d'hommes et sur de vastes contrées, il revint en France dépouillé par ses propres mains, pour avoir voulu donner un empire à son pays : il rappela en vain ses glorieux services, ses droits, ses sacrifices immenses, et après peu d'années, il mourut pauvre et délaissé comme la Bourdonnais son rival et sa victime.

Convention de Madras.

Perte des conquêtes de Dupleix.

1754

A peine eut-il quitté le sol des Indes qu'un traité ignominieux, ratifié plus tard en Europe, fut conclu à Madras par les commissaires des deux gouvernements [1] (octobre 1754). Les principales clauses stipulaient : 1° que les deux compagnies s'interdiraient à jamais d'intervenir dans la politique intérieure de l'Inde; 2° que leurs agents n'accepteraient des gouvernements du pays ni dignités, ni charges, ni honneurs; 3° que toutes les places et territoires occupés par elles seraient restitués au grand Mogol à l'exception des possessions qu'elles avaient avant cette dernière guerre; 4° que les deux compagnies partageraient entre elles l'important district de Mazulipatam et que toutes leurs possessions seraient mises sur un pied d'égalité parfaite [2]. Ainsi furent perdus en quel-

1. *Berchou de Penhoën.* Histoire de la conquête et de la fondation de l'empire anglais dans l'Inde, t. I, p. 485-486.

2. Il est douteux, dit un historien anglais, qu'aucune nation eût jamais

ques jours les fruits de tant d'exploits, d'une si profonde politique et des étonnants efforts d'un grand homme : l'Angleterre hérita dans les Indes de toute l'influence dont la France s'était elle-même dépouillée, et elle put librement et sans crainte jeter en Orient les fondements de sa grandeur future.

IV

Suite du règne de Georges II jusqu'au début du ministère de William Pitt — Commencement de la guerre de Sept ans.

1754 - 1757

Le ministère anglais était demeuré, comme le cabinet français, indifférent et presque étranger aux affaires de la péninsule indostanique jusqu'à l'époque des succès décisifs obtenus par Dupleix, et son active intervention ne se manifesta guère qu'après le retour de Clive dans le royaume. Ses brillants exploits, en saisissant les imaginations et en flattant l'orgueil national, avaient enfin attiré l'attention sur les Indes et il est présumable qu'ils stimulèrent, dans les années 1753 et 1754, les actives négociations du gouvernement anglais avec la France. Elles eurent pour résultat la convention conclue à Madras entre les commissaires des deux nations et marquèrent la fin du ministère pacifique de Henri Pelham. Cet homme

fait d'aussi grand sacrifices à l'amour de la paix que le firent les Français à cette occasion. *Wilkes*, cité par M. Berchou de Penhoën.

d'État habile et moins brillant que sage, mourut subitement le 6 mars 1754. Sa mort consterna le roi, et en l'apprenant, il lui échappa cette parole prophétique : « Maintenant, je n'aurai plus de repos. »

Mort subite de Henri Pelham.

1754

Le duc de Newcastle, premier lord de la trésorerie.

Le duc de Newcastle, frère de Pelham, se trouvait alors l'homme le plus important du cabinet par son rang, par ses relations et par la longue possession du pouvoir et de la faveur royale sans qu'il eût d'ailleurs aucun titre personnel à cette grande position : il joignait l'incapacité à tous les ridicules, et son ignorance n'était surpassée que par son ambition. Celle-ci était sa vie même, elle lui tint lieu de talent et de savoir, et il fut un exemple remarquable, dit M. Macaulay, de ce que peut un homme dont toutes les pensées, tous les efforts tendent à un seul but ; le sien était le pouvoir et il le garda quarante ans. Il accepta de Georges II, avec le titre de premier lord de la trésorerie, la mission de former un cabinet, et la première difficulté qu'il rencontra fut le choix d'un collègue en état de diriger les débats dans les communes.

Trois hommes occupaient alors le premier rang dans cette chambre, Murray, Henri Fox et William Pitt. Murray, illustre plus tard sous le titre de lord Mansfield, et déjà célèbre au barreau par son éloquence, et dans la magistrature, comme solliciteur général, paraissait borner toute son ambition aux honneurs de sa profession et au poste éminent de premier juge du banc du roi. Henri Fox [1], après avoir occupé longtemps d'importants emplois, était secrétaire de la

1. Il était second fils de sir Étienne Fox et frère du premier comte d'Ilchester.

Henri Fox. guerre depuis 1746. Formé à la politique de Walpole, il était considéré en 1754, par la plupart des membres survivants de l'ancien parti de ce ministre, comme l'héritier naturel de Henri Pelham. Il montrait, dans la discussion, quelques-uns des grands traits qui caractérisèrent après lui le grand orateur son fils, le bon sens, la saillie, la répartie rapide : sa parole était ferme, précise et allait droit au but; mais instruit à une dangereuse école, il en avait aussi tous les vices. Chargé de famille et peu riche, préoccupé d'intérêts tout personnels, sans scrupule comme sans souci de la constitution et du bien public, il se faisait honneur de l'absence des principes dont il regardait l'observation stricte comme le propre des esprits étroits, et il fut sévèrement mais justement qualifié, de nos jours, du nom d'aventurier politique [1]. L'homme d'Etat qui à tous égards, et particulièrement par le caractère, présentait un contraste avec Fox était William Pitt. William Pitt, déjà très-célèbre, et qui, par son rare désintéressement dans sa charge de payeur général de l'armée [2], autant que par sa patriotique et fougueuse éloquence avait conquis une grande popularité. Pitt n'était pas un homme complet et, dans plusieurs occasions,

1. Macaulay.

2. Jusqu'alors il était d'usage que le payeur général convertît à son profit chaque année les intérêts cumulés de la balance flottante, évalués approximativement à 100,000 livres sterling (2,500,000 fr.). Pitt le premier plaça cette somme sur la Banque d'Angleterre au profit de l'Etat, refusant de toucher un denier au delà des profits légitimes de sa place. De plus, les princes étrangers, en recevant les subsides qui leur étaient alloués par l'Angleterre, avaient coutume de remettre un léger appoint d'environ un demi pour cent au payeur général. Pitt refusa ce don : « Le parlement, dit il, ayant voté la somme entière pour les subsides, il ne m'est pas permis d'en toucher la plus légère part. » (Lord Mahon, *Hist. d'Angl.*, c. XXXII.)

il ne se montra point conséquent avec lui-même : il subit le joug pesant des partis politiques, et sa carrière n'est exempte ni des emportements de la vengeance, ni d'une affectation toute théâtrale, ni des sacrifices commandés par l'ambition ; mais la sienne était de l'espèce la plus noble et la plus élevée, ce fut l'ambition de la puissance et de la gloire de sa patrie ; à ce titre surtout William Pitt est grand et s'est acquis des droits éternels à la reconnaissance de ses concitoyens. Il était supérieur à tous les calculs personnels d'un intérêt mesquin et privé ; il ne descendit point à de viles pratiques pour s'affermir, et l'histoire lui doit ce témoignage que, dans un temps, où il était généralement admis que le pouvoir ne s'obtenait que par de honteux moyens, Pitt fit appel, pour y monter, aux plus nobles mobiles du cœur humain, et qu'il chercha, dans l'opinion publique généreusement stimulée, les forces que tous les autres hommes politiques de son temps ne croyaient possible d'acquérir que par la corruption. Il y eut entre son éloquence et son caractère, cette remarquable similitude, que les grands traits en couvraient les taches. Elle n'était ni très-châtiée, ni très-pure dans ses formes, ni parfaitement logique : elle abondait en saillies, en citations heureuses, en magnifiques images. Sous l'impulsion de la passion, Pitt ne se possédait plus, il ne commandait point à sa parole, il lui obéissait, et elle l'emportait au delà des bornes : elle éclatait alors en brillantes invectives, en traits foudroyants, en apostrophes sanglantes et d'une incomparable énergie : l'enthousiasme de l'orateur gagnait tout l'auditoire, il le remplissait de son feu, il lui donnait sa pensée et son âme.

Caractère de son éloquence

Un tel homme devait se sentir peu propre à marcher à la suite d'un Newcastle et n'était pas de ceux que le duc pouvait espérer dominer et conduire. Henri Fox lui fut préféré ; c'est à celui-ci que le duc proposa de lui succéder dans la charge de secrétaire d'Etat, en y joignant le soin spécial de diriger les débats dans la chambre des communes. Puis, lorsqu'il crut l'avoir gagné, et qu'il eut obtenu son consentement, il le trompa et lui refusa une partie essentielle des attributions qu'il lui avait promises [1]. Fox indigné retira sa promesse et Newcastle choisit à sa place un obscur membre des communes, sir Thomas Robinson, de la capacité la plus médiocre.

Dissolution du parlement. 1755

Le parlement touchait alors au terme de sa durée septennale : il fut dissous ; les élections furent faiblement disputées [2]. La nouvelle chambre des communes fut à peu près semblable à la précédente, et dans la première année de la législature, aucune opposition très-sérieuse ne s'y montra. Ce calme dura peu : déjà des secousses lointaines, en Amérique et en Asie, étaient les signes précurseurs d'une guerre terrible et d'un embrasement général. Les gouvernements de France et d'Angleterre continuaient encore entre eux des relations pacifiques, lorsque leurs agents se disputaient la possession d'importants territoires aux Indes et dans la partie septentrionale du Nouveau-Monde, où depuis cent cinquante ans les deux peuples avaient jeté des colonies et formé des établissements considérables. D'une part, les

1. Il lui contesta la nomination aux emplois et la connaissance de la liste des membres aux gages secrets du gouvernement.

2. Tyndal.

limites de l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, étaient mal définies : d'autre part, les Français possesseurs du Canada, avaient remonté le Saint-Laurent jusqu'aux lacs Erié et Ontario, et voulaient maintenant, au moyen d'une chaîne de postes fortifiés, sur les bords de l'Ohio et du Mississipi, faire communiquer leurs établissements du Canada avec ceux qu'ils avaient dans la Louisiane, tandis que les colons de la Virginie ou Nouvelle-Angleterre, réclamaient, comme une dépendance de leur territoire, le vaste espace au sud du Saint-Laurent entre les monts Alléghanys ou montagnes bleues jusqu'aux rives de l'Ohio. De ces prétentions opposées surgissaient des rixes perpétuelles entre les colons des deux nations. Déjà en l'année 1753 un major virginien, chargé de déloger les Français du fort Duquesne sur l'Ohio, s'était vu enveloppé par une force supérieure, dans un lieu nommé la Grande Prairie (Great meadows) et avait été contraint à capituler : ce major était George Washington, et cette première scène où il apparaît dans l'histoire, devait être l'une des principales causes de la guerre qui mit bientôt le monde en feu.

Situation mutuelle des Anglais et des Français dans l'Amérique du Nord.

1753-1754

Premières hostilités.

1753-1754

L'année suivante, un officier français, M. de Jumonville, porteur d'une sommation pour l'évacuation d'un fort occupé par les Anglais, périt dans sa mission avec les trente hommes sous ses ordres, et cette catastrophe fut considérée en France, comme une odieuse violation des lois de la guerre et du droit des gens.

Les colons français, alliés avec les sauvages indigènes, prirent bientôt (juillet 1755) une sanglante revanche contre un corps de douze cents hommes envoyés par le

Défaite et mort du général Braddock.

1755.

gouvernement anglais, sous les ordres du général Braddock, au secours de la Virginie. Braddock, téméraire et hautain, dédaignant les avertissements les plus nécessaires dans une guerre d'escarmouches, qu'il ne connaissait pas [1], fut assailli dans sa marche pour s'emparer du fort Duquesne, au milieu d'un défilé couvert de bois, par une troupe de Français et de sauvages. Ceux-ci, ennemis invisibles, firent feu de toutes parts sur sa troupe exposée sans défense à leurs coups meurtriers. Braddock lui-même avec sept cents des siens fut tué dans cette embuscade.

La mer fut moins propice aux Français. L'escadre de l'amiral Boscaven attaqua une division française à la hauteur de Terre-Neuve et lui enleva deux vaisseaux. Peu de temps après, et sur un ordre de l'Amirauté, fidèle à un système odieux, la marine anglaise fondit sur la marine marchande de France et enleva trois cents bâtiments de commerce avant que la guerre eût été déclarée.

Ainsi les pacifiques espérances du cabinet français se trouvaient partout déçues : le bandeau tombait de ses yeux et il voyait s'évanouir une à une les illusions auxquelles il avait sacrifié, dans les Indes, l'espoir d'un empire en rappelant Dupleix et en abandonnant l'œuvre immense de ce grand homme.

Le gouvernement anglais cependant hésitait encore à déclarer la guerre : le roi était sur le continent où il

1. « Braddock, dit Horace Walpole, qui rend d'ailleurs un témoignage éclatant à son courage, se conduisit comme s'il eût été à ses yeux de bonne discipline de ne se garantir contre les surprises qu'en les méprisant. » (*Mémoires sur le règne de George II*, t. II, p. 31.)

voyait, avec inquiétude, Marie-Thérèse se rapprocher de la France, sous l'habile direction de son chancelier le prince de Kaunitz, dans l'espoir d'arracher à la Prusse la Silésie qu'elle avait perdue et de s'affranchir des restrictions que l'Angleterre et la Hollande mettaient dans les Pays-Bas, à sa puissance politique et commerciale. Aux approches d'une guerre imminente, où la France aurait pour alliée ou la Prusse ou l'Autriche, George II conçut de vives alarmes pour son électorat de Hanovre : il eut recours de nouveau, pour conjurer le péril, à de timides expédients, et négocia personnellement deux traités de subsides, l'un avec l'électeur de Hesse, l'autre avec la czarine de Russie Elisabeth Pétrowna ; puis il revint en Angleterre demander, pour ces traités qui engageaient le trésor, la sanction du parlement. Il rencontra, dans l'administration même, un obstacle inattendu, et le chancelier de l'Echiquier, sir Henri Legge, refusa sa signature. A cette nouvelle Newcastle éperdu s'adressa tour à tour à Pitt et à Fox, en les conjurant de se montrer favorables dans la session prochaine, aux récentes négociations conclues par le roi sur le continent : Pitt consentit à subventionner la Hesse, mais il repoussa comme contraire à l'honneur de l'Angleterre, le traité de subsides soldés à la Russie. Fox se montra plus flexible, il accepta de Newcastle, en échange de son concours dans le parlement, la charge de secrétaire d'Etat, et il acheva ainsi de se séparer de Pitt, qui ne lui pardonna jamais.

Traités onéreux avec la Hesse et la Russie.

1755

Négociations à ce sujet.

La situation cependant était profondément changée : la nation se réveillait après un long sommeil et se montrait inquiète et agitée. La guerre, sans être ouvertement

déclarée nulle part était déjà partout : elle était dans l'administration dont Pitt [1] et Legge faisaient toujours partie, dans le parlement où l'opposition allait reparaître, dans la famille royale où le jeune prince de Galles approchait de sa majorité et se montrait, sous la conduite de sa mère, la princesse de Galles contraire à la politique de son aïeul : elle sévissait en Orient comme en Occident et les éléments semblaient déchaînés comme les passions humaines : de formidables secousses avaient ébranlé le sol dans les divers états de l'Europe et jusqu'en Afrique et en Asie; de nombreux désastres étaient partout signalés : une brillante capitale avait péri, Lisbonne n'existait plus, et cette effroyable catastrophe tenait l'Europe dans l'épouvante et la stupeur. Tels furent les préludes d'une guerre sanglante, plus meurtrière que les cataclysmes de la nature, et la nouvelle session du parlement anglais s'ouvrit en novembre 1755 sous ces sombres auspices.

Ouverture du parlement. Nov. 1755.

L'exécution du pacte entre Newcastle et Fox avait été ajournée pendant quelques semaines afin de rendre plus libre et plus désintéressé en apparence le concours de Fox avec le ministère au début de la session; mais la nouvelle avait transpiré, le pacte était connu avant d'avoir été rendu public, et Pitt y fit allusion dans la discussion mémorable des communes sur le projet d'adresse en réponse au discours de la couronne. Après onze heures d'un débat animé, Pitt se leva et combattit le projet : il attaqua les traités des subsides, fruits d'une politique trop timide pour être nationale : il parla une heure et demie

Débats sur l'adresse.

Discours de Pitt.

1. Pitt était encore payeur général de l'armée.

avec une incomparable éloquence et arrivant enfin à la récente alliance du puissant orateur Henri Fox avec le faible Newcastle, il ne la dénonça point, mais il la rendit sensible à tous les yeux, par cette magnifique image empruntée aux souvenirs de son séjour en France. « Là, dit-il, tout à coup, à Lyon, j'ai été frappé du saisissant spectacle de la réunion du Rhône avec la Saône : celle-ci, faible rivière aux eaux lentes quoique sans profondeur ; l'autre, torrent superbe, impétueux : et cependant, si différents qu'ils soient, ils s'unissent enfin. Puissent-ils, ajouta Pitt avec une amère ironie, demeurer ainsi longtemps unis, pour leur satisfaction mutuelle aussi bien que pour l'honneur et la gloire de l'Angleterre[1] ! »

La majorité demeura néanmoins acquise au ministère dans les communes ainsi que dans l'autre chambre : le projet d'adresse fut voté et, peu de jours après, Henri Legge, Pitt et son beau-frère, George Grenville[2], furent destitués : Fox fut nommé secrétaire d'Etat et remplacé par lord Barrington, dans son emploi de secrétaire de

Changements ministériels.

1755

1. Les deux chambres n'ayant point encore établi la coutume de livrer à l'impression les discours de leurs orateurs, un très-petit nombre de fragments de ceux de William Pitt sont parvenus jusqu'à nous, et cette perte est à jamais regrettable. D'après le témoignage d'un des hommes qui lui sont habituellement très-hostiles, de sir Horace Walpole, qui l'entendit, il s'éleva dans cette discussion de l'adresse des communes à une hauteur merveilleuse. « Il surpassa, écrit Walpole à son ami Conway, tout ce qu'on peut imaginer. Il parla durant une heure et trente-cinq minutes, avec plus d'esprit, de feu, d'élégance et d'audace, bref, avec une perfection de tout point plus étonnante que vous-même, qui le connaissez, ne pourriez le concevoir. » (15 novembre 1755.) Walpole analysa cette magnifique harangue dans ses *Mémoires du temps de George II*, vol. II, p. 55.

2. Pitt, en épousant, l'année précédente, la sœur du comte Temple, s'était uni à la famille du nom de Grenville, qu'il ne faut pas confondre avec celle de lord Granville.

la guerre : Henri Legge eut pour successeur, comme chancelier de l'Echiquier, sir George Lyttleton. Les résultats de cette modification peu considérable du cabinet furent l'affermissement momentané du duc de Newcastle et la persévérance du gouvernement dans une voie pusillanime. L'Angleterre était partout représentée comme pouvant offrir une proie facile à une invasion française, et tandis que d'énergiques et courageuses mesures semblaient commandées par les circonstances, une forte majorité vota l'appel des troupes hanovriennes et hessoises dans le royaume, pour le mettre à couvert contre l'étranger. Pitt flétrit ce vote honteux, et les regards se tournèrent de plus en plus vers lui, comme vers l'homme qui était appelé à inaugurer une politique plus nationale et plus glorieuse.

Ces dispositions de l'opinion furent encore accrues par un grand échec, par la perte de Minorque et de son port célèbre (Port-Mahon) considéré comme le meilleur de toute la Méditerranée et qui avait été cédé à l'Angleterre par la paix d'Utrecht. Le gouvernement français préparait à Toulon un armement formidable destiné en apparence pour l'Amérique, mais en réalité pour Minorque. Au commencement d'avril tout fut prêt : le maréchal de Richelieu eut le commandement de l'expédition ; l'amiral de la Galissonnière avec douze vaisseaux devait escorter les transports, protéger le débarquement et couvrir l'attaque. Le ministère anglais avait inutilement reçu de nombreux avertissements. Eclairé trop tard, il fit à la hâte d'insuffisants préparatifs de défense et envoya l'amiral Byng au secours de l'île déjà envahie. Lorsque Byng parut enfin devant Minorque, les Français assiégeaient

Attaque et prise de Minorque par les Français. 1756

la redoutable citadelle de Saint-Philippe qui domine Mahon et son magnifique port. La garnison était d'environ trois mille hommes, et en l'absence du gouverneur, son lieutenant, le vieux général Blakney, fit malgré son âge et ses infirmités une opiniâtre défense. L'espérance des assiégés était dans la flotte de Byng, égale à peu près en nombre et en force, à la flotte française. Elles furent en présence le 20 mai et engagèrent le combat : l'aile gauche des Anglais, sous l'amiral West, eut d'abord l'avantage, mais fut mal soutenue. La ligne française, un moment rompue, se reforma, obéissant à une tactique supérieure, et soutint victorieusement tous les efforts de Byng. Celui-ci perdant l'espoir de porter secours à la place investie, abandonna Minorque à sa destinée et fit voile avec son escadre pour Gibraltar [1]. Les Français redoublèrent d'ardeur et d'efforts : Richelieu, beaucoup moins célèbre jusqu'alors par ses exploits guerriers que par ses galanteries, se montra un héros. Il ordonna l'assaut, et animant les assiégeants de son exemple sous le feu le plus meurtrier, il emporta, l'épée à la main, tous les ouvrages extérieurs, fit capituler la forteresse et donna Minorque à la France.

Combat naval.

Victoire des Français.

Fuite de l'amiral Byng.

Cette grande perte excita en Angleterre autant d'indignation que de surprise. L'opinion accusa l'imprévoyante impéritie du cabinet : elle flétrit la conduite de

1. L'amiral français suivit la flotte anglaise jusqu'à la hauteur de l'île de Laire : il revint le 21 reprendre son poste à l'entrée du port pour barrer les secours qui auraient pu, en son absence, chercher à entrer dans la place. Il écrivit au maréchal de Richelieu : « J'ai préféré votre gloire à la mienne, et le principal objet de notre mission à l'honneur particulier que j'aurais pu retirer en poursuivant quelques vaisseaux ennemis qui m'ont paru très-maltraités. » (*Mémoires* de Rochambeau, t. Ier.)

Byng, elle demanda satisfaction et vengeance : le malheureux amiral, brûlé partout en effigie, fut la victime désignée : sir Edouard Hawkes fut envoyé à sa recherche dans la Méditerranée avec l'ordre de l'arrêter, et il ramena Byng prisonnier à Portsmouth.

Les deux nations étaient depuis longtemps en hostilité ouverte avant que la guerre eût été déclarée. Elle le fut, de la part de l'Angleterre, le 18 mai seulement, quelques semaines avant la prise de Minorque et peu de jours après la signature du fatal traité de Versailles, entre la France et l'Autriche. Marie-Thérèse en caressant, par le conseil de Kaunitz, la vanité de Mme de Pompadour toute-puissante alors en France[1], était parvenue à faire dévier le roi Louis XV, de la politique habituelle de sa maison et à contracter avec lui une alliance défensive. Par le traité conclu entre eux le roi s'engageait envers l'impératrice reine et ses successeurs, selon l'ordre de la pragmatique, à garantir et à défendre tous ses états. Marie-Thérèse prenait un engagement semblable, en faisant néanmoins une réserve pour les suites de la présente guerre entre la France et l'Angleterre. Les deux souverains se promettaient enfin un secours de vingt-quatre mille hommes, comme une protection mutuelle contre leurs ennemis communs[2].

Traité de Versailles entre la France et l'Autriche. 1756

1. Elle l'enivra de louanges et s'abaissa jusqu'à l'appeler sa cousine.

2. Les conditions de ce traité n'étaient pas égales, Marie-Thérèse ayant excepté l'Angleterre du nombre des puissances contre lesquelles elle s'engageait à garantir l'intégrité des possessions françaises. « Son ambition, dit Sismondi, était de ramener tous les anciens membres de l'empire à une dépendance absolue de son chef. Une politique ainsi dirigée vers l'abaissement de tous les petits Etats pouvait être bonne pour l'Autriche, qui seule en aurait recueilli tous les profits. Elle était fatale pour la France, qui n'avait pu résister à la pré-

Un autre traité secret existait alors entre l'Autriche, la Russie, la Pologne et la Suède. L'habile Kaunitz, ministre de Marie-Thérèse, eut l'adresse d'engager toutes ces puissances, par l'espoir d'acquérir elles-mêmes quelques lambeaux des dépouilles de Frédéric II, dans la lutte contre ce monarque, et déjà, au début de l'année 1756, tout était secrètement combiné entre elles pour l'écraser. Frédéric avait attiré sur lui cet orage, par sa parole mordante autant que par son agressive ambition, et, contre tant d'ennemis ligués pour le détruire, il ne vit plus que l'Angleterre dont il pût attendre un concours efficace. Neveu de George II, il dédaignait son oncle et l'avait souvent blessé par un trait moqueur. L'intérêt commun les rapprocha, et déjà une première convention avait été signée entre les deux monarques lorsque Frédéric obtint, par l'infidélité d'un subalterne, communication du traité qui unissait les trois souverains du Nord avec Marie-Thérèse, pour le démembrement de sa monarchie. Instruit de leurs plans, il résolut de les prévenir; il se mit au mois d'août à la tête de ses troupes, fondit sur la Saxe avec soixante mille hommes, s'empara de Dresde où il fit prisonnière la reine de Pologne et enferma dans Pirna le roi Auguste et son armée; puis il courut battre les Autrichiens à Lowositz et revint ensuite à Pirna, où il força l'armée saxonne tout entière à capituler. Tel fut le début de la sanglante guerre de Sept-Ans.

Traité secret entre l'Autriche et les puissances du nord. 1756

Début de la guerre de Sept Ans.

Succès de Frédéric II. 1756

De graves événements étaient survenus dans les Indes

pondérance impériale qu'à l'aide des puissances du second ordre. (*Histoire des Français*, t. XXIX, p. 56.)

Situation des Anglais dans les Indes. 1755

où Clive était retourné l'année précédente (1755), mais où il n'avait dirigé aucune opération très-importante, n'ayant encore, avec le grade de lieutenant colonel, que l'emploi subordonné de gouverneur du fort Saint-David [1]. La convention de Madras, si funeste à la France, avait affaibli son prestige dans le Deccan tout entier, où Bussy résidait encore près du soubadar Salabut, qui lui devait son trône; mais elle n'eut, dans les premiers temps, de résultat direct, touchant la situation respective des deux peuples, que dans le Carnatic, où elle ruina la puissance réelle des Français au profit de leurs rivaux. Durant deux années cependant, après la signature de ce traité, les Anglais comme étonnés eux-mêmes d'un succès si peu prévu, ne se trouvèrent pas en mesure d'en tirer tout l'avantage désirable : ils demeurèrent faibles, isolés les uns des autres et dans la dépendance plus ou moins étroite des petits despotes de l'Orient.

Leur situation n'était nulle part plus dépendante et plus précaire que dans le Bengale, où ils avaient un établissement principal à Calcutta, sur l'Houghly à l'entrée du Gange, comme les Français en possédaient un au-dessus d'eux, à Chandernagor, et les Hollandais à Chinsura. Le Bengale formait alors, comme le Deccan, une des grandes divisions ou vice-royautés du vaste empire des Mogols dans l'Inde, et comme le Deccan aussi, il renfermait plusieurs provinces, Bengale, Orissa, Bahar, avec de grandes villes dont la principale était Moorshedabad, aussi peuplée que Londres à cette époque. Un jeune homme, Surajah

1. Clive avait reçu du gouvernement le grade de lieutenant-colonel dans l'armée : il tenait de la compagnie des Indes son brevet de gouverneur du fort Saint-David.

Dowlah, dont l'ignorante et folle présomption égalait la férocité, venait de succéder à son aïeul Aliverdi-Khan comme soubadar ou vice-roi de cette vaste contrée. Il affectait le plus grand mépris pour les Européens, et en particulier pour les Anglais, faibles et isolés à Calcutta où ils accumulaient, disait-on, de grandes richesses. Tenté par une proie facile, il saisit leur comptoir de Cozimbazar, dans le port même de sa capitale, et marcha, avec une nombreuse armée, sur le fort William, unique défense de Calcutta. Cette ville n'avait alors, pour toute garnison, que deux cents Européens et mille soldats indigènes, et elle fut abandonnée de son gouverneur et du chef militaire, qui l'un et l'autre prirent la fuite à l'approche de l'ennemi. Elle résista cependant ; mais, après une défense inutile de deux jours, il fallut se rendre : le soubadar vainqueur prit possession de sa conquête et n'y trouva qu'une faible partie des trésors qu'il avait espérés. C'est alors que fut commis un horrible attentat qu'on ne peut rappeler sans frémir. Il existait à Calcutta un donjon de dix-huit pieds carrés, où l'air n'arrivait qu'à travers les barreaux d'une étroite fenêtre en quantité suffisante à peine, dans ce climat brûlant, pour quelques captifs. Ceux du soubadar étaient au nombre de cent quarante-six : ils furent poussés, à la pointe du sabre, dans cet affreux cachot, fameux encore dans les plus sombres fastes de l'Angleterre, sous le nom du *Trou noir* (Black hole) et on les y laissa durant la plus chaude nuit du solstice (21 juin 1756), en proie aux souffrances les plus atroces et au furieux délire d'un étouffement prolongé. Le lendemain, quand la porte s'ouvrit, un petit nombre de malheureux furent retirés encore vi-

Agression violente de Surajah Dowlah contre les Anglais.

1756

Attaque et prise de Calcutta.

Férocité du vainqueur.

1756

vants, tout le reste avait péri : cent vingt-trois cadavres jonchaient le sol, et le tyran retourna triomphant dans sa capitale, sans manifester ni pitié ni remords. Un cri d'horreur retentit dans toutes les possessions anglaises de l'Inde. Une expédition pour Calcutta fut résolue et Clive d'une voix unanime fut désigné pour la commander; mais à la fin de 1756, le résultat n'en était pas connu en Angleterre, où le bruit du désastre des établissements anglais à Calcutta était seul parvenu et ajouterait à la fermentation des esprits et aux difficultés du cabinet.

Dans ces graves circonstances, le ministère anglais déjà insuffisant et si faible, perdit encore le plus capable de ses membres : Fox se retira, fatigué autant qu'irrité des intrigues perpétuelles, des ruses et des perfidies de Newcastle; celui-ci fit, pour se maintenir, des efforts désespérés, il sollicita, il mendia successivement et sans l'obtenir le concours de tous les hommes en crédit, il fallut plier et Newcastle se démit enfin, suivi dans sa retraite, du lord chancelier Hardewicke, du premier lord de l'Amirauté, Anson, et de sir George Lyttleton, chancelier de l'Echiquier.

Démission du duc de Newcastle. 1757

Le successeur de Newcastle, après une vaine tentative de Fox pour former un cabinet, fut le duc de Devonshire, lord lieutenant d'Irlande, homme inoffensif et loyalement dévoué au pays et au roi. Le duc, ainsi que Fox l'avait inutilement fait avant lui, demanda le concours du seul homme qui parût assez fort pour tenir le gouvernail durant l'orage, et Pitt enfin consentit à entrer comme secrétaire d'Etat dans l'administration nouvelle dont les principaux, entre les nouveaux membres, furent,

après le duc de Devonshire, lord Temple, beau-frère de Pitt et premier lord de l'Amirauté, Henri Legge, chancelier de l'Echiquier et le duc de Bedford, lord lieutenant d'Irlande. La présence de Pitt dans le gouvernement fut aussitôt révélée par une politique plus ferme qu'annonça George II dans son discours d'ouverture de la nouvelle session parlementaire. Il dit que les troupes étrangères de Hanovre et de Hesse allaient être renvoyées sur le continent, et que des mesures législatives seraient demandées pour la levée de forces suffisantes de terre et de mer et pour l'armement d'une milice nationale. Bientôt en effet les troupes étrangères quittèrent le sol anglais : le parlement, sur la demande du ministre, vota les fonds nécessaires pour l'entretien de cinquante-cinq mille soldats et de quarante-cinq mille matelots, et une nombreuse milice fut organisée en armée. Pitt par un mouvement généreux et que l'événement justifia, appela les clans écossais, désarmés par l'administration précédente, à la défense de la commune patrie : il leur rendit des armes et en forma des régiments qu'il envoya sur le continent. Le gouvernement anglais transforma ainsi, par la confiance qu'il leur témoigna, les indociles montagnards en sujets fidèles et dévoués. Pitt alla plus loin encore dans son opposition au sentiment national et ne craignit pas de compromettre sa popularité en demandant au parlement deux cents mille livres sterling, pour la défense de Hanovre. Il ne montra pas moins de courage en plaidant auprès du roi une cause impopulaire, celle de l'infortuné Byng. Humiliée autant qu'irritée par la récente perte de Minorque, la nation presque tout entière demandait à ven-

Ouverture du parlement.

1757

ger cette disgrâce dans le sang du malheureux amiral à la conduite duquel elle l'attribuait, et de toutes parts un même cri s'élevait pour hâter son jugement et le vouer à la mort. Le procès s'ouvrit avec l'année 1757. Byng fut condamné, non pour fait de lâcheté ou de trahison; mais par l'application rigoureuse d'un article de la loi martiale, qui frappait de mort tout officier qui par négligence, manquait à son devoir devant l'ennemi. Les juges, dans cette douloureuse circonstance, semblent avoir confondu le défaut de capacité avec l'absence de volonté suffisante, et après avoir rendu la sentence, ils signèrent à l'unanimité une demande en grâce. Les communes, à la demande de Pitt, s'associèrent à ce vœu et luttèrent avec lui contre le flot courroucé de l'opinion. Pitt et lord Temple enfin sollicitèrent, en faveur de Byng, la clémence du souverain [1], mais George II, comme tous les esprits étroits, était absolu : il pensait qu'un exemple rigoureux était nécessaire pour raffermir la discipline et stimuler les généraux en les forçant d'opter, comme jadis chez les Carthaginois, entre la victoire et le supplice : il fut inflexible et l'exécution de la sentence fut ordonnée. Byng, prisonnier sur le *Monarque*, dans la rade de Portsmouth, avait montré une vive satisfaction lorsqu'il apprit que l'arrêt n'entachait point son honneur. Il demanda à être exécuté sur le tillac, mais non au lieu désigné pour les criminels. Un fauteuil l'attendait : il y marcha d'un pas ferme et s'assit, refusant de s'agenouiller ou de se bander les yeux. On lui objecta

Procès de l'amiral Byng. 1756

Sa mort.

1. Le vainqueur de Mahon, le maréchal de Richelieu lui-même, sollicité par Voltaire, fit un imprudent effort pour sauver l'infortuné Byng. (Lacretelle, *Histoire de la France durant le XVIIIe siècle.*)

que ses regards pouvaient troubler les soldats; il mit le bandeau alors, disant : S'ils ont peur de moi je n'ai pas peur d'eux : il donna le signal, et mourut. Il tomba victime de l'interprétation sévère d'une loi trop rigoureuse, et dont le moindre inconvénient, après l'apaisement des passions qui s'en sont fait un instrument, est de transformer, aux yeux de la postérité, un chef souvent incapable ou médiocre en martyr ou en héros. Ce temps n'était pas encore venu pour Byng, sa mort ne calma pas l'irritation populaire, et les communes, pour répondre au vœu général, ordonnèrent une enquête sur la défense de Minorque.

Le ministère cependant était mal affermi : une condition essentielle de durée lui manquait : il ne possédait pas la confiance de la couronne à laquelle il avait été imposé, et deux de ses principaux membres, William Pitt et son beau-frère, lord Temple, le dernier surtout, étaient l'objet de son antipathie. Pitt d'ailleurs, populaire au dehors, n'avait qu'une majorité incertaine, dans un parlement où Newcastl s'était fait de nombreuses créatures en multipliant ses intrigues, en prodiguant l'or, les places et les promesses.

Gêné par Pitt et blessé par Temple dans sa dignité même, le roi fit proposer secrètement à Newcastle de le rappeler à la Trésorerie et à la tête de l'administration, il le trouva hésitant, partagé entre la soif du pouvoir et la crainte des périls de la situation. L'enquête surtout, touchant l'affaire de Minorque si mal conduite sous son ministère, le remplissait de terreur; et il exhorta le roi à différer la formation d'un nouveau cabinet jusqu'après le vote sur l'enquête et sur les subsides. Un incident im-

prévu précipita la crise. Le duc de Cumberland, ennemi de Pitt, avait été nommé au commandement de l'armée qui se réunissait en Hanovre. Il méconnut ou feignit d'oublier l'appui donné par Pitt aux mesures prises pour protéger cet électorat et refusa de s'y rendre en laissant derrière lui, dit-il, à la secrétairerie d'Etat, un ministre anti-hanovrien, avec le pouvoir de contrôler ses actes. Ce refus de son fils décida le roi : il congédia Pitt et son beau-frère lord Temple que remplaça lord Winchelsea à la tête de l'Amirauté ; mais il ne se rencontra personne pour accepter la succession de Pitt. Celui-ci, après avoir repris sa place accoutumée dans les communes, tint une conduite plus prudente et plus modérée qu'on ne l'eût attendu de son caractère impétueux et vindicatif : il évita surtout de blesser le roi durant les débats relatifs à la perte de Minorque, en provoquant un vote de censure contre Newcastle : il adopta un moyen terme, appuyant une motion également éloignée de l'approbation et du blâme, et qui portait en substance qu'il n'avait pas été possible d'envoyer de plus grandes forces au secours de Minorque : cette motion fut votée par la majorité. Pitt adoucit ainsi le roi, sans rien perdre d'ailleurs de la haute position qu'il occupait déjà dans l'opinion et que sa récente disgrâce avait encore grandie. Mécontente des premières opérations de la guerre en Europe et en Amérique, la nation tout entière tournait de plus en plus ses regards vers Pitt, glorieusement désigné depuis lors comme le *grand commoner* [1]. De tous côtés lui arrivaient

Disgrâce de Pitt et de lord Temple.

1. Il faut entendre par ce mot, difficile à définir en français, tous les citoyens qui n'étant point pairs du royaume sont soumis, en toute chose, à la loi commune.

des témoignages d'admiration, de confiance et de sympathie : il y eut à sa chute une baisse sensible dans les fonds publics ; les villes principales Bath, Chester, Worcester et beaucoup d'autres lui décernèrent le privilége de bourgeoisie dans leurs murs ; les corporations des bourgs et des cités lui envoyaient des tabatières d'or : Exeter se distingua en votant à Pitt, comme un emblème de la vertu, une boîte en cœur de chêne.

Déjà il avait acquis un tel ascendant qu'aucun ministère ne paraissait avoir sans lui aucune chance de durée, et Newcastle sollicita de nouveau son concours : mais Pitt, confiant dans sa force, était résolu à ne rentrer dans le cabinet qu'avec le pouvoir nécessaire pour y faire prévaloir ses vues et sa politique hardie. Il se sentait trop grand pour n'être pas responsable des actes du cabinet, s'il en eût été membre, et c'est en maître qu'il y voulait rentrer. Newcastle, toujours avide d'une autorité dont il était incapable de bien user, recula devant les impérieuses exigences d'un si redoutable collègue et fut invité par le roi à s'adresser à Fox. Mais celui-ci avait perdu dans l'opinion tout le terrain que Pitt avait gagné, il n'inspirait plus ni confiance ni estime ; il était généralement haï, et Newcastle eut peur de son impopularité : il se croyait capable et avait foi en lui-même : le danger de l'enquête était passé et les subsides étaient votés : il offrit donc au roi de diriger seul le gouvernement comme premier lord de la Trésorerie, en se donnant pour collègues des hommes d'une importance secondaire, et il se mit à l'œuvre ; mais il rencontra des obstacles inattendus, et l'Angleterre demeura trois mois sans gouvernement complet et régulièrement constitué. La nécessité enfin

amena, au moyen de concessions mutuelles, une combinaison nouvelle et durable.

Intervention de la princesse de Galles.

Cette solution fut puissamment secondée par les efforts de la princesse douairière de Galles, mère du prince George héritier du trône, dont la petite cour, à l'hôtel Leicester, était un des principaux foyers de l'opposition. La princesse et ses conseillers, dont le premier était lord Bute, qui occupait une charge de cour près du prince, jugèrent indispensable que Pitt et Newcastle fissent ensemble partie de l'administration. Il s'agissait de le leur persuader.

Nécessité de l'union de Pitt avec Newcastle.

Lord Bute et lord Chesterfield entreprirent cette mission délicate que le succès couronna. Il y avait, en effet, dit le judicieux historien de cette époque, les plus fortes raisons pour que Pitt et Newcastle consentissent à s'unir. Newcastle était tombé parce qu'il n'avait ni la faveur populaire hors du parlement, ni un éloquent soutien dans les communes : Pitt à son tour avait succombé faute de cette intelligence de la cour, de cette pratique électorale des bourgs, de cette influence occulte dans le parlement, que Newcastle avait acquises par une longue vie d'intrigues et à l'aide de son immense fortune : séparément, chacun d'eux manquait de force; mais unis, leur puissance devenait irrésistible, et si le duc pouvait se réduire à exercer son patronage, à accroître son influence dans les bourgs, et à multiplier ses créatures par la libre disposition des petits emplois, Pitt, de son côté, poursuivrait en liberté les vastes desseins qu'il avait conçus pour la grandeur et la gloire de son pays [1].

1. Lord Mahon, *Hist. d'Angleterre*, c. XXXIV.

Telles furent en effet les bases du pacte heureusemen conclu entre ces deux hommes d'Etat si dissemblables, par les soins des lords Bute et Chesterfield, et toutes les difficultés semblaient aplanies ; mais cette fois l'obstacle vint du roi, qui n'avait pu vaincre encore à l'égard de Pitt ni ses préventions, ni sa répugnance. George II rappela vivement à Newcastle l'offre qu'il lui avait faite de diriger seul l'administration, et le duc reculant devant ce fardeau, le roi eut recours à Fox et à lord Waldgrave et les chargea de former un cabinet.

Intrigues de Newcastle.

Le vieux duc vit alors en frémissant le pouvoir lui échapper encore une fois et résolut de ne point y renoncer sans combat : il eut recours, dans ce but, à ses armes habituelles, à l'intrigue et aux sourdes pratiques. Il savait que l'impopularité croissante de Fox enlevait à l'administration formée par lui toute chance de durée : il eut l'art de le persuader à quelques-uns des membres du cabinet avec l'assistance desquels Fox avait compté gouverner, et lorsqu'il espérait leur assentiment et leur concours, lord Holderness, secrétaire d'Etat, offrit sa démission et lord Waldgrave fit pressentir au roi plusieurs autres refus. Le roi soupçonna Newcastle de les avoir provoqués; il se répandit en plaintes amères contre lui et contre ceux qui aimeraient mieux être les humbles valets d'un vieil intrigant que les amis et les conseillers de leur prince [1]; mais il se vit impuissant à former un cabinet selon ses vœux : Fox lui-même n'eut pas le courage de persévérer, et faute d'un chef éloquent en état

1. Le roi dit, en déplorant la perte de sa liberté d'action, qu'il ne croyait pas avoir autour de lui tant de laquais du duc de Newcastle. (Hor. Walpole, *Memoirs of the reign of the king George II*, t. III, p. 30.)

Second ministère de Newcastle.

Pitt secrétaire d'État.

1756

de diriger les débats dans les communes, le roi comprit qu'aucune administration n'était possible. Il se soumit à la nécessité, et appelant auprès de lui lord Hardwick il le chargea de s'entendre avec Pitt et Newcastle pour composer un cabinet. Tout fut facile alors. Newcastle revint à la trésorerie, Henri Legge à la chancellerie, lord Anson à l'amirauté [1]; lord Temple eut le sceau privé, Holderness retira sa démission et eut pour collègue, comme secrétaire d'Etat, William Pitt maître de la situation et disposant enfin d'un pouvoir presque sans limites pour la gloire de l'Angleterre et le malheur de la France [2].

V

Fin du règne de George II. — Administration de William Pitt. — Suite de la guerre de Sept ans. — Conquêtes de l'Angleterre en Amérique et dans les Indes.

1756 — 1760.

L'histoire ne présente aucune époque plus glorieuse pour l'Angleterre que celle des quatre années de l'administration du premier Pitt. On vit alors avec quelle rapidité une nation passe quelquefois du sommeil et

1. Henri Fox fit lui-même partie de l'administration, et consentit, contraint par le besoin d'argent, à descendre de sa haute position pour accepter, sous son rival triomphant, le poste bien inférieur, mais très-lucratif, de payeur-général.

2. Je me suis étendu sur les préliminaires de cette importante solution, plus peut-être que ne le comportaient les limites du livre : mais ce récit offre au lecteur un tableau très-curieux des intrigues et des nombreux ressorts de la politique intérieure en Angleterre.

d'un honteux découragement à une activité merveilleuse et à des espérances sans bornes, et comment le génie d'un seul homme, aidé de la fortune, suffit pour démentir les profonds calculs des observateurs politiques et des hommes d'Etat. Les Anglais, en 1757, semblaient ne prévoir pour eux-mêmes que revers et désastres, et ils étaient à la veille d'atteindre à une prospérité inouïe et d'asseoir leur domination dans les deux hémisphères, des bords du Gange à ceux de l'Orénoque [1].

Le secret des grandes choses accomplies par William Pitt fut la ferme confiance qu'il avait en lui-même et dans les ressources de son pays : fort de cette conviction, stimulé par les aiguillons d'un caractère hautain et dominateur, il prit avec ses collègues un ton d'autorité qu'aucun ministre depuis Stafford ne prit jamais et pour tout dire, en un mot, il fut le seul ministre dirigeant pour les relations extérieures, pour l'armée et pour la marine [1].

Les premiers résultats cependant ne répondirent nulle part, ni à son attente ni à ses efforts. Ceux-ci furent tout

1. Deux hommes d'une grande intelligence et d'un regard très-pénétrant, Horace Walpole et lord Chesterfield, nous ont laissé dans leurs écrits un curieux témoignage de leurs tristes prévisions pour leur pays à cette époque. « L'Angleterre, dit le premier, n'a plus rien à faire que de couper ses câbles et de voguer à la dérive vers quelque océan inconnu. » (Lettre à sir Horace Man, 3 septembre 1757.) « Gouverne qui voudra, dit le second, nous sommes egalement perdus à l'intérieur et au dehors, ici par notre dette et nos dépenses toujours croissantes, là par notre mauvaise chance habituelle et notre incapacite.. .. Nous ne sommes pas une nation. Jamais je n'ai vu plus en noir. » (Lettre à M. d'Ayrolles, 4 juillet 1757.)

2. Tel était son despotisme dans le cabinet, que le premier lord de l'Amirauté, le célèbre Anson, fut contraint de lui céder sa correspondance et de signer, sans les lire, les ordres donnés par Pitt dans le service de la marine. Lord Brougham, *Historical sketches, etc. Lord Chatam.*

Expéditions sans résultats.

France.

d'abord immenses. Plusieurs armements furent préparés à grands frais pour agir contre la côte de Bretagne et contre les possessions françaises en Afrique et en Amérique. Une expédition dirigée sur Rochefort prit la petite île d'Aix; mais la mésintelligence se mit entre ses deux chefs sir John Mordaunt et l'amiral Hawkes, et paralysa leurs efforts : un jeune officier, dont la carrière fut courte mais glorieuse, le lieutenant-colonel Wolfe, offrit en vain de débarquer et de marcher sur la ville avec quelques bataillons [1], les généraux désunis n'osèrent rien entreprendre et l'expédition revint en Angleterre en abandonnant son insignifiante conquête.

En Amérique.

En Amérique, le comte de Loudoun, gouverneur des établissements anglais, ne fut pas plus heureux contre le marquis de Montcalm, général non moins vigilant qu'habile, et qui gardait le Bas-Canada pour la France. Loudoun avait reçu l'ordre de tenter une expédition contre Louisbourg, capitale du cap Breton, et il avait réuni pour cet objet une armée de douze mille hommes; mais au moment de marcher il recula et ne put même empêcher Montcalm de prendre et de démolir le fort de William Henri, construit sur la rive méridionale du lac George et destiné à couvrir le territoire de New-York. Pitt n'avait pas encore fait passer l'ardeur martiale dont il était dévoré, dans l'âme des officiers qui commandaient pour l'Angleterre, au sein de ces régions lointaines, et l'amiral Holbourne n'osa attaquer en vue de Louisbourg, la flotte française, qui à peine supérieure en nombre de voiles, portait cependant plus de métal [1].

1. C'était là, dit Chesterfield indigné, une locution nouvelle, récemment in-

Opérations en Allemagne. 1757

Mais c'est en Allemagne que les armes anglaises reçurent cette année leur plus grand échec. Tandis que Frédéric, après la glorieuse campagne de 1756, concentrait toutes ses forces pour achever d'écraser les Autrichiens, dans la campagne suivante, avant l'arrivée des Suédois et des Russes, une armée nombreuse formée presque tout entière de divers contingents des principautés allemandes, se réunissait en Westphalie, sous les ordres du duc de Cumberland. Cette armée avait pour destination de couvrir la Hesse et le Hanovre en arrêtant l'armée française du maréchal d'Estrées, forte de quatre vingt mille hommes et qui déjà avait franchi le Rhin. Frédéric avait gagné sur le prince Charles de Lorraine et le maréchal Daun la sanglante bataille de Prague et bloqué cette ville; mais ensuite, et après une lutte héroïque, il s'était fait battre par Daun sur les hauteurs de Kollin : il fuyait à son tour avec les débris de son armée et déjà l'armée du maréchal d'Estrées inondait la Prusse Rhénane, entrait dans Clèves, Wesel et Cologne et refoulait devant elle le duc de Cumberland, tandis qu'une seconde armée française de vingt-cinq mille hommes, sous le prince de Soubise, avait également passé le Rhin et se dirigeait vers la Saxe pour opérer sa jonction avec celle des cercles d'Allemagne commandée par le prince de Hildburghausen. Cumberland recula jusqu'au Weser et prit derrière ce fleuve une forte position retranchée, entre Hameln et le village d'Hastenbeck. Il y fut attaqué et battu le 26 juillet par le maréchal

troduite dans le vocabulaire marchand, et tout à fait inconnue à Blake. (Lettre à son fils, 30 septembre 1757.)

Victoire des Français à Hastenbeck.

d'Estrées qui au moment même où il triomphait sur le champ de bataille d'Hastenbeck était destitué par une intrigue de cour et remplacé dans son commandement par le conquérant de Minorque, le vieux duc de Richelieu. Celui-ci chassa devant lui jusqu'à l'Elbe l'armée de Cumberland dont la situation fut bientôt désespérée et le contraignit à capituler à Closter-Seven. Les Français, par cette capitulation, n'obtinrent pas tous les résultats qu'ils étaient en droit d'espérer [1]; mais ils restaient en possession de l'électorat de Hanovre, les troupes de Brunswick, de Hesse, de Saxe-Gotha et les autres auxiliaires du Hanovre devaient se retirer dans leurs pays respectifs et demeurer neutres jusqu'à la fin de la guerre.

Capitulation de Closter-Seven. 1757.

La capitulation de Closter-Seven concentrait sur Frédéric les efforts de toutes les grandes puissances du continent : ce prince paraissait perdu et désespéra un moment de sa fortune. Tout à coup, s'inspirant de son danger même, il se dérobe par de savantes manœuvres au maréchal Daun et marche, avec vingt-deux mille vétérans, à la rencontre de l'armée franco-allemande, commandée en chef par l'incapable Hildburghausen et sous lui par Soubise. Frédéric franchit la Saale près de Mersebourg, et s'arrête à Rosbach dans une forte position, près des champs fameux de Lutzen. Là, le 3 novembre, les confédérés, confiants dans leur nombre supérieur, tentent de l'envelopper et de forcer son camp, mais Frédéric déjoue leurs

1. « La convention de Closter-Seven est inexplicable, dit Napoléon. Le duc de Cumberland était perdu ; il était obligé de mettre bas les armes et de se rendre prisonnier : il n'était donc possible d'admettre d'autre capitulation que celle-là. (*Mémoires dictés à Sainte-Hélène par Napoléon ; précis des guerres de Frédéric II ; deuxième campagne de* 1757 ; 8e *observation.* »)

manœuvres, il change de front à l'insu de l'ennemi dont il laisse approcher les colonnes, et lorsque les Français et les impériaux arrivent à portée de canon, les tentes de Frédéric s'abaissent, et l'armée prussienne apparaît entre deux collines d'où part un feu meurtrier. Les assaillants sont frappés de stupeur et les troupes des cercles s'enfuient sans combattre; leur exemple entraîne l'infanterie française, qui se retire en désordre devant six bataillons prussiens, laissant derrière elle trois mille morts et six mille prisonniers. Frédéric vainqueur ne se fait pas illusion : il ne voit dans sa victoire inespérée qu'une halte dans un extrême péril. Les armées autrichiennes débordaient dans la Silésie; la capitale, Breslau, la principale place forte, Schwednitz, étaient en leur pouvoir, une de leurs colonnes avait passé jusque dans le Brandebourg et mis Berlin à contribution : l'hiver enfin était venu, mais Frédéric ne prend aucun repos jusqu'à ce qu'il ait recouvré la Silésie : il s'avance à marches forcées de la Saale jusqu'à l'Oder et remporte, le 5 décembre, sur le prince Charles de Lorraine et sur Daun la sanglante et mémorable victoire de Leuthen ou de Lissa [1], dont les résultats furent l'évacuation de la Silésie par les Autrichiens, le blocus de Schwednitz et la prise de Breslau.

Victoires de Frédéric II à Rosbach et à Lissa.

1757

Cette campagne de 1757 eut un immense retentissement en Angleterre, où Cumberland revint disgracié pour mourir bientôt après dans l'oubli : mais les victoires de Frédéric y excitèrent au plus haut point

1. « Cette bataille est un chef-d'œuvre de mouvements, de manœuvre et de résolution : seule elle suffirait pour immortaliser Frédéric et lui donner rang parmi les plus grands généraux. » (Napoléon, *ut suprà*, 10e observation.)

l'enthousiasme et remplirent les cœurs anglais d'une émulation ardente et belliqueuse. Pitt en profita pour l'exécution de ses vastes desseins : il fit rompre la capitulation de Closter-Seven, dont le cabinet de Versailles refusait aussi de confirmer plusieurs clauses, trop favorables aux vaincus. Il fit comprendre au parlement et à la nation l'utilité de soutenir énergiquement le roi de Prusse dans sa lutte avec les puissances continentales, afin d'occuper et de partager les forces de la France, tandis que les armées et les flottes anglaises ravageraient ses côtes et menaceraient ses possessions lointaines dans les deux mondes. Entraîné par l'énergie du ministre et par l'enthousiasme national, le parlement vota pour le roi de Prusse un nouveau subside de 700,000 livres sterling. Frédéric prit alors à sa solde l'armée dissoute à Closter-Seven, et lui donna pour chef le prince Ferdinand de Brunswick qui justifia sa confiance.

Campagne des Anglais sous Clive dans les Indes.

1757

Autant les armes de l'Angleterre furent malheureuses dans le cours de cette année (1757), en Europe; autant elles acquirent de lustre avec Clive, dans les Indes. Clive, on l'a vu, avait été désigné par le conseil de la présidence de Madras, pour chef de l'expédition destinée à reprendre Calcutta et à venger les horreurs commises sur ses compatriotes dans cette résidence. Il eut pour associé dans cette importante mission l'amiral Watson, déjà célèbre par de glorieux services. Le corps expéditionnaire mis sous ses ordres consistait en deux mille deux cents hommes seulement dont neuf cents Anglais et le reste indigène : il s'embarqua sur l'escadre de Watson, et, vers la fin de décembre 1756, il parut devant Calcutta. Surajah Dowlah n'y avait laissé qu'une faible garnison :

celle-ci, après de vaines démonstrations de défense et quelques décharges d'artillerie, abandonna la place qui fut ainsi reprise presque sans combat par les Anglais. Clive et Watson, maîtres de Calcutta, remontèrent le fleuve Hooghly jusqu'à la ville du même nom, ils la prirent et la livrèrent au pillage. Le soubadar sortit alors de sa capitale avec une grosse armée, marcha de nouveau sur Calcutta et s'arrêta à peu de distance de la ville. Clive accourut, et par une nuit sombre, il pénètre à l'improviste dans le camp ennemi où il fait un grand carnage. Passant alors, avec la mobilité d'un Asiatique, d'un mépris insensé à une crainte excessive, Surajah Dowlah négocie et demande à traiter [1]. La guerre venait d'éclater entre la France et l'Angleterre : la première avait vu s'évanouir le fruit espéré de ses immenses sacrifices dans l'Inde, et la honteuse concession qu'elle avait faite pour le maintien de la paix n'avait été qu'un puissant aiguillon pour l'ambition de sa rivale. Les Français avaient perdu en Orient, tous leurs avantages et leur prépondérance, mais ils étaient encore redoutables et il importait aux Anglais de s'assurer contre eux l'appui des indigènes. Ils oublièrent le crime exécrable commis à Calcutta, les horreurs du *Black Hole* et leur vengeance, et conclurent, avec l'odieux tyran qu'ils avaient résolu de punir, un pacte d'alliance offensive et défensive [2].

Le moment était propice pour l'attaque des établisse-

1. Il redoutait aussi une prochaine invasion des Afghans, qui ravageaient alors l'empire Mogol et s'étaient emparés de Delhi. (J. Mill. History of British India, t. IV, c. 3.)

2. L'amiral Watson refusa d'apposer son nom à ce traité.

ments français de Chandernagor : elle fut résolue sans la permission et contre la volonté formelle du soubadar dont la politique était de les protéger. Plusieurs bâtiments de guerre anglais remontèrent le fleuve par une manœuvre difficile et hardie jusque sous les murailles de la ville française contre laquelle ils ouvrirent leur feu, et après une belle résistance Chandernagor succomba. Surajah Dowlah en conçut une violente colère : cette audacieuse entreprise contre une place de ses états et sous sa protection était, dit-il, une coupable infraction au traité qu'il venait de conclure. Il se voyait seul d'ailleurs, en présence des Anglais, s'il arrivait que les Français fussent totalement expulsés du Bengale : la haine lui revint avec la colère, et son ressentiment fut entretenu par les réfugiés français de Chandernagor. Il écrivit à Bussy, pour lui demander son assistance, l'invitant à s'unir avec lui contre l'amiral et contre l'homme audacieux à la guerre [1] qui apportait la perturbation dans ses états [2]. Il convoqua, dans sa fureur, toutes ses forces militaires, réunit une puissante armée, et disposa tout pour écraser les Anglais.

Prise de Chandernagor par les Anglais.

1757

Clive se trouvait alors, en face de Surajah Dowlah, dans une situation toute semblable à celle où s'était vu Dupleix, peu d'années auparavant, dans le Deccan, vis-à-vis le soubadar Nazir, fils du vieux Nizam-el-Molouk. Cette fois encore Clive s'inspira de son exemple, il eut recours à la corruption pour détacher du prince ses

1. Le *Sunbut-Jung*, nom expressif sous lequel il désignait Clive et qui lui resta.

2. Le soubadar entretenait d'étroites relations avec les agents de la France par l'entremise de Law, chef du comptoir français de Moorshedabad.

premiers officiers et ses courtisans : il fit en outre ce que n'avait pas fait Dupleix, et ce dont eût rougi un loyal chevalier, il employa la ruse et la perfidie contre ses propres complices [1]. Le but des conjurés était de déposer Surajah Dowlah et d'élever à sa place Meer Jaffier, l'un de ses généraux. Celui-ci était dans le complot, et il promit d'en seconder l'exécution; mais il attendit l'événement pour se déclarer. L'immense armée du soubadar était en marche et s'avança jusqu'au village de Plassey, forte d'environ quarante mille hommes de pied, quinze mille chevaux et quarante pièces d'artillerie de gros calibre poussées par des éléphants et traînées par des bœufs. Avec cette armée formidable marchait un petit corps français pourvu de quelques pièces de campagne moins pesantes et d'un effet plus grand. A toutes ces forces réunies Clive n'avait à opposer que trois mille hommes exercés et résolus, et huit canons d'un faible calibre. Il mit sa petite armée en mouvement et s'arrêta sur la rive gauche de l'Hooghly, à une journée environ de l'armée indoue. Il n'ignorait pas le péril de sa situation : il savait que s'il passait le fleuve et subissait une défaite, il était perdu sans ressource. Pour la première fois il hésita et tint conseil : il donna son

1. Clive abusa, par un faux traité, un des principaux rajahs du pays, nommé Omichund, tout-puissant à la cour du soubadar : il le gagna par l'appât d'une grande récompense. Il apposa dans ce but son seing à un faux traité en lui cachant le véritable. Tous les chefs militaires et les membres du conseil signèrent cette pièce fallacieuse, hors un seul, l'amiral Watson, qui refusa indigné, et dont la signature fut contrefaite sur le faux acte. Sir J. Malcolm, l'historien de la vie de Clive, s'est efforcé de justifier, dans cette occasion, la conduite de son héros. On aime à voir lord Macaulay la flétrir avec l'éloquence du talent et de la probité. (Macaulay's *Essays*, life of lord Clive.)

avis le premier, contre l'usage habituel, opina pour la retraite et entraîna la majorité [1]. Mais ensuite ne s'inspirant que de lui-même et de son instinct guerrier, il prit une résolution contraire, traversa le fleuve, marcha en avant et ne s'arrêta qu'aux environs de Plassey, à un mille environ de l'armée qui couvrait au loin la plaine. La nuit se passa dans une solennelle attente et fut sans repos pour les deux chefs. Clive considérait tour à tour la prodigieuse disproportion des forces, la mobilité du caractère des Indous, le peu de sûreté qu'il pouvait mettre dans les conjurés, l'inaction du principal d'entre eux, de Meer Jaffier dont il n'avait aucune nouvelle, et se voyait entre une défaite sans espérance et une victoire dont les résultats semblaient incalculables. Le soubadar veillait aussi agité par toutes les furies de son cœur pervers, par le soupçon de la trahison qui l'environnait, par l'appréhension d'une rétribution sanglante et vengeresse.

Victoire de Clive à Plassey. 1757

Enfin parut l'aurore d'un jour à jamais célèbre dans les fastes britanniques, et les Anglais virent l'armée ennemie partagée en plusieurs colonnes et s'avançant pour les envelopper. Elle s'arrêta à peu de distance, et des deux côtés l'action s'engagea par la canonnade. L'artillerie des Indous, formidable mais mal dirigée, fit peu de mal aux Anglais dont les pièces légères, bien pointées, portèrent la mort et la confusion au milieu des ennemis. Dans l'effroi causé par ce premier désordre, le soubadar abusé par les traîtres qui l'entouraient, reçut d'eux le

1. Rappelant plus tard cette circonstance, Clive dit qu'il n'avait jamais tenu qu'un seul conseil de guerre, et que si alors il eût suivi l'opinion de la majorité, jamais les Anglais n'eussent possédé le Bengale.

perfide conseil de la retraite : il en donna l'ordre et son armée fit un mouvement rétrograde : les Anglais alors s'élancèrent de leurs positions, chargèrent l'ennemi et changèrent la retraite en déroute. Le petit corps français fit seul une contenance intrépide, mais il fut emporté dans le torrent de cette fuite prodigieuse ; la victoire fut complète, immense : tous les bagages des vaincus, toute l'artillerie et le matériel furent abandonnés au vainqueur [1].

Le soubadar ne s'arrêta que dans sa capitale, dont il sortit déguisé par une fenêtre de son palais, tandis que son général Jaffier entrait incertain et tremblant dans le camp anglais pour recevoir ou le prix de la trahison ou le châtiment d'une imparfaite complicité et d'une perfide inaction. Mais Clive avait compris l'avantage immense pour les Anglais de porter sur le trône un prince de leur choix : il salua le traître Jaffier comme vice-roi de Bengale, et l'escorta, dans la capitale, avec son armée, comme jadis Dupleix était entré triomphant avec Murzapha dans Arcote et dans Pondichéry.

Surajah Dowlah fut découvert dans sa retraite et emmené captif en la présence de son successeur, aux pieds duquel il se jeta, implorant la vie. Jaffier hésitait ; mais son fils, jeune Indou aussi féroce que Surajah lui-même, le fit entraîner et mettre à mort. Jaffier devait tout aux Anglais et se montra reconnaissant ; il fit à Clive des dons considérables [2]; une somme immense fut soldée à

1. Le trente-neuvième régiment de l'armée anglaise présent à la bataille de Plassey porte encore, en souvenir de cette grande journée, ces mots inscrits sur son drapeau : *Primus in Indis*.

2. Le trésor de Surajah-Dowlah fut ouvert en la présence de Clive, qui fut

la compagnie des Indes, qui obtint en outre une extension de territoire autour de Calcutta, et qui reconnut Clive pour gouverneur de ses établissements dans le Bengale. Tels furent les premiers résultats de la journée de Plassey, la première où les Anglais aient seuls livré bataille en Orient à une armée entière : elle assura leur prépondérance dans les Indes, et fut le brillant prélude de leurs futures conquêtes.

Pertes des Français en Afrique. 1758

La fortune se déclara pour eux encore l'année suivante (1758) en d'autres parties du monde. La France perdit ses établissements de Saint-Louis, sur la côte d'Afrique, à l'embouchure du Sénégal, et l'île de Gorée, où elle tenait garnison [1]. Des coups plus rudes encore lui furent portés en Amérique : Pitt méditait la conquête du cap Breton, comme un acheminement à celle du Canada : il prépara dans ce but une expédition formidable dont il donna le commandement à d'habiles généraux : il ne considérait, dans ses choix, ni les droits de l'ancienneté, ni la faveur ; il voulait des succès, et ne les demandait qu'à ceux qu'il croyait capables de les obtenir [2]. Il confia l'armée d'expédition pour le cap Breton au général

invité par Jalfier à fixer lui-même un prix à ses services. Il accepta 200,000 liv. sterling, somme à laquelle le soubadar joignit un domaine considérable et d'un grand rapport.

1. L'île de *Gorée*, à l'embouchure du Sénégal, avait été colonisée d'abord par les Hollandais en 1617 : l'amiral d'Estrée s'en empara en 1677. Le nom de *Gorée* est dérivé du hollandais et signifie un bon mouillage pour les vaisseaux. (Entick, *Histoire de la Guerre de sept ans*.)

2. On ne demandait plus, comme sous les Pelhams, avant qu'un officier ne fût promu : Dans quel bourg, dans quel comté a-t-il un vote ? De quel duc ou de quel comte est-il cousin ? Tout homme en place savait maintenant qu'un homme supérieur avait l'œil sur lui, aussi prompt à discerner le mérite qu'à le récompenser. (Lord Mahon, *ut suprà*.)

Armherst et la flotte à l'amiral Boscawen. Le jeune Wolfe, qui déjà avait attiré son attention par sa conduite héroïque devant Rochefort, fut nommé commandant en second des troupes de terre avec le rang de brigadier général. Le 2 juin, l'armée expéditionnaire parut devant Louisbourg, capitale du cap Breton : les troupes débarquèrent en livrant un combat où Wolfe se distingua entre tous; la place fut investie et réduite à capituler après une courageuse résistance. L'île entière du Cap fut conquise, et l'île voisine de Saint-John eut le même sort.

Prise de Louisbourg et du cap Breton. 1758

En armant une expédition maritime contre le cap Breton, Pitt avait ordonné en même temps une attaque vigoureuse contre les postes avancés des Français, au sud du Canada. Une colonne anglaise, sous les ordres du général Forbes, se dirigea sur le fort Duquesne, d'où se retira la faible garnison française. Ce fort, dont la possession disputée avait été l'une des premières causes de la guerre, tomba ainsi au pouvoir des Anglais : ils substituèrent à son nom celui du grand ministre qui dirigeait les mouvements de leurs armées, et le nommèrent Pittsbourg. Une expédition beaucoup plus considérable avait été conduite contre les forts français des lacs George et Champlain, par le général Abercrombie, nommé gouverneur des établissements anglais d'Amérique. Il partit de New-York avec six mille hommes de troupes régulières et dix mille miliciens, et marcha sur l'importante forteresse de Ticonderoga. Le vigilant Montcalm défendait cette région avec des forces très-inférieures, et occupait, à peu de distance du fort, un camp retranché contre lequel échouèrent toutes les tentatives des Anglais. Après un

Opérations militaires dans l'Amérique du Nord. 1758

combat acharné où ils perdirent deux mille hommes, ils se retirèrent, et une terreur panique changea bientôt leur retraite en déroute.

Inutiles expéditions des Anglais sur la côte de France.

1758-1759

Pitt avait envoyé aussi, dans cette même année 1758, un armement formidable sur les côtes de France. Vingt mille hommes, embarqués à Spithead, prirent terre dans la baie de Cancale, près de Saint-Malo : ils bornèrent leurs exploits, presque sous le feu de cette place qu'ils n'osèrent attaquer, à la destruction de trois vaisseaux de guerre et d'une multitude de navires de commerce, et retournèrent avec leurs dépouilles en Angleterre. Le mois suivant, ils revinrent dans le voisinage de Cherbourg, qu'ils trouvèrent abandonné par la garnison. Ils ruinèrent une partie des défenses de la place, dont ils emportèrent la grosse artillerie, puis ils se répandirent dans les campagnes voisines, où ils se déshonorèrent par tous les excès. Au bruit de l'approche d'un corps français supérieur sous les ordres du duc d'Aiguillon, les Anglais regagnèrent en hâte leurs vaisseaux dans la baie de Saint-Cast, où ils s'embarquèrent en désordre sous le feu de l'ennemi. Le succès de l'entreprise fut loin de répondre aux espérances du gouvernement anglais, et le principal résultat d'un si vaste et si coûteux armement fut de partager les forces de la France, et de l'empêcher de concentrer tous ses efforts sur l'Allemagne, où douze mille Anglais, commandés par Charles, second duc de Marlborough, et par lord George Sackeville, furent envoyés pour renforcer l'armée hanovrienne.

Les Français, sous les ordres du comte de Clermont, successeur du duc de Richelieu, après avoir ravagé le Hanovre, avaient été forcés de l'évacuer. Reculant devant le

Troisième campagne en Allemagne.

1758

prince de Brunswick, ils s'étaient repliés de position en position jusque sur le Rhin, et avaient enfin repassé ce fleuve, serrés de près par l'armée ennemie, qu'ils attendirent fortement retranchés à Crevelt. Là, le 23 juin, attaqués par Brunswick, ils perdirent une sanglante bataille. Leur armée périssait par l'incapacité des chefs, par le défaut d'organisation et de discipline, plus encore que par les armes de ses ennemis[1], lorsque le marquis de Contades en prit le commandement, et s'efforça de reprendre l'offensive. Soubise, impatient de venger l'affront de Rosbach, avait en même temps reçu l'ordre de pénétrer dans la Hesse avec une autre armée de cinquante mille hommes : il remporta deux victoires consécutives, la première à Sangers-Hausen, la seconde à Lutternberg, et combina ensuite ses opérations avec le maréchal de Contades pour envelopper Ferdinand de Brunswick. Celui-ci, menacé à la fois par les deux armées françaises, repassa le Rhin à Emmerich, et opéra sa jonction avec l'armée anglaise débarquée à Embden.

Frédéric luttait alors avec peine par une tactique savante et une activité merveilleuse contre les Russes et les

1. Dans les marches des armées françaises, dit un auteur estimé, dans les camps, et même sur les champs de bataille, il ne regnait ni subordination ni discipline. Les officiers, jusqu'aux subalternes, menaient des femmes avec eux..... On trouvait dans les camps français tout ce que le luxe offre de plus brillant. On y voyait des boutiques sans nombre, des magasins d'etoffes de soie, de marchandises de mode, d'essences odorantes, de parasols, bourses a cheveux et boîtes a mouches : on vit même une fois a l'armée du prince de Soubise douze mille chariots appartenant à des marchands et vivandiers, sans compter le train nécessaire pour les officiers. Parmi les gardes-du corps, l'escadron du duc de Villeroi avait seul une suite de douze cents chevaux, dont le plus grand nombre servait à transporter les bagages. (Archenholtz, *Hist. de la Guerre de Sept-Ans.*)

Autrichiens, tandis que les Suédois s'avançaient dans la Poméranie. Il remporta sur les premiers une mémorable victoire à Zorndorf près de Custrin, et força leur armée à moitié détruite à rentrer en Pologne ; puis il revint à marches forcées contre l'armée autrichienne de Daun, campée en Saxe près de Buntzen. Là il fut surpris à Hohenkirch par Daun et par Laudon, dans la nuit du 14 octobre : son camp fut forcé ; Frédéric fut encore une fois contraint de fuir et perdit un tiers de son armée et cent canons [1]. Mais il exerçait un tel prestige qu'il lui fut possible, après la déroute même, de rallier promptement assez de troupes pour tenir tête aux vainqueurs et il les contraignit à évacuer de nouveau la Saxe et la Silésie, pour prendre leurs quartiers d'hiver en Autriche.

V

Fin du règne de Georges II. — Suite de l'administration de William Pitt et de la guerre de Sept ans. — Conquête du Canada et de Pondichéry.

1758 - 1760

Les exploits du roi de Prusse et de Ferdinand de Brunswick et plus encore les riches captures faites sur mer et le succès des armes anglaises dans les Indes et dans l'Amérique septentrionale stimulaient l'ardeur belliqueuse de la nation, elle aspirait à de plus grands

1. Le maréchal Daun, dit Napoléon, perdit, en ne profitant pas de sa victoire, l'occasion de détruire l'armée prussienne. *Mémoires de Napoléon*. Précis des guerres de Frédéric II, c. IV, 14e observation.

triomphes, et elle prêta une oreille docile à la voix de Pit qui lui demandait pour les obtenir d'immenses sacrifices. Il ne rencontra aucune opposition dans le parlement, qui s'ouvrit selon l'usage en novembre 1758. Cette unanimité, qu'on peut attribuer aussi en partie à l'alliance conclue entre Pitt et Newcastle, continua durant toute la session, et eut pour résultat le vote d'une nouvelle subvention de cent mille livres pour le roi de Prusse et de subsides qui s'élevèrent au chiffre énorme de douze millions sterling. Pitt pourvut à tout avec sa vigilance et son énergie accoutumées : l'armée, les milices et les flottes furent mises sur un pied formidable et l'Angleterre se montra également prête pour continuer une guerre agressive et pour repousser une invasion dont elle se croyait menacée. Pitt, dans un magnifique discours, nomma cette appréhension du peuple anglais une peur magnanime et obtint du parlement un bill pour mobiliser la milice.

Ouverture du parlement. Subsides énormes.

1758

Les craintes de Pitt étaient fondées : la France faisait d'immenses préparatifs pour une descente en Angleterre : elle rassemblait de nombreux transports au Havre, à Dunkerque et sur d'autres points du littoral : elle armait deux flottes destinées à concourir ensemble à l'exécution du plan d'invasion, et une troisième division navale sous le chef d'escadre Thurot, était réunie à Dunkerque. Les éléments et la fortune de l'Angleterre firent avorter cette grande entreprise. Pitt fit des armements supérieurs. Deux grandes flottes sous les amiraux Boscawen et Hawkes parcoururent l'Océan, et secondées par les vents elles bloquèrent les flottes françaises dans leurs ports. Thurot seul trompa leur surveillance, il

Formidables préparatifs de la France.

Projet avorté d'invasion en Angleterre

1759

sortit de Dunkerque, et ses vaisseaux, battus par la tempête, furent jetés sur la côte de Norwége. Une escadre anglaise bombarda le Havre et détruisit, avec une partie de la ville, une multitude de bâtiments de transport. Une autre escadre, sous le commodore Moore, se porta dans les Antilles françaises et s'empara de la Guadeloupe. Mais les plus grands efforts de Pitt eurent pour objet la conquête du Canada, magnifique colonie où la France avait jeté les fondements d'un florissant empire et qu'elle paraissait abandonner.

Établissements français du Canada.

Déjà, l'année précédente, la perte du cap Breton et de sa capitale Louisbourg avait ouvert aux flottes anglaises l'entrée du Saint-Laurent, et par suite de l'abandon du fort Duquesne, la communication du Canada avec les établissements français de la Louisiane se trouvait coupées, mais les Anglais avaient échoué devant Ticondéroga, et les Français tenaient encore plusieurs forteresses sur les grands lacs. Le marquis de Vaudreuil, gouverneur général du Canada, occupait la principale ville, Montréal, dans l'île de ce nom sur le Saint-Laurent, et un vaillant homme de guerre, le marquis de Montcalm, tenait à Québec la plus importante position militaire et la clef même du pays. Cette belle contrée où les Français avaient formé des établissements au seizième siècle et que Louis XIV avait réunie sous son gouvernement royal, ne comptait pas, vers le milieu du siècle dernier, plus de soixante mille habitants, et les troupes régulières que la France y entretenait étaient fort insuffisantes pour sa défense. Mais les colons français avaient réussi beaucoup plus que leurs voisins de la Nouvelle-Angleterre à se concilier par de

bons procédés les tribus indiennes dont ils s'étaient fait d'utiles auxiliaires, en leur donnant des munitions et des armes et en profitant de leur expérience et de leur habileté supérieure dans cette guerre des forêts, des lacs et des montagnes. Pitt voulut diviser au Canada l'attention et les forces des Français en dirigeant l'attaque de la colonie sur trois points différents et à une grande distance les uns des autres. Trois corps bien armés et approvisionnés reçurent l'ordre de marcher pour concourir de concert au succès. Le premier, sur la gauche, formé de milices coloniales, sous le général Prideaux et de quelques tribus indiennes auxiliaires, eut pour mission de s'emparer de la forteresse de Niagara entre les lacs Erié et Ontario, de descendre celui-ci et de marcher sur Montréal ou résidait Vaudreuil : le corps expéditionnaire du centre, fort de douze mille hommes, fut confié au général Amherst, successeur d'Abercrombie dans le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre : il eut l'ordre d'attaquer Ticondéroga et d'affranchir la navigation du lac Champlain en concertant ses opérations avec le troisième corps qui devait réunir toutes les forces de terre et de mer disponibles au cap Breton, remonter le Saint-Laurent et agir directement contre Québec, point central du mouvement des trois corps expéditionnaires et où ils devaient opérer leur jonction.

Plan de Pitt pour l'attaque du Canada par trois corps séparés.

1759

L'exécution de ce vaste plan présentait d'immenses difficultés provenant principalement de la grandeur des distances et des obstacles naturels d'un pays presque partout inculte, hérissé de forêts impénétrables, coupé par d'immenses lacs, des marais et des rivières. Québec surtout, occupait sur le Saint-Laurent une position dont

la force égalait la magnificence [1]. Il fallait pour l'emporter, tout à la fois, l'assistance de la fortune et l'audace d'un héros, Pitt obtint l'un et l'autre.

Wolfe est nommé chef de l'expédition dirigée sur Québec.

Son choix s'arrêta sur Wolfe, l'un des plus jeunes officiers généraux de l'armée anglaise, mais qui déjà s'était fait remarquer en diverses rencontres par son coup d'œil et son courage. Il n'était pas favorisé des dons extérieurs : ses manières au premier abord étaient froides et peu engageantes; mais sous une enveloppe frêle et maladive il cachait un esprit élevé, un sens droit, et un cœur intrépide. Il avait l'ambition des grandes choses; son amour de la gloire et son ardeur martiale étaient tempérées et épurées par une piété sérieuse, par les émotions d'une nature sensible, religieuse et compatissante : son âme enfin brûlait de cette flamme généreuse dont furent animés avant lui les Guesclin, les Bayard, les Lanoue; Wolfe était un héros et un héros chétien.

Son caractère.

La tâche principale et la plus difficile lui fut confiée dans l'exécution des plans de Pitt. Il reçut l'ordre de s'embarquer avec huit mille hommes sur la flotte de l'amiral Sanders, de doubler le cap Breton, de remonter le Saint-Laurent aussitôt que la fonte des glaces permettrait la navigation sur ce fleuve, et enfin de réduire Québec avec l'aide des deux autres corps expéditionnaires, dont l'objet principal devait être, en suivant chacun une marche très-différente, de se réunir devant cette place et d'aider Wolfe à l'emporter : il en arriva autrement, et ce que trois devaient faire un seul l'exécuta.

1. Charlevoix, *Description de la Nouvelle France.*

La colonne du général Prideaux marcha sur la forteresse de Niagara et l'investit : Prideaux fut tué à la première attaque et remplacé par sir Samuel Johnson, qui eut bientôt à livrer un combat contre un corps d'environ deux mille hommes des milices coloniales, et de sauvages indiens accourus au secours de la place. Les Indiens commencèrent l'attaque et fondirent sur les Anglais, dit un historien, avec d'épouvantables hurlements, qui dominèrent le bruit de la grande cataracte [1]. Ils furent repoussés, poursuivis à plusieurs milles, et la forteresse, témoin de leur sanglante déroute, capitula. La chute de cette place acheva de couper aux Français tout moyen de communication entre leurs établissements du nord et du midi : ce résultat fut le seul qu'obtint sir Samuel Johnson, qui se vit hors d'état de profiter de sa victoire et de poursuivre sa marche en franchissant le lac Ontario.

Marche du premier corps sous Prideaux et Johnson.

Le corps le plus considérable, fort de douze mille hommes, et dirigé par le général Amherst sur Ticondéroga, trouva la forteresse abandonnée par la garnison. Il s'avança jusqu'à *Crown-Point*, seconde position fortifiée au bord du lac : les Français l'évacuèrent également à l'approche de l'ennemi, et se retirèrent dans la petite île de Noix, à l'extrémité septentrionale du lac, position plus forte que les deux autres, défendue de tous côtés par les eaux, et qui fermait aux Anglais la route du nord. Amherst, pour les y forcer, fit construire une flottille ; mais avant qu'elle fût prête, l'hiver vint, et il lui fut impossible de prêter aucune assistance à Wolfe, ou même de communiquer avec lui.

Marche du second corps sous Amherst.

1. Grahame, *Histoire des États-Unis*.

Opérations du troisième corps sous Wolfe.

Wolfe cependant avait heureusement exécuté ses premiers ordres, et le 27 juin il prit terre dans l'île d'Orléans, en face de Québec. Cette île, de vingt milles de long sur sept de large, défend les approches de la ville qui couronne les hauteurs à quelques milles de distance en amont, sur la rive gauche du Saint-Laurent et au confluent du fleuve avec la rivière de Saint-Charles. Ce fleuve magnifique, dont les deux bras qui enferment l'île d'Orléans ont chacun quatre à cinq milles de largeur, se resserre tout à coup devant l'embouchure du Saint-Charles, et baigne, durant plusieurs lieues au-dessus de la ville, le pied de rochers d'une grande élévation et de pentes inaccessibles : sur ces rochers est un grand plateau nommé plaine d'Abraham, qui se trouve de niveau avec la haute ville de Québec et qui domine la ville basse, voisine du port, dont un large banc de sable ferme l'entrée. Au-dessous de la ville et de l'embouchure de la rivière Saint-Charles, les bords du Saint-Laurent sont aussi très-escarpés et d'un accès impraticable sur une étendue de trois à quatre milles, jusqu'à l'endroit où un petit cours d'eau, rivière ou torrent de Montmorency, se précipite de deux à trois cents pieds dans le fleuve, presque en face de la pointe occidentale de l'île d'Orléans. C'est là, sur ces hauteurs, entre le Montmorency et le Saint-Charles, que l'habile et vigilant marquis de Montcalm, défenseur de Québec, avait établi un vaste camp retranché pour sa petite armée de dix mille hommes, formée de troupes régulières, de milices coloniales, et en partie aussi de tribus sauvages sur lesquelles il exerçait, par son langage et ses manières bienveillantes, un immense ascendant. Montcalm communiquait avec la ville par un pont de ba-

Positions des Français sous Montcalm.

teaux jeté sur le Saint-Charles, et avait confié, de l'autre côté de la ville, la surveillance et la garde des hauteurs d'Abraham, à un corps de quinze cents hommes, force qui semblait plus que suffisante pour prévenir toute surprise de la part de l'ennemi.

Wolfe multiplia sans succès les efforts pour faire quitter à Montcalm son excellente position qui dominait toute la rive gauche du fleuve : il fit en vain battre la place par son artillerie, en la menaçant d'une attaque de front. Montcalm demeura immobile, et Wolfe, n'ayant pu réussir à l'attirer hors de son camp, essaya de l'y forcer. Le 31 juillet, à la marée basse, il descendit le Saint-Laurent et débarqua ses troupes sur la plage étroite, à l'endroit même où se précipite le torrent de Montmorency. Les grenadiers anglais montèrent résolument à l'assaut des rochers sur lesquels était établi le camp français : mais Montcalm veillait : il les reçut par un feu meurtrier, il repoussa les assaillants, les culbuta, lança à leur poursuite ses sauvages auxiliaires, et contraignit Wolfe à se rembarquer.

Première attaque de Wolfe repoussée.

30s pt. 1759.

La saison s'avançait : les combats, les fatigues, les privations, avaient réduit de moitié la petite armée des assiégeants. Wolfe ne recevait ni renforts de l'Angleterre ni aucune nouvelle du général Amherst et de son corps d'armée ; ses soldats murmuraient, lui-même avait été malade, il était triste et presque découragé [1],

1. Wolfe exposa lui-même à William Pitt sa situation presque désespérée dans une lettre où il lui rend compte de son inutile attaque sur le camp de Montcalm. Cette lettre est un chef-d'œuvre par la lucidité de l'exposition, par l'élégance, la précision et la sobriété de langage. Elle n'est pas moins remarquable par l'expression d'un profond sentiment de patriotisme et d'hon-

quand son regard s'arrêta sur une petite anse située à environ deux milles au-dessus de Québec, et au fond de laquelle monte un sentier presque à pic entre de hauts rochers. Wolfe conçut l'espoir de conduire son armée à travers cet étroit passage jusque sur les hauteurs d'Abraham : il prit soudain toutes les dispositions nécessaires pour exécuter son hardi projet et pour abuser l'ennemi. Il partagea ses bâtiments de guerre, il leur prescrivit de faire deux fausses démonstrations d'attaque, l'une sur le camp de Montcalm, l'autre à une lieue environ au-dessus de la ville, au pied des hauteurs d'Abraham, et il réunit lui-même, sur le point de la rive droite du fleuve qu'il occupait, le plus grand nombre de transports disponibles. A une heure du matin, le 13 septembre, favorisé par une nuit très-sombre et par la marée, il fit embarquer ses régiments réduits ensemble à trois mille cinq cents hommes, et se laissa porter par le flux vers le lieu qu'il avait choisi sans être aperçu des sentinelles françaises disséminées sur le rivage. Le plus grand calme régnait à bord : Wolfe seul, dit un témoin, récitait, à voix basse et à l'oreille de ses officiers, quelques strophes de la célèbre élégie de Gray, où se trouve ce vers de sinistre présage : *Le chemin de la gloire est celui de la tombe*[1] ! Quelques instants après, on aborda en face de l'étroite ouverture pratiquée dans le roc. Les soldats dé-

Attaque des hauteurs d'Abraham.

neur militaire. Elle est datée du 2 septembre 1759 et a été reproduite dans l'*Annual register* de la même année, p. 241-246.

1. *The path of glory leads but to the grave.* Wolfe en achevant cette citation ajouta cette parole, utile à méditer par les hommes de guerre, étrangers au culte des lettres : Messieurs, dit-il, je préférerais l'honneur d'avoir fait ce poëme à celui de prendre Québec. » Ces détails intéressants nous ont été transmis par le professeur Robinson, d'Edimbourg, midshipman dans sa jeunesse,

barquèrent et commencèrent l'escalade : un régiment écossais des Higlanders, conduits par le colonel Howe, formait l'avant-garde : Wolfe suivait avec ses grenadiers. Les Anglais montèrent ainsi le long du précipice avec des peines inouïes, dérobés par les ténèbres au poste qui gardait ce passage et protégés par le murmure des vagues roulant au pied des roches. Ils furent aperçus enfin : les sentinelles françaises firent feu; les assaillants leur répondirent en poussant des cris et en tirant au hasard : le poste français, ainsi surpris dans l'obscurité par un ennemi invisible, crut le plateau envahi, prit la fuite et se replia sur la ville où il jeta l'alarme. Les Anglais gagnèrent sans plus d'obstacles le sommet des hauteurs : avant le jour, Wolfe et ses régiments occupaient la plaine d'Abraham aux environs de la ville, et Montcalm apprit le péril dont il était menacé. Il accourut alors, et, franchissant la rivière de Saint-Charles avec toute son armée, il vit l'ennemi déjà en marche sur Québec. La bataille, qu'il avait jusqu'alors sagement évitée, était devenue indispensable, et des deux côtés on s'y prépara. Wolfe mit les Highlanders à sa gauche, qu'il disposa en potence pour éviter d'être enveloppé : il se tint sur la droite avec ses grenadiers, au lieu même où il supposait que l'action serait la plus vive : des tirailleurs couvraient son centre. Montcalm, en face des Anglais, entremêla habilement ses troupes régulières et ses milices canadiennes; il commanda à ses Indiens de tourner la gauche de l'ennemi, tandis que ses meilleurs

Bataille de Québec.

13 sept. 1759.

et qui se trouvait alors avec Wolfe et à son bord. (Voyez l'*Histoire des États-Unis*, par Grahame, v. IV, p. 51.)

tireurs, au nombre d'environ quinze cents, occupaient le centre de sa position. Leur feu, bien dirigé, jeta le trouble d'abord parmi les Anglais : Wolfe les rallia, leur prescrivant d'attendre et de réserver leur feu. Les Français avançaient, tirant toujours : une balle atteignit Wolfe au poignet : il demeura ferme à son poste, et voyant l'ennemi à quelques pas, il commanda une décharge meurtrière, puis s'élança, exhortant ses grenadiers de la voix et du geste : il fut atteint d'une balle dans le flanc, une troisième lui perça la poitrine. Wolfe tomba et fut enlevé mourant du champ de bataille : il donnait à peine quelques signes de vie, quand soudain l'officier de garde près de lui s'écria : « Ils fuient! — Qui est-ce qui fuit? demanda le blessé en relevant la tête. — Les Français, répondit l'officier. – Je meurs content, dit Wolfe, et il expira. Son brillant rival, Montcalm, ne survécut pas à sa défaite : grièvement blessé lui-même et ramené dans la ville, il apprit que le coup était mortel : « Tant mieux, dit-il, je ne verrai pas la prise de Québec. » Il mourut le lendemain. Quatre jours plus tard, le 18 septembre, la ville capitula : la garnison en sortit avec les honneurs militaires pour être reconduite en France, et les Anglais prirent possession de leur conquête.

Mort de Wolfe et de Montcalm.

Capitulation de Québec.

18 sept. 1759.

La prise de Québec excita en Angleterre d'immenses transports, tempérés cependant par de navrants regrets pour le jeune héros enseveli dans sa victoire. Son corps, porté dans sa patrie, y fut reçu avec des honneurs solennels, et déposé à Westminster, au milieu des tombes des grands hommes et des rois : ses funérailles furent faites aux dépens du trésor, et Pitt prononça l'éloge funèbre de Wolfe avec toute la pompe du style oratoire. Un hommage

plus éloquent, par sa simplicité même, lui fut rendu au delà de l'Atlantique, sur le théâtre même de ses exploits, et confondit dans un mutuel et glorieux souvenir le héros vaincu et son vainqueur : un obélisque de soixante pieds fut dressé sur une des places de Québec, et deux mots seulement y furent inscrits : WOLFE et MONTCALM.

La prise de Québec, sur laquelle nous nous sommes particulièrement étendus, fut l'événement le plus considérable de la campagne de 1759 ; mais partout cette année, dans les deux mondes, la politique de Pitt fut couronnée par le succès et l'Angleterre victorieuse. La France, où le duc de Choiseul dirigeait les affaires, avait conclu l'année précédente avec Marie-Thérèse un nouveau traité plus onéreux encore que le précédent : elle s'était engagée à entretenir cent mille Français en Allemagne durant la guerre, et à abandonner à l'Autriche tout ce qu'elle pourrait conquérir au delà du Rhin [1]. Elle avait fait des efforts extraordinaires pour y grossir ses armées, dont l'une, sous le maréchal de Broglie, surveillait à Francfort les bassins du Rhin et du Mein, et dont l'autre, sous Contades, commandait le cours de la Lippe. De Broglie remporta une victoire signalée sur Ferdinand de Brunswick près de Francfort, et, combinant ses mouvements avec ceux du maréchal de Contades, ils emportèrent Cassel, Munster et Minden, refoulant devant eux les Hanovriens et les Anglais jusqu'au

Quatrième campagne en Allemagne.

1759

1. La France s'engageait, en outre, par ce nouveau traité, à payer seule le subside à la Suède et l'entretien des troupes saxonnes : elle promettait d'appuyer l'élection du fils de Marie-Thérèse comme roi des Romains, et garantissait à l'Autriche la conquête de la Silésie et du comté de Glatz. (Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXIX.)

Victoire du prince Ferdinand de Brunswick à Minden.

1759.

Weser. Le Hanovre semblait encore une fois ouvert aux Français, et ils se disposaient à y entrer, lorsque, trompés par de fausses démonstrations de l'ennemi, Contades et de Broglie engagèrent une action décisive aux environs de Minden, sur un terrain défavorable, où ils furent battus et mis en déroute. L'inaction de la cavalerie anglaise, sous lord George Sackeville[1], sauva les Français d'une complète destruction[2] : trois fois ce général reçut l'ordre de charger : il n'en tint compte et resta immobile[3]. L'armée française néanmoins perdit huit mille hommes, une partie de son artillerie, dix-sept drapeaux et ses bagages ; elle perdit aussi tout le territoire qu'elle avait conquis entre le Weser et le Rhin.

Cette victoire du prince Ferdinand, quoique incomplète, fut d'un grand secours au roi de Prusse qui, peu de jours après, le 12 août, fut complétement battu à Francfort, par les Autrichiens et les Russes, et si Brunswick n'eût repoussé les Français à Minden, ou s'il y avait eu plus de concert entre les Russes et les Autrichiens vainqueurs à Francfort, la monarchie prussienne eût péri après cette sanglante journée. Le désaccord entre les généraux ennemis contribua puissamment au salut des Prussiens. Frédéric retrouva une armée dans la Saxe qu'il recouvra, moins la ville de Dresde, et où il prit ses quartiers pour l'hiver à Friedberg.

1. Lord George Sackeville avait succédé, dans le commandement du corps auxiliaire anglais, au duc de Marlborough, mort de maladie.

2. Sismondi, *ut suprà.*

3. Traduit en jugement pour désobéissance, lord G. Sackeville fut déclaré incapable de servir dans les armées anglaises. Il rentra en grâce dans la suite et eut une part active dans le gouvernement du royaume.

Dans le cours de cette année si fatale à la France, la mer ne lui fut pas plus propice que le continent. Deux flottes, réunies l'une à Toulon sous M. de la Clue, l'autre à Brest sous M. de Conflans, avaient reçu l'ordre de seconder une descente projetée des Français en Angleterre. Ce vaste plan, dont les vents contraires firent ajourner l'exécution, avorta entièrement : la flotte de Toulon, après avoir franchi le détroit de Gibraltar, fut atteinte le 18 août, par l'amiral Boscawen, à la hauteur du cap Saint-Vincent, près de Lagos, dans les Algarves : elle fut battue : l'amiral la Clue tomba mortellemen blessé au commencement de l'action : les Anglais prirent ou brûlèrent quatre vaisseaux, les autres échappèrent et trouvèrent un refuge à Cadix. Trois mois plus tard, le 20 novembre, la flotte de Brest eut le même sort : l'amiral Hawke la rencontra près de Quiberon et lui livra bataille, dans une nuit orageuse, au milieu des écueils qui défendent la côte : trois vaisseaux français furent coulés à fond, deux sombrèrent, un fut pris, plusieurs autres échouèrent et furent brûlés sur le rivage. Le reste de la flotte fit force de voiles et chercha un refuge dans les eaux de la Vilaine, où les bâtiments demeurèrent engagés sans pouvoir en sortir. Dans ces journées l'avantage du nombre fut du moins du côté des vainqueurs[1], triste adoucissement aux douleurs de la France, saignant déjà de tant de blessures et qui vit ainsi renversées et détruites les vastes espérances qu'elle avait fondées sur sa marine. Les nouvelles des Indes enfin, où déjà, comme nous le dirons bientôt, succombait

Désastres des flottes françaises à Lagos et à Quiberon

1759.

1. Les Anglais avaient quatorze vaisseaux, les Français douze.

partout sa puissance devant celle de son heureuse rivale, n'étaient pas moins satisfaisantes pour l'Angleterre : toute la nation était dans l'ivresse et l'année 1759 s'acheva pour elle au milieu des triomphes.

Pitt, à l'ouverture du parlement, se vit porté à ce faîte au-dessus duquel l'ambition humaine n'a plus rien à prétendre. Il était considéré par ses concitoyens et par l'étranger comme le principal auteur de la fortune et de la gloire de son peuple [1]. Le parlement fut encore unanime pour mettre dans ses mains tous les trésors de la patrie dont il faisait pour elle un si noble usage. Ce n'étaientpas des lauriers stériles qu'il avait conquis, c'étaient aussi de nouveaux et immenses débouchés pour le commerce anglais dans les deux mondes. Ce glorieux résultat fut constaté sur le monument que les citoyens de Londres ont élevé à Pitt, à Guild-Hall, et où on lit que sous son administration *le commerce anglais fleurit en même temps que la guerre et par la guerre*.

L'année 1760 compléta les malheurs de la France. La campagne s'ouvrit par une tentative hardie du chef d'escadre Thurot qui, parti de Dunkerque l'année précédente, avec cinq vaisseaux échappés à la surveillance de la flotte anglaise, avait été jeté par les vents sur la côte de Norwége. De là, fidèle aux instructions qu'il avait reçues, il se dirigea sur l'Irlande, où une descente des Français avait été projetée, et dont la population in-

1. « L'Angleterre, dit le roi de Prusse, a été longtemps en travail, et elle a eu beaucoup de peine à produire au jour M. Pitt ; mais enfin elle a enfanté UN HOMME. »

digène était maintenue par une législation oppressive dans un état d'hostilité permanente. Informé de la défaite de la flotte française à Quiberon, et n'ayant lui-même aucun espoir d'être secouru, il voulut du moins venger son pays par un coup d'éclat, et paraissant avec trois frégates devant Carrick-Fergus, il débarqua, marcha sur la ville avec six cents hommes et l'emporta d'assaut. Il se retira devant des forces supérieures, et fut attaqué, en vue du rivage, par une division anglaise. Thurot lutta héroïquement jusqu'à la dernière extrémité : il fut tué enfin sur son bâtiment prêt à sombrer : ses frégates touchèrent sur des écueils, elles furent prises et leur capture ajouta aux trophées de l'Angleterre.

Expédition de Thurot en Irlande.

1760.

Sa mort.

Les Français ne succombaient pas sans gloire dans cette guerre désastreuse, mais le faible gouvernement de Louis XV, malgré les louables efforts de M. de Choiseul, secondait mal leur héroïque valeur. Les derniers coups furent portés cette année à leur puissance dans le Canada, que défendait toujours Vaudreuil à Montréal, et où les Anglais n'avaient encore à Québec que des forces insuffisantes. Vaudreuil tenta de recouvrer cette ville, et envoya, dans ce but, une flottille avec cinq mille hommes de troupes sous les ordres du chevalier de Levis, à l'époque de l'année où, libre dans son cours supérieur, le Saint-Laurent était encore fermé à son embouchure par les glaces. Le gouverneur Murray occupait alors Québec avec trois mille hommes. A l'approche des Français qui, débarqués sur la rive gauche à une grande distance de la ville, s'avançaient, comme Wolfe, par le plateau d'Abraham, Murray sortit à leur rencontre avec sa garnison, engagea le combat, fut

Attaque et siége de Québec par les Français 1760.

battu, perdit mille hommes et rentra dans la place que les Français investirent. Mais la terre, encore couverte de neige, était durcie par la gelée, les travaux du siége avançaient avec lenteur, et avant qu'ils fussent terminés les glaces étaient déjà fondues à l'embouchure du Saint-Laurent. Si une force navale française se fût alors montrée, Québec capitulait et le Canada demeurait à la France : mais elle ne parut pas et déjà une escadre anglaise sous lord Colville, remontait le fleuve : elle entra dans le port : il fallut lever le siége : la flottille française fut dispersée ou détruite, et le chevalier de Levis regagna Montréal en abandonnant à l'ennemi son artillerie, ses munitions et ses bagages.

Le marquis de Vaudreuil vit alors, converger vers cette place à peine fortifiée, trois armées anglaises, l'une venant de Québec, une autre de Crown-Point, et la troisième d'Oswégo sur le lac Ontario. Celle-ci, forte de dix mille hommes, marchait sous le gouverneur général Amherst, dont les ordres furent si bien exécutés que, dans les premiers jours de septembre, les trois corps anglais, partis de points si différents, prirent terre presque ensemble dans l'île de Montréal et investirent la ville. En présence de forces si nombreuses, la valeur devenait impuissante, toute résistance était vaine et Vaudreuil obtint une capitulation honorable. Cependant le gouvernement français avait fait un effort, et une flottille portant des secours de toute sorte sous la protection de plusieurs frégates avait reçu l'ordre de gagner Montréal. Elle arriva trop tard à l'entrée du Saint-Laurent : poursuivie par la flotte anglaise, elle fut attaquée et détruite dans la baie des Chaleurs, et le Canada fut perdu sans retour pour

Capitulation de Montréal

Le Canada enlevé à la France.

la France, qui ne conserva, de toutes ses possessions dans l'Amérique septentrionale, que les établissements de la Louisiane à l'entrée du Mississipi.

Les Anglais ne virent plus devant eux dans toute la région du Saint-Laurent et des grands lacs, d'autres ennemis que les Indiens Chérokois dont Montcalm s'était fait d'utiles auxiliaires et qui avaient combattu pour les Français avec toute la férocité habituelle à leur race. Le moment de les châtier était venu : les Anglais dirigèrent contre leurs tribus plusieurs expéditions successives : ils y portèrent le feu et les flammes et parurent vouloir rivaliser avec leurs sauvages ennemis en actes barbares et exterminateurs.

L'Europe centrale comme l'Amérique et l'extrémité sud de l'Asie étaient alors inondés de sang : mais là en Allemagne, entre le Rhin et l'Oder, théâtre de cette lutte affreuse, les combats, les ravages se succédaient presque sans relâche et sans autre résultat positif qu'un surcroît de férocité dans le caractère des armées et de leurs chefs, et qu'un immense accroissement de misère au sein des populations décimées. Frédéric, en 1760, dans sa cinquième campagne, menacé par cinq armées, par les Suédois dans la Poméranie, par les Autrichiens partagés en trois grands corps sous Daun, Laudon et Lacy, et par les Russes sous Totleben, redoubla d'activité pour échapper à tant de périls, et multiplia ses manœuvres habiles autant que hardies Il vit Berlin, sa capitale, au pouvoir des Russes, il tenta vainement de recouvrer Dresde qu'il bombarda sans pitié; mais il battit Laudon à Leignitz et Daun à Torgau où trente-sept mille hommes demeurèrent sur le champ de bataille. La pre-

Cinquième campagne en Allemagne. 1760

Victoires de Frédéric II à Leignitz et à Torgau.

mière de ces victoires affranchit la Silésie et força les Russes à évacuer Berlin, la seconde chassa les Autrichiens de la Saxe, où Dresde seulement, comme l'année précédente, demeura en leur pouvoir.

Frédéric soutenait ainsi avec ses propres forces le plus grand poids de cette guerre terrible, tandis que Ferdinand de Brunswick, avec les Hanovriens, et leurs auxiliaires allemands et anglais, contenait encore le maréchal de Broglie entre le Rhin et le Mein dans la Westphalie. Il n'y eut dans cette campagne, entre ces armées, aucune action décisive ; elle fut cependant glorieuse pour la France : Broglie battit l'ennemi à Corbach près de Cassel, mais fut ensuite battu lui-même à Wartbourg : il prit néanmoins possession de Cassel et de Gottingue : puis, ayant appris qu'une partie de l'armée ennemie commandée par le prince héréditaire de Brunswick avait passé le Rhin pour assiéger Wesel, Broglie fit marcher vingt-cinq mille hommes au secours de cette place, sous le marquis de Castries qui s'établit dans une forte position à Clostercamp, sur la rive même du fleuve. Le prince héréditaire, dans la nuit du 16 octobre, espéra l'y surprendre : un dévouement sublime déjoua son projet. Le chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, envoyé pendant la nuit à la découverte, est surpris, à une portée de voix de son camp, par les Hanovriens : vingt baïonnettes sont sur sa poitrine, s'il parle il est mort : « A moi, Auvergne! s'écrie-t-il, c'est l'ennemi. » Il tombe aussitôt percé de coups, mais le camp français n'est pas surpris, les Hanovriens sont repoussés avec une perte de douze cents hommes; ils lèvent le siége de Wesel et repassent le Rhin. Ce combat fut en Europe le dernier

Les Français vainqueurs à Corbach et à Clostercamp

Dévouement de d'Assas.

1760.

événement mémorable de cette année, où la France comme on l'a vu, perdit le Canada, et où les derniers coups furent portés à sa puissance dans les Indes Orientales.

Tandis que Clive jetait dans le Bengale les fondements de la puissance de l'Angleterre, la France envoyait dans le Deccan, pour y conserver ses établissements, l'homme le plus propre à en achever la ruine, le comte de Lally, Irlandais d'origine [1], lieutenant-général des armées du roi et désigné par le vœu même de la compagnie des Indes au choix du gouvernement. Lally était brave, intelligent, actif et s'était personnellement distingué, dans la guerre de la succession d'Autriche, aux journées de Dettingen et de Fontenoy : mais il compromettait ces brillants avantages par de grands défauts, dangereux surtout dans l'exercice d'un commandement lointain sans surveillance et sans contrôle : il était dédaigneux, violent, rempli de présomption et tout à fait ignorant des ressources et des mœurs des contrées mêmes qu'il était appelé à gouverner. Il montrait le plus grand mépris pour la politique de ses prédécesseurs et repoussait toute alliance avec les princes indigènes; il saurait enfin, disait-il, purger le pays des intrigants de toute sorte et des spéculateurs qui, en compromettant la compagnie et en abusant de son nom, étaient le plus grand obstacle à ses progrès.

Lally nommé gouverneur des possessions françaises dans les Indes.

Nommé gouverneur-général de l'Inde française avec des pouvoirs illimités, Lally s'embarqua avec quinze

1. Il était originaire de *Tully-Dale*, nom qui fut modifié en celui de *Tollendal*.

cents hommes sur l'escadre du comte d'Aché, et jeta l'ancre, à la fin d'avril 1758, dans la rade de Pondichéry. L'amiral Pockoke commandait l'escadre anglaise dans ces parages; il livra sur-le-champ deux combats peu décisifs au comte d'Aché, qui après avoir soutenu dignement l'honneur de son pavillon, fit voile pour l'Ile-de-France. Lally à peine débarqué fit pressentir tous les malheurs de son gouvernement. Sa violence naturelle, sa bouillante impétuosité semblaient accrues encore sous l'action du brûlant climat de l'Inde, et quelques-uns de ses actes parurent tout d'abord marqués d'insanité. Le jour même de son arrivée, il voulut marcher sur le fort Saint-David sans donner un repos nécessaire à ses troupes : il fit à la France d'innombrables ennemis parmi les indigènes en heurtant brutalement leurs croyances traditionnelles et leurs plus indestructibles préjugés : il les assujettit pêle-mêle aux plus rudes travaux sans distinction de culte ou de castes, attachant au même joug le brahme et le paria [1]; il viola leurs pagodes sacrées, renversant et mutilant les images de leurs dieux [2]. Ses procédés avec ses propres officiers n'étaient ni plus sensés ni moins violents : il débuta cependant par des succès : il emporta le fort Saint-David et quelques autres places, entre autres

Conduite insensée du général Lally.

Premiers succès

1. Dans les Indes, dit l'historien Orme, les plus basses classes ont elles-mêmes leurs distinctions, de telle sorte que le *coolie* qui porte un fardeau sur la tête ne le porte pas sur l'épaule. Des distinctions semblables existent dans l'armée : le cavalier refuserait de couper l'herbe qui nourrit son cheval et maintenant encore le cipaye ne creuserait pas la tranchée qui doit le mettre à couvert du canon de l'ennemi.

2. La consternation causée par un tel acte fut plus grande parmi les Indous, que si Lally eût mis le feu à leurs villes et en eût massacré leurs habitants. — Mill, *ut suprà*.

la capitale de la province, Arcote, brillant théâtre des exploits de Clive. Exalté par ces premiers sourires de la fortune, il voulut prendre Madras et vint l'assiéger. Mais dans son impatience d'expulser les Anglais du Carnatic, il ruina l'influence et l'autorité de la France dans le Deccan en appelant près de lui le fameux Bussy, le conseiller, le visir et l'ami du soubadar Salabut, et le dernier des trois hommes illustres que la fortune avait donnés dans les Indes à la France. Bussy obéit et quitta Salabut. Celui-ci se sentait incapable de se défendre contre ses belliqueux voisins sans l'assistance des étrangers. Abandonné par les Français, il se jeta dans les bras de leurs rivaux et signa un traité avec l'Angleterre. Bussy, dont la présence dans le Deccan valait une armée, et dont Lally dédaigna l'expérience et les conseils, fut de peu de secours aux Français dans le Carnatic et acheva ainsi dans l'impuissance et l'obscurité sa glorieuse carrière.

Siége de Madras 1759.

Lally échoua devant Madras : il l'assiégeait avec toutes ses forces depuis deux mois lorsque l'amiral Pockoke entra dans la rade, amenant un renfort considérable aux Anglais. Lally craignit d'être enveloppé ; il leva promptement le siége et revint à Pondichéry, abandonnant sous les murs de Mâdras ses blessés, ses malades et cinquante-deux pièces d'artillerie. Quelques mois plus tard le comte d'Aché reparut avec des forces imposantes sur la côte du Coromandel : il rencontra l'amiral anglais le 2 septembre 1759 et combattit de nouveau vaillamment. Les Anglais obtinrent la victoire ; mais cette fois encore sans aucun résultat sérieux, et d'Aché après avoir jeté dans Pondichéry quelques secours en hommes et en argent, ramena son escadre dans les îles françaises.

Levée du siége 1759.

Combats sur mer.

Lally ne tenta aucune entreprise importante durant le reste de cette année (1759) où Clive accrut sans cesse, dans le Bengale et jusque dans la cour de Delhi, la crainte et le respect des armes britanniques et de son nom. Informé de l'invasion des états du nabab Meer Jaffier sa créature, par Shah Alum, fils aîné de l'empereur, qui à la tête d'une armée considérable avait envahi la ville de Patna, il rassura le nabab épouvanté [1] et marcha sur-le-champ à son secours avec un faible corps dont cinq cents Européens. Le seul bruit de son approche terrifia l'ennemi qui n'osa l'attendre : le siége de Patna fut levé et la guerre terminée. Une autre expédition, commandée par le lieutenant colonel Fordes, fut dirigée par ses ordres dans les *circars*, province du Carnatic, défendue par quelques troupes françaises sous le marquis de Constant : Fordes les battit et enleva la ville de Mazulipatam. Il eut plus tard à repousser de nouveaux adversaires : les Hollandais redoutant pour leur établissement de Chinsura, la puissance toujours croissante des Anglais, envoyèrent, de Java dans l'Hooghly, sept vaisseaux portant quinze cents hommes de troupes, avec l'ordre de remonter le fleuve et de demander compte de plusieurs griefs à la présidence de Calcutta. Quelques actes de violence furent commis par les Hollandais à leur entrée dans l'Hooghly [2]. Clive n'attendit pas leur

Nouveaux exploits de Clive 1759.

Agression des Hollandais.

1. Il écrivit au nabab ces paroles remarquables : « Ne traitez pas avec vos ennemis. Tenez pour certain que les Anglais sont des alliés fermes, inébranlables, et qui n'abandonnent jamais une cause lorsqu'ils l'ont une fois soutenue. » — Lettre de Clive, 10 février 1759.

2. Ils enlevèrent des pilotes anglais dont ils arrachèrent les services par la contrainte.

attaque : Fordes par son ordre les combattit avec des forces inférieures. Les Hollandais furent battus sur le fleuve et sur terre et perdirent tous leurs vaisseaux : ils se hâtèrent de négocier, payèrent les frais et désavouèrent toute intention hostile. Clive dont la santé était de nouveau gravement altérée, retourna bientôt après en Angleterre, mais il laissait dans les Indes un digne successeur. Leur défaite.

Le colonel Eyre Coote était récemment débarqué (octobre 1759) avec des forces régulières. Cet officier avait combattu avec distinction sous Clive à Plassey, et il était destiné comme lui à une grande illustration militaire. Il réunit sous son commandement deux mille Européens et environ quatre mille cipayes auxquels il communiqua son ardeur, et son premier fait d'armes fut l'attaque et la prise de l'importante forteresse de Wandewash située à égale distance de Madras et de Pondichéry et dont les Français avait réussi à s'emparer. Lally alors rentra en campagne et mit le siége devant cette place. Mais les Anglais commandés par Coote vinrent lui présenter la bataille avec des forces supérieures sous le feu de la forteresse assiégée. L'action s'engagea et bientôt, malgré les brillants exploits des Français et de leur général, le nombre l'emporta, ils furent vaincus : Bussy demeura prisonnier, et Lally avec les débris de son armée rentra dans Pondichéry.

Victoire des Anglais sous Eyre Coote à Wandewash

1760.

La victoire des Anglais à Wandewash eut, comme celle de Plassey, d'immenses résultats et assura leur ascendant dans le Carnatic, comme la première l'avait établi dans le Bengale. Ils reprirent Arcote et plusieurs autres places, puis ils marchèrent sur Pondichéry. Instruit trop tard

par ses revers, Lally rechercha enfin l'alliance des indigènes et conclut un premier traité avec un puissant chef de l'armée de Mysore, Hyder Ali, dans la suite très-célèbre; mais une révolution intérieure, survenue dans l'état de Mysore, rendit ce traité illusoire, et les Français dans Pondichéry furent abandonnés à eux-mêmes. Le feu des Anglais s'ouvrit contre la place dans la nuit du 9 décembre 1760. Rien n'y avait été prévu pour un siége : bientôt la famine se déclara, il fallut se soumettre, et le 16 janvier suivant la ville se rendit sans capitulation. La garnison et son général furent faits prisonniers de guerre. Lally revit plus tard et pour son malheur le pays d'où, peu d'années auparavant, il était sorti superbe et confiant dans sa fortune, et où il trouva, au retour, des fers et un échafaud. Avec Pondichéry, la France acheva de succomber dans les Indes, où sa domination fut à jamais détruite.

Siége et prise de Pondichéry. 1760-1761

Pour ne point interrompre le récit des faits relatifs à la guerre en Orient, nous avons anticipé de quelques semaines sur l'histoire du règne suivant. George II n'était plus : il était mort subitement, le 25 octobre 1760, à l'âge de 75 ans, de la rupture d'un vaisseau dans le cœur : son règne fut pour la Grande-Bretagne, une ère de gloire et de prospérité : il s'éteignit au milieu du triomphe des armes anglaises, aux deux extrémités du monde, et dans les incomparables splendeurs de l'administration de William Pitt.

Mort de George II. Oct. 1760.

Ce roi, dont la valeur militaire fut le seul trait brillant, eut quelques autres qualités dignes d'estime, et un portrait judicieux à plusieurs égards, mais incomplet [1]

Son portrait.

1. Lord Waldegrave ne rappelle, dans ce portrait, ni l'avarice de George II

nous a été laissé de lui par un des hommes considérables qui l'ont approché de plus près [1]. « George II, dit lord Waldegrave, a une saine intelligence, quoiqu'elle ne soit pas de premier ordre : il comprend les hommes et les affaires. Ses ministres lui reprochent trop de précipitation et d'emportement ; cependant il supporte très-bien une contradiction respectueuse... Dès sa jeunesse il a aimé le travail, qui est devenu à peu près son seul plaisir. Il a plus de connaissance des affaires étrangères qu'aucun de ses ministres, et possède des notions générales et justes sur les ressources et les institutions de l'Angleterre ; mais ayant dépassé l'âge de trente ans à l'époque de la succession de la maison de Hanôvre au trône, et ayant fait depuis une longue expérience de la violence des partis, de l'injustice des clameurs populaires, de la corruption des parlements et des mobiles égoïstes des prétendus patriotes, il n'est pas surprenant qu'il ait montré quelque préférence pour les gouvernements où moins de restrictions sont apportées à l'autorité royale : cependant ses prédilections personnelles ont été si parfaitement contenues par la prudence, qu'elles n'ont eu aucune influence sur sa conduite. Au contraire, plusieurs lois favorables aux libertés publiques ont été rendues et il n'a été fait, durant ce long règne, aucune tentative pour étendre, au delà de ses limites, la prérogative de la

ni la licence de ses plaisirs dont la reine Caroline demeura jusqu'à la fin la docile confidente. Les étranges anecdotes rapportées à ce sujet par Horace Walpole dans ses *Réminiscences* ont été confirmées par les mémoires récemment publiés de lord Hervey, qui renferment quelques détails presque incroyables sur les aveux du roi et sur les complaisances de la reine. Vol. I, p. 500-502.

1. Telle est aussi l'opinion de M. Hallam, *Hist. const. d'Angl.*, c. XVI.

couronne. Il a autant de bravoure personnelle que qui que ce soit, quoiqu'on ait pu mettre souvent en question son courage politique, mais ce défaut n'est pas un mal, car s'il se fût montré, dans le cabinet, aussi résolu, aussi inébranlable qu'on l'a vu à Oudenarde, et à Dettingen, il n'eût pas été ce qu'il faut que soit un prince dans une monarchie limitée [1]. »

1. Lord Waldegrave, *Mémoires*, p. 5.



CHAPITRE V.

GEORGE III,

1760 — 1820.

I

Première partie du règne de George III, jusqu'à la formation du cabinet de George Grenville.

1760 — 1763.

George III avait vingt-deux ans lorsqu'il monta sur le trône qu'il devait occuper plus longtemps qu'aucun de ses prédécesseurs, au milieu des plus grandes commotions qui aient agité le monde moderne. Ce prince avait plus d'un trait de ressemblance avec le monarque infortuné qui plus tard fut son contemporain sur le trône de France, et possédait comme lui la plupart des qualités les plus recommandables dans l'homme privé. Il avait une conscience délicate, une piété sincère, une sollicitude véritable pour le peuple confié par la Providence à ses soins. Ses intentions étaient pures, ses mœurs exemplaires; il était laborieux [1], économe; il avait le sens naturellement droit, quoique très-peu étendu, et se montrait capable de discernement lorsque Caractère de George III

1. Il fit à cet égard de grands progrès avec les années. — Lord Waldegrave nous le montre très-ennemi du travail dans sa jeunesse. *Mémoires*.

la passion ou le préjugé n'interposaient pas leur voile entre les objets et lui. Là s'arrête le parallèle et aux ressemblances succèdent les contrastes. Si l'un fit trop souvent, en diverses occasions, le sacrifice de sa prérogative, l'autre fut jaloux de la sienne jusqu'à l'excès et la défendit avec un profond calcul, et une animosité ardente [1] que l'on croirait difficilement compatible avec une nature bienveillante et douce : si Louis XVI enfin montra souvent un trop prompt abandon de son sens personnel, une indécision déplorable, une faiblesse dangereuse surtout dans un souverain presque absolu, George III au contraire apporta, dans l'exécution de ses projets et dans toute sa conduite, une tenacité opiniâtre, une persistance souvent sombre et silencieuse [2], mais qui annonçait une volonté inflexible, pleine d'inconvénients et de périls, dans un état où la volonté du monarque n'est qu'un des éléments nécessaires de l'autorité souveraine, et sous l'empire d'une constitution dont le principal mérite consiste dans l'équilibre des pouvoirs. Ce trait néanmoins si prononcé plus tard, cette invincible persistance de vues et de volontés ne se manifesta que par degrés, et George III, dans les premiers temps, continua à témoigner la plus grande déférence pour les désirs et les conseils de sa mère, femme ambitieuse et passionnée, qui voulait dominer son fils et qui subissait elle-même l'empire de son favori, le comte de Bute, seigneur écos-

1. Lord Brougham, *Georges III.*

2. Est-il mécontent? sa colère n'éclate point en mouvements impétueux, mais il devient sombre, taciturne et se renferme dans son cabinet, non pour essayer de se calmer par l'étude ou la méditation, mais pour nourrir son ressentiment. Waldegrave, *ut suprà.*

sais, qui sous un extérieur avantageux, sous les formes pompeuses d'une gravité affectée, cachait beaucoup d'ignorance, de présomption et de légèreté [1]. Il n'occupait encore qu'une charge de cour [2], mais aussitôt après l'avénement du roi, lord Bute fut nommé membre du conseil privé : on s'aperçut bientôt de son influence toute-puissante dans les affaires et chacun vit en lui le nouvel astre vers lequel les courtisans et les ambitieux tournaient leurs vœux et leurs regards.

Influence de lord Bute.

La destruction entre les anciens partis, étouffés dans les dernières années par les prodigieux succès de l'administration de William Pitt, reparut au début du nouveau règne ; rien n'y contribua autant que l'élévation du nouveau favori : on donna généralement à ses partisans le nom de *torys* et celui de *whigs* à ses adversaires. Mais de cette époque date aussi un fait d'une grande importance pour le maintien de la paix publique en Angleterre, ce fut l'extinction presque complète du parti jacobite. Beaucoup d'hommes de familles anciennes, qu'un sentiment d'honneur avait tenus à distance du trône sous des princes hanovriens de naissance, et contre l'avénement desquels ils avaient énergiquement protesté lorsque les Stuarts conservaient encore quelque chance de remonter sur le trône de leurs ancêtres, n'hésitèrent point à se rallier à un roi jeune, né en Angleterre comme eux, attaché au

1. Lord Waldegrave, *Mémoires*, 38. Lord Bute, dans cet ouvrage peu étendu et peu connu, est peint de main de maître et jugé très-sévèrement par l'auteur dont il était connu, et qui rappelle à son occasion ce mot du prince de Galles Frédéric, père de George III. Lord Bute, disait le prince, ferait un excellent ambassadeur dans une cour où il n'y aurait rien a faire. *Id.*, *ibid.*

2. Celle de gentilhomme de la chambre du prince de Galles.

pays et à ses lois, et qui n'avait à leur reprocher aucune rébellion contre sa personne; on vit ainsi un grand nombre d'anciens jacobites reparaître à la cour où ils grossirent pour la plupart les rangs des torys.

Aucun changement sérieux ne fut apporté d'abord ni à la politique extérieure et guerrière dans laquelle le roi annonça l'intention de persévérer, ni dans l'administration intérieure dont William Pitt demeura le chef. Mais ce grand homme d'Etat reconnut bientôt que la situation n'était plus la même, qu'une influence secrète, étrangère au cabinet, cherchait à le dominer. On savait lord Bute en possession exclusive de l'oreille et de la faveur du roi, et déjà, pour satisfaire son ambition plutôt que par une sollicitude réelle pour le bien du pays, Bute se faisait l'organe d'une politique pacifique, toute contraire à celle de Pitt, contre qui il dirigeait sourdement une guerre perfide de journaux et de pamphlets [1].

Grande faveur de lord Bute.

Sa politique.

Le roi cependant continuait à recevoir de toutes parts des témoignages d'amour et de dévouement; il ouvrit la session parlementaire par ces belles paroles : «Né et élevé dans ce pays, je suis fier d'être appelé enfant de la Bretagne, et ce sera toujours le plus grand bonheur de ma vie, d'accroître le bien-être du peuple dont la loyauté et l'attachement ne cesseront pas d'être considérés par moi comme les plus fermes soutiens de mon trône [2]. «Le parlement, qui selon l'usage devait être dissous dans les

1. Voyez à ce sujet, le curieux journal de Dodington (*Dodington's Diary*), 16 janvier 1761.

2. Ce discours, dit lord Mahon, avait été composé par le chancelier Hardwicke et revu par Pitt; mais le roi y ajouta de sa main les paroles que nous venons de citer. — *Hist. d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht*, c. XXXVII.

six mois après l'avénement du nouveau roi, porta, sans opposition sérieuse à huit cent mille livres sa liste civile [1], vota un subside d'environ vingt millions sterling, et continua la subvention de six cent soixante-dix mille livres au roi de Prusse, que Pitt appela le magnanime allié de l'Angleterre. Les deux chambres votèrent également, dans cette courte session, un bill par lequel les juges obtinrent la permanence de leurs fonctions et de leur salaire, qui, par les statuts existants, eussent expiré avec le règne précédent. Ce bill, si important pour l'indépendance de la justice, fut rendu à l'unanimité; quelques heures plus tard, le parlement fut dissous [2].

Bills financiers.

Bill pour l'indépendance des juges.

Dissolution du parlement.

Mars 1761.

Un changement significatif survint alors dans le cabinet : lord Bute y remplaça lord Holderness dans sa charge de secrétaire d'Etat [3], et ce nouveau collègue fut donné à Pitt sans qu'il eût été ni consulté ni averti. Celui-ci se contraignit néanmoins, résolu à supporter des torts qu'il saurait dédaigner aussi longtemps qu'il ne serait point troublé dans la double direction de la guerre et des négociations à l'étranger, bien résolu d'ailleurs à renoncer à sa charge plutôt qu'à sa politique. Les divisions renaissantes entre les partis étaient encore peu sensibles et n'eurent qu'une très-faible influence dans les élections nouvelles, où l'on se préoccupa beaucoup moins des principes que des personnes, et dans les-

Lord Bute, secrétaire d'État.

1761

1. Le roi de son côté avait abandonné les diverses branches de son revenu héréditaire.

2. Le célèbre orateur des communes Onslow, se retira à cette époque, après avoir présidé trente ans la chambre avec honneur.

3. Lord Holderness obtint comme compensation la survivance de la charge lucrative de gardien des cinq ports.

Élections générales. 1761

quelles, pour cette cause, la corruption se montra plus générale et plus effrontée peut-être qu'à aucune époque précédente. Rien ne troubla ensuite durant quelques mois le calme intérieur du royaume, où les seuls événements d'un intérêt général furent le mariage du roi et son couronnement. George III demanda la main

Mariage et couronnement du roi. 1761

de la princesse Charlotte, sœur du duc de Mecklembourg-Strélitz, femme beaucoup moins remarquable par les dons extérieurs que par la beauté morale d'une âme pure, pieuse et charitable [1] : le roi l'épousa le 8 septembre 1761, et, peu de jours après, les deux époux qui devaient rester unis cinquante-sept ans sur le trône, furent couronnés en grande pompe aux acclamations d'une foule immense [2].

Tandis que l'Angleterre était encore préoccupée tout entière des fêtes et des espérances, préludes ordinaires

Sixième campagne en Allemagne. 1761

d'un nouveau règne, une guerre sanglante continuait à sévir dans l'Europe continentale. La Prusse était épuisée : Frédéric, pressé dans la Silésie par les Autrichiens sous Laudon et par les Russes sous Butterling, s'efforçait de tenir tête, avec cinquante mille hommes seulement, à deux armées chacune plus nombreuse que la sienne.

1. Aucune femme ne contribua autant qu'elle au progrès des bonnes mœurs en Angleterre. Une des dames de sa suite, nous a laissé ce détail, plein d'intérêt, sur une matinée du dimanche de la reine..... Ce matin, dit-elle, avant l'heure de l'église, comme j'entrais dans le cabinet de toilette de sa majesté, je la trouvai lisant un livre de piété aux trois aînées des jeunes princesses. Je ne me hâtai point dans mon service, heureuse que j'étais de contempler à loisir le soin pieux et maternel que mettait la reine à faire ressortir par la force et l'expression de sa voix chaque parole de laquelle ses filles pouvaient tirer un enseignement moral. Mme d'Arblay, *Journal*.

2. Le bruit courut et s'accrédita que le prétendant Charles-Edouard avait assisté sous un déguisement à cette cérémonie pour lui si poignante.

Il ne livra aucune bataille dans la campagne de 1761 et se tint sur la défensive à peu de distance de sa forte ville de Schweidnitz; mais Laudon, par un audacieux coup de main, emporta cette place fameuse, boulevard de la Silésie : les Russes enlevèrent presque en même temps au roi de Prusse celle de Colberg dont la prise leur permit d'hiverner en Poméranie; tandis que la chute de Schweidnitz laissait en Silésie le champ libre aux Autrichiens qui, pour la première fois depuis le début de la guerre prirent leurs quartiers d'hiver dans cette province. Frédéric prit les siens à Breslaw, il semblait aux abois [1]. Cependant il ne parut pas abattu et fit voir, dans une si grande extrémité, ce trait caractéristique des âmes fortes, cette qualité supérieure au génie même, une constance inébranlable et intrépide sous la pression d'une ruine imminente [2].

La fortune était mieux balancée sur le Mein, dans le Hanovre et dans la Hesse, où Ferdinand de Brunswick luttait avec les forces hanovriennes et anglaises contre cent-vingt mille Français partagés en deux armées sous de Broglie et Soubise. Celles-ci, après quelques heureux exploits du maréchal de Broglie, opérèrent leur jonction vers le milieu de l'année, près de Teutenburg, tandis que Brunswick occupait derrière la Lippe les champs si fameux dans l'histoire par la défaite des légions de Varus. La mésintelligence entre les deux maréchaux fut fatale aux Français : leurs mouvements fu-

1. Il écrivit au général Zastrow, gouverneur de Schweidnitz après la prise de cette place : « Voici le moment pour nous de dire comme François I[er] après Pavie : *Tout est perdu fors l'honneur.* »

2. On voit par les correspondances du temps que la situation à laquelle le roi de Prusse était réduit semblait désespérée.

rent mal concertés : de Broglie attaqua seul l'ennemi, le 15 juillet, près de Fillingshauzen, et fut repoussé : Soubise, le lendemain, marcha trop tard pour le soutenir, et la victoire leur fut ravie. Cet échec fut suivi de la disgrâce de de Broglie : il fut destitué et remplacé par d'Estrées [1].

La France eut cette année encore une autre disgrâce à subir. Belle-Isle, rocher stérile en face des côtes de la Bretagne, fut attaquée par neuf mille Anglais et prise après une résistance courageuse et prolongée du commandant français, le chevalier de Sainte-Croix. Pitt avait ordonné cette conquête humiliante pour la France, avec la pensée de lui en offrir plus tard la restitution en échange de Minorque. Déjà des négociations pour la paix étaient ouvertes entre les deux cours, et vivement suivies par le brillant duc de Choiseul qui dirigeait alors les conseils de la France; mais il rencontrait, dans son grand adversaire William Pitt, des prétentions excessives et absolues.

Charles III roi d'Espagne.

Le secours longtemps vainement espéré que la France reçut alors de l'Espagne prolongea les hostilités. Charles III avait succédé à son père Ferdinand IV sur le trône d'Espagne (1759). Il y apporta des vues intelligentes avec un grand désir du bien, et, par une administration vigi-

1. Soubise et de Broglie se dénoncèrent et s'accusèrent réciproquement à Versailles où Mme de Pompadour était encore toute-puissante. Soubise l'adulait et gagna sa cause; mais le public avait déjà pris l'habitude de casser les jugements de la cour. On jouait *Tancrède* au Théâtre-Français le jour où l'on apprit la disgrâce du maréchal de Broglie : le public lui fit l'application de ces deux vers :

On dépouille Tancrède, on l'exile, on l'outrage.
C'est le sort d'un héros d'être persécuté.

et ils furent applaudis avec transport. — Lacretelle, *Histoire de France au XVIIIe siècle.*

lante autant qu'éclairée, il répara beaucoup de ruines et fit de nombreuses améliorations dans son royaume. Mais il l'entraîna aussi dans une voie funeste en cédant aux sollicitations de la France par faiblesse pour son sang et aussi par d'anciens ressentiments contre les Anglais, et le 15 août 1761, il signa secrètement un nouveau *pacte de famille*. Ce traité stipulait une alliance mutuelle entre les diverses branches de la maison de Bourbon, déclarant ennemi de toutes quiconque, à l'avenir, le serait de l'une d'entre elles. Il était fait en vue des guerres qui éclatèrent dans la suite; il fut cependant, quant à l'Espagne, déclaré applicable à la guerre actuelle entre la France et l'Angleterre, dans le cas où celle-ci ne serait point terminée au 1er mai de l'année suivante (1762).

Nouveau pacte de famille entre les couronnes de France et d'Espagne.

1761

Pitt obtint par ses agents communication du pacte de famille avant qu'il n'eût été rendu public, et il ne voulut pas attendre pour attaquer l'Espagne que celle-ci eût ouvertement déclaré son hostilité. Il insista dans le cabinet pour frapper sur-le-champ les premiers coups : le moment, dit-il, était opportun : l'Espagne attendait du Nouveau-Monde ses galions chargés d'or : elle comptait sur ces ressources pour la guerre et il importait de les lui enlever. Mais Pitt rencontra une vive opposition dans le conseil, où Newcastle ainsi que lord Bute inclinaient à la paix, et se voyant impuissant à y faire prévaloir son avis, il offrit sa démission que le roi accepta : son beau-frère lord Temple suivit son exemple et sortit avec lui du cabinet [1].

Démissions de Pitt et de lord Temple.

1760

1. Lord Bute fut alors considéré comme premier ministre sans en avoir encore le titre.

Telle fut la fin du premier ministère de ce grand homme qui réussit, à force de succès, à réduire au silence l'esprit de parti, l'envie et la haine, et à remplir, pour un temps, la nation tout entière des fécondes ardeurs du patriotisme et d'un puissant esprit public. Il eut l'ambition d'un véritable homme d'Etat et ne voulut conserver le pouvoir qu'avec les moyens de l'exercer, selon ses vues, pour l'intérêt national : il donna enfin l'exemple d'une intégrité à toute épreuve et sortit sans s'être enrichi, d'un poste où il avait tenu dans ses mains tous les trésors de l'Etat [1]. Le roi lui donna une pension de cinq mille livres sterling et une pairie pour sa femme avec le titre de baronne de Chatham. Pitt ne voulut point recevoir pour lui-même cet honneur qui l'eût enlevé à la chambre des communes, théâtre véritable de sa force et de sa puissance. Il continua d'y siéger, qualifié glorieusement de *grand commoner* par l'admiration publique, et il y apporta quelque temps dans son langage, après sa retraite, une parfaite convenance de langage et une modération qui ne lui était pas habituelle.

Les événements lui donnèrent bientôt raison : l'Espagne dissimula jusqu'après l'entrée de ses riches galions dans ses ports : elle prit ensuite un ton hautain et menaçant qui ne laissa plus aucun doute sur ses intentions hostiles et la guerre fut déclarée à cette puissance. Celle-

Guerre avec l'Espagne. 1761

ci n'ayant pu contraindre le gouvernement portugais à faire cause commune avec elle contre l'Angleterre, une armée espagnole envahit le Portugal et marcha sur Lis-

1. H. Walpole, *to sir Hor. Mann*, nov. 1761.

bonne. Ce royaume où régnait don Joseph Emmanuel, fameux par ses débauches comme par sa cruelle persécution des jésuites, était ouvert à l'ennemi malgré l'administration forte et violemment réformatrice du marquis de Pombal. Dans sa détresse, il eut recours à l'Angleterre, son ancienne alliée, et un million sterling fut voté pour mettre le Portugal en état de défense. Lord Bute voyait ainsi avec humiliation et douleur les prévisions de Pitt justifiées, et se rallumer avec des chances nouvelles une guerre qu'on eût glorieusement et sûrement menée à terme, par des mesures plus promptes et plus hardies. Il persistait dans une politique incertaine et vacillante, et tandis que le pacte de famille doublait le nombre des puissances ennemies de l'Angleterre, le ministre affaiblissait ses alliances sur le continent en refusant au roi de Prusse son subside annuel. Il provoquait ainsi les justes plaintes de l'étranger, et il ajoutait, à l'intérieur, à l'irritation populaire, par son empressement à écarter du cabinet les collaborateurs et les collègues de Pitt dans l'administration précédente. C'est ainsi qu'en mai 1762, il congédia le dernier des hommes d'Etat qui pût lui faire ombrage, par son rang et sa longue expérience des affaires beaucoup plus que par son caractère personnel, et il contraignit le vétéran du cabinet, le facile, complaisant et ambitieux duc de Newcastle, à abandonner enfin le pouvoir et à se démettre de sa charge de premier lord de la trésorerie. Lord Bute l'y remplaça : celle de secrétaire d'Etat qu'il occupait fut donnée à George Grenville, qui avait récemment abandonné la politique de Pitt, son parent, pour s'attacher au nouveau favori : celui-ci fit nommer chancelier

Lord Bute, premier ministre.

de l'Echiquier une autre de ses créatures, sir Francis Dalshwood : il reçut bientôt après pour lui-même de George III l'ordre de la Jarretière, et fut ainsi porté au faîte sans justifier devant l'opinion cet amas d'honneur par ses talents ou ses services.

La fortune cependant demeura fidèle, presque malgré lui, aux alliés de l'Angleterre sur le continent, et à ses armes dans les régions lointaines où vibrait encore, dit énergiquement un écrivain de nos jours, l'instrument façonné par la puissante main de William Pitt[1]. Frédéric, qui semblait toucher à une ruine totale après la campagne précédente, fut tiré du péril par la mort soudaine de la czarine Elisabeth, à laquelle succéda son neveu le duc de Holstein sous le nom de Pierre III. Celui-ci était l'admirateur passionné de Frédéric : un de ses premiers actes fut de conclure un traité avec le héros germanique qu'il avait pris pour modèle. La Russie qui, sans motif sérieux, était entrée dans cette guerre pour la défense de Marie-Thérèse, se déclara, sans plus de raison contre elle, par un de ces brusques revirements si fréquents dans les états despotiques, et Frédéric trouva tout d'un coup des alliés et des auxiliaires dans ces mêmes Russes qui, la veille encore, l'avaient mis aux abois. La Suède suivit l'exemple de la Russie en se retirant de la confédération continentale ; mais elle garda la neutralité. Le roi de Prusse reprit alors l'offensive et, supérieur aux Autrichiens dans la Silésie, il tint à son tour Laudon en échec dans son camp retranché aux environs de Schweidnitz. Il l'attaqua le 20 juillet, enleva ses positions et le

Mort de la czarine Elisabeth Petrowna. Avénement de Pierre III. 1762

Septième campagne en Allemagne. 1762

1. Thackeray, *Vie de lord Chatham*.

refoula jusqu'aux frontières de la Bohème. Déjà cependant son allié le czar Pierre III avait perdu, dans une révolution de cour, sa liberté et sa couronne. Le sceptre était passé de ses faibles mains dans celles de sa femme, la princesse d'Anhalt Zest, qui devint Catherine II. Celle-ci retira ses armées du théâtre de la guerre; mais l'impulsion était donnée : la victoire n'abandonna plus Frédéric, et Daun fit de vains efforts pour soutenir Schweidnitz qui succomba le 8 octobre. Le roi recouvra ainsi toute la Silésie, tandis que le prince Henri son frère battait à Friedberg les Autrichiens et l'armée des Cercles.

Mort du czar Pierre III.

Avénement de Catherine II.

1762.

La guerre se poursuivait avec lassitude et mollesse en Hanovre et en Westphalie entre cent mille Français, commandés par Soubise et d'Estrées et l'armée hanovrienne et anglaise de Ferdinand de Brunswick. Aucun événement d'une grande importance ne marqua cette dernière campagne dans laquelle les Français abandonnèrent sans combat leurs positions à l'ennemi à Wilhemstal [1]. Les confédérés reprirent Gottingen et Cassel où dix-huit bataillons français mirent bas les armes; mais ils furent vaincus par Condé à Johannisberg.

Les coups décisifs furent portés par les Anglais dans les îles françaises et espagnoles de l'Amérique et de l'Asie. Leur flotte sous les ordres de l'amiral Rodney débarqua

1. La bataille de Wilhemstal perdue presque sans combat, et l'inaction de Soubise à la tête de 90,000 hommes durant l'attaque de Cassel et presque en vue de cette place, justifient, dit Napoléon dans ses Mémoires, cette parole d'un général athénien : *Une armée de cerfs commandée par un lion vaut mieux qu'une armée de lions commandée par un cerf.* Napoléon, *Précis des guerres de Frédéric II, ut suprà.*

Succès et conquêtes maritimes des Anglais.

1762

douze mille hommes à la Martinique. L'île fut prise et après elle Sainte-Lucie, Grenada et Saint-Vincent eurent le même sort. Une autre expédition, sous le comte d'Albermale et sous l'amiral sir George Pococke se dirigea sur la magnifique possession espagnole de Cuba : elle attaqua la Havane dont elle réussit à s'emparer et l'île entière fut conquise. Les armes anglaises n'étaient alors pas moins heureuses à l'autre extrémité du monde, dans les mers de la Chine où elles enlevèrent aux Espagnols la riche colonie de Manille et le groupe entier des îles Philippines. Vaincus dans leurs possessions lointaines, en Orient et en Occident, les Espagnols le furent encore en Portugal où ils s'étaient avancés et avaient pris plusieurs places fortes. Le débarquement d'une division anglaise à Lisbonne sous les ordres de lord Loudoun et du général Burgoyne arrêta leurs progrès : les Espagnols évacuèrent la place conquise et battirent en retraite devant les Anglais qui les refoulèrent en Espagne où ils enlevèrent leurs magasins et leurs réserves (1762).

Déjà des négociations pour la paix entre la France et l'Angleterre étaient ouvertes et activement suivies par le duc de Nivernois à Londres et par le duc de Bedfort à Paris. Les succès remportés par les armes anglaises dans la dernière campagne rendirent lord Bute plus impatient encore de conclure la paix : il savait que l'opinion les attribuerait à la politique belliqueuse de Pitt, son illustre adversaire, tandis qu'elle imputerait à lui seul le fardeau des nouvelles charges nécessitées par la prolongation de la guerre. Elles étaient immenses : la dette nationale avait doublé depuis le commencement des hosti-

lités et montait déjà à la somme énorme de cent-vingt-deux millions six cent mille livres sterling [1]. Telle fut la principale cause qui arrêta l'Angleterre au milieu de ses victoires. Lord Bute, en montrant moins d'empressement pour la paix, aurait pu, selon toute apparence, rendre celle-ci plus avantageuse encore pour son pays quoiqu'elle lui assurât d'immenses avantages et qu'elle fût aussi glorieuse pour l'Angleterre qu'humiliante pour la France et pour l'Espagne. Les préliminaires du traité furent signés au mois de novembre 1762. La France abandonnait à l'Angleterre toutes ses prétentions sur le Canada, sur l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse et sur l'île du cap Breton : elle recouvrait la Martinique, la Guadeloupe et quelques petites îles du golfe Mexique, ainsi que ses comptoirs en Afrique et aux Indes : elle évacuait tout le territoire occupé par ses armées en Allemagne et recouvrait Belle-Isle en échange de Minorque. L'Espagne reconnaissait aux Anglais le droit de couper le bois de campêche dans la baie de Honduras; elle leur cédait la Floride et reprenait possession des Philippines et de Cuba. La France, par une convention secrète, faisait un nouveau sacrifice, et, pour indemniser l'Espagne des pertes auxquelles son alliance l'avait entraînée, et en particulier de l'abandon de la Floride, elle lui cédait la Louisiane.

Accroissement de la dette publique.

Préliminaires du traité de paix.

1762

Le gouvernement anglais eut beaucoup de peine à faire adopter ces préliminaires, contre lesquels Pitt s'était prononcé avec force, lui reprochant d'abandonner ses alliés et de traiter sans eux, et refusant de reconnaître

1. *Parliamentary hist.*, XVI, 763-785.

que la part faite à l'Angleterre fût en rapport soit avec ses conquêtes, soit avec les immenses sacrifices qu'elle avait faits pour les obtenir. Lord Bute, pour combattre son influence redoutable, s'entendit avec Henri Fox, depuis plusieurs années à l'écart, maître consommé dans l'art de diriger les communes. Il lui accorda un siége dans le cabinet, sans que Fox voulût accepter aucune des charges qui donnaient le droit d'en faire partie [1], et il le fit reconnaître pour ministre de la couronne dirigeant et responsable dans les communes. Les plus graves imputations pèsent à cette époque sur la conduite de Fox [2] et ce fut, dit Horace Walpole, par la pratique d'une corruption effrontée et sans limites qu'il gagna un nombre considérable de membres à la politique de la paix [3]. Contre de tels arguments l'éloquence était impuissante. Pitt malade, les membres endoloris et brisés par la goutte, se fit traîner jusqu'aux portes du parlement au milieu des acclamations d'une foule enthousiaste : il eut de la peine à gagner sa place à l'aide des bras de ses amis : là, l'émotion lui rendant ses forces, il parla trois heures et demie avec une vigueur incomparable contre cette paix où il voyait une abdication du grand rôle conquis dans l'univers par son pays et qu'il pouvait revendiquer en grande partie comme son ouvrage. Mais la question était d'avance décidée, une forte majorité accepta les préliminaires.

Intrigues et manœuvres corruptrices de Henri Fox.

1. Fox préféra conserver l'office lucratif de payeur général des forces de terre et de mer, auquel il joignit une autre place d'une importance secondaire.

2. Lord Waldegrave rend un honorable témoignage au caractère d'Henri Fox, mais ses Mémoires s'arrêtent à une époque antérieure de six années à la paix de 1763.

3. Horace Walpole, *Mémoires du règne de Georges III*, ch. XIII.

Paix de Paris. Février 1763.

La paix définitive fut signée le 3 février suivant à Paris entre l'Angleterre, la France, le Portugal et l'Espagne, et quelques jours plus tard entre la Prusse et l'Autriche. Frédéric II conserva la Silésie et le comté de Glatz et promit sa voix au fils de Marie-Thérèse, l'archiduc Joseph, qui fut élu roi des Romains et succéda bientôt après à l'empire. Telle fut la fin de cette guerre effroyable, dans laquelle un caprice insensé, une rancune despotique, étrangère à tout intérêt national, avaient jeté à l'aventure la Russie et la France et où celle-ci perdit, avec son ascendant en Europe, toute sa puissance coloniale et maritime [2]. Les deux seules puissances auxquelles des prétentions sérieuses avaient mis les armes à la main, la Prusse et l'Autriche, se retrouvèrent après la paix, en face l'une de l'autre dans la même situation qu'avant la guerre. Le monde avait été ravagé sept ans : un million d'hommes avait péri [2] !

Le cabinet anglais qui avait été le principal auteur de la paix de Paris survécut peu à sa conclusion. Il lui avait fallu, pour réussir, faire violence à l'orgueil national exalté par de récentes victoires et adjoindre au cabinet Henri Fox, vieilli dans l'intrigue, endurci contre tout scrupule et depuis longtemps généralement haï et méprisé. Les bruits répandus alors sur les coupables pra-

1. L'État perdit dans le cours de cette funeste guerre la plus florissante jeunesse, plus de la moitié de l'argent comptant qui circulait dans le royaume, sa marine, son commerce, son crédit..... La dépense seule de l'extraordinaire, des guerres avait été, en une seule année, de quatre cents millions : qu'on juge par là du reste. La France aurait beaucoup perdu quand même elle eût été victorieuse. Voltaire, *Siècle de Louis XV*, ch. 35.

2. Cette évaluation résulte des calculs de Frédéric lui-même. Voy. Sismondi, *Hist. des Français*, t. XXIX, p. 265.

tiques du payeur général, pour conquérir dans le parlement une majorité en faveur de la paix, rendirent lord Bute plus impopulaire encore. On reprochait hautement à celui-ci d'avoir sacrifié les avantages certains d'une guerre glorieuse, à une ombrageuse jalousie contre le grand homme à qui l'Angleterre en était redevable : on rappelait son élévation soudaine obtenue, sans talents ni services, par un favoritisme de cour, plus odieux encore aux Anglais qu'à tout autre peuple : on le rendait enfin responsable des charges immenses au prix desquelles, tant de triomphes sur terre et sur mer avaient été payés et que de nouvelles victoires n'allégeaient plus ou ne faisaient plus oublier. Le gouvernement fut contraint pour les acquitter de recourir à de nouveaux impôts dont le plus impopulaire fut un droit sur les boissons. Ce droit, et en particulier celui qui frappa le cidre, et qui rendait indispensables des recherches domiciliaires et vexatoires, fut vivement combattu par William Pitt dans les communes [1], et souleva contre le ministre de violentes clameurs [2] dont le principal or-

Impôt sur le cidre.

1. Pitt prononça dans cette occasion le discours célèbre où il soutint que la *maison* de tout citoyen anglais devait être considérée comme une forteresse inviolable.

2. La taxe sur le cidre (*cyder tax*) tomba principalement sur les comtés de l'ouest, où cette boisson était le plus en usage, et qui, pour cette cause, étaient désignés sous le nom de *comtés à cidre* (cyder counties). C'était là que le trône au temps de la révolution avait trouvé ses plus nombreux et plus constants défenseurs : la loyauté de ces comtés avait été célébrée par les poëtes et était devenue presque proverbiale dans la nation. Ces souvenirs furent, à l'occasion du nouvel impôt, rappelés avec amertume, et la taxe sur le cidre y fut considérée par plus d'un gentilhomme campagnard, ou par des cultivateurs exaspérés, comme presque équivalente à une taxe sur la loyauté même. — Lord Mahon, *ut suprà*, c. 4.

gane fut un effronté démagogue, John Wilkes, déjà célèbre par le scandale de ses mœurs et trop fameux bientôt par l'audace séditieuse et la cynique impudence de ses écrits. Il attaqua lord Bute dans sa feuille périodique publiée sous le titre de *North Briton* avec toute la fureur d'une passion sans scrupule et sans frein : il réveilla, pour mieux enflammer les esprits, de vieux préjugés nationaux, des haines à peine assoupies en Angleterre, pour le pays où le ministre était né, et confondit dans ses attaques virulentes, le chef du cabinet et ses compatriotes, l'écossais Bute et l'Ecosse tout entière.

Violentes attaques du démagogue John Wilkes.

1763

Le ministère et surtout lord Bute et Henri Fox, avaient donné un aliment dangereux à l'opinion soulevée, en frappant tout d'abord leurs adversaires politiques par d'imprudentes rigueurs. Des hommes considérables du parti whig, les ducs de Newcastle et de Grafton et le marquis de Rockingham, avaient été brusquement destitués de leurs emplois à la cour, pour avoir blâmé une paix impopulaire. La vengeance des deux ministres s'était étendue jusqu'aux créatures et aux clients de ces puissants lords, sans autre résultat que celui d'accroître la violence et le nombre de leurs ennemis. Lord Bute devint ainsi rapidement l'objet d'une condamnation presque générale : dans une foule de lieux, le sentiment populaire fit explosion : le ministre fut outrageusement brûlé en effigie aux acclamations d'une multitude irritée [1]. Le

Impopularité de lord Bute.

1. En plusieurs endroits, le ministre fut brûlé en effigie, sous le ridicule emblème d'une grosse botte (par allusion au nom de Bute) et cette botte était affublée d'une robe ou d'un jupon, autre emblème destiné à rappeler l'intimité supposée entre lord Bute et la princesse douairière.

Sa retraite. poids de tant de haines fut trop pesant pour lui, il se retira avec Henri Fox devant le flot soulevé de la colère publique et offrit sa démission, que le roi accepta. Fox fut créé pair avec le titre de comte Holland, objet de son ardente ambition. Le nouveau lord de la Trésorerie fut George Grenville qui, avec les deux secrétaires d'Etat lord Halifax et lord Egremont forma la tête de l'administration nouvelle [1]. Lord Bute quitta ainsi le ministère, mais à la cour il garda une influence fâcheuse pour la réputation de la princesse douairière mère de George III, et funeste à celui-ci longtemps même après qu'il eut cessé de la subir.

George Grenville premier lord de la Trésorerie.

1763

II

Suite du règne de George III jusqu'au ministère de lord North. — Cabinets successifs de G. Grenville et du marquis de Rockingham.

1763-1765.

Sept années s'écoulèrent entre la conclusion du traité de Paris, si glorieux pour l'Angleterre, et la grande scission qui s'opéra sous le ministère de lord North dans l'empire britannique. Cette époque est stérile en grands événements : on y assiste à des luttes sans intérêt entre les diverses factions d'une oligarchie violente et sans grandeur, et aux combats mal habiles des grands pouvoirs de l'Etat contre une démagogie en ivresse ; com-

1. Lord Halifax, dit Chesterfield, avait du mérite, il était appliqué aux affaires et désintéressé ; lord Egremont était plein d'orgueil et de confiance en lui-même, mais incapable. — *Exposé de l'administration de lord Bute*

bats stériles pour l'histoire si, en manifestant la violence de la tempête ainsi déchaînée, ils ne montraient en même temps toute la force des institutions qui lui résistent et leurs racines enfoncées dans le cœur même de la patrie.

Le principal auteur de ces tristes désordres fut ce même John Wilkes, qu'on a déjà vu acharné contre lord Bute et qui, plus violent encore contre ses successeurs, occupa la scène et se fit une place considérable dans l'histoire de cette époque, par le cynisme de ses mœurs, par son impudente audace et plus encore peut-être par les fautes de ses adversaires et par l'illégalité des moyens qu'ils mirent en œuvre pour le combattre.

John Wilkes et le North-Briton.

Fils d'un riche brasseur de Londres, Wilkes dissipa la majeure partie de son patrimoine dans d'affreuses débauches [1] et le reste dans des luttes électorales qui firent de lui un membre des communes pour Aylesbury : il s'empressa de solliciter du gouvernement un poste considérable et lucratif, et n'ayant pu l'obtenir il se fit patriote. Fondateur du *North Briton*, publié surtout contre lord Bute et son administration, il consacra le quarante-cinquième et dernier numéro de cette feuille démagogique à décrier, à vouer au mépris et à l'indignation publique le discours prononcé par la couronne à la clôture de la session de 1763, et dans lequel le monarque se félicitait d'avoir conclu une paix honorable et glorieuse. Wilkes attaqua le discours avec

1. Wilkes avait loué en commun avec quelques hommes dissolus les restes de l'ancienne abbaye de Medelsham, délicieux séjour sur les bords de la Tamise, dont ils firent le théâtre d'orgies monstrueuses et d'abominations sacriléges.

la grossière violence habituelle à sa plume; il en parla cependant comme de l'œuvre, non du roi, mais des ministres. Ceux-ci, blessés au vif, s'indignèrent de l'offense faite, disaient-ils, au souverain, et ils engagèrent témérairement le combat avec la presse, sans se préoccuper suffisamment des moyens légaux de le soutenir. L'article incriminé avait paru sans signature; mais Wilkes ne pouvait se défendre de l'avoir écrit ou publié : il fut arrêté dans son domicile en vertu d'un mandat général (general warrant) [1] délivré par le secrétaire d'Etat Halifax contre les auteurs, imprimeurs ou éditeurs du séditieux libelle publié dans le quarante-cinquième numéro du *North Briton*.

Arrestation et poursuite de Wilkes.

1763

Conduit à la Tour, Wilkes invoqua son privilége comme membre du parlement et sollicita pour être mis en liberté un writ d'*habeas corpus* de la cour des plaids communs, présidée alors par le célèbre sir Charles Pratt. Il vint lui-même plaider sa cause devant ce magistrat à Westminster Hall, aux acclamations de la foule. Sa requête fut accueillie : Pratt fonda son arrêt sur ce qu'un membre du parlement ne perdait son privilége que pour les faits de trahison, de félonie ou de rupture de la paix publique : il déclara que la publication d'un libelle ne rentrait dans aucune de ces catégories et ordonna que l'auteur du *North Briton* fût mis en liberté.

Il avait suffi à Wilkes comme à tous les démagogues, pour capter la faveur populaire, d'attaquer outrageusement des hommes et des actes odieux à la multitude;

1. On nomme *général warrant*, un mandat conçu en termes généraux pour arrêter toutes les personnes soupçonnées ou accusées d'un délit quelconque sans qu'elles soient désignées par leur nom.

Lord Bute, les Ecossais, la taxe sur le cidre avaient été l'objet de ses violentes invectives : il en appelait, de ses injures personnelles, à la constitution et aux lois : c'était assez pour établir son patriotisme, son droit à l'estime comme à l'admiration des masses, et pour que ses adversaires fussent tenus d'apporter, dans leurs poursuites ultérieures, autant de mesure que de prudence. Il n'en fut rien, et ils le grandirent par les efforts maladroits qu'ils firent pour l'abattre. Ses papiers avaient été fouillés : on y trouva le manuscrit d'un poëme licencieux et blasphématoire intitulé *Essai sur la femme*, dont Wilkes était l'auteur et dont il avait tiré lui-même, pour quelques amis un petit nombre d'exemplaires. L'un de ceux-ci tomba dans les mains d'un de ses récents compagnons de débauche, lord Sandwich, qui au début de la session suivante, demanda la punition de son auteur, se portant lui-même pour champion de la religion et de la morale outragées. Il dénonça en même temps comme l'œuvre de Wilkes, et digne du même châtiment, une parodie odieuse, paraphrase impie du VENI CREATOR. Wilkes avait repris sa place dans les communes, et tandis que lord Sandwich excitait les lords à le punir pour ces deux productions criminelles, il était dénoncé devant la chambre basse où il siégeait, comme l'auteur du quarante-cinquième numéro du *North Briton* par lord North, l'un des membres de la Trésorerie, et par l'avocat-général sir Fletcher Norton qui l'un et l'autre appelèrent la vindicte des lois sur l'auteur et les imprimeurs de ce libelle dangereux. Wilkes prétendit de son côté, que son privilége comme membre du parlement avait été violé par son emprisonnement, et il réclama des agents

de l'Etat une forte somme pour dommages et intérêts. La chambre, après de fatigants débats, rendit un vote par lequel le numéro incriminé du *North Briton* était déclaré faux, scandaleux, séditieux, tendant à pousser les citoyens à la trahison et à la rébellion, et elle ordonna qu'il fût brûlé au lieu ordinaire des exécutions, et en présence des shériffs, par la main du bourreau. Le débat continua touchant l'auteur du libelle et il durait encore lorsque Wilkes reçut une blessure dangereuse dans un duel avec un de ses collègues des communes, insulté dans son journal [1].

Condamnation de Wilkes. Son expulsion des communes.

1763

Sa blessure ralentit les poursuites sans les arrêter, et un vote fut rendu dans les deux chambres, par lequel la publication d'un libelle était assimilée aux cas de trahison, de félonie ou de flagrant délit, pour lesquels le privilége du parlement ne pouvait être invoqué. Des voix illustres et surtout celle de Pitt s'élevèrent avec force contre une conclusion si contraire aux précédents et aux priviléges parlementaires [2]. Ce vote fut suivi d'une énergique protestation de la minorité opposante [3] : les lords enfin et les communes adressèrent ensemble une

1. Ce membre se nommait Samuel Martin.

2. Pitt s'éleva dans ce débat mémorable à une grande hauteur, et ne se montra préoccupé que du maintien des institutions et des priviléges du parlement, sans aucun souci de sa popularité en défendant même une cause populaire. C'est ainsi qu'en proclamant l'importance d'un principe, fondamental à ses yeux, des libertés anglaises, et que le gouvernement anglais avait méconnu dans sa conduite à l'égard de Wilkes, il accabla celui-ci du plus souverain mépris. « L'auteur de semblables articles, dit-il, ne mérite pas d'être compté dans l'espèce humaine, il est le blasphémateur de son Dieu et l'insulteur de son roi. Je n'ai aucune relation avec lui, je n'en aurai jamais, etc .. »

3. Cette protestation, où sont spécifiés et définis les priviléges du parlement, se lit tout entière dans l'*Histoire parlementaire*, vol. XV, p. 1371-1378.

requête au roi pour qu'il ne laissât point impunie une si grande offense faite à sa personne et au trône; ils le supplièrent de déférer son auteur aux tribunaux et d'appeler sur lui la vindicte des lois. Wilkes intimidé par cet accord des trois grands pouvoirs, fléchit devant l'orage; passant la mer il se réfugia en France et fut expulsé des communes par un vote unanime. Quelques mois plus tard, n'ayant point comparu devant le tribunal où il avait été cité pour répondre à l'accusation portée contre lui, et les délais étant expirés, il fut mis hors la loi. Mais il était déjà le favori de la populace, et à toutes les causes qui la passionnaient pour son idole se joignait l'émotion causée par un pair du royaume qui, la veille, compagnon des débauches de Wilkes, s'était fait le lendemain son accusateur, et aussi par l'opinion de quelques hommes considérables aux yeux desquels la constitution et les priviléges parlementaires avaient été violés en sa personne. L'irritation populaire se manifesta avec violence le jour même où la sentence des communes fut exécutée sur la place publique. Tandis que les flammes dévoraient le numéro quarante-cinq du *North Briton*, son auteur était exalté par une foule aveugle, ivre d'enthousiasme, et des milliers de voix frénétiques poussaient ce cri trop longtemps fameux : *Wilkes et la liberté pour toujours.*

Wilkes l'idole du peuple.

Telle fut la première des deux crises qui marquèrent la courte administration de George Grenville; la seconde éclata dans les colonies américaines et fut le prélude d'un des plus grands événements de l'histoire moderne, de la formation d'un nouvel et puissant empire d'origine européenne dans les vastes régions du Nouveau-Monde.

Par le traité de Paris, la France avait abandonné toutes ses grandes possessions en Amérique, et deux puissances européennes, l'Espagne et l'Angleterre, régnaient seules sur cet immense continent. Toute la côte orientale, entre le golfe du Mexique et le fleuve Saint-Laurent, était occupée par des colons anglais qui reconnaissaient l'autorité de Georges III, et le continent lui-même faisait maintenant partie de l'empire britannique. Les anciennes colonies étaient au nombre de treize, dont quatre au nord de l'Hudson, New-Hampshire, Massachussett, Rhode Island et Connecticut, étaient particulièrement désignées sous le nom de Nouvelle-Angleterre. Cinq colonies, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware et Maryland occupaient l'immense espace entre l'Hudson, les lacs Erié et Ontario, le Potomac et la baie de Chésapeck ; enfin, entre cette baie, les monts Alleghanys et la Floride, s'étendaient les quatre colonies du Sud, la Virginie, les deux Carolines et la Géorgie.

Colonies anglaises de l'Amérique du Nord.

Ces treize colonies anglo-américaines avaient été fondées à différentes époques, et leur population s'était formée d'éléments très-divers. Celles de la Nouvelle-Angleterre avaient pour ancêtres ces fameux puritains qui, fuyant la persécution de l'église établie, avaient cherché dans les déserts, au commencement du dix-septième siècle, un sol où il leur fût permis d'adorer Dieu selon leur cœur. Les quatre colonies qu'ils avaient fondées au nord de l'Hudson, et dont Boston était la ville principale, avaient fait de rapides progrès en richesse et en civilisation, et c'était là particulièrement que se conservait dans sa pureté, comme dans sa rudesse, le

culte sévère et traditionnel du puritanisme républicain[1]. Parmi les colonies du centre, celle de New-York, fondée d'abord par les Hollandais, et nommée par eux les *Nouveaux-Pays-Bas*, avait ensuite passé sous la domination anglaise. Charles II en fit la cession au duc d'York, son frère, dont le nom lui demeura et fut également donné à sa capitale, New-York, qui déjà semblait destinée, par sa situation géographique et son excellent port, à devenir la première ville commerciale du Nouveau-Monde[2]. L'Etat qui s'étend au sud de celui-ci, entre l'Alleghany et l'embouchure de la Delaware, eut pour fondateur un quaker, Guillaume Penn, dont il porte le nom. Cet homme célèbre obtint d'une charte royale de Charles II, pour lui et ses héritiers, un immense territoire dans ces parages, où il vint s'établir avec un grand nombre de familles appartenant comme lui à la société des *Amis*[3]. Il voulut obtenir la cession volontaire du sol, par un traité conclu avec les Indiens, ses premiers et légitimes successeurs; il leur en paya le prix, et là s'éleva la ville aujourd'hui si fameuse et si florissante de Philadelphie.

Les colonies de Delaware et de New-Jersey furent dans l'origine des annexes, la première, de la Pensylvanie, sous Guillaume Penn, la seconde, de l'Etat de New-York,

1. Un officier anglais qui visita ces colonies dans l'année 1775, rapporte que personne ne pouvait sortir et se promener dans les rues, le dimanche durant l'office divin, sans être arrêté et interrogé. — *Archives américaines.*

2. Peu de villes ont grandi plus rapidement que New-York en richesses et en population. Celle-ci, évaluée à 13,000 âmes seulement en 1756, et à 22,000 dix-huit ans plus tard, comptait 300,000 âmes en 1840 (*a*).

3. C'est le nom que se donnaient les *quakers*.

(*a*) Mac Gregor's tariffs-united states.

et formèrent plus tard des Etats séparés. La dernière des colonies centrales eut pour fondateur un ancien ministre de Jacques Ier, sir George Calvert, créé lord Baltimore par Charles Ier, et qui lui donna en l'honneur de la reine Henriette-Marie le nom qu'elle a conservé (Mary-Land)[1]. Ce seigneur était catholique, et la majeure partie des habitants de l'Etat fondé par lui professèrent le même culte. Au sud de ces colonies, la première, par sa situation comme par son importance, est la Virginie; elle était aussi la plus riche comme la plus ancienne entre toutes les colonies qui forment aujourd'hui l'Union. L'exploration première de son territoire remonte au règne d'Élisabeth, et fut faite par le célèbre Walter Raleigh; mais l'existence de la colonie ne date que du règne de Jacques Ier, qui accorda une charte royale aux premiers colons. Ceux-ci appartenaient tous à l'église établie; ils comptaient parmi eux beaucoup d'hommes des rangs supérieurs de la société, et ils furent les seuls qui maintinrent dans le Nouveau-Monde l'usage anglais des substitutions, pour les propriétés territoriales. Ainsi formée d'éléments aristocratiques, la Virginie représenta, plus que toute autre colonie, la vieille Angleterre en Amérique, où elle reproduisit les institutions et les mœurs que fuyaient les puritains des quatre colonies au nord de l'Hudson[2]. Les deux Carolines, celle du nord et celle du sud, dont Charlestown est la capitale, furent colonisées au temps de Charles II, qui concéda, par des

1. Terre de Marie.

2. Voyez de curieux détails sur la formation et l'organisation de la Virginie dans le très-intéressant ouvrage de M. Cornelis de Witt, *Histoire de Washington et de la fondation des Etats-Unis*, p. 3-7.

chartes royales, de nombreuses portions de leur territoire à plusieurs particuliers dont les uns, comme lord Berkeley et sir George Carteret, y fondèrent eux-mêmes des établissements et dont quelques autres, demeurés en Angleterre, y tenaient un rang éminent dans la faveur royale ou dans l'Etat : on comptait parmi eux lord Clarendon, lord Ashley et le duc d'Albermarle. La plus méridionale des colonies américaines, et la dernière en date était la Géorgie fondée sous George II, dans un but philanthropique par Jacques Oglethorpe, membre du parlement anglais et l'un des bienfaiteurs de l'humanité. Il s'unit avec quelques hommes charitables à l'effet de créer dans cette contrée un asile pour les débiteurs insolvables de l'Angleterre, et pour les protestants persécutés en Allemagne. Les fondateurs ne sollicitèrent d'autre droit ou privilége de la couronne, que celui de garder le sol en dépôt pour les pauvres, et prirent l'engagement de n'accepter pour eux-mêmes ni émoluments pécuniaires, ni aucune concession territoriale. Cette colonie, il faut le reconnaître à son honneur, était la seule au début de la guerre de l'Indépendance, où l'esclavage fût interdit. L'importation des noirs était permise et encouragée dans toutes les autres et ils formaient dans la Virginie, dans la Caroline du sud et le Maryland, une portion très-considérable de la population inférieure [1].

On peut évaluer dans les treize colonies au moment

1. Outre les esclaves noirs importés dans les colonies pour la culture du sol, il y avait, comme on le voit encore aujourd'hui dans la terre de Van Diemen, un certain nombre d'hommes condamnés à la servitude, pour crimes commis dans la mère patrie et transportés sur le territoire américain ; mais ils n'entrèrent jamais dans la population que pour une part très faible et à

où éclata la guerre avec la métropole, la population totale à deux millions environ d'individus de sang anglais et à cinq cent mille de race africaine ou étrangère. Autour de ces colonies existaient de nombreuses tribus indiennes, tantôt amies, tantôt ennemies; mais toutes presque également rebelles au joug de la société civile, vivant dans des bois de la vie nomade et sauvage, reculant sans cesse devant la civilisation, vaincues et décimées moins par les armes de l'Europe que par les présents funestes qu'ils en reçurent, par l'eau-de-vie qu'ils nommaient énergiquement l'eau de feu et dont ils apprirent d'elle l'usage. Les peuplades indigènes furent ainsi chassées ou s'exilèrent volontairement de la plus grande partie des vastes régions qu'occupaient leurs ancêtres, mais la lutte fut longue et terrible et elles vengèrent souvent leur dégradation ou leurs défaites par l'incendie, par les massacres et d'épouvantables barbaries.

Tribus indiennes de l'Amérique du Nord.

Organisation politique des colonies anglaises.

Toutes les colonies anglo-américaines conservèrent les lois civiles de la mère patrie, mais il y eut de grandes diversités dans leur organisation politique, comme il y en avait dans les éléments constitutifs de leur population. Avec le temps, la plupart des anciens propriétaires du

peine perceptible. On y avait vu aussi à l'origine, dans le dix-septième siècle, des blancs réduits en esclavage, soit que privés de tout moyen d'existence, ils eussent fait eux-mêmes l'abandon de leur liberté, soit qu'elle leur eût été violemment ravie. Parmi ces derniers les uns, faits prisonniers dans les guerres civiles, avaient été vendus comme esclaves aux colons par les vainqueurs; les autres sans ressources dans leur patrie, et hors d'état de payer leur passage en Amérique, avaient aliéné leur liberté pour en acquitter le prix durant un nombre d'années indéterminé, et ils avaient été vendus à leur arrivée, par les capitaines, sur les navires desquels ils étaient venus. Cette infâme pratique fut fréquemment renouvelée, et il fallut rendre en 1686, un ordre du conseil pour l'interdire. — Lord Mahon, *ut suprà*.

sol, fatigués d'agitations perpétuelles, et impuissants à défendre eux-mêmes leurs droits, en firent la cession à la couronne d'Angleterre, et dans toutes les colonies, malgré une grande variété dans les formes et dans les attributs des pouvoirs, l'autorité supérieure fut exercée par un gouverneur et par deux assemblées. L'une de ces assemblées était élue par la population, l'autre formait un conseil soit électif, soit désigné par la couronne [1] : celle-ci nommait le gouverneur dans les colonies dont les propriétaires lui avaient résigné leurs droits, dans les autres il était désigné par le choix commun des propriétaires et du roi [2].

Opinions diverses sur le droit de taxer les colonies.

De tout temps il y avait eu des contestations entre les colonies et la métropole au sujet des restrictions apportées par celle-ci à leur commerce, et aux droits qu'elle prélevait par les douanes sur ses produits ou sur les objets importés; mais, aux yeux des colons mêmes, il existait une différence notable entre le droit que réclamait l'Angleterre d'imposer les marchandises, par des règlements sur le commerce extérieur, droit qu'elles admettaient dans certaines limites, et la prétention de les taxer à l'intérieur sans leur aveu, qu'elles repoussaient d'une manière absolue [3].

1. Dans quelques colonies, ce conseil avait le droit d'annuler les actes de l'assemblée populaire.

2. Dans le Connecticut seulement, le gouverneur était élu par le suffrage populaire.

3. La Virginie se distinguait entre toutes, à cet égard, et n'admettait pas même qu'aucune restriction fût apportée, sans son consentement, par les douanes anglaises à son commerce : elle était restée fidèle aux Stuarts après la chute de la monarchie en Angleterre et lorsqu'enfin elle se soumit au gouvernement de la république, ce ne fut qu'après s'être assurée qu'elle jouirait, sous le despo-

Déjà le projet de les taxer ainsi avait été suggéré à sir Robert Walpole après la malheureuse issue de son plan pour l'*excise*, mais Walpole l'avait écarté avec ce bon sens et cet esprit de modération qui le caractérisaient : « J'ai contre moi la vieille Angleterre, avait-il répondu, irai-je aussi provoquer le ressentiment de la nouvelle? » George Grenville fut moins prudent : les frais immenses de la dernière guerre rendaient un surcroît d'impôt indispensable, et Grenville se crut d'autant plus fondé à le demander aux colons américains, que cette guerre avait été entreprise en partie pour la protection de leurs établissements dans le nord. Il évita néanmoins d'agir d'une façon trop générale et trop brusque; il annonça simplement l'intention de frapper d'un droit de timbre quelques denrées sur le sol américain, et fit en même temps savoir aux colons, que si quelque impôt d'une autre nature leur semblait préférable il prendrait leur vœu en considération.

Cette résolution du cabinet causa en Amérique une irritation profonde : déjà les colonies s'étaient plaint des rigueurs de la douane et des procédés vexatoires et souvent oppressifs de la marine anglaise pour arrêter la contrebande sur leurs côtes. Les nouvelles prétentions de l'Angleterre leur parurent intolérables : toutes leurs assemblées refusèrent d'admettre le droit d'établir sur

tisme révolutionnaire du long parlement, des droits que ses souverains avaient respectés. » L'acte de reddition porte : « que le peuple de la Virginie aura et exercera tous les priviléges et franchises qui appartiennent au peuple libre de l'Angleterre, que le commerce sera aussi libre en Virginie qu'en Angleterre, et qu'aucune taxe, douane ou impôt ne seront établis dans la colonie, aucun fort ou château construits sur son territoire, sans le consentement de la grande assemblée. » Citation de M. Cornelis de Wit. Extrait de la Vie de Jefferson par Necker.

leur sol l'impôt du timbre ou tout autre : elles fondèrent leurs décisions sur ce que les colons étant de sang anglais, et, comme tels, en possession des droits de tout sujet anglais, ils ne pouvaient être taxés par une chambre des communes où ils n'étaient pas représentés : elles invitaient les ministres à leur adresser, comme précédemment au nom du roi, une demande de contributions volontaires pour le service de sa majesté, et elles s'empresseraient, dirent-elles, de témoigner comme toujours leur loyauté envers la couronne, par la libéralité de leurs dons. La plupart de ces assemblées députèrent à Londres un agent spécialement chargé d'exposer leurs motifs, et le plus illustre entre ceux qui reçurent cette mission importante et difficile fut l'envoyé de la Pensylvanie, le docteur Franklin, déjà célèbre en Europe par ses découvertes dans les sciences.

Grenville ne tint aucun compte des représentations des colonies, et dans la session suivante (1765) il présenta un bill tendant à établir en Amérique un droit de timbre semblable à celui qui existait en Angleterre, et qui ne devait donner à la couronne qu'un modique revenu d'environ cent mille livres sterling. Ce bill, adopté sans une vive opposition dans les deux chambres et sanctionné par le roi, fut converti en statut, et personne, en Angleterre, pas même Franklin, ne pressentit les redoutables conséquences d'un tel acte.

Bill du timbre pour l'Amérique.

1765

Le bill du timbre fut reçu en Amérique avec une consternation morne et courroucée : à New-York il fut traîné dans les rues, à Boston les vaisseaux abaissèrent leur pavillon en signe de deuil : les cloches voilées sonnèrent le glas funèbre : partout les assemblées colo-

Agitation des colonies.

niales se réunirent pour aviser aux circonstances, et aucune d'elles ne montra une opposition plus vive et plus ferme que celle des bourgeois de la Virginie. Là, pour la première fois apparut un orateur dont la parole brûlante donna l'impulsion aux esprits : il se nommait Patrice Henry, homme sans lettres et jusque-là sans crédit et sans nom, et rapidement porté par son éloquence et son patriotisme au premier rang des fondateurs de l'indépendance américaine. Elu membre des bourgeois de la Virginie, il y flétrit le bill du timbre, et le compara aux actes tyranniques qui avaient attiré un châtiment terrible sur leurs auteurs : « César, dit-il, eut son Brutus, Charles Ier eut son Cromwell et George III... Trahison, s'écria le président en interrompant l'orateur : Trahison ! répétèrent plusieurs voix indignées. Patrice Henry reprit sans s'émouvoir : « Et George III pourra profiter par leur exemple. »

Patrice Henry.

L'assemblée protesta avec énergie contre le bill et formula une résolution portant que le roi serait supplié de le révoquer. Elle fut dissoute par le gouverneur, mais trop tard : l'impulsion était donnée, toutes les autres assemblées coloniales formulèrent des votes semblables : bientôt l'impérieux besoin de s'entendre et d'agir de concert se fit sentir, et enfin, à l'exemple des représentants de Boston, plusieurs assemblées nommèrent des délégués pour délibérer en commun le mois suivant dans un congrès convoqué à New-York.

Le retentissement de cette agitation fut faible en Angleterre où d'autres intérêts préoccupaient alors les esprits. Les rênes de l'Etat étaient tenues par un ministère sans racines soit dans l'opinion, soit dans la con-

fiance du monarque, et un incident nouveau ajouta beaucoup à l'éloignement de George III pour son cabinet. Le roi, dans le courant de 1765, était tombé malade et avait donné quelques signes de cette maladie mentale qui plus tard prit un caractère permanent. Un bill de régence fut proposé : tous les membres de la famille royale y furent déclarés aptes à exercer le pouvoir de régent, mais aucune mention n'y fut faite de la mère du roi, de la princesse douairière de Galles, dont le nom, omis d'abord dans le bill, n'y fut inséré ensuite que sur l'instante prière du monarque. Le premier ministre, George Grenville, blessa profondément le roi dans cette circonstance, par sa conduite indécise, par le peu d'empressement qu'il mit, ainsi que ses collègues le duc de Bedford et Halifax, à ménager sa susceptibilité filiale pour l'honneur et la dignité de sa mère. L'agitation toujours croissante dans la cité acheva de miner leur crédit, et l'enthousiasme excité par le démagogue Wilkes, ne fut pas le seul symptôme de l'irritation populaire; une grave émeute éclata dans Londres, après le rejet d'un bill qui frappait d'une prohibition presque totale les soieries étrangères. Les tisserands en soie de Spitalfields, redoutant une dangereuse concurrence, se soulevèrent au nombre de plusieurs mille : attroupés autour de White-Hall, ils insultèrent plusieurs pairs, couvrirent de boue leurs voitures, et la multitude en fureur se jeta sur l'hôtel du duc de Bedford à qui elle attribuait le rejet du bill prohibitif; elle en brisa les vitres et il fallut recourir à la force pour les dissiper. Plusieurs riches marchands furent également menacés, et pour apaiser les tisserands anglais, ils révoquèrent toutes les commandes qu'ils

Maladie du roi. 1765

Bill de régence.

Emeute dans Londres.

Soulèvement des tisserands en soie. 1765

avaient faites aux fabricants étrangers de France et d'Italie. Ces troubles précédèrent de peu de jours la chute du cabinet. Le roi mécontent de ses ministres, fatigué surtout des exigences de George Grenville et du duc de Bedfort, et n'ayant pu vaincre les répugnances de William Pitt à former une administration dont son beau-frère, lord Temple, frère de Grenville et récemment réconcilié avec lui, refusait de faire partie, eut recours à un homme en possession d'une grande influence parmi les whigs, au marquis de Rockingham.

Chute du cabinet de George Grenville. 1765

Le parti whig était alors partagé, comme toujours, en plusieurs fractions rivales dont la plus nombreuse comptait, parmi ses membres, quelques-unes des familles les plus riches et les plus puissantes du royaume, les Devonshire, les Grafton, les Newcastle, etc., et formait une oligarchie redoutable. Le chef de cette confédération était à cette époque le marquis de Rockingham, possesseur d'une fortune immense, homme honorable et judicieux, mais dépourvu de talent comme d'expérience. C'est à lui que le roi s'adressa : il devint premier lord de la Trésorerie et chef du nouveau cabinet, dont les principaux membres furent le lord chancelier, Northampton, le duc de Grafton et le général Conway, tous deux secrétaires d'Etat, le chancelier de l'Echiquier, William Dowsdell, et le vieux duc de Newcastle, ramené encore une fois sur la scène par son âpre ambition, et qui dut se contenter du sceau privé : un autre vétéran politique plus qu'octogénaire, le comte de Winchelsea eut la présidence du conseil. Rockingham, désirant surtout se concilier William Pitt, éleva tout d'abord le populaire Charles Pratt, premier juge du banc du roi, à la pairie avec le

Premier ministère du marquis de Rockingham. 1765

Composition du cabinet.

titre de lord Camden; mais son administration, formée d'un mélange d'hommes, les uns affaiblis par l'âge, les autres jeunes et inexpérimentés, manquait de cohésion et d'unité de vues, ainsi que d'un chef prépondérant dans les communes : elle entrait en charge dans des circonstances difficiles et elle fléchit sous le fardeau.

Agitation dans les colonies.

L'agitation faisait alors de rapides progrès dans les colonies américaines. Boston avait été le théâtre de graves violences : les établissements de l'Etat y avaient été pillés et incendiés, ses agents insultés et poursuivis : d'autre part, le congrès de New-York, où s'étaient rendus les députés de neuf colonies, avait décrété de nombreuses résolutions contre les prétentions nouvelles de la métropole, et des associations se formaient rapidement dans toutes les villes pour repousser toutes les denrées de la Grande-Bretagne jusqu'à ce que le bill du timbre fût révoqué.

Discussion dans le parlement sur le bill du timbre.

1766

La nouvelle session parlementaire s'ouvrit à Londres, sous ces fâcheux auspices, et la question américaine y fut aussitôt débattue. Le ministère tout entier inclinait pour des mesures conciliantes éloquemment appuyées par Pitt. La maladie avait longtemps tenu ce grand homme éloigné de la chambre des communes; il en était absent à l'époque où le fatal bill du timbre y fut voté : il y reparaissait enfin, et en plaidant la cause des Américains, il fit allusion à une influence occulte, attribuée à lord Bute sur la marche du gouvernement et il aborda, en ce qui touche la composition des communes, de graves questions que l'avenir devait résoudre. Il établit une distinction profonde, inutile peut-être, entre le pouvoir de faire des lois obligatoires pour les colo-

Attaque du bill par Pitt.

nies et celui de les taxer sans leur aveu : il reconnut, sur le premier chef, le pouvoir du parlement et le lui dénia sur le second. « Les Américains, dit-il, sont les fils légitimes et non les bâtards de l'Angleterre : ils ont droit aux mêmes priviléges que les Anglais..... Une opinion qui tend à se répandre est que les colons sont ici représentés, sinon de fait, au moins virtuellement. Qu'on me dise donc par qui un Américain est ici représenté. L'est-il par les députés d'aucun comté du royaume : plût à Dieu que cette respectable partie de la représentation fût augmentée dans les communes! Me dira-t-on qu'il est représenté plutôt par le membre élu de quelque bourg, d'un bourg qui peut-être n'a jamais vu son propre représentant. C'est là ce que nous appelons la partie corrompue de la constitution (*the rotten part*) : elle ne pourra durer encore un siècle et si elle ne tombe d'elle-même il faudra l'amputer. L'idée d'une représentation virtuelle de l'Amérique dans cette chambre est une des plus méprisables suppositions qui puisse entrer dans une tête humaine : elle ne mérite pas une réfutation sérieuse. »

L'un des secrétaires d'Etat, le général Conway, prit ensuite la parole : il nia l'influence secrète à laquelle Pitt avait fait allusion, mais tomba d'accord avec lui pour déplorer la funeste mesure de l'acte du timbre, prise par George Grenville, chef du précédent cabinet. Celui-ci défendit avec force ce bill, son propre ouvrage; il blâma énergiquement la conduite des Américains qu'il assimila aux populations des comtés de Chester et de Durham, qui furent soumis aux lois de taxation générale avant d'avoir eu des représentants

Sa défense par G. Grenville.

dans les communes : il rappela, à cette occasion, les préambules des actes d'Henri VIII et de Charles II, qui leur avaient accordé le droit de représentation et termina par une attaque directe contre son illustre adversaire : « L'esprit séditieux de nos colonies, dit-il, doit son origine aux factions de cette chambre : nos députés s'inquiètent peu de l'effet produit par leurs paroles pourvu qu'il réponde au but de l'opposition. »

Réplique de Pitt.

Pitt ainsi provoqué se leva soudain pour répondre, malgré le règlement qui défendait de prendre deux fois la parole sur une même question, et comme on le rappelait à l'ordre, il commanda le silence par la double autorité de son caractère et de son immense renommée. « Je ne viens pas ici, dit-il, armé de vieux textes jusqu'aux oreilles comme l'honorable préopinant : je n'en ai pas besoin pour défendre la cause de la liberté : j'aurais pu citer moi-même les deux cas des comtés de Durham et de Chester; j'aurais ainsi fait voir que, même sous le règne d'un pouvoir arbitraire, les parlements ont rougi de taxer une population sans son aveu et lui ont accordé le droit de représentation. Le préopinant demande quand les colonies ont été émancipées : je demande, moi, quand elles ont été réduites en esclavage..... Je connais la valeur de vos troupes, l'habileté de vos officiers : dans une bonne cause la force de ce pays peut réduire en poussière l'Amérique ; mais dans la cause actuelle le succès est douteux. L'Amérique, si elle succombe, tombera comme l'homme fort, elle embrassera les colonnes de l'État et entraînera la constitution dans sa chute. Est-ce là votre paix si vantée; non de tenir l'épée au fond du fourreau, mais de l'en-

foncer dans les entrailles de vos compatriotes?..... » Les arguments de Pitt en faveur des Américains furent appuyés par de nombreuses pétitions des négociants anglais, possesseurs de créances américaines pour plusieurs millions sterling, dont ils n'avaient point à espérer le paiement si l'Angleterre persévérait, à l'égard de l'Amérique, dans les voies de rigueur où elle était entrée. Leurs requêtes furent entendues; mais le parlement adopta un moyen terme qui, en donnant une satisfaction apparente aux esprits, maintenait cependant les principes contre l'application desquels ils s'étaient soulevés. Il y avait ainsi, comme le fit remarquer lord Camden dans la chambre des pairs, une contradiction manifeste dans les résolutions auxquelles le parlement s'arrêta [1], et dans les deux bills qu'il adopta conformément au vœu de Pitt. L'un de ces bills était un acte déclaratoire de l'autorité suprême, *en toute matière,* du parlement anglais sur les colonies; par le second, l'acte du timbre était révoqué [2]. Ce dernier bill semblait ainsi n'être qu'une concession faite à l'insurrection et un en-

Résolutions contradictoires du parlement.

Révocation du bill du timbre.

1. Lord Campbell, *Vie du lord chancelier Camden*, vol. V, p. 211.

2. L'interrogatoire du docteur Franklin à la barre des communes ne fut pas sans influence sur ce résultat. Il montra dans ses réponses, cette rare habileté, ce sens pratique et ingénieux qui le caractérisaient. Il insista fortement sur la distinction entre le droit de taxation à l'intérieur et le droit de douane. Pressé de s'expliquer, il répondit que l'Angleterre violait les priviléges des colons, en les taxant à l'intérieur; mais que la mer étant son domaine, il n'était pas contraire à l'équité qu'elle perçût quelques droits pour les marchandises importées à travers cette partie de son empire, afin de rentrer dans une partie des frais qu'elle faisait pour assurer, par ses flottes, contre les pirates, la sûreté du commerce maritime. Franklin insista en outre sur la ferme détermination des colons de repousser tous les produits des manufactures anglaises, si le *bill du timbre* n'était révoqué.

couragement à la renouveler, tandis que le premier créait pour les colonies une menace perpétuelle. L'effet de ces bills fut dans la suite, très-contraire à celui qu'on en espérait, mais ils ramenèrent, pour quelque temps du moins, un calme apparent et provisoire.

D'autres mesures conciliatrices et populaires, soit dans les colonies, soit à l'intérieur, furent votées par le parlement et obtinrent l'assentiment de la couronne. Les nouveaux droits de douane furent abolis ou abrogés pour beaucoup de denrées importées en Amérique : l'importation de la soie étrangère fut prohibée dans le royaume, la taxe sur le cidre fut révoquée : le parlement enfin déclara contraires aux lois protectrices des citoyens, les mandats d'arrêt rédigés en termes généraux et sans désignation spéciale [1]. Toute la faveur que le ministère put conquérir par ces actes compensait mal sa faiblesse : il luttait sans boussole tout à la fois contre l'opposition des Grenville, des amis ou créatures de lord Bute, et du parti populaire : il manquait d'une impulsion forte, d'une direction unique et puissante, surtout dans les communes où Pitt seul avait encore un ascendant souverain. Les vues judicieuses, les excellentes intentions de son chef le marquis de Rockingham n'étaient pas contestées ; mais le cabinet était sans cohésion et fut encore affaibli par la retraite du duc de Grafton, secrétaire d'Etat, qui se démit de sa charge, en déclarant publiquement, dans la chambre des lords, qu'il ne connaissait qu'un seul homme en état de diriger le gouvernement avec succès, qu'il était prêt à servir sous lui en quelque

1. C'étaient les mandats connus sous le nom de *general warrants*.

qualité que ce fût, comme chef ou comme soldat, employé la pioche à la main, aux défenses de la place, et dans cet homme qu'il ne nommait pas, il désignait tacitement le grand commoner, William Pitt. Cette déclaration si publique, faite par un des hommes les plus éminents de l'administration, fut le coup de grâce du cabinet. Le roi surmonta de nouveau sa répugnance pour les principes de Pitt, trop libéraux à ses yeux, comme pour les formes graves, solennelles et hautaines de son langage et de ses manières ; il le savait indépendant et fier, implacable ennemi du joug des partis et des coalitions : il haïssait lui-même les prétentions d'une oligarchie qui aspirait à tenir la couronne en tutelle et dont s'indignait avec lui un groupe d'hommes politiques et de serviteurs dévoués connus sous le nom d'*amis du roi* qu'ils se donnaient à eux-mêmes et qui étaient au sein du parlement les organes habituels et les instruments actifs de la politique personnelle du monarque. Celui-ci, pour lutter contre cette ligue importune des puissantes maisons whigs des Rockingham, des Bedford, des Grenville, avait enfin mis son espoir dans la force de Pitt et dans sa popularité ; il le manda auprès de lui et le chargea de former un cabinet (juillet 1766).

Les amis du roi.

Avant de parler du second ministère de Pitt il faut reporter nos regards vers l'orient et dire ce qu'était devenue dans l'Inde la puissance des Anglais depuis les triomphes obtenus par leurs armes, sous la première administration de ce grand homme. Leurs possessions déjà immenses avaient été vaillamment conquises, mais elles étaient mal garanties et mal administrées : les

Situation de la compagnie anglaise dans les Indes.

agents de la Compagnie ne songeaient qu'à s'enrichir avec promptitude, et l'état des choses alors existant dans les Indes, permettait beaucoup plus que la situation présente, d'y faire des fortunes rapides et colossales [1]. Les trois présidences de Bombay, de Madras et de Calcutta étaient restées indépendantes l'une de l'autre, il n'y avait sur les lieux aucune autorité forte et centrale, en état de tenir en bride la cupidité des agents de la Compagnie, ou qui eût caractère pour modérer leurs exactions ou pour les réprimer : la cour des directeurs siégeant à Londres n'entrait pas dans les détails de l'administration intérieure; il suffisait à ces marchands, devenus potentats, de toucher chaque année d'énormes dividendes; ils laissaient leurs officiers spéculer pour leur compte, opprimer, piller, rançonner sans merci la population indigène et faire en un mot peser sur ces contrées malheureuses, une tyrannie semblable à celle qu'exerçaient les proconsuls de Rome dans les provinces soumises à leur autorité. De là sortirent, dans le Bengale d'abord, des révoltes, des trahisons, des guerres et de nombreux désastres.

Tyrannie des autorités anglaises.

Le soubadar Meer Jaffier, qu'on a vu précédemment élevé par les Anglais à la vice-royauté de cette vaste contrée, conspira contre eux et fut détrôné : ils vendirent sa succession à Meer Cossim, son gendre, qui tenta bientôt de se soustraire à l'autorité de ceux dont il avait acheté le trône : il voulut même contraindre les

1. Il convient de lire, à cet égard, les renseignements lumineux donnés par lord Macaulay, dans son article sur la vie de Clive par Malcolm. — *Edimburgh Review.*

Revoltes dans l'Inde. trafiquants anglais à acquitter les droits convenus par les anciens traités, et pour assurer davantage son indépendance, il recula sa résidence à deux cents milles plus loin de Calcutta, et la transféra de Morshedabad à Menghir. Mais ceux qui l'avaient élevé le renversèrent; ils proclamèrent de nouveau Meer Jaffier qu'ils soutinrent par leurs armes : le major Adams à la tête de dix huit cents hommes, dont six cents anglais, entra vainqueur dans Morshedabad puis à Menghir et rétablit Meer Jaffier sur le trône (1763). Une seule place considérable restait à son rival, celle de Patna où se trouvait une factorerie anglaise. Meer Cossim en sortit pour chercher un abri à la cour de son voisin Sujah Dowlah, vice-roi de la province d'Oude; mais avant de fuir, il commit un acte de vengeance atroce, et réunissant ses prisonniers et tous les membres de la factorerie, hommes, femmes et enfants, il les fit tous indistinctement massacrer [1].

Guerre civile. 1763

Sujah Dowlah était alors un des plus puissants princes de ces contrées : une récente circonstance avait ajouté une grande force morale à son autorité. Dehli, centre de l'empire, avait été surpris et emporté par les Mahrattes. Le grand mogol Schah Allum, avait fui devant eux et avait trouvé un asile dans les murs d'Allahadab, cité célèbre, résidence du vice-roi d'Oude, où Meer Cossim se réfugia aussi et qui l'abrita contre la vengeance des Anglais. Ces trois princes réunis marchèrent avec cinquante mille hommes et une formidable artillerie au devant de l'ar-

1. Un seul homme échappa, le chirurgien Fullarton, et lui seul a fait connaître les détails de cette horrible exécution.

mée anglaise, commandée par sir Hector Munro et forte seulement de huit mille hommes, dont plus des trois quarts étaient cipayes ou soldats indigènes. L'action s'engagea en octobre 1764, près de Buxar et la victoire, comme de coutume, se déclara pour les Anglais; l'ennemi s'enfuit abandonnant son artillerie et laissant quatre mille des siens sur le champ de bataille. Le même jour le grand mogol se présenta dans le camp du vainqueur, où il fut reçu comme l'héritier d'Aureng-Zeb, et le dispensateur nominal d'un pouvoir dont il n'userait que pour l'avantage des Anglais et par leur entremise. La puissance de la Compagnie fut ainsi raffermie dans l'Inde; mais en multipliant ses victoires, elle accroissait à proportion les moyens d'en abuser. Ses agents obtinrent, pour leur intérêt particulier, des faibles princes qu'ils avaient couronnés, le monopole de presque toutes les branches du commerce intérieur; ils forcèrent les malheureux indigènes à acheter fort cher et à vendre à prix inférieur, bravant les autorités, les lois et les tribunaux du pays. D'immenses fortunes furent ainsi rapidement accumulées à Calcutta, pendant que trente millions d'êtres humains étaient réduits au dernier degré de la misère. Un auteur musulman contemporain, s'exprime ainsi sur les Anglais, dont il admire l'habile conduite et l'indomptable bravoure dans la guerre : « Si ce peuple, dit-il, joignait aux qualités nécessaires pour conquérir les empires, des talents de même ordre pour les administrer, aucune nation ne serait plus digne qu'eux de commander au monde; mais les peuples sous leur domination sont réduits à une extrême détresse : O Dieu, daigne assister tes serviteurs affligés et

Victoire des Anglais à Buxar.

1764

Oppression cruelle exercée par la Compagnie.

délivre-les de l'oppression sous laquelle ils gémissent [1] ! »

Insubordination et anarchie.

Le mal enfin atteignit dans l'Inde à son dernier période : les divers services dans l'administration comme dans l'armée furent désorganisés : tous les officiers de la Compagnie négligèrent ses intérêts pour ne songer qu'aux leurs : les soldats indigènes mal payés, mal entretenus, dans un pays épuisé, secouèrent toute discipline et désertèrent en masse, l'insubordination et l'anarchie étaient partout, et les dividendes de la Compagnie diminuèrent rapidement. Alors seulement on songea au remède, un nom fameux fut dans toutes les bouches, celui de Clive ; lui seul, disait-on, aurait la force de sauver l'empire qu'il avait fondé. Mais la cour des directeurs était partagée, et à la tête du parti opposé à Clive était Sullivan, son ennemi personnel et président actuel de la cour. La nécessité aplanit tous les obstacles : Sullivan perdit son poste et Clive fut nommé commandant en chef et gouverneur des établissements anglais au Bengale. Il se fit donner des pouvoirs extraordinaires et fut autorisé, par exception, à agir dans une parfaite indépendance de son conseil.

Troisième voyage de Clive dans les Indes. 1765

Clive fit alors son troisième voyage aux Indes, et avant son arrivée de nouveaux changements survinrent dans le gouvernement du Bengale. Meer Jaffier mourut, son héritage fut encore une fois mis à l'enchère et cent quarante mille livres sterling furent distribuées à Calcutta entre les membres du conseil de la présidence : à ce prix, un fils enfant de Jaffier obtint de s'asseoir sur le trône de son père. Clive apprit en débarquant (mai 1765) cette hon-

1. Scir Mutakhareen, vol. II, p. 102 et 166.

teuse transaction : elle le pénétra d'une indignation douloureuse et il jura de mettre fin à de si énormes abus ou de périr à la peine [1].

Clive tint parole et ne démentit aucune des espérances fondées sur son caractère et sur son nom : il supprima d'abord toute opposition dans le conseil, où il fit reconnaître le pouvoir discrétionnaire et dictatorial dont il était revêtu : puis il marcha à l'ennemi. Sujah Dowlah, après son désastre dans les champs de Buxar, avait relevé sa fortune et retrouvé une armée. Soutenu par les mahrattes et les afgans, il avait planté ses tentes sur la frontière de la province de Bahar et se préparait à combattre ; mais au nom de Clive tout son courage l'abandonna : à peine eut-il appris le retour du vainqueur fameux de Plassey et son approche qu'il se sentit vaincu. Délaissant aussitôt la cause de son hôte Meer Cossim, le féroce auteur du massacre de Patna, il congédia son armée et vint faire sa soumission dans le camp anglais. Clive lui laissa la plus grande partie de son royaume : « avant d'aspirer à de nouvelles conquêtes, dit-il, sachons garder celles que nous avons faites. » Le reste des états du nabab fut donné comme domaine impérial au grand mogol Schah Allum, avec promesse et garantie d'un revenu annuel de vingt-six lacs de rou-

1. L'indignation de Clive s'exhala en ces termes, dans une lettre adressée à un ami : « Quelle atteinte profonde a reçue dans ces contrées l'honneur britannique : il est perdu, je le crains, pour toujours ; cependant je le jure, par ce grand Dieu qui sonde les cœurs et à qui nous rendrons compte un jour ; j'ai apporté ici une âme supérieure à la corruption, et je suis résolu à extirper de si grands maux ou à périr dans l'entreprise ». — Voyez cette lettre dans l'Essai déjà cité de M. Macaulay, sur la vie de Clive, par Malcolm. Edinburgh Review.

pies, et Clive obtint de lui en retour, pour la Compagnie, le privilége de gouverner et d'administrer seule les trois provinces du Bengale, d'Orissa et de Bahar.

Clive insista fortement auprès de la cour des directeurs sur la nécessité de réunir dans une seule main l'administration des trois présidences, et il indiqua la ville de Calcutta pour le siége du gouvernement central : mais quelques années s'écoulèrent encore avant que son plan fût adopté. Ses pouvoirs ne s'étendaient point au delà des limites de la présidence du Bengale, où il supprima tout trafic particulier des agents supérieurs dont, par une équitable compensation, il accrut beaucoup les salaires en y affectant une partie des bénéfices considérables obtenus par le monopole du sel. Il les soumit à souscrire l'engagement formel de n'accepter aucun présent des princes indigènes et fit d'utiles règlements touchant les impôts dont il confia, sous le contrôle du conseil de la présidence, la répartition et la perception à un ministre indigène du vice-roi. Mais de tous ses actes le plus difficile fut le rétablissement de la discipline dans l'armée, dont les officiers, outre leur solde régulière, en touchaient une autre supplémentaire et illicite. Clive supprima cet abus, et dans aucune autre circonstance peut-être, il n'eut à faire preuve au même degré de sang-froid, de courage et d'indomptable fermeté. Il donna enfin lui-même un remarquable exemple de la conduite désintéressée qu'il imposait à tous et refusa des présents qui auraient doublé sa fortune. C'est ainsi que, pour un temps du moins, il rétablit l'ordre dans l'administration de cette vaste contrée et qu'il assura à la Compagnie un revenu annuel de plus de deux millions ster-

Sages réformes opérées par Clive dans l'administration du Bengale.

1766

ling ; mais ses forces diminuaient : sa constitution, toujours délicate, était minée à la fois par les inquiétudes, par les fatigues et par les ardeurs d'un climat tropical. Sa mission d'ailleurs était remplie, il quitta l'Inde pour toujours vers la fin de 1766, à l'époque où commençait le second ministère de William Pitt, et il revint s'offrir en Europe aux jugements si mobiles de l'opinion publique et à la haine de ses ennemis.

Son retour en Europe.

1766

III.

Suite du règne de George III. — Second ministère de Pitt. — Ministère du duc de Grafton.

1766 -- 1770.

Pitt n'avait opposé cette fois qu'une légère résistance au vœu du monarque : il ne refusa point la mission de former un cabinet et n'ayant pu faire accepter la trésorerie à son beau-frère lord Temple [1], dont jusque-là il ne s'était pas séparé, il l'offrit au duc de Grafton et forma l'administration d'hommes qui appartenaient à diverses fractions du parlement, qui n'avaient entre eux aucun attachement de famille ou de parti, et dont lui seul se réservait d'être le lien et le moteur central. Lord

Second ministère de Pitt.

1766

1. Lord Temple refusa de faire partie de l'administration pour ne pas subir le despotisme de Pitt, son beau-frère : « Je ressentis une vive indignation, dit-il, à la pensée d'être inscrit comme un zéro à la tête de la tresorerie avec d'autres zéros autour de moi, tous arbitrairement choisis par M. Pitt. — Lettre de lord Temple à lady Chatam. -- Voyez aussi une autre lettre de lord Temple à son frère George Grenville, 18 juillet 1766. — *Grenville papers*.

Principaux membres de l'administration nouvelle.

Camden fut nommé lord chancelier du royaume et son prédécesseur lord Northampton, président du conseil : Conway demeura secrétaire d'Etat et eut pour collègue lord Shelburne : Charles Townshend devint chancelier de l'Echiquier, lord Granby, commandant en chef de l'armée, et sir Charles Saunders, premier lord de l'amirauté. Des emplois moins considérables furent donnés à James Grenville, l'un des frères de lord Temple, à lord North et au colonel Barré. Ce dernier, d'origine française, s'était fait un nom dans les communes, surtout par son éloquente défense de la cause américaine, et il s'était tout particulièrement attaché aux principes comme à la personne de Pitt.

Le nouveau ministère entra en fonctions à la fin de juillet 1766 : le nom seul de son chef produisit dans le oyaume une commotion électrique et fut partout salué avec enthousiasme, comme le présage d'une nouvelle ère de prospérité et de gloire pour le pays.

Pitt reçoit la pairie et est nommé comte Chatam.

1766

Ces espérances furent déçues : Pitt se priva volontairement d'une grande partie de sa force, en acceptant avec les lettres-patentes de comte Chatam et de pair du royaume, un honneur qui l'arrachait au lieu même où sa puissance était le plus profondément enracinée, à la chambre des communes, où il régnait en souverain [1], et bientôt après il fut réduit, par la maladie,

1. Lord Chesterfield écrivit dans cette occasion avec son bon sens habituel : « Il y a un mauvais présage pour lord Chatam dans sa dignité nouvelle : tous ses ennemis sans exception s'en réjouissent : tous ses amis en paraissent confondus et comme stupéfiés. » Lettre à son fils, 1er août 1766. Le jeune Pitt, second fils de lord Chatam et alors âgé de sept ans seulement, dit en apprenant l'élévation de son père à la pairie, qu'il était heureux de ne pas être l'aîné,

à une impuissance absolue. Néanmoins ses premiers actes furent empreints tout d'abord de cette vigueur qui lui était propre et de son dédain habituel pour toute mesure restrictive de son autorité, ou contraire à son génie. Une cruelle disette de céréales, causée par une longue intempérie, s'était fait sentir dès le début de son administration : le parlement ne siégait pas alors, et Pitt, pour modérer les effets du fléau, fit rendre, de son autorité privée, une ordonnance du conseil qui mit l'*embargo* sur les bâtiments chargés de grains pour l'étranger et les retint dans les ports anglais comme une réserve pour la consommation intérieure. Pitt ne jugea point nécessaire d'avancer la convocation du parlement pour faire sanctionner par l'autorité législative cette mesure arbitraire, et plus tard, quand le parlement fut réuni (11 novembre), le ministre négligea de justifier une mesure que les circonstances commandaient, mais que la loi n'autorisait pas, et il dédaigna de solliciter un acte d'indemnité ou d'absolution, que l'opposition, dirigée par lord Temple dans la chambre des lords, et par George Grenville dans les communes, demanda pour lui et le contraignit d'accepter.

Ses premiers actes 1766

Embargo sur les céréales.

Pitt tourna ensuite ses regards vers l'Inde où les conquêtes territoriales de la Compagnie étaient immenses et n'avaient été ni prévues, ni espérées par les parlements dont elle avait reçu ses chartes : de simples marchands propriétaires d'actions et de valeur commerciales se trouvaient ainsi tout à coup transfor-

puisqu'il voulait servir son pays comme son père dans les communes. — *Chatam papers.*

més en souverains, sans que leur esprit ou leur caractère se fût élevé à la hauteur de leur situation actuelle, et il n'était bruit que de l'insubordination et des rapines de leurs agents, comme des souffrances et des injures de la population indigène sous leur domination. Pitt résolut de faire cesser un état de choses devenu intolérable; son génie conçut dès lors un vaste plan à peu près semblable à celui qui fut adopté plus tard, par les efforts et sous l'administration de son fils; et, comme un premier acheminement à l'exécution de son plan, il demanda et obtint, non sans rencontrer la plus vive résistance, qu'une enquête parlementaire fût votée touchant la situation de la Compagnie et sur son administration dans les Indes. Là s'arrêtèrent ses succès : ce fut son dernier effort personnel comme ministre de la couronne et chef du gouvernement : il fut atteint, vers cette époque, d'un mal nerveux d'une espèce étrange et inconnue, qui affecta sa haute intelligence et le retint dans un état de prostation absolue. Il s'enferma et s'isola, se refusant à toute communication extérieure, et suspendant toute relation avec ses collègues, comme honteux de se laisser voir si inférieur à lui-même [1].

Vote d'une enquête dans les affaires de la Compagnie des Indes.

1767

Maladie de lord Chatam.

La plus complète anarchie dans le cabinet fut l'inévitable résultat de l'absence et de la totale inaction de son chef [2] : au lieu des avantages que celui-ci s'était promis

1. Il demeurait des journées entières appuyé sur la table, la tête dans ses mains et ne souffrait personne près de lui dans la chambre. — *Lettre de Thomas Whateley à lord Lyttleton.*

2. Le duc de Grafton seul fut admis près de lord Chatam et tenta plusieurs fois sans succès de le rappeler à lui-même ; il le trouva plongé dans un accablement qui le rendait incapable de prendre aucune résolution sérieuse, et tota-

en composant son ministère d'éléments non homogènes, de toutes parts surgirent des inconvénients et des périls : l'administration, sans boussole comme sans unité, se divisa, s'affaissa, et se décria elle-même par l'organe du plus spirituel de ses membres qui ne craignit pas, en plein parlement, d'appeler sur elle le ridicule et le mépris, en présence d'une opposition factieuse, désunie comme le cabinet et hors d'état, par ses propres divisions, de saisir le pouvoir et surtout d'en user. Cette déplorable situation se prolongea près de deux années durant lesquelles l'un des deux secrétaires d'Etat, le duc de Grafton, fut considéré comme premier ministre, sans en posséder les attributions réelles : il grandit encore en importance après le décès de son collègue, le spirituel et brillant, mais léger Charles Townshend, chancelier de l'Echiquier, qui mourut subitement et fut remplacé par un homme appelé plus tard à gouverner l'Angleterre dans des temps orageux, par lord North [1].

Anarchie dans le cabinet.

Le cabinet atteignit ainsi l'année 1768, terme de l'existence septennale du parlement, qui fut dissous le 11 mars [2]. Jamais la corruption ne se montra plus ef-

Dissolution du parlement. Elections générales. 1768

lement dépourvu de l'énergie nécessaire soit pour exercer sa charge, soit pour s'en démettre. — Lord Mahon, *ut suprà.*

1. Dans le courant de décembre, le comte Gower devint président du conseil et lord Weymouth, secrétaire d'Etat. Un troisième secrétaire d'État, ayant les affaires des colonies dans ses attributions, fut nommé, ce fut lord Hillsborough.

2. Un très-petit nombre de mesures importantes furent décrétées ou discutées dans les derniers temps de cette législature ; parmi celles-ci la plus digne d'attention peut-être est l'acte nommé *Nullum tempus bill*, qui mit fin à un état de chose par lequel il n'existait aucune prescription de temps contre le droit de possession de l'Église ou de la couronne. Il fut décidé par

frontément qu'aux élections suivantes [1]. Le résultat le plus remarquable de ces élections, qui ne déplacèrent point la majorité, fut le choix que fit le comté de Middlessex du trop fameux démagogue John Wilkes pour son représentant. Wilkes était alors sous le poids d'une condamnation, et il avait osé reparaître en Angleterre avant d'avoir purgé sa contumace : il échoua à Londres comme candidat de la cité; mais il se présenta sur-le-champ aux élections de comté à Brentford et fut élu par une foule égarée, qui voyait en lui le champion et le martyr des libertés publiques, et qui se porta aux plus graves excès pour assurer son élection. Une multitude de tisserands et d'artisans de diverses professions se réunirent aux environs du *Poll* [2], fermant le passage à quiconque ne portait pas au chapeau une cocarde bleue avec le chiffre quarante-cinq, en souvenir du *North Briton* et de son numéro condamné, ou ces mots sacramentels : *Wilkes et liberté pour toujours* [3]. Les opposants furent en butte aux outrages, et l'infâme nom de Wilkes, à l'aide de ces coupables manœuvres, sortit le premier de l'urne électorale.

Élection tumultueuse de John Wilkes. 1768

Cette élection fut la source des plus graves difficultés pour la chambre des communes où l'élection de Wilkes fut débattue. Il s'était constitué prisonnier, mais une

ce bill, qu'il y aurait prescription après soixante années de possession non contestée.

1. Le système de la vénalité des suffrages fut poussé si loin, que le maire et les aldermen d'Oxford garantirent publiquement la réélection des députés de leur ville, s'ils voulaient acquitter les dettes de leur corporation, qui s'élevaient à sept mille cinq cents livres sterling (180,000 fr.).

2. On nomme ainsi en Angleterre le lieu du scrutin pour les élections.

3. *Wilkes and liberty for ever.*

multitude exaspérée l'enleva à son escorte et le porta en triomphe. Wilkes se déroba à cette ovation périlleuse et se rendit lui-même à la prison du banc du roi. La cité se souleva de nouveau, menaçant de briser les portes de la chambre et d'y installer de vive force son idole. Des régiments furent appelés : ils étaient Ecossais et cette circonstance redoubla la fureur populaire : une collision sanglante eut lieu à Saint-Georges Field où la troupe fit usage de ses armes. Ce combat meurtrier fut flétri, comme il était à prévoir, du nom de massacre par la populace et, pendant quinze jours, il n'y eut, dans la cité, que tumulte et confusion. Le lord maire Harley, heureux concurrent de Wilkes aux dernières élections de Londres, courut les plus graves dangers ; les gardes à pied protégèrent sa résidence de Mansion House. C'est au milieu de ces scènes violentes que la cour du banc du roi, par l'organe de son président, lord Mansfield, rendit une sentence contre Wilkes. Il fut relevé de son incapacité illégale (outlawry), mais condamné à deux années de prison et à deux amendes de cinq cents livres, l'une pour le numéro quarante-cinq du *North Briton*, l'autre pour son poëme immoral.

Soulèvements populaires dans la Cité.

Condamnation de Wilkes par la cour du banc du roi.

Les nouvelles du dehors n'étaient pas plus satisfaisantes : la France, sous le ministère du duc de Choiseul, se montrait disposée à venger les défaites subies dans la dernière guerre et semblait adopter une politique envahissante : elle s'était emparée, sur un frivole prétexte, du comtat d'Avignon appartenant au Saint-Siége, et avait récemment acquis des Génois l'île de Corse que le courage de Paoli ne put ravir à ses armes. Cette conquête de la Corse, qui avait suivi de près la réunion de la Lor-

raine à la France [1], souleva dans le parlement d'Angleterre une violente tempête contre les ministres accusés à ce sujet de trahison et de lâcheté : mais la situation de leurs colonies transatlantiques donnait aux Anglais de plus sérieux motifs de mécontentement et d'alarme.

Les nouveaux droits établis sur diverses denrées avaient causé en Amérique une irritation profonde qui s'était manifestée surtout dans le Massachussett. Les agents du fisc ayant saisi et confisqué à Boston, le brick américain *la Liberté,* chargé de marchandises de contrebande, la populace pilla la douane, assaillit la maison des commissaires et força ceux-ci à se réfugier dans la citadelle. Ces actes violents demeurèrent impunis, le grand jury de la province s'étant refusé à les déférer aux tribunaux. Une association se forma dans la ville pour rejeter toutes les denrées anglaises, et l'assemblée coloniale vota des adresses aux autres colonies pour les inviter à y entrer. Le gouverneur Francis Bernard voulut faire révoquer ce vote, il ne put l'obtenir et prononça la dissolution de l'assemblée. Bientôt après le bruit se répandit que des ordres étaient arrivés d'Angleterre à Halifax au général Gage, commandant les forces britanniques dans les colonies du nord, et que des troupes anglaises étaient dirigées sur Boston. Cette nouvelle exaspéra les esprits : un comité se réunit et invita, sous des prétextes simulés [2], les citoyens à s'armer : le gouverneur refusa, dans ces graves circonstances, d'autoriser

Emeutes à Boston. 1769

Association américaine.

1. La Lorraine fut réunie à la France en 1766, après la mort de Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV.

2. Ce comité prétexta la nécessité de se préparer pour l'éventualité d'une guerre prochaine entre l'Angleterre et la France.

la convocation d'une nouvelle assemblée provinciale : la colonie alors procéda d'elle-même aux élections, et une nouvelle assemblée fut ainsi élue sans les formes légales; mais, après quelques séances, elle consentit à se dissoudre à l'approche des troupes anglaises. Celles-ci, au nombre de sept cents hommes seulement, firent leur entrée à Boston à la fin de septembre 1769, et la ville jusque-là toute commerçante prit soudain l'aspect d'une place de guerre.

Le cabinet anglais avait déjà perdu lord Chatam qui résigna sa charge de lord du sceau privé. Blessé par deux récentes mesures qu'avaient prises ses collègues, en révoquant de leurs fonctions deux hommes honorés de son estime, le comte de Shelburne, secrétaire d'Etat, et le général sir Jeffrey Amherst, gouverneur de la Virginie, incapable d'ailleurs de reprendre la direction des affaires, il pria le roi d'accepter sa démission et sortit d'un cabinet où depuis longtemps il n'apportait d'autre force que celle de son nom : il eut pour successeur au sceau privé, le comte de Bristol, son ami ; le comte de Rocheford, récemment ambassadeur à Paris, succéda à lord Shelburne en qualité de secrétaire d'Etat.

Lord Chatam se retire du cabinet.

La retraite volontaire de lord Chatam, quoiqu'il ne fût à cette époque que l'ombre de lui-même, fut mortelle au ministère qu'il avait composé à dessein d'éléments faibles et discordants, afin de mieux s'assurer son obéissance et dont les principaux membres étaient alors le duc de Grafton, premier lord de la Trésorerie, et le chancelier Camden. Celui-ci avait obtenu un renom mérité par l'équité de ses arrêts comme par son attachement respectueux aux libertés du pays : il joignait à une

parole éloquente une raison lumineuse et possédait, dans l'esprit et les manières, un heureux tempérament qui l'appelait au rôle de modérateur dans les conseils de la couronne. Nul plus que lui n'admirait lord Chatam, nul ne prévit mieux toutes les difficultés qui attendaient un cabinet où il garda sa place malgré lui et que ne couvrait plus la grande ombre de son illustre ami. Le duc de Grafton, son collègue et chef de ce cabinet, homme spirituel et léger, avait des vues désintéressées, mais sans unité comme sans suite, et il donnait prise à ses adversaires par le scandale de ses mœurs. Les circonstances cependant étaient d'une gravité extrême, entre le danger du soulèvement d'une portion considérable de l'empire britannique au delà des mers et les périls causés par l'irritation croissante de l'Irlande et par une insurrection formidable au cœur de la capitale. Dépourvu de forces suffisantes en lui-même ou dans les moyens légaux, Grafton eut recours à l'intrigue, aux influences de cour et à la corruption : il tendit à l'excès tous les ressorts du gouvernement et mit l'autorité royale en cause pour couvrir sa faiblesse personnelle : il exposa ainsi son cabinet déjà si décrié au sanglant reproche de subir l'ascendant le plus impopulaire, celui de l'ancien favori écossais, de lord Bute.

Faible politique du duc de Grafton.

1769

Alors parut dans l'arène politique un champion célèbre par l'étonnante vigueur d'un talent hors ligne, par l'amertume de son fiel et la violence de ses attaques et plus encore peut-être par le mystère dont il s'enveloppa : il s'annonça et est demeuré fameux jusqu'à présent dans l'histoire sous le pseudonyme de JUNIUS. Ce nom parut pour la première fois (21 janvier 1767) dans un recueil pé-

Junius.

1767-1770

riodique, *The public Advertiser*, au bas d'un article où le gouvernement est flétri en des termes qui égalent ou même passent en violence tout ce que nous connaissons de nos jours de plus virulent : « Si par l'immédiate intervention de la Providence, dit l'auteur en terminant, nous échappons à une crise si pleine de terreurs et de désespoir, la postérité n'en pourra croire l'histoire des temps présents, elle se persuadera ou que nos désastres étaient imaginaires ou que nous avions la bonne fortune d'être gouvernés par des hommes d'une intégrité et d'une sagesse reconnues : elle ne croira pas possible que ses devanciers aient survécu ou se soient relevés, après une situation aussi désespérée, alors qu'un duc de Grafton était premier ministre, un lord North chancelier de l'Echiquier, un Weymouth et un Hillsborough secrétaires d'Etat, un Granby commandant général, et un Mansfield chef de la justice criminelle du royaume!... Ces ministres qui nous gouvernent, dit encore Junius, sont tels que des hommes raisonnables n'en sauraient attendre d'autre remède que le poison, d'autre soulagement que la mort! » Il continua ainsi dans le même recueil, durant trois années, une polémique sans justice comme sans pitié, dans une série de lettres éloquentes, élaborées par la haine et la fureur avec une logique savante autant qu'implacable.

Popularité croissante de J. Wilkes.

La crise intérieure devenait chaque jour plus menaçante et l'engouement populaire pour John Wilkes s'accrut encore par la passion téméraire et les procédés violents dont il fut l'objet dans la chambre des communes. En janvier 1769, quoique prisonnier et légalement condamné, il fut choisi par la cité de Londres pour

Son xpulsion des mmunes. 1769

un de ses aldermen, et au mois de février suivant, les communes, sur la motion de lord Barrington, et contre l'avis prudent de George Grenville, prononça l'expulsion de Wilkes et le raya du nombre de ses membres. Ce vote exaspéra une foule aveugle et enthousiaste et leur rendit plus cher encore le candidat de leur choix : une association se forma sous le nom de la Société du bill des droits et ouvrit une souscription pour l'acquittement de ses dettes : trois mille guinées furent souscrites le jour même, et Wilkes, élu pour la seconde fois membre de la chambre pour le comté de Middlessex, fut de nouveau rejeté par la chambre.

ıde élection W lkes. Nouvelle xpulsion.

Troisième élection de Wilkes.

Jusque-là les communes, en soutenant cette lutte déplorable, s'étaient maintenues dans les limites de leur droit; elle les franchirent après l'élection suivante dans laquelle les ministres avaient obtenu qu'un homme honorable, le colonel Luttrell, se portât pour concurrent de Wilkes. Celui-ci néanmoins avait été élu pour la troisième fois par une immense majorité. La chambre alors, commit un étrange abus de pouvoir, elle s'arrogea le droit de désigner elle-même l'élu du comté, sans qu'aucun statut ait pu être invoqué à l'appui de sa décision. Elle repoussa Wilkes et admit à sa place Luttrell, dont le nom, sorti de l'urne après le sien, n'avait réuni qu'une faible minorité des suffrages [1]. Ce vote souleva de formidables orages : la chambre, disait-on, n'avait point caractère pour choisir le second membre élu en rejetant le premier, celui-ci n'étant frappé d'incapacité par aucune loi, mais seulement par le bon plaisir des

dmission illégale Luttrell dans communes. 1769

1. Luttrell n'avait eu que trois cents voix contre quinze cents données à Wilkes.

communes, ne pouvait perdre, malgré son expulsion et sans l'aveu des électeurs, son titre de membre pour Middlessex. Cette question touchait, disait-on encore, aux fondements mêmes de la constitution et ne pouvait être résolue que par l'assentiment des trois pouvoirs. Un membre, Henri Cavendish, formula sur ce point, en des termes aussi précis qu'énergiques, une opinion qui fut applaudie, consacrée et adoptée sous le nom de *profession de foi de Cavendish* (Cavendish creed), par tous les opposants à la funeste résolution de la chambre.

Tandis que le parlement était en proie à ces débats intérieurs, de grands intérêts pour le pays continuaient à être agités en Orient et en Occident. L'œuvre de Clive subsistait dans le Bengale où sa main ferme avait rétabli l'ordre, la discipline et l'autorité de la Compagnie ; mais la guerre sévissait dans les autres parties des possessions britanniques de l'Inde et surtout dans la présidence de Madras, dans le Carnatic et le Deccan, où un chef célèbre s'était récemment élevé et avait fondé une puissance redoutable : ce chef était Hyder-Ali que nous avons vu, durant la dernière guerre entre l'Angleterre et la France, accourir avec un corps de mysoriens au secours de Lally et des Français enfermés dans Pondichéry dont il ne put prévenir la chute. Cet homme extraordinaire, plein d'ambition et de génie, actif, infatigable et non moins rusé qu'audacieux, s'était élevé de la plus basse condition au premier rang. On le voit chef de bandits et de rebelles, puis général et vizir du sultan de Mysore qu'il détrône et auquel il succède, et enfin fondateur d'un état redoutable, et déployant, dans sa capitale de Seringapatam, toute la pompe et la puis-

Nouvelles hostilités dans l'Inde.

1767-1769

Hyder Ali sultan de Mysore.

sance des souverains de l'Orient [1]. Hyder-Ali, considérant les Anglais comme les plus dangereux de ses voisins ou de ses rivaux, avait, dès l'année 1767, conçu le projet de les expulser. Il acheta, par son or, la coopération des mahrattes et prépara la défection du nizam ou vice-roi du Carnatic : celui-ci, allié des Anglais en apparence et marchant avec eux contre Hyder-Ali, les abandonna au début de la campagne pour unir ses drapeaux à ceux de l'armée de Mysore. Les Anglais se trouvèrent ainsi réduits à leurs seules forces contre trois formidables adversaires, et leur petite armée commandée par le colonel Smith et comptant à peine douze mille hommes, dont neuf mille indigènes, rencontra l'armée ennemie forte de soixante-dix mille hommes à Trinomaly (septembre 1767). La fortune se prononça comme de coutume pour les Anglais, dont la victoire fut complète. Celle-ci eut pour résultat la rupture de la confédération ennemie; les mahrattes abandonnèrent Hyder-Ali et le nizam du Carnatic fit sa paix avec les Anglais. Hyder, à son tour, se trouva seul contre eux, et durant dix-huit mois, il leur fit une guerre acharnée, évitant les batailles, mais multipliant les stratagèmes et les surprises, et les harcelant sur tous les points avec une fabuleuse et désespérante activité. Il ne réussit cependant qu'à semer des ruines autour de lui : las enfin de n'obtenir que des succès stériles, Hyder désira la paix, mais d'abord et pour en dicter les conditions, il attira l'ar-

Guerre des Anglais avec Hyder-Ali.

1767-1769

1. D'après le témoignage de son historien Lemaître, Hyder-Ali avait, en 1766, près de deux cent mille hommes sous les armes, dont soixante-cinq mille pouvaient aisément être mobilisés. L'artillerie comptait soixante pièces servies en partie par des Français.

mée anglaise à cent cinquante milles au sud de Madras et se dirigeant aussitôt, par une course rapide, vers le nord, il parut tout à coup, à la tête de cinq mille hommes de cavalerie, sous les murs de la ville terrifiée. Le conseil se hâta de traiter (1769) : il fut convenu que les conquêtes faites durant la guerre seraient mutuellement rendues et qu'il y aurait alliance offensive et défensive entre la Compagnie et la cour de Mysore.

Traité de Madras.

1769

Les vastes contrées où se succédaient de si graves événements et où les officiers anglais se montraient en valeur et en audace les brillants émules des Cortez et des Pizarre occupaient cependant alors beaucoup moins l'attention de l'Angleterre que les régions de l'Amérique où leur puissance était déjà profondément ébranlée. L'impunité des agitateurs de Boston, et le refus que fit le grand jury américain de les poursuivre devant les tribunaux avait causé en Angleterre une vive irritation dont le duc de Bedford, au début de la session, s'était rendu l'ardent interprète, et il avait obtenu des deux chambres une résolution violente pour que le roi fût invité, par une adresse des lords et des communes, à tirer du vieil arsenal des lois du royaume, une loi de la trente-cinquième année de Henri VIII, qui autorisait la couronne à transporter les délinquants en Angleterre et à les faire traduire en jugement devant une commission spéciale. Cette motion tendait à soustraire tous les inculpés à leurs juges naturels [1]. Burke la repoussa avec une indignation chaleureuse : « Votre remède, dit-il,

1. C'était jeter au lieu de pain une pierre aux innocents aussi bien qu'aux coupables. Lord Mahon, *ut suprà*.

n'est pas de nature à apaiser les Américains, mais à les exaspérer. Vous pointez sur l'ennemi une arme : et pourquoi cela? Parce que vous ne pouvez, dites-vous, avoir confiance dans un jury de ce pays. Mais cet aveu même doit vous faire frémir : si vous n'avez pas un parti en deux millions de citoyens, il vous faut ou changer vos plans ou renoncer à vos colonies pour toujours. » Cependant, à la fin de la session, une politique plus modérée prévalut dans la chambre des communes et dans une partie des membres du cabinet, et le duc de Grafton proposa dans le conseil, à ses collègues, un plan pour la complète révocation des nouveaux droits imposés dans les colonies : lord North s'opposa à un rappel total comme étant un encouragement pour la révolte, et il demanda que les droits sur le thé fussent maintenus. Son avis fut adopté à la majorité d'une voix et décida peut-être du sort de l'Amérique où les précédentes résolutions des deux chambres provoquent de grands troubles. La Virginie se signale par son esprit de résistance, la chambre des bourgeois vote une adresse au roi pour le prier de ne point remettre en vigueur l'odieux statut de Henri VIII rappelé par le parlement anglais : elle est dissoute : les principaux membres se réunissent alors dans une taverne devenue fameuse dans les fastes de la révolution américaine sous le nom de taverne d'Apollon : là, ils forment une association, s'engageant sur l'honneur à n'importer dans leur colonie aucune marchandise anglaise jusqu'au rappel de tous les nouveaux droits établis en 1767, et parmi les signataires on voit les noms de Patrice Henri, de Thomas Jefferson et de George Washington. L'émotion populaire n'est pas

Maintien du droit sur le thé dans les colonies

Troubles dans la Virginie et dans le Massachussett.

1769

moins grande dans le Massachussett où les habitants demandent sans l'obtenir l'éloignement des troupes : la chambre des représentants suspend alors ses travaux comme étant, dit-elle, sous la pression de la force militaire : là également le peuple refuse les marchandises anglaises et des violences coupables sont exercées par la populace sur ceux des colons qui essayent de résister au torrent général [1].

Grande irritation en Angleterre contre les communes

1769

En Angleterre aussi l'opinion publique se prononçait chaque jour davantage contre le gouvernement, et la chambre des communes surtout, depuis la dernière expulsion de Wilkes et l'admission de Luttrell à sa place, était en butte aux plus vives attaques : elle avait, disait-on, violé la constitution par l'usurpation du pouvoir électif : de toutes parts arrivaient des pétitions demandant que cette chambre fût dissoute : l'agitation se manifestait dans les comtés, comme dans la capitale, par des cris séditieux, des menaces et de graves excès, et à tous ces bruits se mêlait au milieu des orages la voix redoutable de Junius tonnant contre un cabinet divisé, malhabile, sans prestige et sans force, gouverné par des intérêts misérables de famille ou de parti, sans intelligence des besoins du pays, vomissant avec une incomparable violence, l'outrage, la calomnie même, contre les hommes les plus haut placés par leurs titres ou par leurs charges, dénonçant les communes comme coupables d'usurpation et de tyrannie et demandant hautement

Violences de Junius.

1. Le châtiment le plus commun infligé en pareil cas, était de dépouiller les patients de leurs vêtements, d'enduire leur corps de résine ou de poix et de les rouler dans la plume.

leur dissolution, par une lettre célèbre, adressée au monarque en décembre 1769, où l'auteur sous les formes extérieures du respect, n'épargne à George III ni l'insulte ni la menace.

Débat dans la chambre des lords sur la conduite des communes.

1770

Les communes virent l'année suivante (janvier 1770) se lever contre elles un autre adversaire et, de tous, le plus redoutable. Lord Chatam, guéri après deux ans de son mal mystérieux, avait enfin reparu dans la chambre des lords. Il prit la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne, et se prononça ouvertement tout à la fois contre les mesures rigoureuses adoptées par le gouvernement envers l'Amérique et contre la conduite des communes qui, en substituant Luttrell à Wilkes, s'étaient rendues coupables, dit-il, du plus grand des outrages au droit commun des sujets et avaient donné un juste motif au mécontentement général : il termina en présentant un amendement au projet d'adresse, à l'effet de faire prendre en considération sérieuse par les lords, toute la conduite des communes dans cette déplorable affaire : le chancelier Camdem fut entraîné, et se levant de son siége, il se prononça contre la politique du cabinet dont il était membre et contre le funeste vote des communes : « Si, en ma qualité de juge, dit-il, je respectais une décision semblable, je me regarderais comme infidèle à mon devoir et traître à mon pays. » Lord Mansfield, premier juge du banc du roi, combattit l'amendement de lord Chatam, où il vit un empiètement sur les priviléges de l'autre chambre. Sa réponse fournit à lord Chatam le motif d'une de ses plus célèbres harangues, mais dont cependant l'éloquence n'est pas exempte d'exagération.

Opposant aux prétentions de ses adversaires dans les deux chambres la conduite des fameux barons, auteurs de la grande charte du royaume : « Ce ne fut pas pour eux seuls, s'écria l'orateur, qu'ils arrachèrent à leur souverain la reconnaissance des droits du pays : cette conquête qu'ils firent fut utile au peuple entier… Ces barons de fer, et je puis les nommer ainsi, en les comparant à nos barons de soie, étaient les gardiens des droits de tous, et cependant ils ne furent jamais engagés dans une question de l'importance de celle-ci….. Une brèche a été faite dans la constitution ; les portes sont forcées, la place est ouverte au premier assaillant, la constitution n'est plus tenable. Qu'avons-nous à faire, si ce n'est de nous tenir fermes sur la brèche pour la réparer ou pour périr ! »

Eloquentes paroles de lord Chatam.

L'amendement proposé par lord Chatam fut rejeté, mais lord Rockingham annonça une résolution pour le lendemain, et les ministres obtinrent un ajournement. On vit se renouveler dans l'autre chambre, l'exemple donné par lord Camden dans celle des pairs, et un membre du cabinet, le commandant en chef de l'armée, lord Granby, se rallier à une motion contraire à la politique ministérielle : il offrit ensuite sa démission ; lord Camden attendit la sienne qui lui fut demandée, et son successeur fut Charles Yorke, ami de Rockingham, et qui, dans une heure fatale, déserta son parti et accepta le grand sceau : trois jours plus tard, il n'existait plus. Incapable de supporter la muette indignation de ses amis ou leurs poignants reproches, Charles Yorke porta sur lui-même une main homicide et mourut [1] :

Destitution du lord chancelier Camden.

Charles York lui succède.

Sa mort.

1770

1. Voyez à ce sujet une dissertation intéressante par lord Campbell, *Vie des chanceliers d'Angleterre*. t. V, c. 41.

toute l'administration tombait en ruines : le grand sceau, de nouveau vacant, était refusé par ceux à qui leur rang ou leurs talents donnaient droit d'y prétendre; le procureur général Dunning, jurisconsulte éminent, se démit de sa charge, et plusieurs grands personnages résignèrent celles qu'ils occupaient dans la maison royale. Singulier exemple qu'offre l'histoire de la puissance d'un homme : il avait suffi à lord Chatam d'un effort ou d'un souffle pour renverser le cabinet, et le jour même où le marquis de Rockingham fit sa motion, dans la chambre des lords, pour une enquête sur la conduite du gouvernement, proposition que soutint lord Chatam avec une âpre énergie, le duc de Grafton, chef du cabinet, reconnut son impuissance, il offrit au roi sa démission, et eut pour successeur lord North qui, à son titre de chancelier de l'Échiquier, joignit celui de premier lord de la Trésorerie.

Chute du cabinet du duc de Grafton. 1770

Lord North premier ministre.

IV

Ministère de lord North jusqu'au début de la guerre d'Amérique.

1770-1774.

Le chef du nouveau cabinet, lord North, était fils aîné du comte de Guilford et avait alors trente-sept ans. Il accepta par obéissance le poste de premier ministre et apporta d'abord peu de changement dans l'administration, dont la plupart des membres furent conservés [1].

1. Le grand sceau fut mis en commission.

Il était le septième chef du cabinet qu'ait eu la couronne, dans le court espace de dix années, et son pouvoir dépassa en durée celui de ses six prédécesseurs réunis. Un éminent historien de nos jours, souvent cité dans cet ouvrage [1], rend témoignage à la droiture de ses intentions et à sa rare mansuétude. Quoique inférieur en talent, dit-il, à quelques-uns des orateurs de son temps, il sut néanmoins lutter, durant dix années, contre tous avec un bon sens et un savoir que relevait une plaisanterie fine et sans fiel : son plus grand tort, et la cause première des malheurs de son administration, fut une faiblesse de caractère, regrettable surtout dans les temps difficiles où il gouverna, et qui le rendit trop souvent incertain et irrésolu lorsque les circonstances exigeaient de la suite et de la fermeté, plus heureux sans doute s'il n'eût pas renoncé trop facilement à ses vues personnelles et aux suggestions de sa raison pour céder au vœu du prince et aux dangereux conseils de ses amis.

Lord North.

Son caractère.

Lord Chatam plus que personne avait contribué à donner naissance au nouveau cabinet, il ne le soutenait pas cependant, et ses paroles, à cette époque de sa vie, furent empreintes d'une amertume et d'une violence injustifiables. Lord North, dès son début comme premier ministre, eut à repousser le banal reproche de subir la secrète influence de lord Bute, quoique celui-ci fût alors absent et en Italie : nul ne mit plus de passion que lord Chatam dans cette accusation injuste, et l'on vit avec re-

Violences de lord Chatam.

1. Lord Mahon. — Les principaux traits du portrait de lord North par lord Mahon, se retrouvent dans celui que nous a donné lord Brougham. — *Esquisses historiques des principaux hommes d'Etat sous George III.*

gret ce grand homme s'oublier jusqu'à des emportements tels qu'ils furent attribués aux souffrances de la maladie et d'un esprit chagrin et irrité. Il ne craignit pas de mettre en cause la couronne : « Je vois, dit-il, derrière le trône quelque chose de plus grand que le trône même. » Il perdit ainsi, par la violence de son langage et l'exagération de ses attaques, une grande partie de l'influence qu'il avait conquise et contrista ses amis politiques, dont quelques-uns néanmoins lui demeurèrent fidèles, formant autour de lui un groupe d'hommes distingués à la tête desquels il se tint à distance égale entre les deux principales fractions des whigs, celles de Rockingham et de George Grenville.

Dernier acte de G. Grenville. Bill pour décider les élections contestées.

1770

Ce dernier, quoique peu avancé en âge, touchait au terme de sa carrière politique et de sa vie : l'un de ses derniers actes fut une motion utile pour mettre un frein à l'abus du pouvoir des communes et aux entraînements de la majorité dans les débats relatifs aux élections contestées ou entachées decorruption, et il réussit à faire passer un bill qui transmettait, sur ce chef, tous les pouvoirs jusque-là exercés par la chambre entière, à un comité pris dans son sein et dont les membres présentaient quelques garanties d'impartialité. Cette mesure, insuffisante et considérablement modifiée dans la suite, fut cependant un progrès et eut pour effet de diminuer un mal très-funeste à la considération des communes.

Débat sur les colonies

L'état des colonies n'avait pas cessé d'attirer l'attention du ministère, et en mars 1770, lord North, fidèle à la résolution qu'il avait exprimée dans le précédent cabinet, proposa d'adopter un terme moyen entre l'indulgence et la rigueur, et soumit aux communes un projet

qui révoquait les droits sur toutes les denrées, récemment imposées dans les colonies, à l'exclusion du thé. L'opposition en masse vota une complète révocation de tous les droits. « Ceux qui existent sur le thé, dit elle, ne sont d'aucune importance pour le trésor; les maintenir en abolissant les autres, ce serait, de la part du parlement, maintenir le principe même contre lequel se soulèvent les Américains, ce serait encourager la sédition dans les colonies sans s'assurer aucun titre à leur reconnaissance, en ne leur donnant sur le point contesté aucune satisfaction complète et légitime. »

La motion de lord North prévalut et le jour même où elle fut votée une rixe sanglante éclata dans Boston, entre la troupe et le peuple, à la suite de laquelle plusieurs citoyens perdirent la vie. Le capitaine anglais Preston, chef du poste assailli par la foule, n'avait fait usage des armes que pour sa défense; mais la passion populaire s'empara de l'événement, elle vit dans les soldats des meurtriers, dans le combat un massacre, et une accusation criminelle fut portée contre Preston dont un jury américain, à son honneur, prononça l'acquittement. La lutte, après ce drame sanglant, fut comme assoupie durant trois années, et l'on vit même des relations pacifiques se rétablir entre l'Angleterre et ses colonies : mais l'esprit de révolte fermentait sur plusieurs points du territoire américain, surtout dans le Massachussett, où le dernier vote des communes nourrit un foyer permanent d'irritation.

Le sang coule à Boston.

1770.

La ville de Londres était toujours fortement agitée et Wilkes y occupait encore la scène. Le temps de sa peine était expiré : il avait été reçu avec honneur dans le corps

des aldermen dont il était membre, et il mit tout en œuvre pour entretenir le ressentiment et l'hostilité de la cité contre les communes. Il fut en cela puissamment secondé par le premier magistrat de la capitale, le lord maire Beckford. Celui-ci, usant du droit que la corporation de Londres avait en commun avec les chambres du parlement et les deux universités du royaume, d'adresser en personne au souverain leurs représentations ou leurs vœux, se rendit l'interprète du sentiment populaire à l'égard des communes, et deux fois à la tête du conseil de la cité, il vint présenter au roi une pétition pour l'inviter à dissoudre la chambre et à prononcer l'annulation de tous ses actes depuis l'expulsion de Wilkes. La seconde fois et lorsque le roi eut achevé sa réponse négative et ferme, préparée et arrêtée d'avance selon l'usage, Beckford reprit la parole et après avoir protesté du dévouement de la cité de Londres pour le monarque, faisant allusion à lord Bute, il déclara traître au pays quiconque chercherait à persuader au roi le contraire et à le séparer de son peuple. Georges III garda le silence. Peu de jours après, Beckford mourut ; mais ses paroles insolites et blessantes lui survécurent : l'esprit de parti les exalta comme un chef-d'œuvre de courage et de patriotisme, et elles furent gravées sur un monument élevé en son honneur à Guildhall, où on les lit encore.

Adresses de la cité de Londres. Hostilités aux communes. 1770

Conduite blessante du lord maire.

Un incident inattendu et d'une importance secondaire faillit allumer, à cette époque, une conflagration générale : l'Angleterre possédait dans l'archipel du Sud une des îles Falkland, connues en France sous le nom d'îles Malouines, rocher stérile, battu des tempêtes, où elle entretenait une faible garnison. Son droit était contesté

Affaire des îles Falkland. 1770

par l'Espagne, depuis longtemps maîtresse du principal groupe de ces îles, et en l'année 1770 une escadre espagnole, envoyée par le gouverneur de Buénos-Ayres, força le poste anglais à capituler et abattit le drapeau britannique. L'Angleterre s'émut de cette agression non justifiée en pleine paix, et la cour d'Espagne ayant refusé la satisfaction demandée, le cabinet anglais fit des préparatifs de guerre et des ordres furent donnés pour mettre en état la flotte et les équipages. Les communes plus encore que le gouvernement se montrèrent indignées et s'associèrent avec énergie aux mesures belliqueuses prises par le cabinet. Mais celui-ci n'obtint pas le concours des magistrats de la cité : un nouveau lord maire, Brass Crosby, venait d'être élu par le parti démagogique de Wilkes dont il subissait l'influence, et la cour des aldermen qu'il présidait refusa de publier les ordres du gouvernement pour la presse des matelots. Lord Chatam, dans cette circonstance comme en plusieurs autres, sut sacrifier sa popularité au sentiment des intérêts et de la dignité du pays ; il flétrit en termes énergiques la conduite des magistrats de la cité, et opina pour qu'ils fussent traduits à la barre de la chambre des lords afin d'y répondre de leur conduite. Lord Chatam était du très-petit nombre des hommes auxquels fut donné le pouvoir de soulever les tempêtes et de les apaiser. On entendit sa voix, et l'exécution des ordres du cabinet ne rencontra plus d'obstacle dans la cité. La guerre n'éclata point cependant ; l'Espagne avait osé braver le ressentiment de l'Angleterre parce qu'elle comptait sur l'assistance de la France, gouvernée par Choiseul, constamment appliqué depuis la paix désas-

treuse de 1763, à relever les forces de ce royaume. Mais Louis XV abandonna son ministre qu'une intrigue de cour renversa : aussitôt s'évanouit pour l'Espagne l'espoir du concours actif de la France dans une nouvelle guerre ; elle accorda aux Anglais toutes les satisfactions qu'elle avait refusées, et la paix fut maintenue [1].

Lutte de la cité avec les communes à l'occasion de l'impression des debats de la chambre. 1771

La résistance de la cité aux ordres du cabinet avait été aisément vaincue : son animosité contre les communes avait des racines plus profondes, elle n'était qu'assoupie, et une nouvelle imprudence de la chambre ranima la querelle. La publication des débats du parlement avait été jusqu'alors interdite, par la crainte d'une reproduction infidèle, empreinte de toutes les violences de l'esprit de parti et les discussions les plus remarquables n'avaient été publiées que par une presse clandestine ou sous le voile de la fiction [2]. Quelques tentatives plus hardies furent sévèrement réprimées : on les renouvela en 1770, et les communes ordonnèrent l'arrestation des imprimeurs coupables d'avoir enfreint leur défense. Plusieurs furent arrêtés et subirent à genoux la réprimande de l'orateur; mais un de leurs confrères, nommé Miller, poursuivi pour le même fait, refusa de se rendre en prison, invoquant son privilége

1. L'Angleterre rentra en possession de l'île qu'elle avait perdue et qu'elle abandonna bientôt après elle-même, comme une possession moins utile qu'onéreuse.

2. On publiait les débats des chambres comme s'ils eussent été ceux des assemblées de la Grèce et de Rome, et l'orateur (speaker) était travesti en sénateur romain. Il parut même une publication de ce genre sous le nom de délibérations du sénat de Lilliput. Toutefois, dit Burke en 1771, il était toujours permis aux orateurs de publier les discours qu'ils avaient prononcés. *Cavendish debates*, vol. II, p. 259. On cite cependant quelques exemples contraires dans les temps antérieurs.

d'officier de la cité dans l'enceinte de laquelle le sergent des communes était venu pour l'arrêter. Un constable arrêta le sergent lui-même et le conduisit avec Miller devant le lord maire, Brass Crosby, qui siégeait alors assisté des aldermen Wilkes et Olivier. Tous trois tombèrent d'accord pour décider que les communes avaient violé le privilége de la cité, en ordonnant qu'un citoyen fût arrêté dans son enceinte, à l'insu et sans l'autorisation de ses magistrats : en conséquence ils refusèrent de livrer Miller, et le sergent des communes fut retenu prisonnier.

Au bruit de cet acte audacieux un violent débat s'éleva dans la chambre : la minorité où figuraient, entre autres membres éminents, Barré, sir George Savile et Burke, remontra vainement que les communes avaient en effet outrepassé leur droit : la majorité aveuglée par la colère eut recours aux moyens les plus violents. Le maire et l'alderman Olivier, membres eux-mêmes des communes, furent sommés d'y reprendre leurs siéges, et tous deux, mis en état d'arrestation par la chambre furent envoyés à la Tour [1]. La cité prit feu pour ses magistrats : les rues de Londres et les abords du parlement furent de nouveau le théâtre d'émeutes formidables : une multitude furieuse voulut forcer l'enceinte des communes; les membres du cabinet furent insultés, lord North courut risque de la vie, et sommé d'abandonner le pouvoir, il montra au milieu du péril une noble intrépidité : « C'était malgré lui, dit-il, et par obéissance, qu'il avait ac-

Résolutions violentes des communes.

1771

Émeutes dans Londres.

1771

1. Wilkes ayant refusé jusqu'à trois fois de paraître dans la chambre autrement qu'en sa qualité de membre pour Middlessex, elle évita d'engager une nouvelle lutte avec lui.

Courage de lord North. cepté sa charge, l'honneur maintenant lui défendait de la résigner. »

La fin de la session mit heureusement un terme à ce conflit redoutable. Les actes d'autorité arbitraire, de tyrannie même, que se permettaient parfois les communes pour le maintien de leurs priviléges, étaient du moins limités, quant à leur durée, à celle de la session : le parlement fut prorogé en mai 1771 et la prorogation mit fin aux détentions ordonnées par la chambre : les portes de la Tour s'ouvrirent, et la cité fit à ses magistrats libérés un accueil enthousiaste. A la session suivante, les communes évitèrent soigneusement de renouveler le conflit : elles s'abstinrent également, dans la suite, de poursuivre la reproduction de leurs débats comme une violation de leurs priviléges, et l'on vit ainsi la presse périodique grandir en liberté comme en puissance, par l'effort même maladroitement tenté pour la réprimer et la restreindre.

Prorogation du parlement. 1771

L'émotion populaire de ces longs débats finit par s'user : chacun sentait qu'au fond, dans ces luttes, touchant même des questions graves et constitutionnelles, il n'y avait rien de véritablement dangereux pour la constitution et pour le pays, et après une crise aussi humiliante que funeste pour la considération des communes, il était peu à craindre qu'une nouvelle chambre suivît l'exemple de celle-ci et donnât lieu à de semblables scandales par des usurpations pareilles. Wilkes lui-même en cessant de paraître martyr, cessa d'être redoutable; flatteur effronté de la foule, insolent et cynique avec les puissants, il avait assez d'audace dans la parole et de fougue dans la conduite, pour devenir,

pendant un temps, l'idole de la multitude, mais il était totalement dépourvu des qualités ou des talents auxquels s'attache une estime durable [1]. Une somme énorme de dix-sept mille livres sterling (trois cent soixante-quinze mille francs) avait été souscrite, pour l'acquittement de ses dettes, par le zèle actif de l'association du *bill des droits,* où pénétra la discorde et qui tomba bientôt en dissolution. Wilkes lui-même se prit de querelle avec l'agitateur Horne Tooke, plus démocrate que lui, et rompit également avec plusieurs autres de ses partisans qui le décrièrent après l'avoir exalté. Il eut encore assez de crédit cependant pour se faire élire shériff et quelques années plus tard lord maire de la cité de Londres; mais son prestige aux yeux des masses était détruit pour ne plus renaître : il était de ces hommes qui grandissent dans le trouble et la sédition, mais que le pouvoir diminue lorsqu'ils en usent, et

1. Il a si peu de talent réel comme orateur (*for public speaking*) dit Horace Walpole, qu'on ne peut l'entendre avec patience. — Lettre à sir H. Mann. — Cependant ce même Wilkes avait une grande verve sarcastique et une puissance de répartie dont plusieurs exemples nous ont été conservés. Je n'en citerai qu'un qui peint tout ensemble l'étonnante effronterie du démagogue et son terrible prestige. « Comme il était sur les *hustings*, à Brentford avec le colonel Luttrell, il dit à son concurrent en regardant la foule qui l'acclamait : Qui pensez-vous qui l'emporte par le nombre, les fripons ou les fous dans cette multitude de mes partisans (*wilkites*) que nous voyons ici? — Je vais leur dire cela, répondit le colonel, et nous en finirons avec vous. — Vous ne l'oserez, dit Wilkes, car si vous le faites, vous êtes mort. — Comment l'entendez-vous? demanda Luttrell. — Je leur dirai que vous avez menti et ils vous mettront en pièces en un clin d'œil. » J'ai extrait cette anecdote des remarquables *Esquisses historiques des hommes d'Etat du temps de George III*, t. II, p. 104. Les odieuses manœuvres des démagogues pour captiver la foule y sont décrites de main de maître dans les pages consacrées à John Wilkes.

il finit par tomber dans l'insignifiance et dans l'oubli [1].

Modifications dans le cabinet.

A tant d'agitations succéda un long calme de trois années durant lesquelles l'administration de lord North prit des forces et se compléta : le grand sceau fut donné à lord Apsley, homme doux et inoffensif : le duc de Grafton consentit à rentrer en charge : le comte de Sandwich devint premier lord de l'amirauté, et le comte de Suffolk secrétaire d'Etat : les charges de procureur général et d'avocat général furent données à deux hommes de talent, destinés l'un et l'autre à la célébrité, à Thurlow et à Wedderburn ; enfin, dans un rang secondaire de cette administration, figurait alors, parmi les lords de l'amirauté [2], le jeune Charles Fox, second fils de Henri Fox (lord Holland) et qui, élu à vingt ans membre pour Middlessex, n'était connu encore que par son amour effréné pour la dissipation et le jeu, et par un zèle intempérant au service de la prérogative royale et du pouvoir.

Débuts de Charles Fox.

Le roi George III fut frappé, vers cette époque, d'afflictions domestiques : sa sœur Mathilde, femme du roi

1. La cité de Londres finit par lui conférer l'office lucratif de son *chambellan* (*city chamberlain*) et il termina obscurément sa carrière en 1797. Il remporta en 1782 sa dernière victoire en obtenant que les communes fissent effacer sur leurs registres toutes les résolutions prises antérieurement contre lui. On le vit, dans les dernières années, soutenir l'administration du second Pitt, et il se montrait souvent au lever du roi où il était accueilli avec bonté. George III lui ayant un jour demandé des nouvelles de son ami l'avocat Glynn, qui en toute circonstance avait été son plus zélé champion : « Je supplie Votre Majesté, répondit Wilkes avec une effronterie spirituelle, de ne pas appeler cet homme mon ami : il a toujours été un partisan de John Wilkes (a Wilkite), et pour ma part je ne le fus jamais. »

2. Fox échangea peu de temps après cette position contre une charge équivalente à la Trésorerie.

de Danemark, Christian VII, soupçonnée sans preuve de relations coupables avec le premier ministre Struensée, fut enveloppée dans sa chute et enfermée, pour le reste de sa vie, au château de Cranebourg. Deux de ses frères, les ducs de Glocester et de Cumberland, contractèrent des mariages indignes de leur rang, et qui furent presque en même temps rendus publics. Le parlement lui-même s'émut de ces mésalliances dont l'honneur de la couronne pouvait être entaché, et dans la session de 1772, il s'unit au roi pour prévenir de pareils scandales. Un bill fut adopté, connu sous le nom de bill des *mariages royaux*, par lequel tout descendant de George II, est tenu jusqu'à ce jour, d'obtenir le consentement du souverain pour contracter mariage avant l'âge de vingt-cinq ans. Si après cet âge le consentement royal est refusé, la question doit être soumise au conseil privé, et si, dans le cours de l'année, aucune des chambres du parlement n'y met obstacle, le mariage peut être conclu. L'acte le plus important de la session suivante fut l'acte qui constitua et organisa sur un plan nouveau, l'administration des possessions anglaises dans les Indes ; il est célèbre sous le nom de l'acte régulateur, *regulating act*.

Afflictions domestiques de George III. La reine de Danemark et Struensée. 1772

Bill des mariages royaux. 1772

Les affaires de la Compagnie périclitaient de nouveau : lord Clive ne les avait relevées quelques années auparavant que dans le Bengale, où il avait été envoyé avec pleins pouvoirs, et les trois présidences, malgré ses conseils, étaient restées indépendantes l'une et l'autre. La dernière guerre soutenue dans celle de Madras contre Hyder Ali et terminée en 1769, et les éclatantes victoires remportées par les troupes de la Compagnie n'avaient

Affaires de l'Inde. 1769-1772

point réparé l'échec porté à ses finances et à son crédit. Les dividendes diminuèrent, une panique survint et les actions tombèrent, en quelques jours, de plus de soixante pour cent. La discorde et l'anarchie régnaient de nouveau dans la cour des directeurs où Sullivan, l'ennemi de lord Clive, avait été réélu à la présidence. Le cabinet et le parlement s'étaient déjà vivement préoccupés de la situation des Anglais en Orient, et nous avons vu une enquête prescrite, sur la demande de lord Chatam, au début de son ministère. La maladie de ce grand homme avait fait avorter tous ses efforts et arrêté l'exécution du plan régénérateur qu'il avait conçu. En 1770, le mal s'accrut et devint immense. La récolte annuelle du riz ayant manqué, il s'en suivit une famine effroyable qui enleva, dit-on, un tiers de la population indoue. Cet horrible fléau provoqua, selon l'usage, d'odieux soupçons contre les administrateurs du pays, qu'on accusa, sans fondement suffisant, des plus criminelles manœuvres pour l'accaparement des subsistances. A cet odieux grief, peu fondé selon toute apparence, il s'en joignait beaucoup d'autres trop réels qui entretinrent, dans les Indes, un état de choses non moins funeste pour les affaires de la Compagnie que nuisible aux intérêts comme à la considération de l'Angleterre. Enfin, en avril 1772, et sur la motion du général Burgoyne, une nouvelle enquête fut ordonnée par les communes, qui nommèrent un comité nombreux pour y procéder. La clôture de la session suspendit les recherches jusqu'à la session suivante; mais, dans l'intervalle, de nouveaux désastres frappèrent la Compagnie, qui fut réduite à solliciter de l'Etat un prêt considérable. Cette demande arma le gouvernement

Famine dans les Indes. 1770

Enquête des communes.

d'une force suffisante pour intervenir avec autorité et malgré elle dans la direction de ses affaires. Dès l'ouverture de la session suivante, le comité d'enquête fut réélu, et lord North repoussant l'accusation de malveillance, déclara que l'intention formelle du gouvernement à l'égard de la Compagnie des Indes était d'en faire une institution grande et glorieuse et d'établir sa puissance sur des fondements inébranlables. Il fit accorder dans ce but à la Compagnie, pour quatre années, un prêt de un million cinq cent mille livres avec remise de la somme de quatre cent mille livres dont elle était annuellement redevable envers l'Etat. En échange de ces importantes concessions, lord North présenta le bill régulateur (*regulating act*), qui modifia profondément le mode d'administration de la Compagnie en subordonnant, sur plusieurs points essentiels, son pouvoir à l'autorité de la couronne et du parlement. Ce bill établissait que toutes les possessions anglaises dans les Indes seraient subordonnées à la présidence du Bengale, que le chef actuel de cette présidence aurait le titre de gouverneur général, qu'il serait assisté de quatre conseillers, et qu'une cour suprême de justice formée d'un grand juge (*chief justice*) et de trois assesseurs aurait son siége à Calcutta. Cette cour était rendue indépendante du gouverneur général et de son conseil et elle était investie d'une autorité mal définie et sans limites. Le gouverneur général et les quatre conseillers étaient nominativement désignés dans ce bill : la durée de leurs pouvoirs était fixée à cinq années; mais l'acte réservait au gouvernement le droit de les révoquer sur la demande de la Compagnie. Après les cinq premières années révolues, la nomi-

Bill régulateur pour les Indes.

1772

nation du gouverneur général et de son conseil devait appartenir à la cour des directeurs sous l'approbation de la couronne [1].

Clause additionnelle relative au thé.

Une clause peu importante en apparence fut ajoutée au bill : elle était relative au thé importé des Indes dans les colonies américaines, et par cette clause, sur la proposition de lord North, une rémission de droits (*drawback*) très-considérable fut accordée sur les thés de la Compagnie qui seraient envoyés aux colonies transatlantiques. Il fut spécifié, sans aucune limitation de temps, que dans les cas où les thés de la Compagnie seraient exportés des ports anglais dans les colonies, rémission serait faite aux propriétaires de tous les droits payables en Angleterre et des trois cinquièmes de la taxe établie par un acte antérieur [1] pour l'entrée en Amérique. Lord North s'était flatté que cette concession incomplète serait accueillie avec reconnaissance par les colons : il s'abusait; elle eut des conséquences toutes différentes et très-imprévues, mais l'acte célèbre dont elle était une des clauses fut un véritable bienfait pour la Compagnie des Indes, quoiqu'il lui eût été imposé malgré elle par le parlement. Il laissait encore, cependant, beaucoup à désirer; mais il rappelait dans quelques-unes de ses principales dispositions, le plan qu'avait conçu lord Clive. Cet homme fameux, au moment même où il remportait ainsi sa dernière victoire, était

1. L'acte portait en outre qu'au lieu de l'élection annuelle de tous les directeurs, il en serait élu six, tous les ans, par séries successives et pour quatre années. La somme nécessaire, dans les fonds de la Compagnie, pour donner le droit de vote, fut portée de cinq cents livres sterling à mille livres.

2. Cet acte datait de 1767.

l'objet des plus violentes attaques de la part de ses ennemis au sein même des communes, où une accusation fut portée contre lui par le général Burgoyne, pour plusieurs actes de son administration dans les Indes. Il serait difficile de les justifier tous, surtout dans la première partie de sa carrière politique; mais ses immenses services couvraient ses torts : la majorité en jugea ainsi, et sans l'absoudre, elle coupa court à toute poursuite par un vote presque unanime. Quelques-uns des faits qui lui étaient imputés furent, il est vrai, reconnus, mais en même temps la chambre déclara que lord Clive, par ses grands et signalés services, avait bien mérité du pays. Clive cependant ne se crut absous qu'à demi par ce vote. Son humeur habituelle était mélancolique; la vie active, agitée, était son élément, et dans l'inaction de l'existence la plus opulente, une ardeur sans but le consumait. A son ennui, à sa tristesse profonde s'ajouta le ressentiment d'un procès politique et d'un acquittement incomplet. L'injure avait pénétré trop avant dans son âme, et le vainqueur de Plassey périt de sa propre main (1774), au moment même où les événements qui s'annonçaient au loin rendaient sa perte doublement regrettable pour l'Angleterre et où le secours de ses rares talents et de sa main vigoureuse eût été le plus nécessaire à sa patrie [1].

Accusation de lord Clive dans les communes. 1773

Mort de Clive. 1774

Dans le procès fait à ce grand homme, comme en plusieurs autres circonstances, l'administration s'était mon-

1. Clive conserva jusqu'à la fin ce calme dans les résolutions extrêmes, cette volonté froide inébranlable qui avait fait sa force. On raconte que le dernier jour, comme il traversait son salon, une jeune personne le pria de tailler sa plume. Clive obéit, il prit son canif et tailla la plume; puis continuant son chemin, il passa dans son cabinet et se plongea ce même canif dans le cœur.

trée faible et partagée. Quelques-uns des officiers de la couronne, entre autres le solliciteur général Wedderburn, s'étaient prononcés pour Clive, contre lequel s'éleva ouvertement le premier ministre. L'irrésolution, le défaut d'ensemble et de l'intelligence des intérêts véritables comme de la dignité du pays, continuaient à se faire sentir dans la politique du cabinet, soit à l'intérieur où ses actes entretenaient de nombreuses semences de mécontentement et de discorde, soit à l'extérieur où il toléra, sans le flétrir ou sans essayer d'y mettre obstacle, le crime européen du dix-huitième siècle, le premier partage de la Pologne accompli en 1772; soit enfin vis-à-vis des colonies prêtes à lui échapper et qui réclament maintenant toute notre attention. Là surtout il échoua, et par des mesures maladroites et contradictoires également dépourvues de l'indulgence qui réconcilie et de la sévérité qui comprime, il acheva de provoquer une rupture et de rendre la guerre inévitable.

Faiblesse du cabinet.

V.

Suite du règne de Georges III et du ministère de lord North. — Première partie de la guerre d'Amérique.

1774 - 1777

Tous les liens n'étaient pas encore rompus entre l'Amérique et la mère patrie; mais l'animosité grandissait des deux parts et tout semblait se préparer pour la guerre, qu'on peut considérer comme la plus importante des temps modernes, moins sans doute dans ses résultats par rapport à l'Angleterre elle-même,

que relativement aux destinées générales de l'humanité.

Les Américains n'avaient vu, dans les clauses du bill de lord North relatives à l'importation dans leurs colonies, des thés de la Compagnie des Indes, qu'une voie détournée pour prélever sur eux de nouvelles taxes : des résolutions violentes furent prises pour se soustraire aux conséquences de ces mesures entachées, à leurs yeux, de tyrannie, et dans le courant de décembre 1773 elles portèrent le peuple de Boston à des excès coupables. Trois bâtiments chargés de thé appartenant à la Compagnie des Indes, étant entrés dans le port, furent assaillis et pillés : une multitude d'hommes déguisés et masqués firent irruption dans ces bâtiments : les caisses de thé furent défoncées ou jetées à la mer, et les valeurs ainsi détruites représentaient, dit-on, la somme énorme de dix-huit mille livres sterling. Cet attentat demeura impuni et le cabinet anglais en conçut un profond ressentiment. Il présenta aussitôt et fit adopter par les deux chambres du parlement trois bills, dont le premier enlevait à Boston les priviléges de son port pour les transférer à Salem, petit port du voisinage : le second retirait sa charte à la colonie de Massachussett, le troisième enfin accordait pour trois ans, au gouverneur de la colonie, le droit de faire traduire en jugement, à sa volonté, en quelque lieu que ce fût du territoire américain ou même dans la Grande-Bretagne, toute personne compromise dans les derniers troubles. Ces mesures rigoureuses eussent paru suffisamment justifiées par les circonstances, si elles eussent été précédées d'une sommation régulière, à l'effet d'obtenir la réparation de l'offense et du dommage commis, ainsi que du refus d'y obtempérer ; mais

Violences commises à Boston.

Caisses de thé jetées à la mer.

1773

Mesures rigoureuses et précipitées prises contre les colons.

1774

la précipitation impolitique avec laquelle ces trois bills furent votés et mis à exécution, leur donna le caractère d'une œuvre de colère et de vengeance : ils enflammèrent davantage les esprits et rendirent l'union plus étroite pour la résistance entre les diverses colonies, chacune d'elles se sentant menacée, dans un avenir prochain, par les deux derniers bills, qui enlevaient au Massachussett ses plus précieux priviléges. Un congrès fut alors convoqué à Philadelphie pour aviser aux circonstances, et toutes les colonies, à l'exception d'une seule, de la Géorgie, y envoyèrent leurs délégués (1774).

Premier congrès à Philadelphie. 1774

L'esprit de conciliation l'emporta sur les passions violentes dans cette assemblée, et les ressentiments furent refoulés au fond des cœurs par la juste appréhension d'une responsabilité redoutable pour ceux qui les premiers, pousseraient le peuple américain à des actes après lesquels il n'y a de recours possible qu'à l'épée, et de solution que dans le sang. Les décisions de ce premier congrès furent prises à l'unanimité et non moins dignes et fermes que sobres et modérées. Ses membres signèrent une habile déclaration de droits, réclamant pour eux-mêmes ces libertés qui sont le partage de tous les Anglais, et dont ils signalaient la violation dans les derniers actes du parlement britannique. La révocation de ces actes, dirent-ils, était nécessaire avant que le rétablissement de l'harmonie entre l'Angleterre et ses colonies fût possible, et pour atteindre ce but,

Résolutions du congrès.

toute importation de la Grande-Bretagne et de l'Irlande fut prohibée aux Etats-Unis après le premier décembre, ainsi que toute exportation dans ces mêmes contrées après le dix septembre de l'année suivante. Une associa-

tion fut formée pour surveiller l'exécution de ces mesures avec l'assentiment et la coopération de tous les membres présents : cette association grandit et devint générale aussitôt qu'elle fut connue dans les douze colonies. L'assemblée de Philadelphie se sépara en octobre et la convocation d'un nouveau congrès fut indiquée pour le mois de mai suivant.

L'esprit d'insurrection fermentait dans toutes les colonies de la Nouvelle-Angleterre et en particulier dans le Massachussett, où une assemblée provinciale se réunit de sa propre autorité à Concord et nomma dans son sein un comité de sûreté générale chargé de prendre toutes les mesures réclamées par les circonstances. Ce comité ordonna des approvisionnements en munitions et en vivres, et enrôla dans la milice un corps d'hommes choisis, connus sous le nom de *minute men* (hommes à la minute) parce qu'ils devaient prendre l'engagement de se présenter en armes sans délai au premier appel. Le gouvernement répondit à ces démonstrations belliqueuses, par la défense d'importer dans les colonies des munitions de guerre : les colons s'en procurèrent de vive force : le peuple à Rhode-Island enleva un train d'artillerie appartenant à la couronne ; un petit fort fut également emporté dans le New-Hampshire.

Dissolution du parlement 1774

Le parlement d'Angleterre touchait alors au terme de sa période septennale : il fut dissous et des élections générales eurent lieu sous l'impression récente des troubles d'Amérique. L'opinion y soutint la politique belliqueuse du cabinet et du roi : les élections furent moins vénales que les précédentes, et il suffit, pour accroître la majorité ministérielle, de l'indignation générale

Elections.

Grande majorité ministérielle.

excitée, dans le royaume, par la conduite des colons [1]. Entre les grandes cités Londres seule se déclara pour eux : tous ses magistrats librement élus appartenaient à l'opposition. Déjà l'année précédente elle avait nommé pour ses shériffs deux natifs d'Amérique, elle fit cette fois une élection plus significative encore et pour son lord maire elle choisit John Wilkes.

Vains efforts de lord Chatam pour le maintien de la paix.

Un dernier effort pour la conciliation et la paix fut tenté au début de l'année nouvelle par les membres les plus illustres de l'opposition dans les deux chambres, par Chatam dans celle des lords, et par Burke dans les communes. Le premier termina par ces prophétiques paroles son discours à l'appui de la révocation des mesures rigoureuses prises à l'égard des colonies : « J'ai lu l'histoire, dit-il, et elle a été mon étude de prédilection; mais aucun corps délibérant, aucune assemblée ne me semblent supérieurs au congrès général de Philadelphie. Toute tentative pour imposer la servitude à de tels hommes, pour établir le despotisme sur ce grand continent sera vaine et certainement fatale : il faut de toute nécessité mettre à néant ces actes violents et oppresseurs; ils doivent être annulés, et vous les révoquerez, oui, je jure que vous les révoquerez; j'y engage ma réputation : traitez-moi d'insensé si à la fin vous ne les révoquez pas. Evitez donc une humiliante nécessité... Enfin Mylords, si les ministres persévèrent ainsi à égarer, à mal conseiller le roi, je ne dis pas qu'ils pourront aliéner de la couronne l'affection des sujets, mais j'affirme

1. Le célèbre Burke qui avait élevé la voix en leur faveur fut avec difficulté élu à Bristol.

qu'ils rendront la couronne peu digne d'être portée; je ne dis pas que le roi sera trahi, mais je déclare que ce royaume sera perdu. » Shelburne, Camden, Rockingham lui-même appuyèrent sans succès la motion de Chatam. Franklin, député à Londres pour la province du Massachussett, aurait pu, par sa modération et son influence, éloigner encore les hostilités; le gouvernement britannique s'aliéna ce grand homme : il l'accusa d'un abus de confiance, et le procureur général Wedderburn, dans un comité du conseil privé, lui infligea publiquement le plus sanglant affront [1]. Franklin dès lors inclina sans retour pour la séparation absolue des colonies d'avec la métropole : dans les deux chambres

Insulte faite à Franklin

1. Dans une correspondance confidentielle de Thomas Huschinson, gouverneur du Massachussett et d'André Olivier, sous-gouverneur de la colonie avec Thomas Whately, secrétaire de George Grenville, ces deux magistrats avaient insisté sur la nécessité d'employer la force armée pour contenir l'irritation populaire. Leurs lettres, après la mort de Thomas Whately, tombèrent par une voie inconnue mais réputée peu honorable, entre les mains de Franklin, qui les communiqua au président de l'assemblée du Massachussett et celui-ci les rendit publiques. Elles étaient de nature à enflammer davantage les esprits; elles soulevèrent l'opinion contre le gouverneur Huschinson et contre Olivier, et une pétition signée des représentants de la province et adressée à Londres demanda leur révocation. Une enquête publique eut lieu à ce sujet devant un comité du conseil privé en présence des ministres : c'est là que Franklin fut attaqué, pour sa conduite, par le procureur général Wedderburn, dans un plaidoyer fort éloquent, mais d'une insolence extrême, et auquel les ministres présents, à l'exception de North, eurent l'imprudence d'applaudir : Franklin se tut, mais le poignard était entré dans son cœur : peu de jours après, il fut destitué de la charge d'administrateur général des postes qu'il avait jusqu'alors conservée. Ce procès malheureux, en suscitant dans Franklin pour l'Angleterre un irréconciliable ennemi, est considéré comme une des causes qui rendirent la guerre civile inévitable. Voyez la *Vie du chancelier Loughborough* (Wedderburn), par lord Campbell, *ut suprà*, vol. VI p. 106, et par lord Brougham *Statesmen in the times of George III*, vol. Ier, p. 46.

enfin, une forte majorité, dirigée surtout par le puissant parti de la maison de Bedford, se prononça contre toute mesure pacifique, et il n'y eut plus de recours possible qu'à la force des armes pour régler les différends entre les deux peuples qui la veille encore n'en faisaient qu'un, et qui maintenant se séparaient irrités et irréconciliables.

Premières hostilités

Combat de Lexington.

1774

Le premier sang fut versé à Lexington. Le général Gages, commandant des forces anglaises à Boston, avait envoyé, dans la ville voisine de Concord, huit cents hommes sous les ordres du colonel Smith, avec mission d'arrêter deux agitateurs dangereux, Samuel Adams et John Hankocke, et d'enlever ou de détruire le dépôt d'armes et de munitions renfermé dans cette place. Déjà l'alarme s'était répandue, les patriotes des villages voisins avaient pris les armes, et sur la route suivie par la colonne anglaise, déjà toute la campagne prenait un aspect menaçant. Une compagnie de volontaires américains rencontrée par elle à Lexington, se retira, après l'échange de quelques coups de feu, devant la force supérieure des Anglais : ceux-ci s'avancèrent jusqu'à Concord, où ils exécutèrent en partie leur mission, puis ils se replièrent en hâte sur Boston. Mais ils trouvèrent au retour et de tous côtés l'insurrection en armes : partout ils ont à soutenir un feu meurtrier, tandis que chaque fossé, chaque arbre du chemin leur cache et dérobe à leurs coups un ennemi : à Lexington leur retraite se change en déroute et tous peut-être auraient péri si un renfort considérable accouru pour les dégager, n'eût recueilli dans ses rangs leurs débris.

Le bruit de ce combat, glorieux pour la cause amé

ricaine, donna des ailes à l'insurrection, et huit jours s'étaient à peine écoulés qu'une armée de vingt mille miliciens sous les ordres du général Ward couronnaient déjà les hauteurs qui avoisinent Boston et tenaient les Anglais assiégés au foyer même de la révolte. Quelques semaines plus tard, un détachement des milices coloniales sous les ordres d'un de ces hommes qu'enfantent les révolutions, non moins fameux par ses talents que par ses trahisons, Bénédict Arnold, enleva les forts de Ticondéroga et de Crown Point, importantes positions sur le lac Champlain, et le jour même où la première de ces forteresses succombait (10 mai 1775), le second congrès national des colonies insurgées se réunissait à Philadelphie. Cette assemblée à laquelle Benjamin Franklin, récemment revenu d'Europe, fut adjoint, par un vote unanime de sa province, prit sans délai toutes les mesures indispensables commandées par les circonstances. L'argent manquait, elle autorisa la fabrication d'un papier monnaie pour la somme de deux millions de dollars; l'armée n'existait pas, le congrès ordonna, dans chaque province, la levée d'un corps de troupes soldées et distinctes de la milice : le premier besoin était celui d'unité dans les opérations militaires, et l'avenir tout entier des colonies semblait dépendre du choix du général en chef : le congrès fut heureusement inspiré et choisit Washington. Nous avons vu celui-ci porter les armes avec succès dans sa jeunesse, à la tête des milices de la Virginie, contre les Français et les tribus indiennes et se préparer ainsi, à son insu, au milieu des combats et des plus rudes épreuves, au grand rôle que lui réservait la destinée, et il avait déjà acquis le grade de colonel lorsqu'il fut

Premiers exploits d'Arnold. 1775

Second congrès général. 1775

Actes du congrès.

Washington élu général en chef. 1775

Son caractère.

nommé par le congrès au commandement général des forces américaines. Washington alliait au plus pur patriotisme le sentiment le plus élevé du devoir et toutes les qualités propres à rendre ces vertus fécondes, le bon sens, la prudence, la fermeté, un courage indomptable, une activité merveilleuse. D'autres ont eu des dons plus brillants, plus faits pour charmer et pour éblouir; nul n'a été au même degré prêt à répondre à tout ce que les circonstances ont demandé de lui dans la paix comme dans la guerre, dans la vie privée comme à la tête de l'administration et des armées. Toujours digne, mais aussi toujours simple et vrai, il commandait le respect et la confiance; non-seulement il se montra constamment à la hauteur des événements, il sut y élever les autres, obtenir d'eux des efforts dont sans lui ils n'eussent pas été capables. Il reçut en commun avec plusieurs grands hommes le glorieux titre de père de la patrie; mais jamais personne ne mérita mieux cet honneur : plus on étudie l'histoire de ces temps mémorables, plus on est frappé de la grandeur du héros, et peut-être est-il permis de douter qu'il y ait eu, dès la fin du dernier siècle, une Amérique indépendante, si pour l'affranchir il ne s'était rencontré un Washington.

Il se fit violence pour se rendre au vœu général de ses concitoyens et il se décida enfin par le seul motif pour lequel peut-être un autre eût hésité. Dans le grand honneur qui lui était conféré, il ne voyait qu'un immense devoir à remplir : cette considération l'emporta dans son cœur; il céda, mais en acceptant la charge que lui imposait le congrès, il en refusa les émoluments. Bientôt après il se mit en marche pour rejoindre l'armée de-

vant Boston. Là, peu de jours avant son arrivée, un combat furieux avait été livré aux Américains, par les assiégeants, pour enlever les batteries dressées sur les hauteurs voisines, connues sous le nom de Bunkers Hills. Les Anglais demeurèrent maîtres de la position, mais leurs pertes furent énormes, et les Américains exaltèrent comme une victoire cette journée où ils combattirent en héros, et après laquelle leurs adversaires ne surent tirer aucun avantage des succès obtenus.

Combat de Bunkers-Hill.

Le congrès cependant hésitait toujours à briser les derniers anneaux qui attachaient les colonies à l'Angleterre : il affectait encore de distinguer le roi de son gouvernement et il n'avait pas ouvertement renoncé à toute obéissance envers la couronne. Il tenta un dernier effort pour ramener la paix et l'union. Une pétition fut rédigée dans ce but et adressée au roi, dont les signataires se dirent encore les sujets respectueux. Ils faisaient appel, dans cet acte, à sa royale mansuétude pour qu'un mode quelconque de pacification fût proposé par la couronne.

Le soin de porter en Angleterre cette pétition qu'on nomma la *branche d'olivier*, fut confié à Richard Penn, justement honoré de tous les partis et fondateur de l'état de Pensylvanie, où le congrès était assemblé. Sa mission échoua : le gouvervement de Georges III se sentait soutenu par l'opinion courroucée : le congrès américain, au nom duquel la pétition était présentée, n'ayant aucun caractère légal et ne tenant son titre que de l'insurrection, c'était assez pour que son envoyé ne fût point admis, et le chef du cabinet déclara que la pétition ne serait pas reçue ; déjà l'épée était tirée, mais

Mission pacifique de Penn.

1775

Elle échoue.

après la déclaration de lord North, le fourreau fut jeté.

Dès l'ouverture du parlement (octobre 1775), le roi annonça l'intention de pousser avec vigueur la guerre contre les rebelles : le projet d'adresse, dans les deux chambres, approuvait cette politique belliqueuse : il fut combattu dans celle des lords par le duc de Grafton, récemment sorti du ministère [1] et dans les communes par Burke, Fox et Hartley, mais une immense majorité soutint le cabinet. Un bill contenant des clauses d'une grande rigueur, fut présenté par lord North et rapidement adopté : ce bill interdisait tout commerce avec les treize colonies insurgées [2], il autorisait la saisie des propriétés et des vaisseaux américains, et l'incorporation dans les équipages anglais de leurs ennemis capturés, pour servir contre leur patrie rebelle. Déjà la guerre apparaissait avec toutes ses horreurs dans des actes d'une sauvage barbarie : l'exemple en fut donné par lord Dunmore, gouverneur de la Virginie qui, hors d'état de défendre cette colonie et contraint de l'évacuer, voulut y laisser un monument de sa fureur : il incendia, en se retirant, la ville de Norfolk, l'une des cités les plus florissantes sur les rives du Chesapeak, et la brûla jusqu'aux fondements.

Actes barbares des Anglais. 1775

Toutes les autorités anglaises avaient quitté leurs résidences malgré les efforts des colons demeurés fidèles

1. Quelques changements étaient survenus dans le cabinet : le duc de Grafton opposé à la guerre s'était retiré et avait été remplacé au sceau privé par lord Darmouth, qui céda la secrétairerie d'Etat pour les affaires d'Amérique, à lord George Germaine : celui-ci, plus connu sous le nom de lord George Sackville, avait obtenu dans la guerre de Sept-Ans une célébrité malheureuse : un autre des secrétaires d'Etat, lord Rochfort, eut pour successeur lord Weymouth.

2. La Géorgie avait alors adhéré au manifeste des douze autres colonies.

à la cause royale et auxquels fut donné le nom de *loyalistes,* et déjà le sol américain tout entier, à l'exception de Boston et d'un petit nombre de places encore occupées par des garnisons anglaises, paraissait affranchi. Chaque jour cependant l'horizon devenait plus sombre, et les périls se multipliaient pour les colons : des renforts considérables arrivaient aux Anglais : lord North avait conclu des marchés avec plusieurs princes allemands, qui lui vendirent leurs soldats, et cinquante mille hommes allaient bientôt être réunis sous les drapeaux de la Grande-Bretagne pour soumettre ses provinces insurgées : de nombreux vaisseaux interceptant tout leur commerce, portaient le ravage sur leurs côtes : enfin le général Howe, dont on vantait les talents, fut donné pour successeur à Boston au général Gages, accusé d'indécision et de trop de lenteur, et l'amiral Howe, son frère, eut le commandement de la flotte. Tous deux eurent l'ordre de conduire avec vigueur les opérations militaires, mais de pleins pouvoirs leur furent aussi donnés pour accorder des amnisties aux villes et aux provinces insurgées, qui rentreraient volontairement dans l'obéissance.

Situation périlleuse de Washington.

Pour résister à des forces si considérables, à des moyens si puissants pour soumettre ou pour comprimer, Washington n'avait que d'insuffisantes ressources et se trouvait dans la situation la plus critique, se confiant tout entier en Dieu et dans la justice de sa cause. Son armée, déjà fort affaiblie, n'était encore qu'une masse d'hommes confuse, sans organisation, sans discipline, sans hiérarchie : tout manquait à la fois : point d'ambulance, point de caisse militaire, point de muni-

tions ni d'artillerie : des passions locales et toutes personnelles, fruits de l'esprit démagogique, comprimaient dans les cœurs l'élan du patriotisme : l'insubordination était partout : chacun ne voulait obéir qu'aux chefs de son choix et dans de certaines limites : nul ne se sentait affermi dans le commandement, et les chefs, au lieu de faire respecter leur autorité, par leurs inférieurs, ne songeaient qu'à se la faire pardonner. Et c'était avec de tels éléments et dans de semblables conditions que Washington, en face de l'ennemi, avait à lever une armée, à dresser des soldats, à former, d'une masse incohérente et irrégulière, des bataillons, des régiments, des brigades : partout éclataient autour de lui la plainte et la menace; il lui fallait tout à la fois donner courage aux conscrits et satisfaction aux vétérans : il était l'âme, la force et l'espérance de toute son armée, et pour tout faire, il avait à lutter contre l'autorité même dont il tenait ses pouvoirs et qui ne les lui avait donnés qu'avec une parcimonie ombrageuse et funeste. La courte durée des engagements militaires était pour lui un autre sujet d'inquiétudes et de peines sans nombre : le congrès n'avait permis les enrôlements que pour une année, on s'engageait même pour une période beaucoup plus courte, et lorsqu'avec des efforts inouïs, Washington était parvenu à réunir et à organiser quelques bataillons, le fruit de tant de labeurs était bientôt perdu, il fallait recommencer et former une armée nouvelle. Cependant le sentiment du devoir poussé en lui jusqu'à l'héroïsme le soutint : son cœur intrépide ne faiblit pas et il eut assez de forces.

Immenses obstacles.

C'était surtout vers le nord et du côté du Canada que

l'ennemi lui semblait vulnérable. La population de cette province étant toute française, on pouvait croire qu'elle se lèverait en masse contre ses nouveaux maîtres, à l'approche d'une force suffisante pour seconder l'insurrection, et trois mille hommes furent mis pour cet objet sous les ordres du général Montgomery, officier d'élite, estimé de ses ennemis mêmes. Il eut l'ordre d'envahir le Canada par les grands lacs, en descendant le Saint-Laurent jusqu'à Québec, tandis qu'un autre corps d'environ mille hommes, sous le colonel Arnold, s'avancerait vers le même point par une route différente et réputée impraticable. Le général Carleton défendait alors cette province, que les Anglais croyaient à l'abri d'une attaque soudaine : il avait peu de troupes, mais suppléait au nombre par le talent et l'activité. La population canadienne trompa l'espoir des Américains : elle se souvenait encore de la sanglante lutte qu'elle avait soutenue, dans la guerre précédente, contre ses voisins de la Nouvelle-Angleterre. Elle considérait les descendants des vieux puritains comme les ennemis de sa race et de son culte, et elle avait vu sa religion et ses anciennes coutumes tolérées et protégées à l'ombre du drapeau britannique; elle ne s'insurgea point et l'expédition américaine n'eut à compter pour le succès que sur elle-même. Montgomery accomplit glorieusement la première partie de sa mission : il s'empara de Montréal et de quelques forts où il laissa garnison et descendit vers Québec jusqu'à la pointe des Trembles, où le 30 décembre il opéra sa jonction avec Arnold. Il occupait les hauteurs célèbres d'Abraham où Wolf avait été enseveli dans sa victoire, et c'est de ce côté qu'il attaqua la ville, après avoir partagé ses

Invasion du Canada par les milices américaines.

1775

Attaque de Québec.

Mort de Montgomery.

troupes en deux divisions, l'une sous ses ordres, l'autre sous le commandement d'Arnold. Ils furent reçus par un feu terrible, et dès le début de l'action, Montgomery tomba mort[1] : Arnold reçut deux blessures et fut enlevé du champ de bataille. Ce double revers décida du sort de la journée et Québec fut sauvé, mais les Américains occupèrent quelques mois encore les abords de la place.

Washington tenait toujours le général Howe et son armée assiégés dans Boston. Il avait porté la sienne, par les plus grands efforts, à vingt mille hommes et, en mars 1776, il s'empara des hauteurs de Dorchester d'où ses batteries plongeaient sur la place et sur le canal de Boston. Depuis l'insurrection générale des colonies, la possession de cette ville située à l'extrémité du territoire insurgé et toute dévouée à la cause américaine, n'était plus que d'une importance secondaire pour les Anglais. C'était au cœur des colonies, à New-York, ville remplie de loyalistes, qu'il fallait porter la guerre. Occuper ce point central d'où les communications étaient plus faciles avec les provinces du nord et du midi, et où ses armées trouveraient dans la population des colonies voisines plus de sympathie et d'assistance que dans la Nouvelle-Angleterre, fut le plan du général Howe : le 17 mars, l'armée anglaise évacua Boston dont les Américains prirent aussitôt possession, et Howe la conduisit d'abord à Halifax, pour y attendre du renfort. Washington avait pénétré sa pensée

Evacuation de Boston par les Anglais.

1776

1. Il était, dit le savant auteur de la *Biographie américaine*, du petit nombre des hommes qui arrivent rapidement à la renommée et qui meurent à l'entrée de la carrière avec une réputation rarement acquise par les labeurs de toute une vie. J. Sparks, *Nouvelle série*, t. III, p. 29.

et deviné son plan d'opération, et tandis que l'ennemi occupait Halifax pour se diriger de là vers le sud au centre même du territoire américain, déjà Washington était en marche avec toute son armée pour New-York.

A cette époque l'opinion qui tendait à provoquer une séparation complète entre l'Angleterre et ses colonies révoltées fit des progrès rapides : Washington avait depuis longtemps compris que le maintien d'une union pacifique et durable était devenu impossible, et après les combats et les scènes sanglantes dont plusieurs colonies avaient été le théâtre, la cause de l'indépendance avait été ouvertement plaidée dans les journaux et dans les prédications populaires. Personne dans cette polémique ardente et quotidienne ne se distingua plus que Thomas Payne, natif d'Angleterre, adopté par l'Amérique, et célèbre plus tard par la violence démagogique de ses théories républicaines dans la révolution française. Un de ses écrits, intitulé le *Sens commun* et publié au printemps de 1776, eut dans les colonies un retentissement immense, et disposa les esprits à juger nécessaire une rupture complète avec la mère patrie. Benjamin Franklin, d'autre part, soutenait avec force la même opinion au sein du congrès : l'Angleterre, disait-il, n'était point en mesure, quoi qu'il arrivât, de déployer plus de forces qu'elle ne le faisait maintenant pour réduire ses colonies rebelles, tandis que celles-ci redoubleraient d'énergie pour la défense commune lorsqu'elles auraient reconnu l'impossibilité d'un arrangement à l'amiable et d'un retour volontaire sous le sceptre britannique : cette considération, disait-il encore, était aussi de la plus haute importance pour obtenir contre l'Angleterre l'appui de l'é-

tranger. L'opinion de Franklin l'emporta au sein du congrès, et après une mûre délibération, l'acte célèbre sous
Déclaration d'indépendance. le nom de DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE, fut rédigé par un comité qui compta dans son sein trois hommes illustres,
1776 Franklin, John Adams et Jefferson. Cet acte, à la suite de l'énumération des droits que tout homme tient de son créateur, rappelait les nombreuses violations de ces droits par le gouvernement anglais et finissait par ces paroles mémorables : « Nous, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, réunis dans un congrès général, après avoir invoqué le juge suprême des hommes en témoignage de la droiture de nos intentions, nous publions et déclarons solennement que ces colonies unies sont et ont le droit de s'intituler ETATS LIBRES ET INDÉPENDANTS. » Neuf colonies adhérèrent sur-le-champ à cette déclaration : les délégués de quelques autres ne la signèrent qu'à la suite de longues et difficiles transactions, et elle fut enfin produite, malgré quelques points de dissidence, comme l'expression de la volonté unanime des treize états. Les armoiries de la Grande-Bretagne furent aussitôt partout enlevées ou détruites : on brûla les portraits du roi, on renversa sa statue de bronze sur la place publique de New-York, on fondit ses débris en projectiles pour les armes à feu, et l'on inaugura, par des fêtes populaires, l'ère nouvelle qui s'ouvrait pour l'Amérique.

Les Anglais devant New-York defendue par Washington. 1776

Tandis que le congrès délibérait encore, l'armée royale, sous les ordres du général Howe, était entrée dans la rade de New-York : Washington occupait cette grande cité et le territoire environnant : le moment était venu d'agir et de frapper des coups décisifs. Déjà, avant de quitter Halifax, le général anglais avait dirigé une expédition

contre les Carolines, et il avait confié pour cet objet un corps considérable au général Clinton. Il espérait, dans ces provinces, le concours des loyalistes et d'une multitude de gens sans aveu qui, sous le nom de *régulateurs*, tenaient la campagne et pillaient le pays [1]. Mais l'opération fut mal combinée : l'insurrection des loyalistes éclata prématurément et fut repoussée avant l'arrivée des Anglais. Le général Clinton fut repoussé avec une grande perte devant Charlestown, et ayant reconnu l'impossibilité de ramener avec ses seules forces les Carolines dans l'obéissance, il rembarqua ses troupes et rejoignit la flotte et l'armée anglaise dans la rade de New-York.

Inutile expédition des Anglais dans les Carolines.

Howe avait enfin recueilli les renforts envoyés d'Angleterre et d'Allemagne, et se trouvait à la tête de trente mille hommes de troupes aguerries, tandis que Washington, après avoir reçu un corps nombreux de la milice des états voisins, n'avait pu réunir que vingt-sept mille hommes, la plupart inexpérimentés, arrachés la veille à leurs foyers, sans instruction, sans discipline et dont le quart environ était en proie aux maladies et hors de service. Mais il avait foi dans le triomphe de sa cause : sa grande âme était supérieure aux circonstances, et des expériences cruelles ne lui avaient pas encore enseigné la nécessité de prendre conseil d'une extrême circonspection plutôt que de son courage. Il se voyait au sein d'une population en grande partie hostile à la cause de l'indépendance : il jugeait nécessaire de la rallier pour

1. Ils s'étaient donné ce nom à eux même en secouant le joug des lois, et ils ne reconnaissaient d'autre justice que la leur.

quelque coup d'éclat, et il osa, en face d'un ennemi supérieur et sans le concours d'une flotte, occuper New-York, l'île de ce nom et celle de *Long-Island* qui la protége. Il reconnut trop tard son erreur : une division anglaise et hessoise forte de huit mille hommes sous les généraux Grant, de Heister et Clinton, attaqua et enveloppa à Brooklyn le corps américain qui défendait Long-Island : au bruit du combat, Washington accourut et fut témoin de la déroute des siens : il évita de compromettre alors, par une dangereuse audace, le sort de toute son armée, et, à l'aide d'un brouillard, il opéra une belle retraite, évacuant Long-Island pour couvrir New-York et emmenant avec lui ses blessés, ses munitions et son artillerie en face de l'ennemi victorieux[1]. Washington reconnaissait enfin qu'une guerre défensive lui était prescrite par les circonstances si difficiles où il se trouvait, et il sut s'y résigner. Après avoir livré un nouveau combat aussi malheureux que le précédent à Kip's Bay, près de New-York[2], il évacua cette importante cité, puis l'île entière de ce nom, pour se retirer dans les montagnes de New-Jersey, où il couvrait Philadelphie, siége du congrès : il passa en conséquence la Delaware le 18 octobre et prit position derrière ce fleuve qu'il mit entre lui et l'ennemi.

Bataille de Long-Island. 1776

Evacuation de New-York par Washington. 1776

1. Cette retraite fut conduite avec tant d'ordre et de secret que le dernier bateau traversait la rivière avant que les Anglais en aient eu connaissance, bien que leurs avant-postes ne fussent qu'à un demi-mille environ (*six hund red yards*) des lignes américaines. Sparks, *Vie de Washington*, p. 193.

2. Washington s'exposa dans ce combat aux plus grands périls pour arrêter la déroute des siens et les ramener contre l'ennemi, il frappa les fuyards de son épée, déchargea sur eux ses pistolets et se lança presque seul sur les Anglais victorieux : ses aides-de-camp ne purent l'arracher à la mort qu'en saisissant son cheval par la bride et en l'entraînant malgré lui.

Washington vit alors successivement retomber au pouvoir des Anglais New-York, Rhode-Island, l'état de New-Jersey presque en entier et sa faible armée eût été anéantie si l'ennemi eût connu sa détresse. Celle-ci était extrême : le terme de nombreux engagements approchait : beaucoup d'hommes n'avaient point attendu ce moment pour rentrer dans leurs foyers, tristes et découragés; la désertion autant que les maladies, les blessures et les fatigues, avaient décimé ses rangs. Deux mille huit cents hommes, imprudemment laissés dans le fort Washington, n'avaient pu défendre cette citadelle et s'étaient rendus prisonniers : Washington enfin ne comptait plus autour de lui qu'environ trois mille hommes : dans plusieurs états, les amis de l'indépendance perdaient confiance en leur cause, et les loyalistes reprenaient courage; la banqueroute enfin était imminente, tout manquait à la fois et le congrès faiblissait. Washington sous le poids d'un fardeau trop lourd pour les forces américaines, continuait cependant à opposer une fermeté magnanime aux disgrâces de la fortune, aux murmures comme aux plaintes de tous et aux secrètes défaillances de sa propre pensée. Ce moment fut le seul de sa vie où il ait presque désespéré de sa cause, mais il ne laissa rien transpirer au dehors ou en public de ses intimes appréhensions [1] : il élevait ses pensées, il mettait tout son espoir dans l'arbitre suprême de nos destinées qui permet souvent que les peuples comme les individus qu'il protége, tombent en appa-

Détresse de son armée.

1. Voyez la lettre qu'il écrivit alors à son frère : « Je crains, lui disait-il, que la partie ne soit bientôt perdue. » Wash., Writings, t. IV, p. 231.

rence au dernier degré de la détresse ou du besoin pour rendre plus sensible à l'heure décisive, l'assistance qu'il leur donne.

La fortune des Américains prit soudain une face nouvelle, grâce surtout au courage, à la vigilance, à l'indomptable énergie du grand homme qu'ils avaient à leur tête. Il reçut le renfort de plusieurs régiments, de nouvelles levées arrivèrent, et la milice de Pensylvanie accourut pleine d'ardeur sous ses drapeaux. Le général Howe s'endormait alors dans la plus complète sécurité à New-York : il avait confié à lord Cornwallis, un de ses lieutenants, la défense de *New-Jersey*, et celui-ci demeurait inactif après avoir établi son quartier général à Prince-Town, et gardé la rive gauche de la Delaware en face des lignes américaines, par une chaîne de postes dont le principal était à Trenton. Washington conçoit alors la pensée de reprendre l'offensive et d'enlever cette importante position. Dans la nuit de Noël (1776), au souffle d'une tempête, il se met en marche avec deux mille cinq cents hommes et vingt pièces de canon, il franchit la Delaware sur la glace et divise son armée en deux corps qu'il dirige sur Trenton, occupé par deux régiments hessois : il les surprend, les culbute et les disperse, emporte le bourg à la baïonnette et s'y retranche après avoir fait un millier de prisonniers et enlevé six canons à l'ennemi. Huit jours plus tard, lord Cornwallis songe à prendre sa revanche, et il marche à son tour sur Trenton pour en déloger son adversaire; mais tandis que ses bataillons attaquent ce poste où les Américains sont trop peu nombreux pour le défendre, Washington médite de tourner par derrière les positions anglaises et

Succès des Américains à Trenton, Déc. 1776 et à Prince-Town, Janv. 1777

d'enlever leur quartier général à Prince-Town. Par son ordre, et pour abuser l'ennemi, de grands feux sont entretenus, en face de ses lignes, dans les retranchements américains, et lorsque la nuit est plus sombre, Washington et l'élite de sa petite armée, par une marche secrete et rapide, se portent sur Prince-Town où ils apparaissent aux premiers rayons du jour et jettent l'épouvante. Là, trois régiments sont mis en déroute et se retirent sur Brunswick, laissant sur place une centaine de morts et trois cents prisonniers aux mains des assaillants. Au bruit de l'attaque de son quartier général, lord Cornwallis abandonne celle de Trenton, il accourt avec des forces supérieures devant lesquelles Washington se retire, après avoir accompli son objet : il a su vaincre, inspirer aux Anglais la terreur de ses armes et rendre confiance dans les leurs à ses concitoyens. Lord Howe se tint renfermé dans New-York sans rien entreprendre d'important durant le reste de l'hiver, et Washington établit ses quartiers à Morris-Town ; il avait reconquis la rive gauche de la Delaware et toute la partie septentrionale de New-Jersey.

La marine naissante des Américains s'était aussi signalée dans plusieurs rencontres, et dès la première année de son existence elle captura trois cent cinquante bâtiments anglais dont la cargaison fut évaluée à cinq millions de dollars (vingt-cinq millions de francs)[1] ; mais déjà les succès de Washington avaient permis au congrès de rentrer dans Philadelphie : cette assemblée alors, instruite par l'expérience, et surmontant à l'approche du

1. Hildreth's, *History of the united states*, vol. III, p. 176.

péril sa répugnance et ses craintes ombrageuses vis-à-vis de l'autorité militaire, venait par un acte récent d'accorder à son grand général une dictature de six mois, et Washington maintenant se trouvait armé, pour une courte période, il est vrai, de tous les pouvoirs nécessaires pour lever des hommes et leur assigner une solde et des récompenses, pour organiser une armée régulière en fixant la durée des engagements, comme pour l'approvisionner en vivres et en munitions, nommer ou destituer ses officiers, désarmer et expulser au besoin les adversaires de l'union américaine, déjouer enfin les complots ou les punir. Des pouvoirs aussi grands auraient pu, en d'autres mains, devenir dangereux, bien qu'ils fussent nécessaires; mais tout ce que l'autorité de Washington gagnait en étendue fut employé par lui au bien public. Son armée fut abondamment pourvue et le nombre des bataillons porté à cent-dix : l'artillerie et le génie furent augmentés, Washington destitua et congédia les officiers incapables ou indignes, il les remplaça par des hommes qui, à défaut de glorieux services, offraient du moins la garantie d'une éducation libérale et d'une famille honorable [1]. C'est ainsi qu'il rendit force et confiance à son armée et qu'il la mit en état d'entreprendre des opérations plus importantes. Ses exploits eurent du retentissement à l'étranger, en France surtout, où ils accrurent sa

1. « La hiérarchie des rangs, écrivait-il à cette époque, passe souvent de la vie civile dans la vie militaire. Quand d'anciens services n'entrent pas en ligne de compte, la règle doit être de chercher si le candidat peut à juste titre passer pour un *gentleman*, s'il a un vrai sentiment de l'honneur et une réputation à risquer. » Wash. writ., t. IV, p. 139.

réputation et la sympathie populaire pour la cause de l'indépendance américaine; ils firent plus encore, ils donnèrent une opinion sérieuse de ses ressources et favorable à l'espoir depuis longtemps entretenu en Amérique d'une assistance réelle et prochaine de la part du gouvernement français.

Sympathies de la France pour la cause américaine.

Louis XVI régnait et toutes les vertus de l'homme privé étaient assises avec lui sur le trône : il ne partageait pas l'engouement général de son peuple pour l'insurrection américaine, il aimait la paix et la justice et n'apercevait pas de causes légitimes pour une rupture avec l'Angleterre. Plusieurs motifs concouraient d'ailleurs à rendre l'entraînement général, le progrès toujours croissant des idées libérales dans le monde élégant ou lettré comme dans la jeunesse, un ressentiment d'ancienne date contre la politique victorieuse de lord Chatam, à laquelle les affronts de la France et la perte de ses colonies dans la dernière guerre étaient justement attribués; tout entretenait, dans les âmes, le désir et le besoin d'une revanche éclatante et l'occasion semblait propice : le cabinet cependant flottait encore irrésolu : le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, inclinait pour les Américains et se montrait secrètement disposé à les favoriser, fermant les yeux sur des envois de munitions de guerre destinées à l'Amérique, mais en même temps il craignait de se commettre ouvertement avec l'Angleterre et de s'engager contre cette puissance dans une guerre nouvelle, avant que les Américains se fussent montrés capables de soutenir la lutte engagée contre leur ancienne métropole. Le congrès avait député deux commissaires en France, Benjamin Franklin

Franklin envoyé en France par le congrès.

et Silas Deane, chargés d'entretenir les dispositions favorables des esprits et d'obtenir, s'il était possible, le concours de la France : un troisième négociateur, Arthur Lée, était envoyé pour le même objet en Espagne. Ils ne furent reçus ni par Louis XVI, ni par ses ministres, et Vergennes ne communiquait avec eux que secrètement et par des intermédiaires : mais leur présence à Paris redoubla l'intérêt pour la cause qu'ils représentaient : Franklin surtout, précédé par sa haute renommée de savant et de publiciste, fut reçu avec enthousiasme : déjà plusieurs Français avaient passé la mer et étaient allés offrir leurs services au congrès et à l'armée américaine lorsque l'exemple donné par le marquis de la Fayette, jeune seigneur allié par son mariage à la grande famille de Noailles, causa dans Paris une sensation profonde. Entraîné par son enthousiasme et par son ardeur martiale, il s'arracha à toutes les douceurs d'une brillante existence, il brava la disgrâce de la cour comme la défense de son gouvernement, acheta un vaisseau, l'équipa, le remplit d'armes et de munitions et trompa la surveillance des ministres et de leurs agents : il s'embarqua dans un port d'Espagne et vint offrir gratuitement son épée au peuple américain. Le congrès reconnut son dévouement et ses sacrifices par un brevet de major-général : Washington, sous lequel il servit en cette qualité, lui accorda son estime, sa confiance et une amitié qui ne se démentit jamais [1].

La Fayette en Amérique. 1777

[1] Tout concourut à rendre le jour où la Fayette entra au service de l'Union l'un des plus remarquables de la révolution américaine. Sparks, *Vie de Washington*, p. 248. — Voyez de très-intéressants détails sur l'arrivée de

La lutte entre le parti de la guerre et celui de la paix continuait avec la plus grande vivacité au sein du parlement britannique. Une forte majorité rejeta dans la chambre des pairs une motion pacifique de lord Chatam, vivement appuyée par les ducs de Grafton et de Manchester, par les lords Camden et Shelburne. Des voix éloquentes continuèrent aussi dans l'autre chambre à plaider pour l'Amérique; mais elles furent étouffées par l'opinion dominante alors et favorable à la guerre. Celle-ci cependant coûtait des sommes immenses, non-seulement pour l'entretien de la flotte et de l'armée à une distance si énorme, mais aussi par suite du mauvais emploi des fonds, de l'imperfection de la comptabilité militaire, du gaspillage et de l'incurie des commissaires et des administrateurs : l'esprit public soutint la nation et elle se soumit sans murmure aux plus grands sacrifices pécuniaires, elle fit plus encore, elle sacrifia pour quelque temps une de ses libertés les plus précieuses : lord North affirma que, dans l'état actuel de la législation, le gouvernement demeurerait désarmé en face des conspirateurs et des traîtres, et, à sa demande, l'*habeas corpus* fut suspendu.

Suspension de l'acte d'*habeas corpus* en Angleterre. 1777

Les opérations militaires qui avaient langui en Amérique depuis l'été précédent, reprirent au printemps (1777) avec vigueur, et on vit rarement autant que dans cette guerre à quel point le succès dépend du choix des généraux : Washington était l'âme de son armée, suppléant à tout ce qui manquait à celle-ci en

la Fayette en Amérique, et sur sa première entrevue avec le général en chef. Washington writings, vol. V, 454 et appendice.

expérience, en discipline et en nombre : Howe, au contraire, à la tête de forces nombreuses, parfaitement organisées et disciplinées, perdait tous ses avantages par ses lenteurs, ses incertitudes et son incapacité : au lieu d'agir par des masses formidables et de concerter ses mouvements avec ceux du général Burgoyne qui, après la complète évacuation du Canada par les Américains, s'avançait vers le sud avec un corps considérable, dans l'intention d'unir ses forces avec celles du principal corps d'armée, Howe s'éloigna de lui davantage. Son objet était la prise de Philadelphie, quoique cette place n'eût d'autre importance que celle d'être le siége du gouvernement et ne possédât, par elle-même, aucune supériorité réelle sur les autres villes de l'Union. Désespérant d'y arriver par une marche directe, il fit un détour immense pour abuser l'ennemi, et laissant huit mille Anglais à New-York, il embarqua le gros de son armée vers la fin de juin, fit voile au sud pour l'embouchure du Chesapeak, puis remonta ce fleuve jusqu'à la hauteur du cap Elk où il prit terre avec dix-huit mille hommes. Washington n'en avait que douze mille avec lesquels il se porta en avant pour couvrir Philadelphie menacée. Une sanglante bataille fut livrée sur les bords de la Brandy-Wine : les Anglais furent vainqueurs, mais Washington se retira en bon ordre : ses troupes étaient battues, mais non mises en déroute et se montrèrent redoutables jusque dans leur retraite. Philadelphie, d'où le congrès sortit une seconde fois, tomba aux mains des vainqueurs; mais Washington osa les défier en prenant position à quelques milles de leur quartier général établi à German-Town. Il marcha hardiment sur cette

Marche du général Howe sur Philadelphie. 1777

Victoire des Anglais à Brandy-Wine. 1777

Belle retraite de Washington.

place peu de jours après sa défaite, surprit les Anglais. culbuta leurs avant-postes, et il aurait triomphé si un épais brouillard n'eût causé de fatales méprises dans son armée; quelques uns de ses régiments se prirent mutuellement pour des corps ennemis, une panique s'empara d'eux et l'armée anglaise fut sauvée : mais cette attaque soudaine, quoique suivie d'un échec, fit une impression profonde sur l'ennemi et sur l'étranger et donna en Europe une haute idée de l'armée américaine et des talents de son général. Celui-ci renonça pour la saison, à de nouvelles entreprises, se bornant à défendre les forts de la Delaware contre les attaques combinées de la flotte et de l'armée ennemies, mais ils furent enlevés par les Anglais après une vigoureuse résistance. L'hiver approchait et Washington prit ses quartiers au milieu des montagnes et à vingt milles de Philadelphie, dans l'excellente position de Valley-Forge. Ce lieu sauvage mais inaccessible n'offrait ni abri, ni ressource : Washington sut s'en créer, et son armée y brava les rigueurs de l'hiver sous des huttes de bois, également aguerrie contre les périls et les plus dures privations, par l'exemple de son chef héroïque.

Bataille de German-Town. 1777

Un éclatant succès était réservé cette même année aux Américains : Washington n'en fut pas redevable à son épée, mais à la sagesse de ses plans. On a vu qu'un corps considérable de l'armée anglaise avait été réuni dans le Nord sous le commandement du général Burgoyne; il avait pour mission d'envahir les Etats-Unis du nord au sud, d'enlever tous leurs postes sur l'Hudson pour opérer ensuite de concert avec le général Howe et son armée qui occupaient alors New-York. Le corps de

Marche du général Burgoyne vers le sud.

Burgoyne avait été formé avec soin des meilleurs régiments venus d'Allemagne et d'Angleterre; il était pourvu d'une excellente artillerie et comptait pour auxiliaires plusieurs centaines d'Indiens appartenant à diverses tribus toutes également sauvages et féroces. La mission confiée à Burgoyne était de la plus grande importance, et s'avançant de Crown-Point le long des lacs avec toutes ses forces, il débuta par des succès : les Américains, inférieurs en nombre, se retirèrent devant lui et abandonnèrent aux Anglais la forte position de Ticonderoga, d'où ceux-ci poursuivirent leur marche vers le sud. Washington avait depuis longtemps pénétré les desseins de Burgoyne, et, par ses instructions, un corps nombreux sous le général Schuyler avait été chargé d'observer l'ennemi et de veiller à la défense de l'Hudson. Les Anglais s'avancèrent jusqu'au fort Edouard, qu'ils trouvèrent aussi abandonné, et continuèrent à descendre le long du fleuve, livrant aux Américains de nombreux combats et s'enfonçant chaque jour plus avant dans un pays difficile et hérissé d'obstacles. Washington avait conçu l'espoir de les y envelopper : son plan fut compris et exécuté avec autant de talent que de bonheur par le général Gates, qu'il donna pour successeur à Schuyler. Burgoyne, harcelé sans relâche et voyant ses communications coupées avec le Canada, plein de mépris d'ailleurs pour ses adversaires, tenta de forcer leurs lignes et franchit l'Hudson dans ce but à peu de distance de Saratoga. Mais là il se trouva enveloppé d'un vaste réseau d'obstacles naturels, rendus inextricables par le général Gates et soigneusement gardés de tous côtés par de nombreux détachements des milices américaines. Bur-

goyne, dans l'espoir de se frayer un passage, livra deux combats sanglants dans lesquels le général américain Arnold se couvrit de gloire et reçut une nouvelle blessure. Tous les efforts des Anglais furent impuissants : Burgoyne enfin fut réduit à capituler et mit bas les armes avec 5,600 hommes des meilleures troupes d'Europe [1]. Cet événement, l'un des plus considérables de toute la guerre, fit incliner la balance en faveur de l'Amérique et valut aux insurgés le puissant secours de la France. Un traité de commerce fut conclu le 6 février entre cette puissance et les Etats-Unis par l'habile entremise de Benjamin Franklin : ce traité laissait subsister la neutralité, mais en même temps fut signé un traité éventuel d'alliance défensive, par lequel les deux puissances contractantes s'engageaient, dans le cas d'une guerre entre la France et l'Angleterre, à se porter mutuellement secours, à ne point accepter de paix séparée, et à ne poser les armes qu'après que l'indépendance des Etats-Unis aurait été reconnue et assurée.

Capitulation de Burgoyne à Saratoga. 1777

Traités de commerce et d'alliance entre les Etats-Unis et la France. 1777

VI

Suite du ministère de lord North et de la guerre d'Amérique.

1778-1781.

On connaissait en Angleterre le danger de la situation du général Burgoyne, mais point encore sa dernière dis-

1. Cet éclatant succès excita, dans la Nouvelle-Angleterre surtout, un enthousiasme proportionné a la terreur qu'avait inspirée l'armée anglaise, et la réputation de Gates balança en ce moment celle même de Washington. Hildreth's, *history of the united states*, vol. III, p. 215.

grâce et la ruine de son corps d'armée, lorsque le roi ouvrit le 20 novembre la nouvelle session législative. L'appréhension d'une catastrophe ainsi que d'un traité entre les Etats-Unis et la France était générale, et le désir d'une paix honorable au prix de la concession aux Américains de tous les points contestés au début de la guerre commençait à prévaloir. Lord Chatam, après une nouvelle absence de près de deux années causée par la maladie, avait repris son siége dans la chambre des lords : il touchait au terme de sa glorieuse carrière et se montra sur cette grave question le plus ardent comme le plus éloquent interprète du vœu public. Dominé tout ensemble par son estime pour les Américains, par le respect de leurs droits, ainsi que par le sentiment profond de ce qu'exigeaient l'honneur et les grands intérêts de la patrie, il voulait qu'ils obtinssent tous les priviléges des sujets anglais; mais il voulait également conserver les anciennes colonies comme partie intégrante de l'empire Britannique. Après avoir fait allusion à la situation périlleuse de l'armée de Burgoyne, dont il prédit la ruine : « Vous ne pouvez conquérir l'Amérique, dit-il, vous pouvez redoubler, pour cet objet, de dépenses et d'efforts ; vous pouvez contracter des emprunts et ouvrir des nouveaux marchés avec ces pauvres princes allemands qui trafiquent du sang de leurs sujets, mais tous vos efforts seront vains, ils seront impuissants, et cette assistance mercenaire sur laquelle vous vous appuyez allumera dans le cœur de vos ennemis un ressentiment incurable. Si j'étais citoyen d'Amérique comme je suis citoyen d'Angleterre, aussi longtemps qu'une force étrangère occuperait mon pays, je ne poserais point les armes,

Débats dans la chambre des lords.

Discours de lord Chatam.

1777

non, jamais, jamais, jamais. Je dirai plus, Mylords, quel est donc l'homme qui, en addition à cette disgrâce, à cette honte pour nos propres soldats, a osé autoriser l'association à nos armes du tomahawk de l'habitant des bois et de son féroce couteau? Qui donc a osé déléguer à l'Indien brute et sans pitié la défense de nos droits contestés, et déchaîné parmi nos frères toutes les horreurs de la barbarie et d'une guerre de sauvages? Ce sont là des abominations qui crient vengeance; et si on ne s'empresse de les répudier, elles feront tache sur notre caractère national.» Lord Chatam déclara ensuite avec force qu'il n'aspirait qu'à ramener l'Amérique dans la dépendance de la couronne d'Angleterre, et il comptait pour ce résultat non sur les armes de celle-ci, mais sur l'ancienne affection, sur les dispositions favorables de la plus grande partie des colons américains: il importait enfin, dit-il, de prévenir sans délai les hostilités de la maison de Bourbon, dont il montra, depuis Dunkerque jusqu'à Gibraltar, les préparatifs formidables pour une invasion prochaine des Iles Britanniques. «A de pareils dangers, dit-il, qu'avons-nous à opposer? Nous n'avons pas cinq mille hommes de troupes en Angleterre et trois mille en Irlande : c'est à peine si nous avons dans nos ports vingt vaisseaux en état de tenir la mer : l'entrée du Tage est au pouvoir de nos ennemis, l'Océan est couvert de corsaires américains, tout notre commerce dans la Manche est anéanti, et, dans cette crise, où il n'y a pour nous que faiblesse à l'intérieur, calamité au dehors, impuissance d'agir en Amérique, sinon pour être détruits, quel homme aurait l'audace de nous faire espérer quelques succès en persévérant dans la politique qui nous a fait

arriver là? Qui aurait un tel front? Où est-il cet homme? Qu'il se montre! Je veux le voir en face!»

Lord Suffolk répondit à Chatam pour justifier l'emploi des Indiens dans les armées britanniques. «Il nous est permis, dit-il, d'user, pour ramener à l'obéissance des sujets rebelles, de tous les moyens que nous tenons de Dieu ou de la nature!» A ces derniers mots, lord Chatam se leva : « En notre qualité d'hommes et de chrétiens, s'écria-t-il, nous devons protester contre de telles maximes. J'ignore quelles idées le préopinant se fait de Dieu et de la nature; mais je sens que des principes si abominables sont également en horreur à la religion et à l'humanité, et leur aveu, plus abominable encore, appelle la réprobation unanime de cette chambre indignée! J'en appelle à ce banc vénérable, à ces pieux pasteurs de notre église; je les conjure de se joindre à moi et de laver d'un tel affront la religion de leur Dieu : j'en appelle au banc où siégent nos juges, et je les supplie d'interposer leur blanche et pure hermine entre une telle souillure et nous : j'en appelle à l'honneur même de vos seigneuries pour maintenir la dignité de nos ancêtres et la nôtre, j'invoque l'esprit et l'humanité de ce pays pour la défense de notre caractère national outragé, j'invoque le génie même de notre constitution. Je vois au milieu des tentures qui décorent nos murailles l'immortel ancêtre du noble préopinant s'indigner de l'affront fait à son pays. C'est donc en vain qu'il a conduit nos flottes victorieuses contre la grande Armada d'Espagne, c'est en vain qu'il aura défendu, affermi l'honneur, les libertés, l'église, la religion protestante de cette nation contre les cruautés et la tyrannie de la papauté et

de l'inquisition, si nous souffrons parmi nous des pratiques plus cruelles que les pratiques papales et inquisitoriales, si nous abandonnons nos propres établissements, la demeure de nos anciens compatriotes, de nos amis et de nos proches au cannibale sans pitié, altéré du sang des hommes, des femmes et des enfants; si nous lançons le féroce infidèle, le païen sauvage, contre qui? contre nos frères protestants, pour changer leur sol en désert, pour détruire leurs demeures, pour extirper leur race et leur nom [1].

La nouvelle motion de lord Chatam pour la paix fut rejetée malgré cette éloquente harangue, et un projet d'adresse pour le même objet échoua également dans les communes lorsqu'arriva enfin la terrible nouvelle de la capitulation de Burgoyne à Saratoga. Elle fut accueillie avec une douloureuse stupeur; mais au lieu d'abattre l'esprit public, elle le réveilla. De toutes parts arrivèrent des offres patriotiques. Les Highlands d'Ecosse, les cités de Liverpool et de Manchester donnèrent l'exemple, des sommes considérables furent spontanément souscrites pour lever de nouveaux régiments, et malgré les charges énormes qui pesaient déjà sur la population, quinze mille soldats furent levés et équipés au moyen de souscriptions volontaires. Mais bientôt se répandirent des bruits encore

1. Lord Gower intervint et dit que, sous l'administration de lord Chatam et dans la dernière guerre, le général avait eu recours aux armes des sauvages. Chatam adjura lord Amherst présent à la séance, de dire quelles instructions ou quels ordres il avait reçus de lui à ce sujet, et il fut établi que le général n'avait été autorisé qu'une seule fois à se servir des Indiens comme auxiliaires, et qu'en toute occasion ils n'avaient été employés que comme éclaireurs et pour les services pénibles que requiert une armée. Lord Mahon, *ut suprà*.

plus alarmants et l'Angleterre apprit la reconnaissance des Etats Unis par le gouvernement français, et les deux traités signés le 6 février entre le congrès et la cour de Versailles. Cette nouvelle qui transpira avant d'être officiellement connue, rendit plus vif et plus général le désir d'une paix immédiate; mais le gouvernement ainsi que les deux chambres étaient partagés d'opinion sur les conditions exigibles : une scission profonde éclata sur ce point au sein même des whigs entre le parti de Rockingham et celui de Chatam : le congrès, disait le premier, n'accepterait la paix qu'avec la complète séparation des colonies, le second repoussait toute clause qui tendait à diminuer la puissance britannique : le roi et ses ministres partageaient cette répugnance et désiraient une paix compatible avec la dignité de l'empire et qui ne portât aucune atteinte à son intégrité. Ils acquiescèrent pour le reste aux vœux des Américains. Lord North affirma que cette politique avait toujours été la sienne, et en conséquence, il présenta et fit adopter rapidement deux bills par lesquels l'Angleterre renonçait désormais à lever des taxes dans ses colonies d'Amérique, cessait de contester l'existence légale du congrès et envoyait trois commissaires avec les pouvoirs les plus étendus, pour traiter de la paix à des conditions satisfaisantes pour les colonies comme pour la métropole.

Discussions touchant la paix.

Actes conciliants du parlement.

1778

L'opinion de lord Chatam était d'accord avec les vœux plus qu'avec les espérances de la nation anglaise dont elle flattait ou consolait l'amour-propre, et qui, se rappelant avec orgueil sa glorieuse administration, désirait que la direction des affaires lui fût de nouveau confiée. Chatam cependant, en se refusant à accepter comme

condition de la paix la complète indépendance des Etats-Unis, voulait une chose qui eût été possible et acceptable sans doute au début des hostilités, mais qui avait cessé de l'être, surtout depuis les traités qu'ils venaient de conclure avec la France. Toutefois, s'il eût existé pour l'Angleterre une chance d'arriver au double but où tendait lord Chatam, et auquel aspirait le roi lui-même, ce résultat n'aurait pu être obtenu par personne mieux que par l'homme d'Etat qui, en toute circonstance, avait plaidé la cause des Américains, et dont le nom était honoré et béni dans toutes les colonies insurgées. Mais le roi était depuis longtemps irrité de sa conduite, de la violence de son langage et de ses insinuations perpétuelles et injustes sur l'influence secrète qu'il attribuait à lord Bute [1]. Il avait été profondément blessé de la sympathie de Chatam pour des rebelles, du blâme amer qu'il avait jeté sur sa politique et des entraves qu'il avait sans cesse apportées aux efforts de son gouvernement pour les réduire par les armes. Il rejeta, de la manière la plus absolue, toute combinaison tendant à le ramener au timon de l'Etat et résista, sur ce point, aux pressantes instances de lord North lui-même, qui aspirait à déposer le pouvoir dans les mains de son puissant adversaire.

Telle était la situation lorsque le 13 mars 1779 l'ambassadeur français, le marquis de Noailles, transmit au secrétaire d'État, lord Weymouth, copie du traité de commerce entre la France et les États-Unis. Cette communication était faite en des termes d'une insultante

1. L'injustice des insinuations de lord Chatam et de l'opposition tout entière sur ce point a été parfaitement démontrée de nos jours. Voyez Lord Brougham, *Historical sketches, etc. — Lord North.*

ironie, et ne pouvait laisser aucun doute sur les intentions hostiles de la France : elle eut pour premier résultat le rappel des deux ambassadeurs ; la guerre ne fut point déclarée, mais elle parut à tous imminente. D'énergiques mesures furent prises en conséquence par le gouvernement anglais, pour l'équipement des vaisseaux, pour l'armement des côtes et la levée des milices, et trois commissaires nommés en vertu d'un des bills conciliateurs récemment votés par le parlement, eurent l'ordre de partir pour remplir leur mission de paix en Amérique. Lord North fit de nouveaux efforts pour obtenir du roi que lord Chatam fût invité à prendre sa place ; mais en vain il insista ; en vain lord Granby et plusieurs autres membres du parti de Rockingham, se rallièrent à l'opinion du comte, et grossirent le nombre de ses partisans : le cœur de Georges III avait été profondément ulcéré, la colère y avait engendré la haine, une haine implacable ; il offrit de recevoir Chatam comme un des membres du cabinet actuel, proposition inacceptable, et se refusa de la manière la plus absolue à en faire son premier ministre; ce serait, dit-il, honteusement subir le joug de l'opposition, et il déclara qu'il perdrait plutôt sa couronne. Il appela lord North, et le conjura de ne point l'abandonner, de ne pas quitter son poste à l'heure du péril. Lord North, vaincu par un appel si direct à ses sentiments, fit ce qui est toujours une faute dans un homme d'Etat, et une faiblesse coupable dans le ministre d'un roi constitutionnel, il céda contre sa propre conviction, il s'associa et prêta son concours à une politique belliqueuse qui avait cessé d'être la sienne.

Inimitié de Georges III pour lord Chatam.

Faiblesse de lord North.

Malgré cette invincible répugnance du roi pour lord Chatam, il est à présumer que Georges III eût fini par subir les exigences de son gouvernement parlementaire, en acceptant le choix dicté par l'opinion, si la mort de celui qu'appelait le vœu public, ne fût survenue à temps pour épargner à l'un une grande humiliation, et à l'autre la douleur d'un échec dans la poursuite d'une tâche impraticable, et que lui seul cependant était jugé en état d'entreprendre, celle de pacifier l'Amérique, et d'y rétablir en même temps l'autorité de la couronne.

Le duc de Richmond était avec Rockingham au premier rang de ceux qui ne partageaient pas cette espérance. Il fit une motion tendant à ce que le roi fût supplié de rappeler sans délai, des treize provinces insurgées, ses armées et ses flottes, et de traiter avec elles aux meilleures conditions acceptables : le débat fut fixé au 7 avril. Lord Chatam était alors à la campagne, convalescent à peine d'une violente attaque de goutte : cette motion de lord Richmond lui parut injurieuse pour l'honneur national, et au jour indiqué, il se fit porter dans la chambre des lords où il entra lentement, marchant avec effort, appuyé sur son second fils William Pitt, et sur son gendre lord Mahon. Il combattit la motion : sa voix était tremblante, sa parole inégale et saccadée, entremêlée de traits éloquents et de brillants éclairs. Son but était de ranimer l'esprit national de la Grande-Bretagne des deux côtés de l'Atlantique, et il protesta avec une force indomptable contre la pensée de dépouiller un prince anglais de ses droits héréditaires, de renoncer à l'union de la race britannique. « Ternirons-nous, dit-il, le lustre de cet empire par un honteux abandon de nos

Dernières paroles de lord Chatam dans la chambre des pairs.

1778

droits ? Tomberons-nous prosternés devant la maison de Bourbon ? Cette nation n'est-elle donc plus ce qu'elle était ? Quoi ! un peuple qui s'est montré il y a dix-sept ans la terreur du monde, s'abaissera-t-il jusqu'à dire à son ennemi le plus invétéré : Prenez tout ce que nous possédons, accordez-nous seulement la paix ! Non cela n'est pas possible. Je ne désire la guerre avec personne ; mais enfin, s'il est indispensable de se prononcer pour la guerre ou pour la paix, et si l'une ne peut être maintenue qu'au prix de notre honneur, pourquoi commencer l'autre avec hésitation et faiblesse ? Je suis mal informé peut-être des ressources de ce royaume, il en aura toujours assez pour maintenir de justes droits. Toute situation est préférable au désespoir : faisons un effort, et si nous devons succomber, tombons du moins comme des hommes ! »

Le duc de Richmond répondit, et soutint sa motion en montrant la Grande-Bretagne impuissante contre trois ennemis, la France, l'Amérique et l'Espagne. Chatam voulut répliquer : mais il avait cessé d'être lui-même, la nature était vaincue ; il murmura quelques sons et tomba évanoui. Toute la chambre se leva [1] et se montra empressée autour de lui : on le porta sans connaissance dans une maison voisine, où il reçut les premiers soins : peu de jours après, il fut transporté à sa résidence de Hayes : il languit quelques semaines, et mourut le 11 mai dans sa soixante-dixième année.

Sa mort. 1778

Lord Chatam ne doit être compté ni parmi les hommes préoccupés des besoins généraux de l'humanité, des

1. Moins un seul membre, lord Mansfield, qui demeura impassible.

abus à extirper ou des progrès à accomplir; ni entre ceux qui possèdent l'heureux équilibre des qualités morales dont le rare assemblage constitue l'homme complet. Personne cependant n'eut une place plus haute dans l'estime de ses concitoyens, et il offrit aux modernes la plus frappante image de ces vieux Romains, illustres à la tribune, illustres encore à la tête de l'administration ou des armées. Ses défauts furent nombreux : il poussa l'estime et le respect de soi jusqu'à l'excessif orgueil, la fermeté jusqu'à la tyrannie d'une volonté parfois fantasque et toujours indomptable, il se laissa entraîner enfin, par la vengeance, par la haine, comme par l'indignation qu'il ressentait pour l'injustice ou pour de lâches faiblesses, aux emportements de la colère, à des éclats pleins de violence et de dangers. Son trait principal fut la force : il fut grand par le caractère avant de l'être par le génie, et fut populaire sans faire jamais d'indignes sacrifices à sa popularité : il secoua le joug tyrannique des liens de famille ou de parti, dédaignant ces basses intrigues, ces combinaisons étroites, ces tristes capitulations, fléaux des gouvernements libres comme des cours despotiques, et auxquelles tant d'hommes supérieurs sont descendus, payant de leur considération personnelle l'honneur de rendre d'éminents services. Chatam imposa les siens et sut se rendre indispensable à sa patrie. On vit alors porté au sommet de l'Etat, à la direction suprême du gouvernement et des armées, l'homme qui était tout à fois l'expression la plus vraie comme la plus puissante de l'intérêt général, et en qui fut en quelque sorte incarné le génie de sa nation : Chatam fut le premier des Anglais, parce qu'il fut plus anglais que personne, et il fortifia le carac-

Son caractère.

tère national en le marquant de sa puissante empreinte. L'Angleterre avec lui obtint par une série de triomphes les plus grands résultats des institutions qu'elle s'est données [1] : il lui révéla sa force, il rétablit son empire sur l'Océan, il lui en donna un dans les deux mondes, et pour accomplir son œuvre, il déploya une volonté non moins active qu'inflexible et une éloquence incomparable : c'est assez pour sa gloire. Tel fut l'implacable adversaire de la France, celui qui, par ses préjugés et sa haine, a le plus contribué à faire considérer comme ennemis prédestinés deux grands peuples rapprochés par la nature, l'homme enfin dont l'orgueil a passé dans le marbre de sa tombe à Westminster, où son geste commande encore le respect et l'obéissance. Ses funérailles furent faites aux dépens du trésor public, et toute l'Angleterre en prenant son deuil montra qu'elle s'associait à sa gloire.

Lord Thurlow reçoit le grand sceau. 1778

Chatam ne laissait après lui dans l'opposition aucun membre considérable disposé à tenir, vis-à-vis de l'Amérique, l'attitude qu'il avait prise, conforme d'ailleurs à la politique du roi, et qui consistait à tout accorder aux Américains, à l'exception de leur indépendance et de la séparation des deux peuples. Lord North dut renoncer à l'espoir de déposer son fardeau : il conserva sa place, et, pour fortifier son administration, il fit donner, pour successeur au lord chancelier Bulhurst, l'avocat général Thurlow. Celui-ci, plus courtisan qu'homme d'Etat, étroit et absolu dans ses opinions, rude et grossier

1. Tels furent, dit énergiquement un auteur anonyme (Burke peut-être) les heureux résultats de l'union du pouvoir et du patriotisme, dans les embrassements de l'ordre et de la liberté (*When liberty and order kiss*) *Annual register*, an. 1759, p. 7.

dans ses formes, fut au premier rang de ceux qui sous le nom d'amis du roi, dont il avait toute la confiance, firent constamment intervenir la volonté personnelle du monarque dans les résolutions du parlement et dans la conduite des affaires [1].

La paix, dans les conditions désirées, n'était pas possible. Le congrès américain, rempli d'ardeur à la suite des succès de la dernière campagne, avait montré une fierté patriotique, en recevant l'avis des deux bills conciliateurs votés par le parlement et de l'envoi de nouveaux commissaires chargés de traiter directement avec lui. Il déclara qu'il n'ouvrirait aucune conférence, si au préalable l'Angleterre ne retirait de l'Amérique ses armées et ses flottes, ou ne reconnaissait en termes formels l'indépendance des Etats-Unis. Aussitôt après, la nouvelle des traités conclus avec la France arriva en Amérique et fut accueillie avec enthousiasme [2]. Déjà une flotte de douze vaisseaux et de quatre frégates avait appareillé de Toulon sous les ordres du comte d'Estaing dont la mission était de surprendre et de combattre la flotte du général Howe à l'entrée de la Delaware : il devait combiner ses opérations avec celles du général américain, et plus tard attaquer les possessions anglaises dans les Antilles. Une seconde flotte française fut formée à Brest, sous le commandement du comte d'Orvilliers, tandis qu'une armée allait se réunir sur les côtes pour opérer, de concert avec cette flotte, une descente en Angleterre. Le gouvernement français comptait aussi sur

Plan de campagne de la France.

1778

1. Voy. lord Campbell et lord Brougham, *ut suprà*.

2. Washington fit consacrer par son armée un jour pour reconnaître cette faveur signalée de la Providence.

la coopération immédiate de l'Espagne en vertu du pacte de famille, mais cette puissance fit attendre quelque temps son concours.

Premières hostilités sur mer. 1778

La première rencontre eut lieu dans la Manche sans déclaration de guerre préalable. L'amiral Keppel commandait la flotte anglaise : il sortit avec une escadre de Portsmouth pour surveiller la flotte de Brest et rencontrant deux frégates françaises l'*Aréthuse* et la *Belle-Poule* : il somma celle-ci d'amener son pavillon. Sur son refus, il tira un coup de canon auquel la *Belle-Poule* répondit par toute sa bordée : ce fut le début des hostilités [1]. Peu de jours après, le comte d'Orvilliers sortit de Brest et combattit l'ennemi à la hauteur des îles d'Ouessant : les deux flottes étaient à peu près d'égale force [2] et après s'être canonnées, durant plusieurs heures, sans résultat définitif, elles rentrèrent dans leurs ports.

Combat naval d'Ouessant. 1778

L'amiral anglais accusa son commandant en second, sir Hugh Palliser, de n'avoir pas obéi à ses signaux. Sir Hugh se défendit en taxant son chef d'incapacité : l'un et l'autre, mis en jugement, furent acquittés. Tous deux siégeaient au parlement sur des bancs opposés : ils partagèrent à ce titre l'opinion : Keppel appartenait à l'opposition, qui prit feu pour lui tout entière : les hommes les plus considérables de ce parti, les ducs de Glocester et de Cumberland, frères du roi, le duc de Richmond, Rockingham, Fox et Burke, lui firent cortége devant ses juges; son acquittement fut célébré avec enthousiasme dans la cité de Londres et dans la plupart

Procès des amiraux anglais

1. *L'Aréthuse* fut prise et la *Belle-Poule* désemparée.

2. Les Français avaient trente-deux vaisseaux et les Anglais trente.

des villes du royaume : ce fut un signe non équivoque de l'impopularité croissante du ministère, et Keppel, après avoir faiblement combattu, devint aussi populaire par son procès qu'il aurait pu l'être en d'autres circonstances, par une victoire signalée.

De grands changements étaient survenus à cette époque dans la position des armées belligérantes en Amérique, où sir Henri Clinton, plus actif et plus décidé mais non plus heureux que son prédécesseur [1], avait remplacé Howe comme gouverneur général. A la nouvelle des traités conclus entre les Etats-Unis et la France, Clinton avait reçu de son gouvernement, l'ordre d'évacuer Philadelphie et de concentrer ses forces : il avait obéi. L'armée anglaise, en juin 1778, quitta cette ville dont les troupes du congrès reprirent aussitôt possession et se dirigea sur New-York à travers la province de New-Jersey, suivie de près par l'armée américaine. Washington atteignit l'ennemi dans sa retraite près de Monmouth et donna l'ordre d'attaquer au général Lee, l'un des envieux de sa gloire. Après avoir fait d'heureuses dispositions, Lee, au lieu d'avancer, s'arrêta, puis retira ses troupes sans attendre de nouvelles instructions du général en chef. Washington accourut et chargea les Anglais. Ce combat fut glorieux pour les Américains [2]; mais l'occasion propice était perdue et ils ne purent couper la retraite à l'armee ennemie qui bientôt après s'embarqua et rentra dans New-York. Washington franchit l'Hudson.

Opérations militaires en Amérique. 1778

Bataille de Monmouth. 1778

1. Lord North disait des généraux anglais qui dirigeaient la guerre en Amérique : « Je ne sais s'ils font peur a l'ennemi, mais ce que je sais c'est que, lorsque je songe a eux, ils me font trembler. »

2 Les Anglais laissèrent environ trois cents morts sur le champ de bataille.

à trente milles environ au nord de cette place et il établit son camp sur la rive gauche du fleuve, dans les *white plains*, surveillant à la fois les deux grands corps de l'armée anglaise à New-York et dans Rhode Island. Les armées belligérantes étaient aussi revenues après de longues marches et plusieurs combats à peu près dans la situation respective qu'elles avaient occupée deux années auparavant.

Les commissaires envoyés par lord North avec mission de tout accorder aux anciennes colonies sauf l'indépendance, pour obtenir le rétablissement de la paix, étaient arrivés à Philadelphie au moment où l'armée anglaise en sortait : ils firent sans succès les plus grands efforts pour que le congrès consentît à traiter avec eux avant que l'Angleterre eût retiré ses armées et ses flottes : le congrès demeura dans sa résolution première, il n'accueillit aucune des ouvertures qui lui furent faites, bien qu'à cette époque la détresse de son armée fût extrême, et les commissaires quittèrent le sol américain en publiant un manifeste où se trouvait renfermée une menace barbare. De grands débats furent provoqués dans le parlement britannique pour ce manifeste, qui souleva l'opposition tout entière et que lord North désavoua. Le comte d'Estaing avait déjà paru avec son escadre à l'entrée de la Delawarre, où il chercha sans les rencontrer l'amiral Howe et sa flotte : celle-ci avait suivi le mouvement de l'armée anglaise et s'était rapprochée de New-York à l'entrée de l'Hudson. D'Estaing tenta de forcer l'entrée du port à Sandy-Hook, et n'ayant pu y réussir,

Energique résolution du congrès.

mais un grand nombre de soldats pour la plupart Allemands désertèrent durant la retraite et la perte totale de l'armée anglaise fut à peu près de deux mille hommes. Hildreth's, *ut suprà*.

il concerta avec Washington une attaque contre Rhode-Island. Il força la passe de New-Port et se disposait à bloquer cette place par mer, tandis que le général américain Sullivan s'en approchait par terre avec dix mille hommes. L'amiral Howe, qui avait reçu quelques renforts, suivit la flotte française. D'Estaing, pour le combattre, repassa hardiment, avec celle-ci, sous le feu de la ville assiégée; mais au moment où la lutte s'engageait, un terrible ouragan dispersa les deux flottes, et d'Estaing, voyant plusieurs de ses vaisseaux endommagés par la tempête, fit de nouveau voile pour Boston. En vain le général américain sollicita sa présence durant deux jours devant New-Port pour seconder les milices américaines et leur permettre de tenter contre la place un effort décisif; d'Estaing refusa, alléguant ses instructions, et s'éloigna: sa retraite rendit nécessaire celle de l'armée américaine; le siége de New-Port fut levé, et la campagne fut perdue pour les puissances alliées.

Siége de New-Port.

Levée du siége.

1778.

La guerre, cependant, avait redoublé de férocité, comme il arrive presque toujours dans les commotions civiles, où les ressentiments particuliers de famille et les implacables vengeances des partis ajoutent leurs excès aux maux habituels de la guerre. La Pensylvanie surtout fut le théâtre des scènes les plus barbares : les loyalistes y avaient exercé d'affreuses représailles, et, appelant les Indiens à leur aide, ils s'y étaient montrés leurs émules en cruauté. Aucun engagement considérable n'eut lieu dans les provinces du nord, depuis l'évacuation de Philadelphie. Sir Henri Clinton avait conçu un nouveau plan d'opérations : il s'était jusqu'alors flatté de réussir en portant la guerre du sud au nord; son espé-

rance avait été trompée, et maintenant, suivant une marche opposée, il voulut réduire d'abord à l'obéissance les provinces du sud, où les loyalistes étaient le plus nombreux, et les moyens de défense les plus faibles. Son plan fut approuvé : en conséquence, un corps expéditionnaire fut envoyé par mer dans la Géorgie, et, après une courte résistance, il s'empara de Savannah, capitale de cette province, où les loyalistes reparurent de tous côtés en armes et s'organisèrent sous la bannière du roi. Un autre corps de cinq mille hommes fut détaché dans les Antilles, où déjà les Anglais s'étaient saisis des îles de Saint-Pierre et de Miquelon, tandis que Bouillé, gouverneur des Iles du Vent, s'emparait de la Dominique pour la France. C'était aussi vers les Antilles que d'Estaing avait fait voile, après avoir réparé son escadre à Boston : il n'empêcha point les Anglais d'enlever, durant l'hiver, l'île française de Sainte-Lucie, et, après six mois donnés à l'observation de l'escadre de l'amiral Byron, successeur de Howe, et à des manœuvres sans résultat, il conquit, par de brillants faits d'armes, la Grenade et Saint-Vincent. Depuis dix-huit mois que les hostilités avaient éclaté entre la France et l'Angleterre, aucune action d'une grande importance n'avait eu lieu ; mais la guerre traînait en longueur au grand désavantage de l'Angleterre, séparée par dix-huit cents lieues de son théâtre d'opérations, et qui s'épuisait pour entretenir à cette distance énorme ses armées et ses flottes.

Expéditions des Anglais dans la Géorgie et aux Antilles. 1778

Conquêtes mutuelles des Anglais et des Français dans les Antilles. 1778.

De graves périls la menaçaient à l'intérieur, par suite de l'impopularité croissante de lord North, et les actes même les plus louables de son cabinet lui étaient imputés à crime. Il avait récemment fait sanc-

tionner par la couronne, un bill adopté par les deux chambres, à l'effet de délivrer les catholiques de quelques-unes des odieuses pénalités portées contre eux, dans les dernières années de Guillaume III : ce bill donna lieu à un soulèvement en Écosse, où un jeune seigneur fanatique, lord George Gordon, enflamma les esprits et porta la populace à exercer sur les catholiques de coupables violences. Il se forma sous ses auspices, en Écosse comme en Angleterre, une vaste association protestante animée de l'esprit le plus hostile au gouvernement, et dont lord George Gordon fut nommé président. Dans le même temps enfin, l'Irlande s'agita pour plusieurs causes qui seront plus tard développées et au premier rang desquelles étaient les entraves apportées à son commerce. Une haine nationale y fermentait, trop justifiée par une longue oppression, et déjà commençait à se former l'association devenue si redoutable sous le nom de volontaires irlandais. A tant d'ennemis intérieurs et extérieurs, il s'en joignit un nouveau : l'Espagne, depuis plusieurs mois, armait en silence, offrant, pour endormir les soupçons, de se porter médiatrice entre l'Angleterre et la France : lorsqu'enfin ses préparatifs furent terminés, elle rompit avec la première sans ouverture préalable, et son ambassadeur quitta Londres soudain, en adressant au cabinet une note équivalente à une déclaration de guerre. Le roi la fit mettre sous les yeux des deux chambres, déclarant par un royal message qu'il comptait sur la fidélité de son parlement.

Bill favorable aux catholiques.

Association protestante.

1779

Rupture avec l'Espagne.

1779

L'Angleterre alors, et c'est sa gloire, donna de nouveau l'exemple qu'elle a offert au monde dans presque toutes ses crises : la grandeur des périls y ranima

l'esprit public, y réveilla le patriotisme, et l'irritation toujours croissante contre le cabinet qui les avait attirés sur la nation ne paralysa point ses efforts pour les surmonter. Les communes, malgré l'opposition, adoptèrent d'urgence et en deux jours un bill avec effet rétroactif pour la presse des matelots : de toutes parts s'ouvrirent des souscriptions pour équiper des vaisseaux, pour lever des soldats, un camp de volontaires fut formé à Cox-Heat en prévision d'une invasion prochaine : cinquante mille hommes de troupes réglées furent réunis sous les drapeaux et un nombre à peu près égal de miliciens, organisés en bataillons et mobilisés, furent mis à la disposition du gouvernement pour la défense du territoire : le crédit ne fléchit point, il y eut, pour le soutenir, émulation entre les premières maisons de banque et de commerce, et les actions de la Compagnie des Indes comme les fonds publics ne subirent qu'une baisse insensible. Le danger cependant était extrême; cinquante mille hommes étaient réunis sur les côtes de Normandie et de la Bretagne prêts à franchir l'Océan; les flottes de France et d'Espagne avaient opéré leur jonction à la hauteur de la Corogne et soixante-six vaisseaux ennemis cinglaient vers la Manche sous les amiraux d'Orvilliers et don Louis de Cordova : l'Angleterre n'en avait que trente-huit à leur opposer dans le détroit, et elle en confia le commandement à un habile marin, sir Charles Hardi, qui dut se borner à la défensive, et tandis que ses côtes étaient insultées par les flottes ennemies, son commerce était désolé, sur toutes les mers, par d'audacieux corsaires américains dont le plus célèbre, Paul Jones, sema l'épouvante sur les côtes d'Ecosse et

Dangers extrêmes de l'Angleterre.

1779

Réunion des flottes de France et d'Espagne.

Corsaires américains.

Paul Jones.

jusque sous le canon d'Edimbourg. Tant de périls furent enfin conjurés : la discorde éclata entre les amiraux de France et d'Espagne; une épidémie décima leurs équipages, et après d'inutiles tentatives pour opérer un débarquement et pour contraindre sir Charles Hardi à entamer une action générale, les deux flottes combinées se séparèrent et rentrèrent dans leurs ports respectifs. Les Anglais virent aussi cette année échouer dans l'autre hémisphère les efforts combinés de leurs ennemis. Savannah, capitale de la Géorgie, était, comme on l'a vu, récemment tombée en leur pouvoir : d'Estaing pour la leur enlever concerta une attaque avec le général américain Lincoln : il débarqua près de cette place et après trois semaines de tranchée ouverte, l'assaut fut donné avec une audace non moins téméraire qu'héroïque. Les assiégeants, Français et Américains, furent repoussés avec une perte de onze cents hommes et l'entreprise avorta. D'Estaing fit voile bientôt après pour la France avec une partie de ses vaisseaux, laissant le reste aux Antilles sous les ordres de Lamotte-Piquet.

Echec des Français et des Américains devant Savannah.

1779

La guerre ensanglantait les quatre parties du monde : les Français, sous Vaudreuil et Lauzun, s'étaient emparés du Sénégal, de la Gambie et de Sierra Leone : mais la France avait subi de nouveaux désastres dans l'Inde : ses établissements au Bengale étaient tombés au pouvoir des Anglais et Pondichéry avait succombé après quarante jours de tranchée ouverte. Tels furent, durant deux années (1778-1779), dans les deux hémisphères, les principaux événements de cette grande lutte prolongée jusqu'alors sans résultats décisifs, mais aussi désastreuse, par ses charges et par sa durée, pour l'Angleterre

Conquêtes des Français en Afrique.

Leurs revers dans l'Inde.

Perte de Pondichéry.

1778-1779

que pour ses anciennes colonies. L'armée américaine manquait du nécessaire, le trésor était vide : le papier-monnaie décrété par le congrès avait perdu toute valeur [1]. Washington, revêtu de la dictature pour une seconde période de six mois, s'était vu contraint de recourir à des moyens violents pour nourrir ses soldats. Le congrès en établissant un maximum pour le prix des denrées, avait achevé de les faire disparaître au profit de l'ennemi qui en soldait la valeur. Cette assemblée montrait moins d'énergie depuis les traités qu'elle avait conclus avec la France, comme si désormais elle se fût reposée du soin de vaincre sur sa puissante alliée, dont cependant l'Amérique ne reçut longtemps que des secours maritimes peu efficaces. Washington n'obtenant du congrès qu'une insuffisante assistance, fut obligé de réduire son armée et de se tenir sur la défensive. L'enlèvement de Stony-Point, position importante qui domine le cours de l'Hudson, et la reprise de Rhode-Island évacué par les Anglais, furent pour les Américains les seuls avantages acquis dans cette campagne.

Déclaration de la neutralité armée. 1780

L'Angleterre vit l'année suivante (1780), s'accroître encore le nombre de ses adversaires. Les puissances du nord, l'impératrice de Russie, les rois de Suède et de Danemark, se liguèrent ensemble pour résister à ses prétentions touchant la domination des mers et signèrent une déclaration de *neutralité armée* [2]. Dans cet acte il fut convenu

1. Les Anglais avaient fabriqué une contrefaçon du papier américain pour des sommes immenses. Dans Rhode-Island seulement qu'ils venaient d'évacuer, il en fut trouvé par les Américains pour plus de trente millions de dollars.

2. Sur la *neutralité armée*, j'engage à lire l'excellente explication donnée par M. Thiers dans son *Histoire du consulat et de l'empire*, vol. II, p. 99-104, édit. de 1847.

que les neutres pourraient naviguer de port en port et sur les côtes des nations belligérantes; que les marchandises appartenant à celles-ci seraient libres sous pavillon neutre, sauf les marchandises de contrebande et celles que l'on voudrait faire entrer dans un port réellement bloqué. Les puissances du nord annoncèrent qu'elles feraient respecter leur déclaration par les armes. Les Provinces-Unies osèrent adhérer à la neutralité armée, et le cabinet anglais, les voyant affaiblies par des divisions intestines, et convoitant d'ailleurs leurs belles possessions coloniales, leur déclara la guerre. L'Espagne avait entrepris celle-ci dans des vues toutes personnelles, beaucoup plus que par déférence pour les clauses du pacte de famille; elle tourna toutes ses forces contre Gibraltar et s'épuisa pour ramener en sa puissance cette citadelle fameuse dont sa flotte fit le blocus et où déjà le défaut de vivres et de munitions se faisait sentir : l'Angleterre fit les plus grands efforts pour y porter des secours et confia, dans ce but, une de ses flottes à l'un de ses plus grands amiraux, à l'audacieux George Rodney. Celui-ci enleva un convoi aux Espagnols, battit à la hauteur du cap Saint-Vincent, leur flotte commandée par don Juan de Langara, força la rade de Gibraltar, ravitailla cette place et, après avoir ramené sa prise en Angleterre, il alla chercher aux Antilles la flotte française, commandée par le comte de Guiches. Les deux flottes étaient à peu près d'égale force : elles se livrèrent trois combats meurtriers (avril et mai) sans avantage décisif d'aucune part. Une escadre espagnole, sous l'amiral Solano, portant onze mille hommes de troupe, arrivait alors dans ces parages. Rodney ne put empêcher sa jonction avec la flotte française; mais l'épidémie exerça

Blocus de Gibraltar. 1779

Victoire de George Rodney au cap Saint-Vincent. Janv. 1780

Combats sur mer. 1780

de nouveau ses ravages sur les escadres alliées; la discorde survenue entre leurs chefs, les sépara; de Guiches fit voile pour la France et Salano se dirigea sur la Havane.

Les Américains subirent à cette époque un grand revers dans la Caroline du Sud, où sir Henri Clinton, fidèle à son plan d'opération, s'était rendu avec sept mille hommes de ses meilleures troupes. Il dirigea, de concert avec l'amiral Arbuthnot, une attaque hardie autant que terrible contre Charles-Town, capitale de la province défendue par le général américain Lincoln, qu'il contraignit à capituler et à déposer les armes avec cinq mille hommes de la garnison (mai 1780). Alarmé bientôt par le bruit du débarquement en Amérique, d'un corps d'armée française, Clinton crut New-York menacé : il y rentra avec une partie de son armée, laissant quatre mille hommes à Charles-Town, sous le commandement de lord Cornwallis, auquel il confia la direction de la guerre dans les deux Carolines.

Prise de Charles-Town par les Anglais. 1780

Les appréhensions du général anglais étaient fondées, et, le 11 juillet 1780, une première division française, forte de six mille hommes, débarqua à Rhode-Island, sous les ordres du comte de Rochambeau [1]. L'arrivée de ce puissant renfort, depuis longtemps espéré, ranima le courage et l'enthousiasme des Américains : les Anglais cependant réussirent à bloquer le port où les Français avaient débarqué, ils rendirent ainsi, jusqu'à la fin de l'année, leur assistance à peu près inutile et cette campagne ne fut marquée pour les colons que par des déceptions ou des revers. Le vainqueur de Saratoga, le général

Leurs progrès dans la Caroline du sud. 1780

1. Louis XVI, pour donner de l'unité aux opérations militaires, avait subordonné dans le commandement Rochambeau à Washington.

Gates, fut battu à Camden dans la Caroline du Sud, par lord Cornwallis et toute la province fut à peu près perdue [1] : dans le nord, la trahison enleva aux Américains un de leurs plus habiles généraux, Bénédict Arnold, qui, entraîné au crime par les besoins d'une vie déréglée, promit à sir Henri Clinton de lui livrer West-Point, fort d'une grande importance par sa position sur l'Hudson, où il fermait d'importants passages, et dont le commandement lui était confié : son crime fut découvert, et Arnold quittant précipitamment sa forteresse avant de l'avoir livrée, passa dans le camp ennemi. Ce complot, dont le succès eût été si fatal pour la cause américaine, coûta la vie à un jeune officier du plus noble caractère, le major André, qui s'en était rendu le négociateur et qui fut arrêté par un poste américain, sous un costume étranger à sa profession. Il fut condamné à mort comme espion et exécuté. Washington, dans cette circonstance, fut inflexible [2]. Mais tandis que la guerre devenait plus propice aux Anglais dans le Nouveau-Monde, l'Angleterre elle-même était en proie à une vive agitation et menacée de périls sérieux à l'intérieur.

Trahison du général Arnold.

1780

Depuis longtemps déjà le mécontentement public allait croissant : la guerre, si prolongée et si ruineuse, était maintenant devenue impopulaire comme il arrive tou-

Mécontentement public en Angleterre.

1. La défaite du général Gates à Camden fut un coup terrible pour les Américains, et les mit dans une situation dont il était à craindre qu'ils ne pussent se relever. Sparks, *Vie de Washington*, p. 344.

2. Jamais homme en des circonstances pareilles n'excita une sympathie plus universelle, dans le pays même contre lequel il agissait. Son histoire est au nombre des épisodes les plus émouvants de la révolution, et le nom du major André est encore rappelé avec un intérêt touchant dans la tradition des lieux aux environs desquels il fut pris. Washington Irving, *Vie de Washington*, vol. IV, c. CXXXIX.

jours lorsqu'il n'y a aucune proportion entre les sacrifices accomplis et les résultats obtenus : les voix éloquentes de l'opposition parlementaire étaient écoutées et trouvaient partout de l'écho dans l'opinion : on se plaignait de l'énormité des taxes, on s'inquiétait de l'accroissement perpétuel de la dette publique; on accusait lord North, on murmurait contre la majorité qui persistait dans les deux chambres à s'associer à la politique belliqueuse de la cour et du cabinet. La prodigalité du gouvernement dans la distribution des faveurs de la couronne, la multiplicité des emplois et des sinécures, le taux élevé des adjudications pour les fournitures de toute espèce provoquaient des plaintes générales et d'innombrables pétitions pour des réformes économiques. Plusieurs motions, tendant à les obtenir, furent faites dans la chambre des lords par l'organe de lord Shelburne et du duc de Richmond, et Burke éleva, pour le même objet et sans plus de succès, sa voix éloquente dans les communes.

Rejet de plusieurs motions pour des réformes 1780

Un immense concours (*meeting*) eut lieu à York, où huit mille francs tenanciers signèrent une pétition adressée au parlement pour les réformes désirables. Vingt-trois comtés, dans l'espace de quelques semaines, suivirent l'exemple de celui d'York et dans toute l'Angleterre des comités s'organisèrent et une vaste association se forma pour le même objet. Sir George Savile présenta aux communes la pétition du York-shire, et après lui, Burke prit la parole pour la soutenir et fit une motion pour la réforme d'abus nombreux et si notoires, que lord North n'osa la combattre et parut même l'approuver. La motion fut adoptée, mais on vit alors combien il est plus aisé de reconnaître et de signaler des abus invétérés que d'y appor-

Agitation populaire.

ter remède. Burke, en voulant tout réformer à la fois, avait été trop loin ; des difficultés nombreuses surgirent pour l'exécution, et sa motion expira dans le comité chargé de l'examiner. La fermentation était grande cependant et de tous côtés arrivaient aux communes des pétitions couvertes d'innombrables signatures. On imputait aux efforts de la cour et à la trop grande influence de la couronne dans le parlement l'avortement de toutes les tentatives de réformes. Déjà l'année précédente deux bills avaient été présentés pour restreindre cette influence ; ils furent reproduits dans la session de 1780 et eurent pour objet de déclarer inhabiles à voter aux élections les officiers de l'Etat employés dans la perception des taxes et de fermer l'accès dans la chambre des communes à tous les adjudicataires des fournitures ou des travaux de l'Etat : ces bills furent repoussés. Une grande agitation suivit leur rejet et peu de jours après, un membre célèbre, Dunning, se leva dans la chambre réunie en comité et proposa de décider que l'avis de ce comité était que l'influence de la couronne était devenue trop grande et qu'il fallait la réduire. Une majorité de dix-huit voix adopta cette proposition qui fut suivie de deux autres motions également adoptées et portant qu'il était du devoir de la chambre d'intervenir, et de remédier sans délai aux abus introduits dans l'emploi des revenus de la couronne. Mais lorsqu'il fut question des mesures nécessaires pour exécuter les résolutions adoptees, Dunning ayant proposé de voter une adresse par laquelle le roi serait prié de ne point dissoudre le parlement, et un autre membre ayant demandé que les subsides fussent refusés jusqu'après le redressement des griefs, ces

deux motions furent repoussées par une forte majorité.

La crise devint plus sérieuse : on était arrivé à ce point où il suffit d'un cri de ralliement qui réveille un sentiment populaire, souvent louable en lui-même, pour entraîner des masses aveugles et passionnées à de criminels excès sur les pas d'un chef audacieux. Celui-ci fut cette fois un fanatique et un insensé appartenant à la haute aristocratie et au parlement, lord George Gordon, qui déjà, l'année précédente, avait soulevé l'Écosse au nom des intérêts protestants menacés, disait-il, par la révocation du statut pénal qui pesait sur les catholiques : il avait, à cette occasion, accusé de papisme George III et ses ministres, et il saisit le moment de l'effervescence causée par les calamités de la guerre ainsi que par les débats touchant la réforme des abus, pour allumer dans Londres une sédition, d'où aurait pu sortir une conflagration générale. En vain, pour tenir une balance égale entre les partis religieux autant que par esprit de tolérance, le gouvernement et les chambres avaient adopté, après le bill favorable aux catholiques, d'autres mesures en faveur des protestants dissidents; le fanatisme les méconnut ou les dédaigna : la vaste association protestante que présidait lord Gordon voyait une trahison dans l'indulgence montrée aux catholiques, elle résolut de protester avec éclat contre le retrait des lois pénales, en

Convocation protestante de Saint-Georges Field.

1780

d'autres temps rendues contre eux : un appel fut fait pour cet objet par lord Gordon aux vrais protestants, qui furent invités à porter comme signe distinctif une cocarde bleue, et à se réunir le 2 juin à Saint-Georges Field, pour signer en masse une pétition aux communes. Le but de la réunion serait manqué, disait-on, si les assis-

tants ne s'y trouvaient au nombre de vingt mille, et il en vint soixante mille : la pétition fut votée par acclamation : la foule s'écria qu'elle la présenterait elle-même, et marchant à rangs serrés, elle se dirigea vers le palais où siégeaient les deux chambres, dont bientôt tous les abords furent encombrés d'une masse tumultueuse d'hommes exaltés qu'échauffaient leur propre contact et les excitations mutuelles de leur fanatisme.

Sédition furieuse dans Londres soulevée par lord George Gordon

1780

Les pairs et les membres des communes fendirent avec peine les flots pressés de la foule pour se rendre à leur poste : plusieurs lords désignés à sa fureur comme promoteurs ou soutiens du statut de tolérance furent en butte à d'indignes outrages, leur carrosse fut mis en pièces, leurs habits déchirés, et parmi les plus maltraités fut le premier grand juge, lord Mansfield, coupable récemment d'indulgence envers un prêtre catholique. La popularité des membres les plus éminents de l'opposition dans les communes ne les couvrit pas contre la rage des fanatiques : George Savile et Burke avaient soutenu les premiers le bill de tolérance et coururent risque de la vie. Aucune mesure n'était prise contre cette émeute formidable : il n'y avait dans la ville ni régiments, ni police organisée : quelques faibles compagnies des gardes à pied et à cheval étaient les seules forces qu'on eût à opposer à la sédition dont les flots furieux firent irruption dans le corps même de bâtiment où siégeaient les communes. Ils ne s'arrêtèrent qu'au seuil de la chambre où leur chef, lord George Gordon, eut l'audace de requérir que la pétition fût mise en délibération à l'heure même et sous la pression de la foule qui heurtait aux portes. Il se trouva huit membres seulement assez lâches pour y consentir ; tous

les autres protestèrent contre cette violence et la chambre s'ajourna. Une compagnie des gardes accourut enfin et lord Gordon se sépara de l'émeute, effrayé de la tempête qu'il avait si follement déchaînée. La nuit était venue, la foule s'écoula et sa fureur détournée mais non calmée, tomba sur les chapelles catholiques des ambassades étrangères et les incendia. Quelques soldats dispersèrent l'émeute : treize coupables furent arrêtés et enfermés à Newgate. Un peu de calme succéda le lendemain; mais la sédition semblable au feu couvé sous la cendre, allait renaître plus terrible.

Dévastations et incendies.

Encouragée par la faiblesse de la répression, l'émeute, dans la journée du dimanche, fondit de nouveau sur d'autres chapelles consacrées au culte romain, puis sur les maisons de quelques catholiques qu'elle mit au pillage, et elle attaqua ensuite celle de sir George Savile, principal objet de sa fureur. D'innombrables désordres avaient déjà été commis et le gouvernement ne paraissait pas avoir compris la gravité de la situation; il croyait la tempête apaisée; elle commençait à peine. Le lundi les rassemblements, plus considérables que la veille, prirent un nouveau caractère. Les protestants véritables s'étaient retirés de l'émeute, où l'on voyait à leur place des hommes tels qu'il s'en rencontre toujours dans les bas-fonds des grandes capitales pour apparaître aux jours sinistres. La cocarde bleue était encore le signe de ralliement, le cri de : Point de papisme (*no popery*), était toujours le mot d'ordre; mais le but avait changé; c'était maintenant le pillage et la destruction. La prison de Newgate fut assaillie en plein jour par une foule sauvage ayant à sa tête le bourreau; les portes de fer mas-

sives tombèrent sous la pression de cette multitude, les prisonniers enlevés la veille à l'émeute furent mis en liberté et avec eux un grand nombre de bandits et de scélérats qui se joignirent aux destructeurs : ceux-ci, redoublant d'audace par le succès, coururent attaquer la résidence de lord North, puis celle de lord Mansfield, qui fut réduite en cendres avec sa belle bibliothèque et sa collection de manuscrits d'une immense valeur. Confondus et comme paralysés par l'explosion soudaine d'un tel orage, le lord maire, le conseil de la cité, les principaux officiers de l'Etat parurent s'être abandonnés eux-mêmes, comme on le vit à quelques époques mémorables dans un pays voisin, et lorsqu'à grand' peine un petit nombre de soldats se trouvaient réunis sur le lieu du désordre, des scrupules étranges y rendaient leur présence inutile, le magistrat n'osant recourir aux armes avant d'avoir donné lecture préalable de l'acte touchant la sédition, que le tumulte affreux ne permettait ni de lire ni d'entendre. Dans la soirée du même jour, la plupart des autres prisons de Londres furent également forcées et incendiées : la banque fut assiégée : mais là des forces suffisantes avaient été réunies, elles repoussèrent les assaillants : partout ailleurs ils consommèrent l'œuvre de destruction sans rencontrer aucune sérieuse résistance. La capitale qu'on eût dit prise d'assaut par une armée ennemie, était tout entière au pouvoir de la multitude, qui, semblable à ces nuées d'insectes auxquelles l'Ecriture la compare [1], s'acharnait sur elle pour la dévorer. Un grand nombre d'édifices publics et

Stupeur et inertie des magistrats

1. Joel, chap. 1.

de maisons particulières furent ainsi démolis ou incendiés. Enfin, dans cette nuit terrible du 6 juin, à la lueur de trente-six foyers d'incendie allumés par les brigands, le roi tint conseil, et interrogeant ses ministres consternés, il leur demanda si, dans le cas de sédition flagrante, et lorsqu'il était impossible de remplir les formalités préalables indiquées dans la loi, celle-ci n'autorisait point l'immédiate répression par les armes. L'avocat général Wedderburn opina le premier pour l'affirmative : son avis fut adopté d'une voix unanime : « Eh bien! dit le roi, il y aura au moins dans le royaume, un magistrat qui fera son devoir. » Une proclamation royale annonça aussitôt les mesures énergiques que le gouvernement allait prendre : des troupes furent appelées et déjà les milices de plusieurs villes voisines avaient spontanément pris les armes et entraient dans la capitale. Le combat s'engagea dans les rues : la lutte fut sanglante mais courte : après quelques décharges meurtrières, les brigands s'enfuirent de toutes parts, laissant environ un millier des leurs, tués, blessés ou arrêtés par l'ivresse et ensevelis sous les ruines qu'ils avaient faites. Telles furent les fameuses émeutes de 1780, célèbres encore en Angleterre sous le nom de leur insensé provocateur, lord Gordon; scènes terribles et fécondes en enseignements : elles nous montrent dans quel abîme peut être précipité soudain un pays où l'autorité ne demeure pas suffisamment armée, et avec quelle facilité d'une faible étincelle peut sortir une conflagration générale : elles font voir aussi qu'en présence d'une sédition naissante, ce n'est faire acte ni de prudence ni d'humanité que d'ajourner la répres-

Conseil tenu par le roi.

La sédition est réprimée.

sion et le châtiment, et qu'enfin, dans les sociétés libres, établies sur le respect des institutions et des lois, pour arrêter les plus criminels désordres, il suffit de le vouloir.

Dans cette crise comme dans toutes celles où la populace prétendit exercer une pression violente sur les pouvoirs législatifs, elle ne trouva dans le parlement ni sympathie ni échos sérieux, et l'opposition se rallia au gouvernement pour repousser la brutale intervention de l'émeute dans les affaires du pays. Le concours sincère qu'elle avait prêté au cabinet durant la sédition fit concevoir au roi des espérances prématurées. Lord North, par son ordre, fit une tentative auprès de Rockingham pour obtenir son concours et celui de ses amis dans le cabinet. Les conditions de Rockingham furent, que le roi accepterait le bill pour la réforme économique, et celui qui tendait à restreindre la trop grande influence de la couronne dans les élections : elles ne furent point acceptées, les débats continuèrent dans les chambres et furent subitement arrêtés par une brusque dissolution (septembre 1780).

Dissolution du parlement.

Sept. 1780

Le résultat général des nouvelles élections fut favorable au gouvernement; Burke lui-même fut d'abord écarté [1], et ne recouvra son siége dans les communes que par le choix du bourg de Malton, dont disposait Rockingham. Quelques hommes destinés à une grande célébrité siégèrent alors pour la première fois dans les communes, et entre autres Shéridan, déjà fameux au

Elections générales.

Minorité ministérielle.

1780

1. Burke fut repoussé par ses anciens électeurs à cause de deux votes qui l'honorent, le vote en faveur des catholiques et celui qu'il donna en faveur du commerce irlandais.

théâtre; le vertueux Wilberforce, l'éloquent apôtre de l'émancipation des noirs, et enfin William Pitt, second fils de lord Chatam [1], à peine âgé de vingt-deux ans, et qui, dès son début, fit pressentir ce qu'il serait un jour [2]. Quoique l'opinion opposée à la prolongation de la guerre prît chaque jour plus de force dans la nation, néanmoins la nouvelle chambre accorda libéralement au cabinet tous les moyens de la continuer avec vigueur. Elle vota les sommes nécessaires pour l'entretien de quatre-vingt-dix mille matelots ou soldats de marine, et pour la solde d'une armée de trente-cinq mille hommes, anglais ou étrangers. Un nouvel ennemi fut ajouté à la même époque à tous ceux que l'Angleterre avait à combattre : les Provinces-Unies, agitées alors par des discordes intestines entre les partisans du stathouder et les patriotes, avaient déjà annoncé l'intention d'adhérer à la neutralité armée des états du nord, et le projet d'un traité d'alliance entre elles et les Etats-Unis, portant la date de 1778, était récemment tombé entre les mains du gouvernement anglais. Ce projet était l'œuvre du grand pensionnaire des Etats provinciaux de Hollande; le gouvernement en demanda le désaveu aux états généraux et il insista pour le châtiment de son auteur; il n'obtint ni l'une ni l'autre des réparations demandées : il vit une menace dans ce refus, et jugeant la guerre inévitable avec les états généraux, il la leur déclara le premier.

Déclaration de guerre à la Hollande.

Déc. 1780

1. Pitt s'était proposé comme candidat de l'université de Cambridge : il échoua et fut nommé par le bourg d'Appleby à la dévotion de sir James Lowther.

2. William Pitt, dit Wilberforce après avoir entendu son premier discours, est né orateur comme son père.

Dans l'autre hémisphère, les armes anglaises paraissaient alors avoir ramené la fortune : jamais la détresse des Américains n'avait été plus grande que dans l'hiver de 1780 à 1781. L'argent faisait défaut; la solde des troupes n'était pas payée, malgré les instantes demandes de Washington au congrès. Celui-ci n'avait lui-même à sa disposition qu'un papier déprécié, d'une valeur tout à fait illusoire. Les soldats étaient presque tous sans provision assurée, sans chaussure et sans linge, et leur marche était suivie dans leurs cantonnements à la trace sanglante de leurs pieds [1]. En 1780, l'armée vécut durant trois mois avec une faible ration quotidienne de pain qui souvent lui manqua [2]. Déjà plusieurs milliers d'hommes avaient été renvoyés dans leurs foyers faute d'habits, Washington put à peine en conserver dix mille autour de lui; il ne fallait rien moins que son influence toute-puissante et que le sentiment exalté du devoir et du patriotisme dans les cœurs américains, pour retenir sous les drapeaux cette armée ainsi amoindrie et privée de toutes les choses nécessaires : réduit aux derniers expédients pour la faire subsister, Washington eut recours aux réquisitions forcées, et pénétré de douleur à la vue des maux de ses compagnons d'armes, il s'employa pour eux soit auprès du congrès, soit auprès des gouverneurs des divers états, avec une persévérance infatigable comme avec la plus ardente et la plus active sympathie [3]. Dans l'hiver de

Crise financière en Amérique. 1780

Souffrances de l'armée. 1780-1781

1. Pitkins, *Histoire politique et civile des États-Unis*, vol. II, p. 161-162. Ext. des lettres de Washington.

2. *Ibidem*.

3. Lorsqu'on sait la détresse extrême à laquelle fut tant de fois réduite l'ar-

1780 à 1781, la souffrance de l'armée fut au comble, et sa patience au terme : une révolte redoutable éclata dans les régiments de la Pensylvanie et il fallut beaucoup d'efforts pour l'apaiser [1]. Les grands vides dans les rangs des Américains étaient causés beaucoup plus par la détresse financière que par les armes de l'ennemi, et celles-ci cependant étaient employées souvent de la manière la plus barbare et qui complétait la misère générale : voyant dans les Américains des rebelles et des traîtres, les Anglais semaient les ruines sur leur passage : ils portaient le fer et la flamme dans les campagnes, ils incendiaient des villages, des villes entières, et le pays ainsi dévasté se trouvait sans ressources et sans aucun moyen suffisant de pourvoir à la défense commune. Le congrès redoubla d'efforts, il multiplia ses promesses pour ceux qui durant la guerre auraient bien mérité de la patrie, il assura

Grands efforts du congrès.

mée américaine, il y a lieu non de s'étonner, comme l'ont fait plusieurs historiens, du petit nombre d'hommes auquel on la vit souvent réduite, mais d'admirer l'indomptable persévérance de ceux qui, novices dans le métier des armes et dans les épreuves de la guerre, affrontèrent si longtemps des souffrances inouïes plutôt que d'abandonner leur drapeau. On aurait tort enfin de conclure de quelques-unes des dépêches de Washington au congrès, que la cause américaine était à peu près désespérée vers la fin de la guerre. Il faut se souvenir, en lisant ces dépêches, qu'elles furent écrites sous la pression des circonstances les plus accablantes pour un chef d'armée, et qu'elles n'avaient d'autre objet que de stimuler le zèle et la sollicitude du congrès par toutes les considérations les plus propres à les réveiller. Voyez à ce sujet des considérations lumineuses dans le livre de M. Robert Walsh, intitulé : *An appeal from the judgements of great Britain respecting the united states of America, sect.* VII, p. 225-226.

1. Instruit de cette révolte, le commandant des forces britanniques en Pensylvanie fit faire les offres les plus séduisantes aux soldats insurgés, s'ils voulaient poser les armes ou passer dans l'armée anglaise. Ces offres furent repoussées avec indignation, et deux émissaires anglais furent arrêtés dans le camp américain et exécutés comme espions. Pitkins, *ut suprà*, p. 164.

à tous les officiers une demi-solde pour leur vie, et avec l'aide patriotique d'un célèbre négociant de Philadelphie, Robert Moriss, il fonda au capital de quatre cent mille dollars une banque, la première des Etats-Unis, et qui rendit à leur cause d'immenses services [1] : la France enfin vint à leur aide avec une générosité plus magnanime que prudente dans la situation où étaient ses propres finances, et elle avança aux Etats-Unis, sur la seule parole du congrès, la somme énorme de seize millions de francs. Vers le même temps, une nouvelle flotte française de vingt-deux vaisseaux, sous l'amiral de Grasse, fit voile pour les Antilles (mars 1781). Ces puissants secours permirent à Washington d'arrêter le plan qui décida de la campagne et de la guerre.

Création de la première banque aux Etats-Unis.

Il avait été retenu par les rigueurs de la saison, presque inactif dans le nord où l'avait rejoint Rochambeau, tandis que les Anglais, au sud, dans les deux Carolines, poursuivaient leurs avantages et leurs vengeances [2]. Le général Greene, successeur de Gates, après avoir battu à Cow-pens un corps anglais sous les ordres du colonel Tarleton, lieutenant de lord Cornwallis, avait été vaincu par celui-ci à la sanglante journée de Guilford, désastreuse pour les Américains, mais où les deux armées avaient rivalisé glorieusement d'ardeur et de courage. Le traître

Opérations du général Greene et de la Fayette dans la Caroline du Sud.

1781

1. Le congrès, à la même époque, organisa l'administration supérieure, divisée en plusieurs départements ; il nomma Robert Moriss, surintendant des finances ; Robert Livingston, qui acquit dans la suite une célébrité si méritée, fut nommé secrétaire pour les affaires extérieures, et Benjamin Lincoln eut le département de la guerre.

2. Voyez, au sujet des grandes rigueurs exercées par lord Cornwallis dans les Carolines, la *Vie de Washington*, par W. Irving, ch. CXLII.

Arnold d'autre part, à la tête d'une armée anglaise, portait le ravage dans le Connecticut et dans la Virginie où la Fayette avait été envoyé pour le combattre ou le contenir : mais en face de ce redoutable adversaire, la Fayette, avec des forces trop inférieures, avait été contraint de se replier et d'attendre du renfort [1], dérobant, par d'habiles manœuvres, son corps à l'ennemi.

Habiles manœuvres du général Greene.

1781

Le général Greene cependant, l'un des plus habiles qu'eussent les Américains, avait réparé leurs désastres, après la journée de Guilford, et harcelait sans relâche la petite armée de lord Cornwallis. Les Anglais avaient l'avantage dans la plupart de ces engagements sans pouvoir en profiter : ils étaient affaiblis par cette suite de combats sans trève, et de victoires sans résultats, et Greene parvint à couper leurs communications avec la Carolines du nord. Cornwallis prit alors la résolution d'abandonner la Caroline et de combiner ses opérations avec celles du général Arnold pour soumettre la Virginie. Il marcha au nord, fit sa jonction avec le corps d'Arnold et réunissant son armée à York-Town, petite ville à l'entrée de la rivière d'York, il s'y retrancha dans l'attente d'une occasion favorable : ce fut sa perte. Washington, de son camp devant New-York, suivait tous les mouvements des divers corps ennemis, et en apprenant la situation de Cornwallis et de son armée dans York-Town, il conçut aussitôt l'espoir de les y enlever et de frapper un coup d'éclat [2]. Il se concerte avec Rochambeau et l'amiral de Grasse, et afin de mieux tromper Clinton sur

1. Il écrivit, dans cette circonstance, à Washington : « Je ne suis pas encore assez fort pour risquer de me faire battre. » Lettre de la Fayette, 24 mai 1781.

2. Un succès éclatant, dit plus tard Washington, était devenu indispensable

ses projets, il investit New-York et en commence le siége; puis tout à coup il se dérobe avec le gros de son armée, ne laissant devant cette place qu'une division pour contenir l'ennemi. Il traverse Philadelphie à la tête des forces de France et d'Amérique, s'embarque au cap d'Elk et gagne Williamsbourg, où il rejoint la Fayette et son armée. Washington comptait alors seize mille hommes sous son commandement, y compris le corps français de Rochambeau, et, le 28 septembre 1780, les armées alliées parurent sous les remparts de York-Town et investirent la place, tandis que la flotte de l'amiral de Grasse fermait la mer aux Anglais. Ceux-ci, au nombre de huit mille, firent une défense acharnée : mais une généreuse émulation s'était emparée des Français et des Américains et leur fit faire des prodiges [1]. Deux redoutes, par leur feu meurtrier, arrêtaient l'attaque, il fallut les enlever. Une colonne américaine, sous les généraux la Fayette et Lincoln, enleva à l'arme blanche l'une des redoutes où le colonel Hamilton s'élança le premier ; les Français guidés par Viomenil et le chevalier de Lameth emportèrent la seconde. Washington s'exposa aux plus grands périls pour surveiller ces opérations dont le succès devait décider celui du siége. Les boulets tombaient au-

Siége de York-Town par les Américains et les Français.

1781

pour ranimer les espérances expirantes et les efforts languissants du pays. Sparks, *Vie de Washington*.

1. Parmi les hommes qui donnèrent, dans ce siége mémorable, l'exemple d'un désintéressement héroïque, l'histoire a conservé un noble trait du gouverneur américain Nelson. Interrogé sur le point de la ville où il importait le plus de diriger les batteries pour rendre leur feu plus terrible, il indiqua une belle maison située sur une colline comme étant selon toute apparence le quartier général des Anglais. Cette maison était la sienne. W. Irving, *ut supra*, c. CLVI.

tour de lui et comme un de ses aides de camp lui remontrait combien l'endroit qu'il occupait était périlleux : « Si vous le croyez, lui répondit le général, vous êtes libre de vous retirer [1]. » La prise de ces redoutes entraînait la chute de la place. Cornwallis, aux abois dans ses fortifications en ruines, tenta de faire échapper son armée sur la rivière d'York; une tempête brisa ou dispersa ses faibles embarcations, il fallut se rendre, et le 19 octobre Cornwallis capitula et mit bas les armes avec ses huit mille hommes, entre les deux armées de France et d'Amérique, l'une remarquable par sa belle tenue et l'éclat des uniformes, l'autre non moins martiale, aguerrie dans les épreuves et les périls, offrant aux regards, avec un juste orgueil, sur ses vêtements en lambeaux, les glorieuses traces des souffrances endurées pour la patrie. Washington ordonna qu'un service solennel fût célébré le lendemain dans toutes les brigades et les divisions de son armée pour remercier la Providence de la victoire obtenue. Celle-ci fut en effet décisive. Les hostilités continuèrent encore quelque temps entre les puissances belligérantes et ensanglantèrent d'autres parties du globe, mais la guerre d'Amérique put être considérée comme finie, et lord Cornwallis, en signant la capitulation de York-Town, signa réellement l'indépendance des Etats-Unis [2].

Capitulation de lord Cornwallis à York-Town.

Oct. 1781

1. *Ibid.*

2. Franklin écrivit, à cette occasion, à John Adams, une lettre éloquente dans laquelle, faisant allusion aux deux armées anglaises de Saratoga et de York-Town, et comparant l'empire naissant des Etats-Unis à Hercule au berceau, il dit : « L'Amérique aussi a étouffé ses deux serpents. » Cette phrase devint le sujet d'une médaille gravée dans la suite. *Washington's Writings*, vol. VIII, p. 189.

VII

Fin du ministère de lord North. — Ministres de Rockingham et de Shelburne. — Affranchissement de l'Irlande. — Dernière campagne. — Guerre dans l'Inde sous Warren Hastings. — Préliminaires de la paix. — Coalition de lord North et de Fox. — Chute de lord Shelburne.

1781-1783.

La capitulation d'York-Town porta le coup décisif au ministère de lord North; depuis ce moment jusqu'à sa chute, des adresses et des pétitions contre la prolongation indéfinie de cette guerre ruineuse furent votées dans d'innombrables assemblées populaires ou *meetings*, et des motions pour le même objet se succédèrent dans les deux chambres et battirent sans relâche l'administration en brèche. L'Angleterre cependant obtint, dans le cours de l'année, des succès sur mer. Un combat glorieux, quoique sans résultat définitif, mais digne en tout de la grande lutte maritime de l'Angleterre et de la Hollande au XVII[e] siècle, fut livré à Doggersbank entre l'escadre hollandaise sous les ordres de l'amiral Zoutmann et l'escadre britannique de l'amiral Hyde-Parker [1] : George Rodney, peu de temps après, enleva aux Hollandais l'île de Saint-Eustache, vaste dépôt de marchandises précieuses pour une valeur immense et qui furent livrées au pillage : l'amiral Kimpenfeldt enfin, vers la fin de l'année, réussit à enlever près d'Ouessant de nombreux bâtiments de trans-

Combat naval de Doggersbank. 1781

1. George III au retour de l'escadre anglaise alla visiter et féliciter l'amiral à son bord.

port de la flotte française qui, sous les ordres du comte de Guichen, avait appareillé de Brest pour les Antilles.

Prise de Minorque par le duc de Crillon. 1782

Mais ces succès partiels furent tous effacés par le grand échec que subit l'Angleterre au commencement de 1782, en perdant l'île de Minorque, bien défendue par le général Murray et héroïquement emportée par le duc de Crillon[1].

Motion du général Conway pour la paix. 1782

La perte de cette île et de sa capitale Mahon, le meilleur port de la Méditerranée, fut suivie de la motion formulée dans les communes par le général Conway, pour arrêter toute tentative nouvelle ayant pour objet de ramener les colonies insurgées à l'obéissance. Cette motion fut adoptée[2] et suivie d'une autre plus significative encore et par laquelle Conway demanda qu'une adresse présentée au roi déclarât ennemi du monarque et du pays quiconque, par ses conseils, contribuerait à prolonger une guerre offensive en Amérique. Fox montra dans ces débats, en parlant des ministres, jusqu'à quels excès le talent peut se laisser entraîner par la passion. « Si jamais, dit-il, je m'associe à aucun d'eux, je consens à être appelé le plus infâme des humains : je ne pourrais même songer pour un instant à me coaliser avec des hommes qui, en leur qualité de ministres, ont fait preuve,

1. Le duc de Crillon, pour éviter l'effusion du sang, ayant transmis à Murray au commencement du siége, l'offre de cent mille livres sterling, que lui faisait le roi d'Espagne, s'il consentait à livrer la place, Murray lui répondit fièrement qu'il aurait dû se souvenir de la réponse faite par son ancêtre a Henri III, qui lui proposait d'assassiner le duc de Guise, avant de se charger d'un message qui tendait à assassiner le caractère d'un homme aussi bien né que lui ou le duc de Guise. Crillon, pour son honneur, approuva hautement cette réponse de Murray. Oct. 1781.

2. Il y eut 234 pour l'affirmative, contre 215.

dans toute transaction publique ou particulière, d'un oubli complet de tout principe d'honneur et d'honnêteté.» Une année ne s'était point écoulée, et déjà celui qui parlait ainsi, siégeant dans une coalition célèbre à côté de lord North, donnait la mesure des attachements et des haines politiques. Une nouvelle attaque enfin fut faite contre le cabinet, et le coup mortel aux ministres partit de leur propre camp : sir John Rous, jusque-là soutien fidèle de lord North, fit une motion directe pour déclarer que l'administration n'avait plus la confiance des communes. La motion ne fut écartée que par une majorité de neuf voix, et il devint évident que la portion sérieuse et indépendante de la chambre refusait son concours. Lord Surrey, cinq jours plus tard, prenait la parole pour renouveler le combat, lorsque le premier ministre, sans rien perdre de sa sérénité habituelle, déclara qu'il avait résigné le pouvoir, et que son administration avait cessé d'exister. Elle avait duré douze années, pendant lesquelles on vit avec surprise le plus doux des hommes couvrir de son nom les mesures les plus rigoureuses; et il convient de reconnaître qu'il eût laissé comme ministre une réputation honorée, s'il eût montré autant de fermeté pour soutenir ses propres opinions qu'il déploya de talent pour défendre celles des autres.

Motion de sir John Rous.

Fin de l'administration de lord North.

Mars 1782

Le roi Georges était alors en proie aux sentiments les plus pénibles pour un prince : non-seulement il avait à dévorer l'affront d'une défaite pour l'Angleterre et d'une cruelle disgrâce pour sa couronne, il se voyait aussi avec une répugnance douloureuse encore une fois contraint de subir le contrôle de ces grandes maisons whigs dont les prétentions et les exigences orgueilleuses lui étaient in-

supportables : l'influence de Rockingham et de ses amis dominait dans le parlement, et la capitulation de York-Town n'était pas plus amère au monarque que la nécessité d'appeler de nouveau cet homme d'Etat à la tète de ses conseils. Il essaya tout pour s'y soustraire, et parla même sérieusement d'abandonner son trône et de se retirer en Hanôvre. Il finit cependant par se résigner à sa situation de roi constitutionnel ; il céda, et Rockingham, nommé premier lord de la trésorerie, fut chargé de former un cabinet. La nouvelle administration fut composée, moitié de l'ancien parti de lord Chatam, dont le chef actuel était lord Shelburne, et moitié du parti de Rockingham, dont les représentants dans le cabinet furent lord John Cavendish, chancelier de l'Echiquier, l'amiral Keppel, premier lord de l'Amirauté, le duc de Richmond, grand-maître de l'ordonnance, et Fox, secrétaire d'Etat : l'autre portion du cabinet compta également cinq membres, lord Shelburne, secrétaire d'Etat, lord Camden, président du conseil; le duc de Grafton, garde du sceau privé, le général Conway, commandant en chef, et Dunning créé lord Ashburton, chancelier du duché de Lancastre. Entre ces deux fractions du cabinet, distinguées seulement par des nuances, le chancelier tory, lord Thurlow, fut maintenu comme modérateur dans la possession du grand sceau.

Second ministère de Rockingham 1782

Les difficultés qu'eut à surmonter l'administration nouvelle étaient immenses. Outre une guerre générale à terminer au dehors, d'ardents partis à satisfaire ou à contenir à l'intérieur, et de graves mécontentements à apaiser, le gouvernement eut aussi à se préoccuper de l'Irlande, où fermentait, parmi les protestants mêmes,

Justes plaintes de l'Irlande. 1778-1782

un esprit hostile et dangereux. Ce pays depuis longtemps avait beaucoup souffert des restrictions oppressives apportées à son commerce. Il possédait encore à cette époque un parlement séparé par l'organe duquel ses plaintes se firent entendre, et il avait demandé, en l'année 1778, d'être mis en possession, pour ses relations commerciales avec l'étranger, d'avantages égaux à ceux que l'Angleterre offrait comme gage de réconciliation à ses colonies insurgées. Cette demande était juste; mais elle souleva en Angleterre une forte opposition née de prétentions rivales. Edmond Burke la soutint avec courage, et sa conduite loyale lui coûta sa popularité à Bristol, qui l'avait élu; lord North n'eut pas la force d'appuyer des réclamations dont l'équité n'était pas douteuse, et les Irlandais n'obtinrent que des concessions illusoires. Le mécontentement s'accrut, il devint général, et l'Irlande, s'autorisant de la crainte légitime d'une invasion française, arma, sous le nom de *volontaires irlandais*, une nouvelle milice. L'esprit national en hâta la formation, et au bout d'une année, ce pays comptait déjà 50,000 volontaires sous les armes. C'est en de telles circonstances que s'assembla le parlement d'Irlande en octobre 1779. L'opposition s'y montra pleine d'ardeur et en forces : elle avait de justes motifs de plaintes et une bonne cause : il lui fallait un chef, elle le trouva dans un membre obscur encore et bientôt célèbre de la chambre basse, dans Henri Grattan. Il joignait à un caractère noble un patriotisme ardent et une éloquence dont les éclats passionnés et brûlants rappelaient celle de Chatam. Il prit en main la cause du commerce irlandais : il ne borna point ses demandes à de modestes priviléges,

Agitation nationale.

Volontaires irlandais.

Henri Grattan et le parlement d'Irlande.

1779

à des concessions limitées, il prononça le mot fameux de LIBRE ÉCHANGE (free trade), accueilli alors, seulement en Irlande, avec enthousiasme, et qui, un demi-siècle plus tard, fut répété en Angleterre par une ligue puissante avec une force irrésistible et victorieuse. Ce mot rallia comme un seul homme toute la population irlandaise, protestante et catholique, et les chambres du parlement de Dublin adoptèrent deux graves mesures au bruit des émeutes. Par la première, elles se refusèrent à lever de nouvelles taxes ; par la seconde, elles ne consentirent à voter les subsides annuels que pour six mois. Un membre de l'administration, le premier avocat de la couronne, nommé Burgh, osa davantage. « Que parlez-vous de paix ? dit-il. L'Irlande n'est point à l'état de paix, elle couve la guerre : l'Angleterre y a semé ses lois comme les dents du dragon de la fable, et il en est sorti des hommes armés. » Plusieurs magistrats furent en butte aux outrages et aux violences d'une populace déchaînée : une prompte fuite déroba l'avocat-général à sa fureur ; elle pilla sa maison de fond en comble : les volontaires de la milice intervinrent faiblement pour arrêter ou punir ces coupables excès.

Emeutes à Dublin. 1779.

Lord North, accablé du poids de la guerre et rendu prudent par l'expérience de la rebellion américaine, reconnaissant d'ailleurs l'équité des premières demandes du peuple irlandais, résolut de les satisfaire, et trois bills, présentés par lui dans ce but, furent adoptés sans opposition. Ce succès, accepté d'abord avec une reconnaissance enthousiaste, servit bientôt, comme il était à prévoir, d'encouragement à d'autres exigences, et la valeur des actes qui subordonnaient le parlement d'Irlande à celui d'Angle-

Pétitions populaires pour le rappel des actes qui subordonnaient l'Irlande à l'Angleterre.

terre fut universellement contestée. Ces actes se réduisaient à deux seulement ; le premier, qui datait de Henri VII, était la loi *Poynings*, appelée ainsi du nom de son auteur vice-roi d'Irlande sous ce règne, et par laquelle tous les actes du parlement irlandais, à l'exception des bills de finances, étaient soumis à l'approbation du conseil privé de la couronne : le second acte, présenté la sixième année de George Ier, attribuait en termes formels au roi et au parlement d'Angleterre, le droit de légiférer pour l'Irlande : tels étaient les deux actes qui subordonnaient sous le rapport législatif l'Irlande à l'Angleterre et contre lesquels la première ne cessa point de protester. Déjà, sous Guillaume III, en 1697, un livre éloquent avait été publié à Dublin par l'Irlandais Molyneux, contre le droit que s'arrogeait le parlement britannique sur son pays [1] : plus tard, le célèbre Jonathan Swift demanda aussi le rappel de la loi *Poynings* et, pour l'obtenir, il ne fallut pas moins que tous les dangers et les malheurs dont l'Angleterre se vit menacée durant la guerre d'Amérique. Déjà en 1778, les lois pénales rendues contre les catholiques irlandais avaient été fort adoucies dans leurs dispositions relatives aux héritages [2]. L'effet de ces premières mesures conciliantes fut de réunir en Irlande

1. Le livre de Molyneux dédié au roi fut condamné comme séditieux par les communes, qui prirent à cette occasion plusieurs résolutions pour prévenir le retour de semblables tentatives. *Parliam. history of England*, vol. V, p. 440-441. Blackstone, dans ses commentaires, rapporte au droit de conquête tous ceux que l'Angleterre s'arrogent sur l'Irlande.

2 Entre autres concessions faites aux catholiques, on leur accorda le droit de posséder la terre avec bail de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans (*a*). Ils obtinrent ainsi le droit de possession illimitée, mais non celui de propriété absolue, qui ne leur fut accordé qu'en 1782.

(*a*) Georges III, 17-18 an. ch. 49

toute la population protestante et catholique par un sentiment commun de patriotisme : le peuple irlandais se leva comme un seul homme, pour demander le rappel des lois qui soumettaient le pouvoir de son parlement à celui du parlement britannique et du conseil privé. Ce vœu national se produisit de tous côtés à la fois par des pétitions, par des adresses et des résolutions votées dans de nombreuses assemblées ou *meetings* dont la plus fameuse fut celle des délégués de toute la milice volontaire, réunis au nombre de deux cent quarante-deux à Dungannon : là, une motion fut prise à l'unanimité : elle portait que toute tentative ayant pour objet de faire reconnaître en Irlande le pouvoir souverain comme émanant d'une autre autorité que de celle du roi, ainsi que des lords et des communes d'Irlande, serait illégale et coupable. Henri Grattan avait dicté cette motion : il en présenta une autre dans les communes, tendant à faire admettre la parfaite égalité des deux parlements, et indiqua le 16 avril 1782 pour le jour où il provoquerait sur ce grand objet un vote décisif. Dans l'intervalle cependant, lord North succomba et légua cette grave question à résoudre au cabinet de son successeur, Rockingham. Au jour indiqué, Grattan se leva dans les communes d'Irlande : il relevait à peine de maladie, son corps amaigri semblait usé et miné par la souffrance, mais sa parole était de flamme, et à mesure qu'il parlait il secouait son mal : si jamais, dit un témoin oculaire, un esprit parut agir indépendamment de son enveloppe matérielle, ce fut dans cette circonstance mémorable [1]. Il considéra la question comme déjà résolue

Assemblée de Dungannon. Fév. 1782

Résolution populaire.

1. Témoignage de lord Charlemont. Grattan, *Mémoires*, 67.

par les votes antérieurs des chambres irlandaises et proposa une loyale adresse au roi, dans laquelle l'Irlande se déclarerait explicitement indépendante du parlement d'Angleterre. « Je parle à un peuple libre, dit-il en terminant : les siècles se sont écoulés, et c'est la première fois qu'il nous est permis de vous nommer ainsi..... J'ai trouvé l'Irlande à genoux : j'ai veillé sur elle avec la plus constante sollicitude; j'ai tracé ses progrès de l'injure aux armes et des armes à la liberté. Mânes de Swift! mânes de Molyneux! votre génie a vaincu : l'Irlande est une nation : je la salue dans son nouveau caractère et m'inclinant avec respect devant elle, je m'écrie : ESTO PERPETUA! »

Discours de Henri Grattan dans le parlement irlandais pour l'indépendance de l'Irlande.

1782

L'adresse au roi proposée par l'éloquent orateur fut votée à l'unanimité dans les deux chambres irlandaises et transmise aussitôt à Londres, où elle jeta le nouveau cabinet dans une grande perplexité. Les ministres et surtout Fox et Shelburne reconnaissaient combien serait dangereuse pour l'Angleterre l'indépendance du parlement irlandais; mais la force leur manquait pour s'y opposer. Il n'eût pas fallu moins que toutes les ressources de l'Angleterre mises à la libre disposition du gouvernement pour que celui-ci fût en état de maintenir l'Irlande dans une situation dépendante et subordonnée, et l'Angleterre, loin de là, se trouvait alors engagée dans une guerre ruineuse contre l'Amérique et trois puissances européennes. Rockingham et ses collègues subirent la loi d'une impérieuse nécessité, et Fox lui-même, au nom du cabinet, présenta dans les communes un bill qui abrogeait explicitement le statut de la sixième année de Georges Ier, et qui fut adopté par les deux chambres britanniques. L'Irlande, à ce prix

Adresse au roi.

L'Irlande affranchie par le parlement britannique.

1782

réconciliée, fit éclater sa joie enthousiaste, les bourses se délièrent, le parlement de Dublin vota immédiatement cent mille livres pour la levée et l'entretien de vingt mille marins, et l'Irlande montra ainsi, par sa reconnaissance même, tout ce que l'Angleterre aurait à eu craindre de son ressentiment.

Bills pour restreindre l'influence de la couronne dans le parlement.

1782

Le moment était venu pour l'administration de satisfaire à de vives réclamations depuis longtemps soulevées contre une foule d'abus et dont quelques-uns de ses membres même avaient été, dans le parlement, les éloquents interprètes. Deux bills furent en conséquence reproduits et adoptés pour diminuer la trop grande influence de la couronne dans le parlement. L'un de ces bills enlevait le droit de suffrage électoral aux officiers publics employés dans la collection des taxes (*revenue officers*); l'autre fermait l'entrée des communes à quiconque avait passé, pour une fourniture quelconque, un contrat avec l'Etat : un troisième bill d'une importance plus grande, pour la suppression de plusieurs sinécures et la réduction des pensions ou traitements excessifs et des dépenses inutiles de la liste civile et de l'Etat [1], fut présenté de nouveau par Burke qui, à son grand honneur, ne s'épargna point lui-même, et réduisit de beaucoup les immenses profits qu'il percevait comme payeur général des forces du royaume. Ce bill toutefois, dans sa forme actuelle, limitait beaucoup plus étroitement que dans sa rédaction première les réformes proposées; il froissait des intérêts moins nombreux, et sa modération rendit son adoption plus facile.

Adoption du bill de Burke sur les réformes économiques.

1782

1. Georges III alla lui-même au-devant des réclamations et provoqua les réformes des dépenses de sa liste civile.

La chambre des communes fit encore, dans cette session, un autre sacrifice à sa popularité : une motion nouvelle fut faite dans son sein, pour révoquer les célèbres résolutions des communes de 1769 touchant l'élection du démagogue Wilkes par le comté de Middlessex [1]. Ces résolutions, considérées avec raison comme un empiètement de la chambre sur les droits de ses constituants, avaient causé une agitation profonde dans Londres et dans toute l'Angleterre, elles furent effacées, par un vote solennel des communes de 1782, du registre de leur chambre.

Motion de W. Pitt pour une réforme parlementaire.

Un bill fut ensuite présenté pour une réforme dont le besoin ne se faisait pas encore assez généralement sentir, et il emprunte à nos yeux une partie de son importance du nom de celui qui le présenta. Il avait pour objet une réforme parlementaire et la motion en fut faite par William Pitt, héritier des talents de son père et qui le devint plus tard de son influence et de sa renommée. Lord Chatam, frappé des vices du système électoral en vigueur, avait exprimé le vœu que la représentation des comtés fût accrue et celle des bourgs diminuée, et il annonça plusieurs fois, avec un accent prophétique, qu'un siècle ne s'achèverait pas sans que cette réforme nécessaire fût accomplie, soit de gré, soit de force [2]. Pitt, son second fils, fidèle aux traditions de la politique pater-

1. Voy. p. 522.

2. En 1775, lord Chatam disait à lord Buchan : « Avant la clôture de ce siècle, ou le parlement se réformant lui-même, la réforme lui viendra du dedans ; ou il sera réformé, et elle lui viendra du dehors escortée de la vengeance. » Citation de M. de Rémusat, *L'Angleterre au* XVIIIe *siècle. Études et portraits. Préface*, p. VII.

nelle, présenta aux communes un projet d'enquête pour ce grand objet. Sa motion divisa le cabinet; Fox, Sheridan et le duc de Richmond la soutinrent avec force, Dundas la combattit; Burke et Townshend s'absentèrent au moment du vote, et la motion fut rejetée.

Le gouvernement, toujours engagé dans les difficultés d'une guerre terrible, s'appliquait, à l'intérieur, à donner satisfaction aux intérêts en souffrance comme aux plaintes légitimes, et cherchait à concentrer tous les efforts comme toutes les ressources du pays pour la lutte qu'il soutenait dans le monde entier : il aspirait au terme de la guerre, mais pour la finir avec honneur, il fallait se montrer en état de la poursuivre avec succès.

Les hostilités languissaient en Amérique, d'où sir Henri Clinton fut rappelé sur sa demande. Il eut pour successeur sir Guy Carleton, qui reçut de Rockingham des instructions conciliantes. Les Anglais se bornèrent alors à occuper, dans quelques villes principales du territoire américain, des positions importantes, et leurs adversaires, dans l'attente d'une paix prochaine, évitèrent de compromettre, par l'incertain résultat d'une nouvelle bataille, les avantages obtenus par la capitulation de York-Town. La mer, cependant, était toujours le champ sans limites d'une guerre acharnée. Les Anglais avaient perdu, dans les Antilles, presque toutes les conquêtes des années précédentes. Le chef d'escadre français Kersaint leur enleva la colonie hollandaise de Démérary ; Bouillé reprit Saint-Eustache, et ensuite, de concert avec de Grasse, il attaqua Saint-Christophe, et contraignit la garnison à capituler malgré les savantes et audacieuses ma-

Opérations navales.

1781-1782

nœuvres de l'amiral Hood. Névis eut le même sort; il ne resta plus aux Anglais, dans les Petites-Antilles, que la Barbade et Antigoa : la Jamaïque fut menacée, et elle aurait succombé si Rodney, avec douze vaisseaux, ne fût accouru dans ces parages. « Le sort de cet empire est dans vos mains, » lui avait dit lord Sandwich, chef de l'Amirauté, en lui remettant sa commission, et Rodney justifia cette confiance. Il réussit, malgré les efforts de l'amiral français de Grasse, à opérer, dans la mer des Antilles, sa jonction avec Hood, et les deux escadres anglaises réunies formèrent, sous Rodney, une flotte formidable de trente-six vaisseaux. De Grasse n'en avait que trente-trois; il attendait la flotte espagnole pour opposer soixante voiles à l'ennemi; Rodney prévint habilement la jonction des deux flottes; il rencontra de Grasse faisant route pour Saint-Domingue, et le contraignit à accepter le combat. Hood commandait l'avant-garde anglaise et Drake l'arrière-garde; l'amiral de Grasse avait pour seconds Bougainville et Vaudreuil : le combat s'engagea le 12 avril 1782 et dura dix heures. Rodney, secondé par le vent, coupa hardiment la ligne française, et cette habile manœuvre décida la victoire; elle mit en désordre la flotte française, qui cependant continua la lutte longtemps encore avec un héroïsme admirable; plusieurs bâtiments coulèrent plutôt que de se rendre; sept vaisseaux anglais attaquèrent ensemble le magnifique vaisseau amiral français *la Ville de Paris*, de 120 canons, et lorsque enfin, après la lutte la plus acharnée, il ne resta plus à bord que trois hommes sans blessures, de Grasse amena son pavillon. Il avait perdu six vaisseaux dans l'action, deux autres périrent le lendemain, et ceux qui

Pertes des Anglais dans les Antilles. 1782

Combat naval de Sainte-Lucie.

Victoire des Anglais. 1782

furent pris par l'ennemi avaient tant souffert, que plusieurs coulèrent bas avant d'atteindre les ports britanniques; de ce nombre fut *la Ville de Paris*[1].

La victoire de Rodney est le plus grand événement de l'administration de Rockingham, terminée trop tôt par la mort soudaine de son chef pour que les semences de discorde qu'elle renfermait aient eu le temps de produire leurs fruits. Après quelques jours de maladie, il expira, et la mission de former un cabinet fut confiée à lord Shelburne. Il suffisait des nuances qui séparaient Shelburne de ceux de ses anciens collègues qui appartenaient au parti de Rockingham, pour que Fox et ses amis vissent avec ombrage et colère le nouveau choix du monarque, et, après une vaine tentative pour l'engager à le révoquer et à appeler le duc de Portland à la tête de ses conseils, Fox et lord John Cavendish offrirent leur démission, et se retirèrent, avec Burke et Sheridan, membres l'un et l'autre de l'administration dans un rang secondaire[2]. Les nouveaux secrétaires d'Etat furent les lords Townshend et Grantham. Lord Camden consentit à demeurer trois mois encore, et

Mort du marquis de Rockingham chef du cabinet. Juil. 1782

Ministère de lord Shelburne. 1782

1. Ce bâtiment était le plus beau de toute la marine française. Sa perte coïncida presque avec celle du plus magnifique vaisseau anglais, le *Royal George*, qui tourna sur sa quille et coula à fond dans la rade de Portsmouth, tandis qu'une fête se donnait à son bord. Cette perte fut un désastre national et coûta la vie à plus de mille personnes de tout âge et de tout sexe.

2. Lord Camden était d'avis et avec raison, qu'il n'y avait aucun motif suffisant et légitime pour que des ministres abandonnassent leur poste dans la grande crise où était l'Etat. Lord Shelburne, le nouveau premier ministre, n'était pas populaire; mais il avait des talents; il était un patron généreux des sciences et des lettres, et les membres du parti Rockingham, bien qu'ils eussent de l'éloignement pour sa personne, avaient consenti à entrer avec lui dans le même cabinet. Contester au roi, en des circonstances si graves, le droit

à sa requête, le duc de Grafton voulut bien accepter le sceau privé. L'importante charge de chancelier de l'Echiquier était devenue vacante par la retraite de lord Cavendish; lord Shelburne y appela le jeune Pitt, à peine entré dans la carrière, et dont l'ambition, justifiée par son mérite et par son nom, aspirait déjà au premier rang. Le tory, lord Thurlow, conserva dans le nouveau cabinet la charge de lord chancelier du royaume.

Graves conséquences de la démission de Fox et de ses amis.

La brusque retraite de Fox et de tous les anciens membres du parti de Rockingham fut un événement immense qui eut de graves conséquences immédiates, et d'autres résultats, plus éloignés, mais plus importants encore. Elle enleva toute sa force à l'administration de lord Shelburne, elle scinda en deux le grand parti des whigs, elle donna naissance à une coalition qui fut un des scandales de cette époque, et plus tard elle contribua puissamment à établir sur des bases inébranlables la fortune du jeune ministre dont la politique vigoureuse autant qu'implacable exerça une influence si forte et si durable sur les destinées du monde [1].

Belle défense de Gibraltar. 1780-1782

La guerre sévissait encore avec fureur en Europe, et en Asie comme sur l'Océan, et tous les yeux étaient alors arrêtés sur Gibraltar. La conquête de cette citadelle fameuse avait été le principal et constant objet du roi d'Espagne Charles III et de son gouvernement, et, depuis trois ans déjà, elle était assiégée par des forces de terre nom-

d'arrêter son choix sur lui de préférence, c'était en quelque sorte paralyser l'exercice de l'autorité royale par les prétentions d'une junte politique. Lord Campbell, *Vie du lord chancelier Camden.*

1. Voyez d'excellentes réflexions à ce sujet, par M. de Rémusat, dans son étude sur Fox, *L'Angleterre au XVIIIe siècle*, t. II, 491-493.

breuses et bloquée par les flottes réunies de la France et de l'Espagne. Mais la place avait pour gouverneur un vétéran intrépide, le général Elliot, qui, dans cette longue et terrible épreuve, fit voir une indomptable bravoure et une persévérance infatigable : la forteresse, étroitement investie, eut bientôt à souffrir toutes les horreurs de la famine. Ravitaillée deux fois, en janvier 1780 par Rodney, après sa victoire sur don Juan de Langara, et l'année suivante par l'amiral Darby, elle n'échappa aux ravages d'un fléau que pour en affronter un autre également destructeur. Désespérant de la réduire par la faim, les Espagnols résolurent de l'ensevelir sous une pluie de feu ; ils se rapprochèrent de la place, multiplièrent leurs batteries, et durant des mois entiers, ils écrasèrent la ville, presque sans relâche, sous le plus effroyable bombardement. Une foule de maisons furent réduites en cendres; mais, garantie par les casemates, la garnison perdit peu de monde et ne se rendit pas. Les assiégeants virent, au commencement de 1782, leurs forces accrues par le duc de Crillon, le conquérant de Minorque, qui amena pour renfort dans leur camp une partie de son armée victorieuse. Les Français et les Espagnols, réunis devant la place, rivalisèrent d'efforts pour la réduire, et, outre le feu des batteries de terre, un second bombardement fut résolu du côté de la mer au moyen de batteries flottantes de l'invention de l'ingénieur français d'Arçon[1]. L'attaque générale eut lieu le 13 septembre : un volcan semblait ouvert devant Gibraltar, et les al-

Réunion des Français et des Espagnols devant la place. 1782

1. On en construisit dix qui portaient cent cinquante pièces de vingt-quatre. Les batteries flottantes résistaient au boulet; elles étaient aussi à l'abri de la bombe par le toit dont elles étaient couvertes.

liés se crurent un moment victorieux : mais la plupart de ces batteries flottantes furent enflammées par les boulets rouges des Anglais : les équipages des bâtiments incendiés cherchèrent dans les eaux un refuge contre l'incendie, et la nuit ajouta aux horreurs de cette scène effroyable [1]. L'attaque par mer fut abandonnée, et peu de jours après (8 septembre), l'amiral Howe parut avec sa flotte et ravitailla de nouveau Gibraltar, dont le siége fut changé en blocus.

Batteries flottantes.

L'Angleterre, malgré les victoires de ses amiraux, était épuisée par cette lutte gigantesque qu'elle soutenait seule contre tant d'ennemis sur tous les points du globe; et tandis que l'Amérique secouait son joug, l'Orient fut aussi sur le point de lui échapper. Nous avons vu que de nouvelles bases avaient été données par le cabinet de lord North à la puissance anglaise dans les Indes [2]. Celle-ci, par l'acte régulateur de 1773, avait été partagée entre un conseil de cinq membres, à la tête desquels était le gouverneur général, et une cour suprême de justice, à la nomination du gouvernement et indépendante de la Compagnie : les trois présidences de Calcutta, de Bombay et de Madras, avaient en outre été réunies sous l'autorité supérieure du gouverneur général, assisté de son conseil. Warren Hastings, gouverneur particulier du Bengale, fut élevé le

Affaires de l'Inde.

Warren Hastings gouverneur du Bengale 1772-1784

1. Elliot vainqueur pouvait accroître le nombre des victimes ; il fit cesser de tirer : le capitaine anglais Curtis secourut alors les infortunés qui périssaient ; bravant les explosions qui avaient lieu sur les batteries flottantes, excitant ses soldats et ses matelots à déployer le nouveau courage qu'exigeait d'eux l'humanité ; il sauva plus de quatre cents hommes. Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*.

2. Voyez p. 543-544.

premier à cette grande charge. Il avait reçu de la nature un génie organisateur de premier ordre, et une rare énergie que tempérait la prudence [1] ; mais ses talents ni ses grands services n'ont pu le mettre à l'abri d'un procès criminel ni le défendre contre le blâme sévère de l'opinion et de la conscience publique.

Changements introduits par Hastings dans l'administration du Bengale.

Hastings, lorsqu'il n'était encore que gouverneur particulier du Bengale, avait, par l'ordre des directeurs, établi l'administration anglaise, dans cette province, sur des bases toutes nouvelles. A son arrivée, le gouvernement du Bengale était double comme au temps de Clive. La Compagnie possédait le pouvoir réel, mais elle l'exerçait d'une manière indirecte : tous les ordres étaient donnés au nom du vice-roi indigène, vassal lui-même du Grand-Mogol et nabab du Bengale. Ce prince était alors un enfant, petit-fils de Meer Jaffier, et près de lui résidait à Moorshedabad, comme son visir ou premier ministre, un chef musulman de race illustre, Mohammed-Reza-Khan, désigné pour cette haute fonction par lord Clive, sous l'autorité et sous la direction du conseil suprême de Calcutta. Ce ministre était chargé des détails de l'administration intérieure et de la perception des revenus pour le compte de la Compagnie. Ceux-ci n'atteignant pas au chiffre es-

1. Il donna, dès son plus jeune âge, des signes d'une volonté persévérante, qui est peut-être le trait le plus saillant de cet homme extraordinaire. Il descendait de l'illustre famille d'Hastings alors complétement ruinée, et il avait été élevé dans la gène et sous un humble toit, non loin de l'ancienne et splendide résidence de ses pères. Il raconte lui-même qu'il n'avait pas sept ans lorsqu'il forma dans son cœur la résolution d'élever, par son industrie, sa fortune assez haut pour être en état de racheter un jour le domaine de ses aïeux. Jamais, dit-il, ce vœu n'était sorti de sa mémoire et il vécut assez pour le voir réalisé.

péré, les directeurs, déçus dans leur attente, s'en prirent au ministre musulman et sa perte fut résolue. Un des premiers actes du nouveau gouverneur, Hastings, fut de destituer Mohammed-Reza-Khan, de lui faire son procès, et d'établir à sa place des agents de la Compagnie, agissant pour elle sous les ordres directs du gouverneur et du conseil. Hastings savait que toute l'influence à laquelle il pouvait prétendre, soit dans la cour des directeurs, soit dans l'assemblée des propriétaires de la Compagnie, était subordonnée au chiffre plus ou moins élevé des dividendes annuels, et, jaloux d'y conserver et d'y augmenter son crédit, il mit tout en œuvre pour accroître les richesses de la Compagnie : il apporta dans la poursuite de ce but beaucoup moins de scrupule que d'ardeur : il eut d'abord recours à la guerre, et cette guerre fut injuste et barbare. Il avait trouvé le Grand-Mogol, l'empereur Schah-Allum, allié avec les Mahrattes, dont ce prince paya les services par le don des districts d'Allabahad et de Corah, qu'il avait reçus en présent de lord Clive. Hastings intervint : les Mahrattes s'étaient montrés en toute circonstance les adversaires de la Compagnie : le don que leur faisait l'empereur fut cassé : lui-même perdit sa pension de 300,000 livres, et les deux districts dont il avait disposé contrairement aux intérêts de la Compagnie, furent cédés par Hastings à Sujah-Dowlah, vice-roi d'Oude, au prix d'un demi million sterling. Celui-ci alors usa de son crédit auprès du gouverneur général pour l'entraîner dans une guerre contre deux peuplades paisibles de la race des Afghans, paisiblement établies l'une et l'autre dans le voisinage de la province d'Oude, sur les bords du Gange. Ces tribus se nommaient les *Rohillas* : elles

étaient industrieuses et braves, et Hastings, pour 40 lacs de roupies offerts à la Compagnie, vendit contre elles au roi d'Oude l'assistance de l'armée du Bengale. Les Anglais remportèrent sur les Rohillas une grande victoire [1] que l'armée indigène du vice-roi souilla par d'odieuses dévastations : Sujah-Dowlah mit à feu et à sang les districts qu'habitaient les vaincus, et cette guerre cruelle devint dans la suite contre Hastings un légitime sujet d'accusation.

Guerre des Anglais contre les Rohillas. 1774

Elle était terminée lorsque Hastings reçut sa nomination de gouverneur général des Indes, et vit arriver à Calcutta les juges de la cour suprême de justice récemment instituée, et trois nouveaux membres du conseil d'administration. Parmi ces derniers était sir Philip Francis, l'auteur présumé des trop fameuses *Lettres de Junius*, et qui, dès le début, montra contre Hastings une opposition haineuse et systématique dans laquelle il entraîna ses deux collègues, le général Clavering et le colonel Monson [2]. Ils formaient, à eux trois, la majorité dans le conseil, aux décisions duquel le gouverneur était alors obligé de soumettre et de subordonner tous ses actes [3], et ils furent d'accord, durant plusieurs années, pour annuler ou renverser tout ce

Warren Hastings gouverneur général. 1774

1. Hafin, l'un des chefs afghans de ces tribus, vénérable guerrier, demeura presque seul sur le champ de bataille au milieu de la déroute de sa tribu. On le vit sur une éminence, reconnaissable par sa longue barbe blanche, par son costume splendide et son cheval superbe : il agita la main pour rappeler les siens au combat. Puis voyant tout perdu, il jeta un grand cri et se précipita au galop sur les baïonnettes anglaises pour mourir.

2. Le cinquième membre du conseil présidé par le gouverneur général était Barwell, depuis longtemps employé aux Indes, et qui se rangea du côté d'Hastings.

3. L'unique avantage accordé dans le conseil au gouverneur général par l'acte régulateur était celui du vote décisif en cas de partage des voix.

qu'il avait fait antérieurement et pour rendre son autorité impuissante [1]. Cette conduite porta ses fruits : du moment où l'on vit le gouverneur général désarmé, tous ceux qui nourrissaient contre lui d'anciens griefs injustes ou légitimes, portèrent leurs plaintes et leurs accusations devant le conseil, et le premier, par le rang, entre les dénonciateurs d'Hastings, fut un de ses ennemis les plus invétérés, le brahmine Nuncomar, qui l'accusa de corruption [2]. Sir Philip Francis reçut l'accusation, et le gouverneur général fut cité par devant son propre conseil. Hastings refusa de comparaître : il porta plainte à son tour contre son dénonciateur Nuncomar, devant la suprême cour de justice. Celle-ci était présidée par un homme dévoué dans les premiers temps à Hastings et qui avait été son ami d'enfance, Elie Empey, au nom duquel s'attache la plus odieuse et la plus juste flétrissure : il usa de son influence auprès de ses collègues selon le vœu d'Hastings : la cour autorisa les poursuites

Dénonciation de Nuncomar contre Warren Hastings.

1. Ils mirent les affaires de la présidence de Bombay dans le plus grand désordre et attaquèrent sans mesure le système financier et judiciaire de l'administration intérieure du Bengale..... La conséquence de leurs réformes fut d'enlever toute sécurité aux personnes pour leur vie et leurs biens, et des bandes de brigands pillèrent et assassinèrent avec impunité jusque dans les faubourgs de Calcutta. Lord Macaulay, *Essai sur Waren Hastings*.

2. Tous les artifices qui sont la défense particulière des faibles sont familiers à la subtile race des natifs du Bengale ... Larges promesses, douces excuses, savants tissus de mensonges, de chicanes, de parjures et de faux sont leurs armes offensives et défensives. Le Bengali est implacable et sans pitié pour ses ennemis, et la ténacité avec laquelle il poursuit ses desseins ne fléchit que sous la pression d'une soudaine terreur, et cependant en face des maux inévitables il sait opposer à la destinée une sorte de courage stoïque et passif, qui ne se rencontre pas toujours dans ses maîtres... Ce caractère national était personnifié au plus haut degré et exagéré même dans le brahmine Nuncomar. Lord Macaulay, *ut suprà*.

contre Nuncomar, qui se vit presque aussitôt en butte à une accusation nouvelle et plus dangereuse : un marchand indigène le dénonça comme faussaire : Nuncomar fut arrêté, mis en prison, condamné à mort par la cour suprême et immédiatement exécuté. Ce châtiment soudain du grand dénonciateur d'Hastings remplit de terreur les ennemis du gouverneur général et raffermit son pouvoir. Mais la chute de Nuncomar était venue trop à point, et avait trop servi les intérêts d'Hastings, pour que sa réputation n'en reçût pas une profonde atteinte; ses ennemis prévalurent quelque temps à Londres, où lord North demanda sa révocation à la Compagnie avant le terme fixé par l'acte régulateur. La cour des directeurs obtempéra au vœu du ministère; mais l'assemblée des propriétaires défendit son gouverneur général et refusa d'autoriser son rappel [1].

Procès et supplice de Nuncomar. 1775

D'autres débats non moins violents agitèrent alors la présidence subordonnée de Madras, où, après une guerre soutenue contre un chef mahratte, le rajah de Tanjore, cette province conquise avait été cédée ou vendue par le conseil de la présidence à l'ancien allié des Anglais, Mohamet-Ali, le vieux nabab d'Arcote. Cette cession ne fut point confirmée par la cour des directeurs, et lord Pagot, le nouveau gouverneur de cette présidence, fit exécuter les volontés de ses supérieurs en rétablissant l'ancien rajah de Tanjore dans ses possessions. On vit alors commencer une longue série d'odieuses et criminelles intrigues entre

Criminelles intrigues dans la présidence de Madras.

1. Cette assemblée présentait un singulier mélange. On y voyait confondus avec des marchands et des négociants de la cité quarante-neuf membres, pairs du royaume, conseillers privés ou hauts fonctionnaires de l'État. Lord Mahon, *ut suprà*.

Mohamet-Ali et quelques membres de l'administration anglaise de Madras, qui produisirent contre le précédent gouvernement de Tanjore des réclamations soudaines pour des sommes immenses [1]. Lord Pagot voulut intervenir, et son propre conseil le fit arrêter. Les directeurs évitèrent de se prononcer entre les deux partis : ils révoquèrent les membres du conseil de Madras et le gouverneur, et donnèrent pour successeur à celui-ci sir Thomas Rumbolt, qui, occupé de ses seuls intérêts, souleva de toutes parts de justes mécontentements, compromit la Compagnie avec tous ses voisins et accumula une fortune scandaleuse.

De tels abus et de pareils exemples de désordre et d'anarchie prouvent à quel point était encore imparfait l'*acte régulateur* du cabinet de lord North pour l'administration des possessions anglaises dans les Indes. Les auteurs de cette grande mesure politique avaient en outre semé le germe d'une intolerable tyrannie en créant un tribunal suprême complétement indépendant de toute autorité locale et sans aucun lien commun de subordination ou d'action avec la Compagnie. Elie Empey, premier juge de cette cour, avait dans une importante circonstance usé de son immense pouvoir dans l'intérêt du gouverneur général ; mais bientôt il en abusa sans pudeur et sans frein, dans l'unique intérêt de sa propre fortune :

Odieuse tyrannie de la cour suprême dans les Indes.

1. Parmi les plus coupables entre les auteurs de ces honteuses transactions, l'histoire cite Paul Benfield, immortalisé par Edmond Burke, comme un autre Verrès, dans l'affaire célèbre des dettes du nabab d'Arcote. Ce Benfield fit valoir, contre Mohamet lui-même son complice, une réclamation pour une somme énorme dont le paiement était assigné sur la province de Tanjore. Mohamet avoua la dette afin de pouvoir exercer une reprise frauduleuse sur cette province.

d'odieux procès étaient intentés aux familles les plus considérables du pays, d'indignes violences étaient exercées dans leurs demeures, sous prétexte d'y faire exécuter les lois anglaises, un affreux système d'exactions et de contrainte fut mis en œuvre et le règne de la terreur commença. Les prisons de Calcutta regorgèrent de malheureux ignorant la plupart pour quel crime ils étaient poursuivis, et une multitude de ces infortunés y périrent de misère, de maladie et de désespoir. Un cri d'horreur s'éleva contre l'intolérable oppression de ce tribunal; mais les juges oppresseurs étaient inamovibles. Hastings et les autres membres du conseil gémissaient de ce mal affreux qu'ils étaient sans pouvoir pour empêcher et ils se virent plus d'une fois menacés dans leur autorité comme leur existence par cette cour exécrable. Hastings alors eut recours pour la désarmer ou pour l'annuler à un expédient extrême : il séduisit le grand juge, et obtint d'Empey qu'en addition à l'emploi qu'il tenait du gouvernement il accepterait une autre charge judiciaire sous la dépendance et pour le compte de la Compagnie : Empey reçut, pour ses nouvelles fonctions, un salaire énorme de huit mille livres sterling (deux cent mille francs); à ce prix la paix fut rétablie entre le conseil et la cour suprême, et le Bengale respira. La lutte cependant continuait à Londres [1] entre les partisans du

1 Les incidents de cette lutte sortent du cadre d'une histoire générale d'Angleterre et présentent les plus étranges péripéties. L'agent principal d'Hastings à Londres, le colonel Mac Leane, effrayé de l'irritation des esprits contre le gouverneur, fit imprudemment usage des pouvoirs qui lui avaient été donnés en d'autres circonstances et déclara que Hastings offrait sa démission. Celle-ci fut acceptée, et le général Clavering, membre du conseil, fut désigné par les directeurs, pour remplacer le gouverneur général ; mais, dans l'inter-

gouverneur général et ses adversaires quand la France s'allia avec les colonies américaines insurgées, arma ses flottes et se montra menaçante en Orient. Le gouvernement anglais reconnut alors l'impérieux besoin d'une administration aussi forte qu'intelligente dans les Indes : lord North cessa de provoquer le rappel du gouverneur général et le terme légal du mandat d'Hastings étant arrivé, il concourut à le faire continuer dans son poste pour une nouvelle période de cinq années. Vers le même temps, et par la mort d'un des membres opposants du conseil [1], Hastings y recouvra la majorité et il reprit sa force avec sa puissance.

La Compagnie était en guerre avec les Mahrattes au moment où éclatèrent les hostilités avec la France. Ce peuple, resté fidèle au culte de Brama, avait grandi depuis ses victoires sur le fantôme d'empereur qui siégeait à Dehli [1] ; mais des dissensions l'affaiblissaient, il formait une sorte de monarchie féodale subdivisée en principautés, sous des chefs plus ou moins dépendants du souverain, et il occupait de vastes contrées entre l'état de Mysore et le Gange. On voyait se reproduire alors, dans cet empire des Mahrattes, un fait caractéris-

Double gouvernement de l'empire mahratte.

valle, et par suite de la mort d'un autre membre du conseil, le colonel Monson, Hastings avait recouvré toute son autorité ; il profita de sa situation nouvelle pour désavouer son agent Mac-Leane et refusa de se démettre, tandis que de son côte le général Clavering, soutenu par Philip Francis, prenait déja le titre retenu par Hastings. Un recours a la force paraissait imminent lorsque Hastings eut l'heureuse inspiration d'en appeler a la cour suprême et de la prendre pour juge du conflit. L'arbitrage fut accepté ; elle prononça en sa faveur et Hastings demeura gouverneur général. Peu de temps après, il fut délivré de ses deux ennemis, Clavering mourut et Francis retourna en Angleterre.

1. Voy p. 506.

tique de la monarchie mérovingienne des Gaules, et tandis que son chef nominal, roi fainéant, descendant du grand Sévajih, trônait dans une insignifiante grandeur à Suttara, un vizir héréditaire, nouveau maire du palais, exerçait tous les pouvoirs dans sa résidence de Pohnah. C'est là que des négociations étaient ouvertes avec un émissaire de la France avant que les hostilités eussent éclaté entre cette puissance et l'Angleterre. Hastings les découvrit et jugeant la guerre inévitable il se décide à prévenir les adversaires : il s'allie dans ce but avec un prince prétendant au trône des Mahrattes, arrête contre ceux-ci un plan de campagne, et par son ordre l'armée de Bombay marche sur Pohnah. Telle était la situation lorsqu'on apprit dans les Indes que la guerre était déclarée entre l'Angleterre et la France. Hastings déploie aussitôt une activité prodigieuse : il fortifie les côtes du Bengale, s'empare du comptoir français de Chandernagor et ordonne l'attaque de Pondichéry. Sir Hector Munro investit cette place avec l'armée de Madras : elle n'est pas secourue et succombe. Les Anglais furent moins heureux contre les Mahrattes. Les deux corps en marche sur Pohnah et envoyés l'un du Bengale, l'autre de Bombay, concertèrent mal leurs opérations; la petite armée de Bombay fut enveloppée à Wargaum et son chef capitula honteusement, abandonnant aux Mahrattes toutes les conquêtes faites sur eux depuis un quart de siècle. Cette capitulation fut très-fatale au crédit des Anglais dans les Indes et rendit confiance à tous leurs ennemis, dont le plus redoutable était toujours le fameux Hyder Ali, sultan de Mysore, qui, par son génie inculte et son énergie indomptable, était parvenu à organiser et à dis-

Prise de Pondichéry par les Anglais.

Guerre malheureuse contre les Mahrattes.

1780

cipliner à l'européenne une armée de quatre-vingt-dix mille hommes et de cent canons. Cette formidable armée fondit tout à coup sur la présidence de Madras, faiblement protégée par huit mille soldats anglais ou indigènes et divisés en deux corps, l'un sous le colonel Baillie, l'autre sous sir Hector Munro ; le premier de ces corps fut battu et taillé en pièces par Hyder Ali (septembre 1780), le second chercha son salut dans les forteresses, Arcote fut pris, Wandewash assiégé, et toute la campagne aux environs de Madras fut abandonnée à l'armée victorieuse de Mysore.

Hyder-Ali attaque les Anglais.

Sa puissance et ses succès.

1780

Hastings, dans ces circonstances si critiques, se montra supérieur au péril, et justifia par sa conduite la confiance du gouvernement de la Compagnie : il négocie la paix avec les Mahrattes, sur lesquels il avait déjà reconquis l'avantage : il réserve et tourne toutes ses forces contre Hyder-Ali, suspend les pouvoirs de l'incapable gouverneur de Madras, et envoie dans cette présidence l'armée du Bengale commandée en chef par un vétéran illustre, sir Eyre Coote, le vainqueur de Pondichéry dans la guerre précédente avec la France. Guidés par ce vaillant général, huit ou dix mille soldats européens renouvelèrent les exploits des Bussy, des Latouche et des Clive ; ils triomphèrent successivement en deux batailles à Porto-Novo (1er juillet 1781) et à Pollylore (août 1781), des forces innombrables d'Hyder-Ali, qui fut entraîné dans la déroute des siens : le vainqueur dégagea, pour la troisième fois depuis le début de sa carrière dans les Indes, l'importante forteresse de Wandewash [1], et le Carnatic fut sauvé.

Victoires de sir Eyre Coote à Porto-Novo et à Pollylore.

1. Lettre de sir Eyre Coote au conseil de Madras.

Les Hollandais perdirent aussi, dans le cours de l'année, plusieurs de leurs possessions sur la côte de Coromandel et à Ceylan : mais ces succès des armes anglaises furent obscurcis par la défaite d'un corps moitié anglais et moitié indigène que surprit une armée de Mysore sous les ordres de Typoo-Saïb, fils d'Hyder-Ali (fév. 1782). Après une lutte acharnée, les vaincus furent presque tous massacrés, et les survivants gémirent enfermés dans les cachots d'Hyder-Ali à Seringapatam.

Les énormes dépenses de la guerre de l'Inde avaient été supportées presque toutes par le Bengale : le trésor de cette présidence était vide, et les directeurs de la Compagnie, dans leur correspondance avec le gouverneur général, ne diminuaient rien de leurs exigences. Il fallait tout ensemble les satisfaire, donner aux actionnaires de gros dividendes, et pousser la guerre avec vigueur, et pour atteindre ce double objet, Hastings ne fut arrêté par aucun obstacle; il ne recula ni devant les plus grands périls ni devant le crime. Parmi les vassaux tributaires de la Compagnie était Cheyte-Sing, rajah de Bénarès, la ville sainte des Indous. Ce prince ayant refusé d'acquitter un subside extraordinaire auquel Hastings l'avait imposé, fut condamné à l'amende énorme d'un demi-million sterling. Hastings vint en personne et avec une insuffisante escorte saisir sa proie à Bénarès, au milieu d'un peuple innombrable, qui se souleva furieux et l'assiégea dans le palais même, d'où déjà le faible Cheyte-Sing s'était enfui épouvanté. Dans cet extrême péril, le gouverneur général fit preuve d'un rare sang-froid : il parvint à s'échapper durant la nuit, et, réunissant rapidement une force imposante, il déposa Cheyte-Sing et mit la main sur son

Odieuses exactions d'Hastings à Bénarès.

1781

trésor qu'il trouva inférieur à son attente, et que se partagea son armée. Privé de cette ressource, Hastings convoita les immenses richesses qu'avait laissées en mourant Sujah-Dowlah, vice-roi de la province d'Oude, et qui étaient déposées à Fizabad sous la garde de sa veuve et de sa mère [1]. Il arracha par intimidation du jeune vice-roi une partie des richesses paternelles : n'obtenant plus ensuite que des refus des deux princesses, gardiennes de ce trésor évalué à trois millions sterling, il eut recours aux plus odieuses violences pour les contraindre à lui en livrer les restes, et la torture même fut employée dans ce but contre leurs ministres. Hastings s'assura ainsi les moyens de forcer tous les obstacles, de vaincre tous ses ennemis : il conserva l'Inde à l'Angleterre ; mais il entacha l'honneur de sa patrie et le sien.

Jamais la puissance britannique en Orient n'avait été plus en péril qu'à cette époque : la flotte française, depuis longtemps annoncée, parut enfin au commencement de 1782 sur la côte de Coromandel : elle avait pour amiral le bailli de Suffren [2], l'un des premiers hommes de mer dont la France puisse s'enorgueillir. Suffren, dans sa marche rapide, avait déjà pourvu à la défense de la colonie hollandaise du Cap de Bonne-Espérance, et trois batailles, glorieuses quoique indécises, livrées à son digne rival, sir Edward Hugues, avaient rendu son nom

Arrivée de la flotte française sous l'amiral de Suffren

1782

1. Sujah Dowlah avait eu pour successeur son fils enfant Asaph ul Dowlah, qui transféra sa résidence, de Fyzabad, où il laissa son trésor sous la garde des deux princesses, dans la ville de Lucknow, naissante alors et que de récents événements ont rendue si célèbre.

2. Le titre de bailli avait été conféré à Suffren dans l'ordre de Malte auquel il appartenait.

fameux. Sa présence ranima l'espoir d'Hyder-Ali, qui méditait encore, au moyen d'une ligue des princes indigènes, d'expulser les Anglais de toute la Péninsule indoustanique. La mort confondit subitement ses projets : le redoutable sultan de Mysore expira dans les derniers jours de l'année (1782), laissant à son fils Typoo-Saïb son trône, son armée, son courage, tout hormis son génie.

Mort d'Hyder-Ali. Déc. 1782

Exploits de Suffren. 1782-1783

Suffren cependant poursuivit ses glorieux exploits : il prévint l'arrivée de la flotte ennemie à Ceylan, où il enleva aux Anglais la place de Trinquemale qu'ils avaient conquise. Leur flotte se montra dans ces parages deux jours trop tard : elle était de douze vaisseaux : Suffren en avait quatorze, et engagea le combat contre l'avis de ses capitaines. Il courut de grands périls que son habile audace surmonta : les deux flottes firent des pertes à peu près égales et furent séparées par la nuit. Au début de l'année suivante (1783), Suffren, avec des forces inférieures, quinze vaisseaux contre dix-huit, parvint à délivrer le marquis de Bussy et un corps français enfermés dans Gondelour, et il contraignit ensuite la flotte anglaise à s'éloigner : mais déjà les préliminaires de la paix avec la France étaient signés, la nouvelle en parvint à cette époque dans les Indes, et les hostilités furent suspendues.

Combat naval de Trinquemale. 1782

Depuis la capitulation de lord Cornwallis à York-Town et la résolution qu'avait prise le gouvernement anglais de ne plus envoyer d'armée en Amérique, il était devenu évident que les États-Unis n'avaient plus aucun intérêt dans la guerre, et que celle-ci ne se prolongeait que pour l'avantage de leurs alliés d'Europe. Déjà des négociations pour la paix avaient été commencées à Paris, entre un

correspondant de lord Shelburne, Richard Oswald, et le célèbre représentant des Etats-Unis, Benjamin Franklin [1]. Ces négociations malgré les instructions du congrès, demeurèrent d'abord secrètes par suite de la clause qui dans le traité d'alliance, entre le gouvernement français et les Américains, ne permettait point à ceux-ci de conclure séparément une paix ou une trève avec l'Angleterre [2]. Enfin, après de longs débats, un traité préliminaire fut conclu, par lequel l'Angleterre reconnaissait d'une manière absolue l'indépendance des Etats-Unis; elle leur laissait, dans la délimitation des frontières, la vaste contrée connue sous le nom de *Western territory* (territoire de l'Ouest), et partageait avec eux le droit de

Secrètes négociations pour la paix entre l'Angleterre et l'Amérique.

1782

L'Angleterre reconnaît l'indépendance des Etats-Unis.

1782

1. Celui-ci s'adjoignit trois collègues qui furent MM. Jay, Laurens et Adams. Deux obstacles arrêtèrent longtemps les négociations : l'Angleterre d'une part refusait d'accorder aux Américains, de partager avec eux la pêche à Terre-Neuve, et d'autre part elle exigeait que les loyalistes américains fussent indemnisés de leurs pertes. Elle céda sur le premier point et l'esprit fertile de Franklin lui suggéra sur le second chef un expédient ingénieux : il demanda que la stipulation faite en faveur des loyalistes fût réciproque et qu'ils fussent tenus eux-mêmes d'indemniser les patriotes des pertes qu'ils leur avaient fait éprouver durant la guerre dans les Etats où ils avaient momentanément triomphé. Cette demande paraissait équitable; mais une telle clause devait conduire à d'innombrables procès, à des délais sans fin, devant lesquels le gouvernement anglais recula : il cessa d'exiger pour les loyalistes les réparations aussi étendues et spécifiées d'une manière absolue et complétement obligatoire.

2. M. Pitkin, dans son histoire justement estimée, s'est attaché à énumérer les nombreux motifs qui portèrent les envoyés américains à négocier à l'insu du comte de Vergennes sans tenir compte de la défense du congrès. L'importance de ces motifs fait comprendre leur conduite, mais ne la justifie pas. Franklin le reconnut, et lorsque Vergennes lui adressa des reproches à ce sujet, il s'avoua coupable ainsi que ses collègues d'un oubli des convenances, et ajouta que le traité ne serait valable qu'après la paix conclue entre l'Angleterre et la France. Pitkin, *ut supra*, vol. II, p. 147-150.

pêche à Terre-Neuve et la navigation du Mississipi depuis son embouchure jusqu'à sa source. Par une des clauses de ce traité, le congrès s'engagea à recommander d'une manière expresse aux législatures séparées de restituer aux loyalistes leurs biens confisqués : il fut arrêté enfin que l'Angleterre retirerait ses armées et ses flottes de tous les territoires et des ports qu'elles occupaient encore dans les limites des treize Etats. Néanmoins, ce traité ne devait devenir définitif qu'au moment où la paix serait conclue entre la Grande-Bretagne et la France. George III se fit violence pour souscrire à ces conditions ; il se résigna cependant, et à l'ouverture du prochain parlement (nov. 1782), il annonça noblement sa résolution en ces termes : « En offrant de reconnaître, dit-il, l'indépen-
» dance de nos anciennes colonies de l'Amérique du Nord
» et leur séparation de la couronne de mes royaumes, j'ai
» sacrifié toute considération personnelle au vœu et à
» l'opinion de mon peuple. J'adresse au Dieu tout-puis-
» sant mes très-ferventes prières pour que la Grande-
» Bretagne ne subisse aucune conséquence fâcheuse du
» démembrement de cet empire, et pour que l'Amérique
» échappe aux calamités qui ont récemment fait sentir à
» l'Angleterre combien le gouvernement monarchique
» est indispensable à la conservation des libertés consti-
» tutionnelles. Les liens communs de la religion, de la
» langue, des intérêts et des affections naturelles, main-
» tiendront, je l'espère, une permanente union entre les
» deux pays. J'apporterai à cet objet mes désirs et mes
» soins. »

Les préliminaires d'une paix devenue indispensable furent signés à Versailles le 20 janvier 1783, entre l'An-

gleterre, la France et l'Espagne. L'Angleterre céda à la France, dans la mer des Antilles, l'île importante de Tabago, et à l'embouchure du Saint-Laurent les petites îles de Saint-Pierre et de Miquelon. Toutes les autres conquêtes faites dans ces parages furent mutuellement restituées : en Afrique, la France recouvra la rivière du Sénégal avec ses dépendances, l'île de Gorée et plusieurs forts ; l'Angleterre retint en sa possession la rivière de Gambie et le fort James : dans les Indes, elle restitua Pondichéry, Chandernagor, Mahé et le comptoir de Surate : enfin, la clause honteuse relative à la démolition du port de Dunkerque, stipulée à la paix d'Utrecht, fut abolie dans le nouveau traité.

Traités préliminaires entre l'Angleterre, la France, et l'Espagne, signés à Versailles.

1783

Par le traité avec l'Espagne, cette puissance demeura en possession de l'île de Minorque et des Florides : les autres prises furent restituées.

Aucun traité préliminaire ne fut signé à cette époque avec la Hollande, mais une trêve fut conclue avec cette puissance, et il y eut alors cessation d'hostilités dans le monde entier. Toutes les fractions de l'opposition se réunirent pour déclamer avec emportement contre les traités préliminaires qui reconnaissaient et consacraient le douloureux démembrement de l'empire britannique, comme s'il eût été possible de ne point constater ce qui, depuis longtemps, était devenu un fait incontestable : mais, fidèle à son rôle habituel en des circonstances semblables, l'opposition ne songeait en cela qu'à donner satisfaction à l'orgueil national, en paraissant admettre que l'Angleterre aurait pu traiter à des conditions meilleures. On vit se former alors une ligue étrange et connue dans l'histoire, plus particulièrement que toutes les autres ligues

Trêve avec la Hollande.

Coalition formée entre lord North et Charles Fox.

1783

précédentes, sous le nom de *coalition*, entre le ministre déchu qui avait prêté son nom et son autorité aux mesures les plus violentes durant une guerre de huit années, et le fougueux chef de parti qui avait flétri ces mesures et accablé leur auteur même des termes les plus injurieux [1], et qui n'avait cessé d'appeler la paix de tous ses vœux et de toute la puissance de sa parole. Lord North et Charles Fox s'unirent cependant ; ils attaquèrent les traités déjà signés, sans toutefois prétendre les annuler, et une motion exprimant un blâme à ce sujet pour les ministres qui les avaient conclus, fut votée dans les communes à la majorité de 17 voix (21 février 1783).

Le ministère blâmé par les communes.

1783

Ce vote porta le coup mortel au cabinet de lord Shelburne : George III se vit alors, avec une répugnance facile à comprendre, en face d'une coalition détestée, et contraint de négocier et de s'entendre avec les hommes qu'il haïssait comme ses ennemis personnels, ligués maintenant avec celui qu'il avait longtemps considéré comme le plus fidèle serviteur de sa couronne, et en qui il ne voyait plus qu'un déserteur de sa cause. Il hésita longtemps avant de remettre le pouvoir en leurs mains, et lord Shelburne, par son ordre, essaya de détacher lord North de ses anciens adversaires devenus ses amis. N'ayant pu y réussir, Shelburne résigna sa charge de premier lord de la Trésorerie, et le roi l'offrit au jeune chancelier de l'Echiquier, William Pitt, sur qui déjà s'arrêtaient

Chute du ministère de lord Shelburne.

1. Fox avait attaqué lord North tout à la fois comme ministre et comme particulier, le dénonçant comme le grand criminel d'Etat, demandant son sang en expiation de ses méfaits, déclarant qu'il n'y avait point de sûreté à le rencontrer seul, et qu'agir de concert avec lui c'était se rendre infâme. Adolphus, *History of England from the accession to the decease of George III*, vol. IV, p. 30.

tous les regards. Mais Pitt, maître de lui-même, comprit avec l'instinct de l'ambition éclairée par une froide raison, que son heure n'était pas venue. La paix, quoiqu'elle fût arrêtée en principe, n'était pas encore irrévocablement signée : il la savait impopulaire, et cependant il eût été obligé de la conclure, et il eût rencontré en face de lui sur ce terrain si ingrat une opposition formidable qui comptait dans ses rangs Burke, Fox, Sheridan, Cavendish, unis à lord North et à sa nombreuse phalange. Pitt préféra leur laisser le soin d'achever cette tâche difficile, et leur donner ainsi le temps et l'occasion d'user leur popularité dans l'exercice d'un pouvoir qui, selon lui, ne pouvait être que de courte durée : il refusa les propositions de la couronne, déclarant qu'il ne conserverait son emploi de chancelier de l'Echiquier que jusqu'à ce que le roi eût formé son nouveau cabinet. Enfin, après un mois de négociations et d'attente, les communes votèrent presque à l'unanimité [1] une motion présentée par Coke, député de Norfolk, et portant que le roi serait prié de faire cesser une situation si anarchique et de former une administration qui eût la confiance du pays. Le jour même Pitt donna sa démission, et presque aussitôt le duc de Portland, successeur de lord Shelburne à la Trésorerie, forma le ministère auquel l'histoire attacha le nom de la coalition qui lui donna naissance.

1. Quatre voix seulement protestèrent contre cette motion.

VIII

Ministère du duc de Portland et de la coalition. — Signature de la paix de Versailles. — Chute du cabinet. — Pitt premier ministre. — Elections générales.

1783-1784

Composition du ministère.

1783

Les principaux membres de l'administration nouvelle furent le duc de Portland, premier lord de la Trésorerie; lord North et Fox, secrétaires d'Etat; lord John Cavendish, chancelier de l'Échiquier; lord Keppel, premier lord de l'amirauté; lord Stormont, président du conseil, et le comte de Carlisle, gardien du sceau privé. Le grand sceau fut mis en commission [1], et le président désigné de la chambre des pairs fut lord Mansfield. Les emplois secondaires de l'administration furent partagés entre les amis des deux secrétaires d'Etat, et Burke reprit la charge de payeur général des forces du royaume.

La paix à conclure fut, durant le règne éphémère de la coalition, le principal objet du gouvernement. Le danger que l'Angleterre avait le plus redouté en voyant ses anciennes colonies se séparer d'elle, c'était la diminution de son commerce national, et le parlement crut devoir faire un sacrifice dans l'intérêt du rétablissement des relations mutuelles entre les deux peuples : il consentit, par un acte temporaire, et qui devint annuel, à accorder au roi le pouvoir nécessaire pour adoucir, en faveur des Etats-Unis, la rigueur des lois de navigation.

Les deux chambres adoptèrent ensuite un bill complé-

1. Les trois commissaires du grand sceau furent lord Loughborough, le juge Ashhurst et le baron Hotham.

mentaire de l'acte rendu dans la session précédente, touchant l'indépendance de l'Irlande. Il fut décidé par ce bill, qu'il n'y aurait point d'appel des tribunaux irlandais aux cours de justice de la Grande-Bretagne; mais celles-ci furent maintenues en possession de connaître des crimes commis en Irlande, dans les cas de trahison, l'acte de Henri VIII sur ce point capital ayant été antérieurement confirmé par un statut du parlement irlandais [1].

Cette même session vit échouer une importante motion de William Pitt sur la réforme parlementaire. Pitt était encore fortement attaché aux doctrines et à la politique des wighs, et déjà, l'année précédente, il avait vu repousser un projet d'enquête présenté par lui, touchant les abus du système électoral. Cédant aux vœux des partisans d'une réforme, il soumit aux communes, pour cet objet, dans la session actuelle, trois propositions. La première déclarait indispensable d'adopter des mesures contre les fraudes et la corruption; la seconde enlevait leur franchise, ou le droit d'élection aux bourgs dont la majorité des électeurs serait convaincue de s'être laissée corrompre; la troisième, enfin, augmentait le nombre des représentants des comtés. Ces propositions donnèrent lieu à de longs débats, mais elles touchaient à des intérêts trop nombreux et trop personnels, sans que l'opinion du pays, touchant la nécessité d'une réforme électorale, fût encore suffisamment éclairée ou exigeante; la motion de Pitt fut rejetée.

Motion de Pitt pour une réforme parlementaire. 1783

Elle est rejetée. 1783

Tels furent les principaux actes des deux chambres dans cette session, terminée le 17 juillet, et bientôt suivie de la

1. Adolphus, *ut suprà*.

Paix définitive signée à Versailles. 1783

conclusion de la paix. Les ministres s'efforcèrent en vain d'en améliorer les conditions : elle fut définitivement conclue dans les termes adoptés par les traités préliminaires datés de Versailles [1], et signée le 3 septembre, en trois traités séparés, avec la France, l'Espagne et l'Amérique. La paix définitive avec la Hollande ne fut signée que l'année suivante (1784); elle stipula la cession mutuelle des conquêtes faites durant la guerre, à l'exception de Négapatam, qui demeura aux Anglais; ceux-ci acquirent en outre le droit de libre navigation dans toutes les mers de l'Inde [2].

Paix avec la Hollande. 1784

Considérations sur les résultats de la guerre d'Amérique.

Ainsi fut terminée cette sanglante guerre qui, durant neuf années avait ébranlé le monde entier; elle arracha de douloureux sacrifices à la Grande-Bretagne dont elle démembra l'empire, et elle accrut de plus de cent millions sterling, indépendamment des annuités à terme, la dette nationale, qui s'éleva au chiffre énorme de 238 millions

1. Le gouvernement anglais fit de louables et inutiles efforts pour obtenir de meilleures conditions en faveur des loyalistes américains. Les colonies après la paix demeurèrent quelques années dans une anarchie à peu près complète et sans lien commun efficace : le congrès eût été impuissant pour faire respecter dans les Etats particuliers, des décisions qu'il aurait prises dans l'intérêt des loyalistes. Leur malheureux sort fut pris en considération par le parlement d'Angleterre qui décida qu'une enquête serait faite afin de les indemniser de leurs pertes et qu'une demi solde serait accordée aux officiers américains demeurés fidèles au drapeau britannique.

2. Une année s'écoula encore avant que le roi reçût M. John Adams, représentant de la république des Etats-Unis. Celui-ci a laissé de curieux détails sur cette première entrevue. L'un et l'autre étaient fort émus. « Je vous prie de croire, dit le roi, répondant à M. Adams, et je désire qu'il soit bien compris en Amérique, que je n'ai rien fait dans la dernière guerre à quoi je ne me crusse indispensablement obligé par mes devoirs envers mon peuple : je serai sincère avec vous et je conviens que j'ai été le dernier à consentir à une séparation; mais cette séparation étant établie, je serai le premier à tendre la main aux Etats-Unis considérés comme puissance indépendante. Coll. des œuvres de J. Adams, vol. VIII, p. 255.

de livres [1]. Elle fut pour la France une occasion glorieuse de recouvrer l'ascendant qu'elle avait perdu dans la guerre précédente, et cette puissance remonta, par la paix de Versailles, au rang d'où le traité de Paris l'avait un moment fait descendre; mais la guerre d'Amérique, soit par les grandes dépenses qu'elle occasionna, soit surtout par l'aliment qu'elle donna aux idées nouvelles et aux opinions démocratiques, contribua puissamment à précipiter la crise prodigieuse de la révolution française. Cette guerre fut défavorable à la Hollande, qu'elle montra fort affaiblie; elle ébranla profondément sa puissance et son crédit, et ce furent les Anglais qui recueillirent la meilleure part de l'héritage commercial et maritime de leurs anciens rivaux. Les craintes qu'ils avaient conçues pour la prospérité de l'empire britannique, par suite de son démembrement, ne se réalisèrent pas, l'Angleterre obtint dans l'importance croissante du Canada, comme dans celle de l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, un dédommagement pour la perte de ses anciennes colonies, et, après peu d'années, lorsque des relations de commerce et d'amitié furent rétablies entre elles et la nouvelle république, les bénéfices qu'elle trouva dans son commerce libre avec ce pays surpassèrent de beaucoup les avantages obtenus par le régime de la contrainte [2]. Un des résultats principaux de la guerre d'Amérique, fut la déclaration d'un nouveau

1. Cette somme équivaut à peu près a six milliards de francs : la dette de l'Angleterre n'était en 1774 que de cent trente-six millions sterling, environ trois milliards et cinq cents millions de francs.

2. M. Robert Walsh, dans son ouvrage deja cité et intitulé *An appeal from the judgements of great Britain respecting the united states of America*, donne un tableau du commerce de la Grande-Bretagne avec les Etats Unis, depuis 1784 jusqu'en 1816, et il montre une balance toujours croissante en faveur de l'Angleterre dans une proportion infiniment plus forte qu'avant la guerre. Voyez

droit des gens, invoqué dans les relations maritimes des peuples, et qui sortit plus tard du traité de la neutralité armée conclu entre les puissances du nord : aucune stipulation ne fut faite, il est vrai, dans le traité de Versailles en faveur des puissances neutres; mais les principes soutenus par elles, durant la guerre, ne cessèrent point d'être invoqués, parce qu'ils sont ceux du droit commun, et qu'ils reposent sur les intérêts et les besoins de toutes les puissances continentales.

Mais, de tous les résultats de la guerre d'Amérique, le plus grand, sans contredit, est l'enfantement, au delà des mers, d'un peuple qu'un rare ensemble de circonstances heureuses a favorisé dès son berceau et dont les destinées ultérieures sont au nombre des plus profonds secrets de Dieu. Il est sorti d'une race libre, religieuse et forte [1]; il a eu moins de sang à répandre pour se faire place, pour s'affranchir et se constituer, qu'aucun autre grand peuple de l'univers : luttant pour sa défense sous la bannière du droit et de la justice, il s'est trempé, il s'est affermi par le sacrifice et l'épreuve, et un demi-siècle à peine s'était écoulé depuis sa naissance qu'il faisait déjà contrepoids à l'Europe. Il portait hélas! dans ses flancs, une plaie honteuse, l'esclavage, et il y avait un grand danger pour lui dans cette multitude d'éléments si divers dont il a été formé : il était à craindre que son caractère primitif ne s'effaçât sous les flots successifs de tant d'hommes de toute langue et de toute nation, et

aussi sur le même sujet, Heeren, *Manuel historique du système politique de l'Europe et de ses colonies.*

1. Les ennemis mêmes de la cause américaine ont rendu un éclatant hommage au caractère des premiers colons. Voyez entre autres Georges Chalmers, *political annals of the united colonies.* Passim.

les anciennes mœurs, en effet, ont été bientôt remplacées par des tendances nouvelles et funestes, agressives autant qu'anarchiques. L'Américain cependant n'a pas répudié le culte des ancêtres; la forte empreinte dont ces hommes héroïques ont marqué leur nation est encore visible, quoiqu'affaiblie, au front de leurs descendants : leur race a longtemps contenu tous ces éléments tumultueux d'une population innombrable, et s'est assimilé celle-ci par degrés, sous la triple étreinte de son génie, de sa civilisation et de ses lois. Depuis près d'un demi-siècle sur cette terre vigoureuse, on a vu fleurir la liberté religieuse, la liberté civile, héritage sacré des premiers colons, et on y a rencontré un partage moins inégal que partout ailleurs des jouissances et des biens de la vie. Et maintenant qu'une guerre effroyable, longtemps pressentie, désole ces vastes contrées, espérons, dans l'intérêt de l'humanité, comme pour l'honneur des institutions libres, que l'Amérique extirpera de son sein la triste source de ces dissensions monstrueuses, sans que jamais son sol hospitalier cesse d'offrir aux populations souffrantes de l'Europe un refuge et une espérance[1] !

Le règne de la coalition qui, au moment de la paix signée avec les Etats-Unis, gouvernait l'empire britannique fut de courte durée, quoiqu'elle offrît aux yeux la réunion des plus brillants talents, et l'on eut alors

1. En écrivant ces lignes, je cède au désir de rappeler le chant admirable de mistriss Hemans, intitulé : *The landing of the Pilgrim fathers*, et terminé par cette stance :

> Aye call it holy ground
> The soil where first they trod!
> They have left unstained what there they found
> Freedom to worship God!

Immoralité et faiblesse de la coalition.

une preuve éclatante de ce fait qu'offre l'histoire des États libres, savoir : qu'en politique, le talent qui s'appuie sur une base immorale ne suffit pas pour consolider la puissance. Dans les grandes crises politiques, en face de dangers imminents, il arrive souvent que des partis contraires et longtemps ennemis se rapprochent, oubliant leur rancune ou modifiant leurs vues, et il importe qu'il en soit ainsi ; mais que, pour un intérêt étroit et une ambition toute personnelle, des adversaires politiques, des chefs ennemis, mettent soudain en oubli leur passé afin de saisir ensemble le pouvoir comme une proie ; cette conduite révolte, elle est d'un exemple au plus haut degré corrupteur, elle éveille l'esprit de dénigrement pour les principes, et le mépris pour les hommes supérieurs qui abdiquent leurs droits au respect d'autrui en cessant de se prendre eux-mêmes au sérieux. Tel était le spectacle que présentait alors à l'Angleterre et à l'Europe la coalition d'où était sorti le nouveau cabinet, et dont le scandale est imputable surtout à Charles Fox, qui, ayant toujours soutenu contre lord North la politique de la paix, s'était ensuite, sans raison, ligué avec lui pour la combattre [1]. La nation anglaise était assez éclairée pour comprendre tout ce qu'une pareille ligue présentait de choquant et d'odieux ; elle en était blessée presque autant que le roi lui-même, et l'on peut dire que, dans les efforts personnels de George III, pour se délivrer d'un cabinet qu'il

1. Lord North pouvait, sans se manquer à lui-même, perdre la mémoire des outrages dont Fox l'avait accablé ; mais celui-ci ne comprit pas qu'entre l'offenseur et l'offensé l'oubli des injures n'est louable et digne que dans celui qui pardonne.

méprisait et qu'il haïssait, il eut son peuple pour complice.

La session précédente s'était achevée paisiblement; elle avait été suivie de la signature des traités de paix, et, à l'ouverture de la nouvelle session parlementaire (novembre 1783), le roi annonça qu'un projet serait soumis aux chambres, touchant le gouvernement et l'administration des possessions anglaises dans les Indes. Ce fut Charles Fox qui, frappé des abus du système existant, et dont il avait souvent provoqué la réforme, rédigea et présenta aux communes, en deux bills séparés, le nouveau projet destiné à les extirper, et qui enlevait à la Compagnie ses plus précieux priviléges. Il donnait à sept commissaires nommés par le parlement [1], le gouvernement et la direction des possessions territoriales, des revenus et du commerce de la Compagnie des Indes, avec tous les pouvoirs précédemment attribués à l'assemblée générale des propriétaires de cette Compagnie et aux gouverneurs nommés par elle. Ces commissaires auraient le droit de nommer et de destituer les officiers civils et militaires de la Compagnie : ils étaient tenus de soumettre tous les six mois à l'assemblée générale le tableau de l'état financier seulement, et, de présenter, tous les ans, au premier lord de la Trésorerie, un exposé complet de la situation de l'Inde, destiné à être mis sous les yeux des deux chambres. Neuf directeurs, pris parmi les actionnaires de la Compagnie et possesseurs d'un nombre d'actions déterminé, étaient adjoints aux sept commissaires, mais seulement pour les affaires commerciales. Le gouverneur général

Bills de Fox pour l'administration de l'Inde.

1783

1. La couronne devait pourvoir aux vacances.

et son conseil étaient subordonnés aux commissaires, les propriétés des indigènes étaient garanties, les droits des princes tributaires reconnus, les monopoles abolis et des règles nouvelles, protectrices de tous les intérêts, étaient établies pour l'administration de la justice [1]. Telles étaient les principales dispositions des deux nouveaux bills qui réformaient des abus par des usurpations et annulaient complétement, sous le rapport politique, les chartes de la Compagnie à laquelle l'Etat se substituait. Ces graves mesures ne parurent pas suffisamment justifiées à l'opposition, dont le chef alors était le jeune William Pitt, seul homme d'un talent de premier ordre qui fût resté dans ses rangs : il combattit avec force le projet, en demandant si pour supprimer les abus de pouvoir de la Compagnie, il était nécessaire de la dépouiller de ses priviléges : il insista sur le danger d'accorder au gouvernement un énorme surcroît de puissance, en lui transférant la libre disposition d'un si grand nombre d'emplois et de tant de richesses : ce projet, dit-il, était une des plus audacieuses tentatives de despotisme, et il adjura la chambre de le rejeter. Dundas combattit également le projet. Burke répondit avec une grande éloquence. Le discours qu'il prononça dans cette occasion est le brillant prélude de l'attaque célèbre qu'il provoqua dans les communes et qu'il soutint l'année suivante contre le gouverneur général de l'Inde anglaise Warren Hastings. Il dénonça, en traits brûlants, l'administration de la Compagnie, étendue, dit-il, sur un immense territoire, comprenant

Débats dans les communes sur les bills.

Opposition de W. Pitt.

Discours de Burke à l'appui du projet.

1. Adolphus, *ut suprà*, c. LV.

tant de royaumes, des limites de la Tartarie au cap Comorin, et sur une population de trente millions d'âmes, quatre fois plus considérable que celle de l'Angleterre à cette époque. « Notre intervention, dit-il, soit dans les contrats pour les propriétés, soit dans la distribution des principautés, des dignités et des emplois, n'a été qu'un infâme trafic : la Compagnie a tout vendu, elle a abusé en toute occasion du droit de paix et de guerre : d'immenses richesses ont été ainsi accumulées par les voies les plus criminelles. » Faisant ensuite allusion aux jeunes gens envoyés par leurs familles, au sortir du collége, pour thésauriser dans les Indes, il s'écria : « Ils ont eu l'ivresse du pouvoir et de la fortune avant d'être en état de la supporter ; ils ont fait leur moisson d'or avant d'avoir mûri en sagesse. Aucun frein n'est mis aux excès de leur capricieuse puissance, ni par la nature, ni par la raison ; ils se hâtent de loger leur proie en Angleterre, et les cris désespérés de l'Inde sont jetés aux mers et aux vents pour être emportés, au souffle de chaque mousson, sur un océan lointain et sourd [1]. »

Adoption des bills par les communes

Les deux bills furent adoptés par les communes à une forte majorité et immédiatement transmis à la chambre des lords. Mais l'opinion était éveillée ; d'innombrables intérêts compromis ou menacés par ces bills [2] se soulevèrent contre eux et, avant l'ouverture du débat dans la chambre haute, une ardente polémique s'engagea dans les journaux. De toutes parts et surtout de la cité

1. *Parliamentary history*, vol. XXIII, p. 1334.

2. Plusieurs corporations se croyant menacées, en principe, dans leurs priviléges et leurs propriétés, par le coup qui allait frapper la Compagnie des Indes, résolurent de faire cause commune avec elle.

de Londres arrivèrent au roi et aux lords, des adresses et des pétitions qui toutes appelaient leur attention sur les injustices du projet, sur ses violences, sur les dangers qu'il ferait éclore et les suppliaient de ne le point sanctionner. Pitt et ses amis secondèrent habilement ces manœuvres, et Georges III, satisfait d'abord d'un projet qui étendait le pouvoir de la couronne, fut ébranlé par la crainte d'ajouter aux moyens de patronage et à l'influence d'un ministère qui lui était odieux. Ce fut lord Temple, parent de Pitt, qui, dans un entretien secret, fit pressentir au roi ce danger, et il réussit à l'entraîner à une démarche insolite et très-contraire à l'esprit de la constitution. Après d'orageux débats dans la chambre des pairs et au moment de la seconde lecture des bills, Temple, au nom de Georges III, avertit secrètement tous ceux des lords qui avaient sa confiance, que le roi considérerait comme son ennemi personnel quiconque appuierait de son vote les mesures proposées dans le cabinet pour les Indes. Cette déclaration eut son effet et la chambre, à la majorité de quatre-vingt-sept voix contre soixante-dix-neuf, rejeta les deux bills.

Opposition du roi.

Rejet des deux bills par la chambre des pairs.

Déc. 1783.

A cette nouvelle inattendue, la fureur agita les communes où se succédèrent les motions les plus violentes : un membre nommé Raker, faisant allusion à lord Temple, fit déclarer qu'une conduite semblable à celle qu'il avait tenue était un attentat à l'honneur des communes : Erskine, à son tour, fit adopter une motion portant que quiconque oserait conseiller au roi de s'opposer à la réforme de l'administration de l'Inde, serait considéré comme un ennemi du pays : Fox alla plus loin et osa, dans son emportement, dénoncer à la chambre même

Ressentiment des communes.

l'action personnelle du monarque. Le roi n'hésita plus a user de sa prérogative pour renverser son cabinet. Il fit redemander les sceaux de leur charge aux deux secrétaires d'Etat [1]; et remit provisoirement le grand sceau à lord Temple. Celui-ci, par son ordre, envoya le lendemain à tous les autres membres du cabinet leur lettre de destitution, et lui-même, aussitôt après, résigna les pouvoirs qu'il n'avait reçus durant quelques heures, que pour congédier les ministres de la coalition.

Chute du cabinet de la coalition.

Déc. 1783

L'Angleterre se trouvait alors dans une de ces situations dont les périls ne peuvent être conjurés que lorsque les classes dirigeantes ont assez de lumière pour comprendre leurs intérêts et lorsqu'il se rencontre, pour les leur faire reconnaître, un homme aussi ferme qu'habile, également en possession de la confiance du prince et de celle du pays. Georges III le trouva dans le fils du grand homme qui lui avait été si odieux, dans William Pitt. C'est à lui qu'il s'adressa pour sortir de cette crise périlleuse : il lui donna de nouveau la mission de former un cabinet, et cette fois Pitt l'accepta.

W. Pitt premier ministre.

Il fut nommé premier lord de la Trésorerie, et composa l'administration nouvelle dont, sous lui, les principaux membres furent Thurlow, lord chancelier ; lord Gower, président du conseil; le duc de Rutland, garde du sceau privé; lord Carmathan et lord Sydney, secrétaire d'Etat; lord Howe, premier lord de l'Amirauté [2]. Deux hommes d'un grand mérite, William Grenville, parent de

Administration nouvelle.

1784

1. Il leur fit savoir qu'une entrevue personnelle avec eux ne lui serait point agréable.

2. Le duc de Chandos fut nommé grand maître de la maison du roi et le duc de Richmond maître de l'ordonnance.

Pitt, et Dundas firent partie de l'administration nouvelle, le premier comme payeur général des forces, le second comme trésorier de la marine. Ces deux hommes, dont l'un, William Grenville, bien jeune encore, avait à peine révélé sa capacité, étaient les principaux auxiliaires de Pitt, dans la lutte contre une opposition, non moins redoutable par les talents de premier ordre qu'elle comptait dans son sein, que par ses ressentiments et sa grande majorité numérique; et les adversaires de Pitt parlaient avec une compassion dédaigneuse de ce jeune ministre de vingt-quatre ans qui, avec ses seules forces, allait avoir à combattre les Fox, les Burke, les Shéridan, les North, les Wyndham et tant d'autres chefs ou orateurs renommés. La lutte était en apparence désespérée : Pitt l'accepta cependant et déploya, en face de tant de périls, non moins de courage que de prudence et de mesure.

Résolutions violentes des communes.

On vit alors se succéder dans les communes une série de motions violentes contre le nouveau cabinet créé, disaient-elles, d'une manière extra-légale et jeté comme un défi à la représentation nationale : la chambre enleva de sa seule autorité, à la Compagnie des Indes, certains avantages qu'elle possédait en vertu d'un acte du parlement : elle ajourna le vote du bill des subsides dont la première lecture était déjà faite : Erskine enfin, dans un comité pour une enquête sur la situation du pays, aux approches de l'ajournement habituel, aux fêtes de Noël, fit décider le vote d'une adresse au roi pour l'engager à ne point dissoudre le parlement [1]. Une dissolution pa-

1. Pitt qui, à cause de sa nomination à la Trésorerie, avait été soumis à la réélection, n'assistait pas aux débats de la chambre. En son absence, un de ses amis déclara que le ministre ne songeait pas à la dissoudre.

raissait inévitable; mais, aux yeux de Pitt, le moment n'en était pas venu : il voulut laisser à une opposition si violente le temps de se perdre dans l'opinion par ses violences mêmes. Le roi fit une réponse évasive à l'adresse votée par la chambre en ne s'engageant à satisfaire que pour un temps limité au désir que lui exprimaient les communes [1]. Celles-ci, après l'ajournement de Noël, reprirent leurs séances et en même temps leurs attaques ; elles firent défendre à la Trésorerie, sur la proposition de Fox, et sous la menace des peines de la trahison, d'émettre aucuns fonds pour les services publics en cas de prorogation ou de dissolution de la chambre ; elles ajournèrent le vote du bill annuel qui donnait à l'armée une existence légale (*mutiny bill*); puis, sur la motion de lord Surrey, elles décidèrent que la situation exigeait un ministère investi de la confiance de la chambre et de la nation. Un membre de l'administration, Dundas, ayant proposé d'ajouter à ces deux derniers mots le nom du roi, l'amendement fut rejeté : la chambre enfin, à la majorité de vingt-une voix, déclara que l'existence du ministère était en opposition avec les principes constitutionnels et nuisible aux intérêts du roi et du pays.

Le ministre en butte à tant d'attaques n'avait cependant fait encore aucun acte personnel qui les provoquât ou les justifiât : Georges III ne pouvait se méprendre sur leur signification véritable ; elles étaient toutes suscitées par l'usage qu'il avait fait de sa prérogative et dirigées contre les droits de sa couronne même, dont il était ja-

1. Soyez assurés, dit le roi en terminant, que je ne mettrai obstacle à votre réunion prochaine par aucun exercice de ma prérogative, soit pour une prorogation, soit pour une dissolution. *Parliamentary history*, vol. XXIV, 264.

loux plus qu'aucun prince de sa maison : il défendit son ministre, il le maintint malgré tous les efforts de la coalition pour le renverser, et il se dit de nouveau prêt à retourner en Hanôvre, plutôt que de subir encore une fois le joug d'une opposition factieuse. Pitt, d'autre part, s'efforçait d'amener à lui l'opinion, en lui donnant toute satisfaction légitime contre les abus, sans froisser aucun intérêt légitime, et sous le feu des plus vives attaques, il présenta lui-même aux communes un projet d'organisation nouvelle pour l'administration de l'Inde : ce bill, dont il conjura en vain la chambre de discuter paisiblement les clauses, contenait en germe, sur la double administration des affaires de l'Inde par l'Etat et par la Compagnie, les principales dispositions du bill qu'il fit adopter quelques mois plus tard et qui a régi l'Inde jusqu'à nos jours [1]. Le ministère annonça qu'il se proposait d'agir avec la Compagnie par voie de persuasion et non de violence, et que le bill présenté avait obtenu son assentiment [2]. Le projet néanmoins rencontra dans la chambre une opposition violente et systématique, guidée par Fox, par Burke, et sous l'effort de laquelle, à la seconde lecture, il succomba. Cette conduite passionnée des communes jeta le mécontentement et l'a-

Bill de Pitt pour l'administration de l'Inde.

1784

Son rejet.

1. Ce bill conservait les principaux priviléges de la Compagnie, mais il subordonnait les actes politiques des directeurs à l'examen ou au contrôle d'un comité dont les membres nommés par le roi seraient pris dans le cabinet ou dans le conseil privé. Ce comité n'avait aucun moyen de patronage : tous les fonctionnaires, hormis le gouverneur général et un très-petit nombre d'employés principaux, seraient à la nomination des directeurs, leur avancement était déterminé par des règles fixes ; d'énergiques mesures enfin pour la répression des abus étaient adoptées dans ce nouveau bill. *Parliamentary history*, vol. XXIV, p. 413-420.

2. *Parliamentary history*, vol. XXIV, p. 412.

larme dans la cité, où les intérêts de la Compagnie étaient puissants : Pitt et ses collègues en profitèrent pour combattre l'opposition avec ses propres armes, en suscitant contre elle, dans Londres et dans tout le royaume, une guerre active de journaux, de caricatures et de pamphlets[1] : de toutes parts on alléguait les prétentions tyranniques d'une opposition factieuse, on condamnait ses empiétements sur les droits inaliénables de la couronne, on montrait les intérêts et les priviléges de toutes les corporations en péril, si on souffrait qu'elle déchirât les chartes de la Compagnie : on dénonçait enfin au mépris et à la vindicte publique la flagrante immoralité d'une coalition formée entre deux hommes divisés quinze ans par leurs principes et dont l'un naguère demandait la tête de l'autre, et maintenant rapprochés et unis par un odieux calcul de vengeance et d'ambition toute personnelle. Le plus éclatant témoignage de la popularité croissante de Pitt, fut une adresse de remerciements votée au ministre par le conseil de la cité de Londres, accompagnée de la remise de lettres de bourgeoisie offertes à Pitt par a cité comme un gage de sa reconnaissance, pour sa conduite habile et désintéressée, et pour le zèle avec lequel il défendait les droits de la couronne et ceux du peuple. Ces lettres furent présentées au ministre dans une boîte d'or, et l'orateur de la députation fut ce même John Wilkes, qui de violent démagogue, était devenu l'un des principaux membres du conseil de la cité.

Progrès de la popularité de Pitt.

1784

Cependant, au sein des communes, un certain nombre de membres, la plupart propriétaires campagnards,

1. Voyez, au sujet de cette lutte, une note curieuse dans l'*Histoire de Georges III*, par Adolphus, vol. IV, p. 102.

gens honnêtes et modérés, avaient formé entre eux un parti moyen dont le député Powys était le plus éloquent interprète. Les membres de ce parti qui se réunissaient pour délibérer en commun à la taverne de Saint-Alban et se donnaient à eux-mêmes le nom d'indépendants, s'étaient d'une part proposé d'opérer une fusion entre le cabinet et ses adversaires : attentifs d'autre part au mouvement de l'opinion et aux intérêts de l'Etat, ils avaient résolu de ne point souffrir qu'ils fussent compromis par les emportements d'une opposition systématique et sur le point de devenir factieuse. Cette scission et le déclin de leur popularité furent les obstacles qui arrêtèrent les chefs de la majorité sur la pente où ils se précipitaient, et ils hésitèrent à recourir, par un refus de subsides, aux moyens les plus extrêmes pour renverser leurs adversaires.

Parti des indépendants.

La chambre des pairs intervint dans la lutte, et, sur la motion de lord Effingham, appuyée par les lords Coventry et Sydney, elle prit deux résolutions importantes : la première déclarait contraire à la constitution le vote récent des communes pour annuler un acte voté antérieurement par les trois pouvoirs en faveur de la Compagnie des Indes; la seconde rappelait le droit exclusif et inaliénable du souverain de choisir ses ministres, et exprimait sur ce point une entière confiance dans le monarque pour le libre exercice de sa prérogative. La première résolution obtint une majorité des deux tiers, la seconde fut votée sans division [1].

Intervention de la chambre des pairs.

L'opinion publique se déclarait chaque jour davantage

1. *Parliamentary history*, vol. XXIV, p. 525.

contre l'opposition; elle croyait néanmoins, avec le parti des indépendants, à la possibilité d'un rapprochement entre le cabinet et ses principaux adversaires, et paraissait désirer une administration nouvelle, formée de la fusion d'éléments si opposés. Pitt, toujours attentif à gagner les esprits, résolut de se prêter aux vœux du tiers parti, et, malgré ses propres répugnances et celles de Georges III, plus fortes encore que les siennes, pour la conciliation proposée, il consentit à entrer en négociation avec le duc de Portland, premier ministre dans le dernier cabinet, et chef nominal de la coalition [1]. Il voulait laisser à ses ennemis la responsabilité d'un refus, et comptait, à cet égard, sur leur passion mal contenue et mal dirigée. Il ne s'abusait pas : sa condescendance fut imputée à un sentiment de sa faiblesse : l'orgueil de la coalition s'en accrut, et le duc de Portland refusa de s'entendre avec Pitt, si celui-ci, au préalable, ne déposait ses pouvoirs.

Conciliation proposée.

Elle avorte et la lutte continue entre Pitt et l'opposition.

Ce résultat, que Pitt avait prévu, lui fut favorable dans l'opinion, en montrant ses adversaires intraitables, et lui rallia, dans la chambre même, quelques-uns des membres de l'opposition modérée [2]. Les motions les plus violentes continuaient néanmoins à se succéder dans les communes, mais déjà celles-ci commençaient à s'effrayer de leur impopularité, et le chiffre de la majorité allait sans cesse décroissant. Le roi opposait avec calme, ses droits et ses prérogatives aux adresses votées contre son cabinet, et les

1. Pitt ayant refusé de s'entendre avec lord North et d'entrer avec lui dans un nouveau cabinet, lord North déclara généreusement qu'il se tiendrait à l'écart de toute combinaison nouvelle, pour ne point faire obstacle à un rapprochement désirable.

2. Ils étaient presque tous des amis politiques de lord North.

chefs de l'opposition, exaspérés par ses refus, par la crainte d'une dissolution imminente, et par le sentiment de leur péril, eurent de nouveau recours à des résolutions extrêmes. Fox parla de refuser l'allocation des subsides pour les services publics, et une majorité de 208 voix contre 176, ajourna le vote des fonds pour l'artillerie. Peu de jours après, l'orateur habituel du tiers-parti, Powys, fit une motion tendant à supplier le roi d'aviser aux circonstances, et de trouver dans sa sagesse le moyen de satisfaire aux vœux humblement exprimés par ses fidèles communes. Un autre membre, Eden, fut plus précis, il indiqua, par un amendement, le renvoi du premier ministre, comme l'unique moyen d'atteindre au but, et Fox, en soutenant l'amendement, se livra contre le ministre, avec une verve inépuisable, à des attaques violentes et personnelles, le stigmatisant comme un mannequin mis en jeu par une influence occulte.

Pitt se leva alors, et son discours, animé par la conscience de son droit, par le sentiment profond des exigences d'une saine politique, est un des beaux monuments de l'éloquence parlementaire. Il sortit de sa modération accoutumée, il éclata en amers reproches contre ses adversaires : « La véritatable question, dit-il ensuite, est de savoir si je consens à me démettre, à sortir de charge pour y rentrer aussitôt. Qu'ai-je donc fait, grand Dieu ! pour qu'on m'impute de mettre ainsi mon avantage personnel avant le bien public? Qu'on me démontre que ma résignation contribuera au rétablissement de la paix dans ce pays, et je me démettrai à l'instant; mais je ne résignerai point pour revenir au pouvoir, pour y rentrer en m'abandonnant moi-même à la merci du préopinant.

Discours de Pitt.

Il m'appelle un ministre nominal, le mannequin d'une influence occulte; mais, si je ne résigne pas le pouvoir, c'est précisément pour ne pas être un ministre nominal de sa création; oui, c'est parce que je dédaigne de devenir le mannequin de l'honorable membre, c'est pour cela que je ne résigne pas, et que je ne répudie ni mon honneur ni ma réputation. Si je quitte le terrain où je suis, ce ne sera pas pour y revenir sous sa protection, pour recevoir ma nomination de sa main, pour être, à sa suite, un pauvre misérable ministre condamné par ma propre conscience [1], de quelque utilité sans doute à l'honorable gentleman, mais parfaitement inutile à mon roi et à mon pays..... » Pitt montra ensuite la gravité, le crime même d'un refus de subsides non justifié par les circonstances, et l'affreuse perturbation qui en serait l'inévitable conséquence. Il se porta défenseur de la prérogative royale, en véritable homme d'Etat, appelant avec force l'attention sur l'importance dont elle était pour le pays tout entier. « Cette prérogative, dit-il, a été justement considérée comme une partie des droits de la nation ; oui, certes, elle fait partie de ses droits, et la nation n'a jamais été plus portée à la défendre, ni plus jalouse de la maintenir qu'à l'heure où je parle. Accordez ceci, admettez que les communes soient en droit d'opposer un vote négatif au choix des ministres par le souverain, et le pouvoir exécutif se trouvera aussitôt transféré dans cette chambre..... L'honorable préopinant possède cet art séduisant qui donne des grâces à la difformité même; il montre à nos regards une image brillante,

1. To become a poor self condemned, helpless unprofitable minister in his train ! etc.

mais essayez de la serrer dans vos bras, et la séduisante vision s'évanouira, et, à ce fantôme de liberté, succèdera l'anarchie, la confusion générale, la ruine de la constitution. Oui, si vous annulez l'indépendance constitutionnelle de la couronne, où sera cet équilibre si vanté de notre constitution, où sera cette balance des trois branches de la législature réglée avec tant de précision par nos ancêtres; où sera, je ne dis pas seulement l'indépendance, je dis plus, où sera l'inviolabilité d'aucune des prérogatives de la couronne et la sûreté même de la couronne, si le droit de choisir les ministres est usurpé par cette chambre, ou si leur nomination est ici annulée sans qu'ils aient donné lieu par aucun acte à une juste défiance, ou sans que le temps nécessaire ait été accordé à l'épreuve de leur politique? C'est pourquoi, bien que la lutte soit terrible, ma conscience, mon devoir, mon respect pour la constitution que nous ont léguée nos aïeux m'affermissent dans ma situation périlleuse; ce n'est point par un orgueilleux mépris, ni par aucune défiance des résolutions de cette chambre, ni par un point d'honneur personnel, beaucoup moins par une coupable soif de pouvoir, que je m'attache à mon poste; les circonstances l'exigent, la voix du pays me crie de défendre cette forteresse : j'y suis résolu, et je la défendrai[1]. »

La motion de Powys, modifiée par Eden, fut adoptée; mais cette fois la majorité contre le ministère ne fut plus que de vingt voix; elle tomba à douze dans le vote d'une motion suivante non moins hostile au ca-

1. *Parliamentary history*, vol. XXIV, p. 657-664.

binet, et enfin une remontrance au roi, conçue dans l'esprit des adresses précédentes ne fut votée qu'à une voix.

Cette remontrance fut le dernier effort de la chambre contre le cabinet : elle se sentit vaincue et se répandant en plaintes, en reproches et en invectives, l'opposition somma le ministre de s'expliquer sur la dissolution que tous pressentaient et qui était devenue inévitable. Pitt s'abstint de répondre : ses ennemis n'obtinrent de lui qu'un silence menaçant. Peu de jours après (24 mars 1784), une séance royale eut lieu pour proroger la session, et le lendemain la chambre des communes fut dissoute.

Dissolution du parlement. Mars 1784

Les élections générales qui suivirent de près la dissolution des communes donnèrent à Pitt un triomphe complet et presque sans exemple; la coalition fut balayée, suivant l'expression d'un contemporain, comme la paille au souffle des vents : ses chefs, il est vrai, furent la plupart réélus, mais cent soixante membres de l'opposition furent remplacés par des membres ministériels, et une majorité compacte donna au cabinet la force d'accomplir une série de mesures administratives et financières dont le résultat fut grandement favorable à la prospérité du pays, et affermit aux mains victorieuses de Pitt un pouvoir qu'il exerça presque sans interruption durant vingt années.

Élections générales et ruine de la coalition.

Les principales entre ces grandes mesures sont : 1° le bill de l'Inde (1784) qui partagea le pouvoir politique entre l'État, représenté par le bureau de contrôle (*board of control*) et la cour des directeurs, et qui a régi les affaires des Indes jusqu'à nous[1]; 2° un bill qui ac-

Mesures administratives et financières de W. Pitt. 1784-1788

[1] Ce bill fameux fut en réalité une transaction entre le bill de Fox et le premier bill présenté par Pitt. Il laissait toute la direction commerciale aux

crut, dans une proportion énorme les produits des douanes, en supprimant en grande partie la contrebande; 3° un traité de commerce conclu avec la France (septembre 1786) sur les bases du libre échange et qui ouvrit à l'Angleterre un marché de vingt-quatre millions d'hommes[1]; 4° l'établissement d'une taxe unique pour remplacer, au grand avantage du trésor et des particuliers, une multitude de droits vexatoires établis sous des dénominations diverses; 5° la suppression d'une foule de dépenses inutiles, sage réforme qui avec le résultat simultané des mesures précédentes, non-seulement rétablit l'équilibre dans le trésor, mais éleva d'un million sterling la recette au-dessus de la dépense; 6° enfin la création d'un fond d'amortissement de la dette publique à l'aide de cet excédent de recette; création dont l'avantage fut contesté plus tard, mais qui donna dans l'origine une grande puissance au crédit.

Questions libérales agitées et ajournées. 1784-1790

Ces différents bills dont l'initiative appartient à Pitt et qu'il fit adopter dans une période de peu d'années, mirent d'immenses ressources aux mains du gouvernement anglais, et furent discutés simultanément avec d'autres questions de la plus haute importance politique ou sociale. Celles-ci eurent pour objet l'Irlande, accablée sous le poids d'uue législation commerciale oppressive [2]; les dissidents injustement frappés d'incapa-

mains de la Compagnie, mais il transmettait, en dernier ressort et dans les cas d'urgence, tout le pouvoir politique à l'Etat en autorisant, par exception, le bureau de contrôle à transmettre directement ses ordres aux autorités anglaises de l'Inde.

1. Ce traité fut néanmoins combattu par Fox et par les principaux chefs de l'opposition, partisans du système prohibitif tandis que Pitt avait adopté, pour l'extérieur comme pour l'intérieur, une marche progressive et libérale.

2. Pitt, convaincu du grand préjudice apporté à l'Irlande par les lois oppres-

cité politique [1], la réforme parlementaire dont Pitt alors plaidait la cause [2], l'esclavage enfin contre lequel Wilberforce élevait déjà dans le parlement sa voix puissante [3]. Toutes ces questions, dont la solution libérale et définitive fut ajournée à un demi-siècle, par suite des alarmes qu'inspira bientôt la révolution française, firent diversion dans le parlement britannique au grand procès soutenu devant les lords, par les communes d'Angleterre contre le gouverneur général des Indes, Warren

sives qui régissaient son commerce international avec l'Angleterre, fit de grands efforts pour les abroger et pour mettre ces deux peuples, dans leurs rapports commerciaux, sur le pied d'une égalité parfaite, mais il fallait pour cela que la législature irlandaise se soumît à accepter toutes les lois de navigation votées par le parlement britannique, et Pitt rencontra sur ce point, une double et forte opposition, en Angleterre dans les intérêts manufacturiers, en Irlande dans le sentiment populaire exalté par la récente victoire obtenue durant la guerre d'Amérique, lorsque l'indépendance législative du parlement irlandais avait été solennellement reconnue et proclamée. Le projet de Pitt, qui paraissait porter quelque atteinte à cette complète indépendance et qui, à Londres, avait été adopté par les deux chambres, n'obtint qu'une majorité de dix-neuf voix dans les communes irlandaises. Pitt la jugea trop faible et retira son projet.

1. Une proposition fut faite pour relever les dissidents protestants de l'incapacité politique dont ils étaient frappés par l'acte du *test* et par celui des *corporations*. Elle succomba, combattue par lord North et par Pitt lui même, docile à la volonté de Georges III dont l'esprit étroit et plein de préjugés fut constamment opposé à toute extension des libertés religieuses ou politiques.

2. La clause principale de ce projet proposé par Pitt pour la réforme electorale consistait à autoriser un certain nombre de bourgs tombés en décadence, à renoncer à leur droit électoral, moyennant une indemnité pecuniaire. Ce droit devait être transmis aux comtés et accroître ainsi, dans une forte proportion, la representation territoriale. Ce bill fut combattu par Fox comme insuffisant, et fut rejeté.

3. Pitt, favorable aux vues de Wilberforce, pour la suppression de la traite des noirs, appuya dans les communes (8 mai 1788), une motion qui tendait à la restreindre progressivement, et il engagea fortement la chambre à prendre cette matière en considération sérieuse.

Hastings[1]. Leur discussion aboutit aux débats fameux d'où sortit le fractionnement de l'ancien parti wigh, entre ceux de ses membres qui, sous la bannière de Fox, continuèrent à combattre pour les principes qui triomphaient en France, et ceux qui passèrent, à la voix éloquente d'Edmond Burke, dans le camp opposé, ralliés autour de Pitt en invincible phalange, pour la défense de l'ordre social menacé.

Dans cette courte période de six années, la plus mémorable peut-être qu'offriront jamais les annales parlementaires de la Grande-Bretagne, les orateurs furent à la hauteur des intérêts débattus; ceux-ci étaient les plus grands comme les plus élevés qui puissent préoccuper les hommes, ils embrassaient la politique, la morale, la religion des sociétés considérées dans leurs fondements, dans leur existence, dans leurs rapports mutuels; ils étaient ceux de l'humanité entière. Ces débats immortels, cette libre éloquence coulant à pleins bords, élèvent sans doute le niveau intellectuel et moral d'un peuple en état de les apprécier; il en sort des sources vives et des courants puissants qui répandent dans tous ses membres le mouvement, la force et la vie; mais qui l'enivrent aussi d'orgueil et le disposent trop souvent à se montrer arrogant, violent et injuste envers les nations étrangères. Ces grandes scènes n'entrent point dans les limites de cet ouvrage; elles appartiennent

1. Lord Macaulay, dans son bel Essai sur Hastings, a parfaitement mis en lumière ses talents et ses vices, les bienfaits généraux de son administration et les actes particuliers qui la déshonorent. Le procès dura douze ans et absorba la fortune entière d'Hastings, qui échappa ainsi à une condamnation juridique, mais non à une ruine complète et méritée

à l'époque où l'histoire d'Angleterre ne se sépare plus de l'histoire générale de l'Europe, elles sont le prélude du grand cycle qui s'ouvre à Versailles au milieu des splendeurs déjà pâlies de la royauté mourante pour finir, après d'effroyables tempêtes, à travers tant de sang et tant de gloire, sur le rocher de Sainte-Hélène. Ici doit s'arrêter l'historien français dont l'Angleterre est la principale étude. Il a vu du moins avant d'achever son œuvre, il a pu montrer avec un patriotique orgueil la France triomphante dans une noble lutte et concourant, sous la main de la Providence, à l'enfantement d'un grand peuple : il l'a laissée sur des lauriers, tout entière à de légitimes espérances, mêlées hélas à de nombreuses illusions, mais pure encore de tout excès, relevée et vengée des affronts de la paix de Paris par le traité glorieux de Versailles.

IX

Progrès des institutions constitutionnelles en Angleterre jusqu'aux approches de la révolution française. — État religieux du pays. — Lettres et sciences. — Voyages et découvertes. — Industrie. — Commerce. — Mœurs et coutumes, etc.

Le fait le plus caractéristique du gouvernement intérieur de l'Angleterre au dix-huitième siècle est l'accroissement considérable du pouvoir parlementaire, obtenu par un grand nombre de causes qui la plupart eurent Constitution

leur principe et leur source commune dans la révolution de 1688.

Progrès du pouvoir parlementaire.

Les principales entre ces causes sont : l'acte de la déclaration des droits, par lequel Guillaume et Marie furent appelés au trône; l'acte non moins célèbre de 1700, connu sous le nom d'acte d'établissement, et qui fit reconnaître tous les droits et prérogatives de la couronne comme émanant du parlement et de la nation; la convocation annuelle et périodique des parlements; le droit consacré par l'habitude et qu'acquirent les deux chambres, d'intervenir dans toutes les questions de politique intérieure ou extérieure, par l'enquête et la discussion; le vote annuel pour le maintien de l'armée sous les drapeaux; l'appropriation des subsides à leur objet; les actes successifs par lesquels une multitude d'officiers et de pensionnaires de la couronne et de l'Etat furent exclus de la chambre élective; la nécessité pour la couronne de choisir ses ministres parmi les hommes en possession de la confiance des deux chambres [1]; enfin et surtout l'irresponsabilité des membres du parlement devant les tribunaux de la loi commune [2].

Cette irresponsabilité, ce mépris de la justice ordinaire du pays, cet affranchissement complet de tout frein

1. Voyez ci-dessus, p. 78-80.

2. Pour faire comprendre tout ce que le parlement avait gagné en importance et en autorité au dix-huitième siècle, il n'y a rien de plus concluant que le ton de respect et d'obéissance absolue avec lequel les juges de cette époque parlaient des deux chambres, et comme étant eux-mêmes placés trop bas pour intervenir en opposition avec un pouvoir si transcendant. Il importe de comparer ce langage avec celui que tenaient les juges dans le siècle précédent : ils employaient alors vis à-vis la couronne et son conseil privé, les mêmes expressions de déférence et de soumission parfaite dont ils firent usage sous les Georges, dans leurs rapports avec les chambres. Hallam, *Hist. constit.*, c. XVI.

Empiètements des communes

extérieur, conduisit la chambre élective à abuser de ses propres pouvoirs. On la vit, durant ce siècle, afficher des prétentions exagérées, en opposition, tantôt avec les prérogatives de la couronne ou les droits de la pairie, et tantôt avec les priviléges des sujets. Elle ne s'arrêta, en plusieurs occasions, ni devant les salutaires barrières de l'acte d'*habeas corpus*, ni devant les décisions des juges, s'arrogeant le droit d'emprisonner, de juger, de condamner dans tous les cas où elle reconnaissait le mépris de son autorité [1]. Elle fit plus, elle poursuivit des délits entièrement étrangers à la dignité comme aux priviléges de ses membres [2], et dans une circonstance fameuse [3] elle substitua son pouvoir à celui de ses commettants; elle eût enfin mis souvent en péril la constitution même, sans l'intervention du roi et de l'autre chambre, quoique celle-ci fût en grande partie formée des mêmes éléments. On doit reconnaître à de pareils traits combien s'abusent ceux qui, pour mieux assurer la liberté publique, voudraient concentrer toutes les forces de l'Etat dans une assemblée unique et élective, et qui, au lieu d'affranchir un peuple, forgeraient ainsi pour lui le plus dur et le plus tyrannique de tous les jougs.

1. J'invite à lire, dans le même chapitre, la savante dissertation de M. Hallam, sur les élections d'Aylesbury, à l'occasion desquelles les communes envoyèrent en prison les personnes qui en appelèrent aux tribunaux de leurs décisions. Voyez aussi ci-dessus, p. 158 et 159.

2. Un des exemples les plus remarquables de cet abus de pouvoir des communes est l'emprisonnement qu'elles ordonnèrent en l'année 1721, de l'imprimeur Mist, pour publication d'un libelle favorable à la restauration du prétendant, mais où il n'était aucunement question des priviléges de la chambre. *Parliament. history*, vol. VII, p. 803.

3. Dans l'élection de Wilkes.

Les communes ne furent pas seules coupables d'abus de pouvoir au dix-huitième siècle : nous avons vu l'oligarchie des grandes maisons whigs sous Guillaume III, sous la reine Anne et sous Georges III, former dans la chambre des lords, où elle eut longtemps la grande majorité numérique, une ligue redoutable, menaçante pour le pays comme pour le roi, et qui donna naissance à de graves et déplorables désordres. La couronne enfin, qui opposa plusieurs fois avec bonheur sa prérogative aux empiétements des pouvoirs rivaux, fut trop souvent portée à abuser du sien. La révolution de 1688 ne l'avait pas désarmée autant qu'on l'a cru [1], et si la portion de la puissance royale exercée par le ministère demeura presque toujours dans une étroite dépendance du parlement, celle qui résidait plus particulièrement dans la personne même du monarque, et qui s'exerçait moins par des actes d'autorité que par voie d'influence, modifia souvent la majorité dans les chambres ou la domina. Ce fait se produisit surtout, sous les Georges, dans les questions relatives au Hanovre, aux catholiques, à l'Irlande et à l'Amérique, et il ne se manifesta jamais d'une manière plus fatale que, sous Georges III, durant la guerre de l'Angleterre contre ses colonies révoltées.

Les vingt-cinq premières années de ce règne nous montrent ainsi tous les pouvoirs enclins à sortir des

1. M. Hallam indique surtout comme ayant ajouté une grande force au pouvoir royal depuis la révolution de 1688, le maintien sur pied d'une armée d'environ vingt mille hommes, et les pouvoirs extraordinaires confiés aux officiers de l'État dans les affaires fiscales, par l'enlèvement de la connaissance de ces sortes d'affaires au jury. *Hist. const.*, c. XVI.

voies tracées par la constitution, et ils les auraient franchies s'ils n'eussent été ramenés les uns par les autres dans leur orbite. Ce savant équilibre, cette heureuse pondération des grandes forces de l'Etat, est la véritable garantie de la liberté des nations, ou plutôt c'est la liberté même [1]. En de rares occasions elles ont agi spontanément de concert sous la pression d'un intérêt puissant ou d'une passion impérieuse : le torrent du pouvoir est alors devenu irrésistible, en état de tout entraîner comme de tout détruire, et si une telle concentration de forces pouvait être permanente, elle serait trop redoutable; mais il n'est pas dans la nature des choses qu'il en soit ainsi. L'intérêt particulier des pouvoirs rivaux le plus souvent les divise, et la nation a acquis depuis 1688 des garanties nombreuses contre les dangers qui pourraient naître d'un tel concert : celles-ci consistent principalement dans le retour fréquent des élections, dans l'indépendance acquise à l'autorité judiciaire, dans l'extension des droits du jury, dans l'affranchissement de la presse, dans la publication des débats parlementaires, dans l'absence de toute centralisation administrative et surtout dans les mœurs publiques.

Balance politique des trois pouvoirs.

L'influence dominante en Angleterre dans la dernière période dont nous venons de retracer l'histoire, comme dans tout le dix-huitième siècle, est l'influence de l'aristocratie, et il faut entendre par là celle des intérêts territoriaux et du petit nombre de familles puissantes, dans lesquelles étaient alors concentrés ces in-

1. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. Montesquieu, *Esprit des lois*, l. XI, c. IV.

térêts qui prévalaient encore, à cette époque, presque également dans les deux chambres. Déjà cependant se faisait sentir et reconnaître dans la nation une tendance marquée vers la prépondérance d'intérêts différents et plus généraux auxquels, par opposition, on a donné le nom d'intérêts démocratiques. La richesse mobilière, le commerce et l'industrie avaient pris des développements immenses, l'opinion publique élevait aussi plus haut chaque jour sa voix puissante, et l'aristocratie elle-même obéissait à son impulsion libérale : des adoucissements considérables avaient été apportés à la rigueur des statuts contre les dissidents et les catholiques, les horreurs de la traite des noirs étaient hautement dénoncées; Burke enfin avait fait accepter les bills qui réformaient une foule d'abus et limitaient les dépenses de la liste civile : des projets de réforme parlementaire étaient en discussion, et le jeune Pitt montrait, dans ses débuts au ministère, un esprit libéral et progressif lorsque l'explosion de la révolution française remplit l'Angleterre d'épouvante. Elle s'arrêta soudain dans sa marche continue, dans le développement successif et naturel des institutions qu'elle s'est données, et elle chercha ses armes, contre la contagion d'idées nouvelles et révolutionnaires, dans les principes d'autorité de son gouvernement politique et dans ceux de son établissement religieux.

Situation de l'Eglise.

Les liens de la discipline avaient été fort relâchés dans l'Eglise d'Angleterre, après la révolution de 1688, pour plusieurs causes et surtout par suite du défaut de sympathie et d'union entre le haut clergé et le clergé inférieur. On a vu depuis lors au nombre des plus fidèles

défenseurs des droits des Stuarts ceux qui avaient été le plus opprimés par eux, et ce fut le clergé anglican qui soutint avec le plus de force leurs titres héréditaires. Les évêques qui refusèrent de reconnaître Guillaume furent remplacés par d'autres qui, malgré leurs vertus, n'eurent aucune action morale sur les membres du clergé diocésain dont les doctrines politiques étaient si différentes de celles de leurs supérieurs. Ce défaut d'union et de confiance entre les divers membres du même corps devint très-funeste à sa discipline, il tendit à abaisser son caractère et à le faire déchoir en considération et en importance. D'autres causes l'affaiblirent encore et quelques-unes remontaient jusqu'à l'époque de la réformation. Nous avons dit dans quel état de misere, et par suite de dépendance, le clergé inférieur était tombé après la confiscation de la plus grande partie des biens ecclésiastiques par la couronne [1]. Un grand nombre de ses membres dépourvus de tout moyen d'existence, eurent recours pour vivre à des professions manuelles, sans posséder le plus souvent les qualités morales et supérieures qui les ennoblissent, et beaucoup de prêtres qui avaient reçu une éducation libérale et qui appartenaient à des familles honorables, furent ainsi remplacés par des hommes sans éducation et sans lettres [2], que l'appât d'un modique salaire portait à embrasser une profession

Causes de son affaiblissement.

1. Tome III, *Appendice*.

2. Par suite de la confiscation des biens d'eglise appropries a l'enseignement, le nombre des écoles diminua considerablement en Angleterre au dix-septième siècle, et c'est une des causes pour lesquelles on vit aussi diminuer, dans une proportion remarquable, le nombre des hommes eminents dans les sciences. *Collier's ecclesiastical history*, p. 480.

pour laquelle ils n'avaient aucune espèce d'aptitude. Par suite d'un tel état des choses, le clergé inférieur tomba presque tout entier dans une déconsidération déplorable : on s'étonne, en voyant, dans quelques-unes des productions littéraires les plus remarquables du dix-huitième siècle, la place peu digne, quelquefois même dégradante, qu'y occupent les chapelains des grandes maisons et les ecclésiastiques des paroisses rurales [1]. Au nombre des principales causes de l'affaiblissement de l'influence du clergé anglican à cette époque et de son abaissement dans l'estime publique, il faut compter la profonde sécurité où il s'endormit après le complet triomphe de l'Eglise en 1688. L'Angleterre fit voir alors, par son exemple, l'erreur de ceux qui se persuadent que le zèle religieux s'entretient dans un pays par l'uniformité de la croyance et du culte. Les catholiques anglais avaient été trop complétement vaincus par la révolution qui mit Guillaume III sur le trône, et ils furent, malgré ce prince, opprimés et abattus par des statuts aussi déplorables qu'odieux et très-postérieurs à son avénement [2]. Les dissidents, d'autre part, divisés en plusieurs sectes dont les principales étaient celles des baptistes, des presbytériens, des indépendants et des quakers, décroissaient en nombre et avaient beaucoup perdu de cette ardeur militante, dont ils avaient été remplis dans le siècle précédent [3] : l'Eglise anglicane en un mot était comme ense-

1. Voyez surtout à cet égard les romans de Smolett.

2. Stat. 11 et 12, Guillaume III, c. IV.

3. Le même fait est admis par tous les auteurs des divers traités publiés sur cette matière dans les premières années du règne de Georges II et surtout en l'année 1730. Voy. *Calamy's life and times*, vol. II, p. 529.

velie dans sa victoire. Il s'ensuivit, dans les habitudes[1] religieuses d'une grande partie de la nation, un relâchement général très-propice au progrès de l'incrédulité. Des changements considérables enfin s'étaient depuis longtemps produits, quant au chiffre de la population, sur des points nombreux du royaume, et en beaucoup de lieux les rapports avaient été renversés, quant au culte, entre les ressources et les besoins. Une église richement dotée et pourvue existait en des endroits devenus insignifiants ou à peu près déserts, tandis qu'ailleurs, dans les grands centres de commerce et d'industrie nouvellement créés, s'agglomérait une population entièrement dépourvue de secours spirituels. De toutes parts se faisait sentir le besoin d'un puissant réveil religieux : il y avait une grande moisson à faire, et ce fut, pour une large part du moins, vers le milieu du dix-huitième siècle, l'œuvre du méthodisme dont le fondateur fut Jean Wesley.

Cet homme extraordinaire, né en 1703, tient une place trop grande dans l'histoire religieuse du monde, pour que quelques détails sur sa personne et sur son œuvre ne soient ici nécessaires. Il devait le jour, comme tant d'hommes illustres de la Grande-Bretagne, à un ecclésiastique de l'église établie, ministre intelligent et zélé d'une paroisse rurale, chef d'une famille nombreuse et pauvre, remarquable tout entière par ses mœurs et sa

Jean Wesley.

1. Cette observation est applicable selon les temps à toutes les églises : « L'humanité n'obéit à ses lois, disait naguère une parole éloquente et catholique, que par des efforts constants, et dès qu'elle cesse de lutter elle cesse d'avancer dans sa route et dans son destin. Il en est de même de l'Église. » Lacordaire, *Correspondant* du 25 mars 1858.

fervente piété. Jean Wesley, dès son plus jeune âge, donna des signes fréquents de ces ravissements internes, de cette pieuse et dévorante ardeur, de cette dévotion mystique et ascétique dont furent remplis les Dominique, les Xavier, les Ignace. Ordonné prêtre, il commença, comme missionnaire pour la cause de l'Evangile, cette vie saintement héroïque de fatigues, de privations et de labeurs spirituels qu'il continua soixante ans : il professait les doctrines qui sont celles de l'église anglicane et que professaient aussi la plupart des églises protestantes; il en tirait quelques conséquences erronées ou exagérées touchant l'action de la grâce : celle-ci, disait-il, était presque toujours immédiate, soudaine, irrésistible : elle avait pour signes, d'abord la douleur et le désespoir causés par le sentiment de notre misère morale, de notre corruption profonde, et ensuite une joie céleste produite en nous par l'assurance de notre régénération, de notre rachat gratuit par le sang du Christ, et de notre entrée dans un nouvel état de sanctification poussée jusqu'à la perfection. Nul, disait Wesley, ne pouvait se croire ni sauvé, ni justifié, ni sanctifié avant d'avoir reçu intérieurement, par la grâce, cette assurance divine. Ces doctrines étaient inséparables de graves dangers dans leurs conséquences extrêmes : elles touchaient à des écueils que Wesley aperçut [1], et il les modifia plus tard

Ses doctrines.

1. Il disait lui-même qu'elles n'étaient séparées que par un cheveu, d'une part, de la prédestination calviniste et, d'autre part, de l'antinomianisme (*a*). Southey, *Vie de Wesley*.

(*a*) On donne le nom d'antinomiens à ceux qui croient que leur perfection en Christ les met au-dessus de la loi morale et les en dispense.

en les interprétant. Présentées avec toute la puissance d'une éloquence passionnée, d'une charité sans bornes, d'une abnégation absolue et d'un zèle enthousiaste, elles étaient singulièrement propres à s'emparer tout à la fois de l'imagination et du cœur, à remuer les masses par la terreur et l'espérance et à agiter dans ses profondeurs la conscience endormie. Les prédications de Wesley étaient presque toujours accompagnées d'effets extraordinaires et parfois terribles : ses auditeurs, sous sa parole acérée comme un glaive, éclataient en sanglots et en cris déchirants : un grand nombre tombaient dans des crises nerveuses, suivies de mystiques extases indistinctement attribuées par Wesley à la grâce divine qui perçait les âmes comme la foudre. Cependant et quelle que fut la cause de ces phénomènes pour la plupart irrécusables [1] et souvent accompagnés de trop regrettables effets, le bien produit l'emportait de beaucoup sur le mal : l'œuvre de Wesley et de ses nombreux disciples entretint au sein des populations un grand courant moral et religieux, réveilla les consciences, et attira des âmes innombrables des ténèbres à la lumière et des intérêts matériels au sentiment des choses invisibles et célestes.

Effets et influence de la prédication de Wesley.

Il eut pour ses premiers disciples et coopérateurs son frère Charles Wesley, qui à la douce et tendre ferveur du chrétien véritable unissait l'éloquence du prédicateur et l'inspiration du poëte [2], et George Whi-

1. Ces phénomènes se produisent encore très-fréquemment de nos jours : ils ont été appréciés par l'un des historiens les plus sérieux comme les plus sévères du méthodisme, par le célèbre Southey, dans sa *Vie de Jean Wesley*. Il ne cite qu'un très-petit nombre de cas où ils ont été reconnus comme l'effet du calcul ou de l'imposture.

2. Il est l'auteur des plus beaux cantiques de la liturgie wesleyenne.

tefield, leur condisciple à Oxford, le plus véhément et le premier, selon David Hume, entre tous les prédicateurs de son temps. Tous trois avaient reçu les ordres dans l'Eglise d'Angleterre, dont ils ne voulaient pas se séparer et dont ils étaient appelés, par leurs talents et leur zèle, à être les plus utiles comme les plus actifs instruments. Mais ils furent presque partout repoussés par les ministres de cette Eglise; ici, à cause des effets dangereux produits par l'interprétation exagérée de la doctrine, ailleurs, et le plus souvent, en raison même de leurs succès, et parce que leur zèle présentait un fâcheux constraste avec l'indifférence du clergé. Les chaires de la plupart des églises leur étant fermées, Wesley et les siens firent ce qui ne se peut faire que dans un pays libre, où l'agglomération des masses ne produit pas une fermentation jugée dangereuse pour l'Etat, ils prêchèrent dans les champs, choisissant de préférence les lieux où les secours spirituels étaient le plus nécessaires, et où, pour des causes diverses, ils avaient cessé de suffire aux besoins. De grandes multitudes évaluées à dix, vingt et trente mille personnes, accouraient de toutes parts à la voix des prédicateurs, que les récits du temps nous disent animés par l'esprit d'une force merveilleuse et invincible. Leur succès fut immédiat et immense dans les endroits où les populations étaient préparées à les recevoir et à les entendre : en d'autres lieux, où le peuple à demi-sauvage vivait dans l'ignorance presque absolue de l'Evangile, abandonné à des habitudes licencieuses et brutales, comme dans quelques districts de la Cornouaille et du nord de l'Angleterre, ils eurent de grands obstacles

à vaincre, ils risquèrent souvent leur vie, et ce ne fut qu'après des épreuves multipliées que leurs travaux fructifièrent. Wesley reconnut le besoin de réveiller ainsi partout la foi des troupeaux, par cette mission intérieure au sein de l'église établie, et un certain nombre d'ecclésiastiques ordonnés dans cette église lui prêtèrent leur concours ; mais ce nombre était insuffisant, et Wesley, après avoir longtemps hésité, se décida à s'associer des missionnaires laïques, formés par ses instructions et dont il dirigeait le zèle et les travaux. Ceux-ci pénétrèrent jusqu'au milieu des sectes dissidentes sans que là, pas plus que dans l'église établie, aucune séparation s'opérât durant de longues années ; mais partout au sein des diverses communions religieuses protestantes, il se forma une société de membres qui interprétèrent comme Wesley quelques points principaux des doctrines du protestantisme, ils s'assujétirent à des pratiques régulières ou méthodiques propres à réveiller ou à entretenir la foi, s'organisèrent en petites congrégations unies toutes par le lien d'une direction centrale et adoptèrent le nom commun de *méthodistes*.

Établissement du méthodisme.

Wesley consacra sa longue vie à former ainsi une nouvelle et grande famille religieuse au sein des communions diverses, non-seulement en Angleterre, mais en Écosse et en Irlande, en Amérique, aux Antilles et dans quelques contrées du continent. Il connaissait le cœur humain, il était doué d'une grande pénétration, d'une fermeté rare, d'un esprit d'ordre et de gouvernement que peu d'hommes ont possédé à un égal degré, et il déploya dans l'organisation du *méthodisme* un génie supérieur, digne des plus fameux fonda-

teurs des ordres monastiques[1]; mais, malgré tous ses efforts pour donner à la société ainsi créée par lui sur tant de points différents, la force qu'on obtient par l'unité d'impulsion et d'action, un schisme se forma dans son sein, George Whitefield en fut l'auteur. Il avait adopté les doctrines calvinistes touchant la prédestination des élus ou des saints, doctrine énergiquement repoussée et combattue par les deux frères Wesley : ils se séparèrent et formèrent, au sein du protestantisme, deux sociétés méthodistes bien distinctes, mais en se séparant ils demeurèrent unis par la communauté des intérêts spirituels, de la discipline et des mœurs, comme par les liens d'une estime mutuelle et d'un zèle supérieur à toutes les épreuves; ils montrèrent même charité sans bornes, même intrépidité, même mépris pour les biens de ce monde, pour ses séductions et ses dangers. Ils déployèrent une activité égale et sans repos, pour porter la doctrine de la grâce immédiate et de la sanctification par la nouvelle naissance jusque dans les recoins les plus sauvages du royaume et dans les contrées lointaines du Nouveau-Monde, bravant avec un héroïsme sublime la faim, le froid, la tempête, la fureur populaire, la haine du clergé, celle des magistrats, l'envie, la calomnie et le déchaînement de toutes les passions humaines contre leur œuvre, dans laquelle ils eurent pour coopérateurs des hommes dignes des temps apostoliques et entre lesquels se distinguèrent Thomas Olivers[2], James

Principaux disciples de Wesley.

1. Voyez pour cette organisation savante le petit livre intitulé *Miniature of methodism*, par Valentin Ward.

2. L'histoire de ce missionnaire est une des plus intéressantes à méditer. Il était abandonné a tous les vices avant sa conversion, qu il attribuait tout

Haime, soldat et missionnaire dans l'armée anglaise, l'Irlandais Thomas Walsh, le Vaudois Guillaume de la Fletchère, qui par sa vie et par sa mort rappelle quelques-uns des caractères les plus touchants de la légende romaine; John Baxter, le missionnaire des Caraïbes; le docteur Thomas Coke, que les siens ont nommé l'apôtre des noirs et le Xavier des Antilles.

Plus l'œuvre grandissait et plus le besoin de prêtres se faisait sentir, et l'Eglise établie qui aurait pu trouver, dans les méthodistes, un secours analogue à l'assistance que l'Eglise de Rome obtint de plusieurs ordres religieux, ayant refusé presque partout le concours de Wesley, celui-ci fut conduit graduellement à se séparer d'elle et à considérer, avec la plupart des dissidents, l'ordre de l'épiscopat et celui de la prêtrise comme identiques : assisté de plusieurs de ses collègues, prêtres comme lui dans l'Eglise d'Angleterre, il ordonna des ministres qu'il chargea de présider et de diriger dans les Deux-Mondes les sociétés méthodistes et d'y administrer les sacrements. Enfin, dans l'année 1784, âgé lui-même de plus de quatre-vingts ans, et en prévision de sa mort prochaine, il institua la *conférence*, assemblée permanente de cent ecclésiastiques désignés par lui et auxquels il remit tous les pouvoirs qu'il avait jusque-là exercés. Malgré ces dernières et si importantes démarches par lesquelles Wesley se sépara, dans ses actes, de l'Eglise anglicane, il lui demeura uni par les doctrines fondamen-

entière à la puissance des doctrines de Wesley. Il se voua ensuite à l'œuvre de la propagation de l'Evangile et parcourut durant vingt années, la Grande-Bretagne comme missionnaire ambulant. Il fit ainsi, dit-on cent mille milles anglais ou trente mille lieues sur le même cheval.

tales, par les principales formes de la liturgie et par une affection sérieuse et désintéressée. Il transmit le même esprit à la grande société qu'il fonda, bien différente en ceci des autres sectes dissidentes, pour la plupart très-hostiles à l'Eglise établie. Wesley et ses disciples, quoiqu'ils eussent presque toujours rencontré, de la part des magistrats, plus d'opposition que de sympathie pour leur œuvre, demeurèrent en général dévoués à la couronne, même encore dans les colonies d'Amérique au début des troubles civils : et lorsque enfin la séparation fut accomplie entre les deux peuples, on eut un témoignage irrécusable de la force des liens spirituels et de la puissance de ceux que créa Wesley entre les sociétés méthodistes dont il fut le père : celles-ci restèrent, conformément à son dernier vœu [1], étroitement unies des deux côtés de l'Atlantique et ne formèrent qu'un seul peuple [2].

1. Un mois avant sa mort, dans sa dernière lettre écrite à ses disciples d'Amérique, il leur dit : « Gardez-vous bien de songer jamais à vous séparer de vos frères d'Europe, et en toute occasion, ayez soin de déclarer hautement devant tous que les méthodistes ne sont qu'un seul peuple dans le monde entier et que leur ferme résolution est de continuer à l'être toujours. » 1er février 1791.

2. Quelles que fussent les opinions particulières de Wesley, il prononça, vers la fin de sa vie, ces belles paroles qui devraient être toujours présentes, comme un lien de paix, à la mémoire de tous les chrétiens. Interrogé sur ses opinions, il répondit : « Je ne disputerai pas d'opinions avec vous ; veillez seulement à ce que votre cœur soit droit devant Dieu : apprenez à connaître et à aimer Notre-Seigneur Jésus-Christ : aimez votre prochain : marchez dans les voies de votre divin Maître : je ne vous demande rien de plus : je suis rassasié d'opinions, j'en suis las; mon cœur rejette cette creuse nourriture. Oh ! donnez-moi une religion solide et substantielle, donnez-moi des cœurs humbles, remplis d'amour pour Dieu et pour les hommes, des cœurs charitables, miséricordieux, sincères, dévoués tout entiers aux saintes œuvres de la foi, de la patience et de l'amour! Que mon âme ha-

La forte impulsion religieuse imprimée par Wesley à une partie de la nation eut aussi tout d'abord une influence vivifiante, quoique indirecte, au sein de l'Église établie : elle y ranima, en beaucoup d'endroits, par une émulation louable, le zèle des troupeaux et des pasteurs, et l'on vit ceux-ci prendre des habitudes plus sérieuses, plus dignes et plus conformes à l'esprit de leur vocation [2]. Le méthodisme fit cependant peu de progrès dans les régions supérieures de la société : les salutaires effets de ce grand mouvement religieux se firent sentir surtout dans les classes moyennes et inférieures où ils luttèrent contre la contagion des doctrines répandues sur le continent : et tandis qu'en Europe et plus particulièrement en France l'école philosophique battait en brèche tous les fondements de la foi et des pouvoirs établis, exaltant outre mesure les facultés de l'homme livré à lui-même, la puissance de sa raison et de sa liberté, donnant ainsi des stimulants redoutables aux passions et forgeant des armes d'une force presque invincible pour renverser et détruire, Wesley et ses pieux compagnons, faisaient une œuvre toute opposée ; ils pénétraient les âmes du sentiment profond de leur misère et de leur impuissance, ils enseignaient aux

bite avec ces chrétiens en quelque lieu qu'ils soient et quelles qu'aient été leurs opinions ! « Quiconque fait la volonté de mon Père, qui est dans les cieux, celui-là est mon frère et ma sœur et ma mère. » *Vie de Wesley, ut suprà.*

1. L'influence qu'eut ce grand mouvement religieux, au sein de l'Église établie parut néanmoins à peu près éteinte vers la fin du siècle dernier ; et une nouvelle période d'indifférence et de relâchement précéda le réveil plus complet qui se manifesta, dans cette Église, au début du siècle actuel, et qui fut l'œuvre du parti évangélique à la tête duquel marchèrent les Milner, les Buxton et les Wilberforce. Voyez à ce sujet, dans la *Revue d'Edimbourg*, le remarquable travail de M. Conybeare.

hommes à élever toutes leurs pensées au delà des limites de ce monde, et à n'espérer qu'en Dieu et en l'action de sa grâce triomphante : ils armaient ainsi les plus puissants ressorts du cœur humain, contre les séductions des doctrines révolutionnaires, égalitaires et anti-chrétiennes, si funestes au sein d'une société bien établie, bien ordonnée et en possession d'une sage liberté. L'erreur sans doute est mêlée au bien dans l'enseignement de Wesley; mais quelques défauts qu'on reproche à ses doctrines et quelque abus que ses disciples en aient pu faire, elles sont une des formes vives sous lesquelles la parole éternelle s'est introduite dans les âmes, et elles ont versé les consolations et les espérances de la foi chrétienne dans le cœur de plusieurs millions d'êtres humains dont le plus grand nombre peut-être ne fût point arrivé sans elles, en ce monde, à la connaissance de l'Evangile, à la lumière et à la vie.

Sciences et lettres.

Limité par mon sujet, je ne puis donner ici qu'un aperçu très-incomplet des produits de l'esprit humain dans la Grande-Bretagne, depuis l'avénement de la maison de Hanovre jusque vers la fin du dix-huitième siècle : je me bornerai, pour cette période comme pour les précédentes, à rappeler les hommes les plus éminents qui s'y sont fait un nom dans les lettres et les sciences, et à faire comprendre, autant que possible en quelques pages, quelle fut l'activité intellectuelle de ce siècle qui, pour la Grande-Bretagne comme pour la France, fut, dans presque toutes les branches des connaissances humaines, une époque de vie et de progrès.

Le caractère principal des lettres sous les Georges, malgré quelques éclatantes exceptions, est un retour aux principes dont elles s'étaient trop écartées à la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième; et après avoir montré, durant cette période, une tendance très-marquée au doute et à l'irréligion; elles revinrent aux principes sévères de la foi chrétienne et de la morale. Néanmoins, et malgré cette réaction salutaire qui s'opérait dans les lettres anglaises, la critique y domina dans la poésie même, et les meilleurs poëtes de la Grande-Bretagne au dix-huitième siècle, après l'époque d'Addison, de Pope et de quelques autres déjà cités [1], furent des poëtes didactiques. A cette classe appartiennent l'immortel auteur des *Saisons*, l'Ecossais Thompson [2]; John Armstrong, médecin et poëte, qui mit en fort beaux vers l'art de conserver la santé; Akenside qui, avant Delille, chanta les plaisirs de l'imagination; Cooper, l'auteur de la *Tâche* (the task), l'un des plus vigoureux génies poétiques de la Grande-Bretagne; Olivier Goldsmith enfin, l'auteur du *Village abandonné* (the deserted village) et d'autres compositions délicieuses.

Poésie.

1. Pages 215-217.

2. Thomson n'a ni la précision, ni la grandeur antiques; mais son cœur s'épanche à la vue des champs. Il abonde en images vraies et en émotions naïves. Il a cette poésie du foyer domestique où les Anglais ont excellé; et il la mêle à toutes les beautés de la nature, qui ne sont elles-mêmes pour lui que l'ombre de la main du Créateur.... Dans la campagne que, pauvre, il parcourait à pied, il est venu respirer les mœurs pures de la vieille Angleterre; il vit avec le peuple, le peuple riche et fier de sa libre patrie. Il est comme lui nourri de souvenirs bibliques; il aime comme lui ses pâturages, ses forêts et ses flottes. De là jaillit sa verve; de là, sous un ciel brumeux et dans un âge philosophique, sa poésie encore si fraîche et si colorée. Villemain, *Tableau de la Littérature au dix-huitième siècle*, t. I, p. 174.

Dans l'ode et l'élégie, il faut citer entre autres : Collins, le chantre des passions ; William Mason, auteur de l'*Ode à la vérité*, et Thomas Gray, dont la touchante élégie sur un cimetière de village, intraduisible, comme tous les chefs-d'œuvre, en un langue quelconque, a été comme eux traduite dans toutes. Parmi les poëtes de ce temps, célèbres à des titres divers, nous nommerons encore Edouard Young, auteur d'excellentes satires et des *Pensées de la nuit* (night's thoughts) ; Beattie, théologien, métaphysicien et poëte, à qui l'on doit le poëme intitulé : le *Ménestrel, ou les Progrès du génie* ; Smollett, médiocre historien, bon romancier, poëte estimable. A tous ces noms il faut joindre Macpherson, le poëte ossianique, redevable de sa renommée à une fraude heureuse ; Richard Savage et Chatterton, célèbres par leurs malheurs autant que par leur précoce génie, et aussi les Ecossais Allan Ramsay et Robert Burns qui, l'un et l'autre, et le dernier surtout, s'immortalisèrent par de délicieuses compositions écrites dans le dialecte de leur pays natal.

Théâtre.

Le théâtre anglais produisit, dans ce siècle, une foule d'ouvrages dont un petit nombre seulement se sont conservés sur la scène : il suffit de nommer, parmi les écrivains dramatiques, le célèbre Addison, sir Richard Steele, le poëte tragique Rowe, auteur de Jane Grey et de Jane Shore ; le fameux Garrick, poëte médiocre et le premier des acteurs anglais ; Cumberland, le plus fécond des écrivains de son temps ; mistress Cowley, Foote, Olivier Goldsmith, et avant tous l'auteur de l'*Ecole de la médisance*, l'un des meilleurs ouvrages du théâtre anglais, l'Irlandais Shéridan, moins grand poëte cependant que grand orateur, et qui après une des vies les plus bril-

lantes et les plus agitées, mourut dans un grenier de misère et de faim.

Romans.

Le roman, au dix-huitième siècle en Angleterre, compta plusieurs noms célèbres après celui de Jonathan Swift, qui étonna et charma ses contemporains par sa fiction de *Gulliver*, production comique et bizarre, allégorie satirique et surtout politique. Deux célèbres peintres de mœurs, Fielding, auteur de *Tom Jones*, et Richardson, auteur de *Clarisse Harlowe*, composition savante, du caractère le plus touchant et le plus élevé, obtinrent l'un et l'autre une renommée européenne. Il faut nommer avec eux Smollett, déjà cité, auteur de *Roderick Random*, et fort au-dessus de lui, Olivier Goldsmith, dont le *Vicaire de Wakefield*, production morale autant que littéraire, sera toujours compté au rang des chefs-d'œuvre classiques de la littérature anglaise[1].

Théologiens et philosophes.

C'est par ses prosateurs surtout que le dix-huitième siècle, en Angleterre comme en France, tient une large place dans l'histoire de l'esprit humain : quelques grands noms s'y rencontrent dans les genres où le génie de la science s'unit à celui des lettres, et la réaction religieuse et morale qui s'opéra sous le regne des Georges se fit surtout remarquer par le nombre et par le caractère des écrits qui eurent la philosophie et la religion pour objet. Clarke, Lardner, Tillotson eurent de dignes successeurs, durant cette période, en Doddridge, Butler, Warburton, Law, Wesley, Beattie, Blair et

1. Quelques femmes acquirent aussi à la même époque dans le roman un nom mérité : de ce nombre furent mistress Brooke, mistress Inchbald et miss Burney, auteur d'*Evelina* et de *Cecilia*, et connue dans la suite sous le nom de Mme d'Arblay.

Hartley. Le scepticisme eut cependant à cette époque quelques habiles apologistes, entre lesquels apparaissent en première ligne l'illustre historien Gibbon, David Hume, métaphysicien, moraliste et grand historien, et le savant Priestley : mais les doctrines spiritualistes grandirent avec une autorité nouvelle vers la fin du siècle, et l'on vit naître alors l'école qui reçut de ses premiers maîtres, Thomas Reid et Dugald Stewart, le nom célèbre d'école écossaise.

Histoire, jurisprudence, économie politique

Dans une autre branche des connaissances humaines, dans celle de l'histoire, la Grande-Bretagne à cette époque, compte avec honneur trois grands noms, Gibbon, David Hume et Robertson : dans la jurisprudence, elle produisit Blackstone, auteur des célèbres Commentaires sur la loi anglaise, et c'est elle qui la première en Europe mit en lumière, par le livre fameux d'Adam Smith [1], les véritables principes de l'économie politique. Mais c'est aussi, et c'est surtout dans l'éloquence de la tribune que

Grands orateurs.

l'Angleterre brilla du plus vif éclat vers la fin du dix-huitième siècle à l'époque où fleurirent ensemble les Pitt, les Fox, les Shéridan, les Wyndham, les Burke, les Grattan, les Wilberforce [1]. Quelques-uns de ces hommes éminents se distinguèrent par les dons de l'intelligence dans plusieurs genres, Burke surtout qui doit être compté parmi les génies les plus féconds et les plus brillants : il fut remarquable presque autant par ses connaissances ency-

1. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.

2. J'invite le lecteur à lire les belles pages que M. Villemain a consacrées à la tribune anglaise dans son *Tableau de la littérature anglaise au dix-huitième siècle*.

clopédiques [1] et par ses écrits, que par son éloquence : génie enthousiaste et généreux, inspiré par l'amour du bien public, dévoré de zèle pour la justice, entraîné souvent au delà des bornes par une imagination chaleureuse, et cependant toujours véridique, même en dehors du vrai, il tint une place grande et honorée dans toutes les affaires de son temps, il rallia par l'autorité de son caractère et de son talent une foule d'hommes contre le danger des doctrines nouvelles, et la publication de son livre intitulé : *Réflexions sur la révolution française*, fut un des grands événements de l'époque.

Écrivains dans des genres divers.

Les lettres comptent encore en Angleterre, durant ce siècle, quelques écrivains éminents qu'il est difficile de classer, entre lesquels est Laurent Sterne, auteur de *Tristram Shandy* et du *Voyage sentimental*, et le fameux docteur Samuel Johnson, poëte, romancier, biographe et surtout éminent critique et philologue, et dont le Dictionnaire de la langue anglaise est encore le guide classique des écrivains et des gens du monde. Il convient de ranger aussi, dans cette catégorie, l'auteur des lettres fameuses publiées sous le nom de *Junius* en qui plusieurs hommes considérables de nos jours semblent d'accord aujourd'hui pour reconnaître l'implacable adversaire de Warren Hastings, sir Philip Francis [2]; et enfin quelques écrivains qui doivent à des lettres familières la meilleure part de leur célébrité : de ce nombre fut lady Maria Wortley Montague, lord Chesterfield

1 Charles Fox disait avoir tenu de lui tout ce qu'il avait jamais su en toute chose.

2. Voyez à ce sujet les savantes dissertations de lord Brougham, de lord Macaulay et de lord Mahon, dans leurs ouvrages cités ci-dessus.

Horace Walpole. On doit à la première des détails aussi curieux qu'instructifs, sur les mœurs et les usages des peuples de la Turquie où son mari fut ambassadeur. Les lettres du second, publiées après sa mort survenue en 1779, et adressées à son fils, sont un cours de leçons pour la vie du grand monde; elles brillent par l'observation fine, par un enseignement ingénieux, mais superficiel, par l'étude pratique des hommes et des affaires. Elles sont, dans leur ensemble, un monument remarquable du scepticisme et de la frivolité de la société élégante sous Georges II. On reconnaît dans leur auteur un des hommes les plus spirituels de son époque; on y chercherait en vain le père rempli d'une sollicitude sérieuse pour développer dans son fils les vertus de l'homme moral ou du citoyen [1]. La correspondance d'Horace Walpole enfin, écrite avec un esprit sceptique et léger, mais d'une grâce inimitable, est une source abondante de documents précieux quoique souvent contestables, et un des commentaires obligés de tous les ravaux historiques sur le dix-huitième siècle.

Cette époque compte aussi quelques noms fameux dans

Sciences. les sciences naturelles, mathématiques et physiques : ce fut celle des anatomistes Jean et William Hunter, du docteur Brown, fondateur d'une école célèbre en médecine [2]; du naturaliste sir Joseph Banks, qui poussa jus-

1. Le plus grand nombre des lettres de Chesterfield à son fils ont été écrites sous le règne de George II. On trouve dans la dernière partie des aperçus profonds sur l'état de l'Europe et sur la politique générale. Voyez dans la nouvelle biographie générale publiée par MM. Didot, vol. X, une très-belle appréciation de lord Chesterfield, par M. Amédée Renée.

2. Celle de l'excitabilité nerveuse, d'où est sortie de nos jours celle de Broussais.

qu'à l'héroïsme l'amour de la science ; de Cavendish à qui l'on doit la décomposition de l'eau ; de Black, qui découvrit le calorique latent ; des astronomes Bradley, Herschell et Halley : elle produisit encore Jean Harrison, auteur du chronomètre pour le calcul des longitudes ; le mathématicien James Ferguson, le grand chimiste Humphry Davy, inventeur de la lampe de sûreté ; Benjamin Franklin, immortel par ses découvertes sur l'électricité, né sujet de la couronne d'Angleterre et dont l'Amérique revendique justement la gloire.

Les beaux-arts au dix-huitième siècle jetèrent en Angleterre, comme dans toute l'Europe, beaucoup moins d'éclat que les sciences : cependant ils comptent aussi, dans cette période, sur le sol britannique, quelques noms illustres au premier rang desquels sont les sculpteurs Nollekens et Flaxman, et les peintres Hogarth et sir Josuah Reynolds, l'un des fondateurs de l'académie royale de Londres, dont il fut le premier président. Au nombre des grands artistes de ce temps, une place appartient au créateur du genre anglais pour les parcs et les jardins, à Lancelot Brown, qui fut protégé et encouragé par Georgès III, comme Le Nôtre, dans l'âge précédent, l'avait été par Louis XIV. Beaux-Arts.

Inférieure à la France au dix-huitième siècle dans les beaux-arts, son émule et sa rivale dans les lettres et les sciences, la Grande-Bretagne l'emporte sur toutes les autres contrées de l'Europe dans l'application de la science à l'industrie, à cette époque où elle vit naître sur son sol un Arkwright, créateur de la machine à filer le coton ; un Hargreaves et un Samuel Crompton qui la perfectionnèrent ; et trois Application de la science à l'industrie.

hommes sortis des rangs du peuple, qui donnèrent tous à cette machine une puissance incalculable : John Smeaton, Matthieu Boulton et surtout James Watt, auteur de procédés admirables pour utiliser l'emploi de la machine à vapeur inventée par Newcommen. Ces inventions fécondes coïncident avec les magnifiques et gigantesques travaux de l'ingénieur Brandley qui, secondé par la munificence du duc de Bridgewater, multiplia les voies de communication sur le sol anglais et ouvrit par de nombreux canaux, dans des lieux réputés impraticables, d'immenses débouchés aux produits houillers, si nécessaires dans l'emploi de la vapeur comme force motrice. Toutes ces grandes découvertes firent d'abord peu de bruit; elles furent à peine aperçues dans la lutte orageuse des partis et des factions, et il en sortit rapidement, pour l'industrie, le commerce et la politique de la Grande-Bretagne, des résultats plus importants peut-être qu'aucuns de ceux que toutes les révolutions avaient amenés à leur suite.

Le génie investigateur des Anglais étendit vers la fin du siècle ses recherches dans le monde entier ; plusieurs voyages maritimes furent entrepris avec un but scientifique durant les vingt-cinq premières années de Georges III, et cette époque est aussi la dernière qui fut marquée par d'importantes découvertes sur la surface du globe.

Voyages et découvertes.

Byron, en 1764 et 1765, découvrit quelques petites îles au delà du cap Horn : Carteret bientôt après, revenant de la terre de Feu, aperçut le groupe d'îles auxquelles il donna le nom de la Reine Charlotte; Wallis, vers le même temps, en 1767, découvrit la célèbre île de

Taïti, la plus importante de celles de l'océan Pacifique. Mais, entre tous les navigateurs de ce siècle où vécurent les Bougainville et les La Peyrouse, le plus célèbre et celui dont les travaux ont été le plus utiles au monde est Jacques Cook, né en 1728 d'une pauvre famille de laboureurs du York-Shire, et prédestiné à de grandes choses par un génie aventureux allié à l'amour de la gloire, à un caractère intrépide et à une persévérance invincible [1]. Chacun de ses trois voyages autour du monde eut pour objet une mission scientifique. Dans le premier qu'il entreprit en 1668, sur l'*Endeavour*, il avait été chargé par le gouvernement d'observer à Taïti le passage de la planète Vénus sur le soleil : il découvrit, à peu de distance de cette île, celles de la Société, puis, après avoir visité la Nouvelle-Hollande qu'il nomma Nouvelle-Galle et où fut établie plus tard la colonie pénitentiaire de Botany Bay, Cooke revint en Angleterre en 1771 après une absence de trois années. Voyages de Cook.

Son second voyage eut pour but de reconnaître s'il existait au sud un continent polaire. Il s'engagea dans les glaces du pôle antarctique aussi loin qu'elles lui permirent d'avancer, et reconnut que l'existence de ce continent était vraisemblable ; mais aussi que, selon toute apparence, la rigueur de la température le rendait inhabitable et inabordable. Ce voyage dura trois années comme le précédent et eut encore pour résultat

1. Voué dans son enfance aux plus humbles travaux comme garçon batelier au service des charbonniers, il n'avait eu pour s'instruire d'autres secours que celui de quelques livres au nombre desquels étaient les propositions d'Euclide qu'il apprit seul.

la découverte de quelques îles, au nombre desquelles sont les nouvelles Hébrides. Cook avait acquis, par ses glorieux services, une position lucrative autant qu'honorée dans l'établissement célèbre fondé pour les marins à Greenwich, lorsqu'il apprit que le gouvernement projetait de faire explorer les côtes du détroit de Behring, et de rechercher s'il existait au nord de l'Amérique un passage entre les deux océans. Cook s'offrit lui-même pour cette expédition aventureuse et partit en juillet 1776 sur deux bâtiments, la *Résolution* et la *Découverte* [1]. Il fit voile d'abord au cap de Bonne-Espérance, puis à travers l'océan Pacifique, où il découvrit les îles qu'il appela Sandwich, du nom de son chef lord Sandwich, premier lord de l'Amirauté : se dirigeant ensuite au nord, il franchit le détroit de Behring et cingla vers le pôle jusqu'à ce qu'il se vît arrêté par les glaces. Renonçant pour cette fois à pénétrer dans l'Atlantique, il retourna au sud en explorant avec soin les côtes du Kamstchatka : il revint ensuite aux îles Sandwich qu'il avait découvertes l'année précédente, et où il périt dans

Sa mort.

un combat malheureux avec les naturels. Il avait assez fait pour son pays et pour sa gloire et laissa un nom immortel.

1. Franklin, ministre d'Amérique résidant à Paris, s'honora, dans cette occasion, par une circulaire adressée à tous les capitaines des croisières américaines, leur enjoignant, pour le cas où ils rencontreraient ces bâtiments anglais, non-seulement de ne leur faire aucun mal, mais de donner au capitaine Cook et à son equipage, comme a des amis communs de l'humanité, toute l'assistance en leur pouvoir. *OEuvres de Franklin*, vol. V, p. 123. — Lorsque le dernier voyage de Cook fut imprimé en 1784, Georges III reconnut le procédé du docteur Franklin en ordonnant qu'un exemplaire de ce voyage lui fût remis en son nom. *Ibid.*, vol. X, p. 125. — Le gouvernement de Louis XVI s'honora également, en transmettant aux commandants des vaisseaux français des instructions semblables à celles du docteur Franklin.

Deux autres voyageurs anglais, Samuel Hearne et Alexandre Mackenzie, s'illustrèrent aussi dans ce siècle, par leurs périlleuses entreprises et leurs découvertes à travers les régions septentrionales et occidentales de l'Amérique du nord. Le premier découvrit, en suivant le fleuve Coppermine [1], les bords de l'océan Arctique; le second, avec une escorte de sauvages Indiens, se hasarda plus avant à l'Occident : il descendit en juin 1789, au sortir du grand lac de l'Esclave, le fleuve rapide auquel il donna son nom, et enfin, après un mois de la navigation la plus périlleuse, il vit, à l'embouchure de ce beau fleuve, entre des montagnes de glace, la mer immense se dérouler devant lui [2]. Quatre années plus tard, Mackenzie traversa l'Amérique dans toute sa largeur, e il atteignit, à l'occident, les rivages de la mer Pacifique.

Voyages de Hearne et de Mackenzie.

Les voyages de Hearne et de Mackensie, en confirmant l'existence de l'océan polaire Arctique, ont stimulé le zèle et le génie des navigateurs, pour découvrir le passage inutilement cherché par Cook entre les deux continents, et ils ont contribué plus qu'aucune autre entreprise à stimuler les efforts généreux des Parry et des Franklin.

L'Angleterre en donnant l'essor à son génie pour les découvertes, soit en créant de nouveaux et merveilleux agents de production, soit en explorant les continents et les mers, obéissait à une nécessité impérieuse ou plutôt pressentait pour elle même les besoins de l'avenir.

Progrès de la population, de l'agriculture et de l'industrie.

1. Ce nom signifie *mine de cuivre*, et il fut donné à cette rivière qui roulait du cuivre dans ses eaux.

2. Voyez un excellent extrait de ce premier voyage de Mackenzie dans l'*Annual register*, an. 1801.

Sa population grandissait : les calculs les plus dignes de foi l'évaluent entre cinq et six millions d'âmes au commencement du siècle [1], et elle s'élevait déjà en 1780 à huit millions. Son agriculture, fort arriérée dans la première moitié du siècle, avait fait de grands progrès depuis l'avénement de Georges III [2]; mais ceux-ci n'avaient encore qu'imparfaitement donné leurs fruits dans les vingt-cinq premières années du règne : des terrains immenses demeuraient incultes : le système des jachères, contre lequel s'éleva avec succès le célèbre agronome de cette époque, Arthur Young, était encore presque partout dominant, et les produits du sol étaient loin d'avoir augmenté dans la même proportion que ses habitants. Ces produits s'accrurent bien davantage dans le siècle suivant : l'Angleterre perfectionna son agriculture comme son industrie, mais toujours la population multiplia plus rapidement que les produits de la terre, et il en résulta, pour la Grande-Bretagne, une obligation absolue de trouver des ressources constantes et plus considérables que celles de la culture de son sol pour l'emploi des bras comme pour l'alimentation de son peuple : elle les demanda, d'une part à l'émigration, de l'autre à l'industrie et au commerce d'exportation. Elle versa depuis lors les flots surabondants de sa population sur tous les points du globe, en Amérique, en Asie, dans la Nouvelle-Hollande, dans

1. Dans ce chiffre je ne considère que l'Angleterre proprement dite, y compris la principauté de Galles.

2. Ce prince seconda de tout son pouvoir les progrès de l'agriculture et fut longtemps le correspondant anonyme d'un recueil fort utile publié par Arthur Young sous le titre d'*Annales de l'agriculture*.

l'Océanie comme aux Antilles, semant partout, dans sa maternité féconde, les innombrables rejetons de la race anglo-saxonne. On la vit, en même temps, multiplier, d'une façon inouïe, les produits de ses manufactures et redoubler d'efforts, soit pour les répandre au loin au moyen d'une fabrication meilleure et moins coûteuse, soit pour les imposer aux contrées étrangères par ses alliances ou par ses victoires.

Industrie et commerce

Législation restrictive.

De tout temps les grands intérêts de l'industrie et du commerce avaient été l'objet des préoccupations les plus sérieuses du gouvernement britannique, et l'Angleterre nous montre, par son exemple, que si l'industrie nationale, parvenue à un degré supérieur, fleurit et prospère sous le régime de la liberté commerciale, elle naît, et grandit d'abord sous un régime différent. Presque toute l'histoire industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne, durant des siècles, se lit au livre des statuts du royaume, dans une longue série d'actes relatifs à des prohibitions et à des priviléges, et l'acte célèbre de navigation, publié sous le protectorat de Cromwell et auquel l'Angleterre attribue avec raison l'immense développement de sa marine et de son commerce au dix-septième siècle, était déjà en germe dans plusieurs statuts de Richard II[1]. Il en fut de même, après la république et la restauration des Stuarts, sous

1. Dans son ouvrage sur les causes de la grandeur de l'Angleterre jusqu'en 1763, M. Charles Gouraud a recapitulé, depuis l'origine, les principaux statuts qui précédèrent l'acte de navigation, ainsi que ceux qui ont fortifié et développé ses dispositions principales. Cet acte, comme on l'a vu dans le volume précédent, interdisait toute importation en Angleterre de marchandises provenant d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique sur tout autre bâtiment que sur des vaisseaux anglais.

Guillaume III, sous Anne et sous la maison de Hanôvre, jusqu'à une époque récente, et la législation anglaise témoigne tout ensemble de l'attention incessante donnée par les grands pouvoirs de l'Etat aux intérêts industriels et commerciaux et des restrictions nombreuses apportées à la liberté commerciale, soit par les immunités accordées aux grandes compagnies, soit par les prohibitions dont l'importation des produits étrangers demeurait frappée [1].

Un régime contraire et libéral prévaut avec succès aujourd'hui et une lumière nouvelle a commencé à luire aux regards après la guerre d'Amérique, lorsqu'on vit les résultats démentir toutes les appréhensions relatives aux pertes présumées que l'industrie et le commerce britannique auraient à subir par suite du fractionnement de l'empire et de la séparation des colonies insurgées. Nous avons reconnu que non-seulement le régime des relations libres entre ces colonies et leur ancienne métropole n'avait apporté à celle-ci aucun préjudice, mais qu'il avait considérablement accru, en sa faveur, la balance commerciale [2]. Le chiffre de cette balance, établi pour les relations commerciales de l'Angleterre sur les divers points du globe, a constaté, depuis

1. Je me borne à constater ce fait sans prétendre en conclure que ces restrictions aient toujours été judicieuses; je crois, au contraire, que, si elles ont été utiles dans les premiers temps, elles ont été, dans la suite, fort souvent provoquées par l'étroit calcul de l'intérêt particulier plutôt que par de grandes vues d'intérêt général.

2. Voyez ci-dessus p. 653. M. Robert Walsh, que j'ai cité de préférence, a tiré ses principaux documents de l'ouvrage de Chalmers, intitulé : *Vues historiques sur l'économie domestique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande*, et dont l'autorité est grande en Angleterre.

lors, des résultats favorables et en progrès continus, dont les Anglais furent redevables autant à l'abondance des matières premières sur leur propre sol, qu'à la supériorité de fabrication de leurs produits.

Immenses développements de l'industrie britannique au XIXe siècle.

L'examen de tous les résultats qu'eurent pour l'Angleterre les inventions si simples et si admirables des Arkwright, des Smeaton, des Samuel Crompton, des Boulton et des Watt n'entre pas dans le plan de cet ouvrage : il suffit de dire qu'elles amenèrent, dans la richesse nationale, dans le prix des denrées et dans la population, des changements prodigieux : le fer, l'acier, le cuivre, le coton, la laine, les produits naturels du sol, comme les matières importées, furent mis en œuvre avec une activité merveilleuse par d'innombrables agents, dans les lieux qui offraient naturellement de grandes facilités pour la fabrication et pour les transports et dont quelques-uns étaient auparavant incultes ou déserts. Plusieurs villes, et entre autres Leeds, Birmingham, Liverpool, Manchester, prirent de nouveaux et immenses développements et devinrent des cités de premier ordre, et pour ne rappeler qu'un seul exemple qui permettra d'apprécier cette grande et pacifique révolution intérieure, nous dirons que l'exportation du coton qui, pour toute l'Angleterre, n'excédait pas, dans les premières années du dix-huitième siècle, une valeur de vingt mille livres sterling, atteignait déjà un siècle plus tard, en suivant une progression presque continue, le chiffre de vingt millions sterling, mille fois supérieur au précédent.

Ce prodigieux accroissement dans la production, et par suite dans la population et dans la richesse publique, fut inséparable de grands maux : la nécessité de conserver

sur le globe tous ses anciens débouchés et d'en créer de nouveaux à tout prix, entretint dans la Grande-Bretagne une disposition jalouse et hostile à l'égard des nations étrangères comme envers ses propres colonies et qui fut la cause déterminante de plusieurs guerres onéreuses : pour soutenir celles-ci, il fallut accroître toutes les taxes et multiplier les emprunts : la dette, comme on l'a vu, s'éleva, à

Dette publique.

la fin de la guerre d'Amérique, à la somme monstrueuse d'environ deux cent quarante millions sterling, dont l'intérêt annuel de neuf millions ajouté à tous les impôts, pesait d'un poids énorme sur la nation[1] : toutes ces taxes combinées avec les dîmes, avec les lois sur les céréales et sur les boissons, comme avec les droits de douane et avec toutes les entraves apportées à l'introduction des produits étrangers, firent monter, à l'intérieur, le prix des denrées de première nécessité dans une proportion supérieure à l'accroissement du salaire de l'ouvrier[2]; et tandis que le luxe et l'aisance se répandaient chaque jour davantage dans les premiers rangs et dans les classes moyennes, le bien-être des classes nombreuses

1. Dans l'ouvrage estimable intitulé *Pictorial history of England*, vol. V, p. 545, on voit par des citations extraites des meilleures sources, que durant les vingt-cinq premières années du règne de Georges III, les charges imposées au pays, par les taxes, comme par les intérêts de la dette ancienne et des emprunts successifs, s'élevaient à quatre cent quatre millions sterling, qui donnent une moyenne annuelle d'environ seize millions sterling ou quatre cents millions de francs. On voit aussi, dans ce même recueil, un tableau des charges annuellement imposées à l'Angleterre pendant la guerre de Sept ans, et pendant la guerre d'Amérique, pour le service de la marine et de l'armée, ainsi que les emprunts contractés, durant ces deux périodes, pour subvenir aux dépenses. Vol. V, p. 545, 546.

2. C'est sous Georges II que l'ouvrier avec ses gages a pu acheter la plus grande quantité de nourriture. Malthus.

diminua : elles furent sujettes plus que jamais à ces crises des temps modernes auxquelles, dans les contrées manufacturières surtout, sont exposées les populations trop agglomérées, et d'où est sortie pour l'Angleterre cette législation de la taxe des pauvres, dont nous avons vu l'origine sous Elisabeth, et qui, jusqu'à une époque récente, a été, pour la Grande-Bretagne, une source d'intolérables abus et un scandale, une ressource extrême et un fléau [1].

Taxe des pauvres.

Quelles que fussent les charges de l'Angleterre, et malgré le poids déjà si considérable de sa dette, son crédit ne cessa d'augmenter et il se manifesta un phénomène qui est peut-être le résultat le plus étonnant des institutions qu'elle s'est données : on vit d'une part s'accroître la dette de l'Angleterre dans une proportion indéfinie, tandis que d'autre part le taux de l'intérêt pour ses emprunts diminuait, tombait au-dessous de cinq pour cent et demeurait ainsi inférieur à l'intérêt exigé dans les autres contrées de l'Europe et particulièrement en France [2].

Progrès du crédit national.

En ce qui touche les habitudes générales et les mœurs de la nation anglaise, il y eut sans doute de notables progrès accomplis au dix-huitième siècle ; cependant à cet égard il y a peut-être plus de différence encore entre l'époque actuelle et la fin du siècle dernier qu'il n'y en a entre celui-ci et le dix-septième ou même le siècle d'Elisabeth. Le plus grand obstacle aux rapides progrès de la ci-

Mœurs et coutumes.

1. Toute cette législation a été heureusement réformée il y a peu d'années : les abus ont disparu et l'institution fonctionne avec succès sur toute la surface du royaume.

2. On lit à ce sujet des considérations intéressantes dans l'ouvrage déjà cité de M. C. Gouraud : *Causes de la grandeur de l'Angleterre*, etc. p. 131-133.

vilisation parmi les masses et dans les campagnes, jusqu'à une époque très-rapprochée de nos jours, a été l'imperfection et la rareté des voies de communication et des moyens réguliers de transport. Non-seulement ceux-ci étaient encore, dans le dernier siècle, très-lents et très-coûteux : les routes mêmes, beaucoup trop rares, offraient peu de sûreté aux voyageurs, et il n'y avait, pour ainsi dire, aucune police organisée dans le royaume ; les campagnes étaient infestées de brigands et les aventures des grands chemins étaient un des textes les plus habituels des entretiens journaliers.

Difficulté des communications

Durant la plus grande partie de ce siècle, une portion considérable de la haute aristocratie se tint éloignée de la cour et de la capitale, par esprit d'opposition à la maison de Hanôvre et demeura dans ses châteaux où elle vécut à peu près isolée et sans culture, étrangère à tous les progrès, livrée aux occupations rurales et partageant ses loisirs entre la table et la chasse. Ce fut plus tard, et après l'avénement de Georges III, que la plupart de ces anciennes familles aristocratiques reparurent à Londres où leurs membres se mêlèrent, soit dans les salons ou à la cour, soit dans les clubs et autres lieux publics, à tout ce qui tenait un rang distingué dans les armées de terre et de mer, dans l'administration, dans la politique et dans les lettres. Les traditions aristocratiques subsistaient cependant : le respect populaire était acquis à un sang illustre, et l'orgueil d'une haute origine ou d'une grande position sociale héréditaire maintenait, dans plusieurs cercles du monde élégant, l'exclusion rigoureuse des enrichis ou des parvenus; mais partout ailleurs les barrières s'a-

Rapprochement des diverses classes.

baissèrent et presque toutes les portes s'ouvrirent devant les hommes qui se recommandaient par la richesse ou par la notoriété publique : les institutions comme les mœurs triomphèrent ainsi le plus souvent des obstacles créés par l'amour-propre ou par la vanité [1]. Vers la fin du XVIII[e] siècle et au commencement de celui-ci, on vit se multiplier les associations fondées pour des œuvres d'utilité publique, de religion et de charité; et les membres de l'aristocratie, qui de tout temps s'étaient mêlés aux

1. Malgré la fusion des classes en Angleterre, on remarque, dans la société anglaise en général, des prétentions aristocratiques excessives : il y a là une contradiction plus apparente que réelle. Dans toute société régulière, le rapprochement entre les diverses classes, quelque étroit qu'on le suppose, laissera toujours une large part de considération et de légitime influence a l'illustration du sang indépendamment de tout privilége légal. L'honneur des familles historiques étant le patrimoine du pays auquel elles appartiennent, si ces familles tiennent, par une de leurs branches, a la plus haute sphère sociale, tandis que toutes leurs autres branches ont pris racine dans les couches inférieures de la nation, après un certain temps, le nombre de ceux qui, à des titres divers, pourront prétendre à une part directe dans ce glorieux patrimoine deviendra infini. La société où les familles seront ainsi mêlées présentera un caractère tout particulier : on n'y verra point une tendance funeste à tout niveler, en abattant les cimes supérieures, on y reconnaîtra une disposition contraire, on y verra croître en l'absence de toute barrière légale, un désir immodéré de s'élever soi-même, s'il était possible, au niveau des vieilles sommités sociales, de s'y rattacher par le lien traditionnel du sang, ou par des alliances de familles (connexions) ou même enfin par des prétentions chimériques. Telle est la tendance générale en Angleterre, tendance poussée quelquefois jusqu'au plus ridicule excès, mais qui lutte heureusement contre l'estime trop grande qu'on y fait de la richesse, contre le triste culte de l'argent ou de la fortune. Ainsi se concilient les judicieuses observations de M. Hallam sur la fusion des classes en Angleterre avec les fines et mordantes remarques de M. Edouard Lytton Bulwer sur les prétentions aristocratiques de toutes (*a*), et ainsi s'explique ce mot profond de lord Macaulay : *L'aristocratie de l'Angleterre est la plus démocratique et sa démocratie la plus aristocratique de l'univers* (*b*).

(a) *England and the english*, c. II.

(b) *Histoire d'Angleterre depuis l'avénement de Jacques II.*

hommes des classes moyennes, soit par les intérêts politiques dans les meetings ou assemblées populaires et dans le parlement, soit par le négoce et par les alliances, se rapprochèrent encore d'eux dans toutes ces œuvres entreprises en commun par la noble émulation du bien.

Ce temps vit naître quelques sociétés littéraires qui contribuèrent aussi au rapprochement des distances entre les différentes classes. On compta, dans le nombre, plusieurs sociétés de femmes du grand monde où étaient admis les hommes connus par leur esprit ou par leurs succès, et l'on donna indistinctement à ces réunions le nom de *blue stockings clubs* (clubs de bas-bleus) [1].

Affaiblissement des études.

Déclin des universités.

Londres fut le centre et le principal foyer de cette activité intellectuelle durant toute la première partie du règne de Georges III; les études classiques étaient presque partout ailleurs abandonnées, quoique plusieurs hommes éminents continuassent à s'illustrer par leurs productions dans les lettres et dans les sciences, et il fallut attendre jusqu'à la dernière année du siècle pour voir ces études, dans les universités célèbres de Cambridge et d'Oxford, se relever du discrédit profond où elles étaient tombées [2]. Le délaissement presque général des

1. Le biographe Boswell nous a transmis l'origine de ce mot qui vaut la peine d'être rapportée : « Vers l'année 1781, dit-il, l'un des membres les plus distingués de ces sociétés où les femmes conversaient dans des réunions du soir avec les lettrés et les gens d'esprit, était M. Stillingfleet dont le costume était rigide et remarquable surtout par des bas bleus qu'il portait constamment. Sa conversation avait tant de charmes que son absence était toujours vivement regrettée : Nous ne pouvons rien faire, disait-on, sans les *bas bleus* : nom qui lui demeura et qui devint peu à peu celui de cette société littéraire. Boswell, *Vie du docteur Johnson*.

2. On peut lire à ce sujet des anecdotes très-curieuses dans l'ouvrage de lord Mahon, souvent cité, vol. VII, c. LXX

lettres, malgré beaucoup d'honorables exceptions, joint au relâchement du lien religieux dans l'Eglise établie, eut pour les mœurs publiques des conséquences très-funestes. Une portion considérable de la société la plus choisie s'abandonna sans frein aux jouissances du luxe, et se précipita dans tous les excès de la table et du jeu avec un emportement dont en Angleterre, les mœurs du siècle présent ne donnent plus aucune idée [1]. Si telles étaient alors les habitudes et les mœurs d'une grande partie du monde élégant, elles étaient beaucoup plus grossières sans être meilleures dans la sphère si vaste des classes pauvres où l'influence bienfaisante des institutions religieuses et charitables n'avait pas encore pénétré : le vice y empruntait un caractère particulier à l'énergie naturelle de la race bretonne et anglo-germanique. Les hommes s'y montraient, à un degré qui étonne aujourd'hui, insensibles aux souffrances de leurs semblables, prompts à s'abrutir dans l'ivresse, enclins aux querelles sanglantes, et passionnés pour les jeux cruels, pour les combats de coqs et d'animaux sauvages, et plus encore pour les luttes féroces des boxeurs, successeurs vulgaires des gladiateurs antiques.

Excès du jeu.

Rudesse des mœurs populaires.

Les mœurs brutales et sauvages d'une grande partie de ces classes furent adoucies, dit-on, par les grands pro-

1. Le célèbre Charles Fox est peut-être le plus frappant exemple de l'excès où l'homme peut être entraîné par la passion du jeu. Ses dettes ainsi contractées atteignirent un chiffre prodigieux, et il en coûta à lord Holland pour libérer son fils cent quarante mille livres sterling (trois millions cinq cent mille francs) de son patrimoine. Voyez la remarquable étude sur Fox, par M. Charles de Rémusat. *L'Angleterre au dix-huitième siècle*, t. II, p. 468.

grès de l'industrie manufacturière sous Georges III : elles le furent davantage par l'action spontanée de quelques hommes doués d'un zèle apostolique pour le bien de l'humanité, au premier rang desquels nous citerons Robert Raikes, fondateur des écoles chrétiennes du dimanche [1], et Jean Howard, le réformateur des prisons, foyers infects et pestilentiels, non moins funestes à la santé de l'âme qu'à celle du corps. L'impulsion donnée par ces deux hommes excita une émulation généreuse au sein d'un peuple accoutumé à chercher toutes ses ressources en lui-même. On vit alors, sous l'influence vivifiante d'un nouveau réveil religieux, se fonder toutes ces associations pieuses et charitables, dans lesquelles beaucoup de personnages éminents du monde aristocratique et politique rivalisèrent avec une foule d'hommes de toute condition et de tout rang, pour soulager, instruire et moraliser les classes inférieures. Ce mouvement religieux et philanthropique dont l'heureuse initiative est à bon droit revendiquée par l'Eglise d'Angleterre [2], appartient presque tout entier à la seconde partie du règne de George III, à la fin du dix-huitième siècle et aux premières années du dix neuvième. Son but, à en juger par les résultats, fut beaucoup moins spéculatif que pratique : le moment n'était pas encore venu, pour les uns, de ramener l'Eglise anglicane à la tradition Ro-

Ecoles du dimanche et autres œuvres de religion et de charité.

1. Robert Raikes eut des imitateurs dans tous les comtés de l'Angleterre, et l'illustre Adam Smith a rendu ce magnifique témoignage à son œuvre : « Aucun plan, dit-il, n'a fait espérer un heureux changement dans les mœurs avec autant de simplicité et de facilité depuis les jours des apôtres. » Lewis Pray, *Histoire des écoles du dimanche*.

2. Il eut pour auteur, au sein de l'Église établie, le parti connu sous le nom de parti évangélique.

maine, pour les autres, d'agrandir dans la théologie la part de la conscience et du sens rationnel.

De grands périls menaçaient la société à l'époque où s'arrête cette histoire : les théories révolutionnaires du continent, dans lesquelles des principes équitables et généreux se confondaient avec des doctrines subversives de tout ordre social et chrétien, avaient pénétré au sein de la société anglaise ; elles étaient, pour les hautes classes, moins un objet de sympathie qu'un sujet d'observation inquiète et même d'effroi [1], et elles n'y étaient goûtées que dans un cercle très-restreint : leur contagion ne paraissait pas non plus à craindre dans la majeure partie des classes moyennes qui sont la véritable force de l'Angleterre et où la religion, la morale et les plus saines traditions n'ont jamais perdu leur empire : mais dans la portion de ces classes où les avantages des institutions politiques, civiles et religieuses étaient moins sensibles que leurs vices ou leurs abus, comme dans plusieurs sectes dissidentes, et en particulier dans celle des unitaires, les doctrines révolutionnaires et républicaines comptaient de nombreux adeptes : le danger était beaucoup plus grand encore dans les régions inférieures de la société où les privations étaient cruelles et où la souffrance rendait les âmes avides de nouveautés : là circulaient comme autant de matières inflammables une foule d'écrits anarchiques, là des tribuns populaires excitaient les espérances de la

Influence en Angleterre des théories révolutionnaires du continent.

1. Il faut lire à ce sujet d'intéressants détails (*passim*) dans le journal (diary) de Mme d'Arblay. On y voit combien Fox et ses amis qui applaudissaient à la révolution française excitaient de plus en plus l'indignation dans les cercles du grand monde, à mesure qu'on approchait en France du règne de la terreur.

multitude en flattant ses passions; là enfin s'ouvraient des clubs menaçants et s'organisaient des sociétés affiliées aux sociétés révolutionnaires de France [1]. Tel était l'état des esprits et des choses en Angleterre lorsque, rappelé au sentiment du péril par l'ébranlement de l'Europe et par les victoires de la révolution française autant et plus peut-être que par ses crimes, Pitt sortit de ses voies libérales et pacifiques et tendit à l'excès tous les ressorts du gouvernement de son pays, pour résister à la pression du dehors comme pour refouler le débordement intérieur.

1. Cette disposition à la révolte était loin cependant d'être générale dans les classes ouvrières : à Birmingham, en 1791, le célèbre docteur dissident Priestley, connu par ses opinions démocratiques et républicaines, faillit être victime d'un redoutable soulèvement populaire contre les dissidents et les partisans de la révolution française.

CONCLUSION.

Mon œuvre est faite : j'ai écrit l'histoire de l'Angleterre depuis l'époque antérieure à l'ère chrétienne, où sur l'île de Bretagne encore à peu près inconnue, erraient quelques peuplades sauvages aussi barbares que le sont aujourd'hui les naturels de l'Océanie, jusqu'au temps, si voisin du nôtre, où marchant avec la France à la tête des nations civilisées, l'Angleterre étend déjà son empire en Orient et en Occident, répand sa population sur tous les points du globe, et se montre justement fière de son génie, de sa puissance, de sa richesse et des institutions qui ont concouru, pour une si large part, à sa grandeur et à sa prospérité.

Pour me guider dans ce long travail, à travers les âges, j'ai suivi la longue chaîne souvent interrompue, jamais complétement brisée, des grandes institutions sur lesquelles repose la constitution d'Angleterre : je me suis efforcé de faire connaître celle-ci en historien plutôt qu'en légiste, et je n'ai essayé ni d'en présenter au lecteur un tableau d'ensemble, ni d'en faire, pâle imitateur de Montesquieu, une savante et minutieuse analyse. Fidèle à mon objet spécial, j'ai tracé l'histoire des institutions politiques de l'Angleterre simultanément avec

celle des événements; je les ai prises à leur source, je les ai étudiées dans leur action, j'en ai montré les principaux fruits. Je me suis attaché, en suivant leurs développements successifs, à bien faire reconnaître ce qui est le caractère propre de la constitution anglaise, ce qui la distingue si essentiellement des constitutions des autres peuples libres ou qui ont aspiré à l'être; j'ai montré qu'elle n'a point été faite d'un jet, d'après des modèles connus, ni basée *à priori* sur des principes rationnels et généraux, mais que sa formation a été lente et graduelle, établie sur la coutume, subordonnée toutefois aux temps et aux circonstances, semblable aux digues opposées sur des terrains mouvants, selon les périls et les besoins de chaque jour, à l'Océan ou à ses fleuves.

J'ai fait voir également que, si la méthode est complétement absente dans la rédaction de cette longue suite de coutumes, de lois et de statuts dont l'ensemble forme les principaux anneaux de la constitution anglaise [1], l'unité se rencontre du moins dans l'objet comme dans le génie des législateurs. Toutes ces institutions, depuis les lois saxonnes et la grande charte de 1215, jusqu'à la pétition des droits, à l'acte d'établissement de 1701 et aux principaux statuts qui en ont découlé, tendent au même but et sont inspirées par un même esprit : elles révèlent, dans leurs auteurs, une âme libre et fière, le culte de la tradition tempéré par le besoin du progrès, le

1. On ne saurait dire où commence et où finit cette constitution, et à parler proprement, elle consiste dans l'ensemble général des lois du pays, comme l'indique Blackstone à la fin de son grand ouvrage. *Commentaire sur les lois anglaises*, liv. IV, chap. 33.

respect des supériorités légitimes uni au sentiment de la dignité humaine et du droit individuel, la haine de l'oppression, la volonté immuable de dérober la personne et la fortune de tous à la tyrannie, soit du prince, soit de la multitude.

Renfermant, dans un espace limité, un sujet immense, j'ai reconnu, ici surtout, combien il est plus difficile à l'historien de se contenir que de se répandre : il m'a fallu faire de grands efforts pour conserver aux faits, en les resserrant, l'intérêt qu'ils comportent, et pour me restreindre dans les détails, tout en donnant l'étendue nécessaire aux vues d'ensemble et aux considérations générales. Le plan que j'ai suivi, cessait de convenir pour la période révolutionnaire où je m'arrête, et dont l'histoire, pour être comprise, demande un cadre très-différent. Mais, durant cette période presque contemporaine, de vives clartés jaillissent des débats du parlement pour l'appréciation de la constitution anglaise : leurs résultats, complétés par ceux des débats parlementaires de l'époque suivante jusqu'aux temps actuels, nous apprennent tout ensemble ce qu'il y a de force et de puissance dans cette constitution pour comprimer, comme pour affranchir, les abus qui sont inséparables, et dans quelle mesure elle participe aux imperfections de toutes les choses humaines.

Quel étonnant spectacle présente le gouvernement britannique dans sa lutte gigantesque contre la Révolution et l'Empire ! Exerçant, pour les combattre, une sorte de dictature, avec le concours du parlement et de l'opinion, habile, infatigable, à coaliser l'Europe et à soudoyer ses armées, plus résolu, plus indomptable après

chaque nouvelle défaite, on le voit ainsi, durant vingt années, dans la personne de Pitt et des hommes formés à son école, des Addington, des Portland, des Perceval, des Liverpool, des Castlereagh, incliner, en s'appuyant sur l'église et sur le trône, aux passions religieuses et politiques des torys, s'armer de pouvoirs redoutables, briser les résistances par la suspension légale des plus précieuses garanties de la liberté individuelle, et repousser toute réforme équitable, soit en maintenant les vieux abus du système électoral et les lois prohibitives sur les subsistances, soit en refusant toute concession aux dissidents, aux catholiques et à l'Irlande : mais on le voit aussi, et dans le même temps, accumuler des forces prodigieuses pour la défense commune, obtenir de toutes les classes des sacrifices inouïs, multiplier enfin les ressources de l'Etat au delà de toute prévision, en faisant appel à des sentiments d'une incalculable énergie, au patriotisme, à l'intérêt commercial, à la haine de l'étranger, à l'effroi pour les principes anarchiques de la révolution, comme pour le despotisme militaire sous lequel fléchissait l'Europe.

Il y a, ici, matière pour l'admiration comme pour le blâme, et si la permanence était acquise à un tel ordre de choses, les avantages obtenus seraient peut-être payés d'un trop haut prix. Mais c'est un des caractères propres aux institutions de la Grande-Bretagne que le mal, dans quelque proportion qu'il y soit mêlé, n'y est le plus souvent que transitoire : il se manifeste surtout dans les temps de crise lorsqu'il arrive qu'une seule partie ou une seule classe de la nation devient complétement dominante à l'exclusion des autres, il cesse,

ou tend à s'affaiblir dans les temps réguliers où tous les intérêts du pays représentés au sein du parlement obtiennent satisfaction légitime [1].

Après l'apaisement des passions surexcitées pendant la guerre contre la révolution et l'empire, l'élévation de Canning en 1822 au poste de ministre des affaires étrangères fut, pour le peuple anglais, le point de départ d'une ère nouvelle [2], et, dans les vingt-huit années suivantes, les grands intérêts en souffrance et si longtemps méconnus eurent tous, soit au sein du parlement, soit dans la nation, d'éloquents et victorieux interprètes : Brougham, Mackintosh, O'Connel, lord John Russel, lord Grey, Cobden, Peel enfin, plaidèrent successivement leur cause et la firent triompher. Durant ce quart de siècle, les dissidents furent relevés de leurs incapacités légales, les catholiques furent émancipés; l'Irlande si longtemps opprimée, et pour laquelle l'Angleterre a fait de nos jours des sacrifices immenses et expiatoires, obtint une égalité complète avec la Grande-Bretagne dans sa législation religieuse, politique et commerciale, l'es-

1. De tout temps et surtout depuis la réforme de 1832, dans la composition de la chambre des communes, le législateur a eu pour objet beaucoup moins la représentation des individus que celle des intérêts : cette vérité importante a été parfaitement mise en lumière par M. A. Lefèvre Pontalis, dans son article sur les élections de l'Angleterre en 1857 ; travail remarquable où se révèle un sens droit et pratique uni à des vues elevées et libérales. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai et 1er juillet 1857.

2. Les torys cependant demeurèrent en place jusqu'à la dissolution du parlement en 1826. Ils possédèrent ainsi le pouvoir douze années encore après le rétablissement de la paix. « Les périls dont l'Angleterre s'était vue menacée n'existaient plus, dit M. Guizot, et les causes qui l'avaient portée à tendre fortement les ressorts du pouvoir s'étaient évanouies ou grandement atténuées mais les effets survivent longtemps aux causes, etc. » *Etude sur sir Robert Peel*, p. 10.

clavage fut aboli dans les colonies anglaises, le dangereux et pernicieux système adopté pour l'entretien des pauvres subit une réforme complète, les lois de navigation furent abrogées, les monopoles révoqués, toute entrave à la libre circulation des céréales fut supprimée et la prohibition disparut dans le tarif des douanes anglaises. Ces grandes réformes, à la plupart desquelles l'aristocratie territoriale s'était longtemps opposée, s'accomplirent avec son concours quand l'heure en fut venue : elles manifestèrent, dans la société anglaise, les irrésistibles progrès d'un esprit nouveau, et, tandis que jusqu'alors les intérêts aristocratiques avaient eu la prépondérance dans l'État, ceux de la démocratie commencèrent à prévaloir dans la société, dans le parlement et dans les conseils de la couronne [1]. Cette influence nouvelle de la démocratie sur la direction générale des affaires amena la décomposition des deux partis célèbres qui, en se faisant contrepoids l'un à l'autre, et en se surveillant mutuellement, avaient préservé la nation de beaucoup d'excès et dont la salutaire rivalité fut considérée cent soixante ans comme la sauvegarde du pays. Ils se mêlèrent et se transformèrent en se confondant : révolution toute pacifique, accomplie dans les mœurs avant d'être manifestée dans les lois, féconde jusqu'à présent en avantages incontestables, pour la grande ma-

1. La démocratie n'a point en Angleterre la signification qu'on lui donne en général sur le continent. Nous avons dit déjà que, par les intérêts aristocratiques, il faut entendre surtout les intérêts territoriaux et ceux du petit nombre de familles puissantes entre lesquelles la majeure partie du sol est divisée; les intérêts de la démocratie anglaise sont, par opposition, et plus particulièrement ceux de l'industrie, du commerce et de la richesse mobilière.

jorité du peuple anglais, mais inséparable aussi de nombreux périls. Ceux-ci deviendraient sérieux si, dans l'administration des affaires du public ou de l'État, l'intérêt individuel étouffait l'intérêt national, si, dans le fond des consciences, au spiritualisme chrétien était substitué je ne sais quel étroit positivisme, quel triste culte de l'utile qui n'est autre chose que le culte des biens matériels, si la démocratie anglaise s'égarait jusqu'à poursuivre, sous les fallacieuses apparences d'une liberté plus complète, le fantôme d'une égalité destructive de la civilisation et de la liberté même [1], si enfin pour règle dans la politique intérieure ou étrangère, les chefs et les législateurs du pays fermaient l'oreille à la voix de l'opinion éclairée sur ses intérêts véritables, pour écouter les confuses rumeurs d'une foule aveugle, et pour fléchir sous la brutale pression du nombre. Mais l'Angleterre alors ne serait plus l'Angleterre, sa constitution périrait non sans péril pour la civilisation du monde, et la nation serait poussée vers les abîmes avec une rapidité proportionnée à son énergie même.

Le peuple anglais a comme tous les peuples un compte sévère à rendre devant l'histoire : je n'ai déguisé ni les erreurs, ni les criminelles violences auxquelles trop souvent il s'est laissé entraîner, soit par ses préjugés et ses défauts naturels, soit par les imperfections mêmes de ses institutions : celles-ci sont de ces choses dont, selon l'expression antique, il faut payer le prix aux dieux, et elles n'ont pu sans doute ni le retenir sur toutes les

1. C'est le plus grand péril des sociétés modernes, et l'écueil que l'Amérique n'a pas suffisamment évité.

pentes coupables, ni fermer toutes ses plaies : mais elles ont concouru, dans une large mesure, à tout ce qu'il a fait de bien et de grand; elles ont développé les meilleures tendances de son caractère et de son génie ; elles ont nourri, dans la partie la plus saine de la population, le patriotisme, l'esprit public, l'activité laborieuse, la sève des vertus religieuses et civiles : elles ont élevé au plus haut degré la puissance de l'État, sans rien ôter à l'énergie individuelle [1]. Est-ce à dire que ces institutions soient à copier servilement ailleurs, ou à transporter partout comme ces plantes étrangères qui s'acclimatent sous les latitudes les plus diverses? J'aurais été bien mal compris, et c'est un besoin pour moi, en terminant, de dire ici toute ma pensée. Si la liberté [2] a fleuri particulièrement sur le sol anglais, il est facile de signaler quelques-unes des causes nombreuses et exceptionnelles de ce phénomène : l'Angleterre le doit à sa position maritime et insulaire, à la puissance de ses convictions religieuses [3], à ses traditions qui s'allient avec

1. On ne lira point sans intérêt le témoignage que rendait à l'Angleterre, il y a un demi-siècle, un des hommes les plus excellents d'une nation rivale, à la veille d'une guerre entre les deux pays : « Il faut, dit l'américain Channing, juger principalement du caractère de la nation anglaise par celui de la classe moyenne, plus nombreuse et plus puissante en Angleterre que dans toute autre contrée de l'Europe. C'est là que le christianisme exerce la plus heureuse influence, c'est là que les meilleurs éléments de la nature humaine, la raison, la vertu, la foi religieuse, sont nourris par d'excellentes institutions dont les fruits précieux sont le bonheur domestique, l'ordre social et la prospérité publiques. »

2. J'ai dit, tome III, p. 580, en quoi consiste, selon moi, la vraie liberté.

3. Elles ne sont fortes, on ne saurait trop le redire, que parce qu'elles sont libres. Toute atteinte portée à la liberté de la conscience et des cultes, quand ceux-ci n'offensent point la morale, ne profite qu'à l'irreligion et au vice.

le progrès, aux éléments homogènes de sa population, aux liens étroits qui unissent son aristocratie et sa démocratie, liens puissants, resserrés par une communauté d'action et d'intérêts durant une longue suite de siècles, elle le doit enfin aux fortes qualités de sa race développées par une multitude de circonstances propices.

Les institutions libres peuvent s'établir sous des formes diverses et dans des conditions très-différentes, comme on le voit aux États-Unis [1] et dans les contrées de l'Europe où elles subsistent : mais pour qu'elles soient durables, deux conditions sont partout et invariablement requises, soit que le peuple s'abrite sous un sceptre, soit qu'il se constitue en république : il faut, qu'il se montre par ses lumières, par sa religion, par son esprit public et ses mœurs au niveau de ses institutions : il faut, d'autre part, que les grands pouvoirs de l'État se fassent mutuellement contre-poids [2]. Si l'une ou l'autre de ces conditions vient à faillir; si, au sommet de l'Etat,

1. Qui aurait jamais songé, par exemple, à transporter en Amérique les lois qui établissent les substitutions et les droits de la primogéniture, véritables clefs de voûte de la constitution de la société en Angletere, et causes puissantes de la prodigieuse expansion de la race anglaise dans le monde entier. — J'engage à lire à ce sujet un très-remarquable article de M. Arthur Dudley, *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1858. Dans mon *Histoire des quatre conquêtes de l'Angleterre*, j'ai examiné à sa source, chez les Danois, l'institution du droit d'aînesse, et, il est très-remarquable que, de cette institution, cause au moyen âge de tant de ruines, soient sortis plus tard de puissants moyens de civilisation daus les deux mondes.

2. La constitution des Etats Unis offre aux yeux la preuve la plus frappante que cet équilibre peut et doit être maintenu dans des conditions en harmonie avec l'état particulier des sociétés humaines. Elle a résolu le problème au moyen de la haute cour de justice et de la belle institution du sénat, gardien jaloux des droits des Etats. Cette constitution lutte puissamment contre les dangers propres à cette grande république, et je suis de ceux qui voient en

le pouvoir n'arrête le pouvoir [1], si, au cœur de la nation, la vie religieuse et morale sommeille et si l'esprit public s'éteint, cette nation n'aura, dans son existence intérieure, qu'une indépendance illusoire ou précaire; en vain se dirait-elle émancipée pour avoir délégué librement l'autorité souveraine à une foule de représentants ou à un chef unique [1]; vainement porterait-elle aux extrémités du monde sa civilisation, ses drapeaux et sa gloire; vainement enchaînerait-elle l'univers; elle ne sera point véritablement libre : et si la fortune ou quelque tempête jette un jour la liberté sur ses rivages, celle-ci n'y poussera point des rameaux vigoureux, elle n'y sera pas ce chêne vénérable à l'ombre duquel reposent, dans leur force, pasteurs et troupeaux; elle y sera ce tronc desséché que l'Europe a vu, aux jours néfastes, se dresser sur ses places publiques, bois stérile et mort, sans feuillage comme sans racines.

elle un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. J'engage à lire, pour l'étude de ses nombreux ressorts et de leur savant mécanisme, outre le beau livre *De la Démocratie en Amérique*, par M. de Tocqueville; les *Discours et opinions de feu J. C. Calhoun*, vice-président des Etats-Unis. New-York, in-8.

1. Les pouvoirs dit Montesquieu, devraient ainsi former un repos ou une inaction, mais comme, par le mouvement naturel des choses, ils sont contraints d'aller, ils seront forcés d'aller de concert. *Esprit des lois*, l. XI, c. VI.

2. C'est l'erreur capitale de Rousseau et de son école.

FIN.

APPENDICE.

Résumé chronologique pour servir de complément à l'*Histoire d'Angleterre*, depuis 1788 jusqu'à l'avénement de la reine Victoria.

1788. Ouverture du procès de Warren Hastings, accusé par les communes d'Angleterre devant les pairs du Royaume-Uni. — Traité d'alliance défensive entre la Grande-Bretagne, la Prusse et la Hollande. — Premier accès d'aliénation mentale de Georges III. — Bill de régence présenté par Pitt, à l'effet de faire désigner le régent par le parlement et de limiter ses pouvoirs.

1789. Adoption du bill de régence par la chambre des communes, malgré l'opposition de Fox et des whigs. — Retour du roi à la santé. — Ouverture des états-généraux en France. — Débats fameux de l'Assemblée constituante. — Prise de la Bastille et abolition des priviléges. — Retentissement profond de ces événements en Angleterre. — Séance célèbre de la Société de la révolution à Londres et discours du docteur Price à la glorification de la révolution française. — Adresse de félications de cette Société à l'Assemblée constituante. — Journées d'octobre à Versailles, Louis XVI et sa famille conduits par le peuple à Paris. — Convention de l'Escurial et conces-

sions importantes faites par l'Espagne à l'Angleterre pour ses relations commerciales avec l'Amérique du Sud.

1790 Traités d'alliance offensive et défensive conclus par lord Cornwallis, gouverneur de l'Inde anglaise, avec les Mahrattes et avec le vice-roi de Deccan, contre Tipoo-Saëb. — Commencement des hostilités, succès de Tipoo-Saëb. — Premiers débats dans la chambre des communes entre Fox et Burke au sujet de la révolution française. — Importantes publications faites en Angleterre et relatives à la révolution, les *Réflexions* de Burke, les *Droits de l'homme*, par Thomas Payne, la *Vindiciae gallicanae*, par Mackintosh, etc. — Dissolution du parlement, élections générales.

1791 Etablissement, par acte du parlement, sur la côte d'Afrique, de la colonie de Sierra Leone, pour les noirs. — Bill pour la constitution politique et administrative du Canada, discussion mémorable à ce sujet et hommage éclatant rendu par Fox, en cette occasion, aux principes et aux actes de la révolution française. — Réponse de Burke et sa rupture avec Fox.— Scission profonde, à la suite de cette rupture, parmi les whigs, dont une partie se rallie avec Burke au gouvernement. — Adoption d'un bill par lequel sont affranchis de toute pénalité les catholiques qui prêtent serment contre le droit que réclame le pape de déposer les souverains. — La révolution française poursuit son cours. — Organisation de tous les corps de l'Etat et de la France entière sur des bases toutes nouvelles. — Première émigration. — Le roi de Prusse et l'empereur forment à Pilnitz la première coalition contre la France. — Clôture de l'Assemblée constituante et ouverture de l'Assemblée législative. — Propagation des doctrines révolutionnaires en Angleterre. — Affiliation des clubs anglais avec celui des Jacobins. — Protestation révolutionnaire du docteur Priestley. — Emeute contre-révolutionnaire à Birmingham. — Suite de la guerre dans l'Inde contre Tipoo-Saëb.

1792 Débat et adoption du bill célèbre de Fox (*libel bill*) pour rendre le jury arbitre, quant au droit et quant au fait, en matière de presse.—Guerre entre la France et les puissances coalisées. — Le peuple aux Tuileries, massacre des Suisses et chute de la monarchie française au 10 août. — Rappel de l'ambassadeur d'Angleterre. — Invasion des armées étrangères en France. — Massacres de septembre à Paris. — Les Prussiens sont battus à Valmy. — Ouverture à Paris de la Convention nationale et proclamation de la république. — Victoire des Français à Jemmapes et conquête de la Belgique. — Pitt se décide à combattre la révolution ainsi que la propagation de ses principes dans le royaume. — Préparatifs de guerre. — Adoption par le parlement du bill qui donne aux ministres un pouvoir discrétionnaire à l'égard des étrangers (*alien bill*). — Fondation et organisation de nombreuses sociétés révolutionnaires en Angleterre et en Irlande. — Suite de la guerre dans l'Inde contre Tipoo-Saëb.

1793 Siége de Seringapatam par lord Cornwallis et ses alliés; capitulation de Tipoo-Saëb, qui cède la moitié de son empire; paix conclue dans l'Inde. — Procès et supplice de Louis XVI. — Soulèvement de l'Europe qui se coalise contre la France. — L'Angleterre entre dans cette seconde coalition. — Guerre déclarée par la Convention à l'Angleterre. — Soulèvement de la Vendée et d'une grande partie de la France contre la Convention. — Chute des girondins et règne de la Terreur. — Dangereuse association des Irlandais unis. — Opérations militaires et succès des armées républicaines. — Première campagne et échec des Anglais, sous le duc d'York, en Flandre. — Toulon livré aux Anglais et aux Espagnols. — Siége et évacuation de cette place par les coalisés; débuts de Napoléon Bonaparte.

1794 Sociétés secrètes en Angleterre et en Ecosse. — Suspension de l'*habeas corpus* et actes sévères du parlement contre les associations. — Poursuites criminelles du gouvernement en Ecosse, condamnation et exécution des

coupables. — Poursuites semblables en Angleterre, belle défense des accusés par Erskine, le jury les acquitte. — Continuation du régime de la terreur en France. — Opérations militaires. — Succès des Anglais sur mer; ils s'emparent des Antilles françaises et de la Corse. — Grands progrès des armées françaises en Belgique. — Défaite du duc d'York à Turcoing, malheureuse campagne de ce prince en Hollande. — Conquête de la rive du Rhin par la France. — Chute de Robespierre et réaction contre les terroristes.

1795 Campagne d'hiver et conquête de la Hollande par les Français. — Fuite du stathouder. — Alliance de la Hollande et de la France contre l'Angleterre. — Paix de Bâle entre la France et la Prusse, et paix entre la France et l'Espagne. — Grande souffrance du commerce en Angleterre, violente sédition à Londres, accroissement énorme de la dette publique. — Tentative d'assassinat sur Georges III. — Bill de lord Grenville, pour garantir la personne du roi et de ses héritiers. — Bill de Pitt pour fermer les clubs séditieux et soumettre à la surveillance les assemblées populaires, adoption de ces bills. — Motion de Pitt, adoptée par le parlement, pour accorder une subvention de l'Etat au collége établi à Maynooth, en Irlande, pour l'éducation des prêtres catholiques. — Mariage du prince de Galles avec la princesse Caroline de Brunswick. — Expédition désastreuse des Français émigrés et des Anglais à Quiberon. — Prise de la plupart des colonies hollandaises par les Anglais. — Promulgation de la constitution de l'an III, en France, clôture de la Convention nationale. — Etablissement du Directoire, ouverture du Conseil des anciens et du Conseil des Cinq-Cents.

1796 Préparatifs formidables des Français pour une descente en Irlande et dispersion de leur flotte par la tempête. — Evacuation de la Corse par les Anglais. — Immortelle campagne de Napoléon Bonaparte en Italie et désastres des armées autrichiennes. — Avortement d'une

mission donnée à lord Malmsbury, pour traiter de la paix avec le Directoire. — Emprunts énormes du gouvernement anglais pour solder la coalition. — Débats violents dans les communes au sujet de la la guerre avec la France.

1797 Révolte d'une partie de la flotte anglaise et apaisement de la sédition. — Crise financière en Angleterre et défense faite à la banque de continuer ses payements en numéraire. — Victoires navales de sir John Jarvis sur les Espagnols au cap Saint-Vincent et de l'amiral Duncan sur les Hollandais à Camperdown. — Seconde et victorieuse campagne des Français sous Bonaparte en Italie. — Paix entre la France et l'Autriche à Campo-Formio. — Ouverture du congrès de Radstadt. — Troubles en Ecosse apaisés par les armes. — Nouveaux plans financiers de Pitt et accroissement énorme des taxes personnelles.

1798 Les Français font la conquête de la Suisse et s'emparent de Rome. — Etablissement de la république helvétique. — Captivité du pape Pie VI. — Nouvelle menace d'une invasion en Angleterre. — Le parlement adopte le bill pour la réunion de la milice sous les armes et celui qui autorise les propriétaires à racheter la taxe territoriale (*land tax*), adoption du bill présenté par Pitt et qui établit sur le revenu un impôt de dix pour cent. — Grands troubles en Irlande. — L'Union irlandaise négocie en France avec le Directoire. — Insurrection de l'Irlande, mal secondée par la France. — Succès et revers des insurgés, supplices. — Expédition d'une armée française sous Bonaparte en Egypte. — Destruction de la flotte française par Nelson à Aboukir. — Nouvelle coalition européenne formée par l'Angleterre contre la France. — Traités d'alliance avec la Russie, avec la Turquie et le roi de Naples. — Conquête du royaume de Naples par les Français.

1799 Bill présenté par Pitt aux communes pour la complète réunion de l'Irlande à l'Angleterre, avec un seul parle-

ment pour les deux pays. — Bill restrictif adopté touchant le droit d'association et de réunion. — La flotte anglaise, sous Nelson, paraît devant Naples, capitulation de la ville et sanguinaires vengeances des royalistes autorisées par Nelson. — Campagne des Anglais réunis aux Russes en Hollande, leur défaite à Berghen, par le général Brune, les Anglais s'emparent de la flotte hollandaise et couvrent la Hollande. — Victoires des Français en Egypte. — Expédition de Bonaparte en Syrie et belle défense de Saint-Jean d'Acre, par sir Sydney Smith. — Retour de Bonaparte en France, où il fait la révolution de brumaire et devient premier consul. — Brillante campagne des Anglais dans l'Inde sous la direction du gouverneur général lord Wellesley, prise de Seringapatam, mort de Tipoo-Saëb, et partage du royaume de Mysore.

1800 Adoption du bill pour la complète réunion de l'Irlande à la Grande-Bretagne. — Convention d'El-Arish entre Kléber, général en chef de l'armée française en Egypte, le grand visir et sir Sydney Smith, pour l'évacuation de l'Egypte par les Français; cette convention n'est pas reconnue par l'amiral Keith, commandant la flotte anglaise dans la Méditerranée. — Admirables campagnes du premier consul en Italie et du général Moreau en Allemagne; victoires des Français à Marengo et à Hohenlinden. — Paul Ier, czar de Russie, est détaché de la coalition par Bonaparte et devient le chef d'une nouvelle confédération maritime formée par les puissances du nord, Russie, Prusse, Suède et Danemark, contre l'Angleterre, pour la défense de la liberté des mers et du commerce. — Les Anglais enlèvent Malte aux Français.

1801 Première session du parlement uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, sous le titre de parlement impérial. Refus du roi d'émanciper les catholiques irlandais, malgré les engagements pris par ses ministres en vue de la réunion de l'Irlande. — Pitt résigne le ministère et il a, pour successeur à la Trésorerie, M. Addington (plus tard

lord Sidmouth), lord Eldon reçoit le grand sceau. — Descente des Anglais, sous sir Ralph Abercromby, en Egypte, capitulation d'Alexandrie, évacuation de l'Egypte par les Français. — Expédition des Anglais contre le Danemark et bombardement de Copenhague, par Nelson. — Assassinat de Paul I[er] et avénement de son fils Alexandre I[er] au trône. — Traité conclu entre la Russie et la Grande-Bretagne et auquel adhèrent le Danemark et la Suède.

1802 Paix d'Amiens, entre la France et l'Angleterre. — Vives contestations au sujet de cette paix entre la France qui envahit la Suisse et ajoute le Piémont à son territoire, et l'Angleterre qui, au lieu d'observer une clause importante de la paix d'Amiens en restituant Malte aux chevaliers de l'Ordre, continue à l'occuper.

1803 Rupture de la paix d'Amiens et renouvellement des hostilités entre la France et l'Angleterre. — Odieuses violences des deux parts et mépris égal du droit des gens. — Subsides énormes et rétablissement de la taxe sur le revenu (*income tax*). — Levée en masse dans le royaume-uni et armement de quatre cent mille hommes pour la défense des côtes. — Les Français s'emparent du Hanôvre, les Anglais achèvent la conquête des colonies françaises et saisissent les débris de l'armée française envoyée par le premier consul à Saint-Domingue et presque entièrement détruite par la fièvre jaune. — Guerre entreprise et soutenue dans les Indes par le gouverneur général, lord Wellesley, contre trois puissants chefs mahrattes, Holkar, Scindia et le rajah de Behrar ; brillante campagne et victoires décisives remportées sur les Mahrattes par deux armées anglaises sous les ordres l'une de lord Lacke, l'autre de sir Arthur Wellesley, frère du gouverneur général et fameux plus tard sous le nom de lord Wellington, agrandissement considérable du territoire de la compagnie des Indes.

1804 Chute du ministère Addington, rappel de Pitt au pouvoir, entrée de lord Castlereagh dans le cabinet et nomi-

nation de lord Melville (Dundas) au ministère de la marine. — Elévation de Napoléon à l'empire. — L'Italie est érigée en royaume. — Formation du camp de Boulogne et nouveau projet d'une invasion des Français en Angleterre. — Formidables préparatifs de défense. — Enrôlement de trois cent mille volontaires anglais. — Pitt forme contre la France une troisième coalition dans laquelle entrent la Russie, l'Autriche et la Suède. —Odieuse violation du droit des gens à l'égard de l'Espagne, dont les galions sont attaqués par les Anglais sans déclaration de guerre. — Alliance de l'Espagne avec la France contre l'Angleterre.

1805 Lord Castlereagh devient ministre des affaires étrangères. — Combinaisons profondes du plan de Napoléon pour franchir le détroit et transporter une armée en Angleterre, elles avortent par une étonnante coïncidence de circonstances contraires et non prévues. — Belle campagne continentale de Napoléon contre les Russes et les Autrichiens; capitulation d'Ulm, bataille d'Austerlitz et paix de Presbourg avec l'Autriche. — Bataille navale livrée à Trafalgar, par les Anglais, aux flottes combinées de la France et de l'Espagne, victoire et mort de Nelson. — Le Wurtemberg, la Bavière et la Hollande sont érigés en royaume, et Joseph Bonaparte est élevé au trône de Naples.

1806 Mort de W. Pitt. — Formation d'un ministère de transaction, dans lequel entrent lord Grenville, premier lord de la Trésorerie, lord Sidmouth (Addington) et Charles Fox. — Lord Erskine reçoit le grand sceau; lord Howick, dans la suite comte Grey, est nommé premier lord de l'Amirauté, Wyndham, secrétaire de la guerre, et le fils de lord Shelburn, aujourd'hui marquis de Landsdowne, devient chancelier de l'Echiquier. — Napoléon forme sous son protectorat la confédération du Rhin et met fin à l'empire germanique. — Quatrième coalition formée par l'Angleterre, la Russie, la Prusse et la Suède. — Ruine com-

plète de la monarchie prussienne écrasée à Avertaedt et à Iéna. — Napoléon proclame à Berlin son système continental en décrétant le blocus des Iles britanniques. — Le cabinet anglais répond à ce décret par un ordre du conseil privé qui met en état de blocus toutes les côtes françaises et déclare de bonne prise tout navire qui y aura touché. — Prise du cap de Bonne-Espérance par les Anglais. — Mort de Fox. — Procès et acquittement par la chambre des pairs de lord Melville (Dundas), accusé de concussion.

1807 Adoption du bill pour l'abolition de la traite des noirs. — Rejet par le roi du bill pour l'émancipation des catholiques, présenté par les ministres et voté par les deux chambres. — Chute du ministère de lord Grenville et formation du ministère du duc de Portland, dont avec lui deviennent membres principaux, les lords Sidmouth, Hawkesbury, Eldon et Castlereagh, ainsi que MM. Perceval et Canning. — Dissolution du parlement, élections générales. — Campagne sur le continent. — Les Russes sont écrasés à Eylau et à Friedland. — Paix de Tilsitt. — La Saxe et la Westphalie érigées en royaume. — Conventions secrètes du traité de Tilsitt, par lesquelles intimation doit être faite au Portugal, à la Suède et au Danemark de fermer leurs ports aux Anglais et de mettre leurs flottes à la disposition des deux empereurs. — Les Anglais bombardent Copenhague et s'emparent de la flotte danoise. — La Russie proclame la neutralité armée. — Traité de Fontainebleau entre le roi d'Espagne, Charles IV et Napoléon, partage du Portugal, par ce traité entre le roi d'Etrurie et Godoï, prince de la Paix. — Défaite de deux expéditions anglaises l'une devant Buenos-Ayres, l'autre devant Alexandrie. — Une flotte anglaise franchit les Dardanelles et somme le sultan de lui remettre ses vaisseaux ; belle défense de Constantinople par l'ambassadeur français Sébastiani, la flotte anglaise repasse le détroit. — Napoléon veut compléter le blocus conti-

nental en expulsant les Anglais du Portugal, seule contrée du continent où ils sont encore admis; traité de Fontainebleau signé par Napoléon et par le roi d'Espagne Charles IV; partage du Portugal entre le roi d'Etrurie et Godoï, prince de la paix, sous la suzeraineté de Charles IV; invasion du Portugal par une armée française, et embarquement du roi de Portugal et de sa famille pour le Brésil.

1808 Invasion de l'Espagne par les Français et abdication de Charles IV. — Napoléon donne la couronne d'Espagne à son frère Joseph et celle de Naples à son beau-frère Joachim Murat. — Soulèvement des Espagnols et des Portugais. — Disgrâce et capitulation de l'armée française sous le général Dupont à Baylen. — Débarquement d'une armée anglaise en Portugal, sous les ordres de sir Arthur Wellesley. — Victoire de l'armée anglo-portugaise à Vimeiro, suivie de la capitulation de Junot à Cintra, et de l'évacuation du Portugal par les Français; sir Arthur Wellesley est rappelé en Angleterre et sir John Moore commande l'armée. — Une seconde armée anglaise débarque dans la péninsule à la Corogne. — Alliance de Gustave IV, roi de Suède avec l'Angleterre. — Invasion de la Finlande par la Russie qui s'en empare. — Convention d'Erfurt entre Napoléon et Alexandre qui se garantissent leurs usurpations mutuelles. — Napoléon à Madrid, victoires des Français en Espagne.

1809. Cinquième coalition formée contre Napoléon par l'Angleterre et par l'Autriche. — Révolution en Suède; expulsion du roi Gustave IV et couronnement de Charles XIII. — Paix entre la Russie et la Suède. — Décret par lequel Napoléon réunit à la France les Etats de l'Église et la ville de Rome. — Suite de la guerre d'Espagne, retraite de l'armée anglaise. — Bataille de la Corogne, mort de sir John Moore et rembarquement des Anglais. — Victoires des Français en Allemagne à Eckmuhl, à Ratisbonne, à Essling, à Raab, à Wagram. —

Paix de Vienne. — Expédition malheureuse des Anglais en Zélande et grande mortalité de leur armée dans l'île de Walcheren qu'elle évacue. — Les Anglais s'emparent des îles Ioniennes cédées à la France, par la paix de Presbourg. — Continuation de la guerre dans la Péninsule, où sir Arthur Wellesley conduit une nouvelle armée; sanglante et incomplète victoire des Anglais à Talavéra, après laquelle sir Arthur Wellesley est élevé à la pairie avec le titre de lord Wellington. — Défaite des armées espagnoles par les Français; Wellington opère sa retraite sur Badajoz. — Luttes dans le parlement anglais. — Le duc d'York accusé de concussion, se démet du commandement en chef de l'armée, et de semblables accusations sont portées contre plusieurs hauts fonctionnaires de l'administration. — La majorité dans les communes repousse une enquête et arrête les poursuites. — Duel entre lord Castlereagh et M. Canning, membres tous deux du cabinet. — Démission du duc de Portland et dissolution de son administration; M. Perceval devient premier ministre.

1810. Débats prolongés dans le parlement britannique au sujet de la guerre. — Sir Francis Burdett, auteur d'une motion pour la réforme parlementaire et membre libéral des communes, conteste à la chambre, par un écrit virulent, le droit d'emprisonner les citoyens; il est lui-même envoyé à la Tour et devient l'objet d'une ovation populaire. — Grande agitation dans Londres. — Georges III à la suite de la mort de sa fille, la princesse Amélie, est atteint d'un nouvel accès d'aliénation mentale. — Le parlement décerne la régence au prince de Galles avec les restrictions précédemment indiquées dans le bill de 1788. — Le régent, après avoir hésité, et s'être un moment rapproché des whigs, conserve l'administration de son père à la tête de laquelle est M. Perceval. — Nouvelles usurpations de territoire par Napoléon, qui réunit à son empire la Hollande, le Valais, les villes hanséatiques et les côtes de la Baltique jusqu'à l'Elbe. — Soulèvement des

colonies espagnoles contre le roi Joseph et aussi contre les ministres qui gouvernent l'Espagne. — Continuation de la guerre dans la péninsule ; Masséna refoule l'armée anglaise en Portugal et est arrêté par Wellington devant les lignes inexpugnables de Torrès Vedras ; progrès de Soult et de Suchet en Espagne.

1811. Suite de la guerre de la Péninsule. — Retraite de Masséna devant l'armée anglaise ; évacuation du Portugal par les Français ; Masséna est remplacé par Marmont ; opérations plus brillantes que décisives de Soult et de Suchet. — Napoléon, qui après avoir répudié Joséphine a épousé une archiduchesse d'Autriche, obtient par elle un héritier auquel il donne le titre de roi de Rome. — Congrès de Dresde où Napoléon réunit les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, ainsi qu'une multitude de princes; il se voit au comble de sa gloire et de la fortune, mais il échoue dans ses efforts pour rattacher Alexandre à son système de blocus continental que repousse également la Suède. — Grande détresse du commerce en Angleterre et renouvellement de la défense faite à la banque d'opérer les payements en numéraire jusqu'après la conclusion de la paix.

1812. Souffrance extrême du commerce et détresse des populations manufacturières des comtés du nord.— Coalitions des ouvriers qui se soulèvent et détruisent les machines inventées pour la fabrication rapide et à bon marché. — Peine capitale décrétée par la loi contre les coupables et emploi des armes pour soumettre les insurgés. — Le premier ministre, M. Perceval, meurt victime d'un assassinat, acte de vengeance et d'insanité. — Grande crise ministérielle;la question catholique irlandaise de nouveau reproduite et celle de la réforme de la maison royale tiennent éloignés du pouvoir les lords Grey et Grenville et les autres chefs du parti whig. — Le régent conserve la plupart des ministres dans leurs fonctions et lord Liverpool devient

premier lord de la Trésorerie et chef du cabinet. — Charges énormes du budget, soixante deux millions sterling sont demandés pour les divers services de l'Angleterre et de l'Irlande et pour les besoins de la guerre, et le montant de toutes les taxes votées ne s'élève qu'à quarante millions sterling (un milliard de francs) environ; la différence est comblée par des emprunts. — Déclaration de guerre des Etats-Unis contre l'Angleterre elle a pour cause surtout les prohibitions dont les produits américains sont frappés, par suite des ordres imprudents émanés du conseil privé en réponse aux décrets de Napoléon pour le blocus des Iles britanniques. — Echec de deux expéditions des Américains contre le Canada et prise de plusieurs bâtiments anglais par leurs vaisseaux. — Suite de la guerre dans la Péninsule. — Proclamation de la constitution espagnole par les cortès. — Progrès de l'armée anglaise et victoires de Wellington sur Marmont à la journée des Arapyles près de Salamanque. — Napoléon se décide à envahir la Russie. — Sixième coalition et alliance d'Alexandre avec l'Angleterre. — Expédition de Russie; victoires et revers des Français. — Premières défections.

1813. Adresse des chambres au régent pour l'inviter à pousser la guerre d'Amérique avec vigueur. — La princesse de Galles, inculpée pour ses mœurs, est éloignée de la cour par le régent, et s'adresse en vain aux communes pour être rétablie dans les honneurs dus à son rang. — Traité avec la Suède et confirmation par le parlement britannique des conventions de cette puissance avec la Russie qui lui promet la Norwége en échange de la Finlande. — L'opposition, par l'organe de lord Grey, dans la chambre des lords, de MM Ponsonby et Canning dans celle des communes flétrit avec force ce honteux traité. — L'Autriche entre dans la coalition contre Napoléon. — Campagne de Saxe; victoires des Français à Lutzen, à Bautzen et à Dresde. — Convention de Tœplitz; triple alliance signée entre les

empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse. — Désastre des Français à Leipsik ; ils sont ramenés sur le Rhin. — Opérations dans la Péninsule. — Victoire de Wellington sur le roi Joseph à Vittoria. — Retraite de l'armée française dont Soult vient prendre le commandement. — L'armée anglaise arrive aux Pyrénées. — Défection de Murat. — Continuation de la guerre entre l'Angleterre et l'Amérique sans action décisive.

1814. Le roi de Danemark s'unit à l'Angleterre et entre dans la coalition. — Belle campagne de Napoléon en France ; congrès de Châtillon ; conférences pour la paix ; elles sont rompues et Napoléon, vainqueur sur tous les points où il combat, est contraint de céder devant l'immense infériorité du nombre ; marche des alliés sur Paris et de Wellington sur Toulouse. — Bataille de Paris. — Capitulation de Paris et déchéance de Napoléon prononcée par le sénat, abdication de Napoléon à Fontainebleau. — Bataille de Toulouse livrée par lord Wellington au maréchal Soult. — Pertes considérables et très-supérieures des Anglais, retraite de l'armée française. — Louis XVIII rentre en France et commence son règne. — Paix de Paris. — Congrès ouvert à Vienne pour régler le partage de l'Europe. — Continuation de la guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre ; succès des Américains, leur victoire à la Nouvelle-Orléans sur le général Jackson, paix signée entre l'Angleterre et les Etats-Unis. — Troubles graves en Irlande, mesures rigoureuses prises contre les insurgés sanctionnées par le parlement.

1815. Napoléon débarque à Cannes avec quatre cents hommes et marche sur Paris. — Défections successives des troupes envoyées à sa rencontre. — Louis XVIII sort de la capitale, se retire en Belgique et s'arrête à Gand. — Napoléon rentre à Paris et ressaisit l'empire. — Résolutions belliqueuses du congrès de Vienne. — Agitation à Londres et débats dans le parlement sur la guerre ; elle est votée à une forte majorité et les communes accordent

pour la soutenir d'énormes subsides qui s'élèvent à quatre-vingt-dix millions sterling (deux milliards deux cent cinquante millions). — Napoléon entre en campagne contre les armées anglaise et prussienne réunies en Belgique sous Wellington et Blücher. — Napoléon vainqueur à Fleurus, est écrasé à Waterloo. — Il abdique une seconde fois, se rend aux Anglais et est conduit prisonnier sur le roc de Sainte-Hélène. — Les armées alliées occupent la France et Louis XVIII rentre dans Paris. — Second traité de Paris désastreux pour la France. — Récompense nationale votée par le parlement anglais à lord Wellington. — Cherté extrême des subsistances en Angleterre et rejet d'un bill pour l'introduction des blés étrangers dans le royaume. — Sanglantes émeutes à Londres. — Souffrances de l'Irlande.

1820. Mariage de la princesse Charlotte, fille du prince de Galles, régent du royaume, avec le prince Léopold de Saxe-Cobourg, aujourd'hui roi des Belges. — Profonde perturbation dans les affaires commerciales en Angleterre après la paix, par suite de la grande baisse dans le prix des objets manufacturés, chômage des ouvriers et mauvaise récolte de 1816. — Troubles populaires, meetings et clubs démagogiques; le régent est insulté par la populace; tentative d'assassinat sur sa personne. — Aggression des Algériens contre les chrétiens de Bône, insulte faite par le dey au vice-consul britannique; expédition des Anglais contre Alger, commandée par lord Exemouth et à laquelle se joint une escadre hollandaise. — Bombardement d'Alger par les Anglais et les Hollandais; soumission de la ville; le dey fait mettre en liberté les esclaves chrétiens et prend l'engagement de n'en pas faire d'autres.

1817. La princesse Charlotte meurt en couches et l'enfant ne survit pas à la mère. — La famille royale est en danger de s'éteindre; trois fils du roi se marient. Guerre dans les Indes contre les Mahrattes et contre leurs alliés

les Pindaris (hordes à cheval du nord de la Péninsule indoustanique).

1818. Le gouverneur général, marquis d'Hastings, remporte plusieurs victoires; soumission des Mahrattes et des Pindaris; ruine de la puissance des Mahrattes; extension des possessions anglaises jusqu'à l'Indus. — Importantes réformes débattues dans le parlement anglais; motion de sir Samuel Romilly, tendant à l'adoucissement de la législation criminelle; les communes adoptent la motion de sir Samuel Romilly et les lords la repoussent; mort de sir Samuel Romilly.

1819. La motion est reprise dans le parlement par sir James Mackintosh et finit par triompher; la peine de mort est effacée des lois pénales, dans une multitude de cas. — Naissance de la princesse Victoria, fille du duc de Kent, frère du roi, et reine actuelle d'Angleterre — Grands et généreux efforts de M. Brougham dans les communes en faveur de l'éducation des classes pauvres; enquêtes à ce sujet. — Substitution, légalement ordonnée, des lingots d'or au papier dans les payements de la banque; motion de M. Robert Peel qui fait ajourner jusqu'en 1823 le payement obligatoire des billets de la banque en numéraire. — Détresse prolongée des classes ouvrières. — Mouvements insurrectionnels et démagogiques excités par le célèbre agitateur Henri Hunt; meetings réformistes dans les comtés industriels du nord, à l'effet d'obtenir le droit de représentation au parlement pour les grandes cités manufacturières; rassemblement immense aux environs de Manchester, convoqué par Henri Hunt; deux régiments de cavalerie sont appelés sur les lieux pour le dissiper; Henri Hunt se rend prisonnier; la cavalerie fait usage de ses armes; conflit sanglant et nombreuses victimes; vives interpellations à ce sujet dans le parlement; procès et condamnation de Hunt; bill d'indemnité accordé aux ministres par les deux chambres. —

1820. Mort de Georges III (janvier).

GEORGES IV.

1820 (suite). Découverte d'une redoutable conspiration ourdie par Thistlewood et ses complices pour renverser la constitution et les grands pouvoirs de l'Etat ; jugement, condamnation et exécution des principaux conjurés. — Détresse de la population manufacturière ; soulèvements populaires à Glasgow réprimés par la force des armes. — Dissolution du parlement, élections générales qui ne modifient point d'une manière sensible la majorité dans les communes. — Suite des réformes du code pénal sur la motion de sir James Makintosh. — Retour en Angleterre de la reine Caroline, qui s'adresse au parlement pour obtenir d'être reconnue publiquement pour reine d'Angleterre et pour que son nom soit rétabli dans les prières liturgiques; opposition du roi qui sollicite contre elle, du parlement, un bill de condamnation pour cause d'adultère, ainsi qu'un acte de divorce; M. Canning résigne son portefeuille; défense de la reine devant les pairs par M. Brougham; grande agitation populaire en faveur de la reine; le bill passe à la seconde lecture; mais l'acte de divorce est refusé; prorogation du parlement et abandon du bill par le cabinet; ovation démagogique en faveur de la reine. — Réunion des souverains d'Autriche, de Russie et de Prusse à Troppau et à Laybach, pour aviser à l'état révolutionnaire des royaumes de Naples et de Piémont.

1821. Répression par les armes autrichiennes des insurrections de Naples et de Piémont. — Rejet successif par le parlement d'Angleterre des bills pour la réforme parlementaire et pour l'émancipation des catholiques. — Grande crise monétaire; la reprise des payements de la banque en numéraire est avancée au 1er mai 1822. — Couronnement du roi ; vaine et violente tentative de la reine Caroline pour forcer l'entrée de Westminster ; mort subite de la reine. — Mort de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène.

1822. Grands troubles et famine en Irlande. — M. Peel remplace lord Sidmouth à l'intérieur. — Adoption à cinq voix de majorité dans les communes, d'un nouveau bill pour l'émancipation des catholiques, présenté par M. Canning. — Crise financière; abolition des droits sur la drèche et réduction de plusieurs autres taxes. — Insurrection grecque. — Suicide de lord Castlereagh, devenu marquis de Londonderry; M. Canning lui succède comme secrétaire d'Etat des affaires étrangères; une ère libérale commence pour l'Angleterre. — Situation révolutionnaire de l'Espagne; — Ferdinand VII devient prisonnier des cortès. — Congrès de Vérone où l'intervention armée de la France en Espagne est résolue.

1823. Entrée de MM. Robinson et Huskinson dans le ministère anglais. — Energiques démonstrations de l'opposition contre l'intervention française dans la Péninsule. — Campagne des Français en Espagne sous le duc d'Angoulême; défaite de l'armée des cortès et délivrance du roi Ferdinand VII.

1824. Traités de commerce entre l'Angleterre et plusieurs états insurgés de l'Amérique espagnole. — Relâchement du système prohibitif pour l'importation de nombreux articles et surtout pour les soieries. — Redoutable association catholique formée en Irlande par O' Connel; cette association est dissoute par la loi et reparaît sous la forme d'une association charitable. — Mort de Louis XVIII et avénement de Charles X au trône de France.

1825. Présentation nouvelle et nouveau rejet du bill pour les catholiques. — M. Huskinson, ministre du commerce et pour les colonies, fait adopter de nouveaux bills, pour l'abaissement des droits de douane et pour la liberté commerciale. — Grande crise commerciale en Angleterre; banqueroutes nombreuses et panique générale; suspension des payements dans soixante-dix banques provinciales. — Mort de l'empereur de Russie Alexandre I[er] à qui succède son frère Nicolas.

1826 Le roi de Portugal Jean VI cède à son fils don Pédro le trône du Brésil dont il reconnaît l'indépendance. — Economies réalisées en Angleterre dans le budget de l'Etat : diminution depuis dix ans de vingt-sept millions sterling dans les charges publiques. — Dissolution du parlement ; élections générales favorables à l'émancipation des catholiques. — Mort du roi Jean VI ; l'empereur don Pedro opte pour le trône du Brésil et abdique la couronne de Portugal en faveur de sa fille Dona Maria, en octroyant au Portugal une charte constitutionnelle. — Insurrection d'une partie de l'armée portugaise. — Expédition anglaise en Portugal sous les ordres de sir William Clinton.

1827. Mort du duc d'York, commandant en chef de l'armée et à qui succède en la même qualité le duc de Wellington. — Nouvelles mesures favorables à la liberté du commerce ; adoption d'une échelle mobile pour l'importation des grains. — Le bill pour l'émancipation des catholiques repris dans les communes par sir Francis Burdett est encore une fois rejeté. — Exaspération à ce sujet et troubles en Irlande. — Mort du jeune ministre lord Liverpool ; M. Canning lui succède comme premier lord de la Trésorerie et se montre tout d'abord favorable à la question catholique. — Démembrement du cabinet, dont se retirent plusieurs membres, entre autres lord Wellington et M. Peel ; le duc de Clarence, frère du roi, est nommé grand amiral de la Grande-Bretagne. — Bill adopté sur la motion de M. Peel pour compléter la réforme du code criminel. — Traité d'alliance relatif à l'émancipation de la Grèce signé à Londres par l'Angleterre, la France et la Russie. — Mort de M. Canning à qui succède M. Robinson devenu lord Goderich. — Bataille de Navarin et destruction de la flotte turque d'Ibrahim Pacha, par la flotte anglo-française et russe.

1828. Retraite volontaire de lord Goderich. — Lord Wellington, premier ministre, forme un nouveau cabinet des débris de l'administration de lord Liverpool ; lord Ellinbo-

rough, lord Bathurst et M. Peel, prennent place dans le ministère. — Démission du duc de Clarence. — Adoption d'un bill pour relever les dissidents protestants des incapacités politiques. — Les lords Palmerston et Dudley, MM. Huskinson et Charles Grant, sont écartés du ministère et remplacés par des torys. — Agitation extrême de l'association catholique en Angleterre et en Irlande. — O' Connell est illégalement élu à Clare, en Irlande, membre des communes d'Angleterre. — Don Miguel usurpe en Portugal le trône de sa nièce Dona Maria et abolit la charte portugaise; il exerce une tyrannie sanguinaire. — Guerre entre la Russie et la Porte.

1829. Adoption d'un bill qui dissout l'association catholique et présentation par M. Peel, aux communes, du bill pour l'émancipation des catholiques et par lequel ceux-ci sont admis à tous les emplois, grades et honneurs, sauf quelques restrictions indispensables pour le maintien de l'église établie; adoption de ce bill dans les communes aux deux tiers des suffrages; le bill est porté à la chambre des lords et soutenu par lord Wellington, premier ministre, et par le chancelier lord Lyndhurst; adoption du bill par les pairs à une forte majorité; il est converti en statut ou en loi de l'Etat. — Extrême irritation des ultra-torys qui s'unissent aux radicaux contre le ministère. — Souffrances et agitation de l'Irlande. — Paix d'Andrinople entre la Russie et la Turquie qui adhère au traité signé entre la Russie, l'Angleterre et la France, pour l'indépendance de la Grèce et pour l'autonomie des principautés de Moldavie et de Valachie sous la suzeraineté de la Porte. — Chute du ministère Martignac en France et avénement du cabinet Polignac, la Bourdonnaie et Bourmont. — Conduite inintelligente et cruelle de Ferdinand VII; il épouse en troisièmes noces Marie Christine, princesse napolitaine.

1830. Session orageuse dans le parlement; les whigs soutiennent le ministère tory Wellington et Peel contre les

efforts reunis des ultra-torys et des radicaux. — Peel fait substituer à la prohibition absolue des blés étrangers le système de l'échelle mobile, c'est-à-dire d'un droit variable sur les grains importés du dehors, selon le prix des grains à l'intérienr. — Etablissement à Londres de la nouvelle police municipale. — Rejet de la motion de sir John Russel pour accorder le droit d'élection aux grandes villes de Birmingham, de Leeds et de Manchester. — Expédition française à Alger; conquête de la ville par les Français. — Maladie et mort de George IV. Avénement du duc de Clarence, son frère, qui prend le nom de Guillaume IV (28 juin 1830).

GUILLAUME IV.

1830. (*suite*) Dissolution du parlement (24 juillet). — Publication à Paris des ordonnances du roi Charles X, par lesquelles la charte est violée; révolution de juillet; chute et expulsion de Charles X et de la branche aînée des Bourbons; le duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume, est proclamé roi des Français sous le nom de Louis-Philippe Ier. — Profond retentissement de ces événements en Europe; révolution à Bruxelles; le peuple belge repousse la dynastie de la maison d'Orange, il se sépare de la Hollande et se déclare indépendant; insurrection de la Pologne. — Réaction des révolutions de France et de Belgique en faveur de l'opposition dans la Grande-Bretagne et l'Irlande. — Les élections générales ont lieu sous cette influence très-contraire à l'administration tory de lord Wellington et de M. Peel. — Grands désordres dans les comtés réprimés par la force; ouverture du nouveau parlement et imprudente déclaration de lord Wellington contre toute tentative de réforme parlementaire — Agitation dans Londres; graves inquiétudes; le roi ajourne sa visite à Guildhall. — Motion ministérielle pour augmenter la liste civile; formation d'un comité, ordonnée par les communes malgré le cabinet, pour examiner les dépenses

royales. — M. Brougham annonce une motion pour la réforme parlementaire. — Démission de lord Wellington et de sir Robert Peel [1]. Les whigs, après une longue exclusion, reviennent au pouvoir : lord Grey est nommé premier lord de la Trésorerie, et est chargé par le roi de former un nouveau cabinet dont font partie M. Brougham, créé pair et lord chancelier du royaume, lord Althorp, chancelier de l'Echiquier; les lords Melbourne, Palmerston et Goderich ont les départements de l'intérieur, des affaires étrangères et des colonies; sir James Graham est nommé premier lord de l'Amirauté et lord Lansdowne président du conseil. — Vote d'un bill de régence pour le cas où le roi mourrait avant la majorité de la princesse Victoria, fille du duc de Kent, aujourd'hui reine d'Angleterre. — Election du prince Léopold de Saxe-Cobourg au trône de Belgique.

1831. Présentation aux communes, par lord John Russel, du bill pour la réforme parlementaire : partage à peu près égal de la chambre. — Dissolution du parlement : effervescence populaire. — Nouvelles élections et grande majorité acquise au ministère et au bill de réforme. — Le bill est adopté dans les communes et présenté à la chambre des lords, qui en ajourne à six mois la troisième lecture. — Prorogation du parlement : irritation du peuple : nombreux désordres dans les villes et les comtés : graves excès. — Rentrée du parlement, et présentation, par lord John Russel, d'un nouveau bill de réforme aux communes.

1832. Adoption du bill par les communes : ajournement par les pairs de la troisième lecture du bill jusqu'après les fêtes de Pâques. — Emotion extraordinaire du pays : de nombreuses associations se forment pour le refus de l'impôt : lord Grey demande au roi la création de nouveaux pairs en nombre suffisant pour décider l'adoption du bill de réforme : hésitation et refus du roi. Démission du cabi-

1. Il avait depuis peu succédé à ce titre.

net de lord Grey : vaine tentative du chancelier Lyndhurst pour former un cabinet avec lord Wellington et sir Robert Peel : rappel de lord Grey et du cabinet whig : adoption par les pairs du bill de réforme qui reçoit la sanction royale (5 juin). — Ce bill, dans ses principales clauses, enlevait le privilége de l'élection parlementaire à des bourgs déchus de leur ancienne importance, et à un plus grand nombre d'autres qui n'en avaient jamais eu aucune et où un seul propriétaire disposait presque seul de l'élection : leur privilége était transféré aux comtés et à des villes riches et populeuses qui jusqu'alors n'avaient pas été représentées dans les communes. — Dissolution du parlement. — Le parti tory adopte le nom de parti conservateur.

1833. Elections nouvelles : majorité whig favorable au ministère de lord Grey. — Agitation de l'Irlande, où O'Connel demande la suppression de l'établissement religieux protestant, l'abolition des dîmes et le rappel de l'Union.— Excès, violences et crimes nombreux commis en Irlande contre les propriétaires protestants et leurs mandataires. — Présentation au parlement par lord Grey, et adoption d'un bill de répression pour l'Irlande. — Dissolution de l'association des volontaires irlandais. — Adoption d'un bill proposé par les ministres pour appliquer une partie des revenus du clergé en Irlande à des objets d'utilité publique. — Vote d'une nombreuse émission de bons de l'Echiquier pour venir en aide aux classes souffrantes et aux débiteurs de la dîme en Irlande. — Enquête votée sur l'état et les causes de la détresse publique en Irlande. — Bill adopté pour l'abolition de l'esclavage, et vote de 20 millions sterlings (500 millions de francs) pour indemniser les colons. — Concours de l'Angleterre avec la France pour maintenir la séparation de la Belgique et de la Hollande, et pour enlever aux Hollandais la citadelle d'Anvers. — Délimitation de la Grèce, dont le prince Othon de Bavière est nommé roi. — Mort de Ferdinand VII.

1834. Reconnaissance, par l'Angleterre, d'Isabelle, fille de Ferdinand VII, pour reine d'Espagne. — Rejet, par les communes, de la motion d'O'Connel pour le rappel de l'acte d'Union.—Désordres toujours croissants en Irlande. —Lord Grey appuie une motion tendant à réduire de nouveau le temporel de l'Eglise protestante en Irlande. —Partage du ministère à ce sujet : démissions de lord Stanley, de sir James Graham, du duc de Richmond et du comte de Ripon : leur retraite est suivie de celle de lord Althorp et du comte Grey : lord Melbourne devient premier ministre, et lord Brougham conserve les sceaux. — Rejet de deux motions en faveur des dissidents, qui demandaient à être admis aux grades conférés par les universités d'Oxford et de Cambridge, et à célébrer leurs mariages dans leurs propres chapelles [1]. Les annuités à quatre pour cent, payables par l'État, sont réduites à trois et demi. — Révolution complète dans les lois relatives aux taxes des pauvres, et qui avaient donné lieu à d'innombrables abus : adoption, à ce sujet, de mesures très-énergiques et très-sages qui centralisent la répartition des taxes des pauvres entre les mains de l'Etat. — Retraite du ministère Melbourne et Brougham, violemment attaqué par les torys et fort affaibli par la retraite de lord Grey et de ses amis. — Le roi charge de la composition du cabinet lord Wellington, qui désigne et fait accepter sir Robert Peel pour premier ministre et lord Lyndhurst pour lord chancelier. — Dissolution du parlement.

1835. Elections très-débattues et partagées : accroissement considérable dans la chambre du parti conservateur ; mais faible majorité en faveur des whigs. — Large programme de sir Robert Peel pour des réformes justes et modérées. — Adoption par les communes d'une motion de lord John

1. Les dissidents jusqu'alors étaient tenus de faire consacrer leurs mariages dans leur paroisse, par le ministre de l'Église établie afin qu'ils eussent le caractère légal. L'état civil était encore en Angleterre entre les mains du clergé anglican.

Russel pour un examen sérieux, fait par la chambre formée en comité, de l'état de l'Eglise en Irlande. — Trois votes successifs rendus contre le ministère. — Démission de sir Robert Peel. — Chute du cabinet Peel et Wellington, et rappel de lord Melbourne à la tête d'un cabinet whig, dans lequel rentrent lord Palmerston, lord John Russel et lord Landsdowne. — Guerre civile en Espagne, où la régente Marie-Christine défend les droits de sa fille Isabelle contre don Carlos, frère du feu roi.—Les gouvernements unis de France et d'Angleterre s'abstiennent d'intervenir dans la lutte. — Grande agitation en Angleterre pour obtenir une multitude de réformes, et en particulier celle des corporations municipales. — Rixes sanglantes au sujet du payement des dîmes en Irlande, et ligue des protestants ou orangistes contre l'association catholique dirigée par O'Connel. — Agitation et premiers symptômes d'une rébellion dans le Canada.

1836. Programme du ministère whig dans le discours de la couronne à l'ouverture du parlement, et invitation aux chambres à s'occuper de nombreuses réformes concernant les dîmes, les dissidents, les pratiques judiciaires, ainsi que les corporations municipales et la police en Irlande.— Bills adoptés sur la plupart de ces questions par les communes, et repoussés ou mutilés par la chambre des lords. — Long conflit sur toutes ces questions entre les deux chambres. — Enquête sur la conduite d'O'Connel et sur les procédés des loges orangistes [1] dans les dernières élections. — Adoption du bill qui réduit des trois quarts la taxe du timbre pour les journaux. — Troubles sérieux dans le Bas-Canada. — Prorogation du parlement, et clôture de la session, sans autre résultat considérable qu'un surcroît d'irritation entre les partis en Angleterre et surtout en Irlande. — Violent manifeste publié par O'Connel

1. Les protestants irlandais s'étaient organisés, comme le sont encore les francs-maçons, en *loges* désignées sous le nom d'*orangistes*.

contre la chambre des lords. — Mort du roi Charles X.

1837. Graves débats dans le parlement au sujet de la capture faite par les Russes dans la mer Noire du bâtiment anglais *le Vixen*. — Reprise de toutes les grandes questions débattues dans la session précédente. — Diverses motions de M. Rœbuck pour des réformes radicales, et sur lesquelles la chambre se divise. — Motion de lord Morpeth pour convertir les dîmes en prestations annuelles pécuniaires. — Mort de Guillaume III (20 juin). — Avénement de la princesse Victoria au trône d'Angleterre. — Séparation de la couronne de Hanôvre d'avec celle de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

FIN DE L'APPENDICE.

TABLE

DU TOME QUATRIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

L'ANGLETERRE APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1688 ET AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

CHAPITRE I.

GUILLAUME III ET MARIE.

I

Règne de Guillaume III et de Marie II jusqu'à la dissolution de leur premier parlement.

1689 — 1690.

II

Suite du règne de Guillaume III et de Marie II. — Guerre d'Irlande.

1690 — 1692.

III

Suite du règne de Guillaume III et de Marie II, jusqu'à la mort de la reine.

1692 — 1694.

IV

Suite du règne de Guillaume III, depuis la mort de la reine jusqu'à la paix de Ryswick.

1695 — 1697.

CHAPITRE II.

ANNE.

1702 — 1714.

I

Première partie du règne d'Anne.

1702 — 1705.

IV

Considérations sur l'état de l'Europe et de l'Angleterre durant le règne d'Anne.

CHAPITRE III.

GEORGE Ier.

1714 — 1727.

I

Première partie du règne de George Ier.

1714 — 1717.

II

Suite du règne de George Ier depuis la scission du parti whig, jusqu'à la rentrée de Walpole dans le cabinet, dont il devient le chef.

1717 — 1722.

III

Suite et fin du règne de Georges Ier. — Administration de sir Robert Walpole.

1722 — 1727.

CHAPITRE IV.

GEORGE II.

1724 — 1760.

I

Première partie du règne de George II jusqu'à la chute de sir Robert Walpole.

1727 — 1742.

II

Suite du règne de Georges II depuis la chute de sir Robert Walpole jusqu'à celle de Carteret devenu lord Granville. — Première période de la guerre de la succession d'Autriche.

1742 — 1744.

III

Débuts du ministère de Henri Pelham.— Suite de la guerre de la succession d'Autriche. — Expédition de Charles Edouard.

1744 — 1746.

Dates Pages.

III

Suite et fin de la guerre de la succession d'Autriche. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — Dernières années du ministère Pelham.

1746 — 1754.

IV

De la situation de l'Inde au moment où les Européens vinrent s'y fixer. — Premiers établissements. — Première lutte dans les Indes entre la compagnie française et la compagnie anglaise.

1498 — 1754.

IV

Suite du règne de Georges II jusqu'au début du ministère de William Pitt. — Commencements de la guerre de Sept-Ans.

1754 -- 1757.

CHAPITRE V.

GEORGE III.

1760-1820.

I

Première partie du règne de George III, jusqu'à la formation du cabinet de George Grenville.

1760 — 1763.

II

Suite du règne de George III jusqu'au ministère de lord North. — Cabinets successifs de G. Grenville et du marquis de Rockingham.

1763 — 1766.

III

Suite du règne de George III. — Second ministère de Pitt. — Ministère du duc de Grafton.

1766 — 1770.

IV

Ministère de lord North jusqu'au début de la guerre d'Amérique.

1770 — 1774.

V

Suite du règne de George III et du ministère de lord North. — Première période de la guerre d'Amérique.

1774 — 1777.

VI

Suite du ministère de lord North et de la guerre d'Amérique.

1777 — 1781.

VII

Fin du ministère de lord North. — Ministères de Rockingham et de Shelburne. — Affranchissement de l'Irlande. — Dernière campagne. — Guerre dans l'Inde sous Warren Hastings. — Préliminaires de la paix. — Coalition de lord North et de Charles Fox. — Chute de lord Shelburne.

1781 — 1783.

VIII

Ministère de lord Portland et de la coalition. — Signature de la paix de Versailles. — Chute du cabinet. — Pitt premier ministre. — Elections générales. — Aperçu des mesures administratives et financières de Pitt jusqu'aux approches de la révolution française.

1783 -- 1788.

IX

Progrès des institutions constitutionnelles en Angleterre jusqu'à la révolution française. — Etat religieux du pays. — Lettres et sciences. — Voyages et découvertes. — Industrie. — Commerce. — Mœurs et coutumes, etc.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.



ERRATA.

Pages.	Lignes.	
190	12	*au lieu de* : des deux dernières ; *lisez :* des dix dernières.
258	11	*au lieu de* : lui présentait ; *lisez :* leur présentait.
453	15	*au lieu de :* mais là en Allemagne : *lisez :* en Allemagne.
488	7	*au lieu de :* et le continent lui-même faisait ; *lisez :* et elle faisait.
637	11	*au lieu de :* avec tous ses voisins : *lisez :* vis-à-vis de ses voisins.
725	11	*au lieu de :* deux conditions sont partout ; *lisez :* deux conditions, entre autres, sont partout.



